PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Première édition 1977

La traduction du présent tome est conforme à la première édition chinoise des *Œuvres choisies de Mao Tsétoung*, tome cinquième (Editions du Peuple, avril 1977, Pékin).

*Imprimé en République populaire de Chine*

# NOTE POUR LA PRESENTE EDITION

Les œuvres du président Mao Tsétoung, grand dirigeant et éducateur, sont d'immortels documents du marxisme-léninisme. Conformément à la décision du Comité central du Parti communiste chinois, nous éditons le tome V des *Œuvres choisies de Mao Tsétoung* et nous publierons successivement les autres tomes.

Edités antérieurement, les tomes I à IV des *Œuvres choisies de Mao Tsétoung* contiennent d'importants écrits de la période de la révolution de démocratie nouvelle. Le tome V comprend d'importants écrits de la période de la révolution et de l'édification socialistes; il en sera de même des tomes suivants.

Au cours de la période historique nouvelle inaugurée par la fondation de la République populaire de Chine, maintenant toujours fermement le principe de l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique concrète de la révolution, le camarade Mao Tsétoung a continué, sauvegardé et développé le marxisme-léninisme dans la lutte que notre Parti et notre peuple ont menée sous sa direction pour entreprendre la révolution et l'édification socialistes, pour combattre les lignes révisionnistes de Kao Kang — Jao Chou-che, de Peng Teh-houai, de Liou Chao-chi, de Lin Piao et de Wang Hong-wen — Tchang Tchouen-kiao — Kiang Tsing — Yao Wen-yuan, pour combattre l'impérialisme et toute la réaction, et pour combattre le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique des renégats révisionnistes soviétiques. La plus grande contribution apportée sur le plan théorique par le camarade Mao Tsétoung durant cette période, c'est d'avoir dressé systématiquement le bilan de l'expérience historique de la dictature du prolétariat tant à l'intérieur du pays que sur le plan international, d'avoir analysé les contradictions, les classes et la lutte

de classes de la société socialiste, à la lumière du concept fondamental de la dialectique matérialiste — l'unité des contraires —, et d'avoir ainsi révélé la loi du développement de la société socialiste et fondé la théorie magistrale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Ces concepts nouveaux, ces conclusions nouvelles du camarade Mao Tsétoung à propos de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat ont apporté un enrichissement immense au patrimoine théorique du marxisme-léninisme dans les domaines de la philosophie, de l'économie politique et du socialisme scientifique. Non seulement ils montrent à notre peuple la voie fondamentale à suivre pour consolider la dictature du prolétariat, prévenir la restauration du capitalisme et édifier le socialisme, mais de plus ils revêtent une grande portée mondiale, profonde et durable.

Le tome V des *Œuvres choisies de Mao Tsétoung* comprend d'importants écrits de septembre 1949 à 1957. C'est dans ces écrits que le camarade Mao Tsétoung énonce pour la première fois la thèse scientifique selon laquelle la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la voie socialiste et la voie capitaliste existera encore longtemps après la réalisation, pour l'essentiel, de la transformation socialiste de la propriété des moyens de production, la doctrine concernant la juste distinction et la juste solution des deux types de contradictions de caractère différent qui existent dans la société socialiste — celles entre nous et nos ennemis et celles au sein du peuple, la théorie magistrale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat et les concepts fondamentaux de la ligne générale pour l'édification du socialisme. Par la suite, et en particulier au cours de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, le camarade Mao Tsétoung, s'inspirant de l'expérience de la pratique révolutionnaire, a sans cesse enrichi et développé toutes ces brillantes idées.

Le camarade Mao Tsétoung est le plus grand marxiste-léniniste de notre temps. La pensée-maotsétoung est le drapeau victorieux sous lequel notre Parti, notre armée et notre peuple luttent dans l'unité et poursuivent la révolution; elle est le bien commun du prolétariat international et des peuples révolutionnaires de tous les pays. La pensée et la doctrine du camarade Mao Tsétoung sont éternelles.

Parmi les œuvres que le camarade Mao Tsétoung a écrites durant la période de la révolution et de l'édification socialistes et qui sont réunies dans cette édition, une partie a déjà été publiée et l'autre est inédite; celle-ci comprend les documents rédigés par le camarade Mao Tsétoung, ses manuscrits ainsi que les procès-verbaux officiels de ses discours. Ces procès-verbaux ont fait l'objet de quelques arrangements indispensables de caractère technique lors de leur mise au point.

Commission pour la Préparation et
l'Edition des Œuvres du Président
Mao Tsétoung du Comité central du
Parti communiste chinois

Le 1er mars 1977.

# PERIODE DE
# LA REVOLUTION ET DE L'EDIFICATION
# SOCIALISTES (I)

# LE PEUPLE CHINOIS EST DEBOUT*

(21 septembre 1949)

Messieurs les Délégués,

La Conférence consultative politique attendue avec impatience par le peuple de tout notre pays est ouverte.

Notre Conférence compte plus de 600 délégués représentant tous les partis démocratiques, toutes les organisations populaires, l'Armée populaire de Libération, les diverses régions et les différentes nationalités de Chine, ainsi que les Chinois d'outre-mer. Cela prouve qu'il s'agit là d'une conférence de la grande unité de tout le peuple.

Si cette grande unité a pu être réalisée, c'est que nous avons vaincu le gouvernement réactionnaire du Kuomintang soutenu par l'impérialisme américain. En un peu plus de trois ans, l'héroïque Armée populaire de Libération de Chine, une armée dont on a rarement vu la pareille dans le monde, a brisé toutes les offensives des troupes du gouvernement réactionnaire du Kuomintang, comptant plusieurs millions d'hommes et bénéficiant de l'aide américaine, et a passé ensuite à la contre-offensive et à l'offensive. A l'heure actuelle, les armées de campagne de l'Armée populaire de Libération, fortes de plusieurs millions d'hommes, ont porté le combat jusque dans les régions proches de Taïwan, du Kouangtong, du Kouangsi, du Koueitcheou, du Setchouan et du Sinkiang; le peuple chinois dans sa grande majorité a été libéré. En un peu plus de trois ans, tout le peuple a resserré ses rangs, soutenu l'Armée populaire de Libération, lutté contre l'ennemi et remporté une victoire fondamentale. C'est sur cette base que se tient aujourd'hui la Conférence consultative politique du Peuple.

Si notre Conférence est appelée Conférence consultative politique, c'est qu'il y a trois ans nous avons tenu, avec le Kuomintang de Tchiang

* Allocution d'ouverture prononcée par le camarade Mao Tsétoung à la première session plénière de la Conférence consultative politique du Peuple chinois.

Kaï-chek, une conférence du même nom[1]. Les résultats en ont été annihilés par le Kuomintang de Tchiang Kaï-chek et ses complices, mais elle a laissé dans notre peuple une marque indélébile. Elle a prouvé qu'avec le Kuomintang de Tchiang Kaï-chek, ce laquais de l'impérialisme, et ses complices, on ne saurait accomplir aucune tâche utile au peuple. Même quand on aboutissait, et non sans peine, à des résolutions, celles-ci restaient sans effet, car ils les déchiraient toutes à la première occasion pour imposer au peuple une guerre impitoyable. Le seul acquis de cette première conférence a été de donner au peuple une leçon profonde, qui lui a fait comprendre qu'aucun compromis n'est possible avec le Kuomintang de Tchiang Kaï-chek, ce laquais de l'impérialisme, et ses complices; de deux choses l'une: on renverse ses ennemis ou on se laisse opprimer, voire massacrer par eux; il n'y a pas d'autre choix. Sous la direction du Parti communiste chinois, notre peuple, en un peu plus de trois ans, a pris rapidement conscience et s'est organisé pour former, à l'échelle nationale, un front uni contre l'impérialisme, le féodalisme, le capitalisme bureaucratique et leur expression concentrée: le gouvernement réactionnaire du Kuomintang; il a apporté son soutien à la Guerre populaire de Libération, jeté pratiquement à bas le gouvernement réactionnaire du Kuomintang, renversé la domination de l'impérialisme en Chine et redonné vie à la Conférence consultative politique.

La présente Conférence consultative politique du Peuple chinois se réunit sur une base entièrement nouvelle. Elle est représentative de l'ensemble du peuple et bénéficie de sa confiance et de son soutien. Elle proclame par conséquent qu'elle exerce les pouvoirs et fonctions d'une assemblée populaire nationale. Selon son ordre du jour, elle votera la Loi organique de la Conférence consultative politique du Peuple chinois et la Loi organique du Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine, établira le Programme commun de la Conférence consultative politique du Peuple chinois, élira le Comité national de la Conférence consultative politique du Peuple chinois et le Conseil du Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine, adoptera le drapeau national et l'emblème national de la République populaire de Chine, désignera la capitale de la République populaire de Chine et adoptera le calendrier en usage dans la plupart des pays du monde.

Messieurs les Délégués, nous sommes tous persuadés que notre travail s'inscrira dans l'histoire de l'humanité. Il démontre que le

peuple chinois qui représente le quart de l'humanité est désormais debout. Les Chinois forment depuis toujours une grande nation vaillante et laborieuse, et ce n'est que dans les temps modernes qu'ils se sont laissé distancer. Ce retard est dû exclusivement à l'oppression et à l'exploitation exercées par l'impérialisme étranger et par les gouvernements réactionnaires du pays. Pendant plus d'un siècle, nos devanciers n'ont cessé de mener, contre ces oppresseurs de l'intérieur et de l'extérieur, des luttes inflexibles, dont la Révolution de 1911 dirigée par le Dr Sun Yat-sen, le grand précurseur de la révolution chinoise. Ils nous ont prescrit d'accomplir leur entreprise inachevée. C'est ce que nous avons fait. Nous nous sommes unis et avons renversé les oppresseurs de l'intérieur et de l'extérieur en menant la Guerre populaire de Libération et la grande révolution populaire, et maintenant nous proclamons la fondation de la République populaire de Chine. Désormais, notre nation a sa place au sein de la communauté des nations du monde éprises de paix et de liberté. Nous travaillerons avec courage et assiduité à faire s'épanouir notre propre civilisation et à créer notre bonheur, tout en contribuant à promouvoir la paix et la liberté dans le monde. Notre nation ne sera plus jamais une nation humiliée; nous voilà debout. Notre révolution a gagné la sympathie et suscité les acclamations des masses populaires du monde entier; nous avons des amis partout dans le monde.

Notre œuvre révolutionnaire n'est pas encore achevée, la Guerre populaire de Libération et le mouvement révolutionnaire du peuple continuent leur avance, et nous devons poursuivre nos efforts. Les impérialistes et les réactionnaires du pays ne se résigneront jamais à leur défaite; ils se débattront jusqu'à la fin. Même quand la paix et l'ordre auront été rétablis dans l'ensemble du pays, ils continueront par tous les moyens à se livrer au sabotage et à provoquer des troubles, et chercheront à tout instant à rétablir leur domination en Chine. Cela est certain, indubitable; nous ne devons donc en aucun cas relâcher notre vigilance.

Notre régime d'Etat, la dictature démocratique populaire, constitue une arme puissante pour préserver les conquêtes de la révolution populaire et contrecarrer les complots de restauration fomentés par les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur; tenons fermement cette arme en main. Sur le plan international, il nous faut nous unir avec tous les pays et tous les peuples épris de paix et de liberté, et en premier lieu,

avec l'Union soviétique et les pays de démocratie nouvelle; ainsi nous ne serons pas seuls dans la lutte pour préserver les conquêtes de la révolution populaire et déjouer les complots de restauration des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. Tant que nous maintiendrons la dictature démocratique populaire et que nous serons unis avec nos amis de l'étranger, nous serons toujours victorieux.

La dictature démocratique populaire et l'union avec nos amis de l'étranger nous permettront d'obtenir des succès rapides dans notre édification. La tâche de la construction économique à l'échelle nationale nous attend. Nous disposons pour cela d'excellentes conditions: une population de 475 millions d'habitants et un territoire de 9.600.000 kilomètres carrés. Des difficultés, nous en aurons, et même en grand nombre, mais nous sommes persuadés que notre peuple les surmontera toutes par sa lutte héroïque. Et sous ce rapport, le peuple chinois possède une très riche expérience. Si nos prédécesseurs et nous-mêmes avons pu traverser une longue période extrêmement difficile et vaincre les puissants réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur, pourquoi ne serions-nous pas en mesure, après la victoire, d'édifier un pays prospère et florissant? Tant que nous conserverons notre style de travail fait de dur labeur et d'âpre lutte, tant que nous resterons unis, tant que nous maintiendrons la dictature démocratique populaire et que nous serons unis avec nos amis de l'étranger, nous pourrons remporter rapidement la victoire sur le front économique.

L'essor de l'édification économique s'accompagnera nécessairement d'un essor de l'édification culturelle. Le temps est révolu où les Chinois étaient considérés comme des gens incultes. Nous apparaîtrons dans le monde comme une nation ayant une culture hautement développée.

Notre défense nationale sera renforcée et nous ne permettrons pas aux impérialistes, quels qu'ils soient, d'envahir de nouveau notre territoire. Nos forces armées populaires doivent être maintenues et développées sur la base de l'héroïque Armée populaire de Libération, trempée par les épreuves. Et nous n'aurons pas seulement une puissante armée de terre, mais encore une puissante aviation et une puissante marine de guerre.

Que les réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur tremblent devant nous! Qu'ils disent que nous ne sommes bons ni à ceci ni à cela! Nous, peuple chinois, grâce à nos efforts persévérants, nous parviendrons d'un pas assuré au but que nous nous sommes assigné.

Gloire éternelle aux héros du peuple tombés dans la Guerre populaire de Libération et la révolution populaire!

Acclamons la victoire de la Guerre populaire de Libération et de la révolution populaire!

Acclamons la fondation de la République populaire de Chine!

Plein succès à la Conférence consultative politique du Peuple chinois!

## NOTES

[1] Voir "Briser l'offensive de Tchiang Kaï-chek par une guerre de légitime défense", note 2, *Œuvres choisies de Mao Tsétoung*, tome IV, pp. 92-95.

# VIVE LA GRANDE UNITE DU PEUPLE CHINOIS !*

(30 septembre 1949)

Compatriotes,

La première session plénière de la Conférence consultative politique du Peuple chinois a accompli sa tâche avec succès.

Cette session a réuni les représentants de tous les partis démocratiques et de toutes les organisations populaires de Chine, de l'Armée populaire de Libération, des diverses régions, des différentes nationalités du pays, des Chinois d'outre-mer ainsi que des autres démocrates patriotes. Elle incarne la volonté du peuple tout entier, elle est l'expression de sa grande unité, une unité sans précédent.

Cette grande unité de tout le peuple n'a été réalisée qu'après que le peuple chinois et l'Armée populaire de Libération, sous la direction du Parti communiste chinois et au prix d'une longue lutte héroïque, eurent remporté la victoire sur le gouvernement réactionnaire du Kuomintang de Tchiang Kaï-chek soutenu par l'impérialisme américain. Depuis plus d'un siècle, les éléments avancés du peuple chinois, dont une des figures éminentes est le Dr Sun Yat-sen, ce grand révolutionnaire qui avait dirigé la Révolution de 1911, n'ont cessé de mener avec une persévérance inlassable, à la tête des larges masses populaires, des luttes inflexibles pour en finir avec l'oppression de l'impérialisme et des gouvernements réactionnaires chinois; leur but est enfin atteint. A l'heure où nous tenons cette session, le peuple chinois a déjà triomphé de ses ennemis, changé la physionomie du pays et fondé la République

* Déclaration de la première session plénière de la Conférence consultative politique du Peuple chinois que le camarade Mao Tsétoung a été chargé de rédiger par cette session. Les mots "sous la direction du président Mao Tsétoung, le dirigeant du peuple" y ont été ajoutés sur la proposition des délégués lors de l'adoption de cette déclaration.

*populaire de Chine.* Les 475 millions de Chinois sont debout et devant notre nation s'ouvre un avenir infiniment radieux.

Sous la direction du président Mao Tsétoung, le dirigeant du peuple, notre session, animée d'une même volonté, a voté, en conformité avec le principe de la démocratie nouvelle, la Loi organique de la Conférence consultative politique du Peuple chinois, la Loi organique du Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine et le Programme commun de la Conférence consultative politique du Peuple chinois: elle a désigné Pékin pour capitale de la République populaire de Chine, adopté le drapeau rouge à cinq étoiles en tant que couleurs nationales et la *Marche des Volontaires* comme hymne national actuel, décidé d'introduire en République populaire de Chine le calendrier en usage dans la plupart des pays; elle a élu le Comité national de la Conférence consultative politique du Peuple chinois et le Conseil du Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine. Une ère nouvelle s'est donc ouverte dans l'histoire de la Chine.

Compatriotes, la République populaire de Chine est proclamée, et notre peuple a maintenant son propre gouvernement central. Conformément au Programme commun, ce gouvernement exercera la dictature démocratique populaire sur toute l'étendue du territoire chinois. Il commandera l'Armée populaire de Libération pour mener la guerre révolutionnaire jusqu'au bout, liquider le reste des troupes ennemies, libérer tout le territoire et accomplir ainsi l'œuvre grandiose de l'unification de la Chine. Il dirigera notre peuple dans ses efforts pour surmonter toutes les difficultés, entreprendre une édification économique et culturelle de grande envergure, mettre fin à la pauvreté et à l'ignorance léguées par l'ancienne Chine et améliorer progressivement la vie matérielle et culturelle du peuple. Il défendra les intérêts du peuple et réprimera tout complot tramé par les contre-révolutionnaires. Il travaillera au renforcement de nos armées populaires de terre, de mer et de l'air, à la consolidation de la défense nationale, à la sauvegarde de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et s'opposera à l'agression de tout pays impérialiste. Il s'unira avec nos alliés — tous les pays, nations et peuples épris de paix et de liberté, en premier lieu l'Union soviétique et les pays de démocratie nouvelle — dans la lutte commune contre les complots de guerre des impérialistes et pour une paix durable dans le monde.

Compatriotes, il faut nous organiser davantage. Nous devons grouper l'immense majorité de la population dans des organisations

politiques, militaires, économiques, culturelles et autres, de manière à mettre fin à l'état de désunion et au manque d'organisation qui caractérisaient l'ancienne Chine; nous devons mettre en œuvre la grande force collective des masses populaires pour soutenir le Gouvernement populaire et l'Armée populaire de Libération et édifier une Chine nouvelle qui soit indépendante, démocratique, pacifique, unifiée, puissante et prospère.

Gloire éternelle aux héros du peuple tombés dans la Guerre populaire de Libération et la révolution populaire!

Vive la grande unité du peuple chinois!

Vive la République populaire de Chine!

Vive le Gouvernement populaire central!

# GLOIRE ETERNELLE AUX HEROS DU PEUPLE*

(30 septembre 1949)

Gloire éternelle aux héros du peuple tombés dans la Guerre populaire de Libération et la révolution populaire au cours de ces trois dernières années!

Gloire éternelle aux héros du peuple tombés dans les guerres populaires de libération et la révolution populaire au cours de ces trente dernières années!

Gloire éternelle aux héros du peuple tombés dans les luttes engagées depuis 1840 contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, pour l'indépendance nationale, pour la liberté et le bonheur du peuple!

* Texte de l'inscription rédigée par le camarade Mao Tsétoung pour le Monument aux Héros du Peuple.

# MAINTENIR TOUJOURS LE STYLE DE VIE SIMPLE ET DE LUTTE ARDUE

(26 octobre 1949)

Camarades de Yenan et compatriotes de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia,

J'ai reçu avec le plus grand plaisir votre message de félicitations et je tiens à vous en remercier vivement. Durant les années 1936-1948, Yenan et la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia ont été le siège du Comité central du Parti communiste chinois et l'arrière général du peuple chinois en lutte pour sa libération. La population de Yenan et de la région a apporté une grande contribution à la cause du peuple de tout notre pays. Je souhaite qu'elle demeure unie, qu'elle guérisse rapidement des blessures de la guerre et fasse progresser l'édification économique et culturelle. J'espère en outre que le personnel révolutionnaire de tout le pays maintiendra toujours le style de vie simple et de lutte ardue qui, pendant plus de dix ans, a été le propre de ceux qui travaillaient à Yenan et dans la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia.

Mao Tsétoung

Le 26 octobre 1949.

# DEMANDE D'AVIS SUR LA TACTIQUE A ADOPTER VIS-A-VIS DES PAYSANS RICHES*

(12 mars 1950)

Vous êtes priés de recueillir et de nous faire connaître par dépêche les avis des camarades responsables des diverses provinces actuellement en réunion sur la tactique à adopter vis-à-vis des paysans riches, c'est-à-dire sur notre proposition de laisser tranquilles non seulement les paysans riches de caractère capitaliste, mais aussi les paysans riches de type semi-féodal au cours du mouvement pour la réforme agraire qui commencera l'hiver prochain dans des provinces méridionales et certaines régions du Nord-Ouest, et de remettre à quelques années plus tard le règlement de la question des paysans riches de caractère semi-féodal. Vous voudrez bien considérer si cette manière de procéder ne serait pas plus avantageuse. Voici les raisons qui la déterminent: Primo, la réforme agraire étant d'une envergure sans précédent, des déviations "de gauche" peuvent facilement se produire. Si nous touchons uniquement les propriétaires fonciers et laissons de côté les paysans riches, nous pourrons encore mieux isoler les propriétaires fonciers, protéger les paysans moyens et empêcher qu'on ne frappe et tue sans discrimination; autrement, nous aurons bien du mal à prévenir l'apparition de tels faits. Secundo, la réforme agraire entreprise dans le Nord se déroulait en temps de guerre, dans une atmosphère où la guerre éclipsait la réforme agraire. Maintenant que la guerre est pratiquement terminée, la réforme agraire va prendre un relief particulier, elle imprimera à la société une très forte secousse et les cris d'alarme des propriétaires fonciers se feront extrêmement aigus; si nous laissons provisoirement de côté les paysans riches de caractère semi-féodal pour

* Circulaire adressée par le camarade Mao Tsétoung au Bureau du Comité central pour la Chine du Centre-Sud, ainsi qu'au Bureau pour la Chine de l'Est, au Sous-Bureau pour la Chine du Sud, au Bureau pour la Chine du Sud-Ouest et au Bureau pour la Chine du Nord-Ouest.

ne nous en occuper que dans quelques années, nous serons encore mieux fondés pour agir, c'est-à-dire que nous aurons une plus grande initiative du point de vue politique. Tertio, nous avons formé sur les plans politique, économique et organisationnel un front uni avec la bourgeoisie nationale; or, celle-ci étant intimement liée à la question foncière, pour la rassurer, il conviendrait de ne pas toucher pour le moment aux paysans riches de type semi-féodal.

En novembre dernier, lors de la réunion du Bureau politique, j'ai soulevé la question de laisser tranquilles temporairement les paysans riches, mais celle-ci n'a fait l'objet ni d'une analyse détaillée ni d'une décision. Le moment est venu aujourd'hui de prendre cette décision. Ceci fait, il nous faudra modifier la Loi agraire ainsi que d'autres documents sur la réforme agraire, puis les promulguer, afin que les cadres chargés de cette réforme dans les provinces récemment libérées puissent les étudier, ce qui sera profitable à la réforme agraire que nous entreprendrons après la moisson d'automne. Sinon, l'occasion sera manquée et nous serons réduits à la passivité. Ainsi, nous prions non seulement les camarades du Bureau du Comité central pour la Chine du Centre-Sud, mais aussi ceux du Bureau pour la Chine de l'Est, du Sous-Bureau pour la Chine du Sud, du Bureau pour la Chine du Sud-Ouest et du Bureau pour la Chine du Nord-Ouest d'étudier cette question, de soumettre le présent télégramme à la discussion des comités provinciaux et municipaux placés sous leur autorité, de recueillir tous les avis, favorables ou défavorables, et de les faire connaître immédiatement par dépêche au Comité central, afin que celui-ci puisse s'y référer et adopter la décision voulue. Cela est très important.

# LUTTONS POUR UNE AMELIORATION RADICALE DE LA SITUATION FINANCIERE ET ECONOMIQUE DU PAYS*

(6 juin 1950)

La situation internationale actuelle nous est favorable. Le front mondial de la paix et de la démocratie ayant à sa tête l'Union soviétique est encore plus puissant que l'an dernier. Le mouvement populaire pour la paix et contre la guerre a fait du chemin à travers le monde. Le mouvement de libération nationale, qui a pour but d'en finir avec l'oppression de l'impérialisme, s'est considérablement étendu; notons en particulier la montée du mouvement de masse contre l'occupation américaine chez les peuples japonais et allemand et le développement de la lutte populaire de libération des nations opprimées de l'Orient. En même temps, les contradictions se sont accentuées entre les pays impérialistes, surtout entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Les disputes se sont également multipliées entre les divers groupes au sein de la bourgeoisie américaine et de la bourgeoisie britannique. Par contre, une unité solide règne dans les rapports entre l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire ainsi que dans les rapports mutuels de ces derniers. Le nouveau traité sino-soviétique[1] d'une grande portée historique a consolidé les relations amicales entre les deux pays. D'une part, il nous permet d'entreprendre plus librement et plus rapidement l'édification du pays; d'autre part, il stimule la lutte grandiose des peuples du monde pour la paix et la démocratie, contre la guerre et l'oppression. La menace de guerre venant du camp impérialiste demeure, de même que l'éventualité d'une troisième guerre mondiale. Cependant, les forces qui luttent pour conjurer le danger de guerre, pour empêcher une troisième guerre mondiale, se développent rapide-

* Rapport écrit du camarade Mao Tsétoung distribué à la troisième session plénière du Comité central issu du VII[e] Congrès du Parti communiste chinois.

ment; dans sa grande majorité, la population mondiale devient de plus en plus politiquement consciente. Une nouvelle guerre mondiale pourra être conjurée si les partis communistes du monde entier continuent de rallier à eux toutes les forces de paix et de démocratie susceptibles d'être ralliées et les aident à prendre un plus grand développement. Les rumeurs de guerre répandues par les réactionnaires du Kuomintang visent à tromper le peuple et sont dénuées de fondement.

La situation actuelle de notre pays se présente comme suit: Le Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine et les gouvernements populaires locaux à tous les échelons ont été constitués. L'Union soviétique, les pays de démocratie populaire et un certain nombre de pays capitalistes ont établi successivement des relations diplomatiques avec notre pays. Dans la partie continentale, la guerre est terminée pour l'essentiel. Il ne reste à libérer que Taïwan et le Tibet, tâche qui implique encore des luttes ardues. Dans certaines régions de la partie continentale, les réactionnaires du Kuomintang ont eu recours à la guérilla de bandits et incité des éléments arriérés à lutter contre le gouvernement populaire. Ils ont organisé contre lui des activités de nombreux agents secrets et espions. Ceux-ci ont répandu des rumeurs parmi la population dans la tentative de saper le prestige du Parti communiste et du gouvernement populaire, et de miner l'union et la coopération entre les différentes nationalités, les classes démocratiques, les partis démocratiques et les organisations populaires. De plus, ils se sont employés à saboter l'économie populaire, à assassiner des militants du Parti et des travailleurs du gouvernement et à recueillir des renseignements pour le compte des impérialistes et des réactionnaires du Kuomintang. Toutes ces activités contre-révolutionnaires sont dirigées en coulisse par l'impérialisme, notamment l'impérialisme américain. Ces bandits, agents secrets et espions sont tous des laquais de l'impérialisme. Après la victoire décisive remportée en hiver 1948 avec les trois grandes campagnes de Liaosi-Chenyang, de Houai-Hai et de Peiping-Tientsin, l'Armée populaire de Libération a, au cours des treize mois et demi qui nous séparent des opérations du passage du Yangtsé commencées le 21 avril 1949, achevé l'occupation de tout le territoire de la Chine à l'exception du Tibet, de Taïwan et d'autres îles, et mis hors de combat 1.830.000 hommes des troupes réactionnaires du Kuomintang, ainsi que 980.000 bandits de guérilla. D'autre part, les organismes de la sécurité publique populaire ont débusqué quantité d'organisations et d'agents du service secret réactionnaire. Dans les régions nouvellement libérées, l'Armée popu-

laire de Libération a pour tâche d'exterminer ce qui reste des bandits, et les organismes de la sécurité publique populaire continueront de porter des coups aux organisations du service secret de l'ennemi. Dans sa majorité, la population soutient chaleureusement le Parti communiste, le gouvernement populaire et l'Armée populaire de Libération. Ces derniers mois, le gouvernement populaire a assumé, pour l'ensemble du pays, la gestion et la direction unifiées des finances et de l'économie, il a réussi à établir l'équilibre des recettes et des dépenses, à arrêter l'inflation monétaire et à stabiliser les prix. Par la livraison des céréales, le paiement des impôts et la souscription aux bons de l'emprunt d'Etat[2], la population de tout le pays lui a apporté son soutien. L'année dernière, la Chine a été frappée par des calamités naturelles sur de vastes étendues; environ 120 millions de mous de terres cultivées et 40 millions d'habitants ont été affectés à divers degrés par les inondations et la sécheresse. Le gouvernement populaire a assuré aux sinistrés une large assistance et procédé à des travaux hydrauliques de grande envergure en de nombreux endroits. Cette année, la moisson s'annonce meilleure que l'année dernière. La récolte d'été paraît bonne dans l'ensemble; si la moisson d'automne l'est aussi, on peut prévoir pour l'an prochain une situation plus satisfaisante. La longue domination de l'impérialisme et de la réaction du Kuomintang a laissé l'économie de notre société dans un état anormal et a engendré un chômage massif. Depuis la victoire de la révolution, une réorganisation plus ou moins poussée s'opère dans toute la vieille structure économique de la société, et le nombre de chômeurs a encore augmenté. C'est un grave problème, et le gouvernement populaire a pris les premières mesures pour donner une assistance aux chômeurs et leur fournir du travail afin de résoudre ce problème graduellement. Dans le domaine de la culture et de l'enseignement, il a déployé une grande activité, et nombreux sont les intellectuels et les jeunes étudiants qui se sont mis à l'étude pour acquérir les connaissances nouvelles ou se sont joints au travail révolutionnaire. Le gouvernement populaire a déjà entrepris de réajuster judicieusement l'industrie et le commerce et d'améliorer les rapports entre l'économie d'Etat et l'économie privée, ainsi qu'entre le Travail et le Capital, et il poursuit cette tâche avec une énergie accrue.

La Chine est un immense pays dont les conditions sont très complexes; la révolution avait d'abord triomphé dans quelques régions avant de remporter la victoire dans l'ensemble du pays. De ce fait, dans les régions anciennement libérées (160 millions d'habitants en-

viron), la réforme agraire a été achevée, l'ordre public établi, l'édification économique engagée dans la bonne voie, la vie de la majorité des travailleurs améliorée et le problème du chômage parmi les ouvriers et les intellectuels résolu (dans la Chine du Nord-Est) ou presque résolu (dans la Chine du Nord et le Chantong). Dans le Nord-Est en particulier, l'édification économique planifiée a déjà commencé. Alors que dans les régions nouvellement libérées (310 millions d'habitants environ), celles dont la libération ne date que de quelques mois, de six mois ou d'un an, plus de 400.000 bandits disséminés dans des endroits reculés restent à liquider, le problème de la terre n'est pas résolu, l'industrie et le commerce n'ont pas été réajustés de façon judicieuse, le chômage demeure un fait grave et l'ordre public n'est pas assuré. En un mot, les conditions nécessaires n'y sont pas encore réunies pour commencer l'édification économique planifiée. C'est pourquoi j'ai dit il y a quelque temps que nous avions remporté sur le front économique une série de succès, par exemple, l'équilibre des recettes et des dépenses était sur le point d'être atteint, l'inflation monétaire était arrêtée, les prix tendaient à se stabiliser, ce qui marquait le début d'une amélioration de la situation économique et financière, mais ce n'était pas encore une amélioration radicale. Pour y parvenir, trois conditions sont nécessaires: 1) l'accomplissement de la réforme agraire; 2) le réajustement judicieux de l'industrie et du commerce existants; 3) la réduction massive des dépenses de nos administrations d'Etat. Il faudra un certain temps pour que ces trois conditions soient remplies, mettons trois ans ou un peu plus. Tout le Parti et tout le peuple doivent y consacrer leurs efforts. Je suis convaincu, comme vous tous, qu'elles pourront être réalisées dans trois ans environ. A ce moment-là, nous constaterons une amélioration radicale de la situation financière et économique dans l'ensemble du pays.

A cette fin, tout le Parti et tout le peuple doivent s'unir pour accomplir les tâches suivantes:

1. Entreprendre la réforme agraire[3] méthodiquement et par étapes. Etant donné que la guerre est pour l'essentiel terminée sur la partie continentale du pays et que la situation est complètement différente de celle des années 1946-1948 (l'Armée populaire de Libération menait alors contre les réactionnaires du Kuomintang une lutte à mort, lutte dont l'issue n'était pas encore certaine), l'Etat peut accorder des crédits aux paysans pauvres pour les aider à surmonter leurs difficultés, ce qui remédiera au désavantage de recevoir moins de terre. Donc, il doit y avoir un changement dans notre politique

à l'égard des paysans riches; il nous faut passer de la politique de réquisition de leurs terres et biens en excédent à une politique de préservation de leur économie, afin de rétablir plus rapidement la production dans les régions rurales et de mieux isoler les propriétaires fonciers et protéger les paysans moyens et les petits bailleurs de lopins de terre.

2. Renforcer la gestion et la direction unifiées des finances et de l'économie, consolider l'équilibre des recettes et des dépenses, continuer à stabiliser les prix. Il faut, conformément à ces principes, réajuster les impôts pour alléger dans une certaine mesure les charges du peuple. Selon le principe d'une planification d'ensemble tenant compte de tous les facteurs, il faut faire disparaître progressivement le laisser-aller et l'anarchie dans notre économie, réajuster de façon judicieuse l'industrie et le commerce existants et améliorer effectivement et judicieusement les rapports entre l'économie d'Etat et l'économie privée, entre le Travail et le Capital. Les différents secteurs économiques de la société pourront de la sorte, sous la direction du secteur de l'économie d'Etat de caractère socialiste, se répartir les tâches et collaborer entre eux, chacun selon le rôle qui lui revient, pour contribuer au relèvement et au développement de toute l'économie de la société. Certains s'imaginent qu'on pourrait éliminer le capitalisme et pratiquer le socialisme plus tôt, une telle vue est erronée; elle ne correspond pas aux conditions de notre pays.

3. Tout en conservant ses forces principales, l'Armée populaire de Libération doit démobiliser en 1950 une partie de ses troupes, à condition de garder des effectifs suffisants pour libérer Taïwan et le Tibet, pour consolider la défense nationale et réprimer les contre-révolutionnaires. Cette démobilisation doit être effectuée avec beaucoup de soin pour que les militaires démobilisés puissent, une fois rentrés dans leurs foyers, se consacrer à la production. Un réajustement est nécessaire dans nos organismes administratifs, et on prendra les mesures qui conviennent pour que le personnel en surnombre ait la possibilité de travailler ou d'étudier.

4. Il faut réaliser avec prudence et méthode la réforme des anciens établissements scolaires et des anciennes institutions culturelles de la société; il faut gagner à notre cause tous les intellectuels patriotes pour qu'ils se mettent au service du peuple. Dans ce domaine, les atermoiements ou l'hésitation à exécuter des réformes, tout comme la précipitation ou le recours à des méthodes arbitraires, ne sauraient convenir.

5. Il faut s'occuper sérieusement de l'assistance à dispenser aux ouvriers et intellectuels en chômage, et les aider méthodiquement à trouver un emploi. De sérieux efforts seront poursuivis pour venir en aide aux sinistrés.

6. Nous devons nous unir sincèrement avec les personnalités démocrates des différents milieux, les aider à résoudre les problèmes concernant le travail et les études, et surmonter dans notre travail de front uni la tendance sectaire de "porte close" et la tendance aux accommodements. Nous devons assurer le bon déroulement des assemblées des représentants du peuple des différents milieux[4], qui permettront d'unir tous les milieux de la population en vue d'un travail commun. Toutes les activités importantes des gouvernements populaires locaux doivent être soumises à l'examen et à la décision de ces assemblées. Les délégués à ces assemblées doivent jouir pleinement du droit à la libre expression; tout acte visant à les en empêcher est erroné.

7. Les bandits, agents secrets, tyrans locaux et autres contre-révolutionnaires, tous ces éléments nuisibles au peuple doivent être résolument liquidés. A cet effet, nous appliquerons une politique combinant la répression et la clémence sans mettre l'accent uniquement sur l'un ou l'autre de ces deux aspects, une politique qui consiste à châtier les principaux coupables, à ne pas punir ceux qui sont devenus complices par contrainte, et à récompenser ceux qui ont rendu des services méritoires. Tout le Parti et tout le peuple chinois redoubleront de vigilance à l'égard des intrigues des contre-révolutionnaires.

8. Il faut appliquer résolument les directives du Comité central sur la consolidation et le développement de l'organisation du Parti, sur le resserrement des liens entre le Parti et les masses populaires, sur le développement de la critique et de l'autocritique et sur le mouvement de rectification du style de travail dans tout le Parti. Etant donné que notre Parti compte déjà 4.500.000 membres, nous devons, à l'avenir, observer le principe de prudence dans l'élargissement de ses rangs, en interdire rigoureusement l'accès aux arrivistes et, par des mesures adéquates, en exclure ceux qui s'y sont déjà glissés. Il faut veiller à y admettre systématiquement des ouvriers politiquement conscients afin d'accroître la proportion des ouvriers dans l'organisation du Parti. Dans les régions anciennement libérées, le Parti doit en général suspendre le recrutement de nouveaux membres à la campagne. Dans les régions nouvellement libérées, à la cam-

pagne, là où la réforme agraire n'est pas encore terminée, il faut s'abstenir, en général, d'accroître les effectifs du Parti pour ne pas laisser les arrivistes s'y glisser. Au cours de l'été, de l'automne et de l'hiver 1950, tout le Parti devra, en liaison étroite avec ses autres tâches et non pas en s'en écartant, entreprendre un vaste mouvement de rectification: on étudiera des documents choisis, on fera le bilan du travail, on analysera la situation et on procédera à la critique et à l'autocritique; cela permettra d'élever le niveau idéologique et politique des cadres et des simples membres du Parti, de redresser les erreurs commises dans le travail, de surmonter la suffisance et l'orgueil de ceux qui se prévalent de leurs mérites, d'éliminer la bureaucratie et l'autoritarisme et d'améliorer les rapports entre le Parti et le peuple.

## NOTES

[1] Il s'agit du Traité d'Amitié, d'Alliance et d'Assistance mutuelle entre la Chine et l'Union soviétique, signé le 14 février 1950.

[2] Il s'agit des "Bons indexés de la Victoire du Peuple", émis en 1950 par le Gouvernement populaire central.

[3] A partir de l'hiver 1950, un mouvement de grande envergure pour la réforme agraire a été successivement déclenché dans les régions nouvellement libérées du pays. En hiver 1952, la réforme agraire a été achevée pour l'essentiel, sauf dans certaines régions de minorités nationales. Dans les régions nouvellement et anciennement libérées du pays, environ 300 millions de paysans, qui étaient dépourvus de terre ou en avaient très peu, se sont vu attribuer environ 700 millions de mous de terre.

[4] Conformément au Programme commun de la Conférence consultative du Peuple chinois de 1949, ces assemblées furent créées pour exercer graduellement les fonctions et pouvoirs des assemblées populaires, dans la période qui a précédé la convocation des assemblées populaires locales aux divers échelons issues des élections générales.

# NE PAS ATTAQUER DANS TOUTES LES DIRECTIONS*

(6 juin 1950)

Après la deuxième session plénière du Comité central issu du VII[e] Congrès, la révolution de démocratie nouvelle dirigée par notre Parti a triomphé dans l'ensemble du pays, et la République populaire de Chine a été fondée. C'est là une victoire grandiose, une victoire sans pareille dans l'histoire de la Chine, une victoire de portée mondiale faisant suite à la Révolution d'Octobre. Le camarade Staline et de nombreux autres camarades étrangers estiment que la victoire de la révolution chinoise est une victoire des plus éclatantes. Et pourtant, pas mal de nos camarades ne s'en rendent pas compte, tant ils sont accoutumés à cette lutte. Nous devons donc faire connaître largement, dans le Parti comme parmi les masses, la grande signification de cette victoire.

Dans le cadre de cette grande victoire, nous avons encore à affronter des luttes très complexes et beaucoup de difficultés.

Nous avons déjà achevé la réforme agraire dans les régions du Nord qui comptent environ 160 millions d'habitants; il faut souligner que c'est un brillant succès. C'est en nous appuyant principalement sur ces 160 millions d'habitants que nous avons conduit à la victoire la Guerre de Libération. La victoire qu'est le renversement de Tchiang Kaï-chek n'a été possible que grâce au succès de la réforme agraire. Cet automne, nous entreprendrons la réforme agraire dans de vastes régions, peuplées de 310 millions d'hommes environ, pour jeter bas l'ensemble de la classe des propriétaires fonciers. Les enne-

* Ce texte fait partie du discours prononcé par le camarade Mao Tsétoung à la troisième session plénière du Comité central issu du VII[e] Congrès du Parti communiste chinois. On y trouve des explications sur les concepts stratégiques et tactiques formulés dans le rapport écrit "Luttons pour une amélioration radicale de la situation financière et économique du pays".

mis auxquels nous avons à faire face au cours de la réforme agraire sont aussi puissants que nombreux. Sont contre nous: 1) les impérialistes, 2) les réactionnaires se trouvant à Taïwan et au Tibet, 3) les débris des forces du Kuomintang, les agents secrets et les bandits, 4) la classe des propriétaires fonciers, 5) les forces réactionnaires existant dans les écoles missionnaires fondées en Chine par les impérialistes et parmi les milieux religieux, ainsi que celles existant dans les institutions culturelles et d'éducation que nous avons prises des mains du Kuomintang. Tous ces gens-là sont nos ennemis. Nous devons les combattre pour réaliser la réforme agraire dans des régions beaucoup plus étendues qu'auparavant. Ce sera donc une lutte très acharnée et sans précédent dans l'histoire.

En même temps, la victoire de la révolution a entraîné une réorganisation de l'économie de notre société. Une telle réorganisation est nécessaire, mais elle nous impose pour le moment un très lourd fardeau. Beaucoup ont manifesté du mécontentement contre nous, du fait de cette réorganisation et de certains dommages causés par la guerre à l'industrie et au commerce. Nos rapports avec la bourgeoisie nationale sont très tendus; celle-ci se trouve sur le gril et éprouve un très vif mécontentement. Les intellectuels et les ouvriers en chômage sont mécontents de nous, et il en est de même pour un certain nombre de petits artisans. Dans la plupart des régions rurales, comme la réforme agraire n'a pas encore commencé et qu'on doit y percevoir l'impôt en grain, les paysans, eux aussi, ont des griefs contre nous.

En quoi consiste, à présent, notre politique générale? Elle consiste à éliminer les débris des forces du Kuomintang, les agents secrets et les bandits, à jeter bas la classe des propriétaires fonciers, à libérer Taïwan et le Tibet et à mener jusqu'au bout la lutte contre l'impérialisme. Afin d'isoler et de frapper nos ennemis d'aujourd'hui, il faut faire en sorte que, parmi le peuple, les gens mécontents de nous en arrivent à nous accorder leur soutien. Bien que pour le moment cette tâche présente des difficultés, nous devons faire tout notre possible pour l'accomplir.

Nous devons réajuster judicieusement l'industrie et le commerce pour faire fonctionner les usines et régler le problème du chômage; de plus, nous fournirons un million de tonnes de grains aux ouvriers en chômage, afin de gagner leur soutien. Du moment que nous entreprenons de réduire les fermages et le taux d'intérêt, d'exterminer les bandits, de combattre les despotes locaux et de réaliser la réforme agraire,

nous aurons l'appui des masses paysannes. Nous aiderons aussi les petits artisans à trouver du travail pour qu'ils puissent gagner leur vie. Nous devons procéder à un réajustement judicieux de l'industrie, du commerce et du système fiscal, afin d'améliorer nos rapports avec la bourgeoisie nationale plutôt que de les rendre trop tendus. A l'intention des intellectuels, il faudra organiser divers cours de formation, fonder des académies militaires et politiques et des instituts de la révolution; il faut leur donner du travail et en même temps les éduquer et les transformer. Nous les aiderons à étudier entre autres l'histoire du développement de la société et le matérialisme historique. Même les idéalistes, nous saurons les amener à ne pas s'opposer à nous. Ils soutiennent que Dieu a créé l'homme, alors que nous, nous affirmons que l'homme descend du singe. Pour ce qui est de certains intellectuels d'un âge fort avancé, des septuagénaires par exemple, il faut les pourvoir de moyens d'existence, du moment qu'ils sont favorables au Parti et au gouvernement populaire.

Tout le Parti doit mener à bien le travail de front uni, de façon consciencieuse et avec prudence. Nous devons rallier à nous la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale, sous la direction de la classe ouvrière et sur la base de l'alliance des ouvriers et des paysans. Certes, la bourgeoisie nationale sera, en tant que classe, éliminée dans l'avenir; mais à l'étape actuelle, il importe de l'unir à nous, au lieu de l'écarter. Nous devons, d'une part, lutter contre elle, et d'autre part, la rallier à nous. Il faut clairement expliquer cela aux cadres et leur démontrer, faits à l'appui, qu'il est juste et indispensable de nous unir avec la bourgeoisie nationale, les partis démocratiques, les personnalités démocrates et les intellectuels. Beaucoup d'entre eux étaient autrefois nos ennemis; mais aujourd'hui, ils se sont détachés du camp adverse pour passer de notre côté; ces gens-là qui sont plus ou moins susceptibles d'être unis, nous devons aussi les unir à nous. Cette union est profitable au peuple travailleur. C'est là la tactique que nous devons adopter à l'étape actuelle.

L'union avec les minorités nationales est très importante. Elles comptent environ 30 millions d'habitants. Les réformes sociales dans les régions de minorités nationales sont une affaire d'intérêt majeur qu'il faut entreprendre avec prudence. Nous ne devons en aucun cas nous montrer impatients, car la précipitation entraîne des conséquences fâcheuses. Là où les conditions ne sont pas venues à maturité, il ne faut pas commencer ces réformes. Là où une condition est mûre alors que les autres ne le sont pas, il ne faut pas non plus entreprendre une

réforme de grande importance. Cela ne signifie pas, bien entendu, que l'on puisse se passer de réforme. Conformément aux dispositions du Programme commun, les mœurs et les coutumes des régions de minorités nationales peuvent être réformées. Cependant, de telles réformes ne seront entreprises que par les minorités nationales elles-mêmes. Sans appui des masses, ni forces armées populaires, ni cadres originaires de minorités nationales, il ne faut procéder à aucune réforme de caractère de masse. Il nous faut aider les minorités nationales à former leurs propres cadres et nous unir avec leurs larges masses.

Bref, nous ne devons pas attaquer dans toutes les directions. Lancer une telle attaque créerait une situation tendue dans l'ensemble du pays, ce qui serait très fâcheux. Nous ne devons en aucun cas nous attirer trop d'ennemis; il nous faut faire quelques concessions, relâcher un peu la tension sur certains fronts et concentrer nos efforts pour attaquer dans une seule direction. Il est absolument nécessaire de mener à bien notre travail pour que les ouvriers, les paysans et les petits artisans nous soutiennent tous et que l'écrasante majorité de la bourgeoisie nationale et des intellectuels ne s'opposent pas à nous. Ainsi, les résidus des forces du Kuomintang, les agents secrets et les bandits seront isolés; il en sera de même pour la classe des propriétaires fonciers et pour les réactionnaires à Taïwan et au Tibet; les impérialistes se trouveront, eux aussi, isolés face à notre peuple. Telle est notre politique, notre stratégie et notre tactique, telle est la ligne définie par la troisième session plénière du Comité central.

# SOYONS DE VERITABLES REVOLUTIONNAIRES*

(23 juin 1950)

La présente session a fait le bilan de l'expérience acquise dans la période qui vient de s'écouler, et elle a arrêté divers principes directeurs.

Ce travail a été accompli conjointement par nous tous, les représentants ici réunis des diverses nationalités, des classes démocratiques, des partis démocratiques, des organisations populaires et des personnalités démocrates de tous les milieux. Outre les membres du Comité national de la Conférence consultative politique du Peuple, ont pris part aux discussions un bon nombre de cadres du Gouvernement populaire central, des gouvernements populaires (ou comités militaires et administratifs) des grandes régions administratives[1] ainsi que des provinces et des municipalités; ont également participé aux débats les délégués des comités consultatifs issus des assemblées des représentants du peuple des divers milieux pour les provinces et municipalités[2], de même que de nombreuses personnalités patriotes spécialement invitées. Ainsi, nous avons pu rassembler un large éventail d'opinions, examiner le travail effectué et définir les principes à suivre. Cette méthode, j'espère que nous continuerons à l'employer et qu'elle sera adoptée aussi par les gouvernements populaires (ou comités militaires et administratifs) des grandes régions administratives et par ceux des provinces et des municipalités. Pour le moment, notre Conférence n'a qu'un caractère consultatif, mais en fait ses décisions seront naturellement adoptées et exécutées par le Gouvernement populaire central, et elles doivent l'être.

Nous avons approuvé à l'unanimité le rapport sur le travail du Comité national et les rapports du Gouvernement populaire central sur

* Allocution de clôture prononcée par le camarade Mao Tsétoung à la deuxième session du Comité national de la Ire Conférence consultative politique du Peuple chinois.

les divers secteurs de son activité: réforme agraire, travail politique, affaires militaires, économie et finances, recouvrement de l'impôt, culture et enseignement, justice. Ces rapports sont tous bons; ils font comme il convient le bilan de l'expérience acquise dans notre activité pendant la période écoulée et définissent les principes directeurs pour le travail à venir. Si tant de questions figuraient à l'ordre du jour de la présente session, c'est que depuis la fondation de notre nouvel Etat le travail a été mis en train et se développe dans tous les secteurs. Le peuple chinois, plein d'ardeur et d'énergie, mène sur les divers fronts les grandes luttes d'une vraie révolution populaire. Que ce soit sur les fronts militaire, économique, idéologique ou sur celui de la réforme agraire, ce sont autant de luttes grandioses, sans précédent dans l'histoire. Nous avions à faire le bilan de notre travail dans tous les secteurs et à définir les principes directeurs. Voilà pourquoi nous avions tant de sujets à discuter. En vertu de la loi, notre Conférence doit tenir chaque année deux sessions; l'une aura beaucoup de questions à débattre et l'autre moins. La Chine est un vaste pays dont la population dépasse effectivement 475 millions d'habitants et qui connaît maintenant une grande période historique de révolution populaire, cette situation exigeait que nous procédions ainsi; et c'est ce que nous avons fait; je crois que nous avons eu raison.

Au cours de cette session, ont été mis en discussion de nombreux problèmes dont le principal est celui de la réforme de l'ancien système agraire. Nous avons approuvé, avec amendements et compléments utiles, le Projet de loi sur la réforme agraire[3], présenté par le Comité central du Parti communiste chinois. C'est très bien. Ainsi, des centaines de millions de paysans de la Chine nouvelle vont avoir la possibilité de s'émanciper et notre pays réunira les conditions fondamentales pour son industrialisation: cela me réjouit et je m'en félicite. La population chinoise est essentiellement formée de paysans. C'est grâce à leur soutien que la révolution a triomphé; c'est encore grâce à leur soutien que le pays pourra s'industrialiser avec succès. La classe ouvrière doit donc aider activement les paysans à entreprendre la réforme agraire; la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale doivent elles aussi soutenir cette réforme, et à plus forte raison, les partis démocratiques et les organisations populaires. Pendant la période historique de la démocratie nouvelle, la guerre et la réforme agraire constituent deux "passes" difficiles qui mettent à l'épreuve tout individu et tout parti politique en Chine. Celui qui se range du côté du peuple révolutionnaire est un révolutionnaire, celui qui se range du côté de l'impérialisme,

du féodalisme et du capitalisme bureaucratique un contre-révolutionnaire, celui qui se range en paroles seulement du côté du peuple révolutionnaire, mais agit tout autrement, n'est qu'un révolutionnaire en paroles; celui-là est un véritable révolutionnaire qui se range non seulement en paroles mais en actes du côté du peuple révolutionnaire. L'épreuve de la guerre est d'ores et déjà pratiquement surmontée; et nous l'avons bien traversée à la satisfaction de tout le peuple. Il s'agit maintenant de passer l'épreuve de la réforme agraire; j'espère que nous la surmonterons tout aussi bien que nous l'avons fait pour celle de la guerre. Nous devons procéder à de plus amples examens et consultations, éclairer notre esprit, coordonner nos pas et établir un grand front uni antiféodal; c'est ainsi que nous saurons conduire le peuple et l'aider à triompher de cette épreuve. Les épreuves de la guerre et de la réforme agraire une fois franchies, nous traverserons sans trop de difficultés l'épreuve qui nous attend encore, celle du socialisme, de la transformation socialiste à l'échelle nationale. Ceux qui ont apporté leur contribution au cours de la guerre révolutionnaire, qui continuent de le faire dans la réforme révolutionnaire du système agraire et qui en feront autant dans l'édification économique et culturelle pendant les années à venir, le peuple ne les oubliera pas lors de la nationalisation de l'industrie privée et de la socialisation de l'agriculture (dans un avenir encore lointain), et ils ont devant eux de brillantes perspectives. Voici donc comment notre pays poursuit sa marche en avant à pas assurés: Ayant passé par la guerre, il procède aujourd'hui aux réformes de démocratie nouvelle, et lorsque notre économie et notre culture auront atteint une grande prospérité, que les conditions nécessaires auront été réunies et que le peuple aura donné son approbation après mûre réflexion, il entrera sans précipitation et de façon appropriée dans une période nouvelle, celle du socialisme. J'estime qu'il est nécessaire de préciser ce point pour qu'on puisse faire confiance à l'avenir au lieu de se tracasser en se disant: "Un beau jour, on ne voudra plus de moi et, malgré mon bon vouloir, je ne trouverai plus l'occasion de servir le peuple." Non, pareille chose ne se produira jamais. Si quelqu'un veut vraiment servir le peuple, s'il a réellement aidé le peuple dans ses moments difficiles, s'il a bien agi et continue de bien agir, sans s'arrêter à mi-chemin, le peuple et le gouvernement populaire n'auront aucune raison de le renier et de lui refuser les moyens de vivre et de servir le pays.

Pour atteindre notre objectif grandiose, nous devons, sur le plan international, nous unir étroitement avec l'Union soviétique, les pays

de démocratie populaire et toutes les forces de paix et de démocratie. A cet égard, il ne faut pas avoir la moindre incertitude, ni la moindre hésitation. A l'intérieur du pays, nous devons unir les diverses nationalités, les classes démocratiques, les partis démocratiques, les organisations populaires et tous les démocrates patriotes; nous devons consolider le grand front uni révolutionnaire que nous avons déjà constitué et qui a du prestige. Nous accueillons favorablement tous ceux qui contribuent à la consolidation de ce front, car ce qu'ils font est juste; nous nous opposons à tous ceux qui portent atteinte à cette consolidation, car ils ont tort. Pour consolider le front uni révolutionnaire, il faut se servir de la critique et de l'autocritique. Le principal critère à suivre dans l'emploi de cette méthode, c'est notre loi fondamentale actuelle — le Programme commun. Conformément à ce Programme, nous avons pratiqué au cours de la présente session la critique et l'autocritique. C'est une excellente méthode qui nous engage à défendre fermement la vérité et à corriger nos erreurs, c'est la méthode correcte, la seule qui permette au peuple révolutionnaire d'un Etat populaire de s'éduquer et de se transformer. L'exercice de la dictature démocratique populaire implique deux méthodes: A l'égard des ennemis, celle de la dictature; autrement dit, aussi longtemps qu'il sera nécessaire, nous ne leur permettrons pas de participer à l'activité politique, nous les obligerons à se soumettre aux lois du gouvernement populaire, nous les forcerons à travailler de leurs mains pour qu'ils se transforment en hommes nouveaux. Par contre, à l'égard du peuple, ce n'est pas la contrainte, mais la méthode démocratique qui s'impose; autrement dit, le peuple a le droit de participer à l'activité politique; il faut employer à son égard les méthodes démocratiques, d'éducation et de persuasion, au lieu de l'obliger à faire ceci ou cela. Cette éducation, c'est l'auto-éducation au sein du peuple; la critique et l'autocritique en constituent la méthode fondamentale. J'espère que cette méthode sera adoptée par les diverses nationalités, les classes démocratiques, les partis démocratiques, les organisations populaires et tous les démocrates patriotes de Chine.

## NOTES

[1] A l'époque, le pays était divisé en six grandes régions administratives: la Chine du Nord-Est, la Chine du Nord, la Chine de l'Est, la Chine du Centre-Sud,

la Chine du Sud-Ouest et la Chine du Nord-Ouest. Dans chacune d'entre elles, le Comité central du Parti communiste chinois avait instauré un bureau en tant que son organe représentatif. A l'exception de la Chine du Nord, les cinq autres avaient chacune établi un organe administratif appelé respectivement gouvernement populaire dans la Chine du Nord-Est et comité militaire et administratif dans la Chine de l'Est, la Chine du Centre-Sud, la Chine du Sud-Ouest et la Chine du Nord-Ouest. En novembre 1952, lorsque fut établi dans la Chine du Nord un comité administratif, ces organes administratifs prirent tous le nom de comité administratif. En 1954, les comités administratifs des grandes régions ont été supprimés.

[2] Elus par les assemblées des représentants du peuple des divers milieux pour les provinces et municipalités, ces comités consultatifs avaient pour fonctions et pouvoirs d'assister les gouvernements populaires locaux dans l'application des décisions desdites assemblées, pendant que ces dernières n'étaient pas en session.

[3] Il s'agit du Projet de loi sur la réforme agraire de la République populaire de Chine, soumis le 14 juin 1950 par le Comité central du Parti communiste chinois à l'examen de la deuxième session du Comité national de la Ire Conférence consultative politique du Peuple chinois. Examiné et approuvé par cette session, le Projet a été soumis au Conseil du Gouvernement populaire central qui l'a adopté. La Loi sur la réforme agraire de la République populaire de Chine, promulguée par le président du Gouvernement populaire central Mao Tsétoung, est entrée en vigueur le 30 juin de la même année.

# VOUS ETES DES MODELES POUR TOUTE LA NATION*

(25 septembre 1950)

Camarades délégués à la Conférence nationale des Héros de Combat, Camarades délégués à la Conférence nationale des Travailleurs modèles de l'Industrie, de l'Agriculture et de l'Armée,

Le Comité central du Parti communiste chinois tient à adresser ses félicitations chaleureuses à vos Conférences, et à vous exprimer ses remerciements et toute son estime pour le travail que vous avez accompli.

Dans la lutte pour l'anéantissement de l'ennemi, pour le relèvement et le développement de la production industrielle et agricole, vous avez, en surmontant de nombreuses difficultés et épreuves, témoigné d'un courage, d'une ingéniosité et d'un enthousiasme sans borne. Vous êtes des modèles pour toute la nation. Vous êtes la force d'ossature qui assure à la cause du peuple un progrès victorieux sur tous les fronts. Vous constituez un pilier solide du gouvernement populaire et un pont qui relie celui-ci aux larges masses populaires.

Le Comité central du Parti communiste chinois appelle tous les membres du Parti et tout le peuple à suivre votre exemple et, en même temps, vous invite, vous, chers camarades délégués ainsi que les autres héros de combat et travailleurs modèles du pays, à continuer d'apprendre dans la lutte, d'apprendre auprès des larges masses populaires. Vous devez vous garder de toute présomption et vous instruire sans relâche, c'est seulement ainsi que vous pourrez apporter de nouvelles contributions remarquables à la grande République populaire de Chine et rester dignes de votre titre d'honneur.

* Message de félicitations présenté par le camarade Mao Tsétoung au nom du Comité central du Parti communiste chinois à la Conférence nationale des Héros de Combat et à la Conférence nationale des Travailleurs modèles de l'Industrie, de l'Agriculture et de l'Armée.

La Chine doit mettre sur pied une puissante force de défense nationale et une puissante économie; ce sont là deux grandes tâches, dont on ne viendra à bout que si vous, Camarades, vous vous unissez étroitement à tous les commandants et combattants de l'Armée populaire de Libération, aux ouvriers, aux paysans et aux autres couches de la population et œuvrez de concert avec eux. Vous vous réunissez ici à la veille du premier anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, cela revêt une haute signification. Nous souhaitons un plein succès à vos Conférences et, à vous, de grandes victoires dans votre travail futur.

# ORDRE AUX VOLONTAIRES DU PEUPLE CHINOIS*

(8 octobre 1950)

Aux camarades dirigeants des Volontaires du Peuple chinois à tous les échelons

1. En vue d'aider le peuple coréen dans sa guerre de libération, de riposter aux attaques des impérialistes américains et de leurs valets, et de sauvegarder ainsi les intérêts des peuples de Corée, de Chine et des autres pays d'Orient, je donne l'ordre aux Volontaires du Peuple chinois d'entrer immédiatement en Corée, pour combattre les agresseurs en coordination avec les camarades coréens et arracher une victoire glorieuse.

2. Les Volontaires du Peuple chinois, une fois en Corée, témoigneront une amitié fraternelle et du respect au peuple, à l'Armée populaire, au Gouvernement démocratique, au Parti du Travail et aux autres partis démocratiques de Corée, ainsi qu'au camarade Kim Il Sung, dirigeant du peuple coréen, et observeront rigoureusement la discipline militaire et politique. C'est là un fondement politique des plus importants qui garantira l'accomplissement des tâches militaires.

3. Il importe d'envisager sérieusement toutes les difficultés possibles et même inévitables et de se tenir prêt à les surmonter avec beaucoup d'ardeur, de courage, d'attention et d'endurance. Prise dans son ensemble, la situation actuelle nous est favorable tant sur le plan international que sur le plan intérieur; elle est défavorable aux agresseurs. Camarades, du moment que vous ferez preuve de fermeté et

* Extraits d'un ordre donné par le camarade Mao Tsétoung aux Volontaires du Peuple chinois.

de courage et que vous saurez vous unir avec la population locale et combattre les agresseurs, la victoire finale sera à nous.

Mao Tsétoung

Président de la Commission militaire
révolutionnaire du Peuple chinois

Pékin, le 8 octobre 1950.

# LES VOLONTAIRES DU PEUPLE CHINOIS DOIVENT PRENDRE SOIN DE CHAQUE COLLINE, CHAQUE RIVIERE, CHAQUE ARBRE, CHAQUE BRIN D'HERBE DE LA COREE*

(19 janvier 1951)

Les camarades chinois doivent s'unir fraternellement avec les camarades coréens, partager leurs joies et peines, affronter les mêmes dangers et lutter jusqu'au bout pour triompher de l'ennemi commun. Ils doivent considérer la cause de la Corée comme la leur. Il faut éduquer les commandants et les combattants pour qu'ils aient soin de chaque colline, chaque rivière, chaque arbre, chaque brin d'herbe de la Corée et ne prennent pas au peuple coréen une seule aiguille, un seul bout de fil, qu'ils continuent à envisager les choses et à se conduire comme nous le faisons dans notre propre pays; c'est la base politique de la victoire. Tant que nous nous comporterons de cette manière, nous sommes sûrs de remporter la victoire finale.

* Directive donnée par le camarade Mao Tsétoung aux Volontaires du Peuple chinois.

# POINTS ESSENTIELS DE LA RESOLUTION ADOPTEE A LA REUNION ELARGIE DU BUREAU POLITIQUE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS*

(18 février 1951)

A la mi-février s'est tenue une réunion du Bureau politique à laquelle ont participé les camarades responsables des divers bureaux du Comité central. Différents problèmes importants y furent discutés. Voici les points essentiels de la résolution adoptée que nous tenons à vous communiquer.

## I. VINGT-DEUX MOIS POUR LE TRAVAIL PREPARATOIRE

L'idée de "trois ans de préparation et dix ans d'édification économique planifiée" doit être expliquée aux cadres de l'échelon de la province, de la municipalité et au-dessus. A compter de maintenant, il nous reste vingt-deux mois pour la préparation. Il convient donc d'accélérer notre travail dans tous les domaines.

## II. LE MOUVEMENT DE PROPAGANDE ET D'EDUCATION POUR LA RESISTANCE A L'AGRESSION AMERICAINE ET L'AIDE A LA COREE

Il faut poursuivre ce mouvement à l'échelle nationale. Il s'agit de le développer en profondeur là où il est en cours et de le déclencher

* Circulaire à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsétoung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

là où il n'a pas encore commencé, en sorte que, partout dans le pays, chacun puisse recevoir une telle éducation.

## III. LA REFORME AGRAIRE

1. Interrompre partout la réforme agraire pendant la saison des grands travaux agricoles et faire le bilan de l'expérience.

2. S'efforcer d'obtenir une bonne récolte cette année.

3. S'appuyer sur la conférence des représentants des paysans du district et les cours de formation.

4. Créer activement les conditions nécessaires. Quand elles ne sont pas réunies, s'abstenir de forcer les choses, quels que soient le moment et le lieu.

5. La réforme agraire aussitôt accomplie, s'attaquer à ces deux grandes tâches — la production et l'éducation.

6. La mesure du remboursement échelonné du gage de fermage[1] mise en application dans la Chine de l'Est est approuvée.

7. Convaincre les paysans qu'il y a avantage à ne pas recourir à la torture, qui est illégale.

8. Après la réforme agraire, augmenter le nombre des arrondissements et des cantons en réduisant l'étendue de leur juridiction.

## IV. LA REPRESSION DE LA CONTRE-REVOLUTION

1. D'une façon générale, il y a lieu, en cas de condamnation à la peine capitale, de consulter les masses populaires et d'en informer les personnalités démocrates.

2. Exercer un contrôle strict, se garder de frapper sans discrimination et éviter les erreurs.

3. Prêter attention à la "couche intermédiaire"[2] et déceler avec prudence les contre-révolutionnaires dissimulés parmi le personnel hérité de l'ancien régime et les intellectuels nouvellement admis dans nos rangs.

4. Prêter attention à la "couche interne", déceler avec prudence les contre-révolutionnaires qui se sont infiltrés dans le Parti et renforcer au maximum la garde des informations confidentielles.

5. Par ailleurs, éduquer les cadres et les soutenir dans leur travail.

## V. LE TRAVAIL DANS LES VILLES

1. Les bureaux et les sous-bureaux du Comité central ainsi que les comités du Parti pour les provinces, les municipalités et les régions administratives doivent tous cette année tenir deux réunions sur le travail urbain avec l'ordre du jour prévu par le Comité central et lui présenter deux rapports consacrés à ce sujet.

2. Renforcer la direction des comités du Parti sur le travail urbain et appliquer la résolution de la deuxième session plénière du Comité central issu du VII[e] Congrès du Parti.

3. Eduquer les cadres pour qu'ils aient une idée nette de la nécessité de compter sur la classe ouvrière.

4. A l'usine, l'organisation du Parti, l'administration, le syndicat et l'organisation de la Ligue de la Jeunesse doivent placer leurs activités sous la direction unique du Parti, avec comme tâche centrale l'accomplissement du plan de production.

5. S'efforcer d'améliorer graduellement la vie des ouvriers au fur et à mesure de l'accroissement de la production.

6. Le plan d'urbanisme doit s'inspirer de l'idée de favoriser la production et de servir les ouvriers.

7. La Fédération des Syndicats de Chine ainsi que les organisations syndicales aux échelons supérieurs doivent faire porter leur effort principal sur la solution des problèmes concrets qui se posent aux échelons inférieurs.

8. Les comités du Parti et les syndicats doivent veiller à dégager des expériences types pour les généraliser rapidement.

## VI. LA CONSOLIDATION ET LA CREATION DES ORGANISATIONS DU PARTI

1. Notre Parti est grand, glorieux et juste. C'est son aspect principal, qu'il faut affirmer et expliquer aux cadres des différents échelons. Mais il convient aussi de leur expliquer clairement qu'il y a des problèmes à régler et que la prudence est de rigueur à l'égard de la création d'organisations du Parti dans les régions nouvellement libérées.

2. Il appartient au Comité central et à ses bureaux d'exercer un strict contrôle sur la consolidation et la création des organisations du

Parti, et les échelons inférieurs ne doivent pas agir comme bon leur semble.

3. La consolidation du Parti doit s'accomplir dans un délai de trois ans. Voici ses différentes étapes: Un an (1951) sera consacré d'une part à une éducation généralisée sur les qualités requises pour être un communiste digne de ce nom, de sorte que tous les membres du Parti se fassent une idée nette de ces qualités, et d'autre part à la formation du personnel chargé du travail d'organisation. On procédera en même temps à des essais types. Puis, la consolidation du Parti proprement dite aura lieu à la lumière de l'expérience acquise. Mais elle pourra commencer dans les villes dès 1951. Au cours de ce mouvement, on exclura d'abord les gens de la "quatrième catégorie"[3]. Ensuite, une distinction sera faite entre les gens de la "deuxième catégorie" et ceux de la "troisième catégorie". Ceux d'entre eux qui, malgré l'éducation qu'ils auront reçue, ne répondront vraiment pas aux conditions requises, on les persuadera de quitter le Parti. Mais il faut s'assurer qu'ils s'en retirent de leur plein gré, se garder de les froisser et de répéter le procédé du "déplacement de pierres"[4] de 1948.

4. Le principe de prudence s'imposera pour la création d'organisations du Parti dans les villes et les régions nouvellement libérées. En ville, les organisations du Parti devront être établies surtout parmi les ouvriers d'industrie. A la campagne, ce n'est qu'après l'accomplissement de la réforme agraire qu'on pourra admettre dans le Parti ceux qui, grâce à l'éducation, réunissent les conditions requises, et créer des cellules du Parti. En général, le nombre des membres d'une cellule rurale doit se limiter à dix au cours des deux premières années. Dans les villes comme à la campagne, le Parti doit entreprendre une éducation sur les qualités requises pour être un communiste parmi les éléments actifs désireux de la recevoir et admettre ensuite dans ses rangs ceux d'entre eux qui, grâce à cette éducation, réunissent effectivement les conditions voulues.

## VII. LE TRAVAIL DE FRONT UNI

1. Le Comité central demande à ses bureaux et sous-bureaux ainsi qu'aux comités du Parti pour les provinces, les municipalités et les régions administratives de tenir tous en 1951 deux réunions pour

discuter du travail de front uni et de lui présenter par la suite deux rapports consacrés à ce sujet.

2. Il importe d'expliquer clairement aux cadres la nécessité de renforcer le travail de front uni.

3. Sur la base de la lutte contre l'impérialisme et le féodalisme, nous devons unir à nous les intellectuels, les industriels, les commerçants, les personnalités des milieux religieux, les membres des partis démocratiques et les démocrates sans parti et les éduquer.

4. Il convient de mener un travail consciencieux parmi les minorités nationales. Pratiquer l'autonomie régionale et former les cadres issus des minorités nationales, voilà les deux tâches centrales.

## VIII. LA RECTIFICATION DU STYLE DE TRAVAIL

Ce mouvement aura lieu une fois par an, en hiver. Il doit être bref. La tâche est de procéder à un examen du travail, de dresser le bilan de l'expérience acquise, d'exploiter les succès et de corriger les insuffisances et les erreurs pour éduquer ainsi les cadres.

## NOTES

[1] Avant la Libération, les paysans qui voulaient louer des terres aux propriétaires fonciers devaient au préalable verser à ces derniers une somme d'argent assez importante à titre de gage pour obtenir le droit d'affermage. Pendant la réforme agraire, les paysans exigèrent des propriétaires fonciers qu'ils leur rendent cette somme, c'est ce qu'on appelait le remboursement du gage de fermage. Mais quand il s'agissait de propriétaires fonciers qui s'occupaient en même temps d'industrie ou de commerce, ou qui n'étaient pas en mesure d'opérer en une fois ce remboursement, on les autorisait à l'effectuer par versements échelonnés.

[2] Le travail de répression de la contre-révolution concerne les trois couches suivantes: la couche externe, la couche intermédiaire et la couche interne. Assainir la "couche externe" signifie démasquer les contre-révolutionnaires se trouvant dans la société; assainir la "couche intermédiaire" veut dire déceler les contre-révolutionnaires cachés au sein de notre armée et de nos organismes gouvernementaux; assainir la "couche interne", c'est débusquer les contre-révolutionnaires dissimulés dans les rangs de notre Parti.

[3] Lors de la consolidation du Parti en 1951, les membres du Parti étaient classés en quatre catégories: 1) ceux qui réunissent les conditions de membre du Parti; 2) ceux qui ne remplissent pas tout à fait ces conditions ou ont des défauts assez graves et

qui doivent être rééduqués pour élever leur niveau de conscience politique; 3) les éléments inactifs, arriérés, qui ne sont pas qualifiés pour être membres du Parti; 4) les éléments qui se sont infiltrés au sein du Parti — éléments étrangers à nos rangs de classe, renégats, arrivistes, éléments dégénérés, etc.

[4] Le "déplacement de pierres" avait été préconisé par Liou Chao-chi en 1948, lors de la réforme agraire et de la consolidation du Parti dans les régions libérées. Celui-ci qualifiait calomnieusement la grande masse des cadres ruraux de "pierres" pesant sur les paysans et voulait les destituer de leur poste et les exclure du Parti.

# LA LIGNE DE MASSE DU PARTI DOIT ETRE APPLIQUEE DANS LA REPRESSION DE LA CONTRE-REVOLUTION*

(Mai 1951)

1. Le mouvement de répression de la contre-révolution qui se poursuit actuellement à l'échelle nationale constitue une lutte grandiose, acharnée et complexe. La ligne directrice pour notre travail appliquée partout dans le pays et qui s'avère efficace est la ligne de masse du Parti. Elle se présente comme suit: assurer la direction des comités du Parti, mobiliser le Parti tout entier, mobiliser les masses populaires, inviter les partis démocratiques et les personnalités de tous les milieux à prendre part à la tâche, unifier les plans et les actions, examiner rigoureusement les listes des gens à arrêter ou à exécuter, prêter attention aux tactiques à appliquer dans les différentes phases de la lutte, mener largement le travail de propagande et d'éducation (organiser toutes sortes de conférences de représentants, de réunions de cadres, de causeries, de meetings de masse au cours desquels les victimes porteront des accusations; organiser des expositions de pièces à conviction; prendre comme moyens de propagande films, diapositives, pièces de théâtre, journaux, brochures et tracts, de sorte que tous les foyers, tous les habitants soient au courant), en finir avec l'attitude de "porte close" et le goût du mystère, combattre résolument la tendance à bâcler la besogne. Chaque fois qu'on se conforme totalement à cette ligne, on est tout à fait dans le vrai. Quand on s'en écarte, on tombe dans l'erreur. L'appliquer pour l'essentiel mais pas intégralement, c'est juste en gros mais pas complètement. Nous estimons que cette ligne directrice est une garantie qui nous permet de poursuivre en profondeur la répression de la contre-révolution et de

* Directives rédigées par le camarade Mao Tsétoung, lorsqu'il révisait le projet de résolution de la IIIe Conférence nationale sur la Sécurité publique.

remporter une victoire totale. Désormais, nous devons la suivre entièrement dans ce travail. Ce qui est le plus important, ce sont l'examen rigoureux des listes des gens à arrêter ou à exécuter et un bon travail de propagande et d'éducation mené sur une grande échelle. En s'en tenant à ces deux points, on évitera des erreurs.

2. Pour ce qui est du nombre des contre-révolutionnaires à exécuter, il faut le limiter à une certaine proportion. Le principe à appliquer à cet égard est le suivant: Ceux qui ont des dettes de sang ou ont commis d'autres crimes des plus odieux et dont seule la mise à mort pourra calmer l'indignation publique, et ceux qui ont porté les préjudices les plus graves aux intérêts de l'Etat, il faut résolument les condamner à la peine capitale et les exécuter sans délai. Pour ceux qui n'ont pas de dettes de sang et contre qui la colère du peuple n'est pas très grande, et ceux qui ont porté aux intérêts de l'Etat une atteinte assez grave, mais non pas d'une extrême gravité, et qui sont quand même passibles de la peine de mort, la politique à adopter à leur égard consiste à leur imposer la condamnation à mort avec sursis de deux ans et travail forcé en vue d'observation. En outre, il convient de stipuler en termes explicites: Il ne faut en aucun cas arrêter ceux dont l'arrestation n'est pas absolument nécessaire, autrement, ce serait une faute; il ne faut en aucun cas exécuter ceux dont l'exécution n'est pas absolument nécessaire, autrement ce serait une faute.

3. Afin de prévenir les déviations "de gauche" qui pourraient se produire dans l'essor du mouvement de répression de la contre-révolution, il a été décidé qu'à partir du 1er juin, pour toutes les régions du pays, y compris celles où jusqu'ici on n'a constaté que très peu d'exécutions, le pouvoir d'approuver les arrestations sera transféré sans exception aux autorités préfectorales, et le pouvoir de ratifier les condamnations à mort aux autorités provinciales; quant aux endroits éloignés du chef-lieu de province, des mandataires provinciaux seront envoyés pour trancher les cas qui s'y présentent. Aucun organe local ne pourra demander de modifier cette décision.

4. Il faut dès à présent procéder à un dépistage systématique des contre-révolutionnaires qui se sont infiltrés dans la "couche intermédiaire" et la "couche interne". Conformément aux directives du Comité central du Parti, il a été décidé d'entreprendre, au cours de l'été et de l'automne prochains et sous forme de rectification du style de travail, une première vérification générale parmi les membres du personnel hérité de l'ancien régime et les intellectuels nouvellement admis dans nos rangs. Dans ce travail, nous nous proposons de nous

faire une idée de la situation et de régler les cas les plus frappants. La méthode à employer sera d'étudier les documents concernant la répression de la contre-révolution; puis, on appellera ceux des catégories susmentionnées dont le passé présente des points obscurs (et non pas tous) à faire honnêtement, sincèrement, un compte rendu détaillé de leurs antécédents en révélant ce qu'ils ont tenu secret. Un tel mouvement de franc aveu doit être entrepris sous l'égide des principaux responsables et suivant le principe du libre consentement sans user de contrainte. Sa durée doit être courte dans chaque unité de travail, il ne faut pas le faire traîner en longueur. Quant à la tactique, il s'agit de gagner à nous la majorité et d'isoler la minorité en vue de poursuivre en profondeur la vérification cet hiver. Celle-ci doit s'effectuer en tout premier lieu dans les organismes dirigeants supérieurs, les services de la sécurité publique et d'autres départements clés afin qu'on puisse acquérir de l'expérience et la populariser ensuite. Pour le travail de vérification dans les administrations gouvernementales, les écoles et les usines, il convient d'englober des non-communistes dans les commissions qui en sont chargées, afin d'éviter que les communistes n'y procèdent tout seuls.

5. Dans la grande lutte en cours pour la répression de la contre-révolution, des comités pour le maintien de l'ordre social doivent être organisés parmi les masses dans tout le pays. A la campagne, chaque canton en comptera un; dans les villes, les organismes, les écoles, les usines et les quartiers auront les leurs. Ces comités seront élus par le peuple. Composés chacun de trois à onze membres, ils doivent englober des patriotes non communistes dignes de confiance afin de devenir des organisations de front uni pour le maintien de l'ordre social. Placés sous la direction des administrations gouvernementales et des services de la sécurité publique à l'échelon de base, ils assumeront la tâche d'assister le gouvernement populaire dans l'élimination des contre-révolutionnaires, la lutte contre les traîtres et espions, la défense du pays et la sauvegarde de la sécurité publique. L'établissement de ces comités doit s'effectuer sous une bonne direction, à la campagne après l'accomplissement de la réforme agraire et en ville après le déclenchement de la répression de la contre-révolution, de sorte que les mauvais éléments n'aient pas la possibilité de s'y insinuer.

# DANS LA REPRESSION DE LA CONTRE-REVOLUTION, IL FAUT FRAPPER AVEC SURETE, PRECISION ET SEVERITE*

(Décembre 1950 – septembre 1951)

## I

Dans la répression des contre-révolutionnaires, prenez soin de frapper avec sûreté, précision et sévérité.

(19 décembre 1950)

## II

Dans vingt et un districts du Hounan de l'Ouest ont été exécutés un certain nombre de chefs de bandits, de despotes locaux et d'agents secrets. et on compte cette année en faire fusiller encore d'autres par les autorités locales. J'estime que cette mesure est absolument nécessaire. C'est seulement ainsi que nous pourrons rabattre l'arrogance de l'ennemi et rehausser le moral du peuple. Si nous sommes faibles et irrésolus, tolérants et indulgents à l'égard des criminels, le peuple en pâtira et nous nous trouverons coupés des masses.

Frapper avec sûreté, c'est porter attention à la tactique. Frapper avec précision, c'est ne pas tuer à tort. Frapper avec sévérité, c'est exécuter résolument tous les éléments réactionnaires qui méritent la peine de mort (évidemment, il ne s'agit pas d'exécuter ceux qui ne la méritent pas). Tant que nous ne commettrons pas d'erreurs dans les

* Directives importantes sur le mouvement de répression des contre-révolutionnaires, rédigées par le camarade Mao Tsétoung pour le Comité central du Parti communiste chinois.

exécutions, nous n'aurons pas à nous alarmer, la bourgeoisie dût-elle pousser les hauts cris.

(17 janvier 1951)

## III

Au Chantong, en certains endroits on constate un manque de vigueur et, dans certains autres, on voit apparaître des actes inconsidérés; voilà deux tendances qui existent en général dans toutes les provinces et municipalités du pays, il faut prendre soin de les rectifier. De ces deux tendances, la plus dangereuse est celle qui consiste à agir à la légère. Car, si on se montre un peu nonchalant, on pourra toujours, par suite d'un travail d'éducation et de persuasion, redevenir dynamique; qu'un contre-révolutionnaire soit exécuté quelques jours plus tôt ou plus tard, cela n'a pas grande importance. Mais si l'on agit à la légère en arrêtant ou exécutant des gens à tort, la conséquence en sera déplorable. Vous êtes donc invités à exercer un contrôle rigoureux sur la répression de la contre-révolution; il vous faudra absolument procéder avec circonspection et redresser toute tendance à agir à la légère. Nous devons réprimer tous les contre-révolutionnaires, mais nous ne devons en aucun cas arrêter ou exécuter des gens à tort.

(30 mars 1951)

## IV

En ce qui concerne les éléments contre-révolutionnaires qu'on a découverts au sein de notre Parti, dans l'Armée populaire de Libération, dans les organes du gouvernement populaire, dans les milieux de l'enseignement, de l'industrie et du commerce, dans les milieux religieux, au sein des partis démocratiques et dans les organisations populaires, le Comité central a décidé ce qui suit: alors que ceux dont les crimes n'entraînent pas la peine de mort seront condamnés à la réclusion à perpétuité ou à temps, ou placés sous la surveillance et le contrôle des masses, parmi les contre-révolutionnaires qui méritent la peine capitale, on n'exécutera que ceux qui ont des dettes de sang,

ceux qui ont commis d'autres forfaits susceptibles de provoquer l'indignation des masses, tels que les auteurs de nombreux viols ou de pillages importants et ceux qui ont porté les préjudices les plus graves aux intérêts de l'Etat, et pour le reste, on adoptera invariablement la politique de condamnation à mort avec sursis de deux ans et travail forcé en vue d'observation. C'est là une politique prudente qui permettra d'éviter des erreurs. Elle pourra gagner la sympathie de nombreuses personnalités des divers milieux de la société, dissocier les forces contre-révolutionnaires et contribuer à la liquidation totale de la contre-révolution. Elle servira aussi à préserver une force de travail considérable, au profit de l'édification du pays. C'est donc une politique juste. Selon notre estimation, parmi ces contre-révolutionnaires découverts dans le Parti, le gouvernement et l'armée, dans les milieux de l'enseignement, de l'industrie et du commerce, ainsi que dans les organisations populaires, et qui méritent la peine de mort, ceux qui ont des dettes de sang, qui ont commis des crimes susceptibles de révolter les masses ou qui ont porté les préjudices les plus graves aux intérêts de l'Etat ne représentent qu'un petit nombre, de 10 à 20 pour cent environ, alors que ceux qui seront condamnés à mort avec sursis occupent sans doute 80 à 90 pour cent, ce qui veut dire que les 80 à 90 pour cent des criminels passibles de la peine de mort pourront être préservés de l'exécution. Ces derniers se distinguent des chefs de bandits, des brigands invétérés et des despotes locaux des régions rurales; ils diffèrent aussi des despotes locaux, des chefs de bandits, des brigands invétérés, des grands chefs de bande de voyous et des grands chefs de sectes et sociétés secrètes des villes, et de certains agents secrets ennemis qui ont porté les préjudices les plus graves aux intérêts de l'Etat. C'est dire qu'ils n'ont pas contracté des dettes de sang ni commis d'autres horribles crimes susceptibles d'exciter l'indignation des masses. Ils ont porté aux intérêts de l'Etat un préjudice grave, mais non extrêmement grave. Ils ont commis des crimes passibles de la peine capitale, mais les masses n'en sont pas directement victimes. Si nous exécutons ces gens-là, les masses auront du mal à nous comprendre, et nous n'obtiendrons guère la sympathie des personnalités des divers milieux de la société; de plus, cela nous fera perdre une force de travail considérable et ne nous aidera pas à désagréger les rangs ennemis; et enfin, nous risquerons de commettre des erreurs sur ce point. C'est pour cette raison que le Comité central du Parti a décidé d'adopter à l'égard de ces gens la politique de condamnation à mort avec sursis et travail forcé en vue d'observation.

Si certains d'entre eux refusent de se rééduquer et continuent à faire du mal, nous pourrons toujours les exécuter, l'initiative étant entre nos mains. Les autorités locales sont priées d'agir selon le principe susmentionné à l'égard des contre-révolutionnaires décelés dans le Parti, le gouvernement, l'armée, dans les milieux de l'enseignement, de l'industrie et du commerce ou dans les organisations populaires. Par mesure de prudence, il faut que le petit nombre de cas d'exécutions (les 10 à 20 pour cent environ des condamnés à la peine capitale) soient sans exception soumis à l'approbation des autorités des grandes régions administratives ou des grandes régions militaires. Quand il s'agit d'éléments importants pour notre travail de front uni, il faut avoir l'agrément des autorités centrales. Par ailleurs, pour les contre-révolutionnaires des régions rurales, on ne doit exécuter que ceux dont seule la mise à mort permettra au peuple de décharger sa colère; on n'exécutera pas ceux dont le peuple ne réclame pas la mort. Pour certains de ces derniers, il convient aussi d'appliquer la politique de condamnation à mort avec sursis. Ceux dont le peuple exige la mort, il faut absolument les exécuter, afin d'apaiser l'indignation du peuple et de favoriser la production.

(8 mai 1951)

## V

Par politique de "condamnation à mort avec un sursis de deux ans", on ne devra comprendre en aucun cas que seront épargnés les criminels dont le peuple exige l'exécution parce qu'ils ont des dettes de sang ou ont commis d'autres crimes atroces. Si on l'interprétait de la sorte, ce serait une erreur. Nous devons expliquer clairement aux cadres des arrondissements et des villages, ainsi qu'aux masses populaires, qu'il faut, pour apaiser la colère du peuple, appliquer la peine capitale aux plus grands criminels contre qui l'indignation du peuple est telle qu'on ne peut la calmer sans les exécuter. La politique de condamnation à mort avec sursis de deux ans et travail forcé en vue d'observation n'est valable que pour les coupables qui, malgré leurs crimes passibles de la peine capitale, n'ont pas suscité une indignation telle que le peuple exige leur exécution.

(15 juin 1951)

## VI

Tout le travail de répression des contre-révolutionnaires doit être placé sous la direction unique des comités du Parti aux différents échelons, et les camarades responsables de tous les services de la sécurité publique et des autres organes chargés de ce travail doivent, comme par le passé, se soumettre résolument à la direction des comités du Parti.

(10 septembre 1951)

# IL FAUT DONNER TOUTE SON IMPORTANCE AU DEBAT SUR LE FILM *LA VIE DE WOU HSIUN**

(20 mai 1951)

*La Vie de Wou Hsiun* a soulevé un problème de caractère fondamental. Vivant dans les dernières années de la dynastie des Tsing, à l'époque où le peuple chinois menait une grande lutte contre les agresseurs étrangers et les gouvernants féodaux, réactionnaires, du pays, un homme tel que Wou Hsiun[1], sans même effleurer la base économique féodale et sa superstructure, s'employait fiévreusement à propager la culture féodale et, pour atteindre une position qui lui permît de le faire, position d'abord hors de sa portée, il n'avait reculé devant aucune démarche, si humiliante fût-elle, auprès des gouvernants féodaux, réactionnaires; nous appartient-il de louer une conduite aussi ignoble? Pourrions-nous tolérer qu'on la glorifie devant les masses populaires, d'autant plus que, pour faire cet éloge, on arbore le drapeau révolutionnaire "au service du peuple" et qu'on recherche dans l'échec de la lutte révolutionnaire des paysans un effet de contraste? Approuver ou tolérer une telle glorification, c'est approuver ou tolérer que la propagande réactionnaire diffame les luttes révolutionnaires des paysans, l'histoire de la Chine et la nation chinoise, c'est conférer à cette propagande réactionnaire un caractère légitime.

La production du film *La Vie de Wou Hsiun* et, en particulier, les louanges dont il a été couvert, tout comme Wou Hsiun lui-même, montrent à quel point la confusion idéologique règne dans nos milieux culturels!

Pour de nombreux auteurs, l'évolution de l'histoire ne signifie pas la substitution du nouveau à l'ancien, mais le maintien de l'ancien

* Texte abrégé d'un éditorial écrit par le camarade Mao Tsétoung pour le *Renmin Ribao*.

par tous les moyens pour l'empêcher de disparaître; elle ne signifie pas le renversement, par la lutte de classe, des gouvernants féodaux, réactionnaires, qui doivent être renversés, mais, comme pour Wou Hsiun, la négation de la lutte de classe menée par le peuple opprimé et la capitulation devant ces gouvernants. Nos auteurs n'ont pas cherché à savoir quels étaient, au cours de l'histoire, les ennemis qui opprimaient le peuple chinois, ni s'il y avait lieu de louer ceux qui avaient capitulé devant de tels ennemis et s'étaient mis à leur service. Ils n'ont pas pris non plus la peine d'étudier quelles sont les nouvelles formations économiques et sociales, les nouvelles forces de classe, quels sont les personnages nouveaux et les idées nouvelles qui, à partir de la Guerre de l'Opium en 1840, luttent en Chine depuis plus d'un siècle contre les anciennes formations économiques et sociales et leur superstructure (politique, culture, etc.), et ils se sont permis de déterminer ce qui doit être approuvé ou loué, ce qui ne doit pas l'être et ce qu'il faut condamner.

Ce qui doit tout particulièrement retenir l'attention, ce sont certains communistes qui prétendent avoir assimilé le marxisme. Ils ont appris l'histoire du développement de la société — le matérialisme historique, mais ils perdent leur esprit critique sitôt qu'ils ont affaire à un événement ou à un personnage historique particulier (tel que Wou Hsiun), ou encore à des idées concrètes qui vont dans le sens contraire de l'histoire (comme dans le film *La Vie de Wou Hsiun* et des écrits sur ce personnage); il y en a même qui ont capitulé devant ces idées réactionnaires. N'est-ce pas un fait que des idées réactionnaires bourgeoises ont pénétré dans le Parti communiste militant? Où donc est passé le marxisme que certains communistes prétendent avoir assimilé?

Pour toutes ces raisons, il est nécessaire de soulever un débat sur le film *La Vie de Wou Hsiun* et sur les essais et articles concernant Wou Hsiun, pour dissiper entièrement la confusion qui règne autour de ce problème.

# NOTES

[1] Wou Hsiun (1838-1896), originaire du district de Tangyi, province du Chantong, était d'abord un vagabond. Arborant l'enseigne de "fonder des écoles par la mendicité", il se livra à l'escroquerie, à l'achat de terres et au prêt usuraire. Finalement, il devint un grand propriétaire foncier, un gros usurier. De connivence avec des propriétaires fonciers despotes, il créa de prétendues "écoles philanthropiques" où l'on s'évertuait à propager la culture féodale et à former des valets pour les classes exploiteuses, ce qui lui a valu les louanges des dominateurs réactionnaires des différentes époques.

# VICTOIRES ECLATANTES DANS LES TROIS GRANDS MOUVEMENTS*

(23 octobre 1951)

Messieurs les Membres du Comité national et camarades,

La troisième session du Comité national de la Ire Conférence consultative politique du Peuple chinois est maintenant ouverte. En plus des membres du Comité national, assistent à notre session des invités qui représentent les Volontaires du Peuple chinois, l'Armée populaire de Libération, les travailleurs modèles de l'industrie et de l'agriculture, les anciennes bases d'appui, les travailleurs de l'enseignement, de la littérature et de l'art, les industriels et les commerçants, les experts de diverses branches, les milieux religieux, les minorités nationales, les Chinois d'outre-mer, les femmes et les jeunes, les comités consultatifs pour les provinces et municipalités et d'autres milieux; de nombreux cadres du gouvernement sont également à nos côtés. Parmi eux tous, membres du Comité national et invités, on compte un bon nombre de héros de combat, de travailleurs modèles et de travailleurs d'élite de renommée nationale. A en juger par cette large représentation, notre session est la preuve même des succès et des progrès considérables réalisés par la République populaire de Chine sur tous les fronts.

Durant l'année écoulée, nous avons lancé à l'échelle nationale trois grands mouvements — résistance à l'agression américaine et aide à la Corée, réforme agraire et répression des contre-révolutionnaires, et nous avons remporté de grandes victoires. Les contre-révolutionnaires qui subsistent encore dans la partie continentale de la Chine seront bientôt pratiquement éliminés. Sauf dans certaines régions habitées par des minorités nationales, la réforme agraire sera achevée en 1952 dans tout le pays. Plus largement uni que jamais dans le mouvement de

* Allocution d'ouverture prononcée par le camarade Mao Tsétoung à la troisième session du Comité national de la Ire Conférence consultative politique du Peuple chinois.

résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, le peuple chinois a engagé une lutte résolue contre les forces d'agression de l'impérialisme américain. Les Volontaires du Peuple chinois, incarnation de la ferme résolution de notre peuple, ont brisé, de concert avec l'Armée populaire coréenne, le plan insensé de l'impérialisme américain visant à occuper la République populaire démocratique de Corée et à envahir par la suite la partie continentale de la Chine; cela a eu pour effet d'encourager les peuples de Corée et de Chine comme les autres peuples épris de paix de l'Asie et du monde entier, et de raffermir leur confiance dans la lutte pour la paix et contre l'agression. Nous tenons à adresser nos salutations et félicitations aux héroïques Volontaires du Peuple chinois et à la vaillante Armée populaire coréenne.

Grâce aux victoires remportées dans ces trois grands mouvements, grâce aux efforts conjugués des gouvernements populaires à tous les échelons et de la population des divers milieux, notre pays a pu réaliser une unité sans précédent. Le problème du Tibet a été réglé par la voie pacifique. Notre défense nationale a été renforcée. La dictature démocratique populaire s'est consolidée. La monnaie et les prix demeurent stables, et nous avons fait un grand pas en avant dans le relèvement et le développement de l'économie, de la culture et de l'enseignement.

Le mouvement patriotique pour l'accroissement de la production, qui se déroule actuellement sur les fronts industriel et agricole, constitue dans notre pays un phénomène nouveau dont nous devons nous féliciter. L'accomplissement de la réforme agraire à la campagne et de la réforme démocratique dans les entreprises industrielles donnera aux ouvriers et paysans la possibilité de manifester tout leur enthousiasme dans ce mouvement et d'améliorer leurs conditions de vie matérielle et culturelle. Tant que nous saurons nous unir avec les ouvriers et les paysans, les éduquer et nous appuyer sur eux, ce mouvement prendra certainement un essor général dans notre pays.

Conformément aux principes définis par le Gouvernement populaire central, un mouvement pour l'auto-éducation et l'autorééducation s'est largement développé sur le front de la culture et de l'enseignement et parmi les intellectuels de toutes les catégories. C'est là également, dans notre pays, un phénomène nouveau auquel nous devons applaudir. A la clôture de la deuxième session du Comité national, j'ai proposé de procéder à l'auto-éducation et à l'autorééducation au moyen de la critique et de l'autocritique. Maintenant, cette proposition se réalise progressivement. La refonte idéologique, et avant tout celle des intel-

lectuels, est une condition importante pour la réalisation complète de nos réformes démocratiques dans tous les secteurs et pour l'industrialisation progressive du pays. Nous souhaitons donc que, dans sa marche à pas assurés, le mouvement pour l'auto-éducation et l'autorééducation puisse remporter des succès encore plus grands.

Tous les faits prouvent que notre régime de dictature démocratique populaire a une énorme supériorité sur le régime politique des pays capitalistes. Avec un tel régime, notre peuple est en mesure de faire valoir sa force inépuisable. Et cette force, aucun ennemi ne saurait la vaincre.

Notre grande lutte pour la résistance à l'agression américaine et l'aide à la Corée continue, et nous la poursuivrons jusqu'à ce que le gouvernement américain accepte une solution pacifique. Nous n'avons l'intention d'envahir aucun pays, nous nous opposons simplement à l'agression impérialiste contre le nôtre. Tout le monde sait que le peuple chinois ne se serait pas battu contre les forces armées américaines si elles n'avaient pas occupé notre territoire de Taïwan, envahi la République populaire démocratique de Corée et porté la guerre jusqu'à la frontière nord-est de notre pays. Mais, comme les agresseurs américains nous ont attaqués, nous n'avions pas d'autre choix que de lever l'étendard de la résistance à l'agression. Cela était absolument nécessaire et parfaitement juste, tout notre peuple l'a bien compris. En vue de persévérer dans cette lutte nécessaire et juste, nous devons faire des efforts encore plus grands pour résister à l'agression des Etats-Unis et aider la Corée. Il nous faut augmenter la production et pratiquer une stricte économie afin de soutenir les Volontaires du Peuple chinois. Telle est, à l'heure actuelle, la tâche centrale du peuple chinois, et partant, la tâche centrale de notre présente session.

Nous déclarons depuis longtemps que le problème coréen doit être réglé par la voie pacifique; notre position n'a pas changé. Les négociations d'armistice en Corée pourront réussir si le gouvernement des Etats-Unis veut bien que le problème soit résolu sur une base équitable et raisonnable, au lieu d'entraver et de saboter les négociations par toutes sortes de honteuses manœuvres, comme il l'a fait jusqu'ici, sinon elles échoueront.

Au cours des deux années qui ont suivi la fondation de la République populaire de Chine, de grands succès ont été obtenus dans tous les secteurs de notre travail. Ces succès, nous les avons remportés en nous appuyant sur toutes les forces susceptibles d'être unies. A l'intérieur du pays, nous avons compté sur la solide union des nationalités,

des classes démocratiques, des partis démocratiques, des organisations populaires et des démocrates patriotes, union placée sous la direction de la classe ouvrière et du Parti communiste. Sur le plan international, nous avons bénéficié de la ferme solidarité du camp de la paix et de la démocratie ayant à sa tête l'Union soviétique, et de la profonde sympathie de tous les peuples épris de paix. Ainsi donc, nous avons remporté de grandes victoires dans tous les secteurs du travail, ce à quoi nos ennemis ne s'attendaient pas. Selon eux, comme la jeune République populaire de Chine se heurtait à d'innombrables difficultés et que nous avions en outre à faire face à leur guerre d'agression, nous devions être incapables de surmonter ces difficultés et de riposter aux agresseurs. Or, contrairement à leur attente, nous avons réussi à surmonter nos difficultés et à riposter aux agresseurs, et nous avons remporté de grandes victoires. Nos ennemis ont la vue courte. Ils ne réalisent pas la force que représente notre grande unité à l'intérieur du pays et sur le plan international. Ils ne voient pas que la proclamation de la République populaire de Chine a une fois pour toutes mis un terme à l'époque où les impérialistes étrangers pouvaient brimer le peuple chinois. Ils ne voient pas non plus que l'époque où les impérialistes pouvaient dicter partout leur loi est à jamais révolue, du fait de l'existence de l'Union soviétique socialiste, de la République populaire de Chine et des pays de démocratie populaire, du fait de la ferme union entre les deux grands pays — la Chine et l'Union soviétique — sur la base du Traité d'Amitié, d'Alliance et d'Assistance mutuelle, du fait de la solide unité de tout le camp de la paix et de la démocratie, ainsi que de la profonde sympathie que les peuples épris de paix éprouvent pour ce grand camp. Nos ennemis sont aveugles à tout cela, et ils veulent encore malmener la République populaire de Chine et conquérir l'hégémonie mondiale. Mais, Camarades, je peux affirmer avec certitude que leur dessein est insensé, vain, et qu'ils ne pourront atteindre leurs buts. En effet, la République populaire de Chine ne saurait être humiliée, le grand camp de la paix ayant à sa tête l'Union soviétique ne tolérera pas qu'on lui porte atteinte, et les peuples du monde épris de paix ne se laisseront pas tromper. Camarades, depuis la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre en Union soviétique, le triomphe des peuples du monde est certain ; et, maintenant, grâce à la fondation de la République populaire de Chine et des pays de démocratie populaire, cette perspective s'est encore développée et consolidée. Il est vrai que, durant la période historique qui a suivi la Première guerre mondiale et la

Révolution d'Octobre en Russie, trois pays impérialistes, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, avaient tenté de conquérir l'hégémonie mondiale, et cela avant la fondation de la République populaire de Chine et des pays de démocratie populaire. Mais quel en a été le résultat? N'a-t-il pas été prouvé que la tentative de ces trois pays impérialistes était insensée et vaine? N'est-il pas vrai que le résultat a été exactement le contraire de ce qu'ils espéraient et que les impérialistes qui convoitaient l'hégémonie mondiale ont fini par être abattus? La situation d'aujourd'hui est tout à fait différente: la grande République populaire de Chine et plusieurs pays de démocratie populaire ont été fondés, le niveau de conscience politique des peuples du monde s'est élevé, la lutte pour la libération nationale se développe impétueusement en Asie et en Afrique du Nord, l'ensemble du système impérialiste s'est sensiblement affaibli; à ces faits il faut en ajouter un autre, et d'une extrême importance, c'est que la puissance de l'Union soviétique, notre alliée la plus proche, s'est considérablement accrue. Dans ces conditions, si un pays impérialiste essayait encore d'emboîter le pas aux trois agresseurs, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, n'est-il pas aisé de prévoir la fin qui l'attendrait? Bref, le monde de demain appartiendra aux peuples, qui géreront eux-mêmes leurs propres affaires; ce ne sera jamais plus un monde où l'impérialisme et ses laquais feront la loi. J'espère que le peuple de notre pays s'appliquera à resserrer ses rangs, à renforcer son union avec notre alliée, l'Union soviétique, avec tous les pays de démocratie populaire, avec toutes les nations et tous les peuples du monde qui nous témoignent de la sympathie, qu'il continuera sa marche vers la victoire dans la lutte contre l'agression, dans l'édification de notre grand pays et dans la sauvegarde d'une paix mondiale durable. Camarades, je suis convaincu que, tant que nous agirons dans ce sens, la victoire nous appartiendra à coup sûr.

# SUR LES LUTTES *SANFAN* ET *WOUFAN*[1]*

(Novembre 1951 – mars 1952)

## I

La lutte contre la corruption et le gaspillage est une tâche de grande importance pour tout le Parti; nous vous avions déjà prévenus d'y prêter sérieusement attention. Nous avons besoin d'un grand travail d'assainissement dans l'ensemble du Parti pour dévoiler à fond tous les cas de malversation, d'importance majeure, moyenne ou mineure; nous ferons porter les principaux coups sur les grands concussionnaires, tandis qu'à l'égard des concussionnaires moyens et petits, nous suivrons la politique d'éducation et de rééducation en vue de prévenir la récidive. C'est ainsi seulement qu'on pourra surmonter le danger extrêmement grave que représente la corrosion par la bourgeoisie de beaucoup de membres du Parti, mettre fin à une telle situation, déjà prévue lors de la deuxième session plénière du Comité central issu du VII[e] Congrès du Parti, et réaliser le principe adopté par ladite session pour prévenir la corrosion. Nous vous prions instamment d'accorder votre attention à tout ce qui précède.

(30 novembre 1951)

## II

Il faut porter une sérieuse attention sur le fait que des cadres qui se sont laissé corrompre par la bourgeoisie ont commis de graves malversations. Veillez à déceler, à démasquer et à punir de tels coupables et considérez cette lutte comme étant d'une importance majeure.

(30 novembre 1951)

---

* Directives importantes rédigées par le camarade Mao Tsétoung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

## III

Il faut accorder à la lutte contre la corruption, le gaspillage et la bureaucratie la même importance qu'à la répression de la contre-révolution. Dans cette lutte, il est également nécessaire de mobiliser les larges masses populaires, y compris les partis démocratiques et les personnalités des différents milieux sociaux; il faut aussi qu'elle soit menée avec éclat et que les principaux dirigeants la prennent en charge et se mettent personnellement à la tâche. De même, on doit encourager les aveux et les dénonciations. Pour les cas d'importance mineure, les coupables seront éduqués par la critique; quant aux grands coupables, ils seront destitués et punis, ou condamnés à la réclusion (pour rééducation par le travail forcé); un certain nombre de concussionnaires dont le cas est des plus graves seront même fusillés. C'est ainsi seulement que la question pourra être résolue.

(8 décembre 1951)

## IV

A l'heure actuelle, il est extrêmement nécessaire et opportun que nous menions dans toutes les villes du pays, et d'abord dans les villes grandes et moyennes, en nous appuyant sur la classe ouvrière, en unissant à nous les capitalistes respectueux des lois et d'autres couches de la population urbaine, une grande lutte résolue, poussée à fond contre les capitalistes contrevenants, pour combattre les pots-de-vin, la fraude fiscale, le détournement des biens de l'Etat, l'escroquerie dans l'exécution des contrats passés avec l'Etat et le vol des informations économiques; nous devons coordonner cette lutte avec celle engagée dans les organismes du Parti, du gouvernement et de l'armée ainsi que dans les organisations populaires contre la corruption, le gaspillage et la bureaucratie. Dans cette lutte-là, les organisations du Parti dans les différentes villes doivent disposer soigneusement les forces de classes et celles de masses, veiller à l'application de la tactique consistant à utiliser les contradictions, à provoquer la division, à rallier à nous la majorité et à isoler la minorité de façon à former rapidement un front uni pour le mouvement *woufan*. Dans une grande ville, quand le mouvement connaîtra un développement impétueux, un tel front uni pourra

se former en trois semaines environ. Ce front uni une fois formé, les capitalistes réactionnaires qui ont commis les crimes les plus graves se verront isolés et l'Etat sera bien placé pour leur infliger, sans rencontrer beaucoup d'opposition, les sanctions qui s'imposeraient, par exemple, amendes, confiscation, arrestation, peine de prison ou exécution. Toutes les grandes villes (y compris les chefs-lieux de province) devront dans la première décade de février s'engager dans la lutte *wou fan*, nous vous prions donc de prendre immédiatement les dispositions nécessaires.

(26 janvier 1952)

## V

1. Dans le mouvement *wou fan*, les principes fondamentaux à observer pour traiter les cas des entreprises industrielles et commerciales sont les suivants: Clémence pour les infractions anciennes, sévérité pour les infractions récentes (par exemple, en ce qui concerne la fraude fiscale, la restitution ne portera que sur 1951); clémence pour la majorité, sévérité pour la minorité; clémence pour qui avoue, sévérité pour le récalcitrant; indulgence pour l'industrie, sévérité pour le commerce; indulgence pour le commerce normal, sévérité pour le commerce spéculatif. Les comités du Parti aux différents échelons sont priés de s'en tenir à ces principes dans le mouvement *wou fan*.

2. Tenant compte des objectifs du *wou fan*, on doit classer les entreprises industrielles et commerciales privées en cinq catégories: celles qui respectent les lois, celles qui les respectent pour l'essentiel, celles qui respectent à demi les lois et les enfreignent à demi, celles qui enfreignent gravement les lois et celles qui les enfreignent entièrement. A s'en tenir aux grandes villes, les trois premières catégories représentent à peu près 95 pour cent et les deux dernières 5 pour cent environ. Les grandes villes n'offrent pas toutes exactement ce même pourcentage, mais la différence n'est pas très grande. Elle peut par contre être notable dans le cas des villes moyennes.

3. Dans ces cinq catégories sont compris les capitalistes ainsi que les artisans indépendants et les commerçants à boutique familiale non capitalistes, mais non les petits marchands étalagistes ou ambulants. Dans les grandes villes, on peut pour le moment laisser de côté ces derniers, mais il conviendrait de s'occuper des artisans indépendants

et des commerçants à boutique familiale. Dans les villes moyennes, par contre, il serait préférable, au cours du mouvement, de régler le cas des petits marchands étalagistes ou ambulants aussi bien que des artisans indépendants et des commerçants à boutique familiale. Les artisans et les commerçants indépendants qui n'emploient pas d'ouvriers ou de commis (certains d'entre eux prennent toutefois des apprentis) sont très nombreux dans les villes grandes et moyennes de notre pays. Parmi eux, beaucoup respectent les lois, nombre d'autres les respectent pour l'essentiel mais les enfreignent partiellement (ils commettent des fraudes fiscales de montant modeste, autrement dit des délits peu graves). Il y en a aussi un petit nombre qui respectent à demi les lois et les enfreignent à demi, c'est-à-dire que leurs fraudes fiscales sont de montant plus important. Dans ce mouvement, nous devons nous occuper des nombreux petits capitalistes en statuant sur leur cas, et nous tâcherons d'en faire autant à l'égard des artisans et des commerçants indépendants, dont le nombre est à peu près égal à celui des petits capitalistes. Cela profitera à la fois au mouvement *woufan* actuellement en cours et à l'édification économique ultérieure. En général, les petits capitalistes aussi bien que les artisans et les commerçants indépendants n'ont pas commis d'infractions sérieuses, et il n'est pas difficile de se prononcer à leur sujet. De cette façon, nous gagnerons l'appui des larges masses populaires. Toutefois, dans certaines villes, on peut statuer d'abord sur le cas des entreprises industrielles et commerciales et ensuite sur celui des artisans et des commerçants indépendants, si cela s'avère plus pratique.

4. En partant de la situation concrète des villes, nous avons décidé de répartir les entreprises industrielles et commerciales en cinq catégories au lieu de quatre comme auparavant, c'est-à-dire de scinder en deux la catégorie de ces entreprises qui respectent les lois: celles qui les respectent et celles qui le font pour l'essentiel, les trois autres catégories restant inchangées. Parmi les 50.000 entreprises industrielles et commerciales de Pékin (y compris les artisans et commerçants indépendants mais non les petits marchands étalagistes ou ambulants), 10 pour cent environ se conforment aux lois, 60 pour cent environ les observent pour l'essentiel, 25 pour cent environ respectent les lois à demi et les violent à demi, 4 pour cent environ les enfreignent gravement, et un pour cent environ les transgressent complètement. Etablir une distinction entre celles qui respectent complètement les lois et celles qui le font pour l'essentiel tout en commettant des infractions peu importantes, et parmi ces dernières traiter différemment celles qui

fraudent moins et celles qui fraudent plus dans le domaine fiscal, voilà une manière de procéder qui peut avoir un très grand effet éducatif.

5. Les comités du Parti dans certaines villes grandes et moyennes ont déclenché hâtivement le mouvement *wou fan*, alors qu'ils connaissaient très mal la situation des diverses catégories d'entreprises industrielles et commerciales, qu'ils n'avaient pas une idée nette de la tactique consistant à les traiter différemment et que les groupes de travail (ou groupes d'inspection) envoyés par le syndicat et l'administration locale avaient été constitués et préparés à la diable. Cela a causé du désordre. Nous espérons que ces comités prêteront attention à cette situation et la redresseront sans délai. Par ailleurs, l'inspection des entreprises industrielles et commerciales contrevenantes doit se faire sous le strict contrôle du comité municipal du Parti et de l'administration municipale. Aucun autre organisme n'est autorisé à envoyer des gens procéder à l'inspection, et encore moins à amener quand bon lui semble les capitalistes dans ses bureaux pour interrogation. De plus, au cours du mouvement *san fan* aussi bien que dans le *wou fan*, il est défendu de recourir aux châtiments corporels pour arracher des aveux et il faut prendre des mesures strictes pour prévenir les suicides. Là où de tels cas se sont produits, il faut recourir aussitôt à des mesures préventives pour que les mouvements *san fan* et *wou fan* puissent se dérouler dans des conditions saines et normales et s'assurer un plein succès.

6. Pour le moment, ces mouvements ne doivent pas être déclenchés dans les districts, les arrondissements et les cantons. Le Comité central fera savoir à quel moment et de quelle façon il faudra opérer. Les mouvements *wou fan* et *san fan* qui se déroulent à titre d'essai, respectivement dans les chefs-lieux de certains districts et dans certains arrondissements, doivent être strictement contrôlés pour que le labourage de printemps et les autres activités économiques n'en soient pas affectés. Les villes moyennes ne doivent pas d'ailleurs amorcer le mouvement *wou fan* toutes à la fois, mais plutôt par étapes et sous strict contrôle.

(5 mars 1952)

## VI

Nous devons, pendant et après la lutte *wou fan*, atteindre les objectifs suivants:

1. Connaître à fond la situation des entreprises industrielles et commerciales privées, afin d'unir à nous la bourgeoisie et de la contrôler, et de réaliser l'économie planifiée de l'Etat. Il est impossible d'accomplir cette dernière tâche sans avoir une idée claire de leur situation.

2. Etablir une nette ligne de démarcation entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, en finir dans les syndicats avec la corruption et avec la bureaucratie qui nous sépare des masses, et en expulser les laquais de la bourgeoisie. On trouve partout dans les syndicats de tels laquais et des éléments intermédiaires qui vacillent entre le Travail et le Capital. Nous devons, dans la lutte, éduquer et gagner ces éléments intermédiaires et expulser les laquais des capitalistes, qui ont commis des crimes graves.

3. Réorganiser les guildes et les associations de l'industrie et du commerce, expulser de leurs organes dirigeants ceux qui sont pétris des "cinq vices", ainsi que ceux qui ont perdu tout prestige, et y faire entrer ceux qui se sont assez bien comportés dans le mouvement *woufan*. Les industriels et les commerçants de toutes catégories, sauf ceux qui ont complètement enfreint les lois, doivent y avoir leurs représentants.

4. Aider les responsables de l'Association pour la Construction démocratique de la Chine à mettre de l'ordre dans leur organisation en expulsant ceux qui sont atteints des "cinq vices" et ceux qui sont complètement discrédités et en admettant des personnes mieux qualifiées pour faire de cette association une organisation politique capable de représenter les intérêts légitimes de la bourgeoisie, principalement de la bourgeoisie industrielle, et d'éduquer la bourgeoisie dans l'esprit du Programme commun et des principes du mouvement *woufan*. Quant aux associations secrètes organisées par divers groupes de capitalistes, telles que le "Lunch Club du Jeudi"[2], il faut prendre des mesures pour les dissoudre.

5. Eliminer les "cinq vices" et liquider le commerce spéculatif, de façon que toute la bourgeoisie obéisse aux lois et décrets de l'Etat et poursuive des activités industrielles et commerciales favorables à l'économie nationale et au bien-être du peuple. Développer l'industrie privée dans les limites définies par l'Etat (à condition que les capitalistes le veuillent bien et que ce développement soit conforme au Programme commun) et réduire graduellement le commerce privé. Dans ses plans, l'Etat augmentera d'année en année ses commandes à l'industrie privée et le volume de l'écoulement par ses soins de la production

de cette dernière; et il renforcera chaque année davantage la planification vis-à-vis de l'industrie et du commerce privés. Réajuster le taux de bénéfice du capital privé, de manière que celui-ci puisse réaliser des bénéfices sans toutefois tirer des profits exorbitants.

6. Abolir la comptabilité secrète et rendre publics les comptes de l'entreprise, établir graduellement le système de contrôle de la production et de la gestion par les ouvriers et les commis de magasin.

7. Récupérer la majeure partie des pertes financières de l'Etat et du peuple par les payements de l'impôt fraudé, la restitution des biens volés, les amendes et les confiscations.

8. Etablir des cellules du Parti parmi les ouvriers et les commis de magasin de toutes les grandes et moyennes entreprises privées pour y renforcer le travail du Parti.

(23 mars 1952)

## NOTES

[1] Le terme *sanfan* désigne la lutte engagée fin 1951, parmi le personnel des organismes et entreprises d'Etat, contre la corruption, le gaspillage et la bureaucratie. Quant au terme *woufan*, il désigne la lutte déclenchée au début de 1952, dans les entreprises privées, contre les "cinq vices", forfaits commis par des industriels et commerçants: les pots-de-vin, la fraude fiscale, le détournement des biens de l'Etat, l'escroquerie dans l'exécution des contrats passés avec l'Etat et le vol des informations économiques.

[2] Association secrète de certains capitalistes de Tchongking qui avait commis, sous le manteau, un grand nombre de graves infractions à la loi; elle fut découverte et supprimée durant le mouvement *woufan*.

# CONSIDERER L'ENTRAIDE ET LA COOPERATION AGRICOLES COMME UNE TACHE DE GRANDE IMPORTANCE*

(15 décembre 1951)

Nous vous envoyons ci-joint le Projet de résolution sur l'entraide et la coopération dans la production agricole, et vous êtes priés de le faire reproduire pour le distribuer aux comités du Parti de district et d'arrondissement. Nous vous demandons de donner immédiatement, au sein comme en dehors du Parti, des explications s'inspirant de ce projet et de le mettre en application. C'est ce qu'il faudra faire dans toutes les régions où l'on a accompli la réforme agraire, et nous vous demandons de vous en acquitter comme d'une tâche de grande importance. Le Projet de résolution pourra être publié dans les périodiques intérieurs du Parti, mais il ne convient pas de le faire paraître dans les journaux ou périodiques destinés au grand public, puisqu'il s'agit d'un projet.

* Circulaire de portée historique rédigée à l'intention du Parti par le camarade Mao Tsétoung en réfutation de Liou Chao-chi qui s'opposait à la coopération agricole. En juillet 1951, à l'insu du camarade Mao Tsétoung et du Comité central du Parti, Liou Chao-chi écrivit en son nom personnel une annotation prenant à partie un rapport du Comité du Parti pour le Chansi sur le développement de l'entraide et de la coopération dans la production agricole, et la fit distribuer. S'opposant à la ligne formulée par le camarade Mao Tsétoung pour la transformation socialiste de l'agriculture, il la taxait d'"idée fausse, dangereuse et utopique du socialisme agraire". En septembre de la même année, le camarade Mao Tsétoung dirigea en personne la rédaction de la "Résolution du Comité central du Parti communiste chinois sur l'entraide et la coopération dans la production agricole (projet)", et le 15 décembre, il rédigea, en vue de la distribution de ce projet de résolution, la présente circulaire dans laquelle il indiquait à tout le Parti qu'il fallait considérer l'entraide et la coopération agricoles comme une tâche de grande importance.

# MESSAGE DE NOUVEL AN

(1er janvier 1952)

Je souhaite que nous tous — les cadres du gouvernement populaire, les commandants et combattants des Volontaires du Peuple et de l'Armée populaire de Libération, les partis démocratiques, les organisations populaires, les minorités nationales et tout le peuple du pays — nous remportions un plein succès sur tous les fronts de notre travail.

Plein succès sur le front du mouvement de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée!

Plein succès sur le front de la défense nationale!

Plein succès sur le front de la réforme agraire!

Plein succès sur le front de la répression des contre-révolutionnaires!

Plein succès sur le front de l'économie et des finances!

Plein succès sur le front de la culture et de l'enseignement!

Plein succès sur le front de la refonte idéologique entreprise dans les différents milieux de la société et avant tout parmi les intellectuels!

Je voudrais encore souhaiter un plein succès au front que nous avons nouvellement établi — la lutte de grande envergure contre la corruption, le gaspillage et la bureaucratie, à laquelle nous appelons tout le peuple et tous les cadres du pays à participer vigoureusement et sans tarder, pour balayer toutes ces immondices léguées par l'ancienne société.

Camarades, en 1951, nous avons déjà obtenu, sur tous ces fronts, des victoires, dont beaucoup sont très importantes. Nous espérons qu'en 1952, grâce à nos efforts conjugués, nous remporterons dans ces domaines des victoires encore plus grandes.

Vive la République populaire de Chine!

# PRINCIPES POLITIQUES POUR NOTRE TRAVAIL AU TIBET — DIRECTIVES DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS*

(6 avril 1952)

Le Comité central approuve pour l'essentiel les instructions télégraphiques données le 2 avril par le Bureau du Comité central pour la Chine du Sud-Ouest et la Région militaire de la Chine du Sud-Ouest au Comité de Travail du Parti pour le Tibet et à la Région militaire du Tibet; il considère comme justes les principes politiques fondamentaux (à l'exception de celui qui concerne la réorganisation de l'armée tibétaine) formulés dans le télégramme et les nombreuses mesures concrètes qui s'y trouvent indiquées. Seule leur application assurera à notre armée une position invulnérable au Tibet.

La situation du Tibet diffère de celle du Sinkiang, elle est beaucoup moins bonne tant du point de vue politique que du point de vue économique. Pourtant, une fois entrées dans le Sinkiang, les troupes de Wang Tchen ont dû, en premier lieu, prendre grand soin d'être extrêmement méticuleux dans leurs comptes, de s'appuyer sur leurs propres forces et de subvenir à leurs besoins par la production. Maintenant, elles sont solidement implantées, et elles bénéficient d'un soutien chaleureux de la part des minorités nationales. La réduction des fermages et du taux d'intérêt est actuellement en cours et la réforme agraire commencera cet hiver, ainsi les masses nous soutiendront-elles encore davantage. Le Sinkiang est bien relié au reste du pays par un trafic routier, c'est un très grand avantage pour le bien-être des minorités

* Ces directives à l'intention du Parti, rédigées par le camarade Mao Tsétoung pour le Comité central du Parti communiste chinois, furent adressées au Bureau du Comité central pour la Chine du Sud-Ouest et au Comité de Travail du Parti pour le Tibet, et communiquées au Bureau pour la Chine du Nord-Ouest et au Sous-Bureau pour le Sinkiang.

nationales. Au Tibet, du moins d'ici deux ou trois ans, la réduction des fermages ne pourra avoir lieu, et la réforme agraire non plus. Au Sinkiang, on compte plusieurs centaines de milliers de Hans; au Tibet il n'y en a presque pas, là nos troupes se trouvent dans une région de minorités nationales totalement différente. Pour rallier les masses et nous assurer une position invulnérable, nous ne pouvons que nous appuyer sur deux principes politiques fondamentaux. Le premier consiste à être très minutieux dans nos comptes, à subvenir à nos besoins par nos propres productions et influencer ainsi les masses en notre faveur. C'est là le chaînon le plus important de notre travail. Quand bien même des routes auront été construites, il nous sera toujours impossible de compter sur elles pour acheminer des vivres en grande quantité. L'Inde acceptera probablement de livrer au Tibet, sous forme d'échanges, des céréales et d'autres produits, mais nous devons compter sur notre capacité d'assurer la subsistance de nos troupes même au cas où l'Inde cesserait un jour ces fournitures. Nous devons faire tout notre possible et prendre des mesures adéquates pour rallier le Dalai et la majorité de son groupe dominant et isoler une poignée de mauvais éléments, en vue de réaliser progressivement, au bout de plusieurs années et sans effusion de sang, les réformes économiques et politiques au Tibet. Mais nous devons aussi être prêts à riposter aux attaques que les mauvais éléments pourraient lancer contre nous en entraînant l'armée tibétaine dans une rébellion, en sorte que même dans de telles circonstances, nos troupes puissent subsister au Tibet et s'y maintenir. Tout cela exige que nous soyons méticuleux dans nos comptes et produisions suffisamment pour subvenir à nos besoins. C'est seulement en nous appuyant sur ce principe fondamental que nous pourrons atteindre notre but. Le second principe politique qui peut et doit être appliqué consiste à établir des relations commerciales avec l'Inde et avec le reste du pays, afin de réaliser graduellement l'équilibre dans le mouvement des marchandises entrant et sortant de la région, d'éviter que le niveau de vie de la population tibétaine ne baisse tant soit peu par suite de l'entrée au Tibet de nos troupes et de pouvoir même contribuer à l'amélioration de ses conditions de vie. Tant que nous n'arriverons pas à résoudre ces deux questions que sont la production et le commerce, notre existence restera privée de bases matérielles, et les mauvais éléments auront chaque jour de quoi dresser contre nous des masses arriérées et l'armée tibétaine; ainsi notre politique visant à unir à nous la majorité et à isoler la minorité deviendra inopérante et échouera.

Parmi les idées avancées par le Bureau pour la Chine du Sud-Ouest dans son télégramme du 2 avril, une seule est à réexaminer, c'est de savoir s'il est possible et opportun, dans un bref délai, de réorganiser l'armée tibétaine et d'établir un comité militaire et administratif. A notre avis, il ne faut pas à l'heure actuelle réorganiser l'armée tibétaine, ni établir formellement des sous-régions militaires, ni mettre sur pied un comité militaire et administratif. Pour le moment, il convient de maintenir toutes les choses telles quelles et les laisser traîner en longueur, nous reparlerons de ces problèmes dans un ou deux ans, lorsque nos troupes auront réussi à se suffire par la production et à gagner le soutien des masses. Entre-temps, l'une des deux éventualités suivantes pourrait se présenter: ou bien la politique de front uni que nous appliquons à l'égard des couches sociales supérieures pour gagner la majorité et isoler la minorité s'avérerait efficace, les masses tibétaines se rallieraient progressivement à nous, et les mauvais éléments et l'armée tibétaine n'oseraient se révolter; ou bien, croyant que nous sommes d'une telle faiblesse qu'on peut nous molester à plaisir, les mauvais éléments déclencheraient une révolte à la tête de l'armée tibétaine, et nos troupes, en légitime défense, leur porteraient des coups en lançant une contre-attaque. L'une ou l'autre éventualité nous sera favorable. Le groupe dominant du Tibet ne voit pas suffisamment de raisons pour appliquer totalement l'Accord[1] et réorganiser l'armée tibétaine à l'heure actuelle. Dans quelques années, la situation sera différente, il se verra peut-être obligé de consentir à l'application intégrale de l'Accord et à la réorganisation de l'armée tibétaine. Si celle-ci déclenche une ou même plusieurs rébellions, qui seront toutes écrasées par nos troupes, nous serons alors d'autant plus fondés à la réorganiser. Il semble que non seulement les deux Selouens[2], mais aussi le Dalai et la majorité de son groupe, aient accepté l'Accord à contre-cœur et ne veuillent pas l'appliquer. Actuellement, pour l'application intégrale de l'Accord, nous ne disposons pas de bases matérielles, ni d'appui dans les masses, ni de soutien dans les couches sociales supérieures. Son application forcée apporterait plus de préjudices que d'avantages. Puisqu'ils ne veulent pas appliquer l'Accord, eh bien, renonçons pour le moment; laissons traîner les choses et on verra après. Plus longtemps les choses traîneront, plus nous aurons d'arguments et moins ils en auront. Ce délai ne nous fera pas grand tort et peut, au contraire, nous être avantageux. Qu'ils poursuivent leurs agissements cruels contre le peuple, tandis que nous nous consacrerons à des tâches bénéfiques telles que la production, le commerce, la construction des routes, le service sani-

taire et le front uni (unir à nous la majorité, procéder à une éducation patiente), cela afin de gagner les masses, et lorsque les conditions auront été réunies, nous aborderons la question de l'application totale de l'Accord. S'ils estiment inopportune la création des écoles primaires, nous pouvons aussi l'interrompre.

La manifestation qui a eu lieu récemment à Lhassa ne doit pas être considérée seulement comme le fait des deux Selouens et d'autres mauvais éléments, mais comme un signe que nous a fait la majorité du groupe du Dalai. Leur pétition, rédigée avec beaucoup de tact, n'exprime pas une volonté de rupture, mais se borne à nous demander de leur faire des concessions. Ils y suggèrent implicitement de revenir à la pratique de la dynastie des Tsing, ce qui veut dire qu'il ne faut pas maintenir le stationnement de l'Armée de Libération au Tibet, mais tel n'est pas vraiment leur but. Ils savent bien que cela est impossible; ils cherchent plutôt à échanger cette condition contre d'autres. La pétition critique le XIV[e] Dalai en vue de le décharger de toute responsabilité politique à propos de cette manifestation. Ils se posent en défenseurs des intérêts de la nationalité tibétaine, sachant qu'ils le cèdent à nous pour ce qui est de la force militaire, mais nous surpassent au point de vue des forces sociales. Nous devons accepter en fait (mais non formellement) cette pétition et ajourner l'application totale de l'Accord. C'est à dessein qu'ils ont organisé cette manifestation avant l'arrivée du Pantchen à Lhassa. Après son arrivée, ils feront peut-être de leur mieux pour l'amener à adhérer à leur groupe. Si nous conduisons le travail comme il convient, le Pantchen ne se laissera pas tromper par eux et arrivera sain et sauf à Chigatsé, la situation nous sera alors plus favorable. Mais le fait que nous manquons de bases matérielles ne saurait changer pour le moment, pas plus que la supériorité qu'ils ont sur nous pour ce qui est des forces sociales. Par conséquent, l'attitude négative qu'adopte le groupe du Dalai vis-à-vis de l'application intégrale de l'Accord ne peut, elle non plus, changer à présent. A l'heure actuelle, nous devons, pour la forme, passer à l'offensive en condamnant cette manifestation et cette pétition comme non fondées (en tant que sabotage de l'Accord), mais en fait, être disposés à faire des concessions, en attendant que les conditions soient réunies pour une attaque ultérieure (c'est-à-dire l'application de l'Accord).

Quel est votre avis sur ce qui précède? Vous êtes priés de nous le communiquer par télégramme.

## NOTES

[1] Il s'agit de l'Accord sur les Modalités de la Libération pacifique du Tibet entre le Gouvernement populaire central et le Gouvernement local du Tibet, conclu le 23 mai 1951.

[2] Fonctionnaires de l'administration du rang le plus élevé servant sous le Dalai. Les deux Selouens d'alors étaient Lokongwa et Lozong-Drashi, propriétaires réactionnaires de serfs.

# LA CONTRADICTION ENTRE LA CLASSE OUVRIERE ET LA BOURGEOISIE EST LA CONTRADICTION PRINCIPALE EN CHINE*

(6 juin 1952)

Après le renversement de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie bureaucratique, la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale est devenue la contradiction principale en Chine; il ne faut donc plus qualifier la bourgeoisie nationale de classe intermédiaire.

* Annotation du camarade Mao Tsétoung sur un document rédigé par le Département du Travail de Front uni du Comité central du Parti communiste chinois. Le camarade Mao Tsétoung critique le point de vue erroné du responsable de ce département qui considérait la bourgeoisie nationale comme une classe intermédiaire.

# UNISSONS-NOUS ET FAISONS UNE CLAIRE DISTINCTION ENTRE NOUS ET NOS ENNEMIS*

(4 août 1952)

Durant l'année écoulée, nous avons simultanément poursuivi la guerre, mené les négociations et travaillé à la stabilisation de la situation.

En juillet de l'année dernière, la situation de la guerre de Corée commençait à se stabiliser, mais à ce moment-là, nous n'étions pas sûrs de pouvoir rendre stable la situation économique et financière dans notre pays. Nous disions simplement: "Les prix sont pratiquement stables et l'équilibre budgétaire est sur le point d'être atteint", cela signifiait qu'on n'était pas encore arrivé à réaliser entièrement la stabilisation des prix ni l'équilibre budgétaire. Les dépenses excédaient les recettes, et c'était un problème. Le Comité central du Parti communiste chinois a donc convoqué une réunion en septembre dernier pour appeler à augmenter la production et à pratiquer une stricte économie. Puis, en octobre, j'ai réitéré cet appel à la troisième session du Comité national de la Ire Conférence consultative politique. Le mouvement qui s'ensuivit pour l'accroissement de la production et la réalisation d'économies a révélé des cas assez graves de corruption, de gaspillage et de bureaucratie. En décembre, le mouvement *sanfan* a été déclenché, et plus tard, le mouvement *woufan*. Maintenant que ces deux mouvements ont été couronnés de succès, la situation est parfaitement claire, et l'ordre règne dans le pays.

L'année dernière, nos dépenses pour la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée égalaient approximative-

* Points essentiels de l'allocution prononcée par le camarade Mao Tsétoung à la trente-huitième session du Comité permanent du Comité national de la Ire Conférence consultative politique du Peuple chinois.

ment la somme affectée à la construction nationale, soit moitié moitié. Il en sera autrement cette année, elles ne représenteront, estime-t-on, que la moitié de celles de l'année passée. Actuellement, les effectifs de nos troupes ont été réduits; en revanche, leur équipement s'est amélioré. Pendant plus de vingt ans, nous avions fait la guerre sans jamais disposer d'armée de l'air, et nous étions toujours condamnés à subir les bombardements ennemis. Maintenant nous avons nos propres forces aériennes, de même que des canons antiaériens, des pièces d'artillerie lourde et des chars d'assaut. La guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée constitue une grande école; nous y faisons de grandes manœuvres, lesquelles valent mieux que les cours des académies militaires. Si la guerre se poursuit encore l'année prochaine, toutes les unités de notre armée de terre auront eu la possibilité de s'y entraîner à tour de rôle.

Cette guerre nous a posé au début trois questions: 1) Sommes-nous capables de combattre? 2) Sommes-nous capables de nous défendre? 3) Avons-nous de quoi manger?

La question sur notre capacité de combat a été réglée au bout de deux ou trois mois. Nos ennemis possèdent plus de canons que nous, néanmoins leur moral est bas; ils ont plus d'acier mais moins de courage.

La question sur notre capacité de défense a été aussi résolue l'an dernier. Notre solution a été de creuser des souterrains. Nous avons construit des fortifications à deux étages; lorsque les ennemis montent à l'assaut, nous descendons dans les souterrains. Il arrive que les ennemis réussissent à occuper le dessus d'une fortification, mais le dessous reste dans nos mains. Les ennemis ayant mis le pied sur nos positions, nous passons à la contre-attaque, leur infligeant de lourdes pertes. C'est avec ce moyen bien à nous que nous avons ramassé des armes de fabrication étrangère. Les ennemis n'ont pu rien faire contre nous.

La question de la nourriture, celle de nous assurer de l'approvisionnement, était demeurée insoluble pendant longtemps. Nous ne savions pas alors qu'on pouvait creuser des souterrains pour y stocker des vivres. Maintenant nous le savons. Et chacune de nos divisions possède une réserve de grain pour trois mois, ainsi que des dépôts et des salles de conférence; nos hommes sont tout à fait à l'aise dans leurs souterrains.

Nous avons actuellement une orientation claire, des positions solides et un approvisionnement assuré, et chaque combattant sait qu'il doit tenir jusqu'au bout.

Jusqu'à quand nous battrons-nous? A quel moment les négociations prendront-elles fin? A mon avis, elles se poursuivront, la guerre continuera, mais la paix se rétablira.

Pourquoi la paix se rétablira-t-elle? Une guerre de trente ans ou de cent ans est impossible, car une guerre prolongée serait fort désavantageuse pour les Etats-Unis.

1. Il y a des pertes en vies humaines. Poursuivant les opérations pour garder quelque 10.000 prisonniers de guerre, les Etats-Unis ont fait perdre la vie à plus de 30.000 de leurs hommes. En tout cas, leurs effectifs sont de beaucoup inférieurs aux nôtres.

2. Il leur faut dépenser de l'argent. Chaque année, plus de 10 milliards de dollars. Nos dépenses sont beaucoup moins importantes et cette année, elles seront réduites de moitié par rapport à l'an passé. Rien qu'avec la somme récupérée grâce aux mouvements *sanfan* et *woufan*, nous serions à même de soutenir la guerre pendant un an et demi encore. Quant à l'argent provenant de l'accroissement de la production et de la pratique d'une stricte économie, nous pourrons l'affecter entièrement à l'édification du pays.

3. Les Etats-Unis sont en butte à des contradictions insurmontables tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

4. Il y a en outre un problème stratégique. Le point clé stratégique des Etats-Unis, c'est l'Europe. En envoyant leurs troupes envahir la Corée, ils ne s'attendaient pas à ce que nous expédiions nos Volontaires pour lui venir en aide.

Pour ce qui est de nos propres affaires. c'est plus facile à régler. Nous pouvons agir en maîtres dans nos affaires intérieures. Mais nous ne sommes pas le chef d'état-major des Etats-Unis, celui-ci est un des leurs. Ainsi, la décision de poursuivre ou non la guerre en Corée n'appartient que pour moitié à la partie sino-coréenne.

Bref, la tendance générale est telle que les Etats-Unis n'ont pas avantage à refuser la paix.

Dire qu'une troisième guerre mondiale est imminente, c'est chercher à intimider les gens. Il nous faut gagner dix ans pour construire notre industrie et jeter une base solide.

Nous devons tous nous unir étroitement et établir une ligne de démarcation entre nous et nos ennemis. Si nous avons aujourd'hui de la force, cela est dû à l'unité de tout notre peuple, à la coopération des personnes ici présentes, à la coopération des partis démocratiques et des organisations populaires. L'unité et la distinction à établir entre

nous et nos ennemis sont d'importance vitale. Le Dr Sun Yat-sen était homme de valeur, mais pourquoi la Révolution de 1911 qu'il a dirigée a-t-elle échoué? Parce que: 1) on n'a pas procédé à la distribution des terres; 2) on n'a pas compris la nécessité de réprimer la contre-révolution; 3) on n'a pas engagé une lutte acharnée contre l'impérialisme. Outre la distinction à établir entre nous et nos ennemis, il nous faut faire dans nos rangs une distinction entre le vrai et le faux. Comparée à la première, cette dernière distinction apparaît comme secondaire. Prenons par exemple la plupart des concussionnaires, leurs cas relèvent encore de la distinction entre le vrai et le faux, car ils diffèrent des contre-révolutionnaires et peuvent être rééduqués.

Il faut entreprendre une éducation politique dans les partis démocratiques et les milieux religieux, de sorte qu'ils ne se laissent pas duper par l'impérialisme, ni ne se rangent du côté de l'ennemi. Prenons le cas du bouddhisme, celui-ci n'est guère lié à l'impérialisme, il est essentiellement attaché au féodalisme. A cause du problème agraire, la lutte antiféodale touche nécessairement les bonzes, et ce sont des gens comme les grands prêtres et les vénérables des monastères qui reçoivent les coups. Ce petit nombre de gens jetés à bas, les "Lou Tche-chen"[1] sont émancipés. Je ne suis pas bouddhiste, mais je ne m'oppose pas à ce qu'on mette sur pied une association des bouddhistes pour les unir et leur permettre de faire une claire distinction entre nous et nos ennemis. Le front uni sera-t-il aboli un jour? Moi, je ne suis pas pour son abolition. Nous unirons à nous tous ceux qui établissent réellement une ligne de démarcation entre nous et nos ennemis et se mettent au service du peuple.

Notre pays a de l'avenir, il est plein de promesses. Nous nous demandions auparavant si notre économie nationale pouvait être relevée en l'espace de trois ans. Or, au bout de deux ans et demi de travail acharné, c'est chose faite et, de plus, l'édification planifiée est déjà entamée. Nous devons nous unir et établir une claire distinction entre nous et nos ennemis pour que notre pays progresse à pas assurés.

## NOTES

[1] Un des héros du roman classique chinois *Chouei hou tchouan* (Au bord de l'eau), Lou Tche-chen était un simple bonze avant de rejoindre les forces insurrectionnelles paysannes du mont Liangchan.

# FELICITATIONS AUX VOLONTAIRES DU PEUPLE CHINOIS POUR LEUR IMPORTANTE VICTOIRE*

(24 octobre 1952)

A partir du 18 septembre, nos Volontaires ont opéré, de concert avec l'Armée populaire de Corée, une contre-attaque tactique sur toute la ligne du front et, en l'espace d'un mois, ils ont anéanti et blessé plus de 30.000 hommes des troupes ennemies, remportant ainsi une victoire importante. Le Comité central et sa Commission militaire tiennent à vous adresser, à vous et à tous les camarades commandants et combattants, leurs félicitations chaleureuses. Voici en quoi consiste une telle opération: Ayant concentré des forces et une puissance de feu supérieures, nos armées passent subitement à l'attaque contre un certain nombre de points d'importance tactique, choisis au préalable, et frappent les troupes ennemies par sections, compagnies ou bataillons entiers, en les anéantissant complètement ou en majeure partie; puis, lors des contre-attaques de l'ennemi, elles continuent à lui infliger des pertes sévères en hommes au cours d'opérations répétées; enfin, pour les points fortifiés que nous avons pris, nous agissons en fonction des circonstances, c'est-à-dire défendre fermement ceux qui sont susceptibles d'être défendus et abandonner ceux qui ne le sont pas, ce qui nous permet de conserver l'initiative et de préparer des contre-attaques ultérieures. Pour autant que nous continuions à pratiquer cette méthode opérationnelle, nous pourrons certainement porter des coups décisifs à l'ennemi et le contraindre à accepter un compromis pour mettre un terme à la guerre de Corée. Depuis qu'elles mènent, à partir de juillet de l'année dernière, une

* Directive aux responsables des Volontaires du Peuple chinois, rédigée par le camarade Mao Tsétoung pour le Comité central du Parti communiste chinois et la Commission militaire du Comité central.

opiniâtre guerre de position, nos armées ont infligé à l'ennemi des pertes qui dépassent de loin celles qu'elles lui avaient fait subir précédemment, lors des diverses campagnes de mouvement. Par contre, les pertes de nos armées ont considérablement diminué. Pendant les quinze mois qui nous séparent du mois de juillet de l'année dernière, nos pertes en effectifs, à ne considérer que celles de nos Volontaires, ont diminué en moyenne de plus des deux tiers par mois par rapport à celles des huit mois précédents. Une telle situation est due au fait que nous avons appliqué la méthode opérationnelle susmentionnée, en nous appuyant sur nos positions. Or, cette méthode mérite d'autant plus notre attention que, depuis le 18 septembre, elle s'emploie plus systématiquement et plus largement sur toute la ligne du front.

A l'occasion du deuxième anniversaire de la participation de nos Volontaires à cette guerre au-delà de nos frontières, nous espérons que vous dresserez le bilan de l'expérience, ferez valoir encore davantage votre sens de l'organisation, améliorerez votre tactique et économiserez les munitions; nous espérons que vous vous unirez toujours plus étroitement avec les camarades et le peuple coréens, et que vous remporterez des victoires encore plus grandes dans les combats à venir.

# CONTRE LA BUREAUCRATIE, L'AUTORITARISME ET LES INFRACTIONS AUX LOIS ET REGLEMENTS*

(5 janvier 1953)

La lutte contre la bureaucratie, l'autoritarisme et les infractions aux lois et règlements devrait attirer l'attention de nos organismes dirigeants à tous les échelons.

Au cours du mouvement *sanfan*, notre Parti a résolu, pour l'essentiel, les problèmes de la corruption et du gaspillage existant chez nombre de cadres de nos organismes aux échelons de l'autorité centrale, de la grande région administrative, de la province et de la municipalité, ainsi que de la préfecture; il est également venu à bout, pour l'essentiel, de cette forme de bureaucratie qui sépare de nombreux cadres dirigeants du personnel travaillant sous leurs ordres. Mais dans beaucoup de régions, de secteurs et d'organismes, le problème n'est pratiquement pas résolu pour d'autres manifestations de la bureaucratie, telles que ignorance des souffrances des masses populaires; ignorance de ce qui se passe dans les unités inférieures quelque peu éloignées; ignorance encore de nombreux cas d'autoritarisme et d'infraction aux lois et règlements chez les cadres de district, d'arrondissement et de canton, et aussi de l'existence, parmi eux, de mauvais éléments, coupables de mauvaises actions de ce genre; ou bien indifférence totale pour ces mauvais éléments et ces mauvaises actions, dont on est plus ou moins informé sans toutefois en être indigné, sans se rendre compte de la gravité du problème et par conséquent sans prendre de mesures efficaces pour appuyer les bons éléments et châtier les mauvais, pour propager les actes méritoires et éliminer les agissements répréhensibles. Prenons par exemple la façon dont on traite le

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsétoung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

courrier provenant des masses populaires. D'après ce qu'on nous rapporte, le gouvernement populaire d'une certaine province a laissé dormir plus de 70.000 lettres; nous ne savons pas encore combien de lettres les organismes du Parti et du gouvernement au-dessous de l'échelon provincial ont laissées de côté, mais il est à supposer qu'il y en a pas mal. La plupart de ces lettres exposent des problèmes que les masses nous demandent de résoudre; beaucoup d'entre elles dénoncent les agissements criminels des cadres sans foi ni loi, et il faudrait sans tarder régler ces cas.

Dans le Parti et le gouvernement, la bureaucratie et l'autoritarisme posent un grave problème non seulement aujourd'hui, mais aussi pour une très longue période à venir. Du point de vue de l'origine sociale, ils sont le reflet, dans notre Parti et notre gouvernement, des survivances du style de travail réactionnaire (style antipopulaire, style du Kuomintang) adopté par les classes dominantes réactionnaires à l'égard du peuple. A envisager le rôle dirigeant et les méthodes de direction des organismes du Parti et du gouvernement, la répartition des tâches n'a pas été suivie d'une explication concernant les mesures politiques concrètes et le style de travail à observer, en d'autres termes, en assignant les tâches aux cadres des échelons moyens ou inférieurs, on ne leur a pas prescrit de façon réitérée quels étaient les mesures politiques concrètes et le style de travail à suivre. C'est qu'on n'a pas entrepris la vérification des cadres de divers échelons, notamment ceux du district, de l'arrondissement et du canton, ou que cette vérification n'a pas été faite de manière satisfaisante. C'est qu'on n'a pas encore déclenché le mouvement pour la consolidation du Parti à ces trois échelons, ou que, ce mouvement déclenché, on n'a pas encore entrepris de combattre l'autoritarisme et d'éliminer les éléments qui enfreignent les lois et règlements. C'est qu'on n'a pas encore engagé la lutte pour combattre et éliminer cette forme de bureaucratie qui se manifeste chez les cadres de nos organismes dirigeants à l'échelon de la préfecture et au-dessus, lesquels ignorent toujours les souffrances des masses populaires et la situation des organisations de base ou ne s'en soucient guère. Si nous renforçons notre rôle dirigeant et améliorons nos méthodes de direction, la bureaucratie et l'autoritarisme dont pâtissent les masses pourront diminuer graduellement, et un grand nombre de nos organismes du Parti et du gouvernement seront en mesure de rompre plus tôt avec le style du Kuomintang. Et l'on pourra éliminer plus vite nombre de mauvais éléments qui se sont infiltrés dans nos organismes

du Parti et du gouvernement, et mettre plus rapidement fin aux nombreux méfaits qui se commettent actuellement.

En conséquence, vous êtes priés de procéder, durant l'année 1953, en connexion avec la consolidation et l'édification du Parti ainsi qu'avec le travail dans les autres domaines, et en réglant tout d'abord la question des lettres envoyées par la population, à un examen des cas de bureaucratie, d'autoritarisme et d'infraction aux lois et règlements, et de les combattre résolument. La presse devra réserver une large place à la dénonciation des cas typiques de ce genre. Ceux qui commettent des infractions graves seront punis par la loi; s'il s'agit d'un communiste, il y a encore la discipline du Parti qui intervient. Les comités du Parti à tous les échelons doivent faire preuve de fermeté pour châtier les éléments qui, ayant violé la loi, se sont attiré une haine implacable des masses et pour les éliminer des organismes du Parti et du gouvernement; les plus grands coupables seront exécutés afin de calmer la colère du peuple et d'éduquer par là les cadres et les masses populaires. Et lorsque la vaste lutte contre les mauvais éléments et les méfaits aura atteint la phase voulue, il faudra procéder, dans les diverses régions, à l'investigation et à l'analyse pour dégager des exemples typiques parmi les éléments d'élite et les actions méritoires, et les mettre en honneur, afin que tous les membres du Parti puissent s'en inspirer et que ce qui est juste l'emporte sur ce qui est mauvais. Nous sommes convaincus que de tels exemples typiques sont nombreux dans les diverses régions du pays.

# CRITIQUER LE CHAUVINISME GRAND-HAN*

(16 mars 1953)

Dans certaines régions, les rapports entre les nationalités sont très anormaux. Cet état de choses est inadmissible pour les communistes. Nous devons soumettre à une critique approfondie le chauvinisme grand-han dont beaucoup de membres et de cadres de notre Parti sont gravement atteints. C'est une conception réactionnaire de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, une conception du Kuomintang, qui se manifeste dans les rapports entre les nationalités. Il faut corriger immédiatement les erreurs commises dans ce domaine. Il convient d'envoyer, pour visiter toutes les régions où vivent des minorités nationales, des délégations conduites par des camarades qui soient bien au fait de notre politique nationale et pleins de sympathie pour nos compatriotes des minorités nationales, toujours en butte à la discrimination. Ces délégations devront y mener consciencieusement des enquêtes et recherches, afin d'aider les organismes locaux du Parti et du gouvernement à déceler les problèmes et à les résoudre; il ne s'agit pas de faire une promenade pour "regarder les fleurs du haut de son cheval".

D'après nombre de renseignements, le Comité central estime que, dans les régions de minorités nationales, il existe en général des questions non résolues, dont certaines sont même très graves. En apparence, le calme règne, mais en réalité, il se pose de très graves problèmes. Ceux qui sont apparus ces deux ou trois dernières années dans ces régions démontrent que le chauvinisme grand-han se trouve presque partout. Si nous n'entreprenons pas à temps une éducation pour l'éliminer résolument au sein du Parti comme dans la population, ce sera fort dangereux. En bien des endroits, dans le Parti et parmi les masses populaires, il ne s'agit pas, en ce qui concerne les rapports entre les

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsétoung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

nationalités, de quelques survivances du chauvinisme grand-han, mais de manifestations sérieuses de ce chauvinisme lui-même, cela signifie que les conceptions bourgeoises dominent chez une partie de nos camarades et de la population qui n'ont pas encore reçu une éducation marxiste ni bien assimilé la politique nationale du Comité central. C'est pourquoi nous devons procéder à une éducation sérieuse pour résoudre progressivement ce problème. De plus, nous devons, avec faits à l'appui, écrire un plus grand nombre d'articles pour les journaux, en vue de critiquer publiquement le chauvinisme grand-han et d'éduquer les membres du Parti et le peuple.

# RESOUDRE LE PROBLEME DES "CINQ EXCES"*

(19 mars 1953)

1. Dans le travail rural des organismes du Parti et du gouvernement se manifeste une sérieuse tendance à s'éloigner des masses paysannes et à porter atteinte aux intérêts des paysans et des éléments actifs parmi eux. Il s'agit du problème dit des "cinq excès": trop de tâches, trop de réunions et de stages de formation, trop de documents, de comptes rendus et de formulaires de statistiques, trop d'organisations, cumul de trop de fonctions par les éléments actifs. Ces questions existent depuis bien longtemps, et le Comité central a déjà donné des directives sur certaines d'entre elles, pressant les comités du Parti aux divers échelons d'y prêter une grande attention et de leur apporter une solution. Cependant, bien loin d'être réglé, le problème s'aggrave de plus en plus. La raison en est qu'on ne l'a pas posé systématiquement dans son ensemble et surtout qu'on n'a pas lutté contre l'ultra-décentralisation et la bureaucratie dans les organismes dirigeants du Parti et du gouvernement à l'échelon de l'autorité centrale, de la grande région administrative, de la province (municipalité), de la préfecture et du district. En effet, les "cinq excès" qui apparaissent au niveau de l'arrondissement et du canton ne sont pas, d'une façon générale, un produit local: ils viennent d'en haut. Ils ne sont que des contrecoups de l'ultra-décentralisation et de la bureaucratie qui sévissent dans les organismes dirigeants du Parti et du gouvernement à l'échelon du district et au-dessus; certains de ces "excès" sont un héritage des périodes de la guerre révolutionnaire et de la réforme agraire, et aujourd'hui, on les retrouve tels quels. C'est pourquoi, pendant toute l'année 1953, quand il s'agira de concrétiser les directives du Comité central concernant la lutte contre la bureaucratie, l'autoritarisme et les

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsétoung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

infractions aux lois et règlements, il faudra surtout éliminer la bureaucratie et l'ultra-décentralisation au sein des organismes dirigeants et modifier les règlements et les dispositions qui étaient nécessaires dans le passé, mais qui ne le sont plus; c'est ainsi seulement qu'on pourra résoudre ce problème. Désormais, il appartiendra aux principaux camarades responsables des comités du Parti et des organismes du gouvernement à l'échelon du district et au-dessus, d'établir, en tenant compte des possibilités réelles, les règlements appropriés que les organismes dirigeants des divers échelons devront observer pour répartir les tâches, convoquer des réunions et recruter des stagiaires, distribuer des documents et des formulaires de statistiques à remplir et demander des comptes rendus aux échelons inférieurs, fixer les formes d'organisation des arrondissements et des cantons et employer les éléments actifs des campagnes; dans certains cas, c'est l'autorité centrale qui se chargera de prendre des dispositions à observer par les organismes de tous les échelons. Les différentes sections des organismes du Parti et du gouvernement ainsi que des organisations populaires aux divers échelons pouvaient autrefois assigner chacune de son côté des tâches aux échelons inférieurs, convoquer à leur gré à des réunions ou à des stages de formation les cadres qui leur étaient subordonnés et les éléments actifs des campagnes, distribuer à leur guise documents et formulaires de statistiques, et demander, quand bon leur semblait, des comptes rendus aux échelons inférieurs ou aux organismes des régions rurales. Il faut supprimer résolument toutes ces pratiques et dispositions défectueuses et les remplacer par d'autres qui émanent d'une direction unique et soient adaptées aux circonstances. Le fait qu'il existe à la campagne toutes sortes de comités dans chaque canton et que les éléments actifs cumulent trop de fonctions entrave la production et nous coupe des masses. Nous devons aussi mettre fin à cet état de choses, résolument et de façon méthodique.

2. Pour les organismes intéressés du Parti, du gouvernement et des organisations populaires à l'échelon central, le Comité central charge respectivement les camarades responsables du Département de l'Organisation du Comité central, du Conseil d'Administration du Gouvernement populaire central, ainsi que des trois commissions relevant du Conseil — Commission des Finances et de l'Economie, Commission de la Culture et de l'Education, et Commission des Affaires politiques et juridiques — d'examiner rapidement toutes les

pratiques qui ont donné lieu aux "cinq excès", d'établir des règlements et des dispositions appropriés et d'en faire un rapport au Comité central.

3. En ce qui concerne les grandes régions administratives, les provinces et les municipalités, il incombe aux camarades responsables des bureaux et sous-bureaux du Comité central, des comités provinciaux et municipaux du Parti et des organismes du gouvernement des échelons correspondants d'examiner le problème des "cinq excès", de décider des mesures à prendre pour le régler et de faire un rapport à ce sujet au Comité central. A cet effet, les bureaux et sous-bureaux du Comité central, les comités provinciaux et municipaux du Parti sont priés d'envoyer chacun un groupe de contrôle dans un ou deux arrondissements ou cantons placés sous leur autorité (un ou deux arrondissements ou quartiers dans les villes) pour y mener une enquête spécifique sur le problème des "cinq excès". Les renseignements ainsi recueillis serviront de références pour résoudre ce problème.

4. Aux échelons de la préfecture et du district, le problème des "cinq excès" sera résolu sous la direction du comité provincial du Parti.

5. A la campagne, la production agricole a la priorité sur toutes les autres tâches, celles-ci sont axées sur elle et mises à son service. Il faut s'abstenir de toutes les prétendues tâches et méthodes de travail susceptibles de gêner les paysans dans leur activité productrice. A l'heure actuelle, l'agriculture de notre pays reste, pour l'essentiel, une petite économie paysanne à exploitation dispersée utilisant des instruments aratoires de type ancien; c'est très différent de l'agriculture collectivisée et mécanisée de l'Union soviétique. Par conséquent, dans l'actuelle période de transition, nous ne sommes pas encore en mesure de procéder dans l'agriculture à une production planifiée et unifiée, sauf dans les fermes d'Etat, et nous ne devons pas trop intervenir dans les activités des paysans. C'est seulement par la politique des prix et un travail nécessaire et adéquat sur le plan économique comme sur le plan politique que nous pouvons diriger la production agricole, l'harmoniser avec la production industrielle et l'intégrer dans le plan économique de l'Etat. Les "plans" agricoles et les "tâches" des régions rurales, qui dépassent cette limite, seront sûrement irréalisables. De plus, ils susciteront l'opposition des paysans et couperont notre Parti des masses paysannes qui représentent plus de 80 pour cent de la population de notre pays. Ce serait fort dangereux. Le problème des "cinq

excès", que l'on constate dans le travail au niveau de l'arrondissement et du canton, est dans une grande mesure une manifestation de cette ingérence excessive dans les activités des paysans (ces "excès" sont en partie des survivances des mesures qui avaient été prises pour répondre aux nécessités de la guerre révolutionnaire et de la réforme agraire). Ce problème a déjà provoqué le mécontentement des paysans et il nous importe d'y apporter remède.

# CRITIQUES ADRESSEES A LIOU CHAO-CHI ET A YANG CHANG-KOUEN POUR INFRACTION A LA DISCIPLINE — ENVOI DE LEUR PROPRE CHEF DE DOCUMENTS AU NOM DU COMITE CENTRAL*

(19 mai 1953)

## I

Désormais, tous les documents et télégrammes à envoyer au nom du Comité central doivent être soumis à mon examen avant d'être expédiés. *Dans le cas contraire, ils seront nuls et non avenus.* Veuillez en prendre note.

## II

1. Prière de vérifier les documents et télégrammes envoyés au nom du Comité central et de la Commission militaire depuis le 1er août de l'année passée (on a déjà vérifié ceux qui avaient été envoyés avant cette date) jusqu'au 5 mai dernier, et de me faire savoir s'il y en a qui ne m'ont pas été soumis et combien il y en a (excepté pour les périodes où j'étais en tournée d'inspection ou en congé pour raison de santé).

2. Il est arrivé à plusieurs reprises que des résolutions adoptées au cours de réunions convoquées par la direction centrale du Parti ont été distribuées arbitrairement, sans que j'en aie lu le texte. C'est une faute, une infraction à la discipline.

* Critiques adressées par écrit à Liou Chao-chi et à Yang Chang-kouen par le camarade Mao Tsétoung.

# CRITIQUER LES VUES DEVIATIONNISTES DE DROITE QUI S'ECARTENT DE LA LIGNE GENERALE*

(15 juin 1953)

La ligne générale du Parti, sa tâche générale pour la période de transition[1], consiste à réaliser pour l'essentiel, dans les dix ou quinze ans à venir, ou un peu plus, l'industrialisation du pays et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. Cette ligne générale est le phare qui guide notre travail dans tous les domaines. Nous ne devons pas nous en écarter, sous peine de commettre des erreurs "de gauche" ou de droite.

Certains trouvent la période de transition trop longue et se montrent impatients. Ils risquent de tomber dans l'erreur "de gauche". D'autres, en revanche, piétinent sur place depuis le triomphe de la révolution démocratique. Ils n'ont pas compris que le caractère de la révolution a changé, et ils continuent de pratiquer leur "démocratie nouvelle" au lieu de s'occuper de la transformation socialiste. Ces gens-là risquent de verser dans l'erreur de droite. Par exemple, pour notre agriculture, la voie socialiste est l'unique voie à suivre. Développer le mouvement d'entraide et de coopération et accroître sans cesse les forces productives de l'agriculture, voilà la tâche centrale du Parti à la campagne.

La déviation de droite se traduit par trois expressions:

"Etablir solidement l'ordre de la société de démocratie nouvelle." Cette formule est nuisible. Pendant la période de transition, il se

* Extraits du discours prononcé par le camarade Mao Tsétoung à une réunion du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois. Dans ce discours, le camarade Mao Tsétoung critique les vues opportunistes de droite, telles que "établir solidement l'ordre de la société de démocratie nouvelle", énoncées par Liou Chao-chi et d'autres.

produit constamment des changements, et des facteurs socialistes apparaissent tous les jours. Comment pourrait-on alors "établir solidement" cet "ordre de la société de démocratie nouvelle"? On serait bien en peine de le faire! Prenons l'industrie et le commerce privés, ils sont en cours de transformation. Si un certain ordre est "établi" au second semestre, il ne sera plus "solide" l'année prochaine. Le mouvement d'entraide et de coopération dans l'agriculture connaît, lui aussi, des changements chaque année. La période de transition est pleine de contradictions et de luttes. Notre lutte révolutionnaire actuelle va encore plus en profondeur que la lutte révolutionnaire armée d'autrefois. C'est une révolution qui enterrera définitivement le régime capitaliste ainsi que tous les autres systèmes d'exploitation. L'idée d'"établir solidement l'ordre de la société de démocratie nouvelle" ne correspond pas à la réalité de la lutte; elle entrave le développement de la cause du socialisme.

"Aller de la démocratie nouvelle vers le socialisme." Cette formule n'est pas claire. On se contente d'"aller vers. . .". On y "va" chaque année; dans quinze ans, est-ce qu'il s'agira encore d'"aller vers. . ."? "Aller vers. . ." signifie tout bonnement ne pas atteindre le but. Cette formule paraît acceptable à première vue, mais à l'analyser de près, on s'aperçoit qu'elle n'est pas judicieuse.

"Protéger effectivement la propriété privée." Vu que les paysans moyens craignent de "se faire remarquer" et de voir leurs biens "communisés", certains ont avancé ce mot d'ordre pour les rassurer. Mais cette formule n'est pas juste.

Nous avons proposé le passage graduel au socialisme. C'est une meilleure formulation. Par "graduel" on entend que ce passage s'effectuera en quinze ans et mois par mois. Marcher trop vite, c'est dévier à "gauche"; piétiner sur place, c'est en fait se porter à droite. Il faut lutter à la fois contre les déviations "de gauche" et de droite, afin que le passage puisse se faire graduellement jusqu'à son accomplissement définitif.

## NOTES

[1] "Période de transition" désigne ici la période qui va de la fondation de la République populaire de Chine à l'accomplissement fondamental de la transformation socialiste. La ligne générale du Parti, sa tâche générale pour cette période,

consiste à réaliser pour l'essentiel, en un laps de temps qui sera assez long, l'industrialisation du pays et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. Ici cette expression n'a pas le même contenu que la période de transition dont a parlé le camarade Mao Tsétoung à la dixième session plénière du Comité central issu du VIII[e] Congrès du Parti, tenue en septembre 1962, et après cette session, laquelle correspond à toute la période historique de transition du capitalisme au communisme.

# LA LIGUE DE LA JEUNESSE DOIT TENIR COMPTE, DANS SON TRAVAIL, DES PARTICULARITES DES JEUNES*

(30 juin 1953)

Le fait que la Ligue de la Jeunesse revendiquait son indépendance vis-à-vis du Parti appartient depuis longtemps au passé. Le problème qui se pose aujourd'hui, ce n'est plus l'esprit d'"indépendance" de la Ligue, mais le manque d'activité spécifique.

La Ligue de la Jeunesse doit seconder le Parti dans l'accomplissement de sa tâche centrale, mais, ce faisant, elle doit avoir ses propres activités en tenant compte des particularités des jeunes. En 1952, dans un entretien avec des camarades du Comité central de la Ligue, j'ai proposé au dit Comité d'étudier les deux questions suivantes: comment le Parti doit-il diriger les activités de la Ligue et comment la Ligue doit-elle accomplir sa tâche? Ces deux questions impliquent, l'une comme l'autre, la nécessité de prendre en considération les particularités des jeunes. D'après les comités du Parti de divers endroits, on est satisfait du travail de la Ligue de la Jeunesse, parce qu'elle a secondé le Parti dans l'accomplissement de sa tâche centrale. Mais maintenant, il nous faut parler un peu de ce qui ne donne pas satisfaction, à savoir que la Ligue n'a pas organisé d'activités indépendantes en fonction des particularités des jeunes. Les organismes dirigeants du Parti et ceux de la Ligue doivent apprendre à diriger l'activité de la Ligue; ils doivent savoir, en organisant et en éduquant les larges masses des jeunes, s'attacher à la tâche centrale du Parti et tenir compte de leurs particularités.

Sous la direction du Parti, la Ligue de la Jeunesse a pris une part active au travail révolutionnaire dans tous les domaines et a obtenu

* Discours prononcé par le camarade Mao Tsétoung alors qu'il recevait les membres du présidium du IIe Congrès de la Ligue de la Jeunesse de Démocratie nouvelle de Chine.

des succès remarquables. Sans le concours des jeunes, la cause révolutionnaire n'aurait pas pu triompher aussi bien dans les usines, les villages, les unités de l'armée que dans les écoles. La jeunesse chinoise est très disciplinée; elle a accompli toutes les tâches que le Parti lui avait assignées. Maintenant que la guerre va cesser en Corée et que la réforme agraire s'est achevée, notre activité, sur le plan intérieur, va être axée sur la transformation et l'édification socialistes. Il faudra donc apprendre. La Ligue de la Jeunesse doit savoir diriger les jeunes de façon que, de concert avec leurs aînés, ils fassent du bon travail dans l'agriculture à la campagne, dans l'industrie en ville, et dans leurs études à l'école, qu'ils accomplissent bien leurs tâches dans les différents organismes et que, dans les unités de l'armée, ils s'entraînent comme il faut pour faire de nos forces de défense nationale une armée moderne.

Les jeunes gens de quatorze à vingt-cinq ans doivent étudier et travailler, mais comme ils sont en période de croissance, ce serait très dangereux de ne pas veiller à leur développement physique. Certes, ils ont plus besoin d'étudier que les adultes; il leur faut apprendre beaucoup de choses que ces derniers ont déjà assimilées. Cependant, on ne doit pas les accabler d'études et de travail. Surtout on ne peut pas exiger des adolescents de quatorze à dix-huit ans qu'ils fournissent un effort aussi intense que les adultes. Les jeunes, étant ce qu'ils sont, ont plus besoin de s'amuser, de se distraire, de bouger. Et si on les en empêche, ils seront mécontents. Plus tard il y aura les affaires de cœur et le mariage; tout cela les distingue des adultes.

Je voudrais dire quelques mots aux jeunes: je leur souhaite, premièrement une bonne santé, deuxièmement de bonnes études et troisièmement du succès dans leur travail.

Je propose de donner une heure de sommeil supplémentaire aux étudiants. Théoriquement, ils ont maintenant huit heures de sommeil, mais ils ne dorment en réalité que six ou sept heures par jour, et presque tous manquent de sommeil. Comme les jeunes qui font des études sont sujets à une certaine nervosité, ils ont souvent du mal à s'endormir et à se réveiller. Il faut absolument leur assurer neuf heures de sommeil et, pour cela, donner un ordre, qui aura force de loi, sans faire l'objet de discussion. Les jeunes doivent jouir d'un sommeil réparateur, et les enseignants aussi.

La révolution nous a apporté beaucoup d'avantages, mais aussi un inconvénient: on travaille avec trop d'ardeur, avec trop d'enthousiasme, si bien qu'on est surmené. Il faut maintenant veiller à ce

que tout le monde — ouvriers, paysans, soldats, étudiants et cadres — soit en pleine forme. Bien sûr, cela ne veut pas dire que celui qui se porte bien fera nécessairement de bonnes études, car pour bien étudier, il faut savoir s'y prendre.

Actuellement, l'horaire des élèves du premier cycle du secondaire est trop chargé, il serait bon de songer à l'alléger un peu. Par ailleurs, les éléments actifs ont trop de réunions; il faut qu'ils en aient moins. Il convient de tenir pleinement compte de l'étude d'une part, des distractions, du repos, du sommeil de l'autre. Quant aux jeunes ouvriers, paysans et soldats, c'est dans le travail même qu'ils apprennent. Pour eux aussi, il est nécessaire d'avoir pleinement en vue, d'un côté, le travail et l'étude, et, de l'autre, le divertissement, le repos et le sommeil.

Nous devons saisir la chose par les deux bouts, l'étude et le travail d'une part, le sommeil, le repos et les distractions de l'autre. Jusqu'à présent, on n'a mis l'accent que sur un seul de ces deux aspects; on n'a pas accordé assez d'attention à l'autre, quand on ne l'a pas tout bonnement négligé. Nous devons désormais organiser des activités récréatives, ce qui implique qu'on leur réserve des heures et des installations nécessaires. De ce côté-là aussi, nous devons faire un gros effort. Le Comité central du Parti a décidé de diminuer le nombre des réunions et les heures consacrées à l'étude. C'est à vous de veiller à l'application de cette décision. S'il y a des gens qui passent outre, vous pourrez leur demander des explications.

En somme, il faut à la fois que nos jeunes soient en bonne santé, qu'ils fassent de bonnes études et qu'ils obtiennent du succès dans leur travail. Or, certains camarades dirigeants ne savent que les faire travailler, sans se soucier de leur santé. Vous pouvez leur répliquer en vous référant au principe susmentionné, et vous aurez de bonnes raisons, car c'est pour assurer une meilleure croissance à la jeunesse. Notre génération, à nous, n'a pas eu de chance: lorsque nous étions petits, les grandes personnes ne s'occupaient pas beaucoup de nous. Par exemple, elles avaient le droit, elles, de s'asseoir autour d'une table pour manger, et les enfants non. A la maison, les gosses n'avaient pas droit à la parole, et quand ils pleuraient, c'était la gifle. Maintenant que nous vivons dans une Chine nouvelle, nous devons agir autrement et penser à l'intérêt de la jeune génération.

On doit élire de jeunes cadres au Comité central de la Ligue. A l'époque des Trois Royaumes, Tsao Tsao, à la tête d'une grosse armée, marchait sur le Yangtsé pour attaquer le royaume de Wou, en Chine

de l'Est. Tcheou Yu, qui était alors un "membre de la Ligue de la Jeunesse", fut nommé commandant en chef des armées de ce royaume. Tcheng Pou et d'autres généraux chevronnés protestèrent. Par la suite, ils se laissèrent convaincre. Tcheou Yu fut maintenu à son poste, et finalement le royaume de Wou gagna la guerre. A présent que nous désirons faire entrer des Tcheou Yu au Comité central de la Ligue, personne n'est d'accord! On ne veut élire que des gens d'âge mûr au Comité central de la Ligue, alors que les jeunes y sont trop peu nombreux, est-ce que ça va? Naturellement, on ne doit pas tenir compte que de l'âge des candidats, mais aussi de leurs capacités. A l'origine, sur la liste des candidats au Comité central de la Ligue, les moins de trente ans n'étaient que neuf. Après discussion au Comité central du Parti, ce nombre a été porté à soixante et quelques, soit un peu plus du quart de l'ensemble des candidats. Les plus de trente ans en forment encore presque les trois quarts; et pourtant, il y a des camarades qui estiment que ce n'est pas assez. Moi, je ne le pense pas. Quant à savoir si ces soixante et quelques jeunes sont tous très compétents, certains disent qu'ils n'en sont pas si sûrs. Il faut avoir une confiance totale dans nos jeunes. Presque tous se montreront à la hauteur de leur tâche; pour quelques-uns, il n'en sera peut-être pas ainsi, mais cela n'a rien d'inquiétant, on pourra toujours en élire d'autres à leur place. En agissant ainsi, on ne s'écartera pas de l'orientation fondamentale. Les jeunes ne sont pas moins capables que nous. Evidemment, les camarades âgés sont compétents, parce qu'ils sont riches d'expérience. Mais, comme leur organisme décline progressivement, ils n'ont plus de bons yeux, ils n'ont plus l'oreille fine, et leurs membres sont moins agiles que ceux des jeunes. C'est là une loi de la nature. Nous devons convaincre les camarades qui ne sont pas d'accord.

La Ligue de la Jeunesse doit prendre en considération les particularités des jeunes, elle doit avoir sa propre sphère de travail, tout en se plaçant sous la direction du comité du Parti au niveau correspondant. Ce n'est pas quelque chose de nouveau: il y a longtemps qu'on connaît cela, et c'est un principe qu'a toujours préconisé le marxisme. Il s'agit, ici, de partir de la réalité. Les jeunes sont les jeunes; sinon, à quoi bon une ligue de la jeunesse? Les jeunes diffèrent des adultes, et les filles des garçons; si on ne tient pas compte de cette différence, on se coupera des masses. Vous avez maintenant neuf millions de membres. Mais, vous n'aurez sans doute que le soutien d'un seul million d'entre eux et vous perdrez celui des huit autres millions, si vous négligez les particularités des jeunes.

Dans son travail, la Ligue de la Jeunesse doit penser à la majorité, sans perdre de vue les éléments les plus avancés. Certains de ces derniers n'en seront probablement pas satisfaits, ils demanderont que la Ligue soit plus exigeante pour tous ses membres. Cela ne conviendrait guère, et vous devrez les en convaincre. Le projet de statuts de la Ligue stipule trop de devoirs mais pas assez de droits; il doit être moins rigide, de façon à se mettre à la portée de la majorité. Vous devez concentrer votre attention sur la majorité, au lieu de ne penser qu'à une minorité.

Votre projet de statuts stipule que tout membre qui n'a pas pris part à la vie d'organisation de la Ligue pendant quatre mois de suite est considéré comme ayant quitté volontairement la Ligue. C'est trop sévère. Les Statuts du Parti eux-mêmes acceptent un délai de six mois. Est-ce que vous ne pourriez pas en faire autant? Il ne faut pas introduire l'impossible dans les Statuts de la Ligue, ou bien ce que ne peuvent accomplir qu'un million de membres sur les neuf qu'elle compte. On doit faire preuve de souplesse dans l'application des principes. Il y a toujours un décalage entre ce qui devrait être et ce qui est. Même pour certaines dispositions de lois, il faut des années avant qu'elles soient réellement mises en application. Prenons par exemple la Loi sur le mariage: bien des dispositions revêtent un caractère de programme; elles ne seront appliquées intégralement qu'au bout de trois quinquennats au moins. "Ne pas dire des cancans sur des camarades derrière leur dos" est un point qui est correct en principe; mais il n'est pas nécessaire de l'insérer dans les Statuts de la Ligue. C'est une tâche de longue haleine que de combattre le libéralisme, dont on trouve pas mal de manifestations dans le Parti même. En fait, vous n'arriverez jamais à empêcher les gens de dire du mal de vous derrière votre dos. Il ne faut donc pas imposer des règlements trop rigoureux; l'important, c'est de faire une distinction nette entre nous et nos ennemis.

Le prestige ne s'acquiert pas en un jour. Autrefois, il y avait dans notre armée des gens qui chansonnaient les autres, nous ne l'avons pas interdit ni n'avons procédé à des enquêtes, et l'armée ne s'est pas écroulée pour autant. Nous ne nous attachions qu'aux grands principes, comme, par exemple, les trois grandes règles de discipline et les huit recommandations, et l'armée s'est engagée peu à peu dans la bonne voie. La vraie estime qu'éprouvent les masses pour leurs dirigeants provient de ce qu'elles connaissent d'eux au cours de la pratique révolution-

naire. La confiance dérive de cette compréhension véritable. Le Comité central de la Ligue jouit maintenant d'un assez haut prestige. S'il y a des gens qui ne lui accordent pas encore beaucoup de crédit, ils finiront par le faire à la longue. Au moment de son entrée en fonctions, un jeune ne bénéficie certes pas d'une grande considération. Patience! C'est impossible de ne jamais être critiqué ou de ne jamais être victime de quelque médisance. D'ailleurs, s'il y a des cancans qui circulent par en dessous, c'est qu'on ne peut pas faire des critiques ouvertement. Lorsque la vie démocratique sera pleinement assurée et qu'on pourra vous dire vos défauts en face, même si vous demandez aux autres de faire courir des cancans, ils vous répondront qu'ils n'en ont pas le temps et qu'ils préfèrent se reposer. De toute façon, des problèmes, il y en aura toujours et il ne faut pas s'imaginer qu'ils seront tous résolus une fois pour toutes. Il en existe aujourd'hui et il en existera encore demain.

Pendant la période de transition, la tâche générale du Parti consiste à réaliser pour l'essentiel, en trois quinquennats, l'industrialisation socialiste du pays et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. Trois plans quinquennaux couvrent une période de quinze ans. Chaque année, nous ferons un petit pas en avant. Au bout de cinq ans, ce sera une véritable enjambée qu'on aura faite; et, en trois enjambées, nous aurons presque accompli cette tâche. Mais "réaliser pour l'essentiel" ne signifie pas réaliser complètement; c'est une formulation prudente, car en ce monde il est préférable d'être prudent en toute chose.

A l'heure qu'il est, notre agriculture relève essentiellement de l'économie individuelle, ce qui nécessite qu'on procède pas à pas à une transformation socialiste. Pour développer le mouvement d'entraide et de coopération agricoles, il convient de s'en tenir au principe du libre consentement. Sans ce développement, on s'engagerait dans la voie capitaliste, on dévierait à droite. Mais si on va trop vite, ça n'ira pas non plus, on déviera à "gauche". Il faut y aller méthodiquement et après une bonne préparation. Nous avons toujours préconisé de ne pas engager de combat sans préparation, ou un combat dont l'issue victorieuse ne soit pas certaine, et même de ne pas livrer une bataille dûment préparée, lorsqu'on n'est pas sûr de la victoire. Dans le passé, lorsque nous combattions Tchiang Kaï-chek, certains ont commis au début des erreurs d'ordre subjectiviste; et nous n'avons remporté la victoire que plus tard, quand nous avons réussi à éliminer le subjecti-

visme grâce au mouvement de rectification. Maintenant, nous sommes engagés dans la bataille pour le socialisme, bataille qui a pour but de réaliser l'industrialisation socialiste et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. Voilà la tâche générale de tout notre peuple. Comment la Ligue de la Jeunesse doit-elle faire pour que cette tâche soit remplie? Il vous appartient de prendre des mesures appropriées, conformément aux particularités des jeunes.

# SUR LE CAPITALISME D'ETAT*

(9 juillet 1953)

L'économie capitaliste telle qu'elle existe actuellement en Chine est, pour la plus grande partie, une économie capitaliste, placée sous le contrôle du gouvernement populaire, liée sous diverses formes avec l'économie socialiste que représente le secteur d'Etat et soumise à la surveillance des ouvriers. Ce n'est donc plus une économie capitaliste ordinaire, mais une économie capitaliste particulière, une économie capitaliste d'Etat d'un type nouveau. Si elle existe, c'est surtout pour satisfaire les besoins du peuple et de l'Etat, et non pas pour permettre aux capitalistes de réaliser des bénéfices. Certes, le travail des ouvriers procure encore une part de profit aux capitalistes, mais cette part est faible et ne représente qu'environ le quart du profit global; les trois quarts restants sont destinés aux ouvriers (fonds de bien-être), à l'Etat (impôt sur le revenu) ainsi qu'à l'accroissement des équipements de production (une petite partie du profit qu'ils rapportent revient aux capitalistes). Ainsi, cette économie capitaliste d'Etat d'un type nouveau revêt, dans une très grande mesure, un caractère socialiste et offre des avantages aux ouvriers et à l'Etat.

* Annotation écrite par le camarade Mao Tsétoung sur un document de la Conférence nationale sur le Travail des Finances et de l'Economie, tenue dans l'été 1953.

# LA LIGNE GENERALE DU PARTI POUR LA PERIODE DE TRANSITION*

(Août 1953)

La période qui s'étend depuis la fondation de la République populaire de Chine jusqu'à l'achèvement fondamental de la transformation socialiste est une période de transition. La ligne générale du Parti, sa tâche générale pendant cette période, consiste à réaliser pour l'essentiel, en un laps de temps qui sera assez long, l'industrialisation du pays et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. Cette ligne générale doit être un phare qui guide notre travail dans tous les domaines; si nous nous en écartons, nous commettrons des erreurs de droite ou "de gauche".

Nombre de principes et mesures politiques que comporte cette ligne ont déjà été exposés, et définis en substance, dans la résolution de la deuxième session plénière du Comité central du Parti, tenue en mars 1949. Mais, au lieu de travailler à la lumière de ce qui a été décidé à la deuxième session plénière, beaucoup de camarades préfèrent, pour certains problèmes, agir tout autrement et à l'encontre de ces décisions, et ils vont même jusqu'à violer ouvertement les principes établis à cette session.

* Importante annotation faite par le camarade Mao Tsétoung comme il examinait les conclusions que le camarade Chou En-lai allait présenter à la Conférence nationale sur le Travail des Finances et de l'Economie, tenue dans l'été 1953.

# CONTRE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE AU SEIN DU PARTI*

(12 août 1953)

Notre réunion est un grand succès, et les conclusions dégagées par le premier ministre Chou En-laï sont excellentes.

Maintenant nous pouvons constater qu'après les mouvements *sanfan* et *woufan*, deux sortes d'erreurs de caractère différent se manifestent dans le Parti. Les unes sont des erreurs d'ordre commun, des erreurs que tout le monde peut commettre, et n'importe quand, comme les "cinq excès", lesquels, d'ailleurs, peuvent se transformer en "cinq insuffisances". Les autres, comme la tendance au capitalisme, sont des erreurs de principe. Elles sont le reflet dans le Parti de l'idéologie bourgeoise; elles sont diamétralement opposées à la position marxiste-léniniste.

Les mouvements *sanfan* et *woufan* ont porté des coups très durs à l'idéologie bourgeoise au sein du Parti. Toutefois, à l'époque, l'attaque ne portait essentiellement que sur certaines manifestations de l'idéologie bourgeoise, telles que la corruption et le gaspillage, mais les idées bourgeoises qui se manifestaient dans la question de ligne politique n'ont pas été convenablement corrigées. En effet, ces idées apparaissent non seulement dans le secteur des finances et de l'économie, mais aussi dans le travail politique et juridique, dans celui de la culture et de l'enseignement, ainsi que dans d'autres domaines; elles se trouvent aussi bien chez des camarades à l'échelon de l'autorité centrale que chez d'autres en fonction dans les organismes locaux.

Les erreurs qui ont été commises dans le domaine des finances et de l'économie ont fait l'objet d'une critique sévère depuis décembre dernier, lorsque le camarade Po Yi-po a proposé d'établir un nouveau système fiscal fondé sur une "égalité complète entre le secteur public

* Intervention du camarade Mao Tsétoung à la Conférence nationale sur le Travail des Finances et de l'Economie, tenue dans l'été 1953.

et le secteur privé"[1], jusqu'à la présente réunion. Si on continuait d'appliquer le nouveau système fiscal, on s'écarterait inévitablement du marxisme-léninisme, de la ligne générale du Parti pour la période de transition, et on s'orienterait vers le capitalisme.

Où doit nous mener la période de transition, vers le socialisme ou vers le capitalisme? D'après la ligne générale du Parti, on doit passer au socialisme, ce qui implique une lutte de longue haleine. L'erreur que constitue le nouveau système fiscal n'est pas du même ordre que le cas de Tchang Tse-chan[2]; c'est plutôt une question idéologique, une déviation par rapport à la ligne générale du Parti. Il faut déclencher dans le Parti une lutte contre l'idéologie bourgeoise. Du point de vue de l'idéologie, les membres de notre Parti se divisent en trois catégories: des camarades qui ont des conceptions marxistes-léninistes fermes, inébranlables; d'autres qui sont essentiellement marxistes-léninistes, mais quelque peu influencés par des idées non marxistes-léninistes; enfin, un petit nombre de gens qui, franchement mauvais, sont imbus d'idées non marxistes-léninistes. En critiquant les idées erronées de Po Yi-po, d'aucuns déclarent que son erreur relève de l'individualisme petit-bourgeois; ce n'est pas juste. Il importe avant tout de critiquer ses idées bourgeoises, qui sont favorables au capitalisme et nuisibles au socialisme. Seule une telle critique est correcte. Comme nous l'avons dit, les erreurs opportunistes "de gauche" sont un reflet dans le Parti du fanatisme petit-bourgeois; elles sont apparues à l'époque où nous étions en rupture avec la bourgeoisie. Pendant les trois périodes de notre coopération avec la bourgeoisie, c'est-à-dire la première coopération avec le Kuomintang, la Guerre de Résistance contre le Japon et la période actuelle, l'idéologie bourgeoise a chaque fois influencé des membres du Parti: ils se sont montrés vacillants. C'est précisément dans ces circonstances que Po Yi-po a versé dans l'erreur.

L'erreur de Po Yi-po n'est pas un cas isolé; on peut en constater de semblables au niveau non seulement de l'autorité centrale, mais aussi des grandes régions administratives, des provinces et des municipalités. Chaque grande région administrative, chaque province et chaque municipalité doit convoquer une réunion pour procéder, à la lumière de la résolution de la deuxième session plénière du Comité central issu du VII[e] Congrès du Parti et des conclusions de la présente conférence, à un contrôle du travail accompli, afin d'éduquer les cadres.

Je suis allé dernièrement à Wouhan et à Nankin; j'y ai appris beaucoup de choses et cela m'a été très utile. Comme presque rien ne vient à mes oreilles à Pékin, je ferai encore de ces voyages. Un orga-

nisme dirigeant à l'échelon central est une usine de produits idéologiques; s'il ne sait pas ce qui se passe aux échelons inférieurs, s'il manque de matières premières et de produits semi-finis, comment pourrait-il sortir des produits manufacturés? Il arrive qu'à l'échelon local on a déjà fabriqué des produits finis; dans ce cas, les organismes dirigeants de l'autorité centrale n'ont plus qu'à les généraliser dans tout le pays. Citons comme exemple les mouvements *sanfan*, ancien et nouveau[3]: ce sont des organismes locaux qui les ont lancés de leur propre initiative. Les ministères et départements relevant de l'autorité centrale donnent des directives à tort et à travers. Ils auraient dû fournir des produits de première qualité, or, ce qu'ils nous offrent maintenant, ce sont des produits médiocres dont beaucoup, dépourvus de toute valeur, sont de rebut. Les organismes dirigeants à l'échelon de la grande région administrative, de la province et de la municipalité sont des fabriques de produits idéologiques sur le plan local, ils sont tenus eux aussi de fournir des produits de première qualité.

L'erreur de Po Yi-po est un reflet de l'idéologie bourgeoise. Elle est favorable au capitalisme et nuisible au socialisme et au semi-socialisme, elle va à l'encontre de la résolution de la deuxième session plénière du Comité central issu du VII[e] Congrès du Parti.

Sur qui devons-nous nous appuyer? Sur la classe ouvrière ou sur la bourgeoisie? La résolution de la deuxième session plénière a déjà indiqué clairement: "Nous devons nous appuyer de tout cœur sur la classe ouvrière". Elle dit par ailleurs qu'en ce qui concerne le relèvement et le développement de la production, il faut spécifier ce qui suit: La production de l'industrie d'Etat vient en premier lieu, en second, la production de l'industrie privée et en troisième, la production artisanale. On doit mettre l'accent sur l'industrie, avant tout sur l'industrie lourde, branche qui relève du secteur d'Etat. Des cinq secteurs économiques qui existent actuellement dans notre pays, l'économie d'Etat constitue le secteur dirigeant. Il faut orienter progressivement l'industrie et le commerce capitalistes vers le capitalisme d'Etat.

La résolution dit également qu'au fur et à mesure du développement de la production, on doit améliorer les conditions de vie des ouvriers et des autres travailleurs. Les gens qui ont des idées bourgeoises ne se soucient pas de ce problème; Po Yi-po en est le représentant. Nous devons mettre l'accent sur le développement de la production, mais ce faisant, nous devons aussi veiller à l'amélioration de la vie du peuple. Il faut se préoccuper du mieux-être de la population, sans toutefois aller à l'excès, mais ne rien faire est inadmissible.

Aujourd'hui encore, il y a pas mal de cadres qui ignorent le bien-être du peuple et ne se soucient guère de ses souffrances. Un régiment en garnison dans le Koueitcheou a pris aux paysans une grande superficie de terre cultivable, c'est là une atteinte grave aux intérêts du peuple. Ce serait une erreur de ne pas tenir compte des conditions de vie du peuple, mais on doit quand même mettre l'accent sur la production et l'édification.

Quant au problème de l'utilisation, de la limitation et de la transformation de l'économie capitaliste, il a été aussi éclairci à la deuxième session plénière. Dans la résolution qu'elle a adoptée, il est spécifié qu'il faut limiter l'économie capitaliste privée de plusieurs façons: par la restriction de son champ d'activité, par la politique fiscale, par les prix du marché et par les conditions de travail, et qu'on ne doit pas lui permettre de déborder librement. L'économie socialiste est à l'économie capitaliste ce que le dirigeant est au dirigé. La limitation et l'opposition à cette limitation constituent la forme principale de la lutte de classes dans l'Etat de démocratie nouvelle. Or, le nouveau système fiscal prévoit une "égalité complète entre le secteur public et le secteur privé": il va donc à l'encontre de la ligne qui fait de l'économie d'Etat le secteur dirigeant.

Pour ce qui est de la coopération à réaliser dans l'agriculture et l'artisanat individuels, la résolution de la deuxième session plénière dit explicitement: "De telles coopératives sont des organisations économiques collectives des masses laborieuses, fondées sur la propriété privée et placées sous la conduite du pouvoir d'Etat dirigé par le prolétariat. Le fait que le peuple chinois est en retard sur le plan culturel et qu'il n'a pas de tradition en matière de coopératives nous crée de grandes difficultés dans la généralisation et le développement du mouvement coopératif; mais nous pouvons organiser des coopératives et il nous faut en organiser, les généraliser et les développer. Si notre économie ne comportait que le secteur d'Etat, sans secteur coopératif, il nous serait impossible de conduire pas à pas l'économie individuelle du peuple travailleur vers la collectivisation, impossible de passer de l'Etat de démocratie nouvelle à l'Etat socialiste futur, et impossible de consolider la position dirigeante du prolétariat dans le pouvoir d'Etat." Voilà ce qui a été inscrit dans la résolution adoptée en mars 1949. Pourtant, pas mal de camarades n'y ont pas fait attention et prennent pour une nouveauté quelque chose qui date déjà de loin. Dans son article "Renforcer le travail politique du Parti dans les régions rurales", Po Yi-po prétend que la voie qui mène les

paysans individuels à la collectivisation en passant par l'entraide et la coopération "est une pure utopie, car les équipes d'entraide qui existent aujourd'hui sont fondées sur l'économie individuelle; elles ne peuvent pas, sur une telle base, se transformer progressivement en fermes collectives; on arrivera encore moins, en suivant cette voie, à la collectivisation de l'ensemble de l'agriculture". Ce point de vue va à l'encontre de la résolution du Parti.

Nous avons maintenant deux fronts unis, deux alliances. L'une est l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, c'est la base. L'autre est l'alliance de la classe ouvrière et de la bourgeoisie nationale. Comme les paysans sont des travailleurs, et non des exploiteurs, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie est une alliance de longue durée; néanmoins il y a des contradictions entre ces deux classes. Nous devons conduire progressivement, selon le principe du libre consentement, les paysans de la propriété individuelle à la propriété collective. Dans l'avenir, il n'en existera pas moins des contradictions entre la propriété d'Etat et la propriété collective. Ce sont là autant de contradictions non antagonistes, alors que celles qui opposent la classe ouvrière à la bourgeoisie sont antagonistes.

La bourgeoisie s'emploie nécessairement à corrompre les gens, en tirant sur eux des balles enrobées de sucre. Les balles de la bourgeoisie sont soit matérielles, soit morales. Une des balles morales a atteint sa cible, Po Yi-po. S'il est tombé dans l'erreur, c'est qu'il s'est laissé influencer par l'idéologie bourgeoise. La bourgeoisie a applaudi à l'éditorial qui prônait le nouveau système fiscal, et Po Yi-po s'en est réjoui. Pour établir ce système, il avait consulté au préalable la bourgeoisie et conclu un accord tacite avec elle, sans en référer au Comité central. A ce moment-là, le Ministère du Commerce et la Fédération nationale des Coopératives d'Approvisionnement et de Vente n'étaient pas d'accord; et le Ministère de l'Industrie légère était mécontent lui aussi. Les 1.100.000 cadres et employés du secteur des finances, de l'économie et du commerce sont honnêtes dans leur immense majorité, un petit nombre seulement d'entre eux ne le sont pas. Ces derniers peuvent d'ailleurs être divisés en deux catégories: les contre-révolutionnaires, et ceux-là doivent être exclus de nos rangs, et les révolutionnaires qui ont commis des erreurs, aussi bien des membres du Parti que des non-communistes, qu'il faut aider à se transformer par la critique et l'éducation.

Pour assurer le triomphe de la cause du socialisme, il faut, dans tout le Parti et particulièrement dans les organismes dirigeants du

Parti, du gouvernement, de l'armée et des organisations populaires, aux échelons de l'autorité centrale, de la grande région administrative, ainsi que de la province et de la municipalité, lutter contre les tendances erronées de l'opportunisme de droite, c'est-à-dire contre l'idéologie bourgeoise dans le Parti. Il faudra convoquer, en temps voulu, des réunions dans chaque grande région administrative, province et municipalité, auxquelles participeront les secrétaires des comités préfectoraux du Parti et les chefs de préfecture, afin d'éclaircir, au moyen de la critique et de la discussion, la question des voies socialiste et capitaliste.

Pour assurer le triomphe de la cause du socialisme, il faut pratiquer la direction collective et lutter contre l'ultra-décentralisation et le subjectivisme.

Nous devons à présent lutter contre le subjectivisme, qu'il se traduise par la progression aventureuse ou le conservatisme. Autrefois, à l'époque de la révolution de démocratie nouvelle, sont apparues des erreurs d'ordre subjectiviste, de droite comme "de gauche". Tchen Tou-sieou et Tchang Kouo-tao ont commis des erreurs de droite, et Wang Ming des erreurs d'abord "de gauche", puis de droite. Au cours du mouvement de rectification à Yenan, nous avons centré notre attaque sur le dogmatisme tout en luttant, au passage, contre l'empirisme, tous les deux étant des expressions du subjectivisme. Si on n'unit pas la théorie et la pratique, la révolution ne peut pas triompher. Le mouvement de rectification a résolu ce problème. Nous avons eu raison d'adopter le principe de tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et de guérir la maladie pour sauver l'homme. Si, aujourd'hui, nous critiquons fermement et à fond Po Yi-po, c'est aussi pour permettre à ceux qui ont fait des erreurs de les corriger et pour assurer la marche victorieuse du socialisme. Nous sommes maintenant à l'époque de la révolution socialiste, mais le subjectivisme n'en existe pas moins. Se laisser aller à une progression aventureuse ou verser dans le conservatisme, c'est agir sans tenir compte de la réalité, c'est faire du subjectivisme. Si le subjectivisme n'est pas éliminé, la révolution et l'édification ne pourront triompher. A l'époque de la révolution démocratique, les erreurs d'ordre subjectiviste ont été redressées au moyen du mouvement de rectification, ce qui a permis d'unir tous les camarades du Parti, ceux qui avaient commis des erreurs comme ceux qui appliquaient la ligne juste; c'est dans ces conditions que nos camarades ont quitté Yenan pour différents champs de bataille et que, grâce aux efforts conjugués de tout

le Parti, nous avons remporté la victoire à l'échelle nationale. Aujourd'hui, nos cadres sont plus mûrs, ils ont un niveau politique plus élevé; nous espérons qu'ils arriveront, dans un laps de temps pas trop long, à en finir pratiquement avec le subjectivisme dans le travail de direction, en s'efforçant d'adapter le subjectif à l'objectif.

Pour résoudre tous ces problèmes, il importe avant tout de consolider la direction collective et de lutter contre l'ultra-décentralisation à laquelle nous nous sommes toujours opposés. Le 2 février 1941, le Comité central a envoyé une directive à ses bureaux ainsi qu'aux commandants de l'armée, précisant qu'il fallait lui demander des instructions avant d'émettre tout télégramme circulaire, toute déclaration ou toute directive à usage interne et revêtant une portée nationale. En mai de la même année, le Comité central a donné une directive sur l'unification de la propagande faite par nos bases d'appui à l'intention de l'extérieur. Le 1er juillet, à l'occasion du XXe anniversaire du Parti, il a fait connaître sa décision concernant le renforcement de l'esprit de parti, insistant sur la nécessité de lutter contre l'ultra-décentralisation. L'année 1948 a vu le Comité central donner des directives encore plus nombreuses à cet effet. Il a lancé le 7 janvier une directive sur l'institution d'un système de rapports et, en mars, une directive complémentaire. Réuni en septembre de la même année, le Bureau politique a adopté une résolution sur le système de demande d'instructions et de présentation de rapports au Comité central. Le 20 septembre, le Comité central a pris une décision relative au raffermissement du système du comité du Parti. Le 10 mars 1953, il a adopté une décision concernant le renforcement de la direction exercée sur les activités du gouvernement, afin d'éviter que les différents organismes gouvernementaux ne s'écartent de cette direction.

Il y a une contradiction constante entre la centralisation et la décentralisation. Depuis que nous sommes entrés dans les villes, l'ultra-décentralisation s'est accentuée. Pour résoudre cette question, il faut que tous les problèmes principaux et importants soient d'abord soumis aux comités du Parti dont la décision sera ensuite exécutée par l'administration gouvernementale. Par exemple, l'érection du Monument aux Héros du Peuple sur la place Tien An Men et la démolition du mur d'enceinte de Pékin ont été décidées par le Comité central et exécutées par les soins du gouvernement. Quant aux problèmes secondaires, ils seront confiés aux groupes dirigeants du Parti des organismes gouvernementaux, car le Comité central ne peut pas s'occuper de tout. La lutte contre l'ultra-décentralisation bénéficie

d'un soutien des plus larges, parce que la plupart des camarades du Parti sont partisans de la direction collective. A en juger par leur attitude à cet égard, on peut distinguer dans le Parti trois catégories de gens. Ceux de la première sont très attachés à la direction collective. Ceux de la deuxième, assez indifférents à son égard, estiment que le comité du Parti ferait mieux de les laisser tranquilles, mais acceptent quand même son contrôle. Penser que le comité du Parti "ferait mieux de les laisser tranquilles" témoigne de leur manque d'esprit de parti, mais le fait qu'ils "acceptent quand même son contrôle" prouve qu'ils n'en sont pas entièrement dénués. Nous devons tenir compte de ce qu'ils "acceptent quand même son contrôle" et mener un travail de persuasion et d'éducation pour renforcer en eux l'esprit de parti. Sinon, les différents ministères agiront chacun à leur guise, indépendamment de l'autorité centrale; les ministres eux-mêmes ne pourront contrôler leurs directeurs de département, et les chefs de service, leurs chefs de section. Bref, personne n'aura d'autorité sur personne, si bien que le pays sera morcelé en "multiples principautés" où régneront "huit cents princes". Les gens de la troisième catégorie sont en nombre infime; ils s'opposent carrément à la direction collective, estimant que le comité du Parti ferait mieux de les laisser à jamais tranquilles. La décision concernant le renforcement de l'esprit de parti insiste sur la nécessité d'appliquer rigoureusement les règles de discipline qu'implique le centralisme démocratique, à savoir: soumission de la minorité à la majorité, de l'individu à l'organisation, de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, de l'ensemble du Parti au Comité central (dans ce cas, la majorité se soumet à une minorité qui, pourtant, représente la majorité). On peut formuler toutes les critiques ou objections que l'on veut, mais porter atteinte à l'unité du Parti est un acte des plus honteux. Seules l'expérience politique et la sagesse collectives permettent d'assurer la direction juste du Parti et de l'Etat et de garantir l'unité inébranlable du Parti.

Au cours de cette conférence, Liou Chao-chi a reconnu qu'il avait commis certaines erreurs, et le camarade Teng Siao-ping a fait de même. Quiconque est tombé dans l'erreur doit faire son autocritique, et chacun, sans exception, doit se soumettre au contrôle du Parti et à la direction des comités du Parti aux différents échelons; c'est la condition principale pour accomplir les tâches du Parti. Il y a, dans tout le pays, beaucoup de gens qui tirent profit de l'anarchie. Po Yi-po est l'un d'eux. Il a quelque peu dégénéré sur les plans politique et idéologique; il est donc tout à fait nécessaire de le critiquer.

Un dernier point: nous devons être modestes, être toujours prêts à apprendre et faire preuve de ténacité.

Il faut faire preuve de ténacité. Dans la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, nous avons porté à l'impérialisme américain des coups cinglants qui l'ont rempli d'effroi. Cela est favorable à l'édification de notre pays, et en est même une condition importante. Mais l'essentiel, c'est que nos troupes se sont trempées dans cette guerre; nos combattants ont fait preuve de vaillance et nos commandants de capacité. Bien entendu, nous avons subi des pertes en hommes et dépensé de l'argent; nous avons payé le prix. Mais nous n'avons reculé devant aucun sacrifice; une fois que nous nous étions assigné une tâche, nous allions toujours jusqu'au bout. A l'époque où Hou Tsong-nan attaquait notre région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia, il ne nous restait plus qu'un seul chef-lieu de district, mais nous n'avons quand même pas évacué la région; nous étions obligés de manger des feuilles d'arbres, qu'importe! Telle est la force morale que nous devons avoir.

Nous devons apprendre; nous ne devons pas nous gonfler d'orgueil ni mépriser les autres. Les œufs d'oie font honte aux œufs de poule, les métaux ferreux se croient supérieurs aux métaux rares: cet air hautain n'a rien de scientifique. La Chine est un grand pays, et notre Parti, un grand parti; néanmoins, il n'y a aucune raison pour que nous dédaignions les petits pays et les petits partis. Nous devons toujours être disposés à apprendre des peuples des pays frères, faire preuve d'un véritable internationalisme. Dans nos relations commerciales avec l'étranger, certains camarades se montrent orgueilleux, arrogants; ils ont tort. Il faut entreprendre un travail d'éducation dans tout le Parti, et surtout parmi le personnel en mission à l'étranger. Nous devons apprendre et travailler avec assiduité, afin de réaliser, pour l'essentiel, dans quinze ans ou un peu plus, l'industrialisation et la transformation socialistes de notre pays. Et même alors, quand notre pays sera devenu puissant, nous devrons rester modestes et toujours disposés à apprendre.

Plusieurs décisions prises par la deuxième session plénière du Comité central issu du VII[e] Congrès ne figurent pas dans la résolution. Premièrement, ne pas fêter les anniversaires de naissance. Les souhaits de longue vie ne donnent pas la longévité. L'important, c'est de bien faire son travail. Deuxièmement, ne pas faire de cadeaux, au moins à l'intérieur du Parti. Troisièmement, éviter autant que possible de porter des toasts. On peut le faire cependant dans certaines

circonstances. Quatrièmement, applaudir le moins possible. Mais les applaudissements ne sont pas à interdire: quand les masses débordent d'enthousiasme, on ne doit pas leur administrer une douche froide. Cinquièmement, ne pas donner à des lieux des noms de personnes. Sixièmement, ne pas mettre les camarades chinois sur le même plan que Marx, Engels, Lénine et Staline. C'est ce qui convient, car les premiers sont aux derniers ce que les élèves sont à leurs maîtres. Respecter ces décisions, c'est faire preuve de modestie.

Bref, il nous faut continuer à faire preuve de modestie, de bonne volonté pour apprendre auprès des autres, de ténacité, et nous en tenir au système de direction collective, afin de réaliser la transformation socialiste et d'aboutir à la victoire du socialisme.

## NOTES

[1] Proposé en décembre 1952, le nouveau système fiscal a été mis en vigueur en janvier 1953. Fondé sur une prétendue "égalité complète entre le secteur public et le secteur privé", il réduisait en fait la charge de l'industrie et du commerce privés, alors qu'il augmentait celle des entreprises d'Etat et des coopératives. Il était donc favorable aux capitalistes, et non à l'industrie et au commerce du secteur d'Etat et du secteur coopératif. Après que le camarade Mao Tsétoung en eut fait la critique, cette erreur a été vite redressée.

[2] Tchang Tse-chan, ancien secrétaire du Comité du Parti communiste chinois pour la Préfecture de Tientsin; s'étant laissé corrompre par la bourgeoisie, il a dégénéré en un grand concussionnaire et a été condamné à mort au cours du mouvement *sanfan*.

[3] Il s'agit de la lutte, déclenchée en 1951, contre la corruption, le gaspillage et la bureaucratie, et de celle, menée en 1953, contre la bureaucratie, l'autoritarisme et l'infraction aux lois et règlements.

# L'UNIQUE VOIE A SUIVRE POUR TRANSFORMER L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE CAPITALISTES*

(7 septembre 1953)

Réaliser la transformation de l'économie capitaliste en économie socialiste en passant par le capitalisme d'Etat.

1. Au cours de ces trois dernières années et quelques mois, nous avons fait du travail dans ce domaine, mais pas assez, parce que nous étions absorbés par d'autres tâches; dès maintenant, il nous faut faire de plus gros efforts.

2. Instruits par un peu plus de trois ans d'expérience, nous pouvons affirmer que c'est une politique, une mesure assez judicieuse que de réaliser la transformation socialiste de l'industrie et du commerce privés en passant par le capitalisme d'Etat.

3. A présent, il est nécessaire de se faire une idée claire du principe politique prescrit dans l'article 31 du Programme commun[1] et de le concrétiser graduellement. Par "se faire une idée claire", on entend que les dirigeants des autorités centrales et locales doivent avant tout être convaincus que le capitalisme d'Etat est l'unique voie à suivre pour transformer l'industrie et le commerce capitalistes, et pour passer graduellement au socialisme. Or, des communistes comme des personnalités démocrates n'en sont pas encore persuadés, et notre réunion[2] a pour but de faire prévaloir cette conviction.

4. On doit avancer d'un pas sûr et se garder de toute précipitation. Il faudra au moins trois à cinq ans pour que l'industrie et le commerce privés du pays soient pratiquement amenés dans le cadre du capitalisme d'Etat; il n'y a donc pas lieu de s'alarmer ni de s'inquiéter.

* Texte rédigé par le camarade Mao Tsétoung et contenant les points essentiels de son entretien du 7 septembre 1953 avec des représentants des partis démocratiques et des milieux industriels et commerçants.

5. Entreprise mixte, à capital privé et d'Etat; entreprise exécutant des commandes ou du travail d'usinage pour l'Etat qui s'engage à fournir toutes les matières premières nécessaires et à acheter toute la production; et entreprise dont l'Etat se borne à acheter une grande partie de la production — voilà les trois formes que prend le capitalisme d'Etat dans l'industrie privée.

6. Dans les entreprises commerciales privées, on peut aussi pratiquer le capitalisme d'Etat; il ne s'agit pas de les "écarter" tout simplement. Nous n'avons pas beaucoup d'expérience là-dessus, le problème est à étudier.

7. Les entreprises industrielles et commerciales privées, qui comptent environ 3.800.000 ouvriers et employés, représentent une grosse valeur pour le pays; elles jouent un très grand rôle dans l'économie nationale et le bien-être du peuple. Non seulement elles fournissent leurs produits à l'Etat, mais encore elles peuvent accumuler des fonds et former des cadres pour son compte.

8. Il y a des capitalistes qui manifestent une grande réticence envers l'Etat; la passion du gain ne les a pas encore quittés. D'autre part, certains ouvriers vont trop vite, ils ne permettent pas aux capitalistes de faire le moindre bénéfice. Nous devons donc éduquer les uns et les autres pour qu'ils s'adaptent progressivement (et le plus tôt possible) au principe politique du gouvernement selon lequel les entreprises industrielles et commerciales privées de la Chine servent essentiellement l'économie nationale et le bien-être du peuple et, en partie, travaillent pour procurer du profit aux capitalistes — c'est de cette façon qu'elles s'engageront dans la voie du capitalisme d'Etat.

Le tableau suivant montre comment les bénéfices réalisés par les entreprises capitalistes d'Etat sont répartis:

| | |
|---|---|
| Impôt sur le revenu | 34,5% |
| Fonds de bien-être | 15 % |
| Fonds d'accumulation | 30 % |
| Dividende attribué au patronat | 20,5% |
| Total | 100 % |

9. Il importe de continuer à mener parmi les capitalistes une éducation patriotique. Pour cela, il nous faut surtout former méthodiquement un certain nombre de capitalistes qui possèdent une grande largeur de vues et qui soient disposés à se rapprocher du Parti com-

muniste et du gouvernement populaire, afin de convaincre par leur intermédiaire la majorité des capitalistes.

10. Pour la mise en pratique du capitalisme d'Etat, il faut non seulement tenir compte des nécessités et des possibilités (voir le Programme commun), mais aussi se fonder sur le libre consentement des capitalistes, car il s'agit d'une œuvre de coopération qui, par définition, ne peut pas se faire sous la contrainte. C'est différent du cas des propriétaires fonciers.

11. Ces dernières années, les différentes nationalités de notre pays, les diverses classes démocratiques, les partis démocratiques et les organisations populaires ont fait de grands progrès; il est certain que dans trois à cinq ans ils en auront fait de plus grands encore. Il sera donc possible, en trois à cinq ans, d'amener la plus grande partie des entreprises industrielles et commerciales privées dans le cadre du capitalisme d'Etat. La prépondérance des entreprises d'Etat est une garantie matérielle pour l'accomplissement de cette tâche.

12. Nous ne pourrons pas accomplir dans un délai de trois à cinq ans les tâches que nous nous sommes fixées pour toute la période de transition et qui consistent à réaliser pour l'essentiel l'industrialisation du pays et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. Il nous faudra bien, pour y arriver, plusieurs quinquennats. Sur ce point, nous devons combattre et la tendance à faire traîner indéfiniment les choses et la précipitation.

13. L'un dirige, l'autre est dirigé; l'un ne recherche pas les profits privés, l'autre les recherche encore en partie, et ainsi de suite. Ce sont là autant de différences. Mais dans les conditions actuelles, l'industrie et le commerce privés servent pour l'essentiel l'économie nationale et le bien-être du peuple (auxquels vont les trois quarts environ de leurs bénéfices). C'est pourquoi nous pouvons et nous devons persuader les ouvriers des entreprises privées de suivre l'exemple de ceux des entreprises d'Etat, c'est-à-dire d'accroître la production tout en pratiquant l'économie, de procéder à l'émulation dans le travail, d'élever la productivité, de réduire les prix de revient et d'augmenter la quantité des produits et d'améliorer leur qualité, ce qui est profitable à l'intérêt public comme à l'intérêt privé, au Travail comme au Capital.

## NOTES

[1] L'article 31 du Programme commun stipule: "L'économie qui associe des capitaux d'Etat et des capitaux privés est une économie capitaliste d'Etat. Quand c'est nécessaire et possible, on encouragera le capital privé à évoluer dans le sens du capitalisme d'Etat par divers moyens comme l'exécution de travail d'usinage pour des entreprises industrielles d'Etat, la gestion d'entreprises en coopération avec l'Etat, ainsi que l'administration d'entreprises d'Etat ou l'exploitation de ressources nationales sous forme de concessions."

[2] Il s'agit de la quarante-neuvième session (élargie) du Comité permanent du Comité national de la Conférence consultative politique, qui s'est tenue du 8 au 11 septembre 1953.

# LA GRANDE VICTOIRE DE LA GUERRE DE RESISTANCE A L'AGRESSION AMERICAINE ET D'AIDE A LA COREE ET NOS NOUVELLES TACHES*

(12 septembre 1953)

Après trois ans de combat, nous avons remporté une grande victoire dans la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, qui s'est maintenant arrêtée.

Cette victoire, qu'est-ce qui nous a permis de la remporter? Vous avez dit tout à l'heure, Messieurs, que nous la devions à une juste direction. Il est vrai que c'est un des facteurs de la victoire; sans direction juste, on ne peut rien mener à bien. Mais le facteur essentiel, c'est que notre guerre a été une guerre populaire, qu'elle a joui du soutien de toute la nation et que les peuples chinois et coréen ont combattu côte à côte.

Nous nous sommes battus contre l'impérialisme américain, un adversaire dont l'armement est de beaucoup supérieur au nôtre; pourtant nous avons pu le vaincre et nous l'avons contraint à accepter la paix. Cette paix, qu'est-ce qui nous a permis de l'obtenir?

Sur le plan militaire d'abord, les agresseurs américains ont été acculés à une position défavorable, très vulnérable. S'ils avaient refusé la paix, leurs lignes auraient été enfoncées sur tout le front, et Séoul serait revenu au peuple coréen. Une telle situation était devenue évidente dès l'été de l'année dernière.

Chacune des deux parties belligérantes qualifiait ses lignes de muraille infranchissable. Infranchissables, les nôtres l'étaient réellement. Nos combattants comme nos cadres sont aussi avisés que courageux, ils osent braver la mort. Les troupes d'agression américaines,

* Intervention du camarade Mao Tsétoung à la vingt-quatrième session du Conseil du Gouvernement populaire central.

elles, en ont peur, leurs officiers manquent d'initiative et de souplesse. C'est pourquoi leurs lignes n'étaient pas solides, encore moins étaient-elles une muraille infranchissable.

Nos problèmes, à nous, étaient de savoir, d'abord, si nous étions de taille à nous battre; ensuite, si nous étions capables de nous défendre; puis, si nous étions en mesure d'assurer notre ravitaillement; enfin, si nous pouvions faire échec à la guerre bactériologique. Nous avons résolu ces quatre problèmes l'un après l'autre. Plus nos troupes se battaient, plus elles devenaient fortes. Cet été, nous avons même pu enfoncer en une heure les positions ennemies sur un front large de 21 kilomètres, exécuter un tir très nourri de centaines de milliers d'obus et pénétrer de 18 kilomètres en profondeur au-delà des lignes ennemies. Si nous avions continué à nous battre de cette manière, deux, trois ou quatre fois, nous aurions pu enfoncer les lignes ennemies sur tout le front.

Sur le plan politique ensuite, nos ennemis étaient minés, de l'intérieur, par de nombreuses contradictions insolubles, et par ailleurs, les peuples du monde entier exigeaient la paix.

Sur le plan économique enfin, comme nos ennemis engloutissaient des sommes énormes dans leur guerre d'agression contre la Corée, leur budget n'était plus en équilibre.

C'est la combinaison de ces facteurs qui a contraint l'ennemi à signer la paix; le premier d'entre eux, cependant, a été le facteur principal: sans lui, il ne nous aurait pas été possible d'imposer la paix à l'ennemi. Les impérialistes américains sont extrêmement arrogants: tant qu'ils le peuvent, ils refusent d'entendre raison, et ce n'est que lorsqu'ils y sont obligés par la force des choses qu'ils se montrent un peu plus raisonnables.

Dans la guerre de Corée, l'ennemi a eu 1.090.000 tués ou blessés. Bien entendu, nous avons aussi payé le prix. Mais nos pertes ont été très inférieures à ce que nous avions prévu, elles ont encore diminué à partir du moment où des tunnels ont été creusés. Nous devenions plus forts au fur et à mesure que nous nous battions. Les Américains étaient bien incapables d'ébranler nos positions alors que nous ne cessions d'anéantir leurs troupes.

Vous venez de parler du facteur direction; à mon avis, c'était là effectivement une des causes de notre victoire, mais le facteur le plus important a été l'initiative créatrice des masses. Nos cadres et nos combattants ont trouvé toutes sortes de moyens pour combattre

l'ennemi. Permettez-moi de vous en donner un exemple. Pendant le premier mois de la guerre, nous avions perdu beaucoup de véhicules. Que faire? La direction, bien sûr. mais surtout les masses se sont creusé la tête pour y remédier. Le long des routes, plus de 10.000 hommes furent postés, ils tiraient des coups de fusil pour donner l'alerte dès qu'ils voyaient arriver des avions ennemis; à ce signal, nos chauffeurs progressaient à la dérobée ou cherchaient à mettre leurs camions à l'abri quelque part. On a élargi également les routes, on en a construit beaucoup d'autres pour rendre la circulation plus aisée. Le résultat, c'est que nous avons fait descendre la proportion des camions détruits de 40 pour cent au début à moins de un pour cent. Plus tard, des entrepôts et des salles de réunion souterrains ont été construits, nous pouvions tenir des meetings sous terre, alors même que l'ennemi faisait pleuvoir des bombes en haut. A Pékin, à la seule pensée des champs de bataille en Corée, on imaginait qu'il devait y avoir là-bas un grand danger. Du danger, il y en avait, bien sûr. Mais quand on y met du sien, ce n'est pas si terrible que ça.

L'expérience nous apprend donc que tant qu'on s'appuie sur le peuple et qu'on a une direction assez juste, on peut, malgré un équipement médiocre, vaincre un ennemi bien mieux équipé.

Notre victoire dans la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée est une grande victoire, une victoire qui a une signification de haute importance.

Nous avons premièrement, de concert avec le peuple coréen, reporté les combats jusqu'au 38e parallèle et tenu ferme sur cette ligne, ce qui est très important. Si le front s'était établi sur le Yalou et le Toumen au lieu d'avoir été ramené au 38e parallèle, la population de Chenyang, d'Anchan et de Fouchouen n'aurait pu travailler en paix.

Deuxièmement, nous avons acquis de l'expérience dans le domaine militaire. Les Volontaires du Peuple chinois — qu'il s'agisse de l'armée de terre, de l'armée de l'air ou de la marine, qu'ils servent dans l'infanterie, l'artillerie, le génie, les blindés, le corps ferroviaire, la D.C.A., les transmissions, ou qu'il s'agisse du personnel sanitaire et de l'Intendance — ont tous acquis l'expérience pratique de la guerre contre les troupes d'agression américaines. Nous avons pris cette fois-ci la mesure de l'armée américaine. Si nous n'avions pas eu l'occasion de l'affronter, nous aurions pu en avoir peur. Mais nous nous sommes battus contre elle pendant trente-trois mois, ce qui nous a permis de la connaître à fond: l'impérialisme américain n'a rien de terrible ni

d'extraordinaire; nous le savons d'expérience, et c'est là une expérience inestimable.

Troisièmement, notre peuple a pu élever son niveau de conscience politique.

De ces trois points découle un quatrième: une nouvelle guerre d'agression impérialiste contre la Chine et une troisième guerre mondiale se trouvent reculées.

Les agresseurs impérialistes doivent se rendre compte que le peuple chinois, déjà organisé, ne se laisse pas provoquer. Gare à celui qui osera s'y frotter.

Bien sûr, l'ennemi peut toujours recommencer la guerre et, même s'il ne le fait pas, il ne manquera pas de créer des troubles par tous les moyens possibles, en envoyant, par exemple, des agents secrets commettre des actes de sabotage. Il a installé notamment à Taïwan, à Hongkong et au Japon un vaste réseau d'espionnage. Mais nous avons acquis de l'expérience dans la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, nous saurons donc lui tenir tête du moment que nous mobilisons les masses et que nous nous appuyons sur le peuple.

Notre situation actuelle n'est plus celle de l'hiver 1950. Les lignes de nos agresseurs se trouvaient-elles à l'époque au-delà du 38e parallèle? Non, de l'autre côté du Yalou et du Toumen. Avions-nous l'expérience de la guerre contre les agresseurs américains? Non. Est-ce que nous avions une idée précise de ce qu'était l'armée américaine? Non plus. Maintenant, la situation a complètement changé. Si l'impérialisme américain ne remet pas à plus tard sa nouvelle guerre d'agression et déclare: "Eh bien, battons-nous!", nous pourrons nous appuyer sur les trois premiers points pour le combattre; et s'il dit: "Bon, ne nous battons plus!", ce sera alors le quatrième point. Voilà encore une preuve de la supériorité de notre dictature de démocratie populaire.

Est-ce que nous, nous agresserons d'autres pays? Non, nous n'attaquerons personne, en aucun point du globe. Mais si on nous attaque, nous nous battrons, et cela jusqu'au bout.

Nous, le peuple chinois, nous avons adopté cette ligne de conduite: nous sommes pour la paix, mais nous n'avons pas peur de la guerre; nous sommes prêts aussi bien à l'une qu'à l'autre. Nous avons le soutien du peuple. Au cours de la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, c'était à qui demandait à s'engager dans l'armée, et on était obligé de trier les candidats sur le volet: on

en choisissait littéralement un sur cent; on se montrait, paraît-il, plus exigeant que pour choisir un gendre. Si l'impérialisme américain veut donc recommencer la guerre, nous nous battrons encore contre lui.

Pour pouvoir faire la guerre, il faut de l'argent, mais, la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée ne nous a pas coûté trop cher. Ce que nous avons dépensé pour plusieurs années de guerre n'atteint même pas le montant de l'impôt annuel versé par nos entreprises industrielles et commerciales. Bien sûr, si l'on avait pu ne pas faire la guerre et ne pas dépenser cet argent, c'eût été bien mieux, car, à présent, l'édification du pays exige des fonds, et les paysans sont encore dans le besoin. Comme l'impôt agricole de ces deux dernières années était un peu lourd, certains de nos amis nous en ont fait la remarque. Ils nous ont demandé d'adopter une "politique de bienveillance", comme si c'étaient eux qui représentaient les intérêts des paysans. Est-ce que nous pouvons partager ce point de vue? Non, certainement pas, car, pendant la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, il nous fallait faire le maximum pour vaincre. Qu'est-ce qui était dans l'intérêt des paysans comme de tout le peuple? Faire l'impossible pour remporter la victoire, quitte à supporter quelques privations pour un temps, ou bien renoncer à résister à l'agression américaine et à aider la Corée pour économiser un peu d'argent? Faire le maximum pour triompher, bien sûr. C'est vrai que les deux dernières années, nous avons un peu augmenté l'impôt agricole, justement parce qu'il nous fallait de l'argent pour cette guerre. Mais ce n'est plus le cas cette année; il n'y a pas d'augmentation de l'impôt agricole, nous en avons stabilisé le montant.

Quant à la "politique de bienveillance", nous l'avons effectivement appliquée. Mais, quelle était, en réalité, la politique la plus bienveillante? C'était de résister à l'agression américaine et d'aider la Corée. Et pour la pratiquer, il fallait faire des sacrifices, dépenser de l'argent et majorer un peu l'impôt agricole. A cette faible majoration, certains ont poussé les hauts cris et prétendu qu'ils représentaient les intérêts des paysans. C'est un point de vue que je n'approuve pas.

Si résister à l'agression américaine et aider la Corée était, de fait, une politique de bienveillance, il en va de même, actuellement, du développement de notre industrie.

On peut comprendre deux choses différentes par politique de bienveillance: l'une a en vue les intérêts immédiats du peuple, l'autre ses

intérêts à long terme, tels que la résistance à l'agression américaine et l'aide à la Corée, ainsi que la mise sur pied d'une industrie lourde. La première est une politique de petite bienveillance, et la seconde, de grande bienveillance. Il faut tenir compte des deux à la fois, ce serait une erreur de ne pas le faire. Mais alors sur laquelle des deux mettre l'accent? Sur la politique de grande bienveillance, c'est-à-dire, à l'heure actuelle, sur la construction de l'industrie lourde. Pour construire, il faut de l'argent. C'est pourquoi les conditions de vie du peuple, qui doivent pourtant être améliorées, ne peuvent pas l'être de beaucoup, pour l'instant. Autrement dit, nous ne pouvons ni négliger d'élever le niveau de vie du peuple ni l'élever de beaucoup, ni lui accorder trop peu ou trop d'attention; ce serait une déviation que de favoriser la petite bienveillance au détriment de la grande.

Certains de nos amis ont insisté unilatéralement sur la politique de petite bienveillance, cela revient à demander qu'on renonce à la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, et qu'on arrête l'édification de l'industrie lourde. C'est là une conception erronée que nous devons critiquer. Des points de vue similaires se sont exprimés dans le Parti communiste même, et nous en avions constaté à l'époque de Yenan. En 1941, nous prélevâmes dans la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia 200.000 piculs[1] de grain sous forme d'impôt agricole; certains poussèrent alors les hauts cris, disant que le Parti communiste se montrait indifférent au sort des paysans. Il y a même quelques cadres dirigeants du Parti communiste qui soulevèrent la question d'une politique de bienveillance. A l'époque, j'ai déjà critiqué ce point de vue. Quelle était alors la politique de la plus grande bienveillance? C'était d'abattre l'impérialisme japonais. Si nous avions prélevé moins de céréales, nous aurions dû diminuer les effectifs de la VIII[e] Armée de Route et de la Nouvelle IV[e] Armée, ce qui aurait servi l'impérialisme japonais. Ce point de vue plaidait donc pour les impérialistes japonais et faisait leur jeu.

Maintenant, la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée s'est arrêtée. Si les Etats-Unis tiennent à recommencer, nous nous battrons à nouveau; et pour cela, il nous faudra prélever du grain, par conséquent, entreprendre du travail parmi les paysans et les persuader d'apporter leur contribution. C'est ainsi qu'on agit vraiment dans l'intérêt des paysans, alors que pousser les hauts cris sert en réalité l'impérialisme américain.

Il y a des principes majeurs et des principes mineurs. Le niveau de vie du peuple de tout le pays doit s'élever d'année en année, mais

pas trop. S'il s'était trop élevé, nous n'aurions pu — en tout cas pas aussi efficacement — mener la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée. Nous l'avons en fait poursuivie résolument, consciencieusement, avec toutes nos forces. Nous avons fourni au front coréen tout ce qu'il nous demandait, pour autant que nous le possédions. Il en a été ainsi pendant ces dernières années.

## NOTES

[1] Unité de poids servant à mesurer les grains et qui varie selon les régions. Un picul valait 150 kilos dans la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia.

# CRITIQUER LES IDEES REACTIONNAIRES DE LIANG CHOU-MING*

(16-18 septembre 1953)

1. Est-ce que M. Liang Chou-ming est bien un "homme de caractère"? Quel rôle a-t-il joué dans les négociations de paix?

M. Liang prétend être un "homme de caractère"; de son côté, la presse réactionnaire de Hongkong a également déclaré qu'il était l'"homme de caractère par excellence" dans la partie continentale de la Chine, et la radio de Taïwan l'a porté aux nues. Est-ce que vous avez vraiment du "caractère"? Si vous êtes un homme de cette trempe, eh bien, donnez-nous des éclaircissements sur votre passé, racontez-nous comment vous avez combattu le Parti communiste et le peuple, comment vous avez assassiné les gens avec votre plume et quelles relations vous aviez avec Han Fou-kiu, Tchang Tong-souen, Tchen Li-fou et Tchang Kiun! Ils étaient tous vos amis intimes; moi, je n'en avais pas tant. Comme ils étaient contents de vous! Ils me taxaient de "bandit" et vous appelaient Monsieur! Je peux donc me demander à quel parti, à quel camp vous appartenez! Et je ne suis pas seul à le faire; bien d'autres s'interrogent à votre sujet.

A la lumière de l'intervention que vient de faire le premier ministre Chou En-laï, tout le monde peut constater qu'à chaque moment crucial, lors de nos deux négociations de paix avec le Kuomintang, M. Liang a pris position pour appuyer totalement Tchiang Kaï-chek. Or, si celui-ci accepta de négocier, ce n'était que feinte. A la réunion d'aujourd'hui, il y a parmi nous des délégués qui étaient venus à Pékin participer aux négociations: eux savent tous si la "paix" réclamée par Tchiang Kaï-chek était réelle ou non.

* Principaux passages de la critique formulée par le camarade Mao Tsétoung à l'adresse de Liang Chou-ming lors de la vingt-septième session du Conseil du Gouvernement populaire central. A cette session, qui s'est tenue à Pékin du 16 au 18 septembre 1953, ont assisté également les membres du Comité national de la Conférence consultative politique du Peuple chinois qui se trouvaient alors à Pékin.

Franchement parlant, Tchiang Kaï-chek tue avec le fusil, et Liang Chou-ming avec la plume. Il y a deux façons de tuer les gens: l'une par le fusil, l'autre par la plume. Cette dernière méthode est déguisée, suprêmement habile, car on tue sans effusion de sang. Et vous, Monsieur Liang, vous êtes précisément un assassin de ce genre.

Liang Chou-ming est un ultra-réactionnaire, mais il ne le reconnaît pas; au contraire, il prétend être un parangon de beauté. Il n'est pas comme M. Fou Tsouo-yi. Celui-ci avoue franchement qu'il était ultra-réactionnaire, mais il a accompli un acte méritoire pour le peuple lors de la libération pacifique de Pékin. Et vous, Liang Chou-ming, quel mérite avez-vous? Qu'avez-vous fait pour le peuple dans toute votre vie? Rien! Pas le moindre mérite! Et pourtant, vous vous présentez vous-même comme une beauté incomparable dans le monde, surpassant Si Che et Wang Tchao-kiun, et rivalisant même avec Yang Kouei-fei.

2. Liang Chou-ming emploie l'expression "le neuvième ciel et le neuvième enfer", prétendant que "les ouvriers sont au neuvième ciel, alors que les paysans se trouvent au neuvième enfer", que "les ouvriers peuvent s'appuyer sur les syndicats, alors que les paysans ne peuvent compter ni sur les unions paysannes, ni sur le Parti communiste, la Ligue de la Jeunesse, la Fédération des Femmes", que "ces organisations, qualitativement et quantitativement, ne valent rien" et qu'"elles sont même inférieures à la Fédération de l'Industrie et du Commerce, d'où le manque de confiance". Peut-on considérer cela comme un "soutien à la ligne générale"? Non! Ce sont des *idées totalement réactionnaires*, à cent pour cent; c'est là un avis réactionnaire et non rationnel. Le gouvernement populaire peut-il accepter un tel point de vue? J'estime que non.

3. M. Liang a "demandé à être mieux renseigné sur les plans". Je ne suis pas d'accord non plus. Bien au contraire, un individu comme M. Liang doit connaître le minimum de choses confidentielles; moins il en sait, mieux ça vaut.

On ne doit pas se fier à Liang Chou-ming. On peut permettre à d'autres d'avoir plus d'informations confidentielles, mais pas à vous, Monsieur Liang. Quand se tiendront des réunions quelque peu restreintes des partis démocratiques, vous n'aurez pas besoin d'y participer.

4. M. Liang nous a aussi demandé de ne pas le classer parmi les non-progressistes; à l'entendre, il se situerait parmi les progressistes. Qu'allons-nous faire à ce sujet? Je pense qu'il faut être prudent et se

garder de lui donner satisfaction inconsidérément. Sinon, on pourrait bien se faire duper.

5. M. Liang se dépeint lui-même sous de splendides couleurs: depuis quelques décades déjà, il a le grandiose idéal de construire le pays selon un plan, idéal *très proche*, à ce qu'il dit, de la démocratie nouvelle ou même du socialisme.

Mais M. Liang est-il réellement si beau? Pas forcément! Je le connais assez bien, et on ne s'est jamais rencontré sans que je critique ses idées fausses. Une fois, je lui ai dit en face que je ne croyais pas à ce qu'il débitait. Il avait dit entre autres: "En Chine, il n'y a pas de classes"; "le problème de la Chine, c'est le déséquilibre culturel"; "il faut créer un gouvernement incolore, transparent"[1]; "la révolution chinoise n'a que des causes externes, pas de causes internes". Et maintenant, le voilà avec ses brillantes formules: "le neuvième ciel et le neuvième enfer", "le Parti communiste a abandonné la paysannerie", "le Parti communiste n'est pas aussi digne de confiance que la Fédération de l'Industrie et du Commerce", et ainsi de suite. Pourrais-je croire à tout cela? Non! Je lui ai dit: Ce qui caractérise la Chine, c'est son état semi-colonial et semi-féodal; comme vous le niez, vous aidez l'impérialisme et le féodalisme. Voilà pourquoi personne ne vous croit et tout le peuple fait confiance au Parti communiste. Personne ne lit vos livres et n'écoute vos paroles, excepté les réactionnaires et les esprits confus. En outre, M. Liang ne paraît pas s'opposer à Tchiang Kaï-chek. Est-ce qu'il s'est jamais prononcé publiquement contre lui et son Kuomintang réactionnaire? Comme je n'ai pas lu ni entendu tout ce qu'il a pu écrire ou dire, je vous laisse le soin d'étudier cette question.

Un tel individu est-il qualifié pour demander à l'Etat populaire de l'informer davantage de ses plans et de ses documents confidentiels? A mon avis, non. Devons-nous lui donner satisfaction? J'estime que non.

6. M. Liang nous a encore demandé de le ranger parmi les progressistes ou les révolutionnaires, et non parmi les non-progressistes ou les réactionnaires. Ceci pose la question de la "détermination de son appartenance de classe". Comment la régler? D'après ce que j'ai dit tout à l'heure, pouvons-nous le classer parmi les progressistes ou les révolutionnaires? Mais en quoi est-il progressiste? A-t-il jamais participé à la révolution? Là non plus, il ne convient pas de lui donner satisfaction comme ça; il est nécessaire de voir un peu pour décider.

7. Ces dernières années, j'ai reçu des lettres écrites par des gens du peuple et entendu des remarques; on posait la question: Pourquoi le Parti communiste coopère-t-il avec des réactionnaires? Par réactionnaires, on entend ceux qui n'ont jamais voulu se prononcer, en public ou dans la presse, contre l'impérialisme, le féodalisme, Tchiang Kaï-chek et son Kuomintang réactionnaire, et qui ne répondent même pas aux exigences élémentaires qu'on puisse formuler à l'endroit d'un travailleur d'Etat. Comme ces gens-là ne veulent surtout pas s'opposer à Tchiang Kaï-chek, la radio de Taïwan et la presse de Hongkong leur témoignent bien des égards, ne les insultent jamais et les présentent comme étant, dans la partie continentale, les "hommes de caractère par excellence", et Liang Chou-ming est du nombre. En revanche, cette radio et cette presse déversent des torrents de calomnies et d'injures sur certains de nos amis. Ceux que Taïwan n'invective pas mais porte aux nues sont naturellement une *minorité, mais ils méritent toute notre attention.*

Il y a des gens qui acceptent, bon gré mal gré, de critiquer l'impérialisme, mais qui, aujourd'hui encore, préféreraient mourir plutôt que de dire le moindre mot contre Tchiang Kaï-chek. Dans la presse comme dans leurs déclarations publiques, ils n'osent pas parler du passé, parce qu'ils ont encore de la tendresse pour une période pourtant révolue. Des gens de ce type, je crois qu'ils ne se limitent pas à quelques-uns.

Il y a trois sortes de patriotismes: le patriotisme authentique, le patriotisme de façade et un troisième, flottant, mi-véritable, mi-affecté. Chacun sait très bien où il doit se classer, Liang Chou-ming également. Nous accueillons volontiers tous ceux qui ont effectivement rompu avec l'impérialisme et la clique de Taïwan, aussi arriérées que soient leurs idées. Ce sont des patriotes sincères. Les pseudo-patriotes, eux, mettent un beau masque, mais dessous, ils sont tout autres. Ceux du troisième groupe, éléments hésitants, mi-sincères, mi-hypocrites, retournent leur veste selon les circonstances. S'il n'y a pas de troisième guerre mondiale et que Tchiang Kaï-chek ne revienne pas, ils continueront à suivre le Parti communiste; mais si une telle guerre éclate, ils pourront changer d'attitude. A quelle catégorie appartiennent la grande majorité des gens? A celle des vrais patriotes. Leur nombre a augmenté ces dernières années; les gens à moitié sincères, à moitié hypocrites sont peu nombreux; les pseudo-patriotes sont une infime minorité, mais ils existent. A vous de voir si cette analyse est correcte.

8. A mon avis, il y a une tâche que Liang Chou-ming se doit d'accomplir. Il ne s'agit pas de "représenter les paysans" pour lancer au gouvernement populaire un "appel à la libération", mais de nous exposer clairement l'évolution historique de ses idées réactionnaires, hostiles au peuple. Comment, en qualité de représentant des propriétaires fonciers, il a jadis combattu le Parti communiste et le peuple, et comment il est passé de cette position à celle de "représentant des paysans" qu'il adopte aujourd'hui. S'il arrive à faire toute la lumière sur cette question et à nous convaincre, on pourra alors décider dans quelle catégorie le ranger. Il me fait l'impression de n'avoir jamais songé à abandonner sa position réactionnaire. Néanmoins, pour guérir la maladie et sauver l'homme, je propose de lui laisser le temps de faire son examen de conscience, de porter son cas devant le Comité national de la Conférence consultative politique, et de ne tirer aucune conclusion à la présente réunion.

9. "Tous les hommes sont sensibles à la honte"[2] et on aurait du mal à traiter avec des individus qui ne le seraient pas. Qui croirait que M. Liang connaisse mieux la question paysanne que le Parti communiste? Ce serait comme si "un débutant se vantait devant Lou Pan, maître charpentier". Ne serait-ce pas le comble de la fatuité que de dire, par exemple, que Mao Tsétoung joue mieux l'opéra que M. Mei Lan-fang, qu'il sait mieux que les Volontaires creuser des souterrains, mieux piloter un avion que Tchao Pao-tong, héros de l'armée de l'air? C'est pourquoi le problème que nous pose M. Liang est à la fois sérieux et pas sérieux, et il recèle un certain comique. N'est-ce pas ridicule que M. Liang se prétende plus qualifié que le Parti communiste pour représenter la paysannerie?

Il y a une flopée de "représentants des paysans"; mais qui représentent-ils au juste? Les paysans? Moi, je ne le crois pas, les paysans non plus. Ils représentent la classe des propriétaires fonciers et servent ses intérêts. Le plus éminent d'entre eux, c'est Liang Chou-ming aux propos mielleux et flatteurs, qui aide en fait l'ennemi. D'autres personnes ont plutôt des idées confuses, elles ont dit des sottises, mais cela ne les empêche pas d'être des patriotes, d'être dévouées à la Chine; c'est une catégorie. Mais celle à laquelle appartient Liang Chou-ming est tout autre. On trouve aussi des individus à peu près comme lui, qui se font passer pour des "représentants des paysans". De tels imposteurs existent effectivement, on en rencontre aujourd'hui même. Ces individus ont une queue de renard, qui ne peut échapper aux regards. Souen Wou-kong, Roi des Singes, était

capable de prendre soixante-douze formes, mais il avait du mal à métamorphoser sa queue. Un jour, il se changea en temple, et utilisa sa queue en guise de mât pour l'oriflamme, mais Yang Eul-lang, guerrier céleste, éventa sa ruse. A quoi le reconnut-il? A sa queue! Il y a en effet des gens comme ça: ils cherchent par tous les moyens à se camoufler, mais ils n'arrivent pas à cacher leur "queue de renard".

Liang Chou-ming est un arriviste, un hypocrite. Il ment quand il affirme ne pas s'intéresser à la politique et ne pas aspirer à de hautes fonctions. Il avait entrepris une soi-disant "reconstruction des campagnes", mais de quoi s'agissait-il? De la reconstruction au profit des propriétaires fonciers, de la destruction de nos campagnes, de la ruine du pays!

10. Quand on a affaire à lui, on ne doit pas le prendre au sérieux. Aucune question ne peut être clarifiée avec lui, car il manque de logique et ne fait que débiter des absurdités. Je propose donc de confier au Comité national de la Conférence consultative politique le soin d'examiner son cas au cours des causeries bimensuelles, et pourtant je dois vous prévenir qu'il n'y a pas à espérer de solution véritable. C'est absolument impossible; on aboutira toujours à "une discussion sans décision, une décision qui reste lettre morte, une réunion qui se termine sans résultat". Malgré tout, je vous propose d'essayer quand même, lors de ces causeries: cela vaudra mieux que d'"envoyer deux personnes" écouter les sermons de M. Liang.

11. Est-ce que nous allons profiter de cette occasion pour rompre avec M. Liang, n'avoir plus aucun contact avec lui? Non. Tant qu'il sera disposé à rester en relation avec nous, nous garderons le contact avec lui. J'espère même qu'il sera réélu membre du Comité national à la II$^{e}$ Conférence consultative politique, pour la bonne raison que certains veulent bien se laisser tromper par lui et n'ont pas encore vraiment compris qui il est, et qu'il peut jouer le rôle de professeur par son exemple vivant. Voilà pourquoi il est encore qualifié pour être réélu, à moins qu'il ne renonce de lui-même à utiliser la tribune de la Conférence consultative politique pour propager ses idées réactionnaires.

Comme je l'ai dit plus haut, Liang Chou-ming n'a eu aucun mérite, il ne sert à rien. A-t-il au moins le mérite de fournir des marchandises et de payer l'impôt sur le revenu, comme les industriels et les commerçants? Non, même pas. Contribue-t-il à accroître la production et à rendre l'économie prospère? Non plus. S'est-il une fois insurgé pour se rallier à nous? Non. S'est-il jamais opposé à Tchiang Kaï-chek et

à l'impérialisme? Pas davantage. A-t-il coopéré avec le Parti communiste chinois pour abattre l'impérialisme et le féodalisme? Jamais. Il n'a donc jamais rien fait de méritoire. Il n'a même pas approuvé de la tête une lutte aussi grandiose que le mouvement de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée; au contraire, il secouait la tête. Mais alors, comment a-t-il bien pu devenir membre du Comité national de la Conférence consultative politique? Pourquoi le Parti communiste chinois a-t-il proposé sa candidature? C'est justement parce que M. Liang peut encore tromper des gens et qu'il a un certain rôle de mystificateur à jouer. Et il doit son mandat à sa capacité de duper des gens, capacité qu'il possède pleinement.

Pour Liang Chou-ming, admettre qu'il a raison serait faire preuve de "grandeur d'âme"; quiconque ne l'admet pas n'en a pas. Cette "grandeur d'âme"-là, il semble bien que nous n'en soyons pas doués. Mais de la "grandeur d'âme", nous en avons quand même: Liang Chou-ming, vous pouvez rester membre du Comité national de la Conférence consultative politique.

12. A mon avis, Confucius avait le défaut d'ignorer les principes démocratiques et l'esprit d'autocritique; en un sens, il ressemblait à M. Liang. "Depuis que j'ai pris Tse Lou comme disciple, a dit Confucius, je n'ai plus les oreilles fatiguées par les critiques[3]." "La salle où Confucius enseignait fut pleine trois fois et vide trois fois[4]." "Trois mois à peine après son accession au pouvoir, Confucius fit exécuter Chaotcheng Mao[5]." Ses agissements sentent fortement le despotisme et le fascisme. Je souhaite à mes amis, et surtout à M. Liang, de se garder de suivre l'exemple de Confucius, et je serais ravi qu'il en soit ainsi.

13. Si on suivait le noble programme de M. Liang, non seulement on ne pourrait pas édifier le socialisme en Chine, mais, par-dessus le marché, on conduirait les divers partis (le Parti communiste et les autres partis) et le pays à la ruine. Sa ligne est une ligne bourgeoise. Les erreurs de Po Yi-po sont le reflet des idées bourgeoises dans le Parti, mais Po Yi-po vaut mieux que Liang Chou-ming.

Liang Chou-ming affirme que les ouvriers se trouvent au "neuvième ciel" et les paysans, au "neuvième enfer". Qu'en est-il en réalité? Certes, il y a une différence entre eux: le revenu d'un ouvrier est plus élevé que celui d'un paysan; mais depuis la réforme agraire, les paysans ont des terres et des maisons, leur vie s'améliore de jour en jour. Il y en a même qui sont dans une situation meilleure que les ouvriers, dont certains vivent encore dans la gêne. Que faut-il faire pour aider

les paysans à gagner davantage? Vous avez des moyens à proposer, Monsieur Liang Chou-ming? D'après vous, "le problème, ce n'est pas la pauvreté, mais l'inégalité"[6]. Si on vous écoutait, si, au lieu de conduire les paysans à accroître leurs revenus par leur propre travail, on leur distribuait une partie de ce que gagnent les ouvriers, de façon à égaliser les revenus des uns et des autres, est-ce que cela n'aboutirait pas à la destruction de l'industrie chinoise? Les partis et le pays courraient en effet à la ruine. Il ne faut pas croire que seul le Parti communiste serait touché, les partis démocratiques connaîtraient le même sort.

Vous dites que les ouvriers sont au "neuvième ciel". Mais vous, Liang Chou-ming, à quel ciel êtes-vous donc? Au dixième, au onzième, au douzième, au treizième ciel même, car votre traitement est de loin supérieur au salaire d'un ouvrier! Et pourtant, vous n'avez pas proposé de commencer par réduire votre propre traitement, mais le salaire des ouvriers. Je trouve que ce n'est pas équitable. Pour être juste, il faudrait d'abord diminuer votre traitement, parce que vous êtes bien au-dessus du "neuvième ciel"!

Depuis plus de trente ans, notre Parti préconise l'alliance des ouvriers et des paysans. Le marxisme-léninisme recommande justement une telle alliance, la coopération entre eux. Actuellement, il existe deux sortes d'alliances en Chine: l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie; l'alliance de la classe ouvrière avec les capitalistes, les professeurs d'université, les techniciens d'ordre supérieur, les généraux du Kuomintang passés de notre côté, les chefs religieux, les partis démocratiques et les personnalités démocrates sans parti. Toutes deux sont nécessaires et doivent être maintenues. Mais, laquelle des deux est l'alliance de base, primordiale? Celle de la classe ouvrière et de la paysannerie. Liang Chou-ming affirme qu'elle est rompue et qu'il n'y a plus aucun espoir de pouvoir édifier le pays. En d'autres termes, à moins qu'on n'adopte ses idées, cette alliance est vouée à l'échec, l'édification du pays ne peut aboutir, et il n'y a pas d'espoir pour le socialisme! Or, c'est l'"alliance des ouvriers et des paysans" telle que Liang Chou-ming la conçoit qui, effectivement, est sans espoir. Votre ligne est une ligne bourgeoise. Si on la suivait, la Chine irait à sa ruine, elle retournerait à l'ancienne voie semi-coloniale et semi-féodale, et on tiendrait à Pékin un meeting pour accueillir Tchiang Kaï-chek et Eisenhower. Je le répète: nous n'adopterons jamais votre ligne!

Liang Chou-ming prétend qu'après notre entrée dans les villes, nous avons "oublié" la campagne et que maintenant, c'est le "vide" là-bas. Il tente par là de semer la discorde. Ces trois dernières années, nous

avons porté l'essentiel de notre effort sur le travail rural. C'est seulement cette année que nous commençons à muter dans les villes un nombre important de cadres responsables; mais de toute façon, la grande majorité des cadres continuent à travailler dans les districts, les arrondissements ou les cantons. Comment peut-on prétendre que nous avons oublié la campagne!

Liang Chou-ming nous a encore attaqués, déclarant que notre travail rural était "arriéré" et que nos cadres de base "enfreignaient les lois et règlements". Des cantons arriérés, on peut en trouver effectivement. Mais quel pourcentage représentent-ils? Dix pour cent seulement. Et pourquoi sont-ils en retard? Principalement parce que des éléments réactionnaires, anciens gendarmes et agents secrets, chefs de sectes et sociétés secrètes, voyous et truands, propriétaires fonciers et paysans riches se sont infiltrés parmi nous, sont devenus cadres et détiennent le pouvoir dans ces cantons; certains d'entre eux se sont même insinués dans le Parti. Ces individus représentent 80 à 90 pour cent des cadres qui ont gravement enfreint les lois et règlements; les autres sont des cadres qui ont dégénéré. C'est pourquoi la question principale, pour les cantons arriérés, est de frapper les contre-révolutionnaires; parallèlement à cela, il faut épurer nos rangs des cadres dégénérés. Combien y a-t-il, dans tout le pays, de cantons dont le travail est bon ou relativement bon? Quatre-vingt-dix pour cent. Nous devons avoir une idée claire de la situation et ne pas nous laisser tromper par Liang Chou-ming.

14. Est-ce que cela signifie que nous rejetons les sages conseils et que nous voulons cacher nos erreurs? Si on considère les remarques de M. Liang comme de "sages conseils", alors oui, je déclare que nous "rejetons" ces "sages conseils". Mais nous ne voulons pas cacher nos erreurs. Nous nous en tenons fermement au principe selon lequel le prolétariat doit exercer sa direction en tout (sur les ouvriers, les paysans, les industriels et les commerçants, les diverses nationalités, les partis démocratiques, les organisations populaires ainsi que sur l'industrie, l'agriculture, les affaires politiques et militaires, bref, en tout); par ailleurs, nous pratiquons et l'union et la lutte. Si on cherche à connaître nos intentions, eh bien, en voilà une, et une intention fondamentale. Est-ce que c'est là une question insignifiante?

15. Le cas de Liang est d'une signification nationale; il doit donc être discuté dans tout le Parti, dans l'ensemble du pays, comme on l'a fait avec celui de Po Yi-po. Il faut chercher des exemples typiques et procéder à la critique et à l'autocritique. Et on discutera de la ligne générale dans tout le pays.

Pour critiquer, on utilise deux méthodes: l'autocritique et la critique. Laquelle des deux devons-nous appliquer en traitant votre cas, Liang Chou-ming? L'autocritique? Non, mais plutôt la critique.

Critiquer Liang Chou-ming, ce n'est pas le viser lui seul; c'est dénoncer, à travers lui, les idées réactionnaires qu'il incarne. Liang Chou-ming est un réactionnaire, et pourtant nous considérons quand même que son cas relève de la rééducation idéologique. Qu'il puisse ou non se rééduquer, c'est une autre question. Il est fort probable qu'il ne le pourra pas. Peu importe d'ailleurs, du moment qu'il ne s'agit que d'un individu! De toute façon, engager le débat avec lui est profitable; ne vous imaginez pas que cela revient à tirer d'un petit sujet un grand discours et que ce n'est pas la peine de discuter avec lui. Au contraire, le débat nous permettra d'éclaircir la question. C'est la seule utilité de Liang, si l'on peut dire qu'il en ait. Sur quoi la discussion actuelle porte-t-elle? N'est-ce pas justement sur la ligne générale? Avoir les idées claires à ce propos nous sera utile à tous.

## NOTES

[1] Par la création d'un "gouvernement incolore, transparent", Liang Chou-ming professe que le gouvernement ne doit pas prendre une teinte de parti ou groupement politique et qu'il doit être un "corps incolore, transparent" au-dessus des classes.

[2] Voir *Mencius*, "Kao Tse", Partie I.

[3] D'après les *Mémoires historiques*, annales de la Chine antique, Tse Lou, disciple de Confucius, faisait partie aussi de sa suite. Confucius n'entendit plus d'opinions différentes des siennes après qu'il eut pris Tse Lou comme garde du corps.

[4] Selon *Louen heng* (Essais critiques), écrit par Wang Tchong de la dynastie des Han, Confucius recruta, dans la principauté de Lou, des disciples pour leur prôner le maintien du régime esclavagiste réactionnaire. Au même moment, Chaotcheng Mao recruta, lui aussi, des élèves. Les disciples de Confucius accoururent maintes fois assister aux conférences de Chaotcheng Mao. La salle de ce dernier était toujours comble, tandis que celle de Confucius restait souvent vide.

[5] D'après les *Mémoires historiques*, Confucius fut Tasekeou (ministre de la Justice) et premier ministre par intérim de la principauté de Lou pendant trois mois. C'est à cette époque qu'il fit exécuter son adversaire, Chaotcheng Mao.

[6] Voir *Entretiens de Confucius*, Livre XVI, "Ki Che".

# DEUX ENTRETIENS SUR L'ENTRAIDE ET LA COOPERATION DANS L'AGRICULTURE*

(Octobre et novembre 1953)

## I. ENTRETIEN DU 15 OCTOBRE

La réussite des coopératives agricoles de production peut entraîner un grand développement des équipes d'entraide.

Dans les régions nouvellement libérées, tous les districts, grands, moyens ou petits, devront, après une préparation sérieuse, établir cet hiver ou le printemps prochain une ou deux coopératives, au moins une, en général une ou deux, tout au plus trois, selon le travail que l'on aura accompli. Il faut fixer un chiffre de contrôle et répartir les tâches. Si le chiffre est trop élevé, ce sera une progression aventureuse; dans le cas contraire, on tombera dans la déviation de droite. Penser qu'il n'est pas forcément nécessaire de fixer un chiffre, c'est du laisser-aller. Peut-on créer plus de trois coopératives dans un district? Oui, bien sûr, pourvu qu'elles réunissent les conditions requises, se conforment aux statuts et résolutions, se créent sur la base du libre consentement, disposent de cadres qualifiés (les deux principaux critères étant l'impartialité et la compétence) et soient gérées comme il faut; c'est comme disait le général Han Sin à propos de ses troupes: Plus il y en aura, mieux cela vaudra[1].

Il faut inviter les comités du Parti des préfectures et des districts à déployer de gros efforts pour mener à bien ce travail. Les sections

* Entretiens que le camarade Mao Tsétoung a eus avec les responsables du Département du Travail rural du Comité central du Parti communiste chinois, avant et pendant la Troisième Conférence sur l'Entraide et la Coopération dans l'Agriculture, convoquée par le Comité central du Parti communiste chinois et tenue du 26 octobre au 5 novembre 1953.

du travail rural des bureaux du Comité central et celles des comités du Parti des provinces et des municipalités doivent prendre fermement en main cette tâche et axer sur elle toutes leurs activités.

On fixera les chiffres de contrôle et on répartira les tâches en conséquence. Cette répartition, qui se fera sans contrainte, n'est pas de l'autoritarisme. Après la conférence d'octobre, on aura, pour s'atteler au travail, novembre et décembre de cette année, puis janvier et février de l'année prochaine, plus le mois de mars pour le Nord, soit en tout quatre ou cinq mois. Je vous préviens dès aujourd'hui qu'on tiendra une réunion en vue d'une vérification dans les premiers mois de l'année prochaine. Vous pouvez être sûrs que cette vérification aura lieu, afin de voir comment ça marche.

Dans certaines régions de minorités nationales, où la réforme agraire n'est pas encore achevée, on peut ne pas créer de coopératives. Il y a quelques districts aussi, où le travail a été très mal fait, ceux, par exemple, qui comptent 30 à 40 pour cent de cantons retardataires et dont le secrétaire du comité du Parti se montre fort incompétent, de sorte que la coopération, une fois amorcée, y provoquerait du désordre; ces districts-là peuvent temporairement ne pas se lancer dans cette entreprise, on ne leur assignera pas de tâches. Mais les comités du Parti pour les provinces et les préfectures devront les aider à remettre de l'ordre dans leur travail et à créer les conditions nécessaires pour que des coopératives puissent être établies l'année prochaine en hiver, après la moisson d'automne.

En règle générale, on doit passer par l'équipe d'entraide avant d'arriver à la coopérative; mais, si on veut établir directement une coopérative, il est toujours permis d'essayer. Si on prend ce raccourci, et avec succès, ça ira plus vite. Pourquoi ne pourrait-on pas essayer? C'est fort possible.

Les sections du travail rural aux différents échelons doivent considérer l'entraide et la coopération comme une entreprise extrêmement importante. Comme les paysans individuels ne peuvent augmenter la production que dans une mesure limitée, il faut développer l'entraide et la coopération. Si ce n'est pas le socialisme qui occupe le front rural, ce sera inévitablement le capitalisme. Comment serait-il possible d'emprunter une voie qui ne soit ni capitaliste ni socialiste? La voie capitaliste peut aussi mener à une augmentation de la production, mais cela prend plus de temps; et c'est une voie douloureuse. Nous n'allons pas pratiquer le capitalisme, c'est une chose bien arrêtée. Si on n'édifie pas le socialisme, le capitalisme ne manquera pas de déferler partout.

La ligne générale, le programme général, l'industrialisation, la transformation socialiste, toutes ces questions seront abordées à la réunion qui va se tenir ce mois-ci.

"Protéger effectivement la propriété privée" et garantir les "quatre grandes libertés"[2] sont profitables aux paysans riches et aux paysans moyens aisés. Dès lors, pourquoi cela figure-t-il dans la loi? Certes, elle stipule que la propriété privée est à protéger, mais on n'y trouve pas le terme "effectivement". En ce moment, il y a des paysans qui vendent leurs terres, ce n'est pas bien; la loi ne l'interdit pas, mais nous devons faire du travail parmi eux pour les en empêcher. La solution, c'est de mettre sur pied des coopératives. Avec les seules équipes d'entraide, on n'arrive pas à dissuader les paysans de vendre leurs terres; il nous faut des coopératives, et surtout de grandes coopératives. Organisés dans de grandes coopératives, les paysans n'auront plus besoin de louer leurs terres; en effet, une grande coopérative de 100 à 200 foyers peut prendre en charge quelques veufs, veuves, orphelins ou autres personnes sans appui; et le problème se trouve résolu. Est-ce que les petites coopératives peuvent, elles aussi, faire quelque chose dans ce sens? C'est une question à étudier. Et les équipes d'entraide doivent aussi venir en aide aux veufs, veuves, orphelins et autres personnes sans appui. Là où on ne peut pas créer de grandes coopératives, on en établira de moyennes; et si cela est impossible, on en constituera de petites. Mais, bien entendu, il faudra en créer de moyennes ou de grandes chaque fois qu'on pourra. Il ne faut pas être mécontent à la vue des grandes. Une coopérative qui réunit 100 à 200 foyers doit être tenue pour une grande; celle-ci peut même en regrouper 300 à 400. Une grande coopérative englobant plusieurs sous-coopératives, c'est aussi une création et on ne doit pas forcément dissoudre les grandes coopératives. Bien gérer une coopérative ne veut pas dire que tout soit parfait. On doit savoir tirer profit de toutes sortes d'expériences, il faut se garder d'imposer partout le même modèle.

Les régions anciennement libérées doivent créer davantage de coopératives; toutefois, il se peut que certaines nouvelles régions libérées devancent des anciennes; par exemple, la région de Kouantchong ira probablement plus vite que le Chensi du Nord, et la plaine de Tchengtou, sans doute plus vite qu'une région comme Fouping. Il faut en finir avec le préjugé selon lequel les régions nouvellement libérées ne peuvent marcher que lentement. Le Nord-Est n'est pas en fait une région anciennement libérée, et la Mandchourie du Sud ne diffère guère des régions au sud de la Grande Muraille, tardivement libérées.

Le Kiangsou et la région de Hangtcheou-Kiahsing-Houtcheou vont devancer, selon toute probabilité, les régions montagneuses anciennement libérées du Chantong et de la Chine du Nord, et ils doivent les devancer. Généralement parlant, le mouvement de coopération dans les régions nouvellement libérées peut se dérouler à un rythme moins rapide, mais, en certains endroits où les cadres sont capables et la population fortement concentrée sur un terrain plat, il se peut qu'après la création de quelques coopératives modèles, la coopération connaisse un développement assez rapide.

Dans la Chine du Nord, on compte actuellement 6.000 coopératives. Pour en avoir le double, il suffit de répartir les tâches; et si l'on veut le triple, il convient alors de procéder à des consultations. Il faut répartir les tâches d'une façon rationnelle et avoir des chiffres de contrôle, sinon on travaillerait sans plan précis. Pour le Nord-Est, le nombre des coopératives devra être multiplié par deux, deux et demi, ou trois; et il en sera de même pour la Chine du Nord. Les chiffres de contrôle ne doivent pas être trop élevés afin que les échelons locaux puissent aller au-delà, car dépasser la norme exalte l'enthousiasme.

En créant des coopératives, il faut suivre le principe de quantité, qualité, économie. Par économie, j'entends qu'il ne faut pas "fabriquer des produits de rebut", sous peine de gaspiller les énergies des paysans et d'entraîner des conséquences néfastes, un échec sur le plan politique et une baisse de la production céréalière. On doit en définitive accroître la production, notamment celle des céréales, du coton, de la canne à sucre et des légumes. Si l'on n'arrive pas à produire davantage de grains, cela conduira à une impasse et ne profitera ni à l'Etat ni à la population.

Les banlieues doivent produire plus de légumes; sinon, on se trouvera aussi dans une situation sans issue, l'Etat et la population en pâtiront. Dans les banlieues, comme le sol est fertile, bien aplani et qu'il relève de la propriété publique, on peut constituer en priorité de grandes coopératives. Naturellement, il faut procéder avec minutie; le manque de soin est d'autant plus inadmissible que la culture maraîchère diffère de celle des céréales. On doit établir, à titre d'essai, des coopératives types et se garder de toute progression aventureuse.

Pour l'approvisionnement des villes en produits maraîchers, on ne peut compter sur les paysans individuels qui vont en ville vendre leurs légumes. On doit trouver des moyens pour augmenter la production, et les coopératives d'approvisionnement et de vente doivent, elles

aussi, prendre des mesures. A l'heure actuelle, dans les grandes villes, il y a une contradiction très aiguë entre l'offre et la demande en légumes.

Il en est également ainsi pour les céréales et le coton; et bientôt une grande contradiction du même genre apparaîtra pour ce qui est de la viande et des matières grasses. L'offre se laisse distancer par la demande qui s'accroît considérablement.

Pour régler la contradiction entre l'offre et la demande, il faut résoudre celle entre le système de propriété et les forces productives. Quelle est la forme de propriété qui convient, la propriété individuelle ou la propriété collective? La propriété capitaliste ou la propriété socialiste? Les rapports de production basés sur la propriété individuelle sont foncièrement incompatibles avec un approvisionnement abondant. De cette forme de propriété on doit passer à la propriété collective, passer au socialisme. On distingue la coopérative de forme élémentaire, caractérisée par un apport en terres, et celle de forme supérieure, où les terres, mises en commun, sont devenues propriété de la coopérative.

On peut bien dire que la ligne générale est là pour résoudre le problème de la propriété. La propriété d'Etat doit être étendue par la mise sur pied, la rénovation et l'agrandissement d'entreprises d'Etat. Il y a deux sortes de propriétés privées: celle des travailleurs et celle de la bourgeoisie; la première doit être transformée en propriété collective, et la seconde, en propriété d'Etat (en passant par les entreprises mixtes, à capital privé et d'Etat, qui seront intégrées au secteur socialiste). C'est ainsi seulement qu'il sera possible de développer les forces productives et de réaliser l'industrialisation du pays. La contradiction entre l'offre et la demande ne saurait être résolue qu'avec le développement des forces productives.

## II. ENTRETIEN DU 4 NOVEMBRE

Tout ce que nous faisons doit concorder avec la réalité; autrement on tombe dans l'erreur. Agir en fonction de la réalité signifie tenir compte des besoins et des possibilités du moment, et celles-ci portent sur les conditions politiques et économiques ainsi que sur l'état des cadres. Aujourd'hui, le développement de la coopération agricole s'avère à la fois nécessaire et possible. Il y a là une grande potentialité. Ne pas

la mettre en valeur, c'est marquer le pas tout en prétendant avancer à pas assurés. Les jambes sont faites pour marcher, on aurait tort de toujours piétiner. C'était une faute — et c'en est toujours une — que de dissoudre de force les coopératives qui possédaient toutes les conditions requises. "Le redressement des erreurs dues à la précipitation et à la progression aventureuse" était en somme une bourrasque qui s'est abattue d'en haut et a renversé des coopératives qu'on aurait dû maintenir. Il faut mener des enquêtes à propos de ces coopératives, donner des éclaircissements et avouer l'erreur commise, sinon les cadres des cantons et les éléments actifs des coopératives en question garderont toute leur rancœur.

Il faut édifier le socialisme. "Protéger effectivement la propriété privée" est une conception bourgeoise. "Se réunir toute la journée, parler sans aborder aucun sujet sérieux et se plaire à accorder de petites faveurs: difficile alors d'arriver à quelque chose". "Sans aborder aucun sujet sérieux" signifie ne pas parler du socialisme, ne pas édifier le socialisme. L'établissement du crédit agricole, l'octroi de grain à titre d'assistance, la perception de l'impôt agricole à taux fixe, la réduction ou l'exemption de cette charge en vertu des décrets, l'aménagement d'ouvrages hydrauliques de petite envergure, le creusement des puits et des canaux, les labours profonds et la plantation serrée, l'épandage rationnel des engrais, la popularisation des charrues de type nouveau, des norias, des pulvérisateurs, des insecticides, etc. sont autant de bonnes choses. Cependant, ce ne sont là que de petites faveurs accordées aux paysans, si on fait cela sur la base de la petite économie paysanne plutôt que sur celle du socialisme. Mais, si on lie ces bonnes choses à la ligne générale, au socialisme, ce sera tout différent, il ne s'agira plus de petites faveurs. Il faut édifier le socialisme et établir un lien entre ces bonnes choses et lui. Quant à "protéger effectivement la propriété privée" et à garantir les "quatre grandes libertés", cela constitue, à plus forte raison, une faveur modique, dont les bénéficiaires sont d'ailleurs les paysans riches et les paysans moyens aisés. Si on voulait augmenter considérablement la production de céréales et résoudre le problème de l'alimentation, problème majeur ayant trait à la prospérité nationale et au bien-être du peuple, en comptant sur la petite économie paysanne, en accordant de petites faveurs sur la base de l'économie individuelle, plutôt qu'en s'appuyant sur le socialisme, il serait vraiment "difficile alors d'arriver à quelque chose"!

Un vieil adage dit: "Quand on tire la corde principale du filet, les mailles s'ouvrent". Ce n'est qu'en actionnant l'axe que l'on peut

mettre en mouvement le reste; l'axe, c'est le thème principal. La contradiction entre le socialisme et le capitalisme ainsi que sa solution graduelle, voilà le thème principal, voilà l'axe. Tenir cet axe, c'est avoir en main le levier de commande de toutes les activités politiques et économiques destinées à aider les paysans.

Il existe dans les coopératives agricoles de production des contradictions internes comme externes. Les coopératives actuelles sont encore de caractère semi-socialiste et les exploitations individuelles en dehors des coopératives reposent entièrement sur la propriété privée; il existe donc une contradiction entre les deux. A la différence des coopératives, les équipes d'entraide ne font que pratiquer le travail en commun; elles ne touchent pas à la propriété. Les coopératives existantes sont encore fondées sur la propriété privée, les membres restant propriétaires de leurs apports en terres, bêtes de trait et gros outillage agricole; ainsi, il existe également une contradiction au sein des coopératives mêmes, entre les facteurs socialistes et la propriété privée; cette contradiction, il faudra la régler progressivement. Elle sera résolue plus tard, quand on aura passé de la propriété semi-publique et semi-privée actuelle à la propriété collective. La méthode que nous appliquons est d'avancer pas à pas: on passe des équipes d'entraide renfermant des germes du socialisme aux coopératives de type semi-socialiste d'abord, aux coopératives de type entièrement socialiste ensuite (connues aussi sous le nom de coopératives agricoles de production; il ne convient pas de les appeler kolkhozes). En général, les équipes d'entraide servent encore de base aux coopératives agricoles de production.

A un moment donné, certains documents ne faisaient pas mention de l'entraide et de la coopération; dans chacun d'eux j'ai ajouté quelques mots appelant à développer l'entraide et la coopération ou à entreprendre tout travail politique et économique, indispensable et réalisable. Invoquant l'existence de la petite économie paysanne, d'aucuns combattaient tout particulièrement les ingérences excessives dans les affaires des paysans. Effectivement, à l'époque, on a constaté des ingérences excessives: les "cinq excès" qui, se déversant d'en haut par divers canaux, avaient créé à la base une grande confusion. Les "cinq excès" ne sont à aucun moment admissibles, pas plus dans les régions rurales que dans les usines et les unités de l'armée. Le Comité central a émis plusieurs documents dans lesquels il se prononce contre les ingérences excessives, ce qui a fait quelque bien. Qu'est-ce donc qu'une ingérence excessive? C'est élaborer un plan de manière subjec-

tiviste et irréaliste, sans tenir compte de ce qui est nécessaire et possible; ou, même quand le plan est réaliste, recourir à l'autoritarisme dans son exécution. Le subjectivisme et l'autoritarisme sont toujours inadmissibles, et il en sera encore ainsi dans dix mille ans. Ils sont à rejeter non seulement pour la petite économie paysanne dispersée, mais aussi pour les coopératives. Cependant, le fait d'entreprendre ce qui est nécessaire et réalisable, sans user de méthodes autoritaires, ne doit pas être taxé d'intervention excessive. Nous devons nous servir de ce critère pour vérifier notre travail. Tout ce qui est subjectiviste, non conforme à la réalité, est erroné; tout procédé autoritaire l'est aussi. Piétiner sur place est une manifestation de la déviation de droite; s'obstiner à faire ce que les possibilités réelles ne permettent pas, c'est dévier à "gauche"; ce sont là autant de manifestations du subjectivisme. S'il est erroné de procéder à une progression aventureuse, c'était une faute de n'avoir pas créé des coopératives qui auraient pu être établies, et c'est une faute plus grande encore de dissoudre de force des coopératives.

"La vie est dure à la campagne, la situation n'est guère encourageante, les mesures adoptées ne cadrent pas avec la petite économie paysanne." Tels sont les propos que l'on entend au sein comme en dehors du Parti. A la campagne, la vie est certes un peu dure, mais il faut procéder à une analyse adéquate à ce sujet. En fait, la vie à la campagne n'est pas si dure: environ 10 pour cent seulement des foyers manquent de grain, et la moitié d'entre eux, composés de veufs, veuves, orphelins et autres personnes sans appui, ont de grandes difficultés faute de force de travail; mais les équipes d'entraide et les coopératives peuvent leur apporter de l'aide. Leur vie s'est quand même beaucoup améliorée par rapport à l'époque du Kuomintang; en tout cas, des terres leur ont été distribuées. Il est vrai que la vie est dure pour ceux qui ont été frappés par des calamités naturelles, mais on leur a donné du grain à titre d'assistance. Les conditions de vie des paysans sont, en général, assez bonnes et elles tendent à s'améliorer, voilà pourquoi 80 à 90 pour cent des paysans sont satisfaits et soutiennent le gouvernement. Les propriétaires fonciers et les paysans riches, qui représentent 7 pour cent environ de la population rurale, sont mécontents du gouvernement. "La vie est dure à la campagne, on n'en peut plus." Je n'ai jamais été de cet avis. En affirmant que la vie est dure à la campagne, certains ont aussi parlé de la dispersion qui caractérise la vie rurale, c'est-à-dire de la dispersion propre à la petite économie paysanne, mais ce faisant, ils ne soufflaient mot de l'établissement des

coopératives. La transformation socialiste de l'économie individuelle, le développement de l'entraide et de la coopération, la création des coopératives, c'est là non seulement une orientation à suivre, mais aussi la tâche même du moment.

S'il n'y avait pas eu la Conférence sur le Travail des Finances et de l'Economie, tenue aux mois de juillet et d'août derniers, le problème de la ligne générale n'aurait pu être résolu pour beaucoup de camarades. Cette conférence avait précisément pour tâche principale de régler ce problème. Critiquer Po Yi-po, c'est critiquer son erreur de s'écarter de la ligne générale. Celle-ci peut se résumer ainsi: réaliser graduellement l'industrialisation socialiste du pays et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. L'achat et l'approvisionnement planifiés des grains, qui viennent d'être mis en pratique, donnent une grande impulsion au socialisme. Puis, nous avons convoqué la présente conférence sur l'entraide et la coopération, qui lui imprimera une nouvelle impulsion considérable. Du fait que, durant une bonne moitié de cette année, il y a eu un recul dans le mouvement d'entraide et de coopération, la présente conférence devrait adopter une attitude plus active à cet égard. Mais les mesures politiques à appliquer doivent être expliquées clairement; cela est d'une très grande importance.

"Direction active et développement méthodique" est un excellent mot d'ordre. Pendant une bonne moitié de cette année, le mouvement a connu un recul, il a marqué le pas sans avancer, ce n'est pas très bien. Mais cela aussi a du bon. C'est comme dans les opérations militaires: après une bataille, on consacre un certain temps au repos, à l'instruction et à la consolidation des troupes avant d'en engager une autre. Le problème est que, à certains endroits, on a abandonné un peu trop de positions; ailleurs, il ne s'agit pas d'avoir trop reculé, mais on n'a pas créé ni permis de créer des coopératives dont l'établissement était possible, ou bien on n'a pas approuvé celles qui venaient d'être fondées, les considérant comme illégales. Dans le monde, il arrive souvent que beaucoup de choses nouvelles et justes soient considérées comme illégales. Dans le passé, nous étions dans l'"illégalité" alors que le Kuomintang était "légal"! Or, ces coopératives "illégales" se sont maintenues et s'assurent une bonne gestion. Pourriez-vous ne pas les reconnaître? En fin de compte, vous devrez admettre qu'elles sont légales; après tout, elles ont triomphé.

A cette conférence, on a insisté sur la direction active et le développement méthodique, mais il est à prévoir qu'il se produira des

complications. Vous dites qu'il faut diriger activement et développer méthodiquement le mouvement, mais dans la pratique vous risquez de ne pas y arriver. Cette direction et ce développement exigent qu'on fixe des chiffres de contrôle, qu'on répartisse les tâches, puis qu'on vérifie si celles-ci ont été accomplies. Ne pas remplir la tâche là où il est possible de la mener à bien, c'est inadmissible, c'est manquer d'enthousiasme pour le socialisme. Il ressort d'une enquête que 5 à 10 pour cent des coopératives ont accusé une baisse de production et que leur gestion laisse beaucoup à désirer. Un tel état de choses est dû à l'absence d'une direction active. Bien entendu, il est inévitable qu'un petit nombre de coopératives, faute d'une bonne gestion, aient vu diminuer leur production. Mais si 20 pour cent des coopératives, ou même plus, enregistraient une baisse de production, cela poserait un problème.

La ligne générale vise à transformer graduellement les rapports de production. Staline a dit que la base des rapports de production, c'est la propriété[3]; c'est un point que nos camarades doivent bien comprendre. A l'heure actuelle, la propriété privée et la propriété publique socialiste sont légales l'une comme l'autre, mais la première deviendra peu à peu illégale. "Protéger effectivement la propriété privée" et pratiquer les "quatre grandes libertés" sur un lopin de terre de trois mous, c'est accroître la force des paysans riches qui sont en petit nombre, c'est suivre la voie capitaliste.

Les cadres des échelons du district et de l'arrondissement doivent axer progressivement leur travail sur l'entraide et la coopération dans la production agricole, sur l'édification du socialisme. S'ils n'œuvrent pas pour le socialisme, pour quoi travaillent-ils alors? Pour l'économie individuelle? Les secrétaires des comités du Parti pour les districts et les arrondissements doivent considérer l'édification du socialisme comme une tâche d'importance majeure. Il faut que les secrétaires assument leur responsabilité. Moi-même, je suis le secrétaire du Comité central. Les secrétaires des bureaux du Comité central, des comités du Parti pour les provinces, les préfectures, les districts, les arrondissements, bref, les secrétaires à tous les échelons doivent assumer leur responsabilité et prendre eux-mêmes la tâche en main. Le Comité central consacre maintenant 70 à 80 pour cent de ses efforts à la transformation socialiste de l'agriculture. La transformation de l'industrie et du commerce capitalistes entre aussi dans le cadre de l'édification du socialisme. Les camarades des sections du travail rural aux différents échelons et tous ceux qui participent à la présente

conférence doivent devenir des experts en matière de transformation socialiste de l'agriculture, s'y connaissant en théorie, ligne, mesures politiques et méthodes.

Pour l'approvisionnement des villes en légumes, l'essentiel est d'assurer une fourniture planifiée. Dans les grandes villes et dans les nouvelles agglomérations, où la population est fortement concentrée, comment pourrait-on se passer de légumes? Il faut trouver une solution à ce problème. Comme les équipes d'entraide dans les banlieues n'arrivent pas à assurer la production et la fourniture des légumes, on peut établir directement des coopératives de type semi-socialiste, et même de type entièrement socialiste, sans passer par les équipes d'entraide. Cette question est à étudier.

Voici notre plan pour l'établissement de coopératives: on en créera un peu plus de 32.000 à partir de cet hiver ou du printemps prochain jusqu'à la veille de la moisson d'automne; en 1957, il sera possible de porter leur nombre à 700.000. Cependant, il est à prévoir qu'à un certain moment un développement soudain pourrait le faire passer à un million et même plus. En un mot, il faut garantir la quantité et la qualité, et assurer une direction active et un développement méthodique.

Notre Conférence a été un succès. Si, au lieu de la tenir maintenant, nous l'avions reportée à janvier prochain, cela aurait été trop tard, car nous ne pourrions pas profiter de cet hiver. Une nouvelle conférence aura lieu le 26 mars 1954, en vue de vérifier l'exécution de notre plan. C'est une très bonne idée que d'avoir fixé, au cours de notre Conférence, la date de la suivante où l'on vérifiera l'application de nos résolutions. L'automne prochain, nous nous retrouverons pour discuter et fixer les tâches de l'hiver suivant.

## NOTES

[1] Han Sin fut un grand général sous le règne de Lieou Pang, premier empereur de la dynastie des Han. D'après les *Mémoires historiques*, ce dernier lui demanda un jour: "Combien de troupes pouvez-vous commander?" Et Han Sin de répondre: "Plus il y en aura, mieux cela vaudra."

[2] Voir p. 239 du présent tome.

[3] Voir J. Staline: "Le Matérialisme dialectique et le matérialisme historique".

# SUR LE PROJET DE CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE*

(14 juin 1954)

Notre projet de constitution semble bien avoir l'appui général. De la discussion sur l'avant-projet de constitution à laquelle ont participé plus de 500 personnes à Pékin et des éléments actifs des divers milieux dans les provinces et municipalités, c'est-à-dire de la large discussion engagée parmi plus de 8.000 personnes représentatives de tout le pays, il ressort que l'avant-projet est assez bien fait et qu'il a obtenu une adhésion et un soutien unanimes. De nombreux orateurs se sont exprimés aujourd'hui dans le même sens.

Pourquoi a-t-il fallu organiser une discussion aussi large? C'est qu'elle offrait plusieurs avantages. D'abord, il s'agissait de voir si les masses allaient accepter ce qu'avaient proposé un petit nombre de personnes. Or, la discussion a montré que les articles essentiels de l'avant-projet et les principes fondamentaux qui y sont formulés rencontraient l'adhésion générale. Tout ce qu'il contenait de juste a été gardé. Le fait que les propositions de ce petit nombre de dirigeants aient été accueillies favorablement par des milliers de personnes prouve qu'elles sont bien fondées, pertinentes et réalisables. Cela nous a donné confiance. D'autre part, on a pu recueillir, grâce à cette discussion, plus de 5.900 suggestions (questions non comprises), qui peuvent se classer en trois catégories. Les unes ne sont pas correctes. D'autres sont inadéquates, bien qu'elles ne soient pas franchement incorrectes, et il ne convient pas de les adopter. Pourquoi alors les avoir recueillies si c'est pour ne pas les retenir? Quel intérêt y a-t-il eu à les recueillir? Ceci a du bon, car ainsi nous pouvons savoir que parmi plus de 8.000 personnes, on a de telles idées sur notre constitution, et faire une comparaison. D'autres, enfin, sont celles que nous avons

* Intervention du camarade Mao Tsétoung à la trentième session du Conseil du Gouvernement populaire central.

adoptées. Elles sont bien sûr excellentes, indispensables. Sans elles, l'avant-projet de constitution, bien qu'il soit solide dans l'ensemble, comportait des lacunes, des imperfections, et manquait d'élaboration. Sans doute le projet actuel a des insuffisances, lui aussi, il est encore imparfait, et on devra le soumettre au peuple tout entier. Mais tel qu'il est à présent, il paraît assez complet et c'est grâce à toutes les suggestions pertinentes qui ont été retenues.

Pour quelle raison le projet actuel a-t-il obtenu l'adhésion générale? Une des raisons, je crois, c'est que nous avons employé, au cours de son élaboration, la méthode consistant à combiner les opinions de l'organisme dirigeant avec celles des masses. Fruit de la synthèse des idées d'un petit nombre de dirigeants avec celles de plus de 8.000 personnes, ce projet, une fois rendu public, sera examiné par tout le peuple pour que les idées de ce dernier soient associées à celles de l'autorité centrale. C'est la méthode de travail qui lie la direction aux masses, les dirigeants aux nombreux éléments actifs. Nous l'avons employée dans le passé et nous continuerons à l'employer à l'avenir. Nous ferons de même pour tout texte législatif important. Cette fois-ci, en adoptant cette méthode, nous avons pu élaborer un projet de constitution assez satisfaisant et assez complet.

Pourquoi tous les participants à notre session ainsi que les nombreux éléments actifs soutiennent-ils ce projet de constitution? Pourquoi le trouvent-ils satisfaisant? Pour deux raisons surtout: 1) ce projet est un bilan de l'expérience historique; 2) il allie principes et souplesse.

Premièrement, ce projet de constitution résume l'expérience historique, surtout celle de ces cinq dernières années de révolution et d'édification. C'est un bilan de l'expérience que nous avons acquise aussi bien dans la révolution populaire, dirigée par le prolétariat contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, que ces dernières années dans les réformes sociales, l'édification économique, l'édification culturelle et les activités gouvernementales. Il tient également compte de l'expérience acquise en matière de constitution depuis les "Dix-neuf articles constitutionnels"[1] promulgués vers la fin de la dynastie des Tsing jusqu'à la *Constitution de la République chinoise pour la période de tutelle politique* du gouvernement réactionnaire de Tchiang Kaï-chek et à la pseudo-constitution de celui-ci, en passant par la *Constitution provisoire de la République chinoise*[2] de 1912 et les quelques constitutions et projets de constitution établis par les gouvernements des seigneurs de guerre du Peiyang[3]. Parmi ces constitutions,

il y en a une qui était positive et les autres de caractère négatif. Ainsi, la *Constitution provisoire de la République chinoise* de 1912 était à l'époque quelque chose de bien fait en son genre. Certes, elle accusait des imperfections et des lacunes, elle était de nature bourgeoise, mais elle revêtait un certain caractère révolutionnaire et démocratique. Cette constitution était très simple; on dit qu'elle a été élaborée à la hâte et adoptée à peine un mois après. Les autres constitutions et projets de constitution étaient entièrement réactionnaires. Notre projet de constitution, à nous, est principalement un bilan de l'expérience acquise dans la révolution et l'édification de notre pays; en même temps il combine cette expérience avec celle des autres pays. Notre Constitution est de type socialiste. Basée principalement sur notre propre expérience, elle comporte aussi ce qu'il y a de bon dans les constitutions de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire. En matière de constitution, c'est la bourgeoisie qui nous a précédés. Que ce soit en Grande-Bretagne, en France ou aux Etats-Unis, cette classe a connu une période révolutionnaire, et c'est alors qu'elle a entrepris d'établir des constitutions. Nous ne pouvons rayer d'un trait de plume la démocratie bourgeoise en déniant aux constitutions bourgeoises leur place dans l'Histoire. Mais les constitutions bourgeoises actuellement en vigueur ne sont pas bonnes du tout, elles sont mauvaises, et celles des pays impérialistes, plus particulièrement, visent à abuser et à opprimer la majorité des gens. Notre Constitution à nous est une constitution de type nouveau, socialiste, elle diffère de celles du type bourgeois. Elle est beaucoup plus progressiste que les constitutions élaborées par la bourgeoisie pendant sa période révolutionnaire, car nous sommes supérieurs à la bourgeoisie.

Deuxièmement, notre projet de constitution allie principes et souplesse. Il est fondé essentiellement sur deux principes: la démocratie et le socialisme. Notre démocratie, ce n'est pas la démocratie bourgeoise, mais la démocratie populaire, autrement dit la dictature démocratique populaire, dirigée par le prolétariat et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. C'est ce principe de démocratie populaire qui, d'un bout à l'autre, est le fil conducteur de notre Constitution. L'autre principe, c'est le socialisme. Actuellement, il existe déjà dans notre pays. Notre Constitution stipule qu'il faut réaliser la transformation socialiste et l'industrialisation socialiste du pays. Voilà nos principes. Pour appliquer le principe du socialisme, faudrait-il réaliser du jour au lendemain le socialisme à l'échelle nationale et dans tous les domaines? Une telle façon d'agir, très révolutionnaire en apparence,

mais dépourvue de souplesse, n'aboutirait à rien, se heurterait à des oppositions et serait vouée à l'échec. Qu'il soit donc permis d'accomplir pas à pas ce qui ne peut se faire d'un seul coup. Par exemple, le capitalisme d'Etat doit se pratiquer graduellement. Il ne se présente pas sous une seule forme — entreprise mixte, à capital privé et d'Etat, mais sous diverses formes. D'un côté, c'est "graduellement", et de l'autre, "sous diverses formes", cela signifie que l'on met graduellement en pratique le capitalisme d'Etat sous diverses formes, pour parvenir à la propriété socialiste du peuple entier. Passer à celle-ci, c'est le principe. Pour le réaliser, il faut le combiner avec la souplesse. Et la souplesse trouve son expression dans le capitalisme d'Etat qui se présente non pas sous une seule mais sous "diverses" formes, et qui se réalise non pas en un seul jour mais "graduellement". Voilà pour la souplesse. Ce qui est réalisable maintenant, nous l'inscrivons dans la Constitution; ce qui ne l'est pas, nous ne l'y mettons pas. Prenons à titre d'exemple les moyens matériels pour garantir les droits civiques. A mesure que la production se développera, ces moyens seront sûrement accrus, mais pour le moment, nous stipulons seulement qu'ils seront "graduellement accrus". Cela tient aussi de la souplesse. Prenons encore le front uni dont il est fait mention dans le Programme commun et également dans le préambule du présent projet de constitution. Il faut avoir un "large front uni démocratique populaire, composé de toutes les classes démocratiques, de tous les partis démocratiques, de toutes les organisations populaires", ce qui permettra de rassurer les diverses couches sociales, la bourgeoisie nationale, les partis démocratiques, les paysans et la petite bourgeoisie urbaine. Il y a encore le problème des minorités nationales, qui présente à la fois des aspects communs et des aspects particuliers. Les points communs sont prévus dans des articles généraux, les points particuliers dans des articles spécifiques. Les minorités nationales ont leurs propres caractéristiques sur les plans politique, économique et culturel. Quelles sont donc leurs caractéristiques économiques? L'article 5, par exemple, stipule qu'à l'heure actuelle, dans la République populaire de Chine, la propriété des moyens de production comprend quatre formes: mais en réalité, dans les régions de minorités nationales, on en trouve d'autres. La propriété de la communauté primitive existe-t-elle encore? Probablement oui chez certaines minorités nationales. La propriété esclavagiste et la propriété féodale subsistent également dans notre pays. Aujourd'hui, il est évident que les régimes esclavagiste, féodal et capitaliste sont mauvais, mais dans l'Histoire, ils se sont avérés plus progressistes

que le régime de la communauté primitive. Progressistes au début de leur existence, ils ne le sont plus par la suite; par conséquent, ils se voient remplacés chacun à son tour. L'article 70 du projet de constitution prévoit que, dans les régions de minorités nationales, on peut "établir des statuts fixant l'exercice de l'autonomie ou des règlements particuliers conformément aux caractéristiques politiques, économiques et culturelles de la nationalité ou des nationalités de la région en question". Ce sont là autant de manifestations de la liaison des principes avec la souplesse.

Si tout le monde soutient ce projet de constitution et le trouve bien fait, c'est pour la double raison qu'il a, de façon correcte et convenable, résumé l'expérience et allié les principes à la souplesse. Autrement, je crois, on ne lui aurait pas accordé approbation et louanges.

Cette Constitution à l'état de projet est parfaitement applicable et doit être mise en vigueur. Naturellement, ce n'est aujourd'hui qu'un projet, mais dans quelques mois, une fois adoptée par l'Assemblée populaire nationale, elle deviendra la Constitution officielle. Nous devons, dès aujourd'hui, nous préparer à l'appliquer. Et après son adoption, il incombera à tout le peuple, à chaque citoyen de l'observer. En particulier, les travailleurs des organismes d'Etat devront en donner l'exemple, et avant tout les camarades ici présents. Ne pas s'y conformer, ce serait la violer.

Notre projet de constitution, une fois publié, aura le soutien unanime de notre peuple et soulèvera son enthousiasme. Une organisation doit avoir ses règles, un Etat doit aussi avoir les siennes. La Constitution, c'est un ensemble de règles générales, c'est la charte fondamentale. Fixer les principes de la démocratie populaire et du socialisme sous forme de charte fondamentale, la Constitution, de sorte que notre peuple ait devant lui une voie clairement définie et qu'il se rende compte qu'il peut suivre ce chemin bien tracé et correct, voilà qui rehaussera son enthousiasme.

La publication du projet de constitution aura-t-elle des répercussions sur le plan international? Oui, dans le camp démocratique et aussi dans les pays capitalistes. Les peuples du camp démocratique se réjouiront de ce que nous avons devant nous une voie clairement définie, bien tracée et correcte; ils partageront la joie des Chinois. Il en ira de même pour les peuples opprimés et exploités des pays capitalistes lorsqu'ils l'auront appris. Certes, ce ne sera pas le cas de certaines gens, tels que les impérialistes et Tchiang Kaï-chek. Selon vous, Tchiang Kaï-chek en sera-t-il content? Il n'y a pas lieu, je pense, de

lui demander son avis pour savoir qu'il en sera mécontent. Nous le connaissons fort bien: il n'approuvera en aucune façon notre Constitution. Le président Eisenhower en sera, lui aussi, mécontent et la trouvera mauvaise. Ils diront qu'elle nous indique une voie clairement définie, bien tracée mais très mauvaise, une fausse voie, et que le socialisme et la démocratie populaire, c'est une erreur. Ils n'approuveront pas non plus notre souplesse. Ce qui leur plairait le plus, c'est que nous tentions de réaliser du jour au lendemain le socialisme et plongions ainsi notre pays dans un énorme chaos; ils en seraient ravis. Quant à notre front uni, il ne leur plaît guère non plus; ce qu'ils souhaitent, c'est de nous voir former un "jeu d'une même couleur". Notre Constitution reflète nos particularités nationales, mais elle présente aussi un caractère international; elle constitue un phénomène national aussi bien qu'international. Nombreux sont les pays qui subissent l'oppression impérialiste et féodale, comme il en a été pour nous; leurs populations représentent la majorité de l'humanité; le fait que nous avons une constitution révolutionnaire, une constitution de démocratie populaire, et une voie clairement définie, bien tracée et correcte sera profitable aux peuples de ces pays.

Le but général de notre lutte est d'édifier un grand Etat socialiste. Pour un vaste pays de 600 millions d'habitants comme le nôtre, combien de temps prendront l'industrialisation socialiste, la transformation socialiste de l'agriculture et sa mécanisation, bref l'édification d'un grand Etat socialiste? Pour le moment, ne nous fixons pas un délai avec trop de rigueur, il nous suffira probablement de trois quinquennats, c'est-à-dire d'une quinzaine d'années environ pour jeter une base. Mais alors, la Chine sera-t-elle devenue très puissante? Pas forcément. A mon sens, pour édifier un grand pays socialiste, il nous faudra sans doute une cinquantaine d'années, soit dix quinquennats; notre pays sera alors à peu près comme il faut, assez présentable, bien différent de ce qu'il est actuellement. Que pouvons-nous produire à présent? Des tables et des chaises, des tasses et des théières, des céréales et de la farine, et aussi du papier, mais nous ne pouvons fabriquer ni une automobile, ni un avion, ni un tank, ni un tracteur. Il n'y a pas de quoi se vanter ni se rengorger. Je ne veux pas dire, naturellement, que l'on pourra se rengorger un peu si l'on arrive à construire une automobile, se pavaner si l'on en sort dix et monter sur ses ergots à mesure que le nombre de voitures augmentera. Voilà qui ne va pas. Même dans cinquante ans, lorsque notre pays sera présentable, nous devrons rester aussi modestes que maintenant; ce serait mauvais de se gonfler d'orgueil et de regar-

der les autres du haut de sa grandeur. Gardons-nous de devenir présomptueux même au bout de cent ans. Il ne faudra jamais être orgueilleux.

Notre Constitution est de type socialiste, mais elle n'est pas encore une constitution complètement socialiste, elle n'est valable que pour la période de transition. Il nous appartient maintenant de réaliser l'unité de tout le peuple et d'unir à nous toutes les forces qui peuvent et doivent être unies en vue de lutter pour édifier un grand Etat socialiste. C'est dans ce but que la présente Constitution a été élaborée.

Pour terminer, je vais éclaircir une question. On dit que c'est à cause de l'extrême modestie de certains que des articles ne figurent plus dans le projet de constitution. Cette explication n'est pas la bonne. Ce n'est pas une question de modestie; il aurait été impropre, injustifiable et non scientifique de les inclure. Dans un pays de démocratie populaire comme le nôtre, des articles aussi impropres ne doivent pas être consignés dans la Constitution. Il n'est pas vrai qu'on a exclu par simple modestie ce qui aurait pu y être inséré. Dans le domaine scientifique, il n'est pas question de modestie; or l'élaboration de la constitution est un travail scientifique. Nous ne croyons à rien d'autre que la science; en d'autres termes, nous ne devons jamais nous laisser guider par une foi aveugle. Ce qui est juste reste juste, ce qui ne l'est pas est faux, que cela provienne d'un Chinois ou d'un étranger, de quelqu'un qui n'est plus ou d'un vivant. Autrement, c'est se laisser guider par une foi aveugle; et il faut s'en débarrasser. Qu'il s'agisse des temps anciens ou modernes, croyons à ce qui est juste et rejetons ce qui ne l'est pas. De plus, nous ne devons pas nous contenter de le rejeter, nous devons le critiquer. Voilà une attitude scientifique.

## NOTES

[1] Il s'agit des *Dix-neuf articles constitutionnels importants* édictés par le gouvernement des Tsing en novembre 1911.

[2] Cette Constitution fut promulguée après la Révolution de 1911 par le Dr Sun Yat-sen, alors président provisoire de la République chinoise.

[3] Il s'agit du *Projet de constitution du Temple du Ciel* de 1913 et de la *Constitution* de 1914 établis par le gouvernement de Yuan Che-kai, de la *Constitution* de 1923 et du *Projet de constitution* de 1925 élaborés respectivement par le gouvernement de Tsao Kouen et le gouvernement provisoire de Touan Ki-jouei.

# LUTTONS POUR EDIFIER UN GRAND ETAT SOCIALISTE*

(15 septembre 1954)

Camarades députés,

La première session de la Ire Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine s'ouvre aujourd'hui à Pékin, capitale de notre pays.

Sur un total de 1.226 députés, 1.211 se sont inscrits, 15 se sont fait excuser pour raison de santé ou autres motifs, et parmi les députés inscrits 70 sont absents aujourd'hui pour les raisons indiquées plus haut. Ainsi, 1.141 députés sont présents à la séance d'aujourd'hui; le quorum est atteint.

Des tâches importantes incombent à la première session de la Ire Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine.

Ces tâches sont les suivantes:

Adoption de la Constitution;

Vote de quelques lois importantes;

Approbation du rapport sur les activités du gouvernement;

Election du nouveau personnel dirigeant de l'Etat.

Cette session a une grande portée historique. Elle est le jalon marquant les nouvelles victoires remportées par notre peuple et les nouveaux progrès qu'il a accomplis depuis la fondation de notre République en 1949. La Constitution qui sera adoptée par la présente session fera avancer d'un grand pas la cause du socialisme dans notre pays.

Notre tâche générale est d'unir le peuple tout entier, de gagner le soutien de tous nos amis de l'étranger et de lutter pour édifier un grand

* Allocution d'ouverture prononcée par le camarade Mao Tsétoung à la première session de la Ire Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine.

Etat socialiste, défendre la paix mondiale et promouvoir la cause du progrès de l'humanité.

Nous, peuple chinois, nous devons travailler dur, puiser de notre mieux dans l'expérience d'avant-garde de l'Union soviétique et des autres pays frères, être consciencieux et diligents, nous encourager et nous entraider les uns les autres, nous garder de toute vantardise et de toute présomption, afin d'être à même, en quelques quinquennats, de transformer notre pays, aujourd'hui économiquement et culturellement arriéré, en un grand pays industrialisé, doté d'une culture moderne hautement développée.

Notre cause est juste. Et une cause juste est invincible devant tout ennemi.

Le noyau dirigeant de notre cause, c'est le Parti communiste chinois.

Le fondement théorique sur lequel se guide notre pensée, c'est le marxisme-léninisme.

Nous sommes pleinement convaincus que nous pourrons surmonter toutes les difficultés et épreuves pour faire de notre pays une grande république socialiste.

Nous allons de l'avant.

Nous réalisons une œuvre des plus glorieuses et des plus grandioses, telle que nos prédécesseurs n'en ont jamais entrepris.

Notre but doit être atteint.

Notre but sera atteint.

Que les 600 millions de Chinois s'unissent et luttent avec ardeur pour notre cause commune!

Vive notre grande patrie!

# LETTRE CONCERNANT LES RECHERCHES SUR *LE REVE DU PAVILLON ROUGE**

(16 octobre 1954)

Je vous envoie ci-joint deux articles de critique contre Yu Ping-po, que je vous prie de lire. C'est la première fois depuis plus de trente ans que l'on ouvre réellement le feu sur les points de vue erronés des soi-disant autorités en matière de recherches sur *Le Rêve du Pavillon rouge*. Les auteurs de ces articles sont deux membres de la Ligue de la Jeunesse. Ils avaient d'abord écrit au *Wenyi Bao* (Gazette littéraire) pour demander si l'on pouvait critiquer Yu Ping-po, mais aucune réponse ne leur fut faite. Ils se virent ainsi obligés d'écrire à un professeur de leur ancienne école — l'Université du Chantong — qui accepta de les soutenir. Leur article qui réfutait le "Bref commentaire sur *Le Rêve du Pavillon rouge*" parut alors dans le *Wen Shi Zhe* (Littérature, Histoire et Philosophie), une revue de cette université. Le problème remonta à Pékin. On demanda que cet article fût reproduit dans le *Renmin Ribao* dans l'espoir que s'ensuivrait un débat qui permettrait de développer la critique. Cette demande non plus ne put aboutir du fait de l'opposition de certains qui invoquèrent toutes sortes de raisons (se ramenant principalement à celles-ci: "Cet article est écrit par d'illustres inconnus", "l'organe du Parti n'est pas une tribune de libres débats"). En manière de compromis, on autorisa finalement la publication de l'article dans le *Wenyi Bao*. Par la suite, le quotidien *Guangming Ribao* publia, dans sa rubrique "Patrimoine littéraire", un autre article de ces deux jeunes gens, critiquant l'ouvrage de Yu Ping-po: "Essai sur *Le Rêve du Pavillon rouge*". Il semble que cette lutte contre l'idéalisme bourgeois de l'école Hou Che, qui empoisonne la jeunesse depuis plus de trente ans dans le domaine de la littérature classique, va pouvoir prendre une certaine ampleur. Toute l'affaire

* Lettre du camarade Mao Tsétoung adressée aux membres du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois et à d'autres camarades intéressés.

a été amorcée par deux "illustres inconnus" et, comme il arrive d'ordinaire, les "grands personnages" n'y accordèrent guère d'attention et y firent même obstacle. Ils forment avec les écrivains bourgeois un front uni sur la question de l'idéalisme et se font volontairement les prisonniers de la bourgeoisie. C'est pratiquement ce qui s'est produit pour les films *Histoire secrète de la Cour des Tsing*[1] et *La Vie de Wou Hsiun*. Depuis sa projection dans l'ensemble du pays, le film *Histoire secrète de la Cour des Tsing*, que certains ont qualifié de patriotique alors qu'il s'agit en réalité d'un film de trahison nationale, n'a toujours pas été soumis à la critique. Et bien que *La Vie de Wou Hsiun* ait été critiquée, on n'en a pas encore tiré les enseignements qui s'imposent. Et voici qu'un fait étrange s'y ajoute: on tolère l'idéalisme de Yu Ping-po tout en barrant la route à la critique dynamique faite par d'"illustres inconnus" dans leurs articles. Voilà qui mérite de retenir notre attention.

Il est évident qu'à l'égard des intellectuels bourgeois comme Yu Ping-po nous devons adopter une attitude d'union, mais il faut les critiquer pour leurs idées erronées qui empoisonnent l'esprit des jeunes gens, et non capituler devant eux.

## NOTES

[1] Film réactionnaire qui calomnie le mouvement patriotique des Yihotouan et préconise la capitulation devant l'impérialisme. Liou Chao-chi prônait ce film de trahison nationale, le qualifiant de "patriotique".

# LE PEUPLE CHINOIS NE SE LAISSE PAS INTIMIDER PAR LA BOMBE ATOMIQUE*

(28 janvier 1955)

La Chine et la Finlande sont des pays amis. Nos rapports sont établis sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique.

La Chine n'a jamais eu de conflit avec la Finlande. En ce qui concerne les autres pays d'Europe, elle n'a été en guerre, dans le passé, qu'avec la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Russie tsariste, l'Italie, l'Empire austro-hongrois et les Pays-Bas, et, chaque fois, c'étaient ces pays qui envoyaient leurs troupes de très loin agresser la Chine. Citons, par exemple, les attaques lancées par les forces alliées anglo-françaises et les forces coalisées des huit puissances y compris les Etats-Unis et le Japon. A la guerre d'agression contre la Corée ont pris part seize pays, parmi lesquels la Turquie et le Luxembourg. Ces pays agresseurs se déclaraient tous attachés à la paix alors qu'ils qualifiaient d'agresseurs la Corée et la Chine.

Aujourd'hui, le danger d'une guerre mondiale et la menace contre la Chine proviennent principalement des bellicistes américains. Ils ont occupé Taïwan, territoire chinois, et le détroit de Taïwan, et ils envisagent, par-dessus le marché, de déclencher une guerre atomique. Quant à nous, nous nous en tenons à deux principes: 1) nous ne voulons pas la guerre; 2) si l'on porte l'agression contre nous, nous riposterons fermement. C'est dans cet esprit que nous éduquons les membres du Parti communiste et notre peuple. Le chantage atomique des Etats-Unis ne peut intimider le peuple chinois. Notre pays compte 600 millions d'habitants et s'étend sur 9.600.000 kilomètres carrés. Les quelques bombes atomiques dont disposent les Etats-Unis ne sauraient exterminer les Chinois. A supposer même qu'elles aient une puissance telle

* Points essentiels de l'entretien du camarade Mao Tsétoung avec Carl-Johan (Cay) Sundström, premier ambassadeur de Finlande en Chine, lors de la présentation des lettres de créance.

qu'une fois lancées sur la Chine, elles transperceraient le globe terrestre ou le feraient sauter, cela pourrait être un grand événement pour le système solaire, mais compterait peu pour l'ensemble de l'univers.

Nous avons une expression coutumière: le millet plus les fusils. Pour les Etats-Unis, c'est les avions plus les bombes atomiques. Mais, si les Etats-Unis, avec leurs avions et leurs bombes atomiques, déclenchaient une guerre d'agression contre la Chine, c'est certainement la Chine qui, avec son millet et ses fusils, remporterait la victoire. Les peuples du monde entier nous apporteraient leur soutien. Comme résultat de la Première guerre mondiale, le tsar, les propriétaires fonciers et les capitalistes furent balayés de Russie. Et la Seconde guerre mondiale a eu pour résultat le renversement de Tchiang Kaï-chek et des propriétaires fonciers en Chine, de même que la libération des pays d'Europe orientale et de certains pays d'Asie. Si les Etats-Unis déclenchaient une troisième guerre mondiale et si elle devait durer, disons huit ou dix ans, elle aboutirait à la liquidation des classes dominantes aux Etats-Unis ainsi qu'en Grande-Bretagne et dans les autres pays complices; on verrait alors apparaître dans la plus grande partie du monde des Etats dirigés par les partis communistes. L'issue de la guerre mondiale n'est donc pas favorable aux bellicistes, mais aux partis communistes et aux peuples révolutionnaires du monde. Si ces bellicistes tiennent à déclencher la guerre, ils ne devront pas nous reprocher de faire la révolution, c'est-à-dire de nous livrer à des "activités subversives" comme ils disent à tout bout de champ. S'ils ne provoquent pas la guerre, ils pourront survivre un peu plus longtemps sur la Terre. Mais plus tôt ils déclencheront la guerre, plus rapidement ils seront éliminés de notre globe. Il sera alors possible d'instaurer une organisation des nations unies populaire, dont le siège pourrait s'installer à Changhaï ou quelque part en Europe, ou même toujours à New York au cas où les bellicistes américains auraient été totalement liquidés.

# DISCOURS A LA CONFERENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

(Mars 1955)

## DISCOURS D'OUVERTURE

(21 mars 1955)

Camarades délégués à la Conférence nationale du Parti communiste chinois,

Trois points figurent à l'ordre du jour de la présente conférence: primo, le premier plan quinquennal pour le développement de l'économie nationale et le rapport sur ce plan; secundo, le rapport sur l'alliance antiparti Kao Kang — Jao Chou-che; tertio, la création d'une commission centrale de contrôle.

En 1952, alors que la phase du relèvement de notre économie nationale touchait à sa fin, le Comité central, en se fondant sur la thèse de Lénine concernant la période de transition, a fait le bilan de l'expérience que nous avons acquise depuis la fondation de la République populaire de Chine et a défini la ligne générale du Parti pour la période de transition. Cette ligne consiste à réaliser progressivement, en l'espace de trois quinquennats environ, l'industrialisation socialiste du pays en même temps que la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes, afin d'édifier en Chine une société socialiste. Comme les faits l'ont prouvé, la ligne générale du Parti est juste, de même que les diverses politiques et mesures importantes qu'il a adoptées pour assurer son application. Grâce aux efforts de tous les camarades du Parti et de tout le peuple, notre travail connaît de grands succès. Mais il présente aussi des insuffisances et des erreurs. Nombre des mesures que nous avons prises ne pouvaient pas être parfaites à tous les égards; il nous

faudra, au cours de leur application, les compléter ou les rectifier à la lumière de l'expérience nouvelle.

Le premier plan quinquennal pour le développement de l'économie nationale constitue un pas important pour la réalisation de la ligne générale du Parti. La présente conférence doit, en tenant compte de l'expérience pratique, examiner très attentivement le projet de ce plan, de façon qu'il ait un contenu plus adéquat et devienne parfaitement réalisable.

Dans un grand pays comme le nôtre, où les conditions sont complexes et où l'économie nationale était très arriérée, édifier une société socialiste n'est pas chose facile. Trois quinquennats nous suffiraient pour la construire, mais si on veut bâtir un Etat socialiste puissant, hautement industrialisé, il faudra des dizaines d'années d'efforts acharnés, disons cinquante ans, c'est-à-dire toute la seconde moitié du siècle. Notre tâche exige que nous réglions de façon judicieuse les rapports au sein de notre peuple — ceux entre la classe ouvrière et la paysannerie en particulier — et les rapports entre nos diverses nationalités; en même temps, nous devons continuer de développer, comme il convient, notre étroite coopération avec le grand Etat socialiste avancé qu'est l'Union soviétique, et avec les pays de démocratie populaire; nous devons développer aussi notre coopération avec tous les pays et peuples attachés à la paix dans le monde capitaliste.

Nous disons souvent que nous ne devons pas tirer orgueil de nos succès dans le travail, mais rester modestes et apprendre des pays avancés et des masses, et que nos camarades doivent apprendre les uns des autres, afin de commettre le moins d'erreurs possible. Il me parait nécessaire de le rappeler ici encore à cette conférence. L'affaire antiparti Kao Kang — Jao Chou-che nous montre bien que des manifestations de présomption se font jour effectivement dans le Parti et qu'elles prennent même de sérieuses proportions chez certains camarades. Faute d'être surmonté, un tel état d'esprit nous empêcherait d'accomplir la tâche grandiose qu'est la construction d'une société socialiste.

Comme vous le savez, Camarades, l'apparition de l'alliance antiparti Kao Kang — Jao Chou-che n'est pas due au hasard, c'est une manifestation frappante de l'âpre lutte de classes qui se déroule à l'étape actuelle dans le pays. En effet, cette alliance avait pour dessein criminel de scinder notre Parti et de s'emparer, par des machinations, du pouvoir suprême du Parti et de l'Etat, en vue de frayer la voie à une restauration contre-révolutionnaire. Sous la direction du Comité

central étroitement uni, le Parti l'a démolie complètement et en est devenu plus uni, plus solide encore. C'est là une victoire éclatante dans notre lutte pour la cause du socialisme.

Pour notre Parti, l'affaire Kao Kang — Jao Chou-che est une sérieuse leçon; tout le Parti doit la garder présente à l'esprit et faire de son mieux pour éviter la répétition de pareille chose dans ses rangs. Ces deux individus fomentaient des complots, se livraient à des activités clandestines au sein du Parti et montaient les camarades les uns contre les autres en cachette; mais, en public, ils cherchaient à camoufler leurs activités. Ce sont là des agissements ignobles, exactement pareils à ceux auxquels recouraient le plus souvent dans le passé la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie. Dans *Le Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels écrivent: "Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets." En tant que communistes et, à plus forte raison, en tant que cadres dirigeants du Parti, nous nous devons de faire preuve de franchise et de droiture sur le plan politique et d'être toujours disposés à exprimer ouvertement nos vues politiques, à faire connaître notre position, qu'elle soit favorable ou défavorable, sur chaque problème politique d'importance majeure; nous ne devons en aucun cas nous livrer à des complots comme l'ont fait Kao Kang et Jao Chou-che.

Le Comité central estime que, pour bâtir une société socialiste, il est nécessaire de créer maintenant, conformément aux Statuts du Parti, une commission centrale de contrôle à la place de la Commission de contrôle de la discipline, de manière à renforcer, dans la nouvelle phase de l'âpre lutte de classes, la discipline du Parti et la lutte contre toutes sortes d'infractions aux lois et règlements, et à empêcher, tout particulièrement, la répétition des affaires du genre de l'alliance antiparti Kao — Jao qui a porté de graves préjudices aux intérêts du Parti.

Etant donné les multiples enseignements du passé et le fait qu'on ne peut obtenir de meilleurs résultats et éviter autant que possible des erreurs qu'en alliant l'intelligence personnelle à l'intelligence collective, le Comité central et les comités du Parti à tous les échelons doivent s'en tenir au principe de direction collégiale, tout en continuant de combattre les deux tendances malsaines que sont la dictature personnelle et l'ultra-décentralisation. Il faut bien comprendre que direction collégiale et responsabilité personnelle ne s'excluent pas, mais qu'au contraire, elles sont en étroite connexion. D'ailleurs, la responsabilité personnelle n'a rien à voir avec la dictature personnelle, qui viole le principe de direction collégiale.

La situation internationale actuelle est favorable à notre édification socialiste. Le camp socialiste ayant à sa tête l'Union soviétique est puissant et uni, tandis que le camp impérialiste est faible, en proie à de multiples contradictions et crises insurmontables. Cependant, nous devons nous rappeler que des forces impérialistes nous encerclent toujours, il nous faut donc être préparés à toute éventualité. Si l'impérialisme déclenche une nouvelle guerre, il est fort probable qu'elle commencera par une attaque surprise comme la Seconde guerre mondiale. Nous devons donc être prêts tant sur le plan moral que matériel, pour ne pas être pris au dépourvu si cela venait à se produire. C'est l'un des aspects de la question. L'autre est que, dans le pays, les débris des forces contre-révolutionnaires mènent toujours des activités effrénées, aussi devons-nous leur porter de nouveaux coups, de façon méthodique et judicieuse, en nous basant sur les faits, et affaiblir davantage ces forces contre-révolutionnaires dissimulées, pour que la construction socialiste puisse se poursuivre en toute sécurité. Si nous prenons des mesures adéquates quant à ces deux aspects, nous pourrons empêcher l'ennemi de nous causer de graves préjudices; sinon nous tomberons dans l'erreur.

Camarades, nous sommes engagés dans une nouvelle période historique. Faire la révolution socialiste dans un pays d'Orient, peuplé de 600 millions d'habitants, afin de changer le cours de son histoire et sa physionomie, de réaliser pour l'essentiel, au cours de trois quinquennats environ, son industrialisation et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. et de rattraper et même dépasser, au bout de quelques décennies, les pays capitalistes les plus puissants du monde, cela comportera forcément des difficultés. Des difficultés aussi nombreuses que celles de la période de la révolution démocratique, et probablement de plus grandes encore. Mais, Camarades, en tant que communistes, nous avons la réputation de mépriser les difficultés. Sur le plan tactique, pourtant, nous devons tenir compte de toutes. Nous devrons adopter à l'égard de chacune d'elles une attitude sérieuse, créer les conditions nécessaires et prendre les mesures qui conviennent pour les vaincre une à une, série par série. Comme le montre l'expérience que nous avons acquise au cours de ces dernières décennies, nous avons toujours su vaincre les difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés. Devant les communistes, les difficultés ne peuvent que sonner la retraite. C'est vraiment comme on dit: "Les montagnes sont obligées de courber la tête et les rivières de laisser le passage." Nous pouvons

en tirer l'enseignement que les difficultés sont à mépriser. Cela est valable sur le plan stratégique, du point de vue de l'ensemble. Si énormes que soient les difficultés, nous pouvons les jauger d'un seul coup d'œil. Elles ne peuvent nous être créées que par nos ennemis dans la société ou par la nature. Nous savons tous que l'impérialisme, les contre-révolutionnaires à l'intérieur du pays et leurs agents dans notre Parti sont bel et bien des forces moribondes, alors que nous, nous représentons les forces montantes, et que la vérité est de notre côté. Face à eux, nous sommes toujours invincibles. Cela se comprend si nous passons en revue notre propre histoire. Lors de sa fondation en 1921, notre Parti était si petit qu'il ne comptait en tout et pour tout que quelques dizaines de membres. Mais, par la suite, il s'est développé à tel point qu'il a pu renverser son puissant ennemi à l'intérieur du pays. La nature, en tant qu'ennemie, peut être vaincue, elle aussi. Dans la nature comme dans la société, toutes les forces montantes sont invincibles de par leur essence, tandis que les vieilles forces, aussi considérables qu'elles soient, sont vouées à disparaître. Ainsi, nous pouvons et nous devons braver les plus grosses difficultés qu'on puisse rencontrer dans le monde et les considérer comme insignifiantes. Voilà en quoi consiste notre optimisme, optimisme qui d'ailleurs est fondé du point de vue scientifique. Si nous arrivons à mieux connaître le marxisme-léninisme et les sciences naturelles, bref, à mieux connaître les lois régissant le monde objectif et à éviter autant que possible les erreurs d'ordre subjectiviste, alors nous pourrons atteindre notre but dans notre révolution et notre édification.

## DISCOURS DE CONCLUSION

(31 mars 1955)

Camarades,

Maintenant que nous avons entendu toutes les interventions, je voudrais dire quelques mots sur les problèmes suivants: l'appréciation de la présente conférence, le plan quinquennal, l'affaire Kao — Jao, la situation actuelle, le VIII[e] Congrès du Parti.

### I. L'APPRECIATION DE LA PRESENTE CONFERENCE

Nos camarades, dans leur immense majorité, estiment que notre Conférence est un succès. C'est une nouvelle conférence de rectification

du style de travail après le mouvement de rectification du temps de Yenan. Nous y avons pratiqué la démocratie et procédé à la critique et à l'autocritique, ce qui nous a permis de nous mieux comprendre, de parvenir à une plus grande unité de pensée et d'en arriver à la communauté de vue. Des points de vue communs, nous en avions déjà, mais il existait quand même entre nous des opinions différentes sur certains problèmes; grâce à cette conférence, nous avons réalisé l'unité de vue. Et sur cette base, c'est-à-dire sur l'identité de vue en ce qui concerne l'idéologie, la politique et de nombreuses mesures politiques, notre Parti sera encore plus uni. Tout comme l'a dit le camarade Chou En-laï, si le VII^e Congrès du Parti et le mouvement de rectification idéologique et politique qui avait eu lieu auparavant dans tout le Parti ont jeté le fondement de l'unité de pensée du Parti, unité qui a conduit à la victoire de la révolution démocratique menée contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, eh bien, la présente conférence nous permettra de triompher dans la lutte pour le socialisme.

Cette conférence prouve que notre Parti a atteint un niveau beaucoup plus élevé par rapport aussi bien à la période du VII^e Congrès, il y a dix ans, qu'à celle des deuxième et troisième sessions plénières du Comité central, en 1949 et en 1950. Cela est encourageant. Notre Conférence montre que nous avons fait des progrès.

Nous sommes entrés dans une nouvelle période historique où nos efforts, nos réflexions et nos recherches sont axés sur l'industrialisation socialiste, la transformation socialiste et la modernisation de la défense nationale, et où nous commençons des recherches sur l'énergie atomique. Les camarades de tout le Parti ont fait des efforts pour accroître leur compétence, certains allant plus en profondeur, d'autres moins; il en est de même pour les camarades ici présents. C'est comme pour les médecins. Il y en a qui savent faire une opération et d'autres non; il y en a qui peuvent faire des intraveineuses, tandis que d'autres en sont incapables et ne savent que faire des sous-cutanées; il y en a même qui n'osent pas pénétrer sous la peau et ne font que l'effleurer. S'il y a des camarades qui n'ont pas fait assez d'efforts pour aller au fond des choses, la plupart travaillent assidûment, et beaucoup, semble-t-il, ont creusé les questions dont ils s'occupent, et acquis quelque compétence en la matière. On a pu le constater d'ailleurs à cette conférence. C'est là une chose excellente. Car nous avons maintenant à affronter des problèmes nouveaux: l'industrialisation socialiste, la

transformation socialiste, la modernisation de la défense nationale et d'autres nouveaux secteurs de travail. La tâche qui nous incombe est de nous adapter aux nouvelles circonstances et d'approfondir nos connaissances pour devenir compétents. Il faut donc éduquer ceux qui, incapables jusqu'ici d'approfondir les questions, se contentaient de connaissances superficielles, afin qu'ils deviennent tous compétents.

La lutte contre l'alliance antiparti Kao Kang — Jao Chou-che fera faire au Parti un grand pas en avant.

Nous devons effectuer un travail de propagande auprès des 5 millions d'intellectuels, communistes et non communistes, et des cadres de tous les échelons, pour qu'ils assimilent le matérialisme dialectique et s'opposent à l'idéalisme. Nous formerons ainsi le puissant contingent de théoriciens dont nous avons absolument besoin. Ce sera aussi une chose excellente.

Pour le constituer, nous devons établir un plan et faire en sorte que des millions de gens étudient le matérialisme dialectique et le matérialisme historique, fondement théorique du marxisme, et combattent l'idéalisme et le matérialisme mécaniste de toutes nuances. Nous avons déjà bon nombre de cadres qui s'occupent du travail théorique, mais nous n'avons pas encore de contingent de théoriciens, encore moins de contingent puissant. Or, sans un tel contingent, la cause du Parti, l'industrialisation socialiste du pays, la transformation socialiste, la modernisation de la défense nationale et les recherches sur l'énergie atomique ne sauraient progresser ni réussir. C'est pourquoi, Camarades, je vous recommande de lire des ouvrages philosophiques. Pas mal de gens ne s'intéressent pas à la philosophie et n'ont pas l'habitude de l'étudier. Ils pourraient commencer, pour y prendre goût, par de petites brochures et des articles courts, passer ensuite aux ouvrages de 70.000 à 80.000 caractères et s'attaquer finalement aux livres qui en comptent des centaines de milliers. Le marxisme embrasse plusieurs disciplines: la philosophie marxiste, l'économie marxiste et le socialisme marxiste, c'est-à-dire la théorie de la lutte des classes. Mais le fondement, c'est la philosophie marxiste. Si on ne la possède pas, on n'aura pas de langage et de méthodes communs, et on se perdra dans des discussions stériles, sans pouvoir tirer au clair quoi que ce soit. Mais si l'on assimile les principes du matérialisme dialectique, on s'épargnera de nombreux détours et l'on évitera bien des erreurs.

## II. LE PREMIER PLAN QUINQUENNAL

Les camarades sont d'avis que la plupart des interventions faites au cours des délibérations sur le plan quinquennal sont bonnes; nous en sommes tous satisfaits. Il y en a même eu d'excellentes, celles qui sont allées jusqu'au fond du problème; on croyait entendre parler des spécialistes. Mais les interventions de certains délégués des départements qui relèvent de l'autorité centrale sont peu satisfaisantes et laissent à désirer du point de vue de l'analyse et de la critique. On peut constater les mêmes lacunes dans celles de quelques délégués des instances locales. Il y a un autre point à noter: dans leurs exposés, des camarades se sont contentés de signaler l'existence du grave problème du gaspillage et d'autres erreurs, sans indiquer aucun moyen d'y remédier. Certains camarades ne sont pas satisfaits de ces exposés, et j'estime qu'ils ont raison.

J'espère que les secrétaires des comités du Parti pour les provinces, municipalités et préfectures, ainsi que les camarades responsables des départements relevant de l'autorité centrale, feront tous de durs efforts pour devenir des experts dans le travail politique et économique à mesure que s'étendra leur connaissance du marxisme-léninisme. Il faut à la fois bien accomplir le travail politique et idéologique et mener à bien l'édification économique. Il nous faut acquérir une vraie compétence en matière d'édification économique.

Parmi les nombreux problèmes que les instances locales ont soumis, au cours de la présente conférence, à l'autorité centrale en vue d'une solution, il faut résoudre sans tarder tous ceux au sujet desquels l'autorité centrale a défini des principes directeurs. Quant aux autres, le secrétariat de la Conférence est chargé d'étudier, avec les camarades qui les ont soulevés, les moyens de les résoudre et de faire rapport au Comité central, qui décidera.

De même, les départements qui relèvent de l'autorité centrale ont besoin de la collaboration des instances locales pour la bonne conduite de pas mal d'affaires. Les entreprises et institutions qu'ils ont établies à divers endroits exigent l'aide et le contrôle des comités locaux du Parti, surtout sur le plan politique et idéologique. Ceux-ci ont le devoir d'aider ces entreprises et institutions à accomplir leurs tâches. Ainsi, les instances locales ont besoin de l'aide de l'autorité centrale, et vice versa. Le premier plan quinquennal ne sera réalisé de manière satisfaisante que si les départements qui relèvent de l'autorité centrale et les comités locaux du Parti conjuguent leurs efforts et coopèrent étroite-

ment pour l'accomplissement des tâches qui leur sont respectivement assignées.

### III. L'ALLIANCE ANTIPARTI KAO KANG—JAO CHOU-CHE

Premier point, il y en a qui se demandent: En définitive, cette alliance existe-t-elle ou non? Ou bien, ce n'est pas une alliance, mais plutôt deux royaumes indépendants, deux "exploitations individuelles"? Certains camarades disent qu'ils n'ont pas vu de document qui s'y rapporte, alors que, s'il s'agissait d'une alliance, il devrait y avoir normalement un accord, un accord écrit bien sûr. Or, un tel texte n'existe vraiment pas: on ne l'a trouvé nulle part. Nous n'en affirmons pas moins que Kao Kang et Jao Chou-che ont bel et bien formé une alliance. Qu'est-ce qui nous a amenés à cette conclusion? 1) Leurs activités conjointes à la Conférence sur le Travail des Finances et de l'Economie. 2) Les manœuvres antiparti auxquelles Jao Chou-che s'est livré de connivence avec Tchang Sieou-chan, lors de la Conférence sur le Travail d'Organisation. 3) Les propos mêmes de Jao Chou-che. "Désormais, a-t-il dit, le Département de l'Organisation du Comité central doit avoir Kouo Feng comme pivot." Lui-même était le chef de ce Département, et Kouo Feng, homme de confiance de Kao Kang, allait en constituer le pivot. C'était parfait! Quelle étroite union! 4) Une liste des futurs membres du Bureau politique que An Tse-wen avait préparée à notre insu et que Kao et Jao ont fait connaître partout. Ce qui a valu à An Tse-wen un avertissement. Kao Kang, Jao Chou-che et consorts ont diffusé cette liste parmi tous ceux qui participaient à la Conférence sur le Travail d'Organisation, et même jusque dans les provinces méridionales du pays. Pourquoi une diffusion aussi large? Dans quel but? 5) Le fait que Kao Kang a par deux fois plaidé auprès de moi la cause de Jao Chou-che et que ce dernier a tenté jusqu'à la dernière minute de défendre son allié. Kao Kang m'a dit que Jao Chou-che était en très mauvaise posture et il m'a prié d'intervenir pour le tirer de là. "Mais pourquoi parlez-vous à sa place? lui ai-je répliqué. Je suis à Pékin, et Jao Chou-che aussi. Pourquoi vous a-t-il envoyé me trouver au lieu de venir lui-même? Même s'il était au Tibet, il pourrait me télégraphier; or, il est à Pékin, et il a deux jambes!" La seconde fois, la veille du jour où il allait être lui-même démasqué, Kao Kang a encore pris fait et cause pour Jao Chou-che. Et celui-ci a cherché jusqu'au dernier moment à le défendre, deman-

dant qu'on lui rende justice. A la réunion élargie du Bureau politique du Comité central, tenue pour dévoiler Kao Kang, j'ai dit qu'il y avait à Pékin deux quartiers généraux: l'un, celui que je dirigeais, soulevait le vent et allumait le feu au grand jour, tandis que le second, conduit par d'autres, déchaînait vent et feu dans l'ombre, provoquant un néfaste courant souterrain. Après tout, l'autorité politique était-elle détenue par un seul centre ou par plusieurs? A en juger par tout ce qui précède, on peut voir que loin d'être deux royaumes indépendants ou deux "exploitations individuelles" sans lien aucun, Kao Kang et Jao Chou-che formaient réellement une alliance antiparti.

Cependant, l'absence de texte consacrant leur accord a fait naître des doutes chez certains camarades, qui disaient qu'il ne s'agissait probablement pas d'une alliance. C'est confondre deux types d'alliances, alliance antiparti des comploteurs et alliance politique ou économique, généralement de caractère ouvert et officiel, c'est les mettre sur le même plan. Kao et Jao s'étaient ligués précisément pour comploter. Est-ce que cela suppose obligatoirement un accord écrit? Si, faute d'un accord écrit, une alliance ne peut être considérée comme telle, comment expliquer alors l'existence de chacun des deux groupes antiparti, celui de Kao Kang et celui de Jao Chou-che? En effet, Kao Kang n'a pas passé d'accord avec Tchang Sieou-chan, Tchang Ming-yuan, Tchao Teh-tsouen, Ma Hong et Kouo Feng; en tout cas, nous n'en avons pas vu le texte. Nous faudrait-il en conséquence nier l'existence de ce groupe antiparti? Il en est de même pour Jao Chou-che, Hsiang Ming et Yang Fan: on n'a pas trouvé non plus d'engagement écrit entre eux. Il est donc faux de dire qu'il ne peut y avoir d'alliance véritable sans document écrit.

Deuxième point, quelle attitude doivent adopter les camarades qui ont été influencés par Kao et Jao, et ceux qui ne l'ont pas été? Ceux qui ont été influencés l'ont d'ailleurs été à des degrés divers. Certains n'ont été que légèrement atteints, leur cas n'est pas grave. Mais quelques autres camarades ont été impliqués assez sérieusement: ils se sont entretenus avec Kao et Jao sur beaucoup de problèmes et ont agi en sous-main, faisant de la propagande en leur faveur. Il y a donc une différence entre ces deux catégories de camarades. Mais, que l'influence ait été légère ou profonde, la plupart d'entre eux ont exprimé leur position à cette conférence. Certaines de ces interventions étaient même très bonnes, elles ont été applaudies par toute l'assistance; d'autres, malgré des lacunes, étaient assez bonnes, la plupart des participants les ont bien accueillies; d'autres encore n'étant pas

suffisamment développées, les orateurs ont repris la parole aujourd'hui pour les compléter; d'autres enfin pouvaient aller dans l'ensemble, à part certains passages qui ne convenaient pas. Quoi qu'il en soit, tous ces camarades ont fait des déclarations plus ou moins positives; nous devons leur ouvrir les bras à tous, car, tout compte fait, ils se sont prononcés dans un sens favorable. Quelques camarades qui avaient demandé à prendre la parole n'ont pas eu le temps d'intervenir, ils peuvent faire un rapport écrit au Comité central. Il y a des camarades qui ne sont pas encore intervenus et qui n'avaient été que légèrement touchés, leur cas n'est pas grave; ils savaient quelque chose sur l'affaire, mais ils ont gardé le silence. Par ailleurs, parmi ceux qui ont pris la parole, n'y en a-t-il pas qui n'ont pas tout dit? Compte tenu de tout cela, nous décidons maintenant que chacun pourra reprendre le texte de son intervention ou de son rapport sur le plan quinquennal comme sur l'alliance antiparti Kao — Jao, et qu'on aura cinq jours pour le relire, phrase par phrase, mot par mot, en vue d'y ajouter ce qui a été omis ou de changer ce qui ne va pas. Nous ne devons pas prendre comme prétexte les propos incorrects tenus à la présente conférence par certains camarades pour les fourrer par la suite dans le pétrin. Vous pouvez remanier le texte de votre intervention; on ne tiendra compte que de la version définitive.

L'attitude que nous devons adopter à l'égard de ces camarades, c'est non seulement d'observer leur comportement, mais aussi de les aider, dans l'espoir qu'ils se corrigeront. Autrement dit, nous ne devons pas seulement voir s'ils vont se corriger, mais les aider à le faire. L'homme a besoin d'aide. Si belle que soit la fleur de lotus, elle a besoin du vert des feuilles pour rehausser son éclat. Une palissade a besoin de trois pieux pour pouvoir tenir debout, et un vaillant homme, du concours de trois autres pour faire des prouesses. Agir seul n'est pas bon, l'aide des autres est toujours indispensable, surtout dans une telle occurrence. Observer, c'est nécessaire, c'est pour voir si les camarades se corrigent; mais, ce serait de la passivité que d'en rester là. Il faut faire quelque chose de plus: les aider. Nous devons ouvrir les bras à tous ceux qui ont été influencés, à quelque degré que ce soit, par Kao Kang et Jao Chou-che et qui veulent sincèrement se corriger; nous devons non seulement les observer, mais encore leur venir en aide. Voilà l'attitude positive vis-à-vis des camarades qui sont tombés dans l'erreur.

Quant à ceux qui ne se sont pas laissé influencer, ils doivent faire très attention à ne pas s'enorgueillir et à ne pas attraper la maladie;

c'est extrêmement important. Parmi les camarades dont j'ai parlé plus haut, il y en a qui sans doute se sont laissé prendre au piège, tandis que d'autres étaient profondément embourbés. Mais il se peut qu'ayant commis des erreurs, ces camarades soient devenus assez vigilants pour en éviter de semblables à l'avenir. Quand on a eu certaines maladies, on est immunisé contre elles. Le vaccin, lui, a une action préventive, mais il ne protège pas absolument: même une fois vacciné, on risque encore d'attraper la variole. C'est pourquoi on ferait mieux de se faire vacciner de nouveau après trois ou cinq ans; en l'occurrence, la vaccination, c'est une conférence comme la nôtre. Quant aux autres camarades, ils doivent veiller à ne pas être orgueilleux et à ne pas faire d'erreurs. Pourquoi Kao Kang et Jao Chou-che les ont-ils laissés de côté? C'est que parmi eux, il y avait plusieurs catégories. La première, ce sont ceux qu'ils considéraient comme des ennemis; évidemment, ce n'est pas eux qu'ils allaient essayer de gagner. La deuxième, ce sont ceux qu'ils n'estimaient pas, des minables à leurs yeux, des gens qu'ils n'avaient pas à rallier pour l'instant, parce qu'ils pensaient que "l'ordre une fois rétabli dans le pays", ces gens-là les suivraient d'eux-mêmes. La troisième, ce sont ceux que Kao et Jao n'ont pas osé approcher probablement parce qu'ils ont pensé dès le départ qu'avec des gens si bien immunisés il n'y aurait rien à faire, bien qu'ils ne les aient pas considérés comme des ennemis, ni comme des minables. Quant à la quatrième catégorie, ce sont ceux qu'ils n'ont pas eu le temps de contacter. C'est qu'il fallait du temps pour qu'une telle peste se propage. Si cela avait été dévoilé un an plus tard, on ne peut pas affirmer que certains camarades n'auraient pas été entraînés. Il ne faut donc pas jouer les héros et dire: "voyez comme vous vous êtes souillés et comme je suis propre!" Un an de plus sans rien dévoiler, et je suis sûr que pas mal de camarades auraient été affectés.

Voilà, à mon avis, ce à quoi tous les camarades, qu'ils aient subi ou non l'influence de Kao et de Jao, doivent faire attention.

Troisième point, sur les questions de principe, il faut veiller constamment à garder ses distances avec les camarades dont les propos et les actions sont contraires aux principes du Parti. Quand leurs propos et actions vont à l'encontre des principes du Parti et nous inspirent de la répugnance, nous ne devons pas, sur des questions et dans des circonstances de ce genre, nous identifier à eux. Sur d'autres questions, comme par exemple le plan quinquennal, la résolution et le rapport

sur l'alliance antiparti Kao — Jao, les mesures politiques justes ainsi que les règlements justes régissant la vie intérieure du Parti, si nos camarades respectent les principes du Parti en parole et en acte, nous devons, bien entendu, les soutenir énergiquement et faire corps avec eux. Par contre, il faut garder ses distances avec ceux qui ne respectent pas les principes du Parti, autrement dit tracer une claire ligne de démarcation entre soi-même et eux, les contrecarrer sur-le-champ. Il ne faut pas gommer ces distances parce qu'il s'agit d'un vieil ami, d'un ancien supérieur, d'un ancien subordonné ou d'un ancien collègue, d'un camarade d'école ou de quelqu'un du pays natal. Si vous estimez trop anciennes, trop intimes vos relations avec eux pour pouvoir ouvrir la bouche, garder vos distances, les contrecarrer et tracer une claire ligne de démarcation entre vous et eux, alors vous vous empêtrerez chaque jour davantage et leur "spectre" ne vous laissera pas de répit. De tels cas ont été nombreux lors de la récente affaire antiparti Kao — Jao et tout au long des précédentes luttes entre les deux lignes dans le Parti. C'est pourquoi il faut prendre nettement position, s'en tenir fermement aux principes.

Quatrième point, il y a des camarades qui disent: "Nous étions au courant de certains agissements de Kao et de Jao, mais nous n'avions pu réaliser qu'il s'agissait d'un complot." Je crois qu'il faut distinguer deux cas: Dans le premier, il s'agit de camarades qui ont entendu Kao et Jao débiter un tas de propos contraires aux principes du Parti et avec qui ces deux individus ont même discuté de questions touchant à leurs activités antiparti; ces camarades auraient dû percevoir leur dessein. Dans le second cas, ce sont des camarades qui connaissaient, d'une manière générale, certains des méfaits de Kao et de Jao, ils n'ont pu percer leur complot antiparti; cela est excusable, car ce sont des choses qu'il n'est pas facile de discerner. Le Comité central lui-même ne l'a découvert qu'en 1953. C'est en effet par tout ce qui s'était passé à la Conférence sur le Travail des Finances et de l'Economie ainsi qu'à la Conférence sur le Travail d'Organisation, et par tous les problèmes apparus dans la période ayant précédé la première Conférence que nous avions été amenés à remarquer leurs activités anormales. A la Conférence sur le Travail des Finances et de l'Economie, chaque fois que nous constations que leurs activités s'écartaient de l'ordinaire, nous les contrecarrions. Voilà pourquoi, par la suite, Kao et Jao les ont continuées entièrement sous le manteau. C'est seulement durant l'automne-hiver 1953 que nous sommes parvenus à découvrir le complot, les comploteurs et leur clique. Ainsi,

pendant longtemps, nous ne nous doutions aucunement que Kao et Jao étaient de mauvais éléments. Des cas semblables se sont produits par le passé: lorsque nous étions dans les monts Tsingkang, par exemple, il y avait des gens qui étaient passés à l'ennemi, ce à quoi nous ne nous étions jamais attendus. Camarades, vous avez tous sans doute pu observer chose pareille.

De là nous devons tirer un enseignement: attention à ne pas nous laisser tromper par les fausses apparences. Or, certains de nos camarades sont aisément égarés par de telles apparences. Il y a une contradiction entre l'apparence et l'essence des choses. C'est seulement en analysant et en étudiant l'apparence que l'on peut saisir l'essence, d'où la raison d'être de la science. Si l'on pouvait saisir l'essence tout simplement par intuition, à quoi bon la science? Quelle serait l'utilité de la recherche scientifique? Si elle est nécessaire, c'est précisément parce que l'apparence est en contradiction avec l'essence. Les fausses apparences des choses, en tant que telles, diffèrent d'ailleurs des apparences proprement dites. D'où une leçon: éviter autant que possible d'être dupé par les fausses apparences.

Cinquième point, le danger de l'arrogance. Il ne faut pas jouer les héros. Toute œuvre est le fruit du travail du grand nombre, tandis que le rôle du petit nombre est limité. Il faut reconnaître le rôle joué par le petit nombre, c'est-à-dire par les dirigeants et les cadres, mais leur rôle n'a rien d'extraordinaire, et ce sont les masses qui jouent un rôle d'importance capitale. Pour exprimer le juste rapport entre les cadres et les masses, disons que notre œuvre ne peut pas se passer des cadres mais que ce sont les larges masses populaires qui l'accomplissent; les cadres assument certes un rôle dirigeant, mais il ne faut pas l'exagérer. Est-ce que sans vous, rien n'irait plus? L'histoire, les faits prouvent que sans vous, les choses marchent toujours. Par exemple, sans Kao Kang et Jao Chou-che, est-ce que les choses ont mal tourné? Pas du tout, les choses vont très bien. N'est-il pas vrai qu'on a bien pu aussi se passer de Trotski, de Tchang Kouo-tao et de Tchen Tou-sicou! Ce sont tous là de mauvais éléments. Il y a belle lurette que Confucius est mort, et nous avons maintenant en Chine un parti communiste, qui est plus avisé que lui. On peut constater que, sans Confucius, les choses vont bien mieux. Même un homme honnête n'est pas indispensable. Sans lui, la Terre cessera-t-elle de tourner? Elle tournera toujours, et les choses marcheront comme par le passé, ou même mieux.

Il existe deux catégories de gens: les vieux militants, qui ont un long passé révolutionnaire et qui sont nombreux dans cette salle, et les jeunes, qui représentent les forces montantes. Qui, des deux, promet davantage? Les forces montantes, bien sûr, tout comme l'a dit aujourd'hui le camarade Chou En-laï. Certains camarades tirent vanité de leur ancienneté révolutionnaire. Ils ont tort. S'il était permis d'être orgueilleux, ce serait plutôt aux jeunes de l'être. Pour les plus de quarante ou cinquante ans, plus on est âgé, plus on a d'expérience et plus on doit rester modeste. Ainsi, les jeunes nous considéreront comme ayant vraiment de l'expérience. "Nos aînés ont réellement de l'expérience, diront-ils, on ne doit pas les sous-estimer. Et regardez comme ils sont modestes!" Mais n'est-ce pas ridicule, quand on a quarante ou cinquante ans, de tirer orgueil de sa riche expérience? Voilà qui pousserait les jeunes à murmurer: "Votre expérience, elle ne vaut rien, puisque vous vous conduisez comme des gosses!" Que les enfants soient un peu vaniteux, c'est compréhensible; mais que des personnes déjà avancées en âge, des gens qui ont pourtant beaucoup d'expérience, en viennent à se gonfler d'orgueil, à se rengorger, ça ne convient pas. Selon le dicton: "Pour bien se conduire, il faut se garder de faire la roue." L'homme n'a pas de plumage, alors pourquoi ce dicton? C'est comme les chiens: parfois ils sont tout farauds, et parfois ils ont l'oreille basse. Quand ils ont l'oreille basse, c'est sans doute qu'ils ont reçu des coups de bâton; mais quand ils ont quelques succès, les voilà tout farauds. J'espère que tous les camarades, avant tout les vétérans, veilleront à savoir en rabattre comme à ne pas plastronner, qu'ils resteront modestes pour aller toujours de l'avant.

Sixième point, il faut faire attention à ne pas verser dans la déviation "de gauche" ou dans celle de droite. On dit que celle "de gauche" vaut mieux que celle de droite, et beaucoup de camarades le répètent. En réalité, il y en a aussi pas mal qui soutiennent le contraire dans leur for intérieur, mais, à part les gens sincères, personne ne le dit. Quoi qu'il en soit, il existe ces deux opinions. Que veut dire dévier à "gauche"? C'est agir sans tenir compte de ce que permettent l'époque et la situation où l'on se trouve, c'est se montrer aventureux tant sur les questions qui touchent aux principes et mesures politiques que dans les actes, c'est frapper sans discrimination dans la lutte comme dans les controverses. Ce n'est pas bien. Par contre, se laisser dépasser par son époque, par la situation où l'on se trouve, et manquer de combativité, c'est la déviation de droite. Ce n'est pas bien non

plus. Dans notre Parti, il y en a qui préfèrent la déviation "de gauche", et il y a aussi pas mal de gens qui tendent vers la droite, ou qui prennent une position centre-droite. Tout cela est mauvais. Il faut lutter sur les deux fronts: contre la déviation "de gauche" et celle de droite.

Voilà les quelques points que je voulais aborder au sujet de l'alliance antiparti Kao Kang — Jao Chou-che.

## IV. LA SITUATION ACTUELLE

Quelle est la situation actuelle dans le monde, en Chine et dans le Parti? Qu'est-ce qui l'emporte, la lumière ou les ténèbres? Il faut affirmer que c'est la lumière qui l'emporte sur les ténèbres aussi bien dans le monde, en Chine que dans le Parti. Il en est de même pour la présente conférence. N'allez pas croire que les ténèbres aient prévalu parce que beaucoup de camarades ont fait une autocritique. Ils ont mis l'accent sur leurs insuffisances, leurs erreurs, et ont laissé de côté leurs aspects positifs; en quelle année ils avaient rejoint les rangs de la révolution, en quels lieux ils avaient remporté des victoires dans les combats et des succès dans le travail, de tout cela, ils n'ont dit mot. On verrait tout en noir à ne considérer que leur autocritique. En réalité, ce n'est qu'un de leurs côtés, et pour beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, le côté secondaire. Il n'en est pas de même pour Kao Kang, Jao Chou-che et leurs cinq tigres de lieutenants: Tchang Sieou-chan, Tchang Ming-yuan, Tchao Teh-tsouen, Ma Hong et Kouo Feng, et le point de vue selon lequel la lumière l'emporte ne s'applique pas à eux. Quel pourrait bien être le côté lumineux chez Kao Kang? C'est l'obscurité incarnée, une masse de ténèbres, où ni la lumière du soleil ni celle de la lune ne pourrait pénétrer. Par contre, pour ce qui est de nos camarades, ce n'est pas la même chose: s'ils sont souillés par quelques taches noires, en se savonnant à plusieurs reprises, ils peuvent redevenir propres.

Pourquoi insistons-nous sur la nécessité de nous préparer à faire face à toutes les éventualités, à une restauration contre-révolutionnaire, à la répétition de l'affaire Kao — Jao? C'est qu'on n'a rien à perdre à envisager le pire. Dans toutes nos activités, quelles qu'elles soient, nous devons faire le nécessaire pour le prévenir. Ce qui pourrait arriver de pire, ce serait une nouvelle guerre mondiale déclenchée par les impérialistes, le retour au pouvoir de Tchiang Kaï-chek à Pékin et une nouvelle affaire du genre de l'alliance antiparti

Kao — Jao; qui plus est, il se peut qu'il y ait non pas un, mais dix, voire cent événements de ce genre. Mais quel qu'en soit le nombre, nous n'aurons rien à craindre si nous nous y sommes préparés. Après tout, dix, ça ne fait que cinq paires, il n'y a là rien d'effrayant, et nous avons déjà envisagé tout cela. La bombe atomique et la bombe à hydrogène, que l'impérialisme brandit pour nous intimider, n'ont rien de terrifiant non plus. Le monde est fait de telle sorte que toute chose peut être maîtrisée par une autre. Toute arme offensive rencontrera toujours un autre engin capable de l'emporter sur elle. Si vous lisez *Feng chen pang* (Déification des héros)[1], vous verrez bien qu'il n'y a pas d'"armes magiques" dont on ne puisse triompher. En fait, quantité d'"armes magiques" ont été neutralisées. Nous avons la conviction que, tant que nous nous appuyerons sur le peuple, il n'y aura jamais d'"armes magiques" invincibles dans le monde.

## V. LUTTONS POUR ASSURER LE SUCCES DU VIIIe CONGRES DU PARTI

Le Comité central a décidé de convoquer, au second semestre de 1956, le VIIIe Congrès du Parti. Il y aura à l'ordre du jour les trois points suivants: 1) le rapport sur les activités du Comité central; 2) la révision des Statuts du Parti; 3) l'élection d'un nouveau comité central. L'élection des délégués et la préparation des documents devront être achevées avant juillet 1956. Il importe que, durant un peu plus d'un an qui nous reste, notre travail fasse un grand pas en avant dans tous les domaines: économie, culture et éducation, affaires militaires, affaires du Parti, travail politique et idéologique, organisations de masse, front uni et minorités nationales.

Je voudrais m'arrêter un peu, en passant, sur le travail concernant les minorités nationales. Il faut combattre le chauvinisme grand-han. Ne vous imaginez pas que les Hans aident unilatéralement les minorités nationales; en fait, elles apportent aussi une aide considérable aux Hans. Certains camarades aiment bien se vanter d'avoir rudement aidé les minorités nationales. Mais ils ne se rendent pas compte que nous ne pouvons nous passer d'elles. Qui vit sur 50 à 60 pour cent de notre territoire? Les Hans ou les autres nationalités? Les minorités nationales. Elles vivent dans des régions où il y a de grandes richesses naturelles et d'immenses ressources souterraines. L'aide que nous leur avons apportée jusqu'ici est très restreinte, elle

est même nulle dans certains domaines, alors que les minorités nationales ont aidé les Hans. Il y en a qui ont besoin de notre assistance pour pouvoir nous aider par la suite. Déjà les minorités nationales ont apporté aux Hans un soutien politique très important en s'intégrant dans la grande communauté de la nation chinoise. C'est une aide qu'elles ont accordée aux Hans sur le plan politique. Le peuple chinois tout entier se réjouit de cette union nationale. Elles ont donc apporté, dans les domaines politique, économique et de la défense nationale, une grande contribution à l'ensemble du pays, à toute la nation chinoise. Il serait faux de se figurer que les Hans ont aidé unilatéralement les minorités nationales et que celles-ci n'ont pas assisté les Hans, ou de s'enorgueillir d'avoir rendu quelques services à ces nationalités.

Quand nous disons que notre travail doit faire un grand pas en avant dans tous les domaines en l'espace d'un an, cela implique que nous devons porter remède aux insuffisances et aux erreurs qui ont été mises en évidence. Il ne faut pas les laisser telles quelles jusqu'au moment où se tiendra le VIII^e Congrès l'année prochaine, en se contentant des promesses qui ont été faites ici. Quand nous demandons de lutter pour la convocation du VIII^e Congrès, c'est justement pour combler les lacunes et corriger les erreurs. On doit, par exemple, faire de sérieux efforts pour en finir avec les prodigalités, le gaspillage et la passion des grosses toitures en architecture. Une fois rentrés chez vous, n'allez pas vous étendre pour vous plonger dans le sommeil après avoir fait ici de belles promesses.

Certains proposent de tenir une conférence comme celle-ci chaque année ou tous les deux ans, pour que nous puissions nous contrôler mutuellement. Je trouve que c'est une proposition à prendre en considération. Qui exerce le contrôle sur nous? Le contrôle mutuel est une bonne méthode, il permettra à la cause du Parti et de l'Etat de se développer rapidement. Oui, rapidement, et non lentement. Il y a déjà dix ans que l'on n'a pas convoqué de congrès du Parti. Evidemment, on ne devait pas le convoquer au cours des cinq premières années, puisqu'il y avait encore la guerre et que, de toute façon, le VII^e Congrès venait d'avoir lieu. Quant à ces cinq dernières années, on aurait pu en tenir un, mais on ne l'a pas fait. Ce qui présentait d'ailleurs un avantage: son renvoi à plus tard, c'est-à-dire après le règlement de l'affaire Kao — Jao, pouvait empêcher ces derniers de mettre ce congrès à profit. Entre-temps, notre plan quinquennal s'est engagé dans la bonne voie, la ligne générale pour la période de

transition a été définie et, grâce à la présente conférence, l'unité de pensée de nos camarades s'est trouvée renforcée, ce qui prépare le terrain pour le VIIIe Congrès du Parti. On n'y fera pas son autocritique à tour de rôle, mais les insuffisances et les erreurs dans notre travail devront toujours faire l'objet de critiques et d'autocritiques ouvertes. Si on ne pratique pas ce principe marxiste, ça n'ira pas.

Les critiques doivent être rigoureuses. Certaines de celles que nous avons pu entendre ici ne l'étaient pas assez à mon avis, comme si on avait toujours peur de blesser les gens. Mais si on n'est pas assez sévère et si on ne frappe pas assez fort, celui qu'on critique ne sentira pratiquement rien et il ne fera pas attention aux critiques. On doit nommer la personne ou l'organisme dont il s'agit. Vous n'avez pas bien fait votre travail et j'en suis mécontent. Ma critique vous offense? Tant pis! Si l'on craint de froisser les gens, c'est simplement parce qu'on a peur de perdre des voix ou d'affecter les relations harmonieuses dans le travail. Est-ce que cela me privera de mon bol de riz si vous ne votez pas pour moi? Allons donc! De fait, on s'entend bien mieux si on met sans ménagement tous les problèmes sur le tapis. Il ne faut pas arrondir les angles. Pourquoi le taureau a-t-il deux cornes? Pour lutter! C'est-à-dire aussi bien pour attaquer que pour se défendre. Je pose souvent aux camarades cette question: "Etes-vous bien armés de 'cornes'?" Vérifiez vous-mêmes, Camarades. A mon avis, certains camarades sont armés; d'autres aussi, mais leurs armes sont moins acérées; d'autres enfin ne le sont pas du tout. Je crois qu'il faut être armé, car c'est conforme au marxisme, qui recommande la critique et l'autocritique.

Se réunir périodiquement pour pratiquer la critique et l'autocritique serait donc une bonne méthode, une méthode qui permettrait aux camarades de se contrôler mutuellement, et à la cause du Parti et de l'Etat de progresser rapidement. Les camarades des comités provinciaux et municipaux du Parti sont priés de réfléchir sur la possibilité d'en faire autant. Vous voulez vous mettre à l'école du Comité central, n'est-ce pas? Vous pourriez très bien suivre son exemple sur ce point.

Pour terminer, j'appelle les camarades ici présents ainsi que les camarades de tout le Parti:

A lutter pour assurer le succès du VIIIe Congrès du Parti qui sera convoqué en 1956!

A lutter pour faire triompher le premier plan quinquennal!

## NOTES

[1] Roman légendaire chinois dont l'histoire se déroule dans le cadre de la guerre entre les Yin (les Chang) et les Tcheou.

# EN REFUTATION A L'"UNIFORMITE DE L'OPINION PUBLIQUE"*

(24 mai 1955)

Ce que Hou Feng entend par l'"uniformité de l'opinion publique", c'est le fait qu'on n'autorise pas les contre-révolutionnaires à émettre des opinions contre-révolutionnaires. C'est bien vrai, notre régime refuse en effet la liberté de parole à tous les contre-révolutionnaires, et l'accorde uniquement au peuple. Au sein du peuple, nous autorisons une opinion publique non uniforme, autrement dit la liberté de critique, la liberté d'exprimer des opinions différentes, la liberté de préconiser le théisme ou l'athéisme (c'est-à-dire le matérialisme). Dans toute société, il y a en tout temps deux catégories de gens, deux sortes d'idées — l'une avancée, et l'autre arriérée — qui existent en tant que contraires et s'affrontent; c'est invariablement les idées avancées qui l'emportent sur les idées arriérées; il est impossible de parvenir à une "uniformité de l'opinion publique" et il ne faut d'ailleurs pas la rechercher. Ce n'est qu'en développant pleinement ce qui est avancé pour triompher de ce qui est arriéré que l'on peut faire progresser la société. Mais à une époque où les classes et la lutte de classes existent encore chez nous comme ailleurs, la classe ouvrière et les masses populaires, qui ont conquis le pouvoir d'Etat, doivent écraser la résistance qu'opposent à la révolution toute classe, tout groupe et tout individu contre-révolutionnaires, mettre fin à leurs activités de restauration et leur interdire d'user de la liberté de parole pour atteindre leur objectif contre-révolutionnaire. Voilà pourquoi Hou Feng et les contre-révolutionnaires de son espèce trouvent que l'"uniformité de l'opinion publique" ne leur convient pas. Que cela ne leur convienne pas, c'est précisément notre but, c'est précisément ce qui nous convient. Dans

* Article écrit par le camarade Mao Tsétoung pour critiquer le groupe contre-révolutionnaire de Hou Feng.

notre pays, l'opinion publique est à la fois uniforme et non uniforme. Au sein du peuple, il est permis aux éléments avancés et aux éléments retardataires d'entrer en compétition, en utilisant librement nos journaux, périodiques, tribunes, etc., afin que les premiers puissent éduquer les seconds par la méthode démocratique, par la persuasion, et que les idées et les systèmes arriérés soient éliminés. Quand une contradiction est résolue, d'autres surgissent, et la compétition se poursuit. Ainsi, la société va continuellement de l'avant. L'existence de contradictions signifie l'absence d'uniformité. La solution des contradictions aboutit provisoirement à une uniformité; mais bientôt, d'autres contradictions apparaîtront, l'uniformité sera rompue et il faudra les résoudre à leur tour. Quant à la contradiction entre le peuple et les contre-révolutionnaires, elle relève de la dictature que le peuple, dirigé par la classe ouvrière et le Parti communiste, exerce sur les contre-révolutionnaires. Ici, ce ne sont pas les méthodes démocratiques qui sont utilisées, mais celles de la dictature, c'est-à-dire qu'il n'est permis aux contre-révolutionnaires que de marcher droit, et non de parler et d'agir comme bon leur semble. Ici, non seulement l'opinion publique est uniforme, mais la loi l'est aussi. Sur cette question, Hou Feng et les contre-révolutionnaires de même acabit semblent trouver des arguments plausibles, et des gens à l'esprit confus qui ont entendu leurs propos contre-révolutionnaires ont l'impression qu'on a quelques torts à se reprocher. Voyez donc l'"uniformité de l'opinion publique", ou l'"absence d'opinion publique" ou la "suppression de la liberté", tout cela n'est-il pas bien choquant? Ces gens ne savent pas faire la distinction entre deux catégories bien distinctes, entre ce qui est au sein du peuple et ce qui est en dehors du peuple. Au sein du peuple, étouffer la liberté, étouffer les critiques formulées par le peuple sur les erreurs et les insuffisances du Parti et du gouvernement, étouffer le libre débat dans les milieux académiques est un crime. Tel est notre régime. Or, tout cela est légal dans les pays capitalistes. En dehors du peuple, quand il s'agit des contre-révolutionnaires, il est criminel de les laisser parler et agir à leur guise, alors que leur imposer la dictature est chose légale. Voilà notre régime. C'est le contraire qui est vrai dans les pays capitalistes, où règne la dictature bourgeoise, celle-ci interdit au peuple révolutionnaire de parler et d'agir comme bon lui semble et l'oblige à "marcher droit". Les exploiteurs et les contre-révolutionnaires forment toujours et partout la minorité, les exploités et les révolutionnaires, la majorité. Par conséquent, ces derniers peuvent à bon droit exercer la dictature, tandis que les premiers ont toujours tort d'imposer

la leur. Hou Feng ajoutait que "l'immense majorité des lecteurs sont groupés dans des organisations où l'atmosphère est contraignante". Au sein du peuple, nous sommes opposés à la contrainte et aux moyens autoritaires, et nous nous en tenons fermement à la méthode démocratique, à la persuasion; il doit y régner une atmosphère de liberté, la "contrainte" serait une erreur. "L'immense majorité des lecteurs sont groupés dans des organisations", voilà une excellente chose. Et cela ne s'était jamais vu durant des millénaires. Ce n'est qu'après avoir mené des luttes longues et opiniâtres sous la direction du Parti communiste que notre peuple a eu la possibilité de passer de l'état de désunion, celui des grains de sable, qui favorisait l'exploitation et l'oppression par les réactionnaires, à l'état de cohésion, et qu'il a réussi, dans les quelques années qui ont succédé à la victoire de la révolution, à réaliser sa grande union. Quand Hou Feng parle de "contrainte", il entend celle dont nous usons à l'égard des gens de la contre-révolution. Ceux-ci sont en effet dans le plus grand désarroi, ils se sentent "comme la pauvre bru qui craint constamment d'être battue" et redoutent qu'"un simple toussotement soit aussitôt enregistré". Excellente chose aussi, à notre avis, qui, elle non plus, ne s'était jamais vue pendant des millénaires. C'est seulement à la suite des luttes longues et opiniâtres, entreprises par le peuple sous la direction du Parti communiste, que ces scélérats ont été amenés à se sentir si mal à l'aise. Bref, le jour où les masses populaires sont transportées de joie, les contre-révolutionnaires sont au supplice. Chaque année, à la Fête nationale, c'est cela que nous célébrons avant tout. "En littérature et en art, déclarait encore Hou Feng, rien de plus commode, à vrai dire, que d'adopter le mécanisme." Ici, "mécanisme" est employé par antiphrase pour matérialisme dialectique. Quant à "rien de plus commode", c'est une absurdité. Rien de plus commode au monde que l'idéalisme et la métaphysique, qui permettent de débiter n'importe quoi, sans tenir compte de la réalité objective et sans se soumettre à son contrôle. Au contraire, le matérialisme et la dialectique exigent des efforts; ils veulent que l'on parte de la réalité objective, que l'on se soumette à son contrôle. Si l'on ne fait pas d'effort, on risque de glisser dans l'idéalisme et la métaphysique. Hou Feng a ainsi soulevé dans sa lettre[1] trois questions de principe que nous avons cru nécessaire de soumettre à une réfutation détaillée. Dans cette lettre, il déclarait encore: "A l'heure actuelle, partout se manifestent des sentiments de révolte, partout on ne cesse de formuler des exigences nouvelles." Précisons que ces propos sont de 1950. A l'époque, les principales forces

militaires de Tchiang Kaï-chek venaient à peine d'être détruites sur la partie continentale du pays, un assez grand nombre de troupes contre-révolutionnaires, devenues des bandes de pillards, restaient à liquider, la réforme agraire et la répression des contre-révolutionnaires — deux mouvements de grande envergure — n'avaient pas encore commencé et le travail de réorganisation n'avait pas encore été effectué dans les milieux de la culture et de l'enseignement, aussi ces propos de Hou Feng traduisaient-ils effectivement la situation du moment; cependant, l'idée énoncée n'était pas complète. Pour qu'elle le fût, il fallait dire: A l'heure actuelle, partout les contre-révolutionnaires manifestent leurs sentiments de révolte contre la révolution, partout ils ne cessent de formuler des exigences nouvelles de toute sorte, de nature à créer des troubles contre la révolution.

## NOTES

[1] Il s'agit de la lettre confidentielle contre-révolutionnaire que Hou Feng adressa le 13 août 1950 à un de ses partisans, Tchang Tchong-hsiao.

# PREFACE ET COMMENTAIRES DES *DOCUMENTS SUR LE GROUPE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DE HOU FENG*

(Mai et juin 1955)

## PREFACE

(15 juin 1955)

Pour répondre aux besoins du grand public, nous avons réuni en un seul recueil les documents à propos du groupe contre-révolutionnaire de Hou Feng, publiés en trois séries dans le *Renmin Ribao* entre le 13 mai et le 10 juin 1955, ainsi que l'éditorial de ce journal, daté du 10 juin 1955. Ce recueil va être publié aux Editions du Peuple, sous le titre: *Documents sur le groupe contre-révolutionnaire de Hou Feng.* On y ajoutera aussi "Mon autocritique" de Hou Feng à titre de référence pour permettre à nos lecteurs d'étudier ce contre-révolutionnaire à double face, mais elle sera placée en annexe après les "Matériaux"[1] présentés par Chou Wou. Nous avons apporté quelques modifications de forme aux commentaires et aux notes sur les trois séries de documents. Dans la deuxième série, nous avons remanié certaines notes et en avons ajouté de nouvelles ainsi que deux commentaires. Et en vue d'unifier les termes, nous avons modifié les titres des deux premières séries en mettant, comme dans la troisième, "groupe contre-révolutionnaire" à la place de "groupe antiparti". A part cela, tout reste inchangé.

Il est à prévoir que la parution de ce recueil va attirer l'attention de deux catégories de gens comme ce fut le cas lors de la publication de ces matériaux dans le *Renmin Ribao.* Les contre-révolutionnaires y porteront leur attention et encore davantage, les masses populaires.

La correspondance entre les éléments du groupe de Hou Feng trouvera écho chez les contre-révolutionnaires et ceux qui nourrissent

certains sentiments contre-révolutionnaires. Hou Feng et ses hommes sont bel et bien les porte-parole de toute classe, de tout groupe et de tout individu contre-révolutionnaires; les injures qu'ils profèrent contre la révolution et les tactiques qu'ils utilisent dans leurs activités seront fort appréciées par tous les contre-révolutionnaires qui disposeront de ce livre; de plus, ces derniers en dégageront certains enseignements sur la lutte de classe contre-révolutionnaire. Néanmoins, ils n'échapperont en aucun cas à leur perte. Ces documents de Hou Feng et compagnie, de même que tous les documents contre-révolutionnaires rédigés par leurs maîtres — l'impérialisme et le Kuomintang de Tchiang Kaï-chek — pour s'opposer au peuple chinois, témoignent non pas de leur victoire, mais de leur défaite. Ces gens-là n'ont pu sauver leur clique de la ruine.

Les masses populaires ont bien besoin d'une telle documentation. De quelle manière les contre-révolutionnaires mènent-ils leur double jeu? Comment ont-ils réussi à nous tromper sous leur fausse apparence, tout en se livrant dans l'ombre à des activités que nous étions bien loin de supposer? C'est ce que des milliers et des milliers de gens de bonne volonté ignorent. Et c'est pour cette raison que de nombreux contre-révolutionnaires sont parvenus à s'infiltrer dans nos rangs. Nos camarades manquent de perspicacité pour distinguer les mauvais éléments des braves gens. Nous sommes capables de faire la distinction quand il s'agit de gens qui poursuivent des activités dans des circonstances normales, mais nous ne savons pas reconnaître certains individus qui opèrent dans des circonstances particulières. Les hommes de Hou Feng sont des contre-révolutionnaires déguisés, qui, sous un masque hypocrite, cachent leur vrai visage. Mais, puisqu'ils s'opposent à la révolution, ils n'arrivent pas à le cacher complètement. Des représentants de ce groupe ont eu des controverses avec nous à plusieurs reprises, avant et après la Libération. En paroles et en actes, ils diffèrent non seulement des communistes, mais également de la masse des révolutionnaires non communistes et des démocrates. Ils ont été entièrement démasqués ces derniers temps, tout simplement parce que nous avons saisi un tas de pièces à conviction. Si un bon nombre d'éléments du groupe de Hou Feng, pris isolément, ont pu nous tromper, c'est qu'ils n'avaient pas fait l'objet d'une vérification rigoureuse avant leur admission dans nos organisations du Parti, nos administrations d'Etat, organisations populaires, institutions de culture et d'éducation ou nos entreprises. C'est aussi que, à l'époque de la grande tempête révolutionnaire, comme nous étions vainqueurs, toutes sortes de gens affluaient

vers nous, tel un courant qui charrie pêle-mêle boues et sables, fretin et dragons, si bien que nous n'avions pas le temps de les soumettre à un tri rigoureux. Enfin, pour reconnaître les mauvais éléments et les exclure de nos rangs, il faut lier la juste direction des organismes dirigeants à un haut degré de conscience politique des masses; or notre travail à cet égard a présenté des insuffisances dans le passé. Tout cela constitue pour nous autant de leçons.

Nous accordons une grande importance à l'affaire Hou Feng, parce que nous voulons nous en servir pour éduquer les masses populaires, avant tout les cadres qui savent lire et les intellectuels, et élever leur niveau de conscience politique en leur recommandant ces *Documents*. D'une rare acuité et d'une vive netteté, ils sont vraiment frappants. Certainement, les contre-révolutionnaires y porteront attention, mais les masses révolutionnaires, encore davantage. Lorsqu'elles auront appris quelque chose de cette affaire et de ces matériaux, et que leur ardeur révolutionnaire en sera exaltée et leur discernement aiguisé, les contre-révolutionnaires dissimulés de tout acabit seront progressivement dévoilés.

## COMMENTAIRES (CHOIX)

(Mai et juin 1955)

### I

Secte — "cabale" comme disaient nos ancêtres et "cercle" ou "bande" comme on dit aussi aujourd'hui — est un terme qui nous est familier. Afin d'atteindre leur objectif politique, ceux qui sont groupés en secte accusent souvent les autres d'être sectaires; les sectaires, disent-ils, sont des gens malhonnêtes alors qu'eux-mêmes sont des gens honnêtes, et les gens honnêtes n'ont rien à voir avec les sectes. A ce qu'on disait, le groupe dirigé par Hou Feng était composé de "jeunes écrivains" et d'"écrivains révolutionnaires"; il faisait l'objet de la "haine" et des "persécutions" de la secte communiste qui, armée d'une "théorie bourgeoise", "constitue un royaume indépendant"; voilà pourquoi il voulait se venger. Quant à l'affaire du *Wenyi Bao*, "ce n'est qu'une brèche que nous avons mise à profit"[2], "ce n'est pas chose isolée", il faudrait bien partir de là pour "étendre l'affaire à l'ensemble" et "faire ressortir qu'il s'agit là d'une domination sectaire", voire

"domination sectaire et militariste". Le problème était tellement grave qu'en vue d'une campagne de nettoyage, Hou Feng et ses hommes ont "lancé" pas mal de choses. Ce faisant, ils ont attiré l'attention sur eux. Une enquête serrée sur bon nombre de ces gens a finalement établi qu'ils constituaient un groupe de quelque importance. On disait autrefois que c'était un "groupuscule". Ce n'est pas vrai. Ils sont assez nombreux. On prétendait que c'était tout bonnement des hommes de lettres. Ce n'est pas vrai non plus. Ils se sont infiltrés dans des organismes politiques, militaires, économiques, culturels et de l'enseignement. A ce qu'on disait, ils étaient d'authentiques révolutionnaires militant en plein jour. C'est également faux. La plupart d'entre eux ont un passé louche. Leur clique a été structurée essentiellement par des agents secrets de l'impérialisme et du Kuomintang, des trotskistes, des officiers de l'armée réactionnaire ou des renégats du Parti communiste, qui constituent à eux tous l'ossature d'une faction contre-révolutionnaire, dissimulée dans le camp révolutionnaire, d'un "royaume indépendant" clandestin. Cette faction contre-révolutionnaire, ce royaume clandestin, s'est assignée pour tâche de renverser la République populaire de Chine et de restaurer la domination de l'impérialisme et du Kuomintang. Ces gens-là sont constamment et partout à l'affût de nos insuffisances, dont ils profitent pour faire du sabotage. Là où ils se trouvent, on voit surgir d'étranges problèmes. Depuis la Libération, cette clique contre-révolutionnaire a pris de l'extension; si on n'y mettait pas un frein, elle pourrait encore se développer. Maintenant que les dessous du groupe de Hou Feng ont été percés à jour, de nombreux phénomènes s'expliquent fort bien; il nous est dès lors possible d'enrayer ses activités.

## II

Il est certain que la tactique de Lou Tien consistant à attaquer pour se défendre a été mise en pratique plus tard par Hou Feng, lorsqu'il est venu à Pékin réclamer du travail, demander d'examiner son cas, présenter un mémoire de 300.000 caractères et, enfin, bombarder à coups de canon en exploitant l'affaire du *Wenyi Bao*. Quand les choses vont mal pour eux, les représentants des classes exploiteuses recourent généralement à l'attaque pour se défendre, afin de protéger leur existence dans le présent et de faciliter leur développement dans l'avenir. Ou ils inventent des histoires de toutes pièces et répandent carrément

des mensonges; ou ils profitent de quelques apparences pour s'en prendre à l'essence des choses; ou ils chantent les louanges de certaines personnes, tandis qu'ils en condamnent d'autres; ou encore ils déforment et exagèrent des faits pour "opérer une percée" et nous mettre en difficulté. Bref, ils sont constamment à la recherche d'une tactique à utiliser contre nous et "prennent le vent" pour faire aboutir leurs complots. Parfois, ils "font le mort", guettant l'occasion de "revenir à la charge". Ils ont une longue expérience de la lutte de classe et savent mener la lutte sous toutes ses formes, légales ou illégales. Nous autres révolutionnaires, nous devons connaître leurs ruses et étudier leur tactique, afin de les vaincre. Gardons-nous de la naïveté du lettré confit dans les livres et ne traitons pas d'une manière simpliste la lutte des classes, qui est complexe.

III

Du fait que dans nos rangs révolutionnaires on s'est laissé gagner par la présomption et la suffisance, par l'insouciance et la négligence, ou que, absorbé par son travail quotidien, on a perdu de vue la politique, un bon nombre de contre-révolutionnaires ont "pénétré" jusque dans notre "foie". Et il ne s'agit pas là seulement des hommes de Hou Feng, il y a d'autres agents secrets et mauvais éléments qui se sont infiltrés en plus grand nombre encore.

IV

Hou Feng et compagnie qualifient de "victime d'attaques" un communiste qui est soumis à la critique pour ses tendances libérales. Si ce dernier est d'un "moral relativement bas", autrement dit, s'il veut accepter la critique du Parti et rejoindre la juste position, au lieu de maintenir sa position libérale, il n'y aura guère d'espoir pour le groupe de Hou Feng de l'entraîner dans son camp. Par contre, si, en persistant dans sa position libérale, il fait preuve d'un "moral" "relativement bon" et non "relativement bas", il risquera d'être entraîné. Hou Feng et consorts ne manqueront pas de "tenter le coup", en effet, ils l'appellent déjà "camarade". Eh bien, ne doit-on pas en tirer un avertissement? Quelle doit être l'attitude d'un communiste, lorsqu'il est soumis à la critique pour avoir commis des erreurs d'ordre idéologique et politique? Deux chemins s'offrent à son choix: ou bien corriger ses erreurs pour être un bon communiste, ou bien continuer à déraper

jusqu'à tomber dans le cloaque contre-révolutionnaire. Cette dernière voie existe bel et bien, et il se peut que les contre-révolutionnaires lui fassent déjà signe de la main!

V

Tout comme nous, les ennemis évaluent constamment le rapport des forces dans la lutte des classes à l'intérieur et à l'étranger. Mais, du fait qu'ils sont des réactionnaires rétrogrades et corrompus, ils sont voués à la faillite. Ils ne comprennent pas les lois du monde objectif, leur mode de pensée est subjectiviste et métaphysique, leurs estimations se révèlent donc toujours erronées. Leur instinct de classe les pousse nécessairement à croire qu'ils sont très puissants et que les forces révolutionnaires ne valent rien. Invariablement, ils surestiment leur propre force et sous-estiment la nôtre. Nous avons vu tomber tour à tour de nombreux contre-révolutionnaires: le gouvernement de la dynastie des Tsing, les seigneurs de guerre du Peiyang, les militaristes japonais, Mussolini, Hitler et Tchiang Kaï-chek; ils ont commis des erreurs dans leur pensée et dans leur action, et il ne pouvait en être autrement. Les impérialistes de nos jours tomberont fatalement dans les mêmes erreurs. Cela n'est-il pas amusant à constater? A en croire les hommes de Hou Feng, les forces populaires révolutionnaires de Chine dirigées par le Parti communiste vont "craquer", ce ne sont que des "feuilles mortes" ou des "cadavres pourris". Et les forces contre-révolutionnaires qu'ils représentent? Sans doute "certaines pousses fragiles risqueront d'être écrasées", mais une grande quantité de pousses "arriveront à percer", on ne sait quoi, et "se développeront vigoureusement". Si, à ce jour, on trouve encore des députés royalistes dans l'institution bourgeoise qu'est l'Assemblée nationale française, alors il est fort probable que, longtemps après la disparition définitive de toutes les classes exploiteuses de la surface du globe, il y aura encore des représentants de la dynastie de Tchiang Kaï-chek qui s'agiteront çà et là. Les plus récalcitrants d'entre eux n'admettront jamais leur défaite. C'est qu'ils ont besoin non seulement de tromper les autres, mais aussi de se tromper eux-mêmes. Sinon, ils ne pourraient plus vivre.

VI

L'assertion que l'on trouve dans cette lettre et selon laquelle "les forces féodales camouflées se livrent au massacre avec fureur" démontre

que le groupe contre-révolutionnaire de Hou Feng a été pris de panique devant la lutte grandiose menée par les forces révolutionnaires de notre peuple pour réprimer les forces contre-révolutionnaires; c'est un sentiment commun à toute classe, à tout groupe et à tout individu contre-révolutionnaires. Ce qui les épouvante est précisément ce qui réjouit les masses populaires révolutionnaires. Il n'est pas faux de dire "sans précédent dans l'histoire". A l'exception de la révolution qui substitua l'esclavage à la communauté primitive, c'est-à-dire un système d'exploitation à un système de non-exploitation, toutes les révolutions du passé ont eu pour résultat de substituer un système d'exploitation à un autre, et il n'était pour elles ni nécessaire ni possible de procéder à une répression radicale de la contre-révolution. Notre révolution, la révolution des masses populaires sous la direction du prolétariat et du parti communiste, est la seule qui vise à la suppression définitive de tous les systèmes d'exploitation et de toutes les classes. Les classes exploiteuses qui sont en voie d'être supprimées manifestent nécessairement leur résistance par l'intermédiaire de leurs partis et groupes contre-révolutionnaires ou de certains individus; les masses populaires doivent donc s'unir pour briser cette résistance, résolument, radicalement, intégralement, totalement. C'est alors seulement que cette répression est nécessaire et possible. Il n'est pas faux non plus de dire que "la lutte s'est nécessairement développée en profondeur". Mais, tout comme "mécanisme" signifie "matérialisme dialectique" dans le langage du groupe de Hou Feng, l'expression "forces féodales camouflées" est mal employée, c'est l'antiphrase de "dictature démocratique populaire dirigée par le prolétariat et le Parti communiste et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans".

## VII

Nous retrouvons donc ce même Tchang Tchong-hsiao. Il a un flair contre-révolutionnaire très aiguisé. Il surpasse de beaucoup pour le niveau de la conscience de classe et le flair politique un bon nombre de ceux qui sont dans nos rangs révolutionnaires, une partie des communistes y compris. En ce sens, bien des nôtres le cèdent énormément aux hommes de Hou Feng. Les nôtres doivent étudier, élever leur vigilance de classe, aiguiser leur flair politique. Si le groupe de Hou Feng peut nous apporter quelque chose de positif, c'est de nous permettre, à travers cette lutte qui remue nos cœurs, d'élever considérablement le niveau de notre conscience politique, d'affiner notre

sensibilité politique et d'écraser résolument tous les contre-révolutionnaires. Ainsi, nous consoliderons dans une large mesure notre dictature révolutionnaire, nous pourrons alors mener la révolution jusqu'au bout et atteindre notre but, l'édification d'un grand Etat socialiste.

## NOTES

[1] Il s'agit ici des "Matériaux à propos du groupe contre-révolutionnaire de Hou Feng" présentés, à titre d'aveu, par Chou Wou, membre de ce groupe. Ils comportent des extraits des lettres confidentielles contre-révolutionnaires que Hou Feng lui avait adressées avant et après la Libération.

[2] Le présidium de la Fédération des Ecrivains et des Artistes de Chine et celui de l'Association des Ecrivains chinois ont tenu conjointement une réunion élargie, de la fin d'octobre au début de décembre 1954, pour examiner le cas du *Wenyi Bao* qui avait commis l'erreur d'étouffer les critiques formulées par des jeunes gens à propos des idées bourgeoises dans les recherches sur *Le Rêve du Pavillon rouge*. Hou Feng estimait que le moment était venu de lancer des attaques contre le Parti. Dans une lettre confidentielle adressée à ses partisans, il déclare: "Ce n'est qu'une brèche que nous avons mise à profit; il faut étendre l'affaire à l'ensemble."

# SUR LE PROBLEME DE LA COOPERATION AGRICOLE*

(31 juillet 1955)

## I

Un nouveau mouvement de masse, socialiste, est sur le point de prendre son essor dans toutes les régions rurales de notre pays. Toutefois, certains de nos camarades marchent clopin-clopant, comme une femme aux pieds bandés, et ne cessent de se plaindre, disant: "Ah! vous allez trop vite!" Pointilleux sur des vétilles, récriminant sans raison, se tracassant sans cesse, multipliant les interdictions et les prescriptions, ils s'imaginent donner par là une juste orientation au mouvement socialiste de masse dans les campagnes.

Eh bien, non, cette orientation n'est pas juste, elle est fausse.

A l'heure actuelle, l'essor de la coopération agricole, de la transformation sociale à la campagne, a déjà commencé en certains endroits, et il va bientôt gagner tout le pays. C'est un mouvement révolutionnaire socialiste d'une grande ampleur qui touche une population rurale de plus de 500 millions d'habitants; sa portée mondiale est donc considérable. Nous devons le diriger activement, avec enthousiasme et méthode, et non le ramener en arrière de quelque façon que ce soit. Dans un tel mouvement, certaines erreurs sont inévitables, cela se comprend; elles ne sont d'ailleurs pas difficiles à redresser. Les cadres et les paysans parviendront à surmonter leurs insuffisances ou à corriger leurs erreurs si nous leur apportons une aide active. Ils vont de l'avant sous la direction du Parti; le mouvement est fondamentalement sain. Ici ou là, ils ont commis des erreurs dans leur travail; ils ont, par

* Rapport présenté par le camarade Mao Tsétoung à une conférence des secrétaires des comités du Parti pour les provinces, municipalités et régions autonomes, convoquée par le Comité central du Parti communiste chinois.

exemple, empêché des paysans pauvres d'adhérer aux coopératives sans tenir compte de leurs difficultés, alors qu'ils ont forcé des paysans moyens aisés à y entrer, en lésant leurs intérêts. On doit corriger ces erreurs par l'éducation et non par de simples réprimandes, car celles-ci ne peuvent résoudre aucun problème. Nous devons prendre la direction du mouvement, hardiment et non comme si nous avions à "redouter un dragon devant nous et un tigre derrière". C'est par leur propre expérience de la lutte que les cadres et les paysans se rééduqueront. Qu'on les laisse agir; c'est dans le feu de l'action qu'ils s'instruiront et deviendront plus capables. Et nous verrons surgir de nombreux hommes de valeur. Ce n'est pas en "redoutant un dragon devant nous et un tigre derrière" que nous formerons des cadres. Il est indispensable que les instances supérieures envoient dans les campagnes un grand nombre de cadres ayant reçu une formation accélérée, pour guider et aider le mouvement coopératif. Mais c'est en s'engageant dans le mouvement même que ces cadres apprendront à faire leur travail. Pour avoir suivi des cours de formation et écouté son professeur exposer quantité de bons principes, il ne s'ensuit pas forcément qu'on ait appris à travailler.

En un mot, la direction ne doit jamais être à la remorque du mouvement de masse. Or, justement à l'heure actuelle, celui-ci devance la direction, qui n'arrive pas à suivre. Cette situation doit changer.

## II

A présent, le mouvement coopératif a déjà pris une grande ampleur dans le pays, et pourtant nous avons encore à discuter de questions comme celles-ci: Les coopératives peuvent-elles se développer? Peuvent-elles se consolider? Il semble que, pour certains camarades, le nœud de la question soit leur inquiétude quant à la possibilité de consolider les quelques centaines de milliers de coopératives semi-socialistes existantes, en général de petite envergure (elles ne groupent en moyenne guère plus de 20 foyers chacune). Naturellement, si elles ne pouvaient pas être consolidées, il ne serait pas question de les développer. Le développement pris par la coopération au cours de ces dernières années n'a pas encore convaincu certains de nos camarades, et ils attendent de voir comment les choses iront en 1955. Peut-être même attendront-ils une année de plus; si un plus grand nombre de

coopératives parviennent à se consolider vers la fin de 1956, ils seront alors vraiment persuadés que la coopération dans l'agriculture est possible et que la politique du Comité central de notre Parti est juste. Voilà pourquoi notre travail au cours de cette année et de l'an prochain est très important.

Afin de prouver que la coopération agricole est réalisable et que la politique de notre Comité central dans ce domaine est juste, il n'est peut-être pas sans intérêt d'examiner un peu l'histoire du mouvement de coopération agricole dans notre pays.

Durant les vingt-deux années de guerres révolutionnaires qui ont précédé la fondation de la République populaire de Chine, notre Parti avait acquis l'expérience de guider les paysans, après la réforme agraire, dans la formation d'organisations d'entraide pour la production agricole, qui renfermaient des germes du socialisme, à savoir les groupes d'entraide au travail et les équipes de labour dans le Kiangsi, les équipes d'échange de travail dans le Chensi du Nord, les équipes d'entraide dans la Chine du Nord, de l'Est et du Nord-Est. On vit apparaître aussi, mais dans des cas isolés, des coopératives agricoles de production de type semi-socialiste ou socialiste. Par exemple, pendant la Guerre de Résistance contre le Japon, une coopérative agricole de production de type socialiste fut établie dans le district d'Ansai, dans le Chensi du Nord, mais à l'époque ce type de coopérative n'était pas encore généralisé.

Ce n'est qu'après la fondation de la République populaire de Chine que notre Parti a conduit les paysans à organiser sur une plus vaste échelle des équipes d'entraide pour la production agricole et, sur cette base, à constituer en grand nombre des coopératives agricoles de production. Ainsi, quelque six années encore ont été consacrées à ce travail.

Quand notre Comité central adopta pour la première fois, le 15 décembre 1951, un projet de résolution sur l'entraide et la coopération dans la production agricole (ce document ne fut publié dans la presse, sous forme de résolution officielle du Parti, qu'en mars 1953) et le diffusa dans les organisations locales du Parti en vue d'une application à titre d'essai dans les diverses régions, le pays comptait un peu plus de 300 coopératives agricoles de production. Deux ans plus tard, quand le Comité central diffusa le 16 décembre 1953 sa résolution relative aux coopératives agricoles de production, elles étaient plus de 14.000, soit 47 fois le chiffre de 1951.

Cette résolution stipulait que, de l'hiver 1953 à la moisson d'automne de 1954, le nombre des coopératives agricoles de production devait passer d'un peu plus de 14.000 à 35.800 et quelques, c'est-à-dire qu'il ne devait être augmenté que de 150 pour cent. Mais, pendant cette période, il fut en fait porté à 100.000, c'est-à-dire à plus du septuple.

En octobre 1954, notre Comité central décida de sextupler le nombre des coopératives, c'est-à-dire de les faire passer de 100.000 à 600.000; mais on atteignit en fait le chiffre de 670.000. En juin 1955, après une première révision, leur nombre diminua de 20.000; il en restait donc 650.000; c'est-à-dire 50.000 de plus que prévu. Seize millions neuf cent mille foyers paysans y avaient adhéré, ce qui représente en moyenne 26 foyers par coopérative.

Ces coopératives se trouvent principalement dans les provinces septentrionales qui furent libérées les premières. La plupart des provinces du pays, libérées plus tard, ont aussi établi des coopératives agricoles de production, mais celles-ci ne sont pas encore très nombreuses, sauf dans l'Anhouei et le Tchékiang.

D'une façon générale, ce sont de petites coopératives; cependant, il y en a un petit nombre de plus grandes qui groupent 70 à 80 foyers chacune, parfois plus de 100, et même plusieurs centaines.

Ce sont en général des coopératives de type semi-socialiste: cependant un petit nombre d'entre elles sont devenues des coopératives de forme supérieure, de type socialiste.

Parallèlement au développement de la coopération agricole parmi les paysans, un petit nombre de fermes d'Etat, de caractère socialiste, ont été créées dans notre pays. En 1957, il y en aura 3.038, cultivant 16.870.000 mous. Ce nombre comprendra 141 exploitations mécanisées (soit celles qui existaient déjà en 1952 et celles qui auront été créées au cours du premier plan quinquennal); elles mettront en culture 7.580.000 mous. Quant aux 2.897 fermes d'Etat non mécanisées, dépendant de l'administration locale, elles cultiveront 9.290.000 mous. Au cours du second et du troisième quinquennat, on assistera dans l'agriculture à un grand développement du secteur d'Etat.

Ce printemps, notre Comité central a décidé de porter à un million le nombre des coopératives agricoles de production, soit une augmentation de 350.000 coopératives en plus des 650.000 existantes ou un accroissement de cinquante et quelques pour cent seulement. Pour ma part, je trouve que ce n'est pas tout à fait suffisant. Il serait nécessaire de doubler approximativement leur nombre, afin d'atteindre un total

d'environ 1.300.000, ce qui permettrait aux deux cents et quelques dizaines de milliers de cantons de notre pays, sauf dans certaines régions frontalières, d'avoir chacun une ou plusieurs petites coopératives agricoles de production de type semi-socialiste, qui puissent servir de modèle. Dans un ou deux ans, ces coopératives, grâce à l'expérience acquise, seront devenues des "vétérans" qu'on pourra prendre en exemple. Durant les quatorze mois qui nous séparent de la moisson d'automne d'octobre 1956, il doit être possible de réaliser ce plan pour la création de coopératives. J'espère qu'une fois de retour chez eux, les camarades responsables des différentes provinces et régions autonomes étudieront la question, élaboreront en conformité avec les conditions concrètes des plans adéquats et les communiqueront, dans un délai de deux mois, au Comité central. Alors, nous discuterons à nouveau la question, afin d'arriver à une décision définitive.

Le problème est de savoir si l'on peut consolider les coopératives. Certains disent que le plan de l'année dernière, portant sur l'établissement de 500.000 nouvelles coopératives, était trop ambitieux, trop aventureux, et que celui qui en prévoit pour cette année 350.000 de plus l'est également. Ils se demandent si, avec un tel nombre de coopératives, il est possible de les consolider.

Qu'en est-il en réalité?

Il va sans dire que ni l'industrialisation socialiste ni la transformation socialiste ne sont choses faciles. Il y a certes bien des difficultés à surmonter pour faire passer environ 110 millions de familles de paysans de leur exploitation individuelle à l'exploitation collective et pour réaliser ensuite la refonte technique de l'agriculture; mais nous devons avoir la conviction que notre Parti est capable de diriger les masses de manière à vaincre ces difficultés.

En ce qui concerne la coopération agricole, il y a deux choses, à mon avis, dont nous devons être convaincus. Premièrement, les paysans pauvres et la couche inférieure des paysans moyens, nouveaux et anciens[1], désirent ardemment s'engager dans la voie socialiste et répondent avec enthousiasme à l'appel lancé par notre Parti en faveur de la coopération; les premiers, parce que leur situation économique est difficile, les seconds, parce qu'ils n'ont pas encore acquis l'aisance, bien que leurs conditions de vie se soient améliorées depuis la Libération. Particulièrement actifs sont ceux d'entre eux dont le niveau de conscience politique est relativement élevé.

Deuxièmement, notre Parti est capable de conduire le peuple tout entier au socialisme. Il a mené à la victoire la grande révolution

démocratique populaire et instauré la dictature démocratique populaire ayant à sa tête la classe ouvrière; il est donc certainement capable de diriger notre peuple de façon à réaliser pour l'essentiel, au cours de trois quinquennats environ, l'industrialisation socialiste du pays et la transformation socialiste de l'agriculture et de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. L'agriculture, tout comme les autres domaines, nous en fournit des preuves solides et convaincantes. Considérez, par exemple, les trois premiers trains de coopératives: d'abord 300, puis 13.700, enfin 86.000, soit au total 100.000 coopératives, toutes créées avant l'automne 1954, et toutes consolidées depuis. Pourquoi donc celles du quatrième train, soit 550.000 coopératives, constituées en 1954-1955, et du cinquième, soit 350.000 (chiffre provisoire de contrôle qui devra être arrêté définitivement), à établir en 1955-1956, ne pourraient-elles pas, elles aussi, être consolidées?

Il faut avoir confiance dans les masses; il faut avoir confiance dans le Parti: ce sont là deux principes fondamentaux. Si nous avons le moindre doute à cet égard, nous serons incapables d'accomplir quoi que ce soit.

## III

Pour réaliser graduellement la coopération agricole dans nos campagnes, nous devons procéder dans les coopératives déjà créées à un sérieux travail de révision.

Nous devons insister sur la qualité et nous opposer à la tendance qui, négligeant la qualité, n'a en vue que le nombre des coopératives ou des familles membres. Nous devons donc attacher une grande importance à notre travail de révision.

La révision doit être faite non pas une fois, mais deux ou trois fois par an. Un certain nombre de coopératives l'ont déjà effectuée au cours du premier semestre (toutefois, en certains endroits, d'une façon peu soignée, semble-t-il, et sans qu'on ait fait de gros efforts). Je propose donc une deuxième révision cette année, en automne ou en hiver, et une troisième l'an prochain, au printemps ou durant l'été. Sur les 650.000 coopératives actuelles, 550.000 sont nouvelles et ont été établies l'hiver dernier ou ce printemps; elles comprennent des "coopératives de première catégorie"[2], qui sont relativement solides et qui, ajoutées aux 100.000 anciennes déjà solidement établies, font un assez

beau total. Ces coopératives déjà consolidées ne peuvent-elles pas entraîner les autres à se consolider graduellement? Elles le peuvent certainement.

Nous devons faire grand cas de la moindre flambée d'enthousiasme des paysans et des cadres pour le socialisme et nous garder de l'étouffer. Nous devons faire nôtres les aspirations et les sentiments des membres et des cadres des coopératives, des cadres des districts, des arrondissements et des cantons, et non refroidir leur ardeur.

On ne se résoudra à dissoudre une coopérative que si la totalité ou la quasi-totalité de ses membres est absolument décidée à ne plus poursuivre l'expérience. S'il ne s'agit que de quelques membres, laissez-les se retirer, et que les autres continuent. Si la majorité est décidée à ne pas poursuivre alors qu'une minorité est d'avis opposé, on laissera la majorité se retirer, et la minorité restera et continuera. Même ainsi, c'est bien. Dans une toute petite coopérative du Hopei, qui groupait seulement six familles, trois familles d'anciens paysans moyens refusaient obstinément de continuer; finalement, on les laissa se retirer. Les trois autres familles, des familles de paysans pauvres[3], se montrèrent décidées à persister coûte que coûte; elles restèrent, et la coopérative fut maintenue. En fait, l'orientation choisie par ces trois familles de paysans pauvres est celle de nos 500 millions de paysans. Tous les paysans individuels suivront en fin de compte la voie dans laquelle elles se sont engagées avec résolution.

Dans le Tchékiang, l'adoption de la politique dite de "réduction énergique" (qui n'émanait pas d'une décision prise par le comité du Parti de cette province) fit que, sur un total de 53.000 coopératives, 15.000, englobant 400.000 foyers paysans, furent dissoutes d'un coup, ce qui provoqua un vif mécontentement parmi les masses et les cadres; ce n'était pas du tout ce qu'il fallait faire. C'est dans un état de grand désarroi que fut décidée cette politique. Il était faux aussi de prendre une mesure d'une telle importance sans l'accord préalable du Comité central, d'autant plus que, dès avril 1955, ce dernier avait lancé l'avertissement suivant: "Ne répétez pas les erreurs de 1953 en procédant à une dissolution massive des coopératives, autrement vous aurez encore une fois à faire votre autocritique." Mais certains camarades firent la sourde oreille.

En face du succès, il faut, je crois, se défier de deux tendances. L'une est de se laisser griser par le succès; gonflé d'orgueil, on tombe dans l'erreur "de gauche", ce qui, naturellement, est mauvais. L'autre est de s'effrayer du succès; on recourt alors à la politique de "réduction

énergique" et on tombe dans l'erreur de droite, ce qui est tout aussi mauvais. C'est la seconde tendance qui prévaut actuellement, car certains camarades sont transis de peur en voyant surgir des centaines de milliers de petites coopératives.

## IV

Le travail préalable à la création des coopératives doit être accompli avec soin.

Dès le début, il faut veiller à la qualité et combattre la tendance à n'avoir en vue que le nombre.

"Ne pas engager de combat sans préparation, ou un combat dont l'issue victorieuse ne soit pas certaine", tel était, durant les guerres révolutionnaires, le célèbre mot d'ordre de notre Parti. Il est tout aussi valable dans l'édification du socialisme. Pour être assuré de la victoire, il faut être préparé, et à fond. Avant de créer un nouveau train de coopératives agricoles de production dans une province, une préfecture ou un district, il faut mener à bien de nombreuses tâches préalables, qui sont essentiellement les suivantes:

1) Critiquer les idées erronées et dresser le bilan de l'expérience acquise.

2) Populariser systématiquement et sans relâche, parmi les masses paysannes, l'orientation, la politique et les mesures adoptées par notre Parti dans le domaine de la coopération agricole; ce faisant, non seulement expliquer aux paysans les avantages de la coopération, mais aussi leur montrer les difficultés qu'on peut rencontrer au cours de sa réalisation, afin qu'ils aient l'esprit bien préparé.

3) Elaborer, en tenant compte de la situation réelle, un plan d'ensemble pour le développement de la coopération agricole, dans le cadre de la province, de la préfecture, du district, de l'arrondissement ou du canton, puis, sur cette base, établir un plan annuel.

4) Former dans des stages d'étude de courte durée des cadres pour la création des coopératives.

5) Assurer partout un large développement des équipes d'entraide pour la production agricole et, dès que les conditions le permettent, les entraîner à se grouper en associations d'équipes

d'entraide, de façon à jeter les bases nécessaires à une fusion ultérieure en coopératives.

Quand ces tâches seront réalisées, il sera possible de résoudre, pour l'essentiel, le problème de l'union de la quantité et de la qualité dans le développement des coopératives; mais cela ne nous dispense pas, dès qu'un groupe de coopératives est créé, d'entreprendre immédiatement un travail de révision.

La possibilité de consolider un groupe de coopératives dépend, en premier lieu, des préparatifs effectués avant leur établissement et, en second lieu, du travail de révision après leur création.

Pour la création des coopératives comme pour le travail de révision, il faut s'appuyer sur les cellules du Parti et de la Ligue de la Jeunesse à l'échelon du canton. C'est pourquoi les deux tâches doivent être étroitement liées à l'édification et à la consolidation du Parti et de la Ligue de la Jeunesse dans les campagnes.

Il est indispensable que les cadres locaux des régions rurales soient les chevilles ouvrières de la création des coopératives aussi bien que du travail de révision; il faut les encourager et leur confier des responsabilités. Les cadres envoyés par les instances supérieures serviront seulement de force auxiliaire; leur rôle est de guider et d'aider, non de prendre tout en main.

## V

En ce qui concerne la production, les coopératives doivent obtenir de meilleures récoltes que les paysans individuels et les équipes d'entraide. La production ne doit en aucun cas demeurer au niveau de ces derniers, car ce serait l'échec; à quoi bon alors créer des coopératives? A plus forte raison, la production ne saurait diminuer. Pour plus de 80 pour cent de nos 650.000 coopératives elle est en hausse; c'est là une très bonne chose, qui montre que leurs membres sont pleins d'ardeur pour la production et que les coopératives sont supérieures aux équipes d'entraide, et plus encore aux exploitations individuelles.

Pour augmenter le volume de la production agricole, il faut:

1) appliquer strictement le principe du libre consentement et de l'avantage réciproque;

2) améliorer la gestion (planification et direction de la production, organisation du travail, etc.);

3) améliorer les techniques agricoles (labours profonds et culture soignée, plantation serrée en petites touffes, extension des surfaces donnant deux ou trois récoltes par an, emploi de semences de qualité, popularisation des instruments aratoires de type nouveau, lutte contre les maladies des plantes et les insectes nuisibles, etc.);

4) accroître les moyens de production (superficies cultivables, engrais, ouvrages hydrauliques, bêtes de trait, instruments aratoires, etc.).

Ce sont là des conditions indispensables à la consolidation des coopératives et à l'accroissement de la production.

Afin d'assurer une stricte application du principe du libre consentement et de l'avantage réciproque, il faut maintenant porter particulièrement notre attention sur les questions suivantes:

1) Ne convient-il pas d'ajourner d'un an ou deux l'apport des bêtes de trait et du gros outillage agricole aux coopératives? En a-t-on évalué le prix de façon équitable? L'indemnisation n'est-elle pas échelonnée sur une trop longue période?

2) Le rapport entre la quote-part à recevoir pour l'apport en terres et celle qui provient du travail fourni est-il convenable?

3) Comment les coopératives doivent-elles réunir les fonds qui leur sont nécessaires?

4) Certains membres peuvent-ils consacrer une partie de leur force de travail à des occupations subsidiaires?

(Puisque nos coopératives agricoles de production sont en général encore de type semi-socialiste, nous devons veiller à régler convenablement ces quatre questions, afin de ne pas enfreindre le principe de l'avantage réciproque pour les paysans pauvres et les paysans moyens. Le libre consentement ne peut être fondé que sur l'avantage réciproque.)

5) Quelle superficie doivent représenter les parcelles individuelles laissées aux membres des coopératives?

6) Quelle doit être l'appartenance de classe de ceux qui adhèrent aux coopératives?

Je voudrais dire ici quelques mots sur la question de l'appartenance de classe. Je pense que pendant une année ou deux, dans les régions

où les coopératives commencent à se répandre ou viennent seulement d'être généralisées, c'est-à-dire, aujourd'hui, dans la majeure partie du pays, nous devons faire en sorte que s'organisent tout d'abord les éléments actifs des couches suivantes de la population rurale: 1) les paysans pauvres; 2) les nouveaux paysans moyens-pauvres; 3) les anciens paysans moyens-pauvres. Quant aux éléments de ces couches qui, pour le moment, ne réagissent pas encore avec enthousiasme, il faut éviter de les entraîner malgré eux dans les coopératives. Il convient d'attendre, pour les y admettre par groupes, que leur conscience politique se soit élevée et que leur intérêt pour les coopératives se soit éveillé. Les paysans de toutes ces couches sont assez proches les uns des autres par leur condition économique, soit qu'ils mènent encore une vie difficile (c'est le cas des paysans pauvres, qui ont reçu des terres et dont les conditions de vie se sont sensiblement améliorées depuis la Libération, mais qui ont encore des difficultés parce qu'ils manquent de main-d'œuvre, de bêtes de trait et d'instruments aratoires), soit qu'ils ne connaissent pas encore l'aisance (c'est le cas des paysans moyens-pauvres). Aussi trouve-t-on chez eux un vif désir de s'organiser en coopératives. Cependant, pour diverses raisons, ils n'ont pas tous le même empressement: les uns sont enthousiastes, d'autres, pour le moment, ne montrent pas beaucoup de zèle, et certains veulent voir venir les choses. Il nous faut donc poursuivre pendant un temps notre travail d'éducation parmi ceux qui ne désirent pas encore entrer dans les coopératives, même s'il s'agit de paysans pauvres ou de paysans moyens-pauvres; il faut attendre patiemment qu'ils prennent conscience et se garder de violer le principe du libre consentement en les entraînant dans les coopératives contre leur gré.

Quant à la couche supérieure des paysans moyens, anciens ou nouveaux, c'est-à-dire les paysans moyens qui sont de condition relativement aisée, il ne faut pas, pour le moment, les admettre dans les coopératives — excepté ceux qui, ayant pris conscience de la nécessité de s'engager dans la voie du socialisme, désirent vraiment y adhérer — et encore moins les y entraîner contre leur volonté. En effet, ils ne sont pas encore assez conscients pour prendre la voie socialiste; ils ne se décideront à entrer dans les coopératives qu'au moment où la majorité de la population rurale y aura adhéré, ou bien lorsque sur les terres des coopératives le rendement sera égal ou supérieur à celui de leurs propres terres, c'est-à-dire quand ils se rendront compte qu'il leur est désavantageux, à tout point de vue, de continuer à travailler individuellement et qu'ils ont plus d'intérêt à faire partie d'une coopérative.

Ainsi, il faut d'abord, pendant quelques années, organiser en coopératives, par groupes échelonnés, suivant leur degré de conscience politique, les paysans qui sont pauvres ou qui n'ont pas encore une existence aisée (ils représentent au total environ 60 à 70 pour cent de la population rurale), et ensuite seulement admettre les paysans moyens aisés. De cette façon, on évitera l'autoritarisme.

Au cours des prochaines années, il ne faudra en aucun cas admettre dans les coopératives les propriétaires fonciers et les paysans riches, dans les régions où la coopération n'aura pas été réalisée pour l'essentiel. Toutefois, dans les régions où elle l'a été, les coopératives solidement établies peuvent admettre, à certaines conditions, par groupes et par étapes, les anciens propriétaires fonciers ou paysans riches qui ont depuis longtemps renoncé à l'exploitation d'autrui pour se mettre à travailler de leurs mains et qui respectent la loi; on leur permettra ainsi de prendre part au travail collectif et on continuera à les rééduquer par le travail.

## VI

A propos du développement des coopératives, la question qui se pose maintenant n'est pas de critiquer la progression aventureuse. On a tort d'affirmer que le rythme actuel du développement des coopératives "dépasse les possibilités réelles" ou qu'il "dépasse le niveau de conscience politique des masses". La situation se présente ainsi en Chine: La population est énorme, et la superficie des terres cultivées insuffisante (la moyenne est de trois mous par habitant pour l'ensemble du pays; mais dans de nombreuses régions des provinces méridionales, elle tombe à un mou, quand elle n'est pas inférieure); les calamités naturelles sont fréquentes (chaque année, de vastes étendues cultivées ont plus ou moins à souffrir des ravages causés par les inondations, la sécheresse, les vents, la gelée, la grêle ou les insectes nuisibles), et les méthodes d'exploitation sont arriérées. C'est pourquoi, bien que la vie de la grande masse des paysans se soit améliorée depuis la réforme agraire, parfois même dans une mesure considérable, nombre d'entre eux sont encore en difficulté ou n'ont pas atteint l'aisance, et ceux qui ont une existence aisée sont relativement peu nombreux. Il s'ensuit que la grande majorité des paysans ont le vif désir de s'engager dans la voie du socialisme, désir que l'industrialisation socialiste de notre

pays et ses réalisations ne cessent de renforcer. Pour eux, il n'est d'autre issue que le socialisme. Les 60 à 70 pour cent de la population rurale se trouvent dans ce cas. Donc, pour la plupart des paysans, le seul moyen d'échapper à la pauvreté, d'améliorer leurs conditions de vie et de combattre les calamités naturelles, c'est de se grouper et d'avancer dans la grande voie du socialisme. Ce sentiment grandit rapidement dans la masse des paysans pauvres et des paysans peu aisés. Quant aux paysans aisés ou relativement aisés, qui ne représentent que les 20 à 30 pour cent de la population rurale, ils sont hésitants, et certains d'entre eux s'efforcent d'emprunter la voie du capitalisme. En outre, comme je l'ai dit plus haut, nombre de paysans pauvres ou peu aisés, qui n'ont qu'un faible degré de conscience politique, restent pour l'instant dans l'expectative et sont eux aussi indécis; mais ils acceptent plus facilement le socialisme que les paysans aisés. Telle est la réalité. Et pourtant, certains de nos camarades l'ignorent; à leurs yeux, les quelques centaines de milliers de petites coopératives de type semi-socialiste qui viennent d'être créées "dépassent les possibilités réelles" ou "dépassent le niveau de conscience politique des masses". C'est que leur regard reste fixé sur le petit nombre de paysans aisés et qu'ils oublient les paysans pauvres et les paysans peu aisés qui constituent l'immense majorité. C'est là une première conception erronée.

En outre, ces camarades sous-estiment la capacité du Parti communiste de diriger les régions rurales et le soutien enthousiaste que lui apporte la masse des paysans. Ils pensent que notre Parti aura déjà du mal à consolider les quelques centaines de milliers de petites coopératives existantes; aussi un large développement de la coopération dans l'agriculture leur paraît-il d'autant plus inconcevable. Ils donnent une image pessimiste du travail qu'effectue actuellement notre Parti en dirigeant la coopération agricole; ce travail, estiment-ils, "dépasse le niveau de l'expérience des cadres". Certes, la révolution socialiste est une révolution nouvelle. Notre expérience se limitait à la révolution démocratique bourgeoise et nous n'avions pas l'expérience de la révolution socialiste. Or, comment acquérir une telle expérience? Faut-il rester les bras croisés, ou au contraire se jeter dans la lutte pour la révolution socialiste et apprendre tout en combattant? Sans mettre à exécution le plan quinquennal, sans entreprendre l'industrialisation socialiste, comment pourrions-nous acquérir l'expérience de l'industrialisation? Une partie du plan quinquennal est d'ailleurs consacrée à la coopération dans l'agriculture; si nous ne guidons pas les paysans

dans l'organisation d'une ou de plusieurs coopératives agricoles de production par village ou par canton, comment les cadres pourront-ils acquérir un certain "niveau d'expérience" et à partir de quoi pourront-ils l'élever? Il est manifestement faux de penser que le développement actuel des coopératives agricoles de production "dépasse le niveau de l'expérience des cadres". C'est là une seconde conception erronée.

La façon dont ces camarades envisagent les choses n'est pas juste. Ils ne considèrent pas l'essence du problème, l'aspect dominant, et insistent sur des questions non essentielles, secondaires. Je ne dis pas que celles-ci doivent être négligées; il faut les résoudre une à une. Mais nous ne devons pas les confondre avec l'essence du problème, l'aspect dominant, sous peine de perdre notre orientation.

Nous devons être convaincus que 1) les masses paysannes désirent s'engager progressivement, sous la conduite du Parti, dans la voie du socialisme et que 2) le Parti est capable de conduire les paysans dans cette voie. Ces deux points constituent l'essence et l'aspect dominant du problème. Sans cette conviction, nous n'arriverons pas à édifier le socialisme, pour l'essentiel, en trois quinquennats environ.

## VII

La grande expérience historique de l'Union soviétique dans l'édification du socialisme exalte notre peuple; elle lui donne pleine confiance dans l'édification du socialisme en Chine. Cependant, à propos même de cette expérience de signification internationale, les points de vue divergent. Certains camarades désapprouvent la politique de notre Comité central qui consiste à faire concorder, dans notre pays, le développement de la coopération agricole avec celui de l'industrialisation socialiste; or, une politique du même genre a déjà fait ses preuves en Union soviétique. Le rythme actuel de l'industrialisation leur paraît convenir, mais ils estiment qu'il n'est pas nécessaire que la coopération agricole aille de pair avec l'industrialisation, qu'il est préférable qu'elle s'effectue à un rythme particulièrement lent. C'est ne pas tenir compte de l'expérience de l'Union soviétique. Ces camarades ne comprennent pas que l'industrialisation socialiste ne saurait être réalisée isolément, indépendamment de la coopération agricole. En premier lieu, et comme chacun sait, le niveau de production du grain marchand et des matières premières industrielles est actuellement très bas en Chine, tandis que

les besoins du pays dans ces domaines s'accroissent d'année en année. Il y a là une contradiction aiguë. Si, en une période de trois plans quinquennaux environ, nous ne sommes pas capables de résoudre pour l'essentiel le problème de la coopération agricole — c'est-à-dire de faire passer notre agriculture de la petite exploitation, avec des instruments aratoires à traction animale, à la grande exploitation mécanisée — et de réaliser en outre de vastes travaux de défrichage organisés par l'Etat et effectués au moyen de machines par une population qui se déplacera à cet effet (il est prévu de défricher, en trois quinquennats, 400 à 500 millions de mous de terres), nous ne serons pas en mesure de résoudre la contradiction entre l'accroissement constant des besoins en grain marchand et en matières premières industrielles et la production actuelle pour les principales cultures, qui est généralement très faible. Dans ce cas, notre industrialisation socialiste se heurterait à d'énormes difficultés et nous ne saurions la mener à bien. Le même problème s'est posé à l'Union soviétique dans l'édification du socialisme; elle l'a résolu en dirigeant et en développant de façon planifiée la coopération agricole. C'est seulement en appliquant la même méthode que nous pourrons, nous aussi, résoudre ce problème. En second lieu, certains de nos camarades n'ont pas bien réfléchi à la relation entre les deux faits suivants: L'industrie lourde, secteur capital de l'industrialisation socialiste, fournit à l'agriculture les tracteurs et autres machines agricoles, les engrais chimiques, les moyens de transport modernes, le pétrole, l'énergie électrique, etc.; mais leur utilisation, surtout à une vaste échelle, n'est possible que sur la base de la grande exploitation agricole issue de la coopération. Actuellement, nous poursuivons non seulement une révolution du système social, la transformation de la propriété privée en propriété publique, mais aussi une révolution technique, le passage de la production artisanale à la grande production mécanisée moderne. Ces deux révolutions sont liées. Dans le domaine de l'agriculture, la coopération doit précéder l'utilisation du gros outillage, étant donné les conditions de notre pays (dans les pays capitalistes, l'agriculture suit une orientation capitaliste). Ainsi, l'industrie et l'agriculture ne doivent en aucun cas être considérées isolément ou séparément; il doit en être de même pour l'industrialisation socialiste et la transformation socialiste de l'agriculture. Il faut éviter à tout prix d'accorder trop d'importance à l'une au détriment de l'autre. A cet égard, l'expérience soviétique nous montre aussi la voie à suivre; mais certains de nos camarades, n'y prêtant aucune attention, considèrent toujours ces questions isolément

comme s'il n'y avait aucun rapport entre elles. Enfin, il existe encore deux faits dont la relation échappe à certains de nos camarades: L'industrialisation du pays ainsi que la refonte technique de l'agriculture exigent des fonds énormes, et c'est l'agriculture qui doit en fournir une large part. Ces fonds proviennent non seulement de l'impôt agricole, qui est direct, mais aussi de l'industrie légère, qu'il s'agit de développer pour produire en grande quantité les biens de consommation nécessaires aux paysans et les échanger contre le grain marchand et les matières premières pour l'industrie légère, dont ils disposent; ainsi, les besoins matériels tant des paysans que de l'Etat seront satisfaits, et celui-ci pourra accumuler les fonds nécessaires. Or le développement, à une vaste échelle, de l'industrie légère implique le développement non seulement de l'industrie lourde, mais aussi de l'agriculture. Car il ne saurait être réalisé sur la base de la petite économie paysanne; il ne peut reposer que sur la grande exploitation agricole, c'est-à-dire, dans le cas de notre pays, sur une agriculture socialiste, organisée en coopératives. Seul ce type d'agriculture donnera aux paysans un pouvoir d'achat incomparablement supérieur à celui dont ils disposent actuellement. Ici encore, nous avons l'expérience de l'Union soviétique, mais certains de nos camarades n'y prêtent pas attention. S'en tenant à la position de la bourgeoisie, des paysans riches, ou à celle des paysans moyens aisés qui ont une tendance spontanée au capitalisme, ils pensent toujours aux intérêts d'une minorité, au lieu d'envisager, à partir de la position de la classe ouvrière, ceux du pays et du peuple tout entiers.

## VIII

Certains camarades ont même cru trouver dans l'histoire du Parti communiste de l'Union soviétique des arguments pour critiquer ce qu'ils appellent la précipitation et la progression aventureuse dans le développement actuel de notre coopération agricole. L'*Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.* ne rapporte-t-elle pas en effet qu'en Union soviétique, à un certain moment, de nombreuses organisations locales du Parti ont commis, en ce qui concerne le rythme dans la réalisation de la coopération, des erreurs dues à la précipitation et à la progression aventureuse? Faut-il négliger cette expérience internationale?

J'estime qu'il nous faut y prêter attention et nous opposer à toute précipitation, à toute progression aventureuse, qui néglige le travail de préparation et qui ne tient pas compte du niveau de conscience politique des masses paysannes ; toutefois, nous ne devons pas permettre à ces camarades de se servir de cette expérience comme couverture pour accréditer leur idée qu'il faut avancer à pas de tortue.

Quelle est, à propos de la coopération agricole en Chine, la décision de notre Comité central?

Premièrement, elle prévoit de réaliser pour l'essentiel la coopération agricole en dix-huit ans. Une période d'un peu plus de trois ans, qui va de la fondation de la République populaire de Chine en octobre 1949 à la fin de l'année 1952, fut consacrée au relèvement de notre économie. Dans le domaine de l'agriculture, voici ce que nous avons fait au cours de cette période: nous avons achevé la réforme agraire et rétabli la production ; de plus, dans toutes les régions anciennement libérées, nous avons étendu considérablement l'organisation des équipes d'entraide et commencé à créer des coopératives de type semi-socialiste, ce qui nous a permis d'acquérir quelque expérience. Ensuite, ce fut le premier plan quinquennal, commencé en 1953. Il y a maintenant près de trois ans que sa réalisation se poursuit, et notre mouvement de coopération agricole s'est étendu à tout le pays ; notre expérience s'est également enrichie. Entre la fondation de la République populaire de Chine et l'achèvement du troisième plan quinquennal il se sera écoulé dix-huit ans au total. Au cours de cette période, nous nous proposons de réaliser, pour l'essentiel, la transformation socialiste de l'agriculture en même temps que l'industrialisation socialiste et la transformation socialiste de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. Est-ce possible? L'expérience soviétique nous montre que c'est tout à fait possible. En Union soviétique, la guerre civile a pris fin en 1920. La coopération agricole y fut réalisée en dix-sept ans, de 1921 à 1937 ; mais l'essentiel de cette tâche fut effectué en six ans, de 1929 à 1934. Si, au cours de cette période, des organisations locales du Parti se sont laissé "griser par les succès", comme le rapporte l'*Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.*, cette erreur fut promptement corrigée. Finalement, grâce à ses efforts acharnés, l'Union soviétique réussit à accomplir la transformation socialiste de toute l'agriculture et mena à bien l'œuvre gigantesque de la refonte technique dans le domaine agricole. La voie suivie par l'Union soviétique est pour nous un modèle.

Deuxièmement, la méthode que nous appliquons dans la transformation socialiste de l'agriculture est d'avancer pas à pas. Dans la première phase, nous engageons les paysans à organiser, suivant le principe du libre consentement et de l'avantage réciproque, des équipes d'entraide qui ne portent en elles que des germes du socialisme et n'englobent chacune que quelques familles ou un peu plus de dix. Puis, dans la deuxième phase, nous les convions à organiser, sur la base de ces équipes d'entraide et également selon le principe du libre consentement et de l'avantage réciproque, de petites coopératives agricoles de production de type semi-socialiste, avec pour trait distinctif l'apport en terres et la gestion unique. Dans la troisième phase, nous les invitons à s'unir encore plus largement pour organiser, sur la base de ces petites coopératives de type semi-socialiste et toujours selon le même principe, de grandes coopératives agricoles de production de type entièrement socialiste. Ces étapes permettront aux paysans de partir de leur propre expérience pour élever graduellement leur niveau de conscience socialiste et transformer peu à peu leur mode de vie, de manière qu'ils aient moins l'impression d'un changement soudain. Elles permettront généralement d'éviter que la production ne baisse pendant une certaine période, disons un an ou deux; bien plus, elles doivent en assurer l'accroissement d'année en année, ce qui est parfaitement réalisable. Plus de 80 pour cent des 650.000 coopératives existantes ont accru leur production; dans plus de 10 pour cent la production n'a accusé ni augmentation ni baisse; dans les autres, soit moins de 10 pour cent, la production a baissé. Les deux derniers cas ne sont pas brillants, et celui des coopératives qui enregistrent une baisse est particulièrement mauvais; il faut donc procéder à leur révision sans ménager les efforts. Ainsi, puisque plus de 80 pour cent de l'ensemble des coopératives ont obtenu une augmentation de leur production (de 10 à 30 pour cent), que plus de 10 pour cent n'ont enregistré ni augmentation ni baisse de production la première année, mais peuvent obtenir un accroissement au cours de la deuxième année, après le travail de révision, et qu'enfin celles qui ont enregistré une baisse ont également la possibilité, après un travail de révision, d'obtenir un accroissement de production ou du moins de n'accuser ni augmentation ni baisse au cours de la deuxième année, on peut affirmer que, dans l'ensemble, notre mouvement de coopération agricole connaît un développement sain, qu'il est en mesure d'éviter la baisse de la production et d'assurer pour l'essentiel son accroissement. De plus,

l'application de toutes ces mesures est un excellent moyen pour former les cadres. Elle permettra de préparer peu à peu, pour les coopératives, un personnel administratif et technique nombreux.

Troisièmement, nous fixons une fois par an, et en fonction de la situation réelle, les chiffres de contrôle pour le développement de la coopération agricole; en outre, nous vérifions, plusieurs fois par an, le travail de coopération. Ainsi, chaque année, suivant l'évolution de la situation et les résultats obtenus, on peut décider des mesures concrètes propres à assurer le développement des coopératives dans chaque province, dans chaque district et dans chaque canton. En certains endroits, on peut suspendre quelque temps le développement des coopératives afin d'effectuer la révision qui s'impose. Dans d'autres, le développement et la révision peuvent être menés de front. Dans certaines coopératives, on peut autoriser une partie des membres à se retirer. On peut même admettre, dans des cas particuliers, qu'une coopérative soit temporairement dissoute. Dans certaines régions, on établira un grand nombre de coopératives nouvelles, tandis qu'ailleurs on se contentera d'augmenter le nombre des familles dans les coopératives déjà créées. Chaque fois qu'un groupe de coopératives a été constitué dans une province ou dans un district, il faut marquer un temps d'arrêt, afin de procéder à un travail de révision, avant d'en créer un autre. Ne jamais admettre ni trêve ni repos est une conception erronée. Quant au travail de vérification du mouvement de coopération, le Comité central et les comités du Parti pour les provinces, les régions autonomes, les municipalités et les préfectures doivent le prendre fermement en main et s'assurer qu'il sera fait non pas une fois, mais plusieurs fois par an. Chaque fois qu'un problème vient à se poser, réglez-le immédiatement; ne laissez pas s'amonceler les questions pour tenter ensuite de les résoudre en bloc. Il faut critiquer à temps et non après coup comme on fait bien souvent. Ainsi, durant les sept premiers mois de cette année, le Comité central a convoqué à lui seul trois conférences, y compris celle d'aujourd'hui, pour examiner avec les camarades responsables des différentes régions les problèmes de la coopération dans les campagnes. Grâce à cette méthode, qui consiste à élaborer des mesures adaptées aux conditions du lieu et à donner à temps une juste direction, nous sommes assurés de commettre moins de fautes dans notre travail et de pouvoir corriger rapidement celles qui auront été faites.

Tenant compte de tout ce qui précède, ne pouvons-nous pas affirmer que la politique directrice de notre Comité central en matière de

coopération agricole est juste, et que, par conséquent, elle est pleinement capable d'assurer à ce mouvement un développement sain? Je crois que nous pouvons et que nous devons l'affirmer, et qu'il est tout à fait erroné de qualifier cette politique de "progression aventureuse".

## IX

Partant de la position de la bourgeoisie, des paysans riches, ou de celle des paysans moyens aisés qui ont une tendance spontanée au capitalisme, certains camarades abordent de façon erronée le problème capital de l'alliance des ouvriers et des paysans. Ils s'imaginent que la situation actuelle du mouvement de coopération est très dangereuse, aussi nous conseillent-ils de "descendre immédiatement de cheval" dans notre avance sur la voie de la coopération. "Si vous ne le faites pas, nous avertissent-ils, vous risquez de briser l'alliance des ouvriers et des paysans." Nous estimons, quant à nous, que c'est juste le contraire: Si nous ne montons pas immédiatement en selle, nous risquons de rompre l'alliance des ouvriers et des paysans. La différence a l'air de ne porter que sur un seul mot — l'un dit qu'il faut "descendre", l'autre, qu'il faut "monter" — mais elle traduit toute la divergence existant entre deux lignes politiques. Comme chacun sait, nous avons déjà réalisé une alliance des ouvriers et des paysans, sur la base de la révolution démocratique bourgeoise dirigée contre l'impérialisme et le féodalisme; cette révolution a arraché la terre aux propriétaires fonciers pour la distribuer aux paysans; elle a ainsi libéré ces derniers des chaînes de la propriété féodale. Mais cette révolution appartient au passé, et nous en avons fini avec la propriété féodale. Ce qui subsiste dans les campagnes, c'est la propriété capitaliste des paysans riches et la propriété privée, vaste comme un océan, des paysans individuels. Depuis quelques années, comme on peut le constater, la tendance spontanée au capitalisme s'affirme chaque jour davantage dans les campagnes; partout on voit apparaître de nouveaux paysans riches, alors que beaucoup de paysans moyens aisés s'efforcent de devenir des paysans riches. Par ailleurs, de nombreux paysans pauvres, ne disposant pas de moyens de production suffisants, sont encore dans le besoin; certains ont des dettes, d'autres ont vendu ou loué leur terre. Si on laisse se poursuivre cette évolution, la bipolarisation ira inévitablement en s'aggravant. Les paysans qui ont perdu leur terre

et ceux qui vivent encore dans la pauvreté nous reprocheront de ne pas les secourir et de ne pas les aider à surmonter leurs difficultés. Les paysans moyens aisés, qui ont tendance à s'engager dans la voie du capitalisme, seront eux aussi mécontents de nous; nous ne pourrons jamais, en effet, satisfaire leurs exigences puisque nous n'avons nulle intention de suivre cette voie. Dans une telle situation, l'alliance des ouvriers et des paysans pourrait-elle encore être solidement maintenue? Evidemment pas. Le problème ne peut être résolu que sur une nouvelle base: tout en procédant graduellement à l'industrialisation socialiste et à la transformation socialiste de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes, il faut réaliser progressivement la transformation socialiste de l'agriculture dans son ensemble, c'est-à-dire réaliser la coopération et liquider l'économie des paysans riches et l'économie individuelle dans les régions rurales, afin d'assurer l'aisance à tout le peuple de nos campagnes. Nous estimons que c'est le seul moyen de consolider l'alliance des ouvriers et des paysans. Sinon, elle risque d'être brisée. Les camarades qui nous conseillent de "descendre de cheval" se trompent complètement sur cette question.

## X

Nous devons nous rendre compte dès maintenant que la transformation socialiste connaîtra bientôt, et inévitablement, un essor général dans nos campagnes. A la fin du premier plan quinquennal et au début du second, c'est-à-dire au printemps 1958, les coopératives de type semi-socialiste engloberont quelque 250 millions de paysans, soit environ 55 millions de familles (si l'on admet une moyenne de quatre personnes et demie par foyer), ce qui représentera la moitié de la population rurale. A ce moment-là, la transformation semi-socialiste de l'économie agricole sera achevée pour l'essentiel dans de nombreux districts et dans quelques provinces; en outre, dans les diverses régions du pays, un petit nombre de coopératives de type semi-socialiste se seront transformées en coopératives de type entièrement socialiste. Vers le milieu du deuxième quinquennat, c'est-à-dire en 1960, nous devrons avoir réalisé, pour l'essentiel, la transformation semi-socialiste de l'économie agricole dans l'autre moitié de la population rurale. A ce moment-là, le nombre des coopératives de type semi-socialiste qui auront passé au type socialiste sera plus grand. Durant les deux premiers

quinquennats, cette réforme sociale occupera toujours la première place dans nos transformations à la campagne, et la refonte technique la seconde. Le nombre des grosses machines agricoles aura certes augmenté, mais pas encore dans de fortes proportions. C'est au cours du troisième quinquennat que la réforme sociale et la refonte technique pourront progresser parallèlement dans les campagnes. Chaque année, on utilisera davantage de grosses machines agricoles. Quant à la réforme sociale, les coopératives, dès après 1960, passeront progressivement, par groupes et par étapes, du type semi-socialiste au type entièrement socialiste. L'aspect social et économique de la Chine ne changera complètement que lorsque la transformation socialiste du système socio-économique sera entièrement réalisée et que, dans le domaine de la technique, les machines seront utilisées dans toutes les branches de la production et dans tous les lieux où leur emploi sera possible. En raison des conditions économiques propres à notre pays, la refonte technique sera plus longue à réaliser que la réforme sociale. On estime que la refonte technique de l'agriculture à l'échelle nationale sera accomplie, pour l'essentiel, en quatre ou cinq quinquennats, soit en vingt à vingt-cinq ans. Le Parti tout entier doit lutter pour l'accomplissement de cette tâche grandiose.

## XI

Nous devons avoir un plan d'ensemble et renforcer la direction.

Nous devons élaborer des plans à l'échelle nationale, provinciale et préfectorale, à l'échelle du district, de l'arrondissement et du canton, qui prévoient la réalisation de la coopération agricole étape par étape. A mesure que nous avançons dans notre travail, nos plans doivent être régulièrement révisés à la lumière des conditions concrètes. Les organisations du Parti et celles de la Ligue de la Jeunesse, à l'échelon de la province, de la préfecture, du district, de l'arrondissement ou du canton, doivent accorder une sérieuse attention aux problèmes ruraux et améliorer réellement leur travail de direction à la campagne. Les principaux camarades responsables des comités locaux du Parti et de la Ligue de la Jeunesse aux différents échelons doivent s'adonner à l'étude du travail dans la coopération agricole afin de devenir compétents en la matière. Bref, il faut s'assurer l'initiative et non rester passif, il faut renforcer la direction et non l'abandonner.

## XII

Au mois d'août 1954 (ce n'est donc plus un fait nouveau), le Comité du Parti communiste chinois pour la Province du Heilongkiang signalait dans son rapport:

> Avec l'essor et le développement de la coopération agricole, les organisations d'entraide et les coopératives de divers types, ainsi que toutes les couches du peuple à la campagne se sont, à des degrés différents, mises en mouvement. Les coopératives agricoles de production déjà créées se préparent à accroître le nombre de leurs membres et élaborent des projets dans ce sens, ce que font également les équipes d'entraide appelées à s'organiser en coopératives, tandis que celles dont les conditions ne sont pas encore mûres pour cette transformation souhaitent continuer à se développer et à progresser. Parmi la masse des paysans, les uns s'empressent d'adhérer soit aux nouvelles coopératives, soit aux anciennes: les autres, qui ne sont pas disposés à rejoindre cette année les coopératives, se préparent activement à entrer dans les équipes d'entraide. L'action a pris une telle ampleur qu'elle est devenue un mouvement de masse. C'est là un trait nouveau et frappant dans le grand essor de la coopération agricole. Mais, dans certains districts et arrondissements, des camarades dirigeants n'ont pas su s'adapter à cette nouvelle situation en renforçant la direction au moment opportun; c'est pourquoi des phénomènes malsains ont fait leur apparition dans un certain nombre de *tsouen* et de *touen.* [Dans le Heilongkiang, le *tsouen* est une unité administrative qui correspond à un canton des provinces situées au sud de la Grande Muraille, tandis que le *touen* n'est pas une unité administrative et correspond à un village des mêmes provinces.] Comme on dit, quand les paysans se mettent eux-mêmes à la recherche de partenaires, "les forts vont avec les forts et les paysans nécessiteux sont évincés"; "on se dispute les cadres et les membres, ce qui crée la discorde"; "il y a une concentration aveugle de cadres en un même endroit"; "les paysans riches et les paysans aisés imprégnés d'idées capitalistes profitent de la situation pour organiser des équipes d'entraide de forme rudimentaire ou des coopératives de paysans riches". Tous ces faits montrent pleinement qu'avec le grand essor de la coopération agricole il ne suffit plus, pour appliquer la politique du Parti et

pour diriger le mouvement, d'envisager simplement la création de nouvelles coopératives; il faut, en tenant compte de l'ensemble du *tsouen* [c'est-à-dire de l'ensemble du canton] et de l'impulsion générale à donner au mouvement de coopération agricole, songer à la fois à l'extension des coopératives existantes et à la création de nouvelles, au développement des coopératives et au passage des équipes d'entraide à un niveau supérieur, au travail de l'année en cours et à celui qui se fera dans un an ou même dans deux. C'est le seul moyen d'appliquer pleinement la politique du Parti et d'obtenir un développement sain du mouvement coopératif agricole.

L'observation selon laquelle, "dans certains districts et arrondissements, des camarades dirigeants n'ont pas su s'adapter à cette nouvelle situation en renforçant la direction au moment opportun" est-elle seulement valable pour la province du Heilongkiang? Ne s'applique-t-elle qu'à certains districts et arrondissements? Je pense qu'il est fort probable qu'il y a dans de nombreux organismes dirigeants du pays des cas typiques de cette grave situation où les responsables restent à la traine du mouvement.

Le rapport du Comité du Parti pour le Heilongkiang continue en ces termes:

Dans le *tsouen* de Hsikin, district de Chouangtcheng, on a procédé à une planification d'ensemble, en associant la direction exercée par le Parti au libre consentement des masses. C'est là une innovation dans la direction au cours du grand essor de la coopération. Son importance réside avant tout dans le fait que, grâce à la planification, la ligne de classe du Parti dans les campagnes a été pleinement appliquée, l'unité entre les paysans pauvres et les paysans moyens a été renforcée et une lutte énergique s'est développée contre les tendances caractéristiques des paysans riches. De même, les cadres ont été répartis d'une manière rationnelle, dans l'intérêt d'un développement général de la coopération agricole. Les relations entre les coopératives, ainsi que leurs liens avec les équipes d'entraide ont été rajustés et resserrés, ce qui a fait progresser de façon planifiée le mouvement de coopération agricole sous tous ses aspects. En second lieu, grâce à la planification, les dispositions concrètes pour un vaste développement de la coopération agricole ont été communiquées aux organismes dirigeants de l'échelon de base et aux larges

masses; ainsi, la cellule du Parti du *tsouen* a compris comment elle doit diriger, les vieilles coopératives ont appris comment progresser, les nouvelles comment s'établir, et les équipes d'entraide ont trouvé la voie concrète pour aller de l'avant. De ce fait, la cellule du Parti du *tsouen* et les larges masses ont pu donner libre cours à leur esprit d'initiative et à leur zèle, et le juste principe qui consiste à s'appuyer aussi bien sur la cellule du Parti que sur l'expérience et la sagesse des masses a été pleinement vérifié. Enfin, c'est précisément en procédant à la planification qu'on a pu mieux connaître la vraie situation à la campagne et appliquer concrètement la politique du Parti sous tous ses aspects. C'est pourquoi il est devenu possible d'éviter aussi bien la précipitation et la progression aventureuse que le conservatisme et le laisser-aller; on a pu ainsi appliquer correctement la politique du Comité central: "direction active et progression méthodique".

Comment a-t-on mis fin aux "phénomènes malsains" dont parle le rapport du Comité du Parti pour le Heilongkiang? Le rapport lui-même ne répond pas directement à la question. Mais celui du Comité du Parti pour le District de Chouangtcheng, pièce annexée au rapport du Comité provincial, le fait en ces termes:

Grâce à la planification d'ensemble, qui combine la direction exercée par la cellule du Parti avec le libre consentement des masses, la tendance erronée d'écarter des coopératives les familles pauvres a pu être corrigée, la concentration excessive de cadres en un même endroit a pris fin, on ne se dispute plus les cadres et les membres, les liens entre coopératives et équipes d'entraide ont été resserrés, on a fait échec aux tentatives des paysans riches et des paysans moyens aisés d'organiser des coopératives de paysans riches ou des équipes d'entraide de forme rudimentaire, et le plan de la cellule du Parti se trouve réalisé pour l'essentiel. En outre, on a augmenté de 40 pour cent l'effectif des deux coopératives déjà établies, mis en place l'infrastructure de six nouvelles et organisé deux équipes d'entraide. Nous estimons que si tout va bien, la coopération sera réalisée l'année prochaine [c'est-à-dire en 1955] dans tout le *tsouen*. A l'heure actuelle, les masses s'emploient à accomplir le plan de cette année pour le développement de la coopération agricole, à augmenter la production et à garantir une bonne récolte. Et voici quelle est l'opinion générale des cadres: "Heureusement que nous avons agi de la

sorte, sinon quel désordre! Rien n'aurait marché cette année et les effets s'en feraient encore sentir l'année prochaine."

Alors, travaillons tous dans ce sens!

Planification d'ensemble et direction renforcée — voilà notre politique.

## NOTES

[1] Lors du mouvement de la coopération agricole, on désignait comme nouveaux paysans moyens ceux qui, paysans pauvres à l'origine, étaient devenus des paysans moyens depuis la réforme agraire. Ceux qui étaient demeurés des paysans moyens et dont le statut économique était resté inchangé étaient appelés anciens paysans moyens.

[2] A l'époque, on classait généralement les coopératives en première, deuxième et troisième catégories, selon que leur fonctionnement était bon, moins bon ou mauvais.

[3] Il s'agit des familles de Wang Yu-kouen, Wang Siao-ki et Wang Siao-pang, à Nanwangtchouang, district d'Anping, dans le Hopei. La coopérative agricole de production qu'elles ont fondée est devenue aujourd'hui la Brigade de Production de Nanwangtchouang de la commune populaire du même nom.

# IL FAUT S'APPUYER SUR LES MEMBRES DU PARTI ET DE LA LIGUE, SUR LES PAYSANS PAUVRES ET MOYENS-PAUVRES POUR REALISER LA COOPERATION AGRICOLE*

(7 septembre 1955)

Le mot d'ordre "s'appuyer sur les paysans pauvres (y compris tous les nouveaux paysans moyens, autrefois paysans pauvres) et s'unir fermement avec les paysans moyens" demeure fondamentalement juste. Cependant, 1) parmi les nouveaux paysans moyens ont émergé des paysans moyens aisés (c'est-à-dire des paysans moyens de la couche supérieure) qui, à part le petit nombre de ceux qui ont un niveau de conscience politique relativement élevé, ne sont pas disposés, pour le moment, à adhérer aux coopératives; 2) les anciens paysans moyens-pauvres n'ont jamais connu une existence aisée, et certains d'entre eux ont été plus ou moins lésés — et fort injustement — au cours de la réforme agraire; ils sont assez proches des nouveaux paysans moyens-pauvres par leur condition économique; ils trouvent donc intérêt, dans la plupart des cas, à adhérer aux coopératives. Pour ces deux raisons, là où le mouvement coopératif n'est pas encore en plein essor et où les paysans moyens aisés en sont restés à un niveau de conscience politique peu élevé, il convient de faire entrer dans les coopératives, en priorité, les trois couches suivantes de la population rurale: 1) les paysans pauvres; 2) les nouveaux paysans moyens-pauvres; (Dans le texte révisé du rapport du camarade Mao Tsétoung, les paysans moyens sont divisés seulement en paysans moyens aisés et paysans moyens-pauvres; on ne mentionne pas les paysans moyens de la couche moyenne afin d'éviter une subdivision trop subtile pour établir la distinction. Les paysans moyens-pauvres

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsétoung pour le Comité central du Parti communiste chinois.

dont il est question ici comprennent en fait ceux qu'on appelait nouveaux paysans moyens-pauvres et nouveaux paysans moyens de la couche moyenne.) 3) les anciens paysans moyens-pauvres. (Il faut faire adhérer par groupes ces trois couches de la population rurale selon leur niveau de conscience politique et recruter d'abord ceux dont le niveau de conscience politique est le plus élevé.) Pour ce qui est des paysans moyens aisés, c'est-à-dire des nouveaux et anciens paysans moyens de la couche supérieure, qui ne veulent pas pour l'instant adhérer aux coopératives, il ne faut pas les y obliger. Dans beaucoup d'endroits, il arrive que l'on force des paysans moyens aisés à adhérer aux coopératives parce que l'on s'intéresse à leurs bêtes de trait et à leurs instruments aratoires (dont le prix est fixé trop bas, et le délai d'indemnisation trop long), ce qui, en réalité, porte atteinte à leurs intérêts et va à l'encontre du principe: "s'unir fermement avec les paysans moyens". Et ce principe marxiste, nous ne devons, à aucun moment, l'enfreindre. Dans les régions où les coopératives viennent d'être créées ou ne se sont pas encore assuré une position prépondérante, que les paysans moyens aisés imprégnés de mentalité capitaliste s'y laissent enrôler ou cherchent à s'y introduire pour en prendre la direction (au lieu d'obtenir d'y entrer grâce à l'élévation réelle de leur niveau de conscience politique) ou encore qu'ils tentent d'organiser des coopératives de forme rudimentaire, comme on l'a vu dans le district de Chouangtcheng, province du Heilongkiang, tout cela est très défavorable à l'établissement du rôle dirigeant que doivent jouer les paysans pauvres et moyens-pauvres. (Ce n'est pas le cas, bien entendu, pour certains paysans moyens aisés qui sont impartiaux et capables et qui ont un haut niveau de conscience politique.) Or, il est nécessaire d'assurer une position dirigeante aux paysans pauvres et moyens-pauvres dans toutes les coopératives. Certains disent que la formulation actuelle signifierait l'abandon du mot d'ordre "s'appuyer sur les paysans pauvres et s'unir fermement avec les paysans moyens". C'est faux. Nous n'avons pas rejeté ce mot d'ordre, nous l'avons concrétisé en fonction des circonstances nouvelles, c'est-à-dire que nous considérons comme des éléments sur lesquels nous devons nous appuyer non pas ceux qui, parmi les nouveaux paysans moyens, sont devenus des paysans moyens aisés, mais les anciens paysans moyens-pauvres. C'est selon leur condition économique et leur attitude vis-à-vis du mouvement de coopération que nous avons établi cette distinction. En d'autres termes, les paysans pauvres ainsi que les deux catégories de paysans moyens-pauvres qui

correspondent aux anciens paysans pauvres sont les éléments sur lesquels nous devons nous appuyer; quant aux deux catégories de paysans moyens aisés, qui correspondent aux anciens paysans moyens, nous devons les unir à nous fermement; or, à présent, l'un des moyens de les unir à nous consiste justement à ne pas les faire entrer de force dans les coopératives, à ne pas porter atteinte à leurs intérêts.

Il reste quelques points à éclaircir sur la question de savoir sur qui on doit s'appuyer à la campagne. Nous devons d'abord nous appuyer sur les membres du Parti et de la Ligue de la Jeunesse. Si les organes de direction au niveau du comité du Parti de l'arrondissement et au-dessus ou les cadres envoyés dans les campagnes pour guider le travail ne s'appuient pas avant tout sur les membres du Parti et de la Ligue, et ne font pas de différence entre eux et ceux qui n'en sont pas membres, ce sera une erreur. Il nous faut ensuite nous appuyer sur les paysans non communistes les plus actifs, qui doivent représenter à peu près 5 pour cent de la population rurale (par exemple, il y en aura environ 125 dans un canton de quelque 2.500 habitants). Nous devons nous efforcer de former un bon nombre de ces éléments actifs et veiller aussi à ne pas les mettre sur le même pied que les autres non-communistes. C'est en troisième lieu seulement que nous devons nous appuyer sur la masse des paysans pauvres et des paysans moyens-pauvres, anciens et nouveaux. Si on ne voit pas très clairement sur qui s'appuyer et comment s'y prendre, il s'ensuivra des erreurs dans le mouvement coopératif.

# DEBAT SUR LA COOPERATION AGRICOLE ET LUTTE DE CLASSES ACTUELLE*

(11 octobre 1955)

Notre session a donné lieu à un très grand débat. Celui-ci a porté sur la question de savoir si la ligne générale du Parti pour la période de transition du capitalisme au socialisme est tout à fait juste. Engagé dans tout le Parti, il a été provoqué au sujet de nos principes politiques en matière de coopération agricole et c'est sur cette question que nos camarades ont centré leurs interventions. Cependant, ce débat embrasse de vastes domaines, nos activités aussi bien dans l'agriculture, l'industrie, les communications, les transports, les finances, les affaires monétaires, le commerce que dans la culture, l'éducation, la science et la santé publique; il touche également la transformation de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes, la répression des contre-révolutionnaires, l'armée et les affaires étrangères. Bref, toute l'activité du Parti, du gouvernement, de l'armée et des organisations populaires est concernée. Cette large discussion est indispensable, car il n'y en a encore jamais eu de telle dans le Parti depuis la promulgation de la ligne générale. Elle doit se déployer dans les campagnes comme dans les villes, de sorte que notre travail dans tous les domaines, son rythme et sa qualité soient à la hauteur des tâches définies par la ligne générale et que soit établi un plan d'ensemble pour chaque domaine d'activité.

Je voudrais maintenant parler des questions suivantes.

* Rapport de conclusion présenté par le camarade Mao Tsétoung à la sixième session plénière élargie du Comité central issu du VII[e] Congrès du Parti communiste chinois.

## I. LE RAPPORT ENTRE LA COOPERATION AGRICOLE ET LA TRANSFORMATION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE CAPITALISTES

Le rapport entre la coopération agricole et la transformation de l'industrie et du commerce capitalistes, c'est-à-dire le rapport entre la tâche de réaliser, pour l'essentiel, la transformation socialiste de l'agriculture en trois quinquennats environ et celle d'accomplir, pour l'essentiel, la transformation socialiste de l'industrie et du commerce capitalistes durant la même période, est en fait le rapport entre la coopération agricole et la bourgeoisie.

Nous estimons que c'est seulement quand l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie se sera peu à peu consolidée sur une nouvelle base, celle du socialisme, au cours de la transformation socialiste totale de l'agriculture, qu'il sera possible de rompre définitivement les liens entre la bourgeoisie urbaine et les paysans et d'isoler complètement la bourgeoisie, ce qui facilitera la transformation totale de l'industrie et du commerce capitalistes. Notre transformation socialiste de l'agriculture a pour but de déraciner le capitalisme dans l'immense campagne.

Pour le moment, nous n'avons pas encore achevé la coopération agricole; la classe ouvrière n'a pas encore consolidé son alliance avec la paysannerie sur une base nouvelle et cette alliance reste précaire. Les paysans ne se contentent plus de l'alliance que nous avions conclue avec eux sur la base de la révolution agraire. Ils ont quelque peu oublié les avantages qu'ils en avaient tirés. Maintenant, il faut leur apporter un nouveau bienfait: le socialisme. Aujourd'hui les paysans ne vivent pas encore tous dans l'aisance, les céréales et les matières premières pour l'industrie sont loin d'être suffisantes. Dans ces circonstances, il est probable que la bourgeoisie trouvera à redire et qu'elle nous attaquera sur cette question. Mais dans quelques années, nous verrons une situation toute nouvelle: la classe ouvrière et la paysannerie formeront, sur une base nouvelle, une alliance plus solide que jamais.

Scellée par la lutte contre les propriétaires fonciers, pour le renversement des despotes locaux et pour le partage des terres, l'ancienne alliance était provisoire; stable pour un temps, elle est devenue instable. Après la réforme agraire, il s'est opéré une bipolarisation parmi les paysans. Si nous n'avons rien de nouveau à leur offrir et

que nous ne les aidions pas à accroître leurs forces productives, à augmenter leurs revenus et à atteindre une prospérité générale, ceux qui sont restés pauvres ne nous feront plus confiance et penseront qu'il n'est plus dans leur intérêt de suivre le Parti communiste. Puisqu'ils restent toujours pauvres malgré le partage des terres, pourquoi devraient-ils encore nous suivre? Quant à ceux qui sont dans l'aisance, c'est-à-dire ceux qui sont devenus paysans riches ou qui mènent une vie très aisée, ils n'auront pas, eux non plus, confiance en nous, estimant que la politique du Parti communiste n'est jamais à leur goût. En fin de compte, les paysans, qu'ils soient pauvres ou riches, ne se fieront plus à nous, et l'alliance des ouvriers et des paysans deviendra très fragile. Dans le but de la consolider, il nous faut conduire les paysans sur la voie du socialisme pour qu'ils jouissent d'une prospérité commune; les paysans nécessiteux, ainsi que tous les autres paysans, doivent devenir prospères, et mieux que cela: ils doivent atteindre un niveau de vie bien plus élevé que les paysans aisés actuels. Quand la coopération aura été achevée, la vie de toute la population rurale s'améliorera d'année en année, et il y aura davantage de grains marchands et de matières premières pour l'industrie. Alors, la bourgeoisie n'aura qu'à se taire et constatera son isolement total.

Actuellement, nous avons deux alliances, l'une avec les paysans, l'autre avec la bourgeoisie nationale. Ces deux alliances nous sont indispensables, et le camarade Chou En-laï a aussi parlé de cette question. Quels avantages l'alliance avec la bourgeoisie peut-elle nous offrir? Elle permet de nous procurer plus de produits industriels à échanger contre des produits agricoles. C'est précisément l'idée qu'avait eue Lénine pendant une certaine période après la Révolution d'Octobre. En effet, les paysans refusaient de vendre leurs céréales à l'Etat, parce qu'il n'avait pas de produits industriels à fournir en échange; ils n'acceptaient pas qu'on payât leur grain en simple papier-monnaie. C'est pourquoi Lénine avait envisagé une alliance entre le pouvoir d'Etat prolétarien et le capitalisme d'Etat pour contrecarrer, par l'accroissement des produits industriels, la tendance spontanée au capitalisme dans les campagnes[1]. Si, en nous alliant avec la bourgeoisie, nous nous abstenons pour l'instant de confisquer les entreprises capitalistes et adoptons à leur égard une politique d'utilisation, de limitation et de transformation, c'est précisément dans le but d'obtenir plus de produits industriels pour répondre aux besoins des paysans et surmonter leur répugnance à vendre les céréales, voire cer-

taines matières premières nécessaires à l'industrie. Nous utilisons ainsi notre alliance avec la bourgeoisie pour vaincre cette répugnance des paysans. D'autre part, c'est grâce à notre alliance avec la paysannerie que nous obtenons les céréales et les matières premières de l'industrie pour contenir la bourgeoisie. Comme les capitalistes ne disposent pas de matières premières alors que l'Etat, lui, en a, ils n'ont d'autre solution, pour s'en procurer, que de lui vendre leur production et de s'engager ainsi dans la voie du capitalisme d'Etat. S'ils refusent, nous leur couperons les matières premières, et ils n'auront aucune autre issue. De cette façon, nous barrerons la voie du capitalisme à la bourgeoisie qui aspire à l'ouverture du marché libre, à l'obtention libre des matières premières et à la vente libre de sa production industrielle, et nous isolerons la bourgeoisie sur le plan politique. Telle est l'interaction de ces deux alliances. De ces dernières, celle que nous avons passée avec les paysans est principale, fondamentale, primordiale, alors que celle avec la bourgeoisie n'est que provisoire, secondaire. Dans un pays économiquement arriéré comme le nôtre, ces deux alliances sont aussi indispensables l'une que l'autre à l'étape actuelle.

La réforme agraire nous a permis d'établir une alliance avec les paysans sur la base de la démocratie et elle leur a donné des terres. La distribution des terres aux paysans relève de la révolution démocratique bourgeoise; elle n'a sapé que la propriété féodale, et non la propriété capitaliste ni la propriété individuelle. Néanmoins, du fait de cette alliance, la bourgeoisie s'est sentie isolée pour la première fois. En 1950, lors de la troisième session plénière du Comité central, j'ai dit qu'il fallait se garder d'attaquer dans toutes les directions. A ce moment-là, la réforme agraire n'avait pas encore été entreprise dans de vastes régions du pays et les paysans n'étaient pas encore passés complètement de notre côté; il était alors inopportun d'ouvrir le feu sur la bourgeoisie. C'est seulement après la réforme agraire, lorsque les paysans se sont rangés entièrement de notre côté, qu'il a été possible et nécessaire pour nous de lancer les mouvements *sanfan* et *woufan*. La coopération agricole nous permettra de consolider notre alliance avec les paysans sur la base du socialisme prolétarien et non sur celle de la démocratie bourgeoise, ce qui isolera définitivement la bourgeoisie et facilitera l'élimination définitive du capitalisme. Sur cette question, nous nous montrons vraiment impitoyables! Oui, le marxisme est dur, sans pitié; ce qu'il veut, c'est anéantir l'impéria-

lisme, le féodalisme, le capitalisme et aussi la petite production. Là-dessus, mieux vaut ne pas avoir trop d'indulgence. Certains camarades sont trop bienveillants; ils ne sont pas rigoureux, autrement dit pas tellement marxistes. Ce sera une excellente chose, et d'une portée énorme, que de faire disparaître la bourgeoisie et le capitalisme dans un pays de 600 millions d'habitants comme la Chine. Notre but est bien d'extirper le capitalisme, de le supprimer à jamais sur la Terre et de le reléguer au musée de l'Histoire. Tout ce qui apparaît au cours de l'Histoire doit nécessairement disparaître un jour, et toute chose, tout phénomène est un produit de l'Histoire; à la vie succède toujours la mort. Le capitalisme aussi est un produit de l'Histoire, il doit donc mourir. Il y a sous terre une place de choix qui l'attend, qu'il y "repose"!

La situation internationale actuelle est favorable à l'accomplissement de notre tâche générale pour la période de transition. Il nous faut une période de trois quinquennats afin de réaliser pour l'essentiel l'industrialisation et la transformation socialistes. Nous tâcherons de nous assurer cette période pour l'édification pacifique. Sur ces quinze ans, trois sont déjà écoulés, mais les douze ans qui restent suffiront. Selon toute apparence, nous réussirons à disposer de ce temps. Faisons donc tout notre possible dans ce sens. Nous devons redoubler d'efforts dans le domaine des affaires extérieures et dans l'édification de la défense nationale.

Durant cette période de quinze ans, la lutte de classes à l'intérieur comme à l'extérieur du pays sera très acharnée; nous pouvons déjà le constater. Dans cette lutte, nous avons remporté beaucoup de victoires, et nous en remporterons d'autres. Dans la lutte de classes qui s'est déroulée ces douze derniers mois à l'intérieur du pays, nous avons entrepris essentiellement quatre tâches: la lutte contre l'idéalisme, la répression des contre-révolutionnaires, la solution du problème céréalier et la coopération agricole. Les luttes que nous avons engagées pour régler ces quatre problèmes ont été, de par leur caractère, autant de combats contre la bourgeoisie; nous lui avons assené des coups très durs et nous continuons de lui en porter de foudroyants.

La lutte contre l'idéalisme se poursuit depuis un an. Elle a commencé avec la question du *Rêve du Pavillon rouge* et on a critiqué le *Wenyi Bao*, puis Hou Che et Liang Chou-ming. Nous devons combattre l'idéalisme pour de bon, et cela tout au long des trois quinquennats. Au cours de ce combat, il faudra former un contingent

de cadres possédant le matérialisme dialectique marxiste, pour que la masse de nos cadres et le peuple puissent s'armer des théories fondamentales du marxisme. Quant à la répression des contre-révolutionnaires, nous comptons procéder, pendant le reste de cette année et l'année prochaine, à une campagne d'élimination des contre-révolutionnaires parmi les quelque 12 millions de personnes qui travaillent dans les entreprises industrielles et commerciales de l'Etat, les coopératives, les différents organismes des districts, des arrondissements et des cantons, y compris les cadres de l'armée et les ouvriers des usines. Parlant des contre-révolutionnaires, on a l'impression qu'il n'en reste plus beaucoup, puisqu'on ne les voit pas. Mais l'enquête révèle qu'il en existe bel et bien; on en a déjà débusqué un certain nombre. Sur la question des céréales aussi, nous avons livré une grande bataille. La bourgeoisie a pris prétexte de ce problème pour nous attaquer, et même dans le Parti se sont répandues des rumeurs mensongères; c'est pourquoi nous y avons opposé des critiques. En ce qui concerne la coopération agricole, nous avons beaucoup lutté; la présente session a d'ailleurs centré ses délibérations sur ce problème. Nous avons donc mené d'importantes luttes sur les quatre questions susmentionnées, brisant la résistance et l'offensive de la bourgeoisie et gagnant ainsi l'initiative.

La bourgeoisie a eu peur de nos luttes contre elle sur ces questions et surtout de la répression des contre-révolutionnaires. Nous avons fait un bon travail dans cette répression. A ce sujet, nous devons nous en tenir aux critères fixés, sinon ce serait très dangereux. Seuls les gens qui correspondent à ces critères doivent être appelés contre-révolutionnaires; autrement dit, nous devons démasquer les vrais contre-révolutionnaires et nous garder d'inculper des innocents. Il faut s'attendre cependant à des erreurs de ce genre, lesquelles sont difficiles à éviter complètement. Mais nous devons faire en sorte que de tels cas soient en nombre réduit et, si possible, entièrement exclus. Nous ne devons mettre en cause que ceux qui sont tout à fait conformes aux critères, qui sont de vrais contre-révolutionnaires, des contre-révolutionnaires à cent pour cent, et non porter de fausses accusations contre des innocents. D'un autre côté, c'est bien possible que certains contre-révolutionnaires authentiques glissent au travers du filet. Vous dites qu'on les attrapera tous cette fois. Pas forcément. Il est bien probable qu'il y en a qui échapperont, mais nous devons faire en sorte qu'il y en ait le moins possible.

## II. LE BILAN DES DISCUSSIONS SUR LA COOPERATION AGRICOLE

Les nombreuses créations des masses dans le domaine de la coopération agricole ont détruit pas mal de préjugés et d'idées fausses. Le débat actuel nous a permis de résoudre quantité de problèmes qui n'étaient pas clairs pour beaucoup de gens il y a quelques mois.

1. Une extension forte ou faible, laquelle vaut mieux? C'est là un problème capital, sur lequel il y avait de grandes divergences, et il est maintenant résolu. Les masses demandent une extension très large des coopératives, et la tâche générale pour la période de transition exige que l'agriculture s'adapte à l'industrie; ce serait donc faux de préconiser une faible extension.

2. Est-ce qu'il est possible de créer des coopératives dans les régions tardivement libérées, dans les régions montagneuses, les cantons arriérés ou les régions touchées par des calamités naturelles? Ce problème est lui aussi résolu maintenant, on peut en créer dans tous ces endroits.

3. Peut-on créer des coopératives dans les régions de minorités nationales? Il est prouvé qu'on peut en établir partout où les conditions sont réunies. Dans certaines régions où elles ne le sont pas encore, comme le Tibet et les monts Taliang et Siaoliang, il ne faut pas en créer.

4. Est-ce qu'il est possible d'établir des coopératives quand on n'a ni fonds, ni charrettes, ni bœufs de labour, et sans l'adhésion des paysans moyens aisés? Oui, on a la preuve maintenant que c'est également possible.

5. "C'est facile de créer des coopératives, mais difficile de les consolider." Cette idée préconçue a été battue en brèche, elle aussi. Créer des coopératives n'est pas aussi facile qu'on le prétend, et les consolider pas forcément aussi difficile qu'on le pense. Insister sur la facilité de leur création et sur la difficulté de leur consolidation, cela revient en fait à vouloir ne pas en créer, ou en créer le moins possible.

6. Sans machines agricoles, peut-on créer des coopératives? L'opinion selon laquelle les machines agricoles sont indispensables pour l'établissement de coopératives n'est plus très répandue, mais elle subsiste encore. C'est un préjugé qu'on peut également balayer.

7. Doit-on dissoudre toutes les coopératives mal gérées? Si certaines sont vraiment incapables de se maintenir, elles peuvent

naturellement retourner au stade de l'équipe d'entraide. Mais on ne doit pas en règle générale dissoudre les coopératives considérées comme mal gérées, car une fois remises en ordre, elles peuvent repartir du bon pied.

8. "Si on ne descend pas immédiatement de cheval, on risque de briser l'alliance des ouvriers et des paysans." C'est là probablement un "argument" provenant du Département du Travail rural du Comité central. Ce département ne se contente pas de semer des rumeurs, il produit aussi force "arguments". Je pense que cette assertion est "juste" pour l'essentiel; pour qu'elle le devienne tout à fait, il suffit d'y changer un mot: remplacer "descendre" par "monter". Ne vous découragez pas, Camarades du Département! J'ai repris tels quels tous les mots que vous avez utilisés, sauf un. La différence ne porte que sur un seul mot, celui qui a été l'objet de notre controverse. Vous voulez qu'on descende alors que moi, je veux qu'on monte. "Si on ne monte pas immédiatement à cheval, on risque de briser l'alliance des ouvriers et des paysans"; cela est bien vrai!

9. "Si des bœufs de labour sont morts, c'est la faute des coopératives." Cette accusation n'est pas tout à fait fondée. La mort de ces bœufs n'est pas due essentiellement aux coopératives, mais aux inondations, au prix élevé des peaux et au manque de fourrage; dans d'autres cas, il y a des bœufs qui, trop vieux, ne sont bons que pour la boucherie.

10. "La tension qui règne à la campagne a pour cause principale l'établissement d'un trop grand nombre de coopératives." Une telle affirmation est fausse. Les tensions apparues au printemps dernier dans les régions rurales étaient dues notamment au problème des céréales. D'ailleurs, dans la plupart des cas, la soi-disant pénurie de céréales était imaginaire; c'étaient des clameurs des propriétaires fonciers et des paysans riches ainsi que des paysans moyens aisés. Nous n'avons pas encore trouvé le temps de faire un vaste travail d'éducation auprès des masses paysannes sur ce point; d'autre part, notre travail dans le domaine céréalier présentait des insuffisances. Comme nous ne savions pas très bien, l'année dernière, quelle quantité de céréales devait être achetée, nous en avons acheté aux paysans 3.500.000 tonnes de trop. Nous prévoyons maintenant un réajustement en réduisant nos achats de 3.500.000 tonnes; cela, s'ajoutant à la bonne récolte de cette année, détendra la situation dans les campagnes.

11. Il y a encore une autre assertion: "La supériorité des coopératives ne durera que trois ans." C'est du pessimisme. J'estime, quant à moi, que leur supériorité durera certainement bien plus, car le

socialisme s'étendra sur une très longue période. Et dans l'avenir, quand celui-ci ne présentera plus de supériorité, le communisme le remplacera pour manifester la sienne à son tour.

12. Faudra-t-il créer des coopératives de forme supérieure dans un proche avenir? On n'avait pas d'idée claire sur cette question, et vous l'avez soulevée à la présente session. Il faut en créer un certain nombre. Quant au chiffre exact, c'est à vous de voir.

13. Il est également faux de dire que "les bateliers et les charretiers ne peuvent pas s'organiser en coopératives". Aujourd'hui, il semble que les millions de travailleurs des transports de ce genre doivent aussi se regrouper en coopératives.

A la lumière des discussions, nous avons résolu ces nombreux problèmes. C'est un grand succès de la présente session plénière du Comité central.

## III. LA PLANIFICATION D'ENSEMBLE ET LA DIRECTION RENFORCEE

La planification d'ensemble doit comprendre: 1) un plan pour les coopératives; 2) un plan pour la production agricole; 3) un plan pour toute l'économie. Le plan pour l'ensemble de l'économie rurale doit englober entre autres les occupations subsidiaires, l'artisanat, les activités diversifiées, les exploitations polyvalentes, le défrichage et le déplacement de la population à faible distance, les coopératives d'approvisionnement et de vente, les coopératives de crédit, les banques, les stations de vulgarisation des techniques, ainsi que le reboisement des collines dénudées et des villages. Je pense que c'est surtout les montagnes arides de la Chine du Nord qu'il faut reboiser; c'est parfaitement réalisable. Camarades du Nord, aurez-vous assez de courage pour cela? Dans le Sud, bien des endroits ont besoin aussi d'être reboisés. Ce serait beau de voir dans un certain nombre d'années, au Nord comme au Sud, un peu partout, des régions reverdies. L'agriculture, l'industrie et tous les autres secteurs en profiteront.

Quels sont les autres plans à élaborer? Un plan pour la culture et l'enseignement, qui doit comprendre la liquidation de l'analphabétisme, la création d'écoles primaires, l'établissement d'écoles secondaires qui répondent aux besoins des campagnes et dans lesquelles seront introduits des cours d'agriculture, l'édition d'ouvrages de vulgarisation et

de livres adaptés aux besoins des paysans, l'extension du réseau de radiodistribution et la multiplication des équipes itinérantes de cinéma dans les campagnes, l'organisation des activités culturelles et récréatives, etc. Il faut encore des plans pour la consolidation et l'édification du Parti et de la Ligue de la Jeunesse, le travail des femmes et la répression des contre-révolutionnaires. Tout cela doit entrer dans la planification d'ensemble.

Il doit y avoir les plans suivants: 1) Celui des coopératives rurales. Toutes les coopératives, si petites soient-elles, doivent avoir un plan, qu'elles apprendront à établir. 2) Celui des cantons. Notre pays compte plus de 220.000 cantons, chacun doit faire son plan. 3) Celui des districts. Nous espérons que chaque district élaborera un plan. Certains districts en ont déjà présenté d'excellents, dont la lecture est intéressante. Dans ces districts, avec un esprit émancipé qui ose défier le ciel et la terre et qui est libre de toute entrave, on a pu concevoir des plans pleins d'initiative. 4) Celui des provinces (régions autonomes ou banlieues des municipalités). Mais nous devons mettre l'accent sur la planification au niveau des cantons et des districts. Il faut saisir ces deux maillons pour qu'un certain nombre de plans soient rapidement établis, par exemple, ceux de trois ou quatre districts dans chaque province, qui seront ensuite distribués à divers endroits comme modèles.

Les plans du mouvement coopératif doivent fixer les rythmes du développement pour les différentes régions. On peut distinguer trois catégories de régions. La première comprend la majorité des régions, la seconde, une partie du plus petit nombre et la troisième, le reste. Dans la majorité des régions, on réalisera la coopération en trois vagues, en trois hivers-printemps. Par trois vagues, on entend cet hiver et le printemps prochain, l'hiver prochain et le printemps suivant, plus un autre hiver-printemps. Les trois hivers-printemps, ce sont précisément ces trois vagues qui se succèdent l'une à l'autre; il devra y avoir entre deux vagues un intervalle, tout comme une vallée entre deux montagnes et un creux entre deux lames. Au printemps 1958, la première catégorie de régions aura réalisé pour l'essentiel la coopération semi-socialiste. Pour la deuxième catégorie, comme la Chine du Nord, le Nord-Est et quelques banlieues, deux hivers-printemps, deux vagues suffiront. Certaines localités y arriveront en une seule vague, au printemps prochain. Pour la troisième catégorie, c'est-à-dire le reste du plus petit nombre, quatre, cinq, voire six hivers-printemps seront nécessaires. Cette catégorie n'inclut pas certaines régions de minorités

nationales — les monts Taliang et Siaoliang, le Tibet et les autres régions où les conditions ne sont pas mûres; on ne doit pas établir de coopératives dans ces circonstances. Qu'est-ce qu'on entend par réalisation, pour l'essentiel, de la coopération semi-socialiste? Cela signifie que 70 à 80 pour cent de la population rurale se seront regroupés dans des coopératives semi-socialistes. Une marge nous est ici réservée: ça peut aller avec 70 pour cent, 75 pour cent, 80 pour cent, ou un peu plus. Voilà ce qu'on appelle la réalisation, pour l'essentiel, de la coopération semi-socialiste. Pour le reste de la population rurale, cela viendra plus tard. Il n'est pas bon d'aller trop lentement ou trop vite, car ces deux cas relèvent l'un comme l'autre de l'opportunisme. Il y a deux sortes d'opportunisme: l'opportunisme de lenteur et l'opportunisme de précipitation. Cette façon de dire est plus accessible aux simples gens.

A chacun de ces trois niveaux: provinces (municipalités ou régions autonomes), préfectures et districts, la direction doit se tenir constamment au courant des progrès du mouvement et s'attaquer aux problèmes dès qu'ils surgissent. Il ne faut absolument pas laisser s'accumuler les problèmes pour en faire le bilan après. Dans le passé, on a souvent travaillé de cette façon: au lieu de les résoudre au fur et à mesure, on laissait les problèmes s'amonceler pour en faire le bilan ou "tirer tardivement des coups de canon". Certains camarades ont commis cette erreur au cours des mouvements *sanfan* et *woufan*. Il ne faut pas se plaire à ne critiquer qu'après coup. Bien sûr, il est nécessaire de critiquer après, mais il vaut mieux le faire dès les premiers indices d'une erreur. Ce n'est pas bon de se plaire à ne critiquer qu'après coup et de ne pas donner les conseils que la situation impose. Que faire si les choses ne tournent pas bien? Dans ce cas, il faut freiner immédiatement ou, en d'autres termes, stopper tout court. C'est comme lorsque l'on conduit une voiture sur une pente raide, dès qu'un danger survient, on appuie immédiatement sur le frein. Les autorités des provinces, des préfectures et des districts ont toutes le pouvoir de freiner. Il faut prévenir toute déviation "de gauche". Agir ainsi, c'est marxiste et non opportuniste. Le marxisme n'appelle pas la déviation "de gauche", et l'opportunisme "de gauche" n'est pas du marxisme.

Désormais, sur quoi portera notre émulation dans l'établissement des coopératives? Sur la qualité, sur le respect des normes. Quant à la quantité ou au rythme, il suffit d'atteindre les chiffres fixés plus haut. C'est sur l'émulation pour la qualité que l'accent doit être mis. Quels sont les critères de la qualité? Eh bien, l'augmentation de la

production et la préservation des bêtes de trait. Mais comment y arriver? En respectant le principe du libre consentement et de l'avantage réciproque, en élaborant un plan d'ensemble et en faisant preuve de souplesse dans la direction. Avec tout cela, à mon avis, la qualité des coopératives sera bien satisfaisante; on pourra augmenter la production et préserver les bêtes de trait. Nous devons absolument éviter l'erreur qui a été commise naguère en Union soviétique et qui consistait à abattre massivement le bétail. Les deux ans à venir seront d'une importance cruciale, surtout les cinq prochains mois, c'est-à-dire cet hiver et le printemps prochain. Je voudrais attirer votre attention sur ceci: vous devrez, de novembre 1955 à mars 1956, vous assurer qu'aucun grand problème ne surgisse, qu'aucune perte importante de bœufs n'ait lieu. Comme nous n'avons maintenant que très peu de tracteurs, les bœufs sont très précieux, ils sont l'outil principal dans la production agricole.

Dans les cinq mois à venir, les principaux cadres au niveau des provinces, des préfectures, des districts, des arrondissements et des cantons, en premier lieu les secrétaires et secrétaires adjoints des comités du Parti, doivent se plonger dans l'étude des coopératives et se familiariser avec les divers problèmes qui s'y rapportent. Ce délai est-il trop court? J'estime que cinq mois suffiront si vous vous y mettez sérieusement. Il est certes très important pour les camarades responsables au niveau des provinces de faire une telle étude, mais il l'est surtout pour ceux des districts, des arrondissements et des cantons; s'ils n'approfondissent pas cette question et qu'ils créent beaucoup de coopératives tout en restant profanes dans ce domaine, ce sera très dangereux. Que faire s'il y en a qui n'arrivent toujours pas à approfondir la question? Il faut les muter. Dans cinq mois, après mars prochain, le Comité central convoquera probablement une nouvelle session, analogue à celle-ci. A ce moment-là, nous ferons des comparaisons sur la qualité, et nous ne devrons plus insister dans nos interventions sur ce qui a été dit à cette session; il faudra apporter du nouveau, c'est-à-dire que les interventions devront porter sur la planification d'ensemble, la gestion et les méthodes de direction. Elles devront préciser quelles sont les bonnes méthodes à employer pour mettre sur pied des coopératives selon le principe: rapidité, quantité et qualité. Bref, elles devront s'étendre sur la qualité.

Les méthodes de direction sont très importantes. Pour éviter les erreurs, il faut leur prêter une grande attention et renforcer la direction. Voici quelques suggestions en matière de méthodes de direction, et

vous verrez si elles sont praticables. On convoquera chaque année, comme nous le faisons, quelques réunions, grandes ou petites, pour résoudre les problèmes du moment. Quand surgit un problème, il faut savoir dégager ce qu'il y a d'universel dans un cas particulier. On n'a pas besoin d'attraper et de disséquer tous les moineaux pour prouver qu'"un moineau, bien que petit, possède tous les organes internes nécessaires". Aucun scientifique n'a jamais agi de cette façon. Il suffit de bien connaître quelques coopératives pour être en mesure d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Outre les réunions, il y a d'autres méthodes de direction qui ne sont pas moins importantes: communications télégraphiques ou téléphoniques et tournées d'inspection. De plus, chaque province doit confier à des personnes compétentes le soin de diriger les publications et de les améliorer pour assurer des échanges rapides d'expérience. Voici encore une suggestion, et vous pourriez essayer. J'ai mis onze jours à lire cent vingt et quelques rapports, tout en y apportant des modifications et en rédigeant des notes introductoires. Ce travail m'a permis de "parcourir tous les royaumes", d'aller plus loin que Confucius ne l'avait fait, puisque j'ai pu "mettre le pied" jusqu'au Yunnan et au Sinkiang[2]. Chaque province ou région autonome pourrait, toutes les années ou bien tous les six mois, compiler un recueil, à raison d'un article par district. Cela permettrait à tous les districts d'échanger leurs expériences et favoriserait une extension rapide du mouvement coopératif. Une autre méthode enfin, ce sont les bulletins d'information. Les comités du Parti des districts soumettront leurs bulletins aux comités des préfectures, ceux-ci aux comités des provinces ou régions autonomes, et ces derniers au Comité central. Ces bulletins feront connaître les progrès de la coopération et les problèmes rencontrés. Grâce à ces bulletins, la direction aux différents échelons sera au courant de la situation et elle pourra ainsi résoudre les problèmes qui se poseraient. Voilà quelques suggestions sur les méthodes de direction, veuillez, Camarades, les prendre en considération.

## IV. LA LUTTE IDEOLOGIQUE

Toute l'expérience du passé nous montre une chose: la lutte idéologique doit frapper juste. Comme le dit aujourd'hui une expression courante, il faut que les idées s'affrontent. L'affrontement, c'est

un combat; tu me pousses une botte, je riposte; et les deux épées se croisent nécessairement. Sans choc des idées, rien ne s'éclaircit et on n'approfondit rien, et ce n'est pas bien. A cette session, nous avons confronté nos idées; nous sommes parvenus à voir les choses clairement et en profondeur. Cette méthode a l'avantage, d'abord, de permettre à la grande majorité des camarades de se faire une idée claire des questions soulevées, et ensuite d'aider ceux qui ont fait des erreurs à les corriger.

En ce qui concerne les camarades fautifs, il faut d'abord, à mon avis, qu'ils veuillent eux-mêmes faire la révolution et ensuite que les autres leur permettent de la poursuivre. Il y a des gens qui ne veulent pas continuer la révolution, comme Tchen Tou-sieou, Tchang Kouo-tao, Kao Kang et Jao Chou-che, mais ils ne sont qu'une infime minorité. La plupart des camarades veulent la poursuivre. Mais il faut encore qu'on le leur permette. Nous ne devons pas nous comporter comme le Faux Diable étranger de *La Véritable histoire de Ah Q*, qui interdit à Ah Q de faire la révolution, ni comme Wang Louen le Lettré à l'habit blanc[3] de *Chouei hou tchouan* (Au bord de l'eau), qui, lui aussi, défend aux autres de s'engager dans la voie révolutionnaire. Tous ceux qui empêchent les autres de faire la révolution s'exposent à un grand danger: Wang Louen, qui interdit aux autres de faire la révolution, finit par être tué. Kao Kang, qui agissait de la même façon, n'a-t-il pas fini aussi par perdre la vie?

L'expérience historique le montre: ceux qui ont commis des erreurs d'ordre dogmatique ou empirique peuvent se corriger dans leur immense majorité. Mais à deux conditions: qu'on les critique sévèrement et qu'en même temps on se montre indulgent envers eux. Ce n'est pas bien de ne pas avoir d'indulgence, car sans elle, il n'y a pas de relations normales. Qui est-ce qui ne fait jamais d'erreurs? Tout le monde en commet forcément, de grosses ou de petites. Rares sont les gens irrécupérables, comme Tchen Tou-sieou, Tchang Kouo-tao, Kao Kang, Jao Chou-che, ainsi que Tchen Kouang et Tai Ki-ying. Mais eux mis à part, les autres peuvent être sauvés et amenés à se corriger grâce à l'aide des camarades. Nous devons agir dans ce sens et avec confiance. Ceux qui sont tombés dans l'erreur doivent eux aussi être confiants.

Des camarades du Département du Travail rural du Comité central, et en premier lieu le camarade Teng Tse-houei, ont fait des erreurs. Celles de ce dernier relèvent, cette fois, de la déviation de droite, de l'empirisme. Il a fait son autocritique. Dans les réunions

de groupes, certains camarades ont déclaré que cette autocritique ne leur paraissait pas suffisamment approfondie, mais nous, camarades du Bureau politique, ainsi que d'autres camarades, nous avons estimé, après discussion, qu'elle était satisfaisante dans ses grandes lignes: c'est déjà assez bien que le camarade Teng Tse-houei ait atteint pour le moment une telle conscience. Il faut reconnaître que durant les longues luttes révolutionnaires du passé, il a rendu beaucoup de services et qu'il a donc du mérite. Mais les mérites ne doivent pas devenir un fardeau. Cela, il l'a dit lui-même, en reconnaissant qu'il a quelque peu tiré vanité de son passé. On doit être modeste. Nous sommes persuadés qu'il pourra corriger ses erreurs à condition de faire preuve de modestie et d'accepter volontiers l'aide des camarades.

Le camarade Teng Tse-houei a avancé une formulation ayant un caractère de programme, qui préconisait de s'appuyer sur les commerçants (c'est-à-dire sur la bourgeoisie) et de garantir les "quatre grandes libertés". Cette formulation n'est pas correcte. Elle est de par sa nature un véritable programme bourgeois, capitaliste, et non prolétarien, et qui va à l'encontre des décisions prises par la deuxième session plénière du Comité central issu du VII[e] Congrès pour imposer des restrictions à la bourgeoisie. Nous appliquons maintenant une politique de limitation à l'égard de la bourgeoisie urbaine et de la bourgeoisie rurale (les paysans riches). C'est pourquoi ces "quatre grandes libertés" au nom desquelles aucune restriction n'est imposée à l'embauche de main-d'œuvre, au commerce, au crédit et au louage des terres posent un problème réel. Moi, je dirais plutôt "quatre petites libertés". Car des libertés, il y en a de "grandes" et de "petites". Soumise aux restrictions, la bourgeoisie jouit un peu de ces libertés, juste un petit peu. Nous devons préparer les conditions pour la priver même de ces petites libertés. Envers la bourgeoisie urbaine, nous appliquons une politique d'utilisation, de limitation et de transformation. S'il est nécessaire d'utiliser la bourgeoisie, nous devons cependant en limiter l'aspect qui nuit à l'économie nationale et au bien-être du peuple. Une telle politique n'est ni "de gauche" ni de droite. Ne lui imposer aucune restriction, c'est dévier trop à droite: fixer des limites trop rigides qui lui interdisent carrément d'entreprendre quoi que ce soit, c'est dévier trop à "gauche". Comme l'a dit Lénine, vouloir supprimer totalement et d'un seul coup le capitalisme quand il existe encore des millions et des millions de petits producteurs, c'est de la part d'un parti politique non seulement une sottise, mais aussi un suicide[4]. Il n'en reste pas moins que la formulation du camarade Teng Tse-houei

est erronée, parce qu'elle ne fait pas mention de la limitation et qu'elle diffère de celle du Comité central comme de celle de la deuxième session plénière.

Certains camarades ont pratiquement passé outre, sans qu'on sache pourquoi, aux décisions du Parti et aux mesures politiques qu'il préconise depuis longtemps, comme s'ils n'avaient jamais rien lu ni entendu à ce sujet. Par exemple, pendant des années, on a entrepris le mouvement d'entraide et de coopération dans la base centrale révolutionnaire, à Yenan et dans toutes les autres bases d'appui; mais il semble que ces camarades n'aient rien vu ni entendu à ce sujet. Dès l'hiver 1951, le Comité central avait adopté une résolution sur l'entraide et la coopération dans la production agricole, mais ils ne l'ont pas remarquée non plus. Jusqu'en 1953, ils ont toujours parlé sans aborder aucun sujet sérieux et se sont plu à accorder de petites faveurs. Parler sans aborder aucun sujet sérieux signifie ne pas aborder le socialisme, et se plaire à accorder de petites faveurs veut dire accorder ces petites faveurs que sont les "quatre grandes libertés". En d'autres termes, ces camarades se moquent éperdument des résolutions du Parti ou des programmes et mesures politiques qu'il préconise depuis longtemps, et ils agissent à leur guise. Ils ne se donnent jamais la peine de vérifier si des problèmes du même genre ont été discutés et comment ils l'ont été. Certains historiens s'appliquent à faire des recherches sur des carapaces de tortue, des inscriptions sur bronzes ou stèles et d'autres antiquités mises au jour, alors que ces camarades, eux, ne daignent même pas jeter un coup d'œil sur les choses récentes de chez nous et rechignent à consulter nos documents. Bref, ne voulant pas entendre ce qui se passe dans le monde extérieur, ils écrivent et discourent à leur aise sur des sujets comme les "quatre grandes libertés" par exemple, et voilà qu'ils ont fini par se cogner la tête contre le mur.

D'autres camarades, entichés d'ultra-décentralisation, réclament leur "indépendance" et vont jusqu'à se créer des "royaumes indépendants", trouvant la dictature personnelle tout à fait à leur goût. Au début, c'est pour leur confort qu'ils se sont créé leurs royaumes et se sont proclamés rois. Mais quel en a été le résultat? Loin de vivre à leur aise, ils se sont vus soumis au feu de la critique. N'y a-t-il pas un opéra qui s'appelle *La Montée au trône*? Regardez donc comme il se sent à l'aise, Siué Ping-kouei, quand il devient roi; mais en ce temps-là, on ne pratiquait pas l'autocritique. Ce n'était pas bien. Beaucoup de gens n'aiment pas consulter les autres. Bien des cama-

rades approuvent du bout des lèvres la direction collective, mais en réalité, ils adorent la dictature personnelle, comme si on n'avait pas l'air d'un dirigeant quand on ne l'exerce pas. Pour être un dirigeant, on n'a pas forcément à se conduire en dictateur, vous le savez bien! La bourgeoisie a sa propre démocratie, elle insiste sur la dictature de classe. Le prolétariat, le Parti communiste doit exercer aussi une dictature de classe; mais il n'est pas bon de pratiquer la dictature personnelle. Quand surgissent des problèmes, il faut toujours consulter les autres, en discuter en commun et mettre en valeur l'intelligence du plus grand nombre, c'est bien mieux ainsi.

Une autre question est à aborder ici. Beaucoup de camarades sont toujours absorbés dans les affaires courantes et n'étudient pas les problèmes. Ces affaires, ne faut-il pas les régler? Si, bien sûr; c'est indispensable. Cependant, c'est dangereux de s'y cantonner, sans étudier les problèmes. Si vous n'entrez pas en contact avec les cadres ni avec les masses, ou si, dans votre contact avec eux, vous leur faites toujours la leçon, au lieu de les consulter, de discuter avec eux en disant: "D'après vous, est-ce que mes idées sont justes? Pourriez-vous me donner votre avis?", vous serez alors incapables de flairer l'ambiance politique, vous aurez l'odorat émoussé, vous serez atteints d'un rhume politique. Quand on a le nez bouché, on ne sent plus le climat du moment. Le camarade Tchen Yi a dit aujourd'hui que l'on devrait être capable de saisir les choses dès qu'elles bourgeonnent. On a vraiment l'esprit très lourd si on ne voit pas les choses qui existent déjà en grande quantité, un peu partout. Cet état de choses mérite notre attention; c'est très mauvais de ne s'occuper que des affaires courantes, de n'attacher aucune importance à l'étude des problèmes ni aux contacts avec les masses et les cadres, de ne pas les consulter.

## V. D'AUTRES PROBLEMES

Les problèmes que je vais aborder ont été pour la plupart posés par vous, Camarades.

1. Lorsqu'il s'agit de remplacer les paysans moyens aisés à la direction des coopératives, il faut attacher de l'importance à la démarche à suivre et aux méthodes à employer, éviter de les balayer tous d'un seul coup. Quoiqu'il ne soit guère indiqué de leur confier la direction, les paysans moyens aisés n'en sont pas moins des travailleurs.

Nous devons les traiter différemment selon leur comportement dans le travail. Il y en a qui doivent absolument être démis de leurs fonctions, car il serait vraiment inadmissible qu'ils restent à la direction. Néanmoins, il faut faire comprendre aux masses (aux membres des coopératives entre autres) et aux paysans moyens aisés intéressés que ce serait vraiment inopportun qu'ils restent à leur poste de dirigeant. Il y a encore une autre condition: on ne peut les muter que lorsque d'autres personnes mieux qualifiées sont prêtes à leur succéder ou ont été formées pour les remplacer. Certains paysans moyens aisés, en revanche, peuvent garder leur charge, s'ils ont fait leur autocritique et corrigé leurs erreurs; d'autres peuvent être mutés comme adjoints ou comme simples membres du comité de gestion. Quant à ceux qui donnent satisfaction, il n'est pas question, bien entendu, de les destituer quoiqu'ils soient des paysans moyens aisés. Ne traitez pas les paysans moyens aisés comme des paysans riches; ils ne le sont pas. Il ne faut pas les remplacer tous d'un seul coup. Cette question doit être examinée avec soin et résolue de façon appropriée. Les diverses provinces et régions étudieront si les différentes mesures susmentionnées sont praticables.

2. Il faut expliquer aux cellules du Parti et aux masses que, si nous affirmons cette fois-ci que les paysans moyens-pauvres et les paysans moyens aisés sont deux couches sociales différentes, ce n'est pas pour redéfinir leur appartenance de classe, mais parce que, en fait, les diverses couches de la paysannerie adoptent des attitudes différentes, actives ou passives, envers la coopération; cette différence existe également parmi les individus d'une même couche. Par exemple, parmi les paysans pauvres, il y en a qui, pour le moment, ne désirent pas faire partie des coopératives. Cela devrait nous aider à mener un travail de persuasion auprès des paysans moyens aisés en leur disant: "Tenez, même parmi les paysans pauvres et les paysans moyens-pauvres, il y en a qui se montrent réticents envers les coopératives. On ne les force pas à y adhérer, du moment qu'ils n'en ont pas envie. Alors, vous, paysans moyens aisés, si vous ne voulez pas y entrer maintenant, vous êtes libres aussi de rester dehors." Nous admettrons d'abord les enthousiastes, ensuite nous ferons de la propagande auprès d'un deuxième groupe de gens jusqu'à ce qu'ils deviennent enthousiastes pour y adhérer; et enfin, de même pour un troisième groupe. Cela doit se faire par groupes échelonnés. Tout le monde entrera en définitive dans les coopératives. Ainsi donc, il ne s'agit pas d'une nouvelle détermination de l'appartenance de classe.

3. A propos de l'admission des propriétaires fonciers et des paysans riches dans les coopératives, on pourrait peut-être procéder de la façon suivante: prendre à la fois le district et le canton comme unité (le district seul ne suffit pas, parce que même si la coopération est achevée pour l'essentiel dans un district, il peut y avoir des cantons où il n'y ait pas encore de coopératives) et, quand la coopération sera réalisée pour l'essentiel dans un district ou dans un canton, c'est-à-dire quand elle aura gagné 70 à 80 pour cent des familles paysannes, les coopératives consolidées se mettront à traiter le problème de l'admission, par étapes et par groupes, des propriétaires fonciers et des paysans riches selon leur comportement. Ceux qui se comportent toujours bien, qui sont honnêtes et respectent la loi, auront le titre de membre de coopérative; d'autres travailleront avec les membres des coopératives et seront rémunérés, mais ils n'auront pas le titre de membre; ils seront en fait des candidats qui pourront devenir eux aussi des membres s'ils ont un bon comportement, ce qui est pour eux un sujet d'encouragement. Quant à ceux de la troisième catégorie, ils ne sont pas autorisés pour le moment à entrer dans les coopératives; on verra plus tard, et on décidera selon les cas. Mais de toute façon, les propriétaires fonciers et les paysans riches qui feront partie des coopératives ne pourront y assumer aucune fonction. Quant aux jeunes instruits issus de familles de propriétaires fonciers ou de paysans riches, est-ce qu'on peut, à la campagne, confier à certains d'entre eux, après vérification, des postes comme ceux d'instituteur? Dans les endroits où l'on trouve à part eux très peu de gens instruits, c'est une nécessité de les employer comme enseignants sous la direction et le contrôle de la cellule du Parti et du comité de gestion de la coopérative. Actuellement, on trouve pas mal de ces jeunes instruits parmi les instituteurs. A mon avis, ce n'est pas nécessaire d'interdire absolument ce genre de travail à ces jeunes qui n'ont que dix-sept ou dix-huit ans et qui viennent de sortir du primaire ou du premier cycle du secondaire. Nous pouvons les utiliser pour apprendre aux paysans à lire et pour éliminer l'analphabétisme. Enfin, veuillez examiner si c'est faisable. Quant à leur confier un poste comme celui de comptable, ce serait risqué.

4. Pour ce qui est des conditions nécessaires à la création des coopératives de forme supérieure et du nombre de ces coopératives à créer, je ne vais pas en parler aujourd'hui; vous voudrez bien étudier la première de ces questions, et on en discutera l'année prochaine. Les différentes localités peuvent procéder selon leurs possibilités réelles. Bref, de telles coopératives peuvent être créées là où les conditions

sont mûres; sinon, on s'en abstiendra. On peut commencer par en créer quelques-unes et, plus tard, en augmenter le nombre graduellement.

5. En ce qui concerne le bon moment de l'année pour établir les coopératives, on pourrait envisager de ne pas le limiter à l'hiver et au printemps. L'été et l'automne conviennent aussi pour en créer un certain nombre, comme cela se fait dans certains endroits. Cependant, il faut souligner qu'un intervalle est nécessaire entre deux vagues pour le repos et la consolidation; une fois qu'on a mis en place un groupe de coopératives, on doit d'abord les consolider, et ensuite seulement en créer de nouvelles. C'est comme à la guerre: entre deux batailles, il faut un repos. Nier qu'on ait besoin de repos pour la consolidation, de répit pour reprendre haleine, est complètement faux. Dans l'armée, certains jugeaient qu'il était inutile de s'arrêter pour se reposer, se consolider et reprendre souffle et qu'il fallait avancer et se battre sans discontinuer. En réalité, cela est impossible. L'homme doit dormir. Si la réunion d'aujourd'hui ne se terminait pas, mais se prolongeait indéfiniment, tout le monde, moi y compris, s'y opposerait. Tous les jours, l'homme a besoin d'un long repos pour reprendre ses forces, c'est-à-dire qu'il lui faut dormir sept ou huit heures, au moins cinq ou six heures, sans compter d'ailleurs les moments de détente pendant la journée. Dire qu'une entreprise aussi importante que la création des coopératives peut se faire sans repos ni consolidation est donc très naïf.

6. Le mot d'ordre "gérer les coopératives avec diligence et économie" est excellent; il vient de la base. Il faut pratiquer strictement l'économie et lutter contre le gaspillage. En ce moment même, dans les villes comme à la campagne, on mène un mouvement de grande envergure pour combattre ce mal. Il faut encourager la diligence et l'économie dans la conduite du ménage, dans la gestion des coopératives et dans l'édification du pays. Notre pays doit pratiquer la diligence et l'économie, bannir la paresse et le luxe. La paresse engendre le déclin, ce n'est pas bien. Pour gérer les coopératives avec diligence et économie, il faut accroître la productivité, pratiquer une stricte économie, réduire les prix de revient, appliquer le système du rendement commercial, combattre les prodigalités et le gaspillage. Elever la productivité et abaisser les prix de revient sont deux tâches qui incombent à toutes les coopératives. Quant au rendement commercial, on l'appliquera graduellement, car, avec l'agrandissement des coopératives, ce système s'avérera indispensable; on doit donc s'y initier progressivement.

7. A cette session, personne n'a parlé des fermes d'Etat; c'est une lacune. J'espère que le Département du Travail rural du Comité central et le Ministère de l'Agriculture étudieront ce problème. A l'avenir, la proportion des fermes d'Etat grandira d'année en année.

8. Il faut continuer à lutter contre le chauvinisme grand-han, car c'est une manifestation de l'idéologie bourgeoise. Les Hans sont si nombreux qu'ils ont tendance à regarder de haut les minorités nationales, au lieu de les aider de tout leur cœur; c'est pourquoi nous devons lutter vigoureusement contre le chauvinisme grand-han. D'un autre côté, un nationalisme étroit peut se manifester chez les minorités nationales; nous devons aussi nous y opposer. Mais, de ces deux tendances, la principale, celle qu'il importe de combattre au premier chef, c'est le chauvinisme grand-han. Si les camarades hans adoptent une attitude correcte et se montrent vraiment équitables vis-à-vis des minorités nationales, et si, en politique nationale et pour ce qui est des relations entre nationalités, ils s'en tiennent à des conceptions entièrement marxistes et non bourgeoises, bref, s'ils se débarrassent du chauvinisme grand-han, il sera relativement facile de surmonter les conceptions de nationalisme étroit parmi les minorités nationales. Les manifestations du chauvinisme grand-han sont encore nombreuses aujourd'hui, par exemple, vouloir prendre tout en main, ne pas respecter les mœurs et coutumes des minorités nationales, s'estimer infaillible, mépriser les minorités, prétendre qu'elles sont vraiment trop arriérées. A la Conférence nationale du Parti de mars dernier, j'ai dit que la Chine ne pouvait pas se passer des minorités nationales. Il y en a des dizaines en Chine. Les régions qu'elles habitent sont plus vastes que celles où vivent les Hans, et elles abondent en richesses naturelles de toutes sortes. L'économie nationale ne peut pas se passer de l'économie des minorités nationales.

9. Il conviendrait, à mon avis, de poursuivre la campagne pour la liquidation de l'analphabétisme. Dans certaines localités, c'est cette campagne qu'on a liquidée; ce n'est pas bien. Au cours du mouvement de coopération, il faut en finir avec l'analphabétisme; ce n'est pas la liquidation de l'analphabétisme qu'il faut liquider, mais l'analphabétisme lui-même.

10. Certains demandent: Qu'entend-on par déviation "de gauche" et déviation de droite? Nous avons déjà dit que toutes les choses se meuvent dans l'espace et dans le temps. Ici, je parlerai principalement du temps. Si les observations qu'on fait sur le mouvement des choses ne correspondent pas à la réalité et qu'elles devancent

le temps, c'est la déviation "de gauche"; par contre, si elles retardent, c'est la déviation de droite. Prenons le mouvement de coopération. Bien que les conditions soient déjà mûres, à savoir l'enthousiasme des masses, l'existence sur une large échelle des équipes d'entraide et la direction du Parti, certains camarades refusent de le reconnaître. La coopération agricole peut maintenant (je dis bien maintenant, et non il y a quelques années) se développer largement, mais ces camarades disent que ce n'est pas encore possible: voilà la déviation de droite. De l'autre côté, si on veut réaliser à 80 pour cent la coopération dans l'ensemble du pays en un court laps de temps, alors que des conditions, comme le niveau de conscience des paysans et la direction du Parti, ne sont pas encore mûres, c'est la déviation "de gauche". Il y a deux proverbes chinois qui disent: "Le melon se détache de la tige quand il est mûr" et "Le canal se forme dès que l'eau arrive". Nous devons agir en fonction des conditions spécifiques et atteindre notre but naturellement, sans forcer les choses. Par exemple, pour la naissance d'un enfant, neuf mois de grossesse sont nécessaires. Si le médecin force cette naissance au septième mois en exerçant une pression, ce n'est pas bon, c'est une déviation "de gauche". En revanche, au bout de neuf mois, quand l'enfant désire vraiment venir au monde, si vous voulez l'en empêcher, c'est une déviation de droite. Bref, les choses évoluent dans le temps. Quand vient le moment d'entreprendre, il faut s'y mettre; s'y opposer, c'est dévier à droite. Si le moment n'est pas encore venu et qu'on veuille forcer les choses, c'est la déviation "de gauche".

11. Certains demandent: Est-il possible de commettre des erreurs déviationnistes "de gauche"? Nous répondons que c'est parfaitement possible. Si un organisme dirigeant, qu'il soit une cellule du Parti de canton ou un comité du Parti d'arrondissement, de district, de préfecture ou de province, ne tient pas compte du niveau de conscience des masses ni du degré de développement des équipes d'entraide, s'il n'a ni plan ni chiffres de contrôle, ne réalise pas la coopération agricole par groupes et par étapes, mais recherche uniquement la quantité sans se soucier de la qualité, alors on verra surgir nécessairement de sérieuses erreurs "de gauche". Lorsque les masses, poussées par l'enthousiasme, demandent à adhérer aux coopératives, il faut envisager toutes sortes de difficultés, toutes les conditions défavorables et les leur dire franchement pour qu'elles puissent y réfléchir mûrement; qu'elles adhèrent aux coopératives si elles n'ont aucune appréhension, mais qu'elles s'en abstiennent dans le cas contraire. Bien entendu, il ne faut pas non plus

effrayer les gens. Je suppose qu'aujourd'hui je ne vous effarouche pas, puisque nous sommes en réunion depuis bien des jours. Il est nécessaire de refréner au moment voulu les emballements pour qu'on n'ait pas la tête chaude.

Nous sommes contre le fait de se tracasser sans cesse et de multiplier les interdictions et les prescriptions. Mais est-ce que cela veut dire qu'on ne doit plus se soucier de rien et qu'il faut se passer de toute interdiction, de toute prescription? Bien sûr que non. Des inquiétudes justifiées, nécessaires, qui n'en a pas? Et nous devons avoir aussi les interdictions et les prescriptions qui s'imposent. Sans quelques interdictions et prescriptions, comment pourrions-nous faire marcher les choses? Les soucis, les interdictions et les prescriptions nécessaires, nous ne pouvons absolument pas nous en passer, pas plus que des interruptions, des pauses, des coups de frein et des arrêts qui s'avèrent indispensables.

Voici une méthode à suivre: quand les gens commencent à devenir prétentieux, à bomber le torse, il faut leur assigner de nouvelles tâches (par exemple, nous venons de proposer une émulation à propos de la qualité; quand nous nous retrouverons l'année prochaine, on comparera les résultats, la question de la quantité étant alors devenue secondaire), de sorte que chacun sera si occupé qu'il n'aura plus le temps de faire le fier! Cette méthode, nous l'utilisions autrefois. Quand une unité de notre armée avait remporté une victoire, certains camarades en parlaient autour d'eux avec trop de satisfaction et se montraient fiers comme des coqs; vite, on leur confiait une tâche nouvelle: un deuxième combat. Cette nouvelle mission leur étant assignée, ils devaient y réfléchir et s'y préparer; ainsi ils cessaient aussitôt de parader: ils n'en avaient pas le temps.

12. Certains camarades ont suggéré: Est-ce qu'on peut accorder aux districts une marge de manœuvre de 10 pour cent? Pour l'établissement des coopératives par exemple, on pourrait en créer 10 pour cent de moins ou de plus. Je pense que cette proposition est acceptable et qu'elle est bonne; il ne faut pas être trop rigide. Je vous prie de la prendre en considération.

13. Y a-t-il des gens qui remettraient en cause les décisions que nous avons prises? Il y en a pas mal. Selon eux, les coopératives ne donneront rien de bon et tout ce que nous faisons est à rejeter, ils prétendent que nous ne sommes pas des marxistes, mais des opportunistes. Pourtant à mon avis, ces décisions ne peuvent pas être remises en question, comme l'indique le cours général des événements.

14. Certains demandent: Quelle sera la future tendance? En trois quinquennats environ, on réalisera pour l'essentiel l'industrialisation socialiste du pays et la transformation socialiste de l'agriculture et de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. Telle sera à mon avis la tendance. Mais, comme je l'ai dit à la dernière conférence nationale du Parti, j'ajouterai qu'il nous faudra probablement cinquante à soixante-quinze ans, c'est-à-dire 10 à 15 plans quinquennaux pour faire de la Chine un puissant Etat socialiste.

Durant ces cinquante à soixante-quinze ans, il y aura certainement à l'étranger, chez nous et dans le Parti bien des luttes et des conflits sérieux et complexes, et nous rencontrerons forcément beaucoup de difficultés. Rappelons-nous notre propre expérience: nous avons traversé tant de conflits, armés ou pacifiques, avec ou sans effusion de sang! Comment peut-on penser qu'il n'y en aura plus à l'avenir? Bien sûr il y en aura, et non pas très peu, mais beaucoup; par exemple, une guerre mondiale, des bombes atomiques sur nos têtes, l'apparition de nouveaux Beria, Kao Kang, Tchang Kouo-tao et Tchen Tou-sieou. Il y a beaucoup de choses qu'on ne peut pas prévoir maintenant. Mais en tant que marxistes, nous pouvons affirmer que toutes les difficultés pourront être surmontées et qu'une Chine socialiste puissante surgira à coup sûr. Est-ce vraiment sûr? Moi, je dis que oui. Selon le marxisme, cela est certain. La bourgeoisie a déjà produit ses propres fossoyeurs et sa tombe est toute prête, comment pourrait-elle ne pas mourir? Voilà, pour le dire en gros, la tendance générale.

15. Vous avez proposé beaucoup d'amendements aux deux documents — la résolution et les statuts. C'est très bien. Nous rassemblerons vos propositions pour les étudier. La résolution adoptée aujourd'hui sera revue par le Bureau politique et publiée dans quelques jours. Quant aux statuts, ils prendront plus de temps. Il faut consulter les personnalités démocrates et suivre la procédure législative. On adoptera peut-être le même processus que pour la Loi sur le service militaire: on les soumettra d'abord à l'examen du Comité permanent de l'Assemblée populaire, puis on confiera au Conseil des Affaires d'Etat le soin de les faire publier afin de recueillir des opinions. Et ensuite on les mettra en application à titre d'essai, pendant un certain temps, dans différentes régions, et l'année prochaine, on les soumettra à l'approbation de l'Assemblée populaire.

Enfin, je voudrais vous prier, en passant, de faire attention à l'art d'écrire. J'espère que tous les camarades ici présents deviendront des "professeurs de chinois". Vos articles sont bien écrits, mais ils ont

peut-être quelques points faibles. Vous devriez aider les autres à améliorer leur style. Maintenant, parmi les articles de nombre de nos camarades, il y en a, en effet, qui sont d'un verbiage creux, mais ils sont peu nombreux; leur principal défaut, c'est qu'ils sont bourrés de tournures classiques et fortement imprégnés d'un style mi-classique mi-moderne. D'autre part, quand on écrit, il faut respecter la logique: il faut veiller à la structure de l'ensemble d'un article ou d'un discours: l'introduction, le développement et la conclusion doivent avoir une relation, une liaison interne et ne pas être en contradiction. Il faut aussi respecter les règles de grammaire. Beaucoup de camarades suppriment les sujets ou les compléments d'objet indispensables, emploient les adverbes comme des verbes, ou même omettent les verbes; tout cela est contraire à la grammaire. Il leur faut aussi veiller au style pour rendre leurs articles plus vivants. Bref, quand vous écrivez, veillez à ces trois points: la logique, la grammaire et le style.

## NOTES

[1] Voir V. I. Lénine: "L'Impôt en nature".

[2] Il s'agit ici de la préparation du recueil *Comment gérer une coopérative agricole de production*, entreprise par le camarade Mao Tsétoung après lecture des rapports sur la coopération agricole provenant de diverses localités. Voir "Préfaces de *L'Essor du socialisme dans les campagnes chinoises*", pp. 250-257 du présent tome.

[3] D'après le roman classique chinois *Chouei hou tchouan*, Wang Louen (surnommé le "Lettré à l'habit blanc") était devenu chef des forces paysannes du mont Liangchan. Pour maintenir sa propre position de chef, il refusa d'abord d'admettre dans les rangs de ses forces Lin Tchong, officier-instructeur de la garde impériale qui s'était révolté contre les autorités et cherchait refuge au mont Liangchan; puis il empêcha Tchao Kai, chef de l'insurrection paysanne, et d'autres insurgés de se rassembler avec les rebelles du mont Liangchan. Finalement, il fut tué par Lin Tchong.

[4] Voir V. I. Lénine: "L'Impôt en nature".

# PREFACES DE *L'ESSOR DU SOCIALISME DANS LES CAMPAGNES CHINOISES*

(Septembre et décembre 1955)

## PREFACE I

(25 septembre 1955)

La ligne générale du Parti communiste chinois pour la période de transition du capitalisme au socialisme consiste à réaliser pour l'essentiel l'industrialisation du pays et en même temps la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. Cette période de transition s'étendra sur quelque dix-huit ans, soit trois ans pour le relèvement plus trois quinquennats. En apparence, il y a unanimité dans le Parti sur la formulation de cette ligne et sur le délai fixé, mais en réalité, il y a des divergences de vues qui, à l'heure actuelle, portent essentiellement sur le problème de la transformation socialiste de l'agriculture, c'est-à-dire sur la coopération agricole.

D'aucuns affirment qu'à considérer le déroulement de la coopération agricole de ces dernières années, une sorte de règle semble s'en dégager: le développement de la coopération est encouragé en hiver et, dès le printemps de l'année suivante, il y en a qui combattent la progression aventureuse. Cette observation n'est pas sans fondement, car à plusieurs reprises, on a été témoin de luttes contre la prétendue progression aventureuse. Par exemple, l'hiver 1952 a connu un développement de la coopération, lequel s'est vu contrecarré au printemps 1953 par une lutte contre la progression aventureuse; puis un nouveau développement en hiver 1954 a été suivi d'une nouvelle lutte ce printemps. La lutte contre la progression aventureuse ne signifiait pas seulement l'arrêt du développement de la coopération, mais encore la dissolution forcée (ou "l'abattage") d'un grand nombre de coopéra-

tives existantes, ce qui provoqua du mécontentement parmi les cadres et les masses paysannes. Indignés, certains paysans ne mangeaient plus, d'autres ne voulaient plus se lever, ou n'allaient plus aux champs pendant plus de dix jours d'affilée. "C'est vous, disaient-ils, qui nous avez fait monter des coopératives, et c'est vous maintenant qui nous forcez à les dissoudre." La dissolution réjouit les paysans moyens aisés, elle afflige les paysans pauvres. Dans le Houpei, par exemple, la nouvelle de l'arrêt du développement de la coopération comme celle de la dissolution de coopératives a fait sur les paysans pauvres l'effet d'une "douche glacée", alors que certains paysans moyens déclaraient: "Voilà qui vaut autant qu'un pèlerinage à la colline de Moulan" (colline située dans le district de Houangpi, province du Houpei, où se dresse un temple du même nom, lieu de pèlerinage cher aux paysans des alentours).

Pourquoi chez certains camarades cette hésitation qui, de l'avis général, était dénuée de toute raison d'être? C'est qu'ils s'étaient laissé influencer par des paysans moyens. En effet, dans la première période du mouvement coopératif, une partie des paysans moyens, surtout les paysans moyens aisés qui ont une forte tendance au capitalisme, répugnaient à la transformation socialiste. Ce qui importe ici, ce sont la politique et les méthodes de travail du Parti à l'égard des paysans moyens au cours de ce mouvement. Si nous appliquons une politique qui procure des avantages à la fois aux paysans pauvres et aux paysans moyens et non une politique qui favorise les premiers au détriment des seconds, et que nos méthodes de travail soient correctes, beaucoup de paysans moyens peu aisés et dont le niveau de conscience politique est relativement élevé désireront adhérer aux coopératives, ce sera surtout le cas des paysans moyens-pauvres, nouveaux et anciens. Néanmoins, même si nous pratiquons cette politique, certains paysans moyens préféreront demeurer quelque temps en dehors des coopératives; selon eux, "ce n'est pas mauvais de rester libres, ne serait-ce qu'un an ou deux". Cet état d'esprit est tout à fait compréhensible, puisque la coopération agricole implique la transformation de la propriété privée des moyens de production des paysans et de tout leur mode d'exploitation; c'est pour eux un changement radical, il est donc naturel qu'ils demandent à réfléchir sérieusement et que pendant un certain temps ils aient quelque mal à prendre une décision. Mais certains de nos camarades ont été pris de panique devant les plaintes des paysans moyens aisés et les imperfections apparues dans notre

travail; au lieu de s'attaquer aux problèmes suivant la politique et les méthodes de travail du Parti, ils se sont évertués à combattre la "progression aventureuse" et ont "abattu" des coopératives à leur guise ainsi qu'on s'empresse d'extirper une tumeur maligne qui met l'homme en danger de mort. Or, la situation réelle n'était pas du tout telle qu'ils le croyaient. Si notre travail accuse des défauts, le mouvement dans son ensemble est sain. Les larges masses des paysans pauvres et moyens-pauvres font bon accueil aux coopératives. Une partie des paysans moyens veulent voir comment iront les choses, eh bien! laissons-les faire. Quant aux paysans moyens aisés, il faut leur donner encore plus de temps pour peser le pour et le contre, exception faite pour ceux qui désirent vraiment entrer dans les coopératives. Actuellement, le défaut principal dans le mouvement de coopération, c'est qu'en maints endroits les dirigeants du Parti restent à la traîne; ils n'ont pas pris en main la direction du mouvement dans sa totalité et ils travaillent par pièces et morceaux sans avoir établi un plan d'ensemble pour leur province, leur district, leur arrondissement ou leur canton; il leur manque l'esprit d'initiative, un esprit actif, chaleureux, enthousiaste, capable d'un élan irrésistible. D'où le grand problème: à la base, un mouvement d'une grande ampleur, en haut, peu d'intérêt; forcément il s'est produit certains désordres. Et alors, au lieu de renforcer la direction et d'améliorer la planification, on a pris une attitude négative pour tenter d'arrêter le mouvement, ou bien on s'est empressé d'"abattre" des coopératives. Bien sûr, il est faux d'agir ainsi, car cela ne peut qu'engendrer de nouveaux désordres.

Nous avons donc mis au point un recueil intitulé *Comment gérer une coopérative agricole de production*[1]. Les cent vingt et quelques textes qu'il contient relatent des faits constatés dans différentes provinces, municipalités et régions autonomes; la plupart se rapportent à la période allant de janvier à août 1955, les autres concernant la seconde moitié de 1954. Ils sont, en majeure partie, extraits de périodiques intérieurs des comités du Parti pour des provinces, municipalités ou régions autonomes. Pour le reste, ce sont des reportages parus dans les journaux, des rapports que des comités du Parti ou des camarades chargés du travail rural avaient présentés aux comités des échelons supérieurs, et le compte rendu d'une causerie d'un directeur de coopérative invité à Pékin. A ces pages, nous n'avons apporté que quelques modifications de forme, qui ne changent rien à leur contenu. En outre, nous avons fait précéder une partie des textes de notes introductoires,

signées "Le Rédacteur" pour éviter toute confusion avec les notes rédactionnelles qui accompagnaient certains de ces matériaux lors de leur publication dans les périodiques. Nous estimons que les points de vue des auteurs des articles sont justes ou le sont pour l'essentiel. Cette documentation permettra à nos lecteurs de juger de l'ampleur du mouvement qui se déroule à travers le pays, de son orientation et de ses perspectives. Elle nous démontre que le mouvement est sain. Il n'y a eu des désordres que là où les comités du Parti n'avaient pas dirigé le mouvement comme il faut. Mais sitôt qu'ils se montrèrent à la hauteur des circonstances et dirigèrent le mouvement de la bonne manière en suivant la politique du Comité central du Parti, le problème disparut. Ces matériaux sont assez convaincants pour pousser à l'action ceux qui sont restés jusqu'ici passifs dans le mouvement, pour aider ceux qui ne savent pas encore comment gérer une coopérative à en trouver les moyens et surtout pour faire taire ceux qui sont toujours prêts à "abattre" les coopératives.

C'est certes une entreprise gigantesque que d'entraîner des centaines de millions de paysans dans la transformation socialiste de l'agriculture. A considérer l'ensemble du pays, le mouvement ne dure que depuis peu et on n'a pas encore suffisamment d'expérience. En particulier, c'est parce que nous n'avons pas mené un travail de propagande ample et intensif dans tout le Parti que de nombreux camarades n'ont pas prêté attention à la question et n'ont pas compris les principes et les mesures politiques ni les méthodes à appliquer dans le mouvement; il en résulte que le Parti n'est pas encore parvenu à une unité de volonté. Notre Comité central va tenir bientôt sa sixième session plénière pour discuter de ce problème et prendre une nouvelle résolution à ce sujet. Il s'agira de nous y conformer en nous adonnant à un ample et intensif travail de propagande afin de parachever l'unité de volonté au sein du Parti. Le livre que nous publions sera sans doute de quelque utilité pour ce travail.

## PREFACE II

(27 décembre 1955)

Dans ce livre sont réunis des matériaux à l'usage de ceux qui travaillent dans les régions rurales. Une préface[2] a été rédigée en

septembre. Mais, aujourd'hui, trois mois après, elle est déjà dépassée; il faut donc en écrire une autre.

Voici ce qui s'est passé. La mise au point du présent recueil s'est effectuée en deux temps: d'abord en septembre, puis maintenant, en décembre. La première fois, 121 textes ont été retenus. La plupart reflétaient la situation telle qu'elle se présentait durant la première moitié de l'année 1955; les autres concernaient le second semestre de 1954. Ces matériaux, réunis en une édition provisoire, furent distribués pour appréciation aux camarades responsables des comités des provinces, des municipalités, des régions autonomes et des préfectures qui assistaient à la sixième session plénière (élargie) du Comité central issu du VII[e] Congrès du Parti communiste chinois, tenue du 4 au 11 octobre 1955. Ces camarades estimèrent que la documentation devait être complétée. A la suite de cette session, la plupart des provinces, des municipalités et des régions autonomes nous envoyèrent des matériaux supplémentaires, dont beaucoup reflétaient la situation du second semestre de 1955. Il fallait donc remanier l'édition. Des 121 textes précédemment sélectionnés, nous en avons éliminé 30 pour n'en conserver que 91, auxquels nous avons ajouté 85 textes, choisis parmi les matériaux récemment reçus, ce qui porte le nombre des articles à 176 avec environ 900.000 caractères. Telle est l'édition actuelle. Les camarades chargés de sa préparation ont revu tous ces textes; ils ont apporté quelques modifications de forme, mis des notes explicatives pour les termes difficiles et établi un index par ordre des matières. En outre, dans le dessein de critiquer certaines idées erronées ou de présenter quelques suggestions, nous avons fait précéder une partie des textes de notes introductoires, signées "Le Rédacteur" pour éviter toute confusion avec les notes rédactionnelles qui accompagnaient certains de ces matériaux lors de leur publication dans les périodiques. Ces notes introductoires, ayant été rédigées les unes en septembre, les autres en décembre, offrent entre elles quelques différences de ton.

Mais ce qui importe ici, ce n'est pas la simple question des matériaux, c'est le changement radical qui s'est opéré en Chine dans la seconde moitié de 1955. Actuellement — la dernière décade de décembre 1955 —, sur un total de 110 millions de familles paysannes, plus de 70 millions, soit plus de 60 pour cent, répondant à l'appel du Comité central du Parti communiste chinois, ont adhéré à des coopératives agricoles de production de type semi-socialiste. Dans mon rapport du 31 juillet 1955, consacré à la coopération agricole, je signalais que

16.900.000 familles paysannes s'étaient groupées en coopératives. Ainsi, en l'espace de quelques mois, cinquante et quelques millions de familles sont venues grossir ce nombre. C'est là un événement extraordinaire. Il prouve qu'une seule et même année — 1956 — suffira pour que soit pratiquement terminée la coopération semi-socialiste dans notre agriculture. Trois ou quatre ans après (c'est-à-dire en 1959 ou 1960), nous aurons achevé, pour l'essentiel, la transformation des coopératives de type semi-socialiste en coopératives de type entièrement socialiste. En outre, il démontre que, pour répondre aux besoins du développement agricole, nous devons faire en sorte que la transformation socialiste en Chine de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes soit accomplie plus tôt que prévu. Il nous fait voir enfin que nous ne pouvons plus nous en tenir aux prévisions antérieures en ce qui concerne l'industrialisation du pays et le développement de la science, de la culture, de l'éducation, de la santé publique et d'autres secteurs, et que nous devons, de manière appropriée, en accroître l'ampleur et en accélérer le rythme.

Mais la progression de la coopération agricole à une telle allure s'est-elle effectuée dans de saines conditions? Cela ne fait aucun doute. Les organisations locales du Parti ont dirigé le mouvement sur tous les plans. C'est dans l'enthousiasme et en bon ordre que les paysans y participent. Leur ardeur dans la production est sans précédent. Pour la première fois, les masses populaires les plus larges voient clairement ce que l'avenir leur réserve. Quand les trois plans quinquennaux auront été réalisés, c'est-à-dire en 1967, la production annuelle des céréales et de nombreuses autres cultures atteindra sans doute du double au triple des chiffres records enregistrés avant la fondation de la République populaire. D'autre part, l'analphabétisme sera éliminé dans un délai relativement court (disons sept ou huit ans). Enfin, nous sommes déjà à même de maîtriser de nombreuses maladies, telle la schistosomiase, qui causaient les plus grands préjudices à la population et qui étaient considérées comme incurables. Bref, les masses voient dès maintenant les magnifiques perspectives qui s'ouvrent devant elles.

La question qui se pose actuellement au Parti et au peuple n'est plus celle de la critique des idées conservatrices de droite à propos du rythme de la transformation socialiste de l'agriculture; ce problème est déjà résolu. Il ne s'agit pas non plus du rythme de la transformation des entreprises industrielles et commerciales capita-

listes, par branches entières, en entreprises mixtes, à capital privé et d'Etat; ce problème est également résolu. Quant au rythme de la transformation socialiste de l'artisanat, c'est une question qu'on devra aborder au cours du premier semestre de 1956; elle sera, elle aussi, facilement résolue. Aujourd'hui, c'est dans d'autres domaines que les problèmes se posent. Il s'agit notamment de la production agricole, de la production industrielle (entreprises d'Etat, entreprises mixtes, à capital privé et d'Etat, entreprises coopératives) et de la production artisanale; de l'ampleur et du rythme de la construction de base dans l'industrie, dans les communications et les transports; de la coordination du commerce avec les autres branches de l'économie; de la coordination de la science, de la culture, de l'éducation, de la santé publique et d'autres secteurs avec nos diverses branches économiques. Dans tous ces domaines, la situation a été sous-estimée; c'est une insuffisance qu'il nous faut critiquer et corriger pour que notre travail réponde à l'évolution dans son ensemble. Les idées des hommes doivent s'adapter aux changements des circonstances. Il est évident que nul ne doit se laisser emporter par de folles chimères, élaborer des plans d'action qui aillent au-delà des conditions objectives, et tenter d'entreprendre à tout prix ce qui est en fait impossible. Il n'en reste pas moins qu'actuellement c'est toujours l'action néfaste des idées conservatrices de droite qui empêche dans de nombreux domaines d'adapter le travail au développement des conditions objectives. Beaucoup jugent impossible ce qui pourrait être accompli au prix de quelques efforts. Il est donc tout à fait indispensable de critiquer sans relâche ces idées conservatrices de droite, qui existent effectivement.

Ce livre s'adresse certes aux camarades qui travaillent dans les régions rurales; ceux qui ont leurs occupations dans les villes peuvent-ils aussi le lire? Non seulement ils le peuvent, mais ils le doivent, car il s'agit là de quelque chose de nouveau. Dans nos campagnes autant que dans nos villes, chaque jour, à chaque heure, il se produit des faits nouveaux, socialistes. Que font les paysans? Quels rapports y a-t-il entre leurs activités et celles des ouvriers, des intellectuels et de tous les patriotes? Pour en avoir quelque compréhension, il y aurait intérêt à lire des matériaux consacrés à la vie rurale.

Sur les 176 textes, nous nous proposons d'en sélectionner 44 en vue d'une édition abrégée de 270.000 caractères environ, qui devrait permettre à un plus grand nombre de lecteurs de comprendre la situation

telle qu'elle se présente à la campagne; ainsi, ceux qui ne sont pas à même de lire l'édition complète auront quand même la possibilité de se faire une idée de la question.

## NOTES

[1] Lors de sa parution, ce recueil a pris pour titre *L'Essor du socialisme dans les campagnes chinoises.*

[2] Il s'agit de la "Préface I".

# NOTES INTRODUCTOIRES POUR *L'ESSOR DU SOCIALISME DANS LES CAMPAGNES CHINOISES**

(Septembre et décembre 1955)

## I

L'article ci-dessous est fort bien écrit et mérite, avant tout autre, d'être recommandé aux lecteurs. On trouve encore, un peu partout, beaucoup de ces gens qui, comme il est dit au début du texte, "font un détour pour esquiver la coopérative", car, dans leur ignorance, ils craignent qu'on ne leur pose des questions. Ceux qui procèdent à une "réduction énergique", c'est-à-dire qui ordonnent la dissolution massive des coopératives, manifestent le même état d'esprit. Seulement, loin de se dérober, passivement, ils se montrent fort actifs, et c'est d'un coup de hache qu'ils "abattent", selon leur propre terme, nombre de coopératives. Hache en main, ils frappent, et les voilà débarrassés de leurs tracas. Ils n'ont cessé de répéter combien il est difficile de gérer une coopérative; selon eux, les difficultés seraient tout simplement inimaginables. Mais le pays offre d'innombrables exemples qui réduisent à néant de telles assertions. L'expérience faite dans le district de Tsouenhoua, province du Hopei, en est un. En 1952, personne dans la région ne savait comment diriger une coopérative. Pour y

* Au cours de la préparation du recueil *L'Essor du socialisme dans les campagnes chinoises*, le camarade Mao Tsétoung a rédigé 104 notes introductoires. Nous en reproduisons ici 43. Lors de la réunion élargie du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, tenue à Tchengtou en mars 1958, une partie des notes a été réimprimée. A cet effet, le camarade Mao Tsétoung a écrit le 19 mars une notice, dont voici le texte intégral:

Ces notes introductoires, figurant dans *L'Essor du socialisme dans les campagnes chinoises*, ont été rédigées en septembre et en décembre 1955. Certaines d'entre elles conservent aujourd'hui encore leur intérêt. Cependant, il y est dit que 1955 a été l'année où le socialisme a remporté sa victoire fondamentale dans

parvenir, le bon moyen, c'était d'apprendre. On adopta le mot d'ordre suivant: "Que le secrétaire du Parti prenne la tâche en main et que tous les membres du Parti assurent la bonne gestion des coopératives". C'est ainsi qu'on passa "de l'ignorance à la connaissance", "d'une minorité à une majorité compétente", "de la gestion par les cadres de l'arrondissement à la gestion par les masses elles-mêmes". En trois ans, soit de 1952 à 1954, la coopération semi-socialiste fut réalisée pour l'essentiel dans les onze cantons du X^e arrondissement du district de Tsouenhoua, car les 85 pour cent des 4.343 familles paysannes avaient adhéré aux coopératives. Quant à la production, si l'on compare les chiffres de 1954 à ceux de 1952, on note des augmentations de 76 pour cent pour les céréales, de 56,4 pour cent pour les arbres de haute futaie, de 62,87 pour cent pour les arbres fruitiers et de 463,1 pour cent pour les ovins.

Nous avons donc de bonnes raisons pour demander: Pourquoi ne pourrait-on pas faire ailleurs ce qu'on a pu réaliser là? Si vous affirmez que c'est impossible, quelles sont vos raisons? Personnellement, je n'en vois qu'une: la crainte des tracas, ou, pour parler carrément, l'opportunisme de droite. Ainsi donc, on "fait un détour pour esquiver la coopérative", le secrétaire du Parti ne prend pas la tâche en main et les membres du Parti n'assurent pas la bonne gestion des coopératives, on demeure dans son ignorance, les gens compétents restent une minorité et la gestion des coopératives continue d'être assurée seulement par les cadres de l'arrondissement. Ou encore, on s'arme de sa hache et on abat les coopératives qui causent trop de tracas. Si une telle raison devait prévaloir, on n'accomplirait plus quoi que ce soit. Nous avons proposé, quant à nous, des mots d'ordre tels que: "Direction active et progression méthodique" ou "Planification d'ensemble et direction renforcée"; nous approuvons en outre le mot d'ordre tout à fait juste avancé par les camarades du district de Tsouenhoua: "Que le secrétaire du Parti prenne la tâche en main et

la bataille décisive contre le capitalisme: cette formulation ne convient pas bien. Il faudrait dire: L'année 1955 a été celle où la victoire fondamentale a été arrachée dans les rapports de production pour ce qui est de la propriété, alors que dans les autres domaines des rapports de production ainsi que dans certains domaines de la superstructure, c'est-à-dire sur les fronts idéologique et politique, nous n'avons encore obtenu ni la victoire fondamentale ni la victoire complète; il nous faut donc poursuivre nos efforts. Nous ne nous attendions pas qu'en 1956 une tempête si violente dût souffler dans l'arène internationale, ni que, dans la même année, il survînt à l'intérieur du pays l'affaire de la "lutte contre la progression aventureuse" qui a refroidi l'enthousiasme des masses. Ces deux

que tous les membres du Parti assurent la bonne gestion des coopératives." Dans ce district, n'y a-t-il pas justement "direction active et progression méthodique", "planification d'ensemble et direction renforcée"? Mais bien sûr. S'agit-il là d'une tentative dangereuse? d'une "progression aventureuse"? Non. Le danger, c'était de "faire un détour pour esquiver la coopérative", et les camarades du district de Tsouenhoua ont surmonté ce péril. Le danger, c'était aussi d'"abattre" un grand nombre de coopératives sous prétexte de combattre la "progression aventureuse"; or, le district de Tsouenhoua n'a rien connu de tel. Comment concilier cet état de choses avec l'affirmation selon laquelle "la coopération se développe à une allure si rapide qu'elle a déjà dépassé le niveau de conscience politique des masses et la compétence des cadres en matière de direction"? Là, les masses réclament la coopération, et les cadres ont passé de "l'ignorance à la connaissance". Nous tous, nous avons des yeux; or, pouvons-nous déceler le moindre danger dans ce district? En trois ans, grâce à la réalisation graduelle de la coopération, on a pu enregistrer des augmentations de 76 pour cent pour la production des céréales, de 56,4 pour cent pour les arbres de haute futaie, de 62,87 pour cent pour les arbres fruitiers et de 463,1 pour cent pour les ovins. Peut-on qualifier cela de danger ou de "progression aventureuse"? Etait-ce "dépasser le niveau de conscience politique des masses et la compétence des cadres en matière de direction"?

Au cours du mouvement de coopération, il a été créé dans ce district la coopérative de Wang Kouo-fan; groupant vingt-trois familles de paysans pauvres, elle ne possédait qu'un âne dont elle n'était qu'aux trois quarts propriétaire. On la surnommait la "Coopérative des Gueux". Grâce à leurs propres efforts, ses membres ont réussi, en trois ans, à "tirer de la montagne" une telle quantité de moyens de production[1] que nombre de visiteurs ont été émus jusqu'aux larmes. J'estime que cette coopérative est l'image même de toute la nation. Pourquoi 600 millions de "gueux" unissant leurs efforts ne pourraient-ils pas, eux aussi, en quelques décennies, transformer leur pays en un

événements ont été pour les droitiers un puissant stimulant dans leurs attaques frénétiques. D'où l'on peut tirer la leçon que la révolution socialiste tout comme l'édification socialiste ne sauraient avoir toujours le vent en poupe et que nous devons nous préparer à affronter les nombreuses et énormes difficultés qui pourraient surgir au-dedans comme au-dehors du pays. Il est certain que la situation générale, tant intérieure qu'internationale, nous est favorable. Cependant, il se produira à coup sûr de nombreuses et d'énormes difficultés, et nous devons être prêts à y faire face.

Etat socialiste prospère et puissant? Ce sont les ouvriers, les paysans et les intellectuels-travailleurs qui créent les richesses de la société. S'ils prennent en main leur propre destinée, s'ils suivent une ligne marxiste-léniniste et s'appliquent à résoudre activement les problèmes au lieu de les éluder, ils pourront venir à bout de n'importe quelle difficulté dans le monde.

Pour terminer, nous tenons à remercier l'auteur anonyme de cet article. C'est avec un enthousiasme débordant et dans un style vivant qu'il a donné un compte rendu détaillé du mouvement coopératif dans un arrondissement. Son article est une contribution appréciable à la cause de la coopération dans tout le pays. Nous souhaitons que chaque province, chaque préfecture et chaque district puisse nous offrir un ou plusieurs articles semblables.

Note sur l'article: "Que le secrétaire du Parti prenne la tâche en main et que tous les membres du Parti assurent la bonne gestion des coopératives"

## II

On peut dire qu'en Chine, 1955 est l'année où auront été dissipés les préjugés de bien des gens. En effet, durant les premiers mois, ils s'obstinaient encore dans certaines de leurs convictions; mais, dans la seconde moitié de l'année, ils ne pouvaient plus les soutenir et se voyaient obligés d'admettre les conceptions nouvelles. Ainsi, à ce qu'ils prétendaient, "la coopération en trois ans", proposée par les masses, n'était qu'une illusion; la coopération pourrait se réaliser assez rapidement dans le Nord, mais pas dans le Sud; elle se révélerait impossible dans les cantons arriérés ou dans les régions montagneuses, chez les minorités nationales et là où cohabitent plusieurs nationalités, ou encore dans les régions frappées par les calamités naturelles; s'il était facile de créer une coopérative, en revanche, il serait bien difficile de la consolider; les paysans étaient trop pauvres pour réunir les fonds nécessaires; ils étaient si peu instruits qu'on ne trouverait pas parmi eux des gens capables de faire office de comptable; plus on créerait de coopératives, plus on aurait d'ennuis; la coopération se développait à une allure si rapide qu'elle avait déjà dépassé le niveau de conscience politique des masses et celui de l'expérience des cadres; le Parti communiste, par sa politique d'achat et de vente unifiés des grains, ainsi que par sa politique de coopération agricole, avait refroidi

l'ardeur des paysans à la production; s'il ne s'arrêtait pas immédiatement sur la voie de la coopération, l'alliance des ouvriers et des paysans risquerait d'être compromise; de l'établissement des coopératives il résulterait un fort excédent de main-d'œuvre impossible à résorber. On pourrait encore citer bien d'autres opinions semblables, qui ne sont, en fait, que des idées préconçues. Celles-ci furent toutes renversées par la critique entreprise en octobre 1955 au cours de la sixième session plénière (élargie) du Comité central issu du VII[e] Congrès du Parti communiste chinois. Aujourd'hui, l'essor de la transformation socialiste s'étend à toutes nos régions rurales, à la grande joie des masses populaires. Pour les communistes, il s'en dégage une profonde leçon: Pourquoi, quelques mois auparavant, de nombreux organismes dirigeants n'ont-ils même pas discerné, ou ont-ils si mal discerné chez les masses cet immense pouvoir d'enthousiasme pour le socialisme? Pourquoi y avait-il une telle différence entre la façon de voir de certains dirigeants et celle des larges masses? A la lumière de ces faits, comment traiter à l'avenir les affaires et problèmes du même genre? Il n'y a qu'une réponse: Ne nous coupons pas des masses, mais sachons déceler leur enthousiasme en allant au fond des choses.

Note sur l'article: "Les régions rurales dites arriérées ne le sont pas nécessairement dans tous les domaines"

## III

Ceux qui ne croient pas qu'il est possible de réaliser en trois ans la coopération de forme élémentaire dans une région comme dans une autre ("La coopération en trois ans" est un mot d'ordre lancé par les masses, mais qui est critiqué par les opportunistes) ou d'arriver à la coopération dans les régions tardivement libérées en même temps que dans les régions libérées plus tôt feraient bien de jeter un coup d'œil sur ce canton du district de Kouenchan, dans la province du Kiangsou! La coopération y a été achevée non en trois ans mais en deux. Pourtant, ce n'est pas une vieille région libérée, mais bel et bien une région tardivement libérée. Nombreuses sont les régions anciennement libérées qu'elle a devancées. Que peut-on y faire? La ramener en arrière? Bien sûr que non. Les opportunistes n'ont d'autre choix que d'admettre leur défaite. Les masses ont un immense pouvoir d'enthou-

siasme pour le socialisme. Ceux qui, même en période révolutionnaire, ne savent que suivre la vieille routine sont absolument incapables de discerner cet enthousiasme. Ce sont des aveugles; tout leur paraît sombre. Ils vont même jusqu'à faire passer le vrai pour le faux, le blanc pour le noir. Combien de ces gens-là n'en avons-nous pas vus? De tels individus, qui ne savent que suivre les chemins battus, sous-estiment toujours l'enthousiasme du peuple. Quand un phénomène nouveau apparaît, ils le désapprouvent, d'emblée ils s'y opposent. Puis, ils reconnaissent leur tort et font quelque autocritique. Mais, en présence d'un autre phénomène nouveau, ils se comportent encore et toujours de la même manière. C'est de cette façon qu'ils réagissent devant tout phénomène nouveau. Ces gens-là sont toujours passifs; dans les moments décisifs, ils n'avancent jamais et ont toujours besoin d'une bourrade dans le dos pour progresser d'un pas. Quand pourront-ils enfin marcher d'eux-mêmes et avancer comme il faut? Il existe pourtant une cure pour cette sorte de maladie, c'est d'aller passer quelque temps parmi les masses, pour savoir ce qu'elles pensent, ce qu'elles font, et dégager ainsi les expériences d'avant-garde afin d'en généraliser l'application. Voilà l'ordonnance souveraine pour guérir cette maladie chronique qu'est la déviation de droite, et ceux qui en sont atteints ne feraient pas mal de la suivre.

Note sur l'article: "Ce canton a réalisé la coopération agricole en deux ans"

## IV

Un bon article, qui nous fait voir que les paysans ouïgours désirent ardemment s'engager dans la voie de la coopération. Les cadres dont ils ont besoin pour réaliser la coopération semi-socialiste sont déjà formés. Il y a des gens qui prétendent que la coopération agricole n'est pas réalisable chez les minorités nationales. Mais il n'en est rien. Comme nous l'avons vu, les Mongols, les Houeis, les Ouïgours, les Miaos, les Tchouangs ainsi que d'autres minorités ont déjà créé bon nombre de coopératives, dont certaines groupent plusieurs nationalités, et les résultats sont excellents; ainsi se trouve réfutée l'opinion erronée de ceux qui n'ont que dédain pour les minorités nationales.

Note sur l'article: "Les cadres à l'échelon du canton et du village sont à même de jouer un rôle dirigeant dans la création des coopératives"

## V

Voilà un excellent article qui convaincra bien des gens. Ici, l'organisation du Parti n'a jamais hésité sur la question de la coopération agricole. Elle a fermement soutenu les paysans nécessiteux dans leur volonté de fonder une coopérative, aussi ces derniers sont-ils sortis vainqueurs de leur compétition avec les paysans moyens aisés; leur petite coopérative en est devenue une grande, la production a augmenté d'année en année, et la coopération a été réalisée dans tout le village en moins de trois ans. Les paysans moyens aisés avaient dit: "Ces va-nu-pieds veulent fonder une coopérative! A-t-on jamais vu une plume monter jusqu'au ciel!" Or, la plume est bel et bien montée au ciel. Nous sommes ici en présence d'une lutte entre les deux voies: le socialisme et le capitalisme. En Chine, l'économie des paysans riches est très faible. (Les terres qu'ils soumettaient à une exploitation de type semi-féodal ont été réquisitionnées au moment de la réforme agraire; la plupart des anciens paysans riches n'embauchent plus de main-d'œuvre; ils ont en outre mauvaise réputation.) En revanche, les paysans moyens aisés ou relativement aisés constituent une force assez importante; ils représentent 20 à 30 pour cent de la population rurale. Dans les campagnes chinoises, un des aspects importants de la lutte entre les deux voies, c'est la compétition pacifique entre les paysans pauvres et moyens-pauvres d'une part et les paysans moyens aisés d'autre part. Qui pourra, en deux ou trois ans, accroître la production: les paysans moyens aisés travaillant à titre individuel ou les paysans pauvres et moyens-pauvres, groupés en coopératives? Au début, des coopératives organisées par un petit nombre seulement de ces derniers sont entrées en compétition avec les paysans moyens aisés travaillant à titre individuel, alors que la majorité se contentaient d'être spectateurs; chacune des deux parties cherchait donc à gagner les masses. Derrière les paysans moyens aisés se tenaient les propriétaires fonciers et les paysans riches, qui les appuyaient tantôt ouvertement, tantôt en sous-main. Mais aux côtés des coopératives se trouvait le Parti communiste; ses organisations auraient dû soutenir fermement celles-ci, comme l'avaient fait les communistes du village de Nantsoucitchouang, dans le district d'Anyang. Malheureusement, toutes les cellules rurales du Parti n'ont pas agi avec autant de fermeté, ce qui a créé de la confusion. Tout d'abord, on s'était demandé si une plume pouvait réellement monter jusqu'au ciel. Certes, le problème soulevé

était sérieux. Qui, en effet, avait jamais vu chose pareille au cours des millénaires? L'impossibilité semblait une évidence, qui, sans la critique faite par le Parti, aurait désorienté bon nombre de paysans pauvres et moyens-pauvres. De plus, sans l'aide du Parti et de l'Etat en ce qui concerne les cadres aussi bien que les ressources matérielles, par exemple les prêts, les coopératives auraient connu de grandes difficultés. Si les paysans moyens aisés osèrent propager des proverbes éculés comme: "Une plume ne peut monter jusqu'au ciel", c'est parce que les coopératives n'avaient pas encore augmenté leur production, que les coopératives pauvres n'étaient pas encore devenues prospères, que les coopératives, isolées et peu nombreuses au départ, ne s'étaient pas encore multipliées par dizaines et centaines de milliers. C'est parce que le Parti n'avait pas encore lancé une campagne vigoureuse à l'échelle nationale pour faire connaître les avantages de la coopération, ni démontré que ce vieil adage "Une plume ne peut monter jusqu'au ciel" n'était plus valable à l'époque du socialisme. Les pauvres s'emploient à transformer leur vie. Le vieux système se meurt, un nouveau est en train de naître. Les plumes montent effectivement jusqu'au ciel. En Union soviétique, c'est chose faite. En Chine, elles prennent leur envol vers le ciel. Et il en sera de même partout dans le monde. Si de nombreuses organisations locales de notre Parti n'ont pas apporté aux paysans nécessiteux le ferme soutien qui s'imposait, elles ne sont pas les seules à blâmer, puisque les organismes centraux n'avaient pas encore, pour leur part, porté un coup mortel aux idées opportunistes, ni élaboré un plan d'ensemble pour la coopération, ni renforcé la direction du mouvement dans tout le pays. Cette année, nous avons travaillé dans ce sens et, en quelques mois, la situation a complètement changé. Les masses qui se tenaient à l'écart, en spectateurs, rejoignent les coopératives par groupes entiers. Quant aux paysans moyens aisés, ils ont changé de ton. Certains demandent à adhérer aux coopératives, d'autres se préparent à le faire. Même les plus obstinés n'osent plus contester qu'une plume puisse monter jusqu'au ciel. Les propriétaires fonciers et les paysans riches sont complètement démoralisés. Cet état de choses n'est d'ailleurs pas sans rapport avec les peines que le gouvernement populaire a infligées à un certain nombre de contre-révolutionnaires qui troublaient l'ordre public et sapaient le mouvement coopératif. En tout cas, au cours du dernier semestre de cette année, il s'est produit un changement fondamental dans le rapport des forces entre les différentes classes de

notre pays. Le socialisme est en pleine ascension, tandis que s'accélère le déclin du capitalisme. Encore une année d'efforts, et nous aurons, pour l'essentiel, jeté les bases de la transformation socialiste pour la période de transition.

Note sur l'article: "Qui donc prétend qu'une plume ne peut monter jusqu'au ciel?"

## VI

Les opportunistes de droite au sein du Parti, qui se rencontrent un peu partout et qui empêchent la masse des paysans pauvres et moyens-pauvres de s'engager dans la voie de la coopération, font écho aux forces du capitalisme dans la société. Cet article donne une description adéquate de la situation. L'auteur condamne avec une vive indignation les opportunistes et prend le parti des paysans nécessiteux. Certains, bien qu'ils portent le nom de communiste, ne manifestent guère d'intérêt pour l'œuvre du socialisme à laquelle nous travaillons. Au lieu de soutenir les masses enthousiastes, ils leur administrent des douches froides. L'année 1955 constitue pour la Chine celle d'une lutte décisive entre le socialisme et le capitalisme. Celle-ci s'est reflétée avant tout dans les trois conférences que le Comité central du Parti communiste chinois convoqua en mai, en juillet et en octobre. Les six premiers mois de l'année, l'air était vicié, le ciel chargé de sombres nuages; mais au cours du second semestre, la situation changea complètement et l'atmosphère devint toute différente. Des dizaines de millions de familles paysannes passèrent à l'action; répondant à l'appel du Comité central, elles prirent la voie de la coopération. Au moment où sont rédigées ces lignes, plus de 60 millions de familles paysannes, dans les diverses régions du pays, ont déjà adhéré aux coopératives. On dirait un raz de marée emportant démons et fantômes. Dans la société, le vrai visage de toutes sortes de gens est maintenant révélé au grand jour. Il en est de même au sein du Parti. Quand l'année sera écoulée, nous serons dans une large mesure assurés de la victoire du socialisme. Néanmoins, de nombreux combats nous attendent encore, et qui exigeront de nouveaux efforts.

Note sur l'article: "Le vent néfaste de l'opportunisme tombe, le vent salutaire du socialisme se lève"

## VII

Voici un autre article très intéressant. Presque partout des opportunistes cherchent à arrêter les flots, mais le flux est irrésistible; partout, le socialisme progresse victorieusement, laissant derrière lui tous les obstacles dressés sur son chemin. C'est ainsi que la société va chaque jour de l'avant et que l'esprit des gens se transforme; et cela est particulièrement vrai lorsque la révolution connaît son plein essor.

Note sur l'article: "Au cours du mouvement coopératif, les familles d'ouvriers font preuve d'un grand enthousiasme"

## VIII

L'article relate une histoire émouvante, que nous recommandons à l'attention des lecteurs. Nous demandons tout particulièrement aux camarades qui ne croient pas à l'enthousiasme des masses paysannes pour le socialisme, et à ceux qui, pour un oui ou pour un non, sont prêts à "abattre" les coopératives d'un coup de hache, de lire cet article avec soin. Aujourd'hui, dans les campagnes chinoises, les facteurs du socialisme ne cessent de croître de jour en jour, et même d'heure en heure; les larges masses des paysans veulent s'organiser en coopératives, et des dirigeants intelligents, capables, impartiaux et actifs surgissent en grand nombre de leurs rangs. Cette situation est vraiment réjouissante. Toutefois, la plus grave lacune, c'est qu'en de nombreux endroits la direction du Parti n'a pas cherché à être à la hauteur des circonstances. Notre tâche actuelle est donc d'amener les comités locaux du Parti à tous les échelons à faire preuve d'initiative en adoptant à ce sujet une position marxiste-léniniste, à assumer la pleine responsabilité du mouvement de coopération agricole et à mettre tout en œuvre pour le diriger avec énergie, ardeur et enthousiasme. N'imitons pas "Maître Yé" de la fable, qui avait la passion des dragons. Il ne faut pas parler du socialisme des années durant, pour en avoir peur maintenant qu'il frappe à la porte.

Note sur l'article: "Une coopérative créée par les masses elles-mêmes, contre l'avis des dirigeants"

## IX

La ligne suivie par ce canton est juste. Il compte déjà cinq coopératives agricoles de production, sept associations d'équipes d'entraide, trois équipes d'entraide permanentes et quatorze équipes d'entraide saisonnières, qui groupent, à elles toutes, 98,4 pour cent des familles paysannes à organiser. Jusqu'en décembre 1954, la cellule du Parti de ce canton n'avait pas encore axé son travail de direction sur le mouvement d'entraide et de coopération, et les membres du Parti redoutaient les difficultés qu'ils pouvaient rencontrer en dirigeant les équipes d'entraide. Au lieu de s'inspirer du principe: "Que le secrétaire du Parti prenne la tâche en main et que tous les membres du Parti assurent la bonne gestion des coopératives", la cellule du Parti s'en était remise au groupe de travail (envoyé sans doute par l'instance supérieure). Actuellement, dans tout le pays, il y a pas mal de cellules rurales du Parti qui font preuve de mollesse et d'incurie dans la question de la coopération agricole. Et il ne s'agit pas seulement de cellules du Parti, mais aussi, semble-t-il, d'un certain nombre de comités du Parti aux échelons supérieurs; c'est précisément là le nœud du problème. La transformation socialiste de notre agriculture peut-elle aller de pair avec l'industrialisation du pays, le mouvement coopératif peut-il se développer de manière saine, avec le moins d'erreurs possible, et assurer une production accrue, voilà qui dépend de la capacité des comités locaux du Parti, à tous les échelons, d'axer rapidement, comme il se doit, leur travail de direction sur la coopération. L'envoi de groupes de travail est certes nécessaire, mais leur mission — il faut le dire clairement — est d'aider les organisations locales du Parti et non de se substituer à elles, les dispensant ainsi de tout effort et de toute réflexion, et les laissant s'en remettre entièrement à eux. C'est en décembre 1954 que la cellule du Parti de ce canton de la province du Koueitcheou a changé d'attitude dans son travail; à partir de ce moment, donc en un peu plus de cinq mois, de très bons résultats ont été obtenus. Elle ne se repose plus sur le groupe de travail, elle s'est elle-même attelée à la besogne, et les membres du Parti ne redoutent plus les difficultés. Un tel changement dépend avant tout de la position prise par les secrétaires des comités du Parti aux divers échelons — qu'il s'agisse des provinces et des régions autonomes, des préfectures et des départements autonomes, des districts et des districts autonomes, ou des arrondissements — et il dépend aussi

des secrétaires des cellules du Parti. Ils doivent assumer pleinement la tâche de la coopération agricole. Celle-ci ne pourra être accomplie, et même il s'ensuivra bien des conséquences fâcheuses, s'ils craignent les tracas et les difficultés, si, au lieu de se consacrer personnellement à cette grande œuvre, ils la confient uniquement à des sections de travail rural relevant des comités du Parti ou à des groupes de travail.

Note sur l'article: "Comment le canton de Tchong-sin, du district de Fengkang, lança un mouvement d'entraide et de coopération sous la direction de la cellule du Parti"

## X

L'auteur de cet article montre comment, depuis la réunion des directeurs de coopératives de son district, une coopérative pratique le système des contrats saisonniers sur la base des contrats provisoires. De toute évidence, la direction à l'échelon du district est d'une grande importance. Nous espérons que les organes dirigeants des deux mille et quelques centaines de districts du pays suivront de près le déroulement du mouvement coopératif dans leur district, qu'ils sauront déceler les problèmes et en trouver la solution, et qu'ils tiendront en temps opportun des réunions des directeurs de toutes les coopératives ou des coopératives types du district en vue d'y prendre des décisions et de les mettre immédiatement en application. N'attendez pas, pour les résoudre, que les problèmes s'accumulent et donnent lieu à de multiples complications. Les dirigeants doivent prendre la tête du mouvement et non pas rester à la traîne. Dans un district, c'est le comité du Parti pour le district qui doit jouer le rôle dirigeant primordial.

Note sur l'article: "Les Contrats saisonniers"

## XI

Ces données sont très convaincantes. Le développement sain du mouvement coopératif dans une localité dépend de la politique du Parti, aussi bien que de sa méthode de travail. Tant que le Parti applique une politique juste dans les divers domaines de la coopération, tant qu'il se garde de recourir à des méthodes autoritaires ou simplistes

au moment de mobiliser les masses paysannes pour qu'elles se groupent en coopératives, tant qu'il adopte au contraire la méthode de persuasion jointe à l'analyse de la situation et qu'il se fonde entièrement sur le libre consentement des masses, on pourra sans grandes difficultés réaliser la coopération et accroître la production. Le village de Tongtchouankeou, du district de Hsingtai, dans la province du Hopei, appartient à une région anciennement libérée. Dès avant 1952, ses soixante-dix familles paysannes s'étaient constituées en équipes d'entraide; il possédait une forte cellule du Parti et, de plus, un dirigeant tel que Wang Tche-ki, en qui les masses avaient entière confiance; toutes les conditions étaient donc réunies. C'est pourquoi, en 1952, il a suffi d'un peu plus d'un mois pour que ce village s'organisât en coopérative et achevât la coopération de type semi-socialiste. Mais comment faire dans les endroits qui ne bénéficient pas d'aussi bonnes conditions? Il s'agit de les créer. Quelques mois, un an, ou une période un peu plus longue doivent suffire. Nous pouvons créer ces conditions tout en nous mettant à l'œuvre. Etablir quelques petites coopératives, c'est préparer la coopération pour tout un village, tout un canton, tout un arrondissement. D'autre part, à propos du village de Tongtchouankeou, on s'est attaché à montrer comment une cellule du Parti a entrepris son travail de propagande et d'éducation parmi les masses, comment elle s'est fondée sur leur libre consentement dans la création des coopératives. La méthode qui nous est ainsi rapportée, celle de "faire de la propagande à l'envers"[2], mérite particulièrement notre attention. Le texte relate en outre comment on est parvenu à débrouiller l'écheveau des difficultés quand il s'est agi d'organiser et de diriger la production, comment on a pu obtenir, finalement, de magnifiques résultats en augmentant d'année en année la production. Les faits exposés témoignent de la vigueur de cette coopérative. En effet, le critère essentiel pour juger de la santé d'une coopérative, c'est l'augmentation de sa production et l'importance de cet accroissement.

Note sur l'article: "Un village entier a réalisé la coopération en un peu plus d'un mois"

## XII

L'article met en lumière le fait que toute coopérative peut être remise en ordre, si chaotique que soit sa situation. En effet, les membres

d'une coopérative, parce qu'ils font tous partie de la paysannerie laborieuse, finiront toujours par s'entendre, en dépit des divergences d'opinions qui peuvent surgir entre les différentes couches de cette classe sociale. Si, à tel ou tel moment, certaines coopératives ont sombré dans une réelle confusion, c'est uniquement parce que les organisations du Parti n'avaient pas su en assumer la direction, parce qu'elles n'avaient pas expliqué clairement aux masses la politique et les méthodes suivies. "Nous savons que c'est une bonne chose que de créer des coopératives. Mais, depuis que nous avons créé la nôtre, ni le comité du district, ni celui de l'arrondissement, ni la cellule du Parti ne s'occupent plus de nous. Ils trouvent sans doute que notre village est trop pauvre, qu'on y mange mal et qu'on y est mal logé; alors ils ne mettent plus les pieds chez nous." Telle est précisément la cause, et la seule, du désarroi. En effet, sans la direction du Parti, il ne peut y avoir que de la confusion. Mais celle-ci disparaît dès que s'exerce cette direction. L'article pose encore la question de savoir si des coopératives peuvent être créées dans les villages arriérés. La réponse est affirmative. La coopérative que l'auteur décrit se trouve précisément dans un de ces villages. Environ 5 pour cent des villages de Chine sont arriérés; nous devons les organiser tous en coopératives et, en luttant pour la réalisation de cette tâche, les tirer de leur état attardé.

Note sur l'article: "Comment fut consolidée une coopérative qui sombrait dans la confusion"

## XIII

Il s'agit d'une question importante et de portée générale. Les comités du Parti à tous les échelons et les camarades envoyés à la campagne pour guider le travail coopératif doivent y prêter la plus grande attention. Les organes dirigeants des coopératives doivent assurer la prépondérance, dans leur sein, des paysans pauvres actuels et des nouveaux paysans moyens-pauvres; ils auront comme force d'appoint les anciens paysans moyens-pauvres et les paysans moyens aisés, anciens et nouveaux. C'est ainsi seulement qu'on pourra, conformément à la politique du Parti, réaliser l'unité des paysans pauvres et des paysans moyens, consolider les coopératives, développer la production et accomplir comme il faut la transformation socialiste dans l'ensemble des régions rurales. Sinon, l'unité des paysans moyens et des paysans

pauvres, la consolidation des coopératives, le développement de la production et la transformation socialiste dans l'ensemble des régions rurales seront impossibles. C'est ce que beaucoup de camarades ne comprennent pas. Ils estiment qu'il était indispensable d'assurer la prépondérance des paysans pauvres à l'époque de la réforme agraire, parce que ceux-ci, qui constituaient alors 50, 60 ou 70 pour cent de la population rurale, n'étaient pas encore devenus des paysans moyens, tandis que les paysans moyens hésitaient devant la réforme agraire; la prépondérance des paysans pauvres était donc vraiment indispensable. Mais, disent-ils, maintenant que nous sommes dans la période de la transformation socialiste de l'agriculture, la majorité des anciens paysans pauvres sont devenus de nouveaux paysans moyens; d'autre part, les anciens paysans moyens possèdent en plus grand nombre les moyens de production qui, sans leur participation, manqueraient à la coopérative. Aussi, selon ces camarades, il ne faudrait plus aujourd'hui lancer le mot d'ordre invitant à s'appuyer sur les paysans pauvres ou à établir leur prépondérance, car un tel mot d'ordre nuirait au mouvement coopératif. A notre avis, cette opinion est erronée. Si la classe ouvrière et le Parti communiste veulent transformer à fond, dans l'esprit du socialisme et selon le régime socialiste, la propriété privée du petit paysan sur les moyens de production dans toutes nos régions rurales, ils doivent, pour y arriver sans trop de difficultés, s'appuyer sur la grande masse des paysans pauvres qui constituaient jadis le semi-prolétariat; sinon, ils se heurteraient à de sérieux obstacles. Car les semi-prolétaires ruraux sont moins obstinément attachés à la propriété privée du petit paysan sur les moyens de production et acceptent plus facilement la transformation socialiste. La plupart d'entre eux sont devenus de nouveaux paysans moyens, mais, comparés aux anciens paysans moyens, ils ont en grande partie, à l'exception de ceux qui sont devenus des paysans moyens aisés, une conscience politique plus élevée et n'ont pas de peine à se rappeler la misère dans laquelle ils vivaient autrefois. Par ailleurs, la condition économique et l'attitude politique des anciens paysans moyens-pauvres sont assez voisines de celles des nouveaux paysans moyens-pauvres, mais diffèrent de celles des paysans moyens, nouveaux et anciens, de la couche supérieure, c'est-à-dire des paysans moyens aisés ou relativement aisés. Par conséquent, au cours du mouvement de coopération, nous devons concentrer notre attention 1) sur les paysans pauvres qui sont encore dans le besoin, 2) sur les nouveaux paysans moyens-pauvres et 3) sur les anciens paysans moyens-pauvres, car ces trois catégories de gens sont sus-

ceptibles d'accepter plus facilement la transformation socialiste. Nous devons les guider, afin qu'ils adhèrent les premiers, groupe par groupe et étape par étape, aux coopératives; et nous devons choisir ceux d'entre eux qui ont une conscience politique plus élevée et une plus grande capacité d'organisation, afin de les préparer à devenir cadres dirigeants de coopératives. Il faut tout particulièrement veiller à ce que ce choix s'opère parmi les paysans pauvres et parmi les nouveaux paysans moyens-pauvres. Il ne s'agit pas de procéder à une nouvelle détermination de l'appartenance de classe dans les régions rurales, il s'agit de la politique que devront pratiquer soigneusement au cours du mouvement coopératif les cellules du Parti et les camarades envoyés à la campagne pour guider le travail; et cette politique devra être publiquement portée à la connaissance des masses paysannes. Nous ne voulons pas dire pour autant que les paysans moyens aisés ne peuvent adhérer aux coopératives; nous entendons qu'on ne doit les y admettre que lorsqu'ils auront élevé leur niveau de conscience socialiste et exprimé le désir d'y adhérer et qu'ils seront disposés à se soumettre à la direction des paysans pauvres (c'est-à-dire des paysans pauvres actuels et de tous les nouveaux paysans moyens-pauvres qui étaient à l'origine des paysans pauvres); il ne faut pas les obliger à entrer malgré eux dans les coopératives parce que l'on a des vues sur leurs bœufs et leurs instruments agricoles. Ceux qui ont donné leur adhésion resteront membres s'ils le désirent. Ceux qui ont demandé à se retirer, mais qui, après s'être laissé persuader, reviennent sur leur décision, doivent pouvoir rester eux aussi. L'insuffisance des moyens de production ne saurait empêcher la création de coopératives, comme le prouvent le grand nombre de celles qu'ont organisées les paysans pauvres et les paysans moyens-pauvres. Nous ne voulons pas dire non plus que des paysans moyens aisés ne peuvent en aucun cas devenir cadres d'une coopérative. Quelques-uns le pourront s'ils font preuve d'une conscience socialiste élevée, s'ils sont justes et compétents, s'ils ont l'estime de la plupart des membres de la coopérative. Toutefois, les coopératives doivent assurer la prépondérance des paysans pauvres (c'est-à-dire, nous le répétons, des paysans pauvres actuels et de tous les nouveaux paysans moyens-pauvres qui étaient à l'origine des paysans pauvres; ils constituent ensemble la majorité, voire la grande majorité, de la population rurale). Les organes dirigeants des coopératives doivent être composés pour les deux tiers environ de paysans pauvres et pour un tiers environ, mais pas plus, de paysans moyens (c'est-à-dire d'an-

ciens paysans moyens-pauvres et de paysans moyens aisés, anciens et nouveaux). Comme principe directeur, les coopératives doivent adopter la politique qui procure des avantages à la fois aux paysans pauvres et aux paysans moyens, en se gardant de porter préjudice aux intérêts des uns comme des autres. Pour atteindre ce but, il est également nécessaire d'établir la prépondérance des paysans pauvres. En effet, dans les coopératives où prédominent les paysans moyens, les paysans pauvres se trouvent habituellement lésés dans leurs intérêts ou tenus à l'écart. L'expérience acquise dans le canton de Kaochan, district de Tchangcha, province du Hounan, nous fait comprendre pleinement la nécessité et la possibilité d'assurer la prépondérance des paysans pauvres et, sur cette base, d'établir leur solide union avec les paysans moyens; elle nous fait comprendre aussi le danger qu'il y a à ne pas agir de la sorte. L'auteur de l'article a saisi parfaitement la ligne du Parti. D'autre part, la méthode adoptée dans ce canton est juste: d'abord, accomplir la tâche urgente d'augmenter la production, puis assurer la prépondérance des paysans pauvres dans la direction. Le résultat, c'est que les paysans pauvres relèvent la tête et que les paysans moyens acceptent volontiers leur direction. L'auteur élucide en outre une question importante: Vaut-il mieux dissoudre une coopérative où règne le désordre ou procéder à un travail de révision pour la tirer du désordre et l'orienter dans la voie d'un développement sain? Dans une telle coopérative, est-il possible de procéder à un travail de révision et de consolidation? L'auteur nous montre d'une manière fort convaincante qu'il ne faut pas dissoudre les coopératives dites de troisième catégorie, mais au contraire les soumettre à une révision. Cela fait, elles peuvent parfaitement devenir des coopératives de première catégorie. Cette expérience a d'ailleurs été acquise en beaucoup d'endroits et pas seulement dans le canton de Kaochan, district de Tchangcha.

Note sur l'article: "Comment la prépondérance est passée des paysans moyens aux paysans pauvres dans la Coopérative agricole de Production de Woutang, canton de Kaochan, district de Tchangcha"

## XIV

Le problème que soulève cet article a une portée générale. Il faut unir à nous les paysans moyens; ce serait une erreur de ne pas le faire.

Mais pour les rallier, en vue d'assurer la transformation socialiste dans l'ensemble des régions rurales, sur qui la classe ouvrière et le Parti communiste doivent-ils compter dans nos campagnes? Bien entendu sur les paysans pauvres, et uniquement sur eux. Il en fut ainsi quand nous luttions contre les propriétaires fonciers et réalisions la réforme agraire; il en est encore ainsi aujourd'hui, alors que, pour accomplir la transformation socialiste de l'agriculture, nous luttons contre les paysans riches et les autres éléments capitalistes. Au début de chacune de ces deux périodes révolutionnaires, les paysans moyens se sont montrés hésitants. Ce n'est qu'au moment où ils se rendent clairement compte de la tendance générale des événements et du triomphe imminent de la révolution qu'ils passent du côté de cette dernière. Les paysans pauvres doivent donc agir sur les paysans moyens, les gagner à leur cause, pour que la révolution prenne chaque jour plus d'ampleur, jusqu'à la victoire finale. A l'instar des anciennes unions paysannes, les comités de gestion des coopératives agricoles de production doivent comprendre aussi d'anciens paysans moyens-pauvres ainsi que quelques paysans moyens aisés, anciens et nouveaux, qui soient représentatifs et dont le niveau de conscience politique soit relativement élevé. Toutefois, leur nombre ne devrait pas être trop grand, la proportion convenable est d'environ le tiers des membres d'un comité. Les deux autres tiers devraient être constitués par des paysans pauvres (c'est-à-dire des paysans pauvres actuels ou d'anciens paysans pauvres devenus de nouveaux paysans moyens-pauvres). C'est aux paysans pauvres (c'est-à-dire, répétons-le, aux paysans pauvres actuels ainsi qu'à tous les anciens paysans pauvres devenus de nouveaux paysans moyens-pauvres) que doivent revenir, en général, les principales fonctions dirigeantes dans les coopératives, sans toutefois excepter les anciens paysans moyens-pauvres ainsi qu'un certain nombre de paysans moyens aisés, anciens et nouveaux, qui ont une haute conscience politique et sont réellement impartiaux et compétents. Dans le district de Fouan, province du Foukien, une coopérative dirigée par des paysans pauvres et une autre dirigée par des paysans moyens adoptent une attitude différente à l'égard de la cause du socialisme, cela ne doit pas être considéré comme un cas particulier, mais comme une vérité générale.

Note sur l'article: "La Leçon à tirer de l'apparition d'une 'coopérative de paysans moyens' et d'une 'coopérative de paysans pauvres' dans le district de Fouan"

## XV

Ce document, fort utile, mérite qu'on lui prête partout attention, car il décrit le comportement des diverses couches de la population rurale. Ce sont les paysans pauvres qui manifestent le plus d'enthousiasme pour la coopération. Quant aux paysans moyens, nombre d'entre eux veulent "voir venir les choses" et trouvent bon de "rester libres en dehors"; ils se préoccupent avant tout de savoir s'ils courent un risque en investissant dans les coopératives leurs moyens de production; ils peuvent se décider dans un sens ou dans l'autre. Enfin, beaucoup de paysans moyens aisés montrent une grande répugnance pour la coopération; les pires d'entre eux réalisent leurs moyens de production, transfèrent leur capital ou organisent des pseudo-coopératives; quelques-uns vont jusqu'à commettre des méfaits en collusion avec des propriétaires fonciers et des paysans riches. Nous espérons que les camarades qui s'occupent du travail rural s'attacheront à observer et à analyser le comportement des diverses couches de la paysannerie dans leurs propres localités, pour être en mesure d'adopter une politique qui convienne à la situation. De plus, ce document fait mention de la tendance erronée qui consiste à négliger les équipes d'entraide au profit des coopératives. Il recommande avec raison une planification d'ensemble qui tienne compte aussi bien des unes que des autres. Créer des "réseaux d'équipes d'entraide et de coopératives" est un bon moyen, car c'est prendre les deux en considération. Les coopératives doivent apporter une aide effective aux équipes d'entraide et aux paysans individuels pour leur permettre de résoudre les difficultés qu'ils rencontrent dans la production. Il faut envoyer sans retard dans les villages les fonds destinés aux paysans pauvres. A ceux d'entre eux qui n'ont pas encore rejoint les coopératives, il faut faire savoir que ces fonds seront à leur disposition dès le moment de leur adhésion.

Note sur l'article: "Nouvelle situation, nouveaux problèmes"

## XVI

L'orientation de cette coopérative est juste, toutes les autres doivent suivre son exemple. Dans leurs résolutions et directives concernant la

coopération, les différentes provinces feraient bien d'indiquer que toute coopérative se doit d'aider à venir à bout de leurs difficultés ceux de ses membres chez qui il y a manque de force de travail, tels que veufs, veuves, orphelins et autres personnes sans appui (ces gens doivent en effet être admis dans les coopératives); il en va de même pour ceux qui, tout en possédant de la force de travail, mènent une vie très difficile. Or, faute d'esprit socialiste, nombre de coopératives n'accordent pas leur aide aux familles nécessiteuses et vont jusqu'à évincer catégoriquement les paysans pauvres; c'est tout à fait erroné. Maintenant, le gouvernement dispose en faveur des paysans pauvres d'un crédit d'assistance qui permettra de remédier à leur pénurie de bœufs ou d'instruments aratoires, sans pouvoir toutefois résoudre les difficultés des familles de paysans pauvres qui manquent de force de travail, ni satisfaire tous les besoins en vivres de certains foyers au moment où on doit faire la soudure, alors que la prochaine récolte est encore en herbe. On ne viendra à bout de ces difficultés qu'en comptant sur la force des masses organisées en coopératives.

Note sur l'article: "Comment la cellule du Parti du canton de Tsingfeng, district de Siangtan, a aidé les membres nécessiteux des coopératives à résoudre leurs difficultés"

## XVII

Voici une histoire très intéressante. Le socialisme, ce phénomène nouveau, ne peut voir le jour qu'au prix d'une lutte sérieuse menée contre ce qui est ancien. A certains moments, une fraction de la société s'obstine à suivre la vieille voie. Mais, à d'autres moments, les mêmes gens peuvent fort bien changer d'attitude et approuver les choses nouvelles. Ainsi, dans le premier semestre de 1955, les paysans moyens aisés étaient, pour la plupart, opposés à la coopération; mais dans la seconde moitié de l'année, un certain nombre d'entre eux changèrent d'avis et manifestèrent le désir d'être admis dans les coopératives, quelques-uns, il est vrai, avec l'arrière-pensée de pouvoir s'en assurer la direction. D'autres se montraient fort hésitants; en paroles, ils voulaient bien y adhérer, mais au fond d'eux-mêmes ils ne le souhaitaient pas tellement. D'autres enfin s'entêtaient à rester dans l'expectative. Sur cette question, les organisations du Parti dans les régions rurales

doivent faire preuve de patience à l'égard de cette couche de la paysannerie. Puisqu'il convient d'établir la prépondérance des paysans pauvres et des nouveaux paysans moyens-pauvres dans la direction des coopératives, l'adhésion quelque peu tardive d'une certaine fraction des paysans moyens aisés présente plutôt des avantages.

Note sur l'article: "Ils ont choisi résolument la voie de la coopération"

## XVIII

Le travail politique est vital pour toute notre activité économique. Cela est particulièrement vrai dans une période de transformation radicale du régime socio-économique. Le mouvement de coopération agricole a été, dès le début, une sérieuse lutte idéologique et politique. Aucune coopérative ne peut être fondée sans une telle lutte. Pour qu'un système social tout nouveau puisse être édifié à la place de l'ancien, il faut d'abord déblayer le terrain. Les survivances de la vieille idéologie, qui reflète l'ancien système, demeurent nécessairement, et pendant longtemps, dans l'esprit des gens; elles ne s'effacent pas facilement. Après sa création, une coopérative doit soutenir encore bien des luttes avant de se consolider. Et même après sa consolidation, elle risque de s'effondrer, pour peu qu'elle relâche ses efforts. Ce fut le cas de la Coopérative de Sanleouse, dans le district de Hsiéyu, province du Chansi, qui, faute de persévérance après sa consolidation, faillit aller à la ruine. Il a fallu que l'organisation du Parti critique ses propres erreurs et se remette à éduquer les membres de la coopérative en vue de lutter contre la tendance au capitalisme et de renforcer le socialisme, et qu'elle reprenne le travail politique, avant que la crise puisse être surmontée et que la coopérative puisse continuer à se développer. La lutte contre les tendances spontanées au capitalisme qui sont de nature égoïste, et l'encouragement donné à l'esprit socialiste qui veut que le principe de l'unité de l'intérêt collectif et de l'intérêt individuel régisse toute parole et toute action, constituent les garanties idéologiques et politiques du passage graduel des petites exploitations paysannes dispersées aux grandes exploitations coopératives. Cela représente une tâche ardue qu'il faut entreprendre très concrètement et avec beaucoup de soin, en tenant compte de l'expérience vécue des paysans, et non pas de façon brutale et simpliste. Elle doit être

accomplie en liaison avec notre travail économique et non isolément. A cet égard, nous avons déjà, à l'échelle nationale, une assez riche expérience. Presque tous les articles de ce recueil reflètent une telle expérience.

Note sur l'article: "Une sérieuse leçon"

## XIX

Le point de vue formulé dans cet article est juste. Il faut souligner l'importance de mener à bien le travail politique dans les coopératives. L'essentiel de ce travail consiste à inculquer inlassablement aux masses paysannes les idées socialistes et à critiquer la tendance au capitalisme.

Note sur l'article: "Le Travail politique dans la Coopérative de Tchangkouotchouang"

## XX

Un tel état de choses mérite notre attention. Il y a une sérieuse tendance au capitalisme chez les paysans aisés. Elle se donnera libre cours si nous relâchons tant soit peu notre travail politique parmi les paysans pendant le mouvement de coopération et dans une très longue période à venir.

Note sur l'article: "Il faut mener une ferme lutte contre la tendance au capitalisme"

## XXI

Voilà un très bon rapport sur le travail de révision dans une coopérative, rapport qui mérite d'être recommandé aux lecteurs. La naissance d'un régime social nouveau s'accompagne toujours de vives clameurs: il s'agit, en effet, de faire connaître la supériorité du nouveau régime et de condamner le caractère arriéré de l'ancien. Entraîner plus de 500 millions de paysans chinois dans la transformation socialiste est une entreprise titanesque qui ne peut s'accomplir dans le calme et la

tranquillité; elle exige de nous autres communistes un travail de propagande et d'éducation parmi les larges masses paysannes sur lesquelles pèse encore le fardeau de l'ancien régime, un travail mené avec patience, de façon vivante, dans un langage facile à comprendre. A l'heure actuelle, il est en cours dans l'ensemble du pays, et de nombreux camarades chargés du travail rural se sont révélés d'excellents propagandistes. La méthode dite des "quatre comparaisons" et des "cinq calculs"[3], décrite dans cet article, est très pratique et fait comprendre facilement aux paysans lequel des deux régimes est le bon. Cette méthode possède une grande force de persuasion. Elle n'a rien de commun avec la façon de procéder de certains camarades qui, dans leur incompétence en matière de propagande, se contentent de formules simplistes telles que: "Ou vous vous engagez dans la voie indiquée par le Parti communiste, ou vous suivez Tchiang Kaï-chek", et qui cherchent à soumettre leurs auditeurs en les menaçant de grosses étiquettes, sans rien présenter qui les intéresse. La bonne méthode, c'est de s'inspirer, en chaque endroit, des propres expériences des paysans et de leur en présenter une analyse détaillée; de là vient sa grande force de persuasion.

Note sur l'article: "Une bonne expérience dans le travail de révision au sein d'une coopérative"

## XXII

Le sabotage du mouvement coopératif par les contre-révolutionnaires est un problème commun à toutes les régions; il ne se limite pas au V[e] arrondissement du district de Touyun, dans le Koueitcheou; cependant, on en parle fort peu dans les périodiques du même genre qui paraissent dans les autres provinces. Au cours du mouvement coopératif, les camarades engagés dans le travail rural doivent tous prêter pleine attention à la lutte contre les activités de sape des contre-révolutionnaires. Il faut, comme dans cet arrondissement du district de Touyun, mettre sur pied, à l'intérieur des coopératives, des groupes de sécurité qui aient pour ossature des membres du Parti et de la Ligue de la Jeunesse. En outre, il est absolument nécessaire que, sous la direction et le contrôle du comité de district, le comité du Parti à l'échelon de l'arrondissement analyse la situation, propage la politique

du Parti en l'expliquant aussi bien aux communistes qu'aux non-communistes et mette les masses en garde contre les activités de sape des contre-révolutionnaires, puis qu'il fasse des enquêtes au sujet des contre-révolutionnaires et autres mauvais éléments qui se seraient infiltrés dans la direction des coopératives, les en élimine et prenne contre eux les mesures qui s'imposent. Cependant, seuls ceux qui sont vraiment des contre-révolutionnaires ou des mauvais éléments seront éliminés; on ne saurait qualifier de "mauvais éléments" des gens honnêtes ou des personnes qui ne présentent que certains défauts. Il faut surtout que les mesures punitives soient appropriées et qu'elles aient été approuvées par les autorités responsables du district.

Note sur l'article: "Combattons résolument les activités de sape des contre-révolutionnaires"

## XXIII

Il est de très haute importance pour l'édification d'une grande société socialiste d'entraîner en masse les femmes à participer aux activités productrices. Le principe "à travail égal salaire égal" doit être appliqué dans la production. Une véritable égalité entre l'homme et la femme ne peut être réalisée qu'au cours du processus de la transformation socialiste de l'ensemble de la société.

Note sur l'article: "Les Femmes au front du travail"

## XXIV

Cet excellent article peut servir partout de référence. Les jeunes constituent la force la plus active, la plus dynamique de notre société. Ils sont les plus passionnés pour l'étude, les moins imprégnés d'idées conservatrices, surtout à l'époque du socialisme. Nous espérons que toutes les organisations du Parti, de concert avec celles de la Ligue de la Jeunesse, étudieront avec une attention particulière les moyens de mettre pleinement en valeur la force des jeunes: il faut se garder de confondre la jeunesse avec les autres âges, en ignorant ses traits

caractéristiques. Naturellement, les jeunes doivent apprendre auprès des personnes âgées et d'âge moyen et s'assurer autant que possible de leur accord avant d'entreprendre toute activité utile. Celles-ci sont relativement conservatrices et elles entravent souvent les activités progressistes des jeunes. Elles ne se laisseront pas convaincre avant que ces derniers n'aient remporté des succès. L'article donne une remarquable description de cet état de choses. Il ne faut évidemment consentir à aucun compromis avec les idées conservatrices; eh bien, que les jeunes montrent ce dont ils sont capables; quand ils auront obtenu des succès, ils emporteront l'adhésion de leurs aînés.

Note sur l'article: "La Brigade de choc des jeunes de la Coopérative agricole de Production N° 9 du canton de Sinping, district de Tchongchan"

## XXV

Voilà encore un très bon article qui peut servir de référence pour les autres régions du pays. Le passage où il est question d'organiser les élèves des écoles secondaires ou ceux qui ont terminé l'école primaire, en vue de les faire participer au travail de la coopération, mérite une attention particulière. Tous les jeunes qui ont ce niveau d'instruction et qui peuvent aller travailler à la campagne doivent s'en faire une joie. La campagne, c'est un monde immense où ils peuvent donner toute leur mesure.

Note sur l'article: "L'Expérience d'un canton dans la planification de la coopération"

## XXVI

Voici un nouvel exemple, Tchen Hsiué-meng. De tels héros sont des milliers et des milliers en Chine. Mais il est regrettable que nos écrivains ne se donnent pas la peine d'aller les chercher et que ceux de nos camarades qui vont à la campagne pour guider la coopération agricole, bien qu'ils en rencontrent beaucoup, écrivent si peu sur eux.

Note sur l'article: "Tchen Hsiué-meng, promoteur de la coopération"

## XXVII

Cet article est très bien écrit; il mérite d'être recommandé à tous les comités du Parti et de la Ligue de la Jeunesse aux échelons du district et de l'arrondissement, ainsi qu'à leurs cellules dans les cantons. Toutes les coopératives devraient suivre l'exemple qu'il rapporte. L'auteur comprend bien la ligne du Parti et touche au cœur du problème. De plus, il s'exprime bien; on saisit immédiatement ce qu'il veut dire; il n'emploie pas le style stéréotypé du Parti. A ce propos, nous voudrions attirer l'attention du lecteur sur le fait que de nombreux camarades ont au contraire une affection particulière pour ce style; aussi leurs articles manquent-ils de vie et de relief, et à les lire on a mal à la tête. Ces camarades se soucient peu de la grammaire et du style, ils préfèrent un genre qui tient à la fois de la langue écrite classique et de la langue parlée. Ils sont tantôt d'une loquacité fastidieuse, tantôt d'un laconisme archaïque; on dirait qu'ils sont décidés à faire souffrir le lecteur. Sur les quelque 170 articles réunis dans ce recueil, un bon nombre étaient fortement imprégnés du style stéréotypé du Parti. Il a fallu les réviser plusieurs fois pour les rendre un peu plus lisibles. Néanmoins, certains restent plus ou moins obscurs. Ils n'auraient pas été retenus, n'eût été l'importance de leur contenu. Quand verrons-nous enfin disparaître tant soit peu ce style stéréotypé qui donne la migraine? Il faut que les camarades responsables de la rédaction de nos journaux et de nos revues prêtent attention à cette question. Ils devraient veiller à ce que les auteurs des articles écrivent dans un style à la fois vivant et coulant, et en outre réviser personnellement les manuscrits.

Note sur l'article: "Le Travail politique dans les coopératives"

## XXVIII

L'article nous parle de la "Coopérative des Gueux" que dirige Wang Kouo-fan. La diligence et l'économie dans la gestion doivent être la ligne de conduite de toutes nos coopératives agricoles de production, ou bien plutôt de toutes nos entreprises économiques. Il faut

les pratiquer partout, dans les usines, les magasins, les entreprises d'Etat et les entreprises coopératives aussi bien que dans n'importe quel autre travail. C'est le principe de stricte économie, un des principes fondamentaux de l'économie socialiste. La Chine est un grand pays, mais encore très pauvre, et il lui faudra plusieurs décennies pour devenir prospère. Et même alors, le principe de diligence et d'économie devra toujours être appliqué. Mais c'est surtout durant ces décennies, c'est-à-dire au cours de la réalisation de plusieurs plans quinquennaux, qu'il faut le préconiser, qu'il faut pratiquer une stricte économie. De nombreuses coopératives sont à présent négligentes sous ce rapport; cette tendance néfaste devra être rapidement éliminée. Néanmoins, il se trouve dans chaque province, dans chaque district, des coopératives bien gérées à ce point de vue; elles doivent être données en exemple à toutes les autres. Il faudra faire l'éloge des coopératives qui sont gérées avec diligence et économie, qui obtiennent les rendements les plus élevés, qui fonctionnent bien dans tous les domaines, et critiquer celles qui sont dépensières, dont les rendements sont faibles, qui sont mal gérées à bien des égards.

Note sur l'article: "Diligence et économie dans la gestion des coopératives"

## XXIX

Voilà un plan de sept ans élaboré par une grande coopérative qui s'étend sur tout un canton et qui groupe plus de mille familles (il s'agit d'une coopérative, bien qu'elle soit appelée ferme collective). Ce plan pourrait servir partout de référence. Pourquoi a-t-on besoin d'un plan à long terme de ce genre? Un examen de son contenu en révélera la raison. L'évolution de l'humanité se poursuit depuis des centaines de milliers d'années, mais c'est aujourd'hui seulement que la Chine dispose de conditions qui lui permettent de développer de façon planifiée son économie et sa culture. Maintenant que ces conditions sont réunies, notre pays changera de physionomie d'année en année. Des changements relativement importants pourront se constater tous les cinq ans. Ils seront donc considérables après plusieurs périodes de cinq ans.

Note sur l'article: "Le Plan à long terme de la Ferme collective 'Etoile rouge' "

## XXX

Ceci est un bon article que chacun devrait lire, et dont pourraient s'inspirer toutes les coopératives qui ont à établir des plans à long terme. L'auteur a parfaitement raison de dire: "Tout le processus d'établissement d'un plan de production est une lutte entre les idées avancées et les idées conservatrices." Aujourd'hui, celles-ci exercent leur action néfaste un peu partout. Pour les vaincre et pour permettre aux forces productives et à la production de faire un grand pas en avant, il faut que chaque localité, chaque coopérative élabore son propre plan à long terme.

Note sur l'article: "Le Plan triennal de production d'une coopérative"

## XXXI

Ce canton a établi un plan de deux ans en vue de promouvoir la coopération agricole, d'augmenter la production, d'entreprendre des travaux hydrauliques, de consolider les organisations du Parti communiste et de la Ligue de la Jeunesse, de développer l'éducation et la culture, etc. C'est un exemple que devraient suivre tous les cantons du pays. Si la planification est une tâche aussi ardue que d'aucuns le prétendent, comment se fait-il que ce canton ait pu la mener à bien? Il faut que chaque district, chaque arrondissement, chaque canton établisse en 1956 un plan d'ensemble encore plus complet que celui du canton en question: il portera également sur la production subsidiaire, le commerce, les finances, le reboisement, la santé publique, etc. Un plan même un peu sommaire et qui ne correspondrait pas en tout point à la réalité vaudrait toujours mieux que rien. Si, dans une province, un ou deux districts, arrondissements ou cantons sont à même de présenter des plans relativement bien faits, ceux-ci pourront être rapidement diffusés et serviront de modèles aux autres districts, arrondissements et cantons. La planification est, selon certains, pleine de difficultés, mais en réalité elle n'est pas aussi difficile qu'on ne le croit.

Note sur l'article: "Planification d'ensemble pour le canton de Yitao"

## XXXII

Cet article est très utile et pourrait servir de référence à tous les districts. Dans sa planification d'ensemble, chaque district doit établir un plan approprié pour la construction d'ouvrages hydrauliques. Car ces travaux sont des plus importants pour assurer l'augmentation de la production agricole. Les travaux de petite envergure peuvent être effectués par tout district, arrondissement et canton, par toute coopérative. Mais il est indispensable d'élaborer des plans dont l'exécution sera échelonnée sur un certain nombre d'années, pour garantir l'irrigation en période de sécheresse et le drainage au moment des grandes pluies, en dehors des cas d'inondations et de sécheresse exceptionnelles et impossibles à dominer. Cela est parfaitement réalisable. Organisées en coopératives, les masses disposent d'une force considérable. Ainsi, les inondations et la sécheresse ordinaires, problèmes insolubles depuis des millénaires, seront maîtrisées en l'espace de quelques années.

Note sur l'article: "Il faut aménager un mou de terre irriguée par personne"

## XXXIII

L'élevage du porc est fort important pour la production des engrais, le ravitaillement en viande et l'obtention de devises étrangères par l'exportation. Toutes les coopératives doivent l'incorporer dans leur plan; il en est de même, évidemment, pour les provinces, préfectures, districts et arrondissements. On trouve sans peine de quoi nourrir un cochon: des plantes herbacées, les feuilles de certains arbres, la patate douce et ses fanes peuvent lui convenir. Il n'est pas indispensable de lui donner du grain, surtout pas en grande quantité. En plus de l'élevage collectif assuré par la coopérative, il faut conseiller à chaque famille paysanne d'élever un ou plusieurs porcs. Ce but doit être atteint en quelques années. Bien entendu, cela ne touche pas certaines minorités nationales pour qui le porc est tabou ou certaines familles qui ne veulent pas en entreprendre l'élevage pour raison de religion. Diverses mesures de récompense devront être prévues pour encourager l'élevage du porc. L'expérience de la Coopérative de Changhoua, dans la province du Tchékiang, pourrait servir partout de référence.

Note sur l'article: "Un important cheptel porcin"

## XXXIV

Avant le mouvement de coopération agricole, le problème de la main-d'œuvre excédentaire se posait en maints endroits du pays. Mais depuis, un grand nombre de coopératives manquent de bras, de sorte qu'il est nécessaire d'entraîner sur le front du travail la grande masse des femmes, qui ne participait pas aux travaux des champs. C'est là un événement important auquel beaucoup ne s'attendaient pas. Auparavant, on s'imaginait que la coopération engendrerait nécessairement une main-d'œuvre excédentaire. On se disait: La main-d'œuvre est déjà trop nombreuse; que ferons-nous si l'excédent s'accroît encore! En de nombreux endroits, la pratique de la coopération a dissipé les craintes. Il y a eu non pas excédent, mais pénurie de main-d'œuvre. Si, momentanément, on a vu apparaître çà et là, avec le mouvement coopératif, un surplus de main-d'œuvre, c'est qu'on n'avait pas encore entrepris la production sur une large échelle, ni diversifié les activités, ni apporté suffisamment de soin aux cultures. Mais un peu partout, quand on s'est mis à étendre la production, à multiplier les activités, à exploiter plus largement et plus à fond les ressources naturelles, et à travailler plus soigneusement, on s'est aperçu qu'on manquait de main-d'œuvre. Ce phénomène commence seulement à se faire sentir, et il deviendra de plus en plus sensible au cours des années. Il existera même après la mécanisation de l'agriculture. Dans l'avenir, nous verrons apparaître toutes sortes d'activités auxquelles personne n'avait encore pensé, et la production agricole s'élèvera de plusieurs fois, d'une dizaine, voire de plusieurs dizaines de fois par rapport à son niveau actuel. Le développement de l'industrie, des transports et des échanges commerciaux dépassera tout ce qui a jamais pu être imaginé. Il en sera de même pour les sciences, la culture, l'éducation, la santé publique et d'autres secteurs. Les femmes constituent en Chine une importante source de main-d'œuvre, qu'il faut mettre en valeur dans la lutte que nous menons pour édifier un grand pays socialiste. Afin d'encourager les femmes à s'engager dans la production, nous devons appliquer le principe "à travail égal salaire égal". L'expérience du district de Kienteh, dans le Tchékiang, est valable pour toutes les coopératives.

Note sur l'article: "La Mobilisation des femmes en vue de la production, remède à la pénurie de main-d'œuvre"

## XXXV

Il s'agit là aussi d'une question de portée générale. Comme on peut le constater, ces deux coopératives ont déjà un bon tiers de main-d'œuvre en excédent, même dans les conditions de production actuelles. Depuis la coopération, deux personnes suffisent pour accomplir ce qui était l'ouvrage de trois; c'est là une preuve de la supériorité du socialisme. Mais alors où affecter ce tiers ou plus de main-d'œuvre excédentaire? Principalement à la campagne même. Le socialisme a libéré du joug de l'ancienne société non seulement les travailleurs et les moyens de production, mais aussi les immenses ressources naturelles qu'on était hors d'état d'exploiter. Les masses sont douées d'une puissance créatrice illimitée. Elles sont capables de s'organiser et de diriger leurs efforts vers tous les domaines et toutes les branches dans lesquels elles peuvent déployer leur énergie; elles peuvent s'attaquer à la tâche de la production, en largeur comme en profondeur, et créer un nombre croissant d'œuvres pour leur bien-être. Ici, nous n'avons pas encore parlé de la mécanisation de l'agriculture. Or, la mécanisation permettra d'économiser encore plus de main-d'œuvre. Pourra-t-on trouver une issue pour cet excédent? L'expérience de certaines fermes mécanisées montre bien que cette issue existe. Car, quand on aura étendu la production, diversifié les activités et apporté plus de soin au travail, il n'y aura plus lieu de craindre que la main-d'œuvre ne soit pas pleinement mise en valeur.

Note sur l'article: "Une issue pour la main-d'œuvre excédentaire"

## XXXVI

Les réalisations de ce district nous montrent aussi qu'à la campagne il est possible de trouver une issue pour l'excédent de la main-d'œuvre rurale. Avec l'amélioration de la gestion et l'extension des secteurs de production, le chiffre annuel des journées de travail de chaque homme ou femme pourra encore s'élever; ce ne sera plus une centaine de journées de travail pour un homme et plusieurs dizaines pour une femme, comme le dit l'article, mais plus de deux cents pour un homme et une centaine pour une femme, ou même davantage. Dans d'autres

localités, certaines coopératives ont déjà atteint ces chiffres. Les activités subsidiaires doivent se développer en fonction des débouchés pour leurs produits, et non au hasard. Un tel principe est juste. Considérées sous l'angle du pays entier, les productions auxiliaires à la campagne sont, en majeure partie, destinées aux régions rurales, mais il faut en réserver une part non négligeable, qui pourra d'ailleurs s'accroître dans l'avenir, à la consommation urbaine et à l'exportation. L'important, c'est que l'Etat doit établir un plan unifié pour éliminer pas à pas le laisser-aller.

Note sur l'article: "Dans le district de Siangyin, on a trouvé une issue pour la main-d'œuvre excédentaire"

## XXXVII

Cet excellent article présente à toutes les régions un exemple à suivre. "On manque de comptables", voilà un des prétextes dont se servent ceux qui s'opposent au développement rapide de la coopération agricole. La coopération à l'échelle nationale exige des millions de comptables; où les trouver? En fait, nous avons les gens sous la main, on peut très bien mobiliser pour ce travail un grand nombre de ceux qui ont terminé l'école primaire ou le premier cycle du secondaire. L'important, c'est de leur donner une formation accélérée et d'élever leur niveau culturel et professionnel dans la pratique. Organiser à l'échelle de l'arrondissement un réseau d'entraide composé des comptables de coopératives de production, coopératives d'approvisionnement et de vente et coopératives de crédit, voilà une bonne méthode pour élever leur niveau culturel et professionnel. Un réseau de ce genre établi dans le III$^{e}$ arrondissement du district de Tchangwou a aidé les comptables à élever leur niveau culturel et professionnel, et fait beaucoup de travail dans les domaines économique et politique. Les organisations du Parti des districts et des arrondissements doivent assumer la direction de ce travail.

Note sur l'article: "L'Expérience acquise dans l'organisation d'un réseau d'entraide composé des comptables de coopératives agricoles de production, coopératives d'approvisionnement et de vente et coopératives de crédit"

## XXXVIII

Cette expérience devrait être largement popularisée. Lénine disait: "Il est impossible de bâtir une société communiste dans un pays d'illettrés[4]." Or, notre pays en compte un si grand nombre; cependant nous ne pouvons pas attendre, pour édifier le socialisme, que l'analphabétisme soit d'abord éliminé; il y a donc là une contradiction aiguë. Non seulement beaucoup d'enfants d'âge scolaire, mais encore un grand nombre d'adolescents et de jeunes gens n'ont pas d'écoles à leur disposition; et ne parlons pas des adultes. Ce sérieux problème doit être résolu au cours du mouvement de coopération agricole, et d'ailleurs il ne peut l'être qu'au cours de ce mouvement. En effet, après s'être organisés en coopératives, les paysans poussés par les exigences de l'économie éprouvent le pressant besoin d'apprendre à lire et à écrire. D'autre part, la création des coopératives met à leur disposition une force collective qui modifie complètement la situation, et ils ont ainsi la possibilité d'organiser leur propre cours de lecture et d'écriture. Pour être à même de tenir la comptabilité des points de travail, il leur faut d'abord apprendre à écrire les noms des gens et des lieux de leur village et de leur canton, les noms qui désignent les instruments aratoires et les différents travaux agricoles, ainsi que d'autres termes indispensables, ce qui requiert la connaissance de 200 à 300 caractères environ. Ensuite, ils apprendront davantage de caractères et acquerront un vocabulaire plus large. Deux types de manuels sont donc nécessaires. Les premiers doivent être composés, selon les besoins des coopératives locales, par les gens instruits de l'endroit, avec l'aide des camarades chargés de guider le travail de coopération. Chaque localité doit établir ses propres textes; il ne saurait être question d'un ouvrage unifié. Les manuels de ce genre n'ont pas besoin d'être revus par les autorités intéressées. Ceux du deuxième type, c'est aussi aux gens instruits de l'endroit qu'il appartient de les préparer, toujours avec l'aide des camarades chargés de guider le travail coopératif. Pour l'établissement des textes, ils doivent tenir compte des choses et des termes usuels d'une zone relativement limitée (le district ou la préfecture, par exemple) et, en outre, de certains termes et choses de la province (municipalité ou région autonome) et de la nation tout entière. Toutefois, ces textes ne devraient contenir, eux aussi, que quelques centaines de caractères. Et s'il n'est pas nécessaire de les unifier, il

importe cependant de les soumettre pour un rapide examen aux autorités responsables de l'instruction publique dans le district, la préfecture ou la province (municipalité ou région autonome). Après ces deux premiers stades, il faudra en aborder un troisième. C'est aux autorités de la province (municipalité ou région autonome) responsables de l'instruction publique qu'il incombe de préparer un troisième type de manuels pour usage plus général. Par la suite, des manuels plus avancés devront être rédigés. Ce travail sera guidé de manière appropriée par les organismes de culture et d'éducation de l'autorité centrale. A Kaokialieoukeou, village du district de Kiunan, dans la province du Chantong, la cellule de la Ligue de la Jeunesse a fait œuvre de pionnier, ce qui est pour nous une constatation fort réjouissante. Les enseignants ne manquaient pas: c'étaient les élèves sortis des écoles primaires du canton. Les progrès furent rapides. En deux mois et demi, une centaine de jeunes gens et d'adultes ont appris plus de 200 caractères, et ils sont maintenant à même de tenir un registre de leur propre travail; certains d'entre eux sont devenus comptables de leur coopérative. Le nom de "Stage d'étude sur la comptabilité des points de travail" convient fort bien. Ce genre de stage devrait être organisé partout. La Ligue de la Jeunesse à tous les échelons en assumera la direction, et les organismes du Parti et du gouvernement devront la soutenir dans ce travail.

Note sur l'article: "L'Expérience de la cellule de la Ligue de la Jeunesse de Kaokialieoukeou, district de Kiunan, dans l'organisation d'un stage d'étude sur la comptabilité des points de travail"

## XXXIX

Il s'agit ici de la Coopérative d'Agriculture, de Sylviculture et d'Elevage "Etoile d'Or" que dirige Li Chouen-ta. Cette coopérative s'est agrandie au point de grouper, trois ans après sa création, 283 familles. Située dans les vallées arides des monts Taihang, elle a commencé à changer d'aspect, grâce à trois années de dur labeur fourni par ses membres. Le taux d'utilisation de la main-d'œuvre est de 110,6 pour cent supérieur à celui d'avant la Guerre de Résistance contre le Japon, du temps où l'on travaillait individuellement, et de 74 pour

cent supérieur à celui de la période des équipes d'entraide, avant la création de la coopérative. Ses fonds d'accumulation sont passés de 120 yuans la première année à plus de 11.000 yuans. En 1955, chaque membre a reçu en moyenne 442 kg de grain, soit 77 pour cent de plus qu'avant la Guerre de Résistance ou 25,1 pour cent de plus qu'avant l'établissement de la coopérative. Cette dernière a élaboré un plan quinquennal, et, au terme des trois premières années, la valeur globale de la production a déjà dépassé de 0,6 pour cent celle qui était prévue pour toute la période du plan. Une telle expérience est pour nous un enseignement; en effet, si l'on peut, là où les conditions naturelles sont plutôt défavorables, accroître fortement la production, pourquoi, dans des endroits plus favorisés, ne pourrait-on pas faire mieux encore?

Note sur l'article: "Diligence et économie dans la gestion d'une coopérative — mise en valeur d'une région montagneuse"

## XL

Il s'agit là d'une coopérative très bien gérée. L'expérience utile qu'elle fournit est fort riche. Le district de Kiufou est le pays natal de Confucius. C'est là que ce bon vieillard s'est consacré à l'enseignement durant bien des années et a formé nombre de disciples fort capables. Cela est bien connu. Toutefois, il ne prêtait guère d'attention à la vie économique du peuple. Fan Tche, un de ses disciples, lui ayant demandé comment pratiquer l'agriculture, il éluda la question, et encore injuria Fan Tche derrière son dos, en le qualifiant d'"homme vil"[5]. Maintenant, des coopératives socialistes ont été créées par les habitants de son pays natal. Trois ans après leur création, la vie économique et culturelle du peuple qui avait toujours connu la misère pendant plus de deux mille ans a commencé à changer. Cela prouve que le socialisme qu'on édifie aujourd'hui n'a vraiment pas son pareil dans l'histoire. Il est on ne sait combien de fois supérieur aux "canons" de Confucius. A ceux qui prennent intérêt à visiter le Temple et la Tombe de Confucius, je conseille d'aller voir en passant cette coopérative.

Note sur l'article: "Une coopérative agricole de production qui a accru sa production de 67 pour cent en trois ans"

## XLI

Voilà un article fort bien écrit qui mérite d'être lu. Actuellement, la plupart de nos coopératives de type semi-socialiste ne groupent que 20 à 30 familles, parce qu'avec ces effectifs elles sont faciles à gérer et qu'elles offrent aux cadres et aux membres la possibilité d'acquérir rapidement de l'expérience. Mais ces petites coopératives n'ayant que peu de membres, peu de terres et peu de fonds disponibles ne peuvent ni pratiquer la grande exploitation ni employer des machines; le développement des forces productives s'en trouve encore entravé. Elles ne sauraient donc rester trop longtemps à ce stade et devraient progressivement fusionner. En certains endroits, une coopérative pourra embrasser tout un canton et plus rarement, plusieurs cantons; mais naturellement il y aura, dans bien des cas, plusieurs coopératives pour un seul canton. Les régions de plaine ne sont pas les seules à pouvoir créer de grandes coopératives; les régions montagneuses en ont aussi la possibilité. Le canton où se trouve le réservoir de Foutseling, dans l'Anhouei, est couvert de montagnes qui s'étendent en long et en large sur plusieurs dizaines de lis, et pourtant, on a réussi à y créer une grande coopérative à exploitation multiple, qui pratique à la fois l'agriculture, la sylviculture et l'élevage. Il va de soi que la fusion des coopératives ne peut s'effectuer que par étapes; elle exige des cadres compétents et doit se réaliser avec l'accord des membres.

Note sur l'article: "La Supériorité des grandes coopératives"

## XLII

L'expérience de la Coopérative "Drapeau rouge" de l'île de Hainan a démontré une fois de plus que les grandes coopératives et les coopératives de forme supérieure sont celles qui présentent le plus d'avantages. Cette grande coopérative n'a qu'un an d'existence, mais elle se prépare déjà à accéder à la forme supérieure. Ce qui ne veut pas dire, évidemment, que les coopératives devraient toutes en faire autant; elles doivent d'abord examiner si les conditions s'y prêtent, puis décider du moment qui convient le mieux pour fusionner et passer à la forme supérieure. Mais, en général, un délai de trois ans

environ peut suffire. L'essentiel, c'est de créer des exemples qui emportent la conviction des paysans. Lorsque ceux-ci verront que les grandes coopératives et les coopératives de forme supérieure sont plus avantageuses que les petites et celles de forme élémentaire, ils demanderont que leurs propres coopératives fusionnent et passent à la forme supérieure.

Note sur l'article: "Comment la Coopérative agricole de Production 'Drapeau rouge' du Ier arrondissement, dans le district de Kiongchan, s'est consolidée dans sa lutte contre les calamités naturelles et contre les idées capitalistes"

## XLIII

Pour toutes les coopératives qui réunissent les conditions requises, il faudra songer à les faire passer de la forme élémentaire à la forme supérieure, afin que leurs forces productives et leur production puissent connaître un plus grand développement. Car la propriété semi-privée[6] qui subsiste dans les coopératives de forme élémentaire deviendra tôt ou tard une entrave au développement des forces de production, aussi réclamera-t-on la transformation de cette forme de propriété, afin que la coopérative puisse devenir une organisation économique à gestion collective dans laquelle tous les moyens de production appartiendront entièrement à la collectivité. Dès qu'on libérera davantage les forces productives, la production augmentera encore. Selon les endroits, cette transformation pourra se produire un peu plus tôt ou un peu plus tard. En général, les coopératives de forme élémentaire établies depuis trois ans environ remplissent les conditions requises. Les organisations du Parti de chaque province, de chaque municipalité et de chaque région autonome étudieront la situation et prendront les dispositions nécessaires afin de créer, en 1956 et en 1957, avec l'assentiment des masses, un certain nombre de coopératives expérimentales de forme supérieure. Les coopératives qui existent actuellement sont en général de petite dimension. Mais quand viendra le moment de passer à la forme supérieure, elles devront, avec l'approbation des masses, fusionner pour devenir de grandes coopératives. Si, au cours des années 1956 et 1957, chaque arrondissement peut avoir une ou plusieurs coopératives de ce genre, dont la supériorité sur les coopératives de forme élémentaire apparaisse nettement aux yeux des masses, les conditions favorables

seront alors réunies pour permettre, au cours des années suivantes, la fusion des coopératives et leur passage à la forme supérieure. C'est un travail qui doit être coordonné avec la planification d'ensemble pour le développement de la production. Lorsqu'on se rendra compte que les grandes coopératives et les coopératives de forme supérieure offrent plus d'avantages que les petites et celles de forme élémentaire, et que la planification à long terme permet d'atteindre un niveau de vie matériel et culturel bien plus élevé que celui d'aujourd'hui, on consentira à procéder à la fusion des coopératives et à les faire passer à la forme supérieure. Ce passage s'effectuera plus rapidement dans les banlieues des villes qu'ailleurs. L'expérience de cette coopérative de Pékin peut servir d'exemple aux autres qui se trouvent dans une situation semblable.

Note sur l'article: "Une coopérative qui a passé de la forme élémentaire à la forme supérieure"

## NOTES

[1] A ses débuts, la coopérative de Wang Kouo-fan connut, par manque de moyens de production, une période très difficile. Au lieu de compter sur le crédit d'Etat, elle envoya une partie de ses membres ramasser du bois de chauffage dans les montagnes situées à une distance de plus de 15 kilomètres. Avec l'argent réalisé par la vente du bois, elle acheta quantité de moyens de production. C'est pourquoi les membres de la coopérative disaient que leurs moyens de production avaient été "tirés de la montagne".

[2] Ici, "faire de la propagande à l'envers" signifie que, lorsque les masses sont mobilisées sur une vaste échelle et demandent avec enthousiasme à adhérer aux coopératives, il faut, tout en indiquant les avantages des coopératives et les conditions favorables à leur établissement, montrer aux masses les difficultés et circonstances défavorables qui pourraient se présenter, afin qu'elles puissent bien réfléchir et adhérer aux coopératives sur la base du libre consentement.

[3] Les "quatre comparaisons" signifiaient faire la comparaison: 1) entre la coopérative, l'équipe d'entraide et l'exploitation individuelle; 2) entre le socialisme et le capitalisme; 3) entre le système de l'exploitation de l'homme par l'homme et le régime social sans exploitation; 4) entre l'enrichissement personnel et la prospérité commune. Les "cinq calculs" portaient sur: 1) la capacité de lutter contre les calamités naturelles; 2) l'accroissement des revenus à la suite du développement des occupations subsidiaires; 3) l'augmentation du montant des points de travail résultant de la mise en valeur de l'enthousiasme pour la production; 4) l'élévation de la production, grâce à la coopération entre les paysans pauvres et les paysans moyens en conformité avec le principe de l'avantage réciproque; 5) les possibilités de surmonter les difficultés rencontrées dans la production et la vie quotidienne.

[4] V. I. Lénine: "Les Tâches des Fédérations de la Jeunesse".

[5] Voir *Entretiens de Confucius*, Livre XIII, "Tse Lou".

[6] Les coopératives de forme élémentaire revêtaient un caractère semi-socialiste, elles étaient caractérisées par l'apport en terres et la gestion unique. Comme leurs membres conservaient la propriété privée des moyens de production, tels que les terres, le bétail et le gros outillage agricole, elles devaient, pour les utiliser, attribuer aux membres des "dividendes" à raison de leur apport. C'est pourquoi on dit qu'elles maintenaient la propriété semi-privée.

# DEMANDE D'AVIS SUR LES "DIX-SEPT POINTS" CONCERNANT L'AGRICULTURE*

(21 décembre 1955)

En novembre dernier, les "Dix-sept Points" concernant l'agriculture ont été élaborés à l'issue des consultations que le camarade Mao Tsétoung a eues, séparément à Hangtcheou et à Tientsin, avec quatorze secrétaires de comités provinciaux du Parti et celui du Comité du Parti pour la Région autonome de la Mongolie intérieure. Le Comité central estime nécessaire de les mettre au point à la conférence convoquée pour le 10 janvier prochain, à laquelle participeront les secrétaires des comités du Parti des diverses provinces, municipalités et régions autonomes, afin de les inclure dans le plan de 1956 et de les mettre soigneusement en application. A cet effet, vous êtes priés de réunir, immédiatement après avoir reçu la présente dépêche, les secrétaires des comités du Parti pour les préfectures et ceux d'un certain nombre de districts, relevant de votre autorité, pour examiner en détail les questions suivantes:

1) Est-ce que ces points seront tous réalisables, ou une partie d'entre eux seulement? Les conditions sont-elles réunies pour réaliser chaque point?

2) En plus de ces dix-sept points, y en a-t-il d'autres à ajouter (leur adjonction est possible, pourvu qu'ils soient réalisables)?

3) Etes-vous disposés à les incorporer sans délai dans votre plan de 1956 pour les mettre en pratique?

Vous êtes priés de terminer avant le 3 janvier 1956 l'examen de ces questions et d'être prêts à donner vos opinions.

* Circulaire rédigée par le camarade Mao Tsétoung pour le Comité central du Parti communiste chinois à l'intention du Bureau de Changhaï du Comité central, ainsi que des comités du Parti des diverses provinces et régions autonomes.

Voici en quoi consistent les "Dix-sept Points":

1. En ce qui concerne le rythme de la coopération agricole, il faudra achever pour l'essentiel la création des coopératives de forme élémentaire dans le second semestre de 1956. A l'échelon des provinces, municipalités ou régions autonomes (le Sinkiang mis à part), il convient de se fixer pour objectif d'organiser en coopératives 75 pour cent des familles paysannes, de façon à permettre aux échelons inférieurs de dépasser légèrement ce chiffre en le portant à 80, voire à 85 pour cent.

Quant à la création des coopératives de forme supérieure, on devrait l'achever pour l'essentiel en 1960. Ou, si c'est possible, une année plus tôt, en 1959. A cet effet, la direction de chaque district ou, de préférence, celle de chaque arrondissement devra se charger elle-même de créer, en 1956, une ou plusieurs grandes coopératives de forme supérieure (englobant plus de 100 foyers chacune), puis on en créera un autre train en 1957, et ces deux groupes de coopératives devront réunir environ 25 pour cent des familles paysannes et serviront d'exemple. Est-ce possible ou non? Quelles dimensions seront préférables pour les grandes coopératives lorsque les petites fusionneront? Plusieurs coopératives par canton, une par canton, ou une seule pour plusieurs cantons: ces trois cas peuvent-ils tous aller? Combien de coopératives conviendra-t-il de créer dans l'ensemble du pays, 300.000, 400.000 ou 500.000? En Union soviétique, il existe 100.000 kolkhozes, et chez nous conviendrait-il d'établir 300.000 ou 400.000 coopératives? Est-ce qu'il est préférable de procéder à la fusion des petites coopératives avant de les faire passer de la forme élémentaire à la forme supérieure, d'entreprendre simultanément les deux tâches, ou d'assurer d'abord le passage et ensuite la fusion? Vous êtes priés d'examiner toutes ces questions.

2. A propos de l'admission des propriétaires fonciers et des paysans riches dans les coopératives, il conviendrait peut-être de procéder en 1956 suivant les propositions des provinces de l'Anhouei, du Chansi et du Heilongkiang, à savoir: Ceux qui se sont bien comportés seront autorisés à y entrer; ceux qui ont eu une conduite passable seront autorisés à y travailler sans pourtant se voir attribuer le titre de membre de coopérative; enfin, ceux qui se sont mal comportés y travailleront sous surveillance. Ces modalités seront valables pour toutes les coopératives anciennes dont les cadres sont très capables. Elles présentent beaucoup d'avantages, mais elles ont un défaut, c'est que les paysans moyens aisés qui ne veulent pas encore adhérer aux coopératives se croiront inévitablement obligés de s'y faire inscrire; d'ailleurs, pour

ménager leur face, on devrait les y faire entrer avant les propriétaires fonciers et les paysans riches. Serait-ce avantageux pour nous? Ou faut-il attendre un an pour résoudre ce problème en 1957? Veuillez examiner laquelle des deux solutions est la meilleure.

3. Les organes dirigeants des coopératives doivent être composés pour les deux tiers de paysans pauvres actuels et de nouveaux paysans moyens-pauvres qui étaient autrefois des paysans pauvres, et pour un tiers d'anciens paysans moyens-pauvres et de paysans moyens aisés, anciens et nouveaux.

4. Pour augmenter la production, il faudra: 1) prendre quelques mesures fondamentales (les détails sont à discuter et ils pourront varier selon les régions); 2) populariser les expériences d'avant-garde (dans toutes les provinces, on relèvera chaque année les exemples typiques pour en faire un recueil).

5. Les provinces, préfectures, districts, arrondissements et cantons devront, en 1956, établir chacun un plan d'ensemble à long terme englobant tous les points indispensables, mais il faudra mettre l'accent sur les plans pour les districts et les cantons. On devra les élaborer au cours du premier semestre de 1956 et les mettre au point durant le second; on pourra d'ailleurs y apporter des modifications par la suite. Ils porteront sur trois ans au moins, sept ans de préférence, voire même douze ans. Cette tâche ne souffre aucun délai. Est-ce que vous avez déjà pris des dispositions à cet égard? Il est bien probable que, par manque d'expérience, beaucoup de ces plans seront très imparfaits, mais il faudra au moins qu'un petit nombre de districts et de cantons en dressent d'assez conformes à la réalité pour que l'on puisse les présenter comme modèles.

6. Etablir un plan d'ensemble pour préserver et multiplier les bovins, chevaux, mulets, ânes, porcs, ovins, poules, canards, et surtout pour protéger le jeune bétail. Un plan de reproduction est à établir, veuillez préparer vos suggestions.

7. Parallèlement à l'aménagement des cours d'eau, quantité de petits ouvrages hydrauliques doivent être construits, pour que les inondations et sécheresses d'ampleur ordinaire soient pratiquement éliminées dans un délai de sept ans.

8. En sept ans, liquider pour l'essentiel une dizaine de sortes d'insectes nuisibles et de maladies qui causent des dommages aux cultures.

9. En douze ans, mettre en valeur la presque totalité des terres en friche et collines dénudées. On devra planter des arbres, selon les

prescriptions, près des habitations et des villages, le long des chemins et des cours d'eau, comme sur les terres en friche et sur les collines dénudées, soit partout où ce sera possible, et réaliser ainsi le reboisement.

10. En douze ans, dans la plupart des régions, on devra arriver à se suffire en engrais à 90 pour cent, et dans d'autres, à 100 pour cent, grâce aux efforts des autorités locales et des coopératives elles-mêmes.

11. En douze ans, le rendement annuel des céréales dans les régions situées au nord du fleuve Jaune, de la chaîne des monts Tsinling, de la rivière Pailongkiang et de la section du fleuve Jaune dans la province du Tsinghai doit être porté à 200 kg par mou; au sud du fleuve Jaune et au nord du Houaiho, à 250 kg; au sud du Houaiho, de la chaîne des monts Tsinling et de la rivière Pailongkiang, à 400 kg. Quant à la norme à fixer pour le coton, les oléagineux, le soja, la soie, le thé, le jute, la canne à sucre, les fruits, etc., c'est à vous de la proposer, et nous en discuterons.

12. En sept ans, faire disparaître pratiquement les maladies qui ont les effets les plus sérieux sur la population et sur le bétail, telles que la schistosomiase, la filariose, la peste bubonique, l'encéphalite, la peste bovine et le choléra du porc. Veuillez examiner quelles maladies endémiques, sévissant dans votre province ou région autonome, pourront être pratiquement extirpées dans un délai de sept ans, quelles sont celles qui requerront un laps de temps plus long et celles que nous ne sommes pas à même d'éliminer dans les conditions actuelles.

13. Liquider les "quatre maux", c'est-à-dire éliminer pratiquement, en l'espace de sept ans, les rats (et d'autres mammifères nuisibles), les moineaux (ainsi que d'autres oiseaux nuisibles; quant aux corbeaux, on discutera s'ils sont à anéantir), les mouches et les moustiques[1].

14. En sept ans, faire disparaître pour ainsi dire complètement l'analphabétisme de façon que chacun connaisse au moins 1.500 à 2.000 caractères.

15. En sept ans, construire, selon les normes, les diverses sortes de routes indispensables (grandes routes, routes de terre et chemins vicinaux) dans les provinces, les préfectures, les districts, les arrondissements et les cantons.

16. Dans un délai de sept ans, établir un réseau de radiodistribution, de manière que chaque canton, chaque coopérative puisse écouter la radio.

17. En l'espace de sept ans, le réseau téléphonique doit pouvoir desservir les cantons et les grandes coopératives.

Vous examinerez tous les points précités avec les camarades intéressés et vos suggestions devront être prêtes avant le 3 janvier prochain. Vers le 4 janvier, le Comité central convoquera probablement les secrétaires de certains comités provinciaux du Parti à une réunion de quelques jours pour étudier les problèmes et préparer la conférence du 10 janvier.

## NOTES

[1] Les directives relatives au travail sanitaire, rédigées par le camarade Mao Tsétoung en mars 1960 au nom du Comité central du Parti communiste chinois, indiquent notamment: "Il est encore à souligner que l'on devra désormais anéantir les punaises au lieu des moineaux et que notre mot d'ordre sera d'exterminer les rats, punaises, mouches et moustiques."

# ACCELERER LA TRANSFORMATION SOCIALISTE DE L'ARTISANAT*

(5 mars 1956)

1. Il me semble que le rythme de la transformation socialiste de l'artisanat individuel était un peu trop lent. J'ai déjà signalé ce fait, en janvier dernier, lors de la conférence des secrétaires des comités du Parti pour les provinces et les municipalités. A la fin de 1955, 2 millions d'artisans seulement s'étaient organisés. Au cours des deux premiers mois de cette année, en revanche, leur nombre a augmenté de 3 millions; aussi cette transformation pourra-t-elle être réalisée pour l'essentiel cette année. Voilà qui est excellent. Pour la valeur globale de la production artisanale, vous envisagez une augmentation annuelle moyenne de 10,9 pour cent pendant trois quinquennats, ce qui me paraît un peu faible. Le taux d'accroissement prévu par le premier plan quinquennal est trop bas, nous en avons déjà un peu pâti; il n'est pas nécessaire de le modifier pour le moment, mais vous pouvez le rajuster au cours de votre travail.

2. Quant à la dimension des coopératives artisanales, il est souhaitable qu'elles comptent en général une centaine de membres chacune, mais certaines peuvent en avoir plusieurs centaines et d'autres quelques dizaines seulement.

3. C'est une bonne idée que d'envoyer en tournées dans les villages des forgerons et des menuisiers, organisés en coopératives, pour réparer les instruments aratoires, au service de la production agricole; les paysans apprécieront cela. Dans l'artisanat chinois, cette pratique existe depuis des millénaires. Après s'être organisés, les artisans seront en mesure de perfectionner leur technique et de mieux servir les paysans.

* Extraits des directives données par le camarade Mao Tsétoung lorsque les départements intéressés du Conseil des Affaires d'Etat rendaient compte du travail concernant l'artisanat.

4. Comme vous l'avez dit, dans l'essor de la transformation de l'artisanat, la concentration excessive des services de réparation et autres a conduit à la suppression d'un trop grand nombre de points de services, ce qui a provoqué du mécontentement parmi les masses. C'est très mauvais! Comment faire maintenant? "Les choses sous le ciel évoluent de cette manière: longtemps divisées, elles finissent par s'unir, et longtemps unies, elles finissent par se diviser."

5. La productivité maximale du travail semi-mécanisé ou mécanisé est plus de trente fois supérieure au rendement minimal du travail artisanal. Dans les entreprises industrielles modernes d'Etat, la valeur annuelle moyenne de la production par travailleur atteint 20.000 à 30.000 yuans; dans les coopératives semi-mécanisées ou mécanisées, 5.000 yuans; dans les grandes coopératives comptant plus de 100 membres, 2.000 yuans; dans les petites, 1.500 yuans, et enfin, chez les artisans individuels, 800 à 900 yuans. Une comparaison de ces chiffres montre que l'artisanat doit se développer dans le sens de la semi-mécanisation et de la mécanisation pour accroître sa productivité.

6. Quelque métier qu'ils pratiquent, les artisans font tous œuvre utile. Ils fournissent de la nourriture, de l'habillement et des articles d'usage courant. Il faut y ajouter les objets d'art artisanal, tels que les cloisonnés ou les raisins en verre façonnés par "les cinq filles de la famille Tchang"[1]. Il y a aussi le canard laqué dont la technique peut être exportée. Les artisans ambulants assurent toutes sortes de services de réparation en allant de rue en rue, de village en village, comme on le voit dans la petite pièce d'opéra *Tante Wang fait réparer sa jarre*; ces gens-là vont un peu partout et savent beaucoup de choses. Le bazar Tongsiao de Pékin compte plus de 6.000 variétés d'articles.

Je me permets de vous rappeler de ne pas laisser à l'abandon les nombreuses spécialités qui font la beauté de notre artisanat. La production des couteaux et des ciseaux des marques Wang Ma-tse et Tchang Siao-tsiuan ne devra pas être arrêtée, même dans dix mille ans. Toutes les choses remarquables propres à notre nation qui ont déjà été abandonnées doivent être restaurées et même perfectionnées.

7. C'est une excellente idée que d'améliorer la qualité des objets d'art artisanal et de veiller sur les vieux maîtres de l'artisanat traditionnel. Vous devriez vous empresser de la mettre en pratique, aussi vite que possible. A cet effet, vous pouvez créer des institutions, fonder des écoles et convoquer des réunions. Yang Che-houei, sculpteur sur ivoire, est réellement un artiste éminent. Lui et moi, nous avons une fois mangé à la même table; il lui a suffi de me regarder pour

pouvoir faire ensuite mon portrait sculpté; moi, je crois bien que je pourrais le regarder pendant plusieurs jours sans parvenir à dessiner son profil.

8. Lorsque l'Etat affecte du matériel aux coopératives, il faut fixer un prix raisonnable, mais ne pas s'en tenir au prix accordé aux entreprises d'Etat. Les coopératives diffèrent des entreprises d'Etat, dans ce sens que la propriété collective socialiste diffère de la propriété socialiste du peuple entier. A leur début, comme les coopératives ont une base matérielle encore faible, elles ont besoin de l'assistance de l'Etat. Celui-ci leur livre, à des prix favorables, les vieilles machines remplacées à l'occasion du renouvellement de l'équipement, ainsi que le surplus des machines et des bâtiments provenant de la fusion d'usines lors de la conversion des entreprises capitalistes en entreprises mixtes, à capital privé et d'Etat. C'est très bien. "Pour prendre, il faut d'abord donner." Quand les coopératives disposeront d'une base plus solide, l'Etat percevra sur elles un impôt plus élevé et augmentera également le prix des matières premières. A ce moment-là, elles relèveront, de par leur forme, de la propriété collective, mais en fait, de la propriété du peuple entier.

L'Etat doit aider les coopératives à réaliser la semi-mécanisation et la mécanisation, et les coopératives doivent elles-mêmes déployer de gros efforts pour accomplir cette tâche. Plus vite la mécanisation s'effectuera, plus courte sera l'existence de vos coopératives artisanales. Plus votre "royaume" se rétrécira, plus notre œuvre sera facilitée. Tâchez de réaliser la mécanisation au plus vite et de fournir davantage de produits à l'Etat.

9. Du moment que la valeur de la production de l'artisanat représente le quart de la valeur globale de la production industrielle du pays, pourquoi n'a-t-on pas incorporé dans le plan d'Etat l'approvisionnement de l'artisanat en matières premières, sa production et la vente de ses produits? Il faut intégrer l'artisanat dans le plan d'Etat, d'autant plus qu'il revêt une telle importance.

10. Il y a des endroits où les comités du Parti sont si occupés que l'artisanat n'entre pas en ligne de compte dans leur travail. Ce n'est pas bien. Pourquoi certains cadres n'aiment-ils guère s'occuper de ce secteur? Personnellement, je voudrais bien m'y consacrer, puisqu'il est si important!

11. Vous sélectionnerez des exemples typiques parmi les soixante et quelques mille coopératives artisanales pour établir une documentation. Celle-ci doit inclure des exemples de chaque région et de

chaque métier, des exemples de coopératives bien ou mal gérées, grandes ou petites, concentrées ou dispersées, mécanisées ou semi-mécanisées. Il faudra publier un recueil semblable à *L'Essor du socialisme dans les campagnes chinoises.*

## NOTES

[1] Il s'agit des cinq filles de la famille Tchang de Pékin, renommée pour la fabrication des raisins en verre soufflé.

# SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS*

(25 avril 1956)

Au cours de ces derniers mois, le Bureau politique du Comité central a entendu les comptes rendus de travail présentés par trente-quatre départements relevant de l'autorité centrale, notamment par ceux de l'industrie, de l'agriculture, des transports, du commerce et des finances. Nous avons relevé un certain nombre de problèmes concernant l'édification socialiste et la transformation socialiste, lesquels peuvent se ramener à dix, soit dix grands rapports.

Les dix problèmes soulevés se rapportent tous à un principe fondamental: mettre en œuvre tous les facteurs positifs de l'intérieur et de l'extérieur du pays pour qu'ils servent la cause du socialisme. Dans le passé, c'est ce principe de mise en œuvre de tous les facteurs positifs que nous avons appliqué pour mettre fin à la domination de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique et remporter la victoire de la révolution de démocratie populaire. A présent, nous appliquons le même principe dans la révolution socialiste et dans l'édification d'un Etat socialiste. Mais il se pose, dans notre travail, des questions dont il faut discuter. Ce qui mérite une attention particulière, ce sont les insuffisances et les erreurs apparues au cours de l'édification socialiste de l'Union soviétique, et qui ont été mises au jour récemment. Voudriez-vous faire le même détour? Dans le passé, c'est en profitant de ses expériences et leçons que nous avons pu nous épargner quelques détours; aujourd'hui, celles-ci devraient, à plus forte raison, nous servir de mise en garde.

* Discours prononcé par le camarade Mao Tsétoung à une réunion élargie du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois. Dans ce discours, le camarade Mao Tsétoung, tirant la leçon de l'expérience de l'Union soviétique, dresse le bilan de l'expérience de notre pays, présente un exposé sur les dix grands rapports qui interviennent dans la révolution et l'édification socialistes, et avance les concepts fondamentaux pour la ligne générale de l'édification du socialisme suivant le principe: quantité, rapidité, qualité et économie, ligne conforme aux conditions de notre pays.

Quels sont les facteurs positifs à l'intérieur et à l'extérieur du pays? A l'intérieur, les ouvriers et les paysans constituent les forces fondamentales. Les forces intermédiaires sont celles qui peuvent être gagnées à nous. Quant aux forces réactionnaires, quoiqu'elles soient des facteurs négatifs, nous devons bien faire le travail qui s'impose pour transformer dans toute la mesure du possible ces facteurs négatifs en facteurs positifs. Sur le plan international, nous devons nous unir avec toutes les forces susceptibles d'être unies, rendre neutres les forces qui ne le sont pas, et même diviser les forces réactionnaires pour en tirer parti. En somme, nous devons mobiliser toutes les forces, directes ou indirectes, en vue de lutter pour faire de notre pays un puissant Etat socialiste.

Je vais maintenant développer ces dix problèmes.

## I. LE RAPPORT ENTRE L'INDUSTRIE LOURDE D'UNE PART, L'INDUSTRIE LEGERE ET L'AGRICULTURE D'AUTRE PART

L'industrie lourde est le facteur principal dans l'édification de notre pays. Il faut développer en priorité la production des moyens de production, c'est une chose bien arrêtée. Toutefois, il ne faut pas pour autant négliger la production des moyens d'existence, en particulier des céréales. Si nous n'avons pas en quantité suffisante du grain et d'autres articles de première nécessité, nous ne pourrons même pas nourrir les ouvriers, comment pourrait-il alors être question de développer l'industrie lourde? C'est pourquoi il nous faut établir un juste rapport entre l'industrie lourde d'une part, l'industrie légère et l'agriculture de l'autre.

Dans le règlement de ce rapport, nous n'avons pas commis d'erreur de principe. Nous avons fait mieux que l'Union soviétique et certains pays de l'Europe orientale. Le problème qui s'est posé en Union soviétique où, pendant longtemps, la production céréalière n'avait pas atteint le niveau record d'avant la Révolution n'existe pas chez nous, pas plus que les graves problèmes que connaissent certains pays de l'Europe orientale par suite d'un trop grand déséquilibre entre le développement de l'industrie légère et celui de l'industrie lourde. Tous ces pays ont mis l'accent unilatéralement sur l'industrie lourde aux dépens de l'agriculture et de l'industrie légère, ce qui a entraîné la pénurie de marchandises sur le marché et l'instabilité monétaire. Nous avons, nous, attaché plus d'importance à l'agriculture et à l'industrie légère. Nous avons

accordé une attention soutenue à l'agriculture et l'avons développée, assurant ainsi dans une assez grande mesure les fournitures de grains et de matières premières nécessaires au développement de l'industrie. Les biens de consommation courante sont assez abondants chez nous, les prix et la monnaie sont stables.

La question qui se pose actuellement à nous, c'est de continuer à réajuster comme il convient la proportion des investissements entre l'industrie lourde d'une part, l'agriculture et l'industrie légère de l'autre, de manière à développer encore davantage ces deux dernières. Est-ce à dire alors que l'accent ne serait plus mis sur l'industrie lourde? Si, l'accent est toujours mis sur ce secteur qui occupe une place prioritaire dans nos investissements. Mais nous devons accroître la part des investissements destinés à l'agriculture et à l'industrie légère.

Que résultera-t-il d'un tel accroissement? On pourra d'abord mieux satisfaire les besoins du peuple et ensuite accélérer l'accumulation des fonds, ce qui permettra un développement meilleur et plus intensif de l'industrie lourde. Celle-ci peut, elle aussi, accumuler des fonds, mais, dans les conditions économiques que connaît actuellement notre pays, l'accumulation par l'industrie légère et l'agriculture est plus élevée et plus rapide.

Ici surgit une question: Votre désir de développer l'industrie lourde est-il sincère ou non, est-il ardent ou tiède? Si votre désir n'est pas sincère ou n'est que tiède, vous porterez préjudice à l'agriculture et à l'industrie légère, en leur accordant moins d'investissements. Si votre désir est sincère, ou ardent, vous devez alors prêter attention à l'agriculture et à l'industrie légère, de façon à produire plus de céréales et de matières premières pour l'industrie légère et à réaliser une accumulation plus importante, et l'on pourra investir davantage de capitaux dans l'industrie lourde.

Pour développer notre industrie lourde, il peut y avoir deux méthodes: l'une consiste à réduire le développement de l'agriculture et de l'industrie légère, l'autre à l'intensifier. A envisager les choses à long terme, la première donnera à l'industrie lourde un développement réduit et lent ou, du moins, des bases peu solides. Quand on en fera le bilan après plusieurs dizaines d'années, on s'apercevra qu'avec une telle méthode, on n'y trouve pas son compte. La seconde méthode assurera à l'industrie lourde un développement plus grand et plus rapide, et, de plus, en satisfaisant les besoins du peuple, elle permettra à l'industrie lourde de se développer sur des bases plus solides.

## II. LE RAPPORT ENTRE L'INDUSTRIE DES REGIONS COTIERES ET CELLE DE L'INTERIEUR

Notre industrie était concentrée dans les régions côtières. Nous entendons par là le Liaoning, le Hopei, Pékin, Tientsin, le Honan oriental, le Chantong, l'Anhouei, le Kiangsou, Changhaï, le Tchékiang, le Foukien, le Kouangtong et le Kouangsi. Environ 70 pour cent de l'industrie légère comme de l'industrie lourde de notre pays se trouvent dans les régions côtières, et seulement 30 pour cent à l'intérieur. C'est là une situation irrationnelle léguée par l'histoire. Les bases industrielles des régions côtières doivent être pleinement mises à profit. Toutefois, en vue d'une répartition équilibrée de l'industrie, il faut développer vigoureusement l'industrie de l'intérieur. Pour ce qui est du rapport entre l'industrie des régions côtières et celle de l'intérieur, nous n'avons pas commis non plus de graves erreurs. Ces dernières années seulement, par suite d'une certaine sous-estimation de l'industrie côtière, nous n'avons pas prêté une aussi grande attention à son développement. Il faut remédier à un tel état de choses.

Auparavant, la guerre se poursuivait en Corée et la situation internationale demeurait très tendue. Cela ne manquait pas d'influencer notre attitude vis-à-vis de l'industrie des régions côtières. Maintenant qu'une nouvelle guerre d'agression contre la Chine ou une nouvelle guerre mondiale ne sauraient, selon nos estimations, éclater dans un bref délai et que la période de paix pourrait durer encore dix ans ou plus, il serait erroné de ne pas mettre pleinement en valeur la capacité des équipements et le potentiel technique de l'industrie des côtes. Même si nous ne disposions que de cinq ans et non de dix, nous devons pendant quatre ans développer comme il convient nos industries dans ces régions, quitte à les transférer ailleurs, quand la guerre aura éclaté la cinquième année. Selon les données disponibles, la construction d'une entreprise d'industrie légère, de même que l'accumulation de fonds par une telle usine, se fait en général très rapidement; après la mise en service, on peut récupérer en quatre ans le capital investi et même recueillir des fonds qui suffiraient pour construire trois nouvelles usines ou deux, une, ou tout au moins la moitié d'une. Une si bonne aubaine, pourquoi n'en profiterions-nous pas? Croire que la bombe atomique est déjà au-dessus de nos têtes et qu'elle va tomber dans quelques

secondes, c'est là une estimation de la situation qui ne correspond pas à la réalité, et l'attitude passive qui en découle à l'égard des industries des régions côtières est erronée.

Cela ne veut pas dire qu'il faut implanter toutes les nouvelles usines dans ces régions-là. La plupart d'entre elles doivent être installées à l'intérieur, de sorte que la répartition de l'industrie soit peu à peu équilibrée, ce qui est d'ailleurs favorable aux préparatifs en prévision d'une guerre. Cela ne fait aucun doute. Mais on peut aussi construire sur les côtes des usines et des mines, et même certaines de grande envergure. Quant à l'élargissement et à la reconstruction des entreprises existantes relevant de l'industrie légère comme de l'industrie lourde dans les régions côtières, nous avons déjà fait quelque chose dans ce sens, et à l'avenir, nous devrons poursuivre énergiquement nos efforts.

En mettant pleinement en valeur et en développant les anciennes bases de l'industrie des régions côtières, nous serons encore plus à même d'imprimer un essor à l'industrie de l'intérieur et de la soutenir. Une attitude passive à l'égard des industries côtières empêcherait le développement rapide des industries de l'intérieur. Donc, ici se pose également la question de savoir si vous avez vraiment ou non le désir de développer l'industrie de l'intérieur. Si ce désir est sincère et non de pure façade, il vous faudra utiliser et développer encore davantage les industries, surtout l'industrie légère, des régions côtières.

## III. LE RAPPORT ENTRE L'EDIFICATION ECONOMIQUE ET L'EDIFICATION DE LA DEFENSE NATIONALE

On ne peut pas se passer de défense nationale. Actuellement, notre force de défense est déjà d'une certaine importance. Par suite de la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, ainsi que de plusieurs années d'instruction et de consolidation, notre armée s'est renforcée et est devenue plus puissante que l'Armée rouge de l'Union soviétique à la veille de la Seconde guerre mondiale, et son équipement aussi s'est amélioré. Notre industrie de défense nationale est en train de s'édifier. Depuis que Pan Kou a séparé le Ciel de la Terre, nous n'avons jamais été capables de fabriquer des avions ou des automobiles; maintenant, nous commençons à en construire.

Nous n'avons pas encore de bombe atomique. Dans le passé, nous n'avions pas non plus d'avions ni de canons; c'est avec du millet et des fusils que nous avons vaincu l'impérialisme japonais et Tchiang Kaï-chek. Nous sommes plus forts qu'autrefois et nous le serons encore davantage. Nous aurons non seulement des avions et des canons en plus grand nombre, mais encore la bombe atomique. Dans le monde d'aujourd'hui, si nous ne voulons pas nous laisser brimer, nous ne pouvons pas nous passer de cet engin. Alors, comment faire? Un moyen sûr, c'est de réduire à un pourcentage approprié la part des dépenses militaires et administratives et d'augmenter les crédits affectés à l'édification économique; car seule l'accélération de cette dernière fera avancer plus vite l'édification de la défense nationale.

En 1950, à la troisième session plénière du Comité central issu du VII[e] Congrès du Parti, nous avions déjà soulevé la question de simplifier les organismes de l'Etat et de diminuer les dépenses militaires et administratives, estimant que c'était là une des trois conditions nécessaires à l'amélioration radicale de la situation financière et économique du pays. Dans la période du premier plan quinquennal, les dépenses militaires et administratives se sont élevées à 30 pour cent de l'ensemble du budget d'Etat. C'est une trop forte proportion. Au cours du deuxième quinquennat, nous devons les faire tomber à 20 pour cent environ, afin de dégager plus de fonds qui serviront à mettre sur pied davantage d'usines et à fabriquer plus de machines. Au bout d'un certain temps, nous aurons non seulement beaucoup d'avions et beaucoup de canons, mais aussi probablement notre bombe atomique à nous.

Ici se pose également la question: Désirez-vous vraiment, très ardemment, avoir la bombe atomique, ou n'est-ce qu'un faible désir, sans grande ardeur? Si vous le désirez vraiment, très ardemment, il vous faut diminuer la part des dépenses militaires et administratives pour investir davantage dans le domaine de l'édification économique. Si vous ne le désirez pas vraiment, pas très ardemment, conformez-vous donc à la vieille routine. C'est une question d'orientation stratégique, la Commission militaire ferait bien d'en discuter.

Serait-il bon, à présent, de démobiliser tous nos soldats? Naturellement non. Car il y a encore des ennemis, qui nous briment et nous encerclent. Nous devons renforcer notre défense nationale et, pour ce faire, intensifier en premier lieu notre édification économique.

## IV. LES RAPPORTS ENTRE L'ETAT, LES UNITES DE PRODUCTION ET LES PRODUCTEURS

Il convient de bien régler les rapports entre l'Etat d'une part, les usines et les coopératives de production agricole d'autre part; entre les usines et les coopératives d'une part, les producteurs d'autre part. A cet effet, il faut éviter de se préoccuper d'un seul élément, mais prendre en considération à la fois les intérêts de l'Etat, de la collectivité et de l'individu, autrement dit, selon les expressions que nous utilisions souvent dans le passé, "tenir compte des besoins de l'armée comme de ceux de la population" et "tenir compte des intérêts aussi bien publics que privés". Vu l'expérience de l'Union soviétique et celle qui est la nôtre, nous devrons, à l'avenir, apporter une meilleure solution à ce problème.

Prenons le cas des ouvriers. Avec l'accroissement de leur productivité, leurs conditions de travail et leur bien-être collectif doivent s'améliorer progressivement. Nous avons toujours mis en honneur le style de vie simple et de lutte ardue, et nous sommes opposés à ce que l'on place au-dessus de tout l'intérêt matériel personnel; en même temps, nous avons toujours préconisé qu'on se soucie des conditions de vie des masses et lutté contre la bureaucratie qui se désintéresse de leur bien-être. Avec l'essor de l'économie nationale dans son ensemble, les salaires doivent être rajustés de façon adéquate. A ce propos, nous venons de décider une certaine augmentation, surtout à la base, en faveur des ouvriers, en vue de resserrer l'éventail des salaires. D'une façon générale, les salaires chez nous ne sont pas élevés, mais comme le volume de l'emploi a augmenté, que les prix restent bas et stables, et du fait d'autres conditions encore, la vie des ouvriers s'est quand même nettement améliorée. Sous le régime prolétarien, les ouvriers ont toujours manifesté une conscience politique et un enthousiasme au travail très élevés. Lorsque, à la fin de l'an dernier, le Comité central lança un appel pour lutter contre le conservatisme de droite, les masses ouvrières y ont répondu chaleureusement et, ce qui est exceptionnel, ont dépassé, au bout de trois mois d'efforts acharnés, le plan fixé pour le premier trimestre de cette année. Nous devons faire rayonner leur esprit de lutte ardue; nous devons aussi attacher une plus grande attention à la solution des problèmes brûlants qu'ils rencontrent dans leur travail et dans leur vie quotidienne.

Je m'arrêterai ici à la question de l'autonomie des usines sous une direction unifiée. Il ne convient pas, me semble-t-il, de tout concentrer entre les mains des autorités centrales, provinciales ou municipales, sans accorder aux usines ni droits, ni liberté d'action, ni avantages. Quant à la question de savoir dans quelle proportion les autorités centrales, provinciales ou municipales et les usines doivent jouir respectivement de droits et avantages, nous n'avons pas beaucoup d'expérience, et il nous faut encore étudier la question. En principe, la centralisation et l'autonomie forment une unité des contraires; la centralisation est nécessaire, l'autonomie l'est aussi. Par exemple, nous sommes maintenant en réunion, voilà la centralisation. Mais, une fois la séance levée, certains d'entre nous iront se promener, d'autres lire, d'autres enfin manger, c'est l'autonomie. Si nous prolongions indéfiniment cette séance au lieu de l'interrompre pour accorder à chacun de l'autonomie, les participants ne finiraient-ils pas tous par mourir? S'il en est ainsi pour chaque individu, il en est de même pour les usines et les autres unités de production. Chacune doit disposer d'une autonomie liée à la centralisation. Ainsi seulement pourra-t-elle se développer avec encore plus de vigueur.

Passons maintenant aux paysans. Nos rapports avec eux ont toujours été bons, mais sur la question des céréales nous avons commis une erreur. En 1954, alors que des inondations avaient provoqué une baisse de la production dans certaines régions du pays, nous avons augmenté nos achats de céréales de 3.500.000 tonnes. Avec la baisse de la production et l'augmentation des achats, en bien des endroits, au printemps dernier, presque tout le monde parlait des céréales, et dans chaque foyer on discutait de la vente unifiée. Les paysans se plaignaient et on entendait aussi beaucoup de murmures au sein comme en dehors du Parti. Certes, pas mal de gens ont exagéré à dessein et profité de l'occasion pour nous attaquer, mais nous ne pouvons pas dire que nous n'ayons pas d'insuffisances. Etant donné l'absence d'enquêtes approfondies et la méconnaissance de la situation réelle, nous avions acheté 3.500.000 tonnes de trop, voilà une erreur. Comme nous avons découvert cette erreur, nous avons diminué d'autant nos achats de céréales en 1955 et pris une mesure appelée "triple fixation"[1] — fixation du volume de la production, des achats et de la vente; qui plus est, nous avons obtenu une bonne récolte. Grâce à cette réduction des achats et à l'accroissement de la production, les réserves de céréales chez les paysans ont augmenté de plus de 10 millions de tonnes. Ainsi, même ceux qui

avaient formulé des griefs ont déclaré: "Le Parti communiste est vraiment bon." Cette leçon, tout le Parti doit la retenir.

En Union soviétique, on pressure les paysans à l'excès. Par des mesures comme celle connue sous le nom de livraison obligatoire[2], on prélève trop sur leur récolte, et à un prix extrêmement bas. En accumulant des fonds de cette manière, on refroidit, dans une très grave mesure, l'enthousiasme des paysans pour la production. Vous voulez qu'une poule ponde beaucoup d'œufs, mais vous ne lui donnez pas de grain; vous désirez que votre cheval galope bien, mais qu'il ne mange pas de fourrage. Y a-t-il pareille logique au monde!

Notre politique à l'égard des paysans est différente de celle de l'Union soviétique, nous tenons compte à la fois des intérêts de l'Etat et de ceux des paysans. Notre impôt agricole est toujours resté à un taux relativement faible. Dans l'échange des produits industriels et des produits agricoles, notre politique est de réduire la fourchette, de pratiquer l'échange à valeurs égales ou presque égales. Nous procédons à l'achat unifié des produits agricoles à un prix normal, de sorte que les paysans n'éprouvent aucune perte; d'ailleurs, les prix d'achat sont en hausse graduelle. Pour les produits industriels que nous procurons aux paysans, nous appliquons une politique de faible profit et de vente accrue, de stabilisation ou de baisse appropriée des prix. En fournissant des céréales aux paysans des régions qui ne se suffisent pas en grains, nous accordons en général une légère subvention. Malgré cela, si nous nous laissions aller à la négligence, nous pourrions encore commettre telle ou telle erreur. Etant donné que de graves erreurs ont été commises en Union soviétique à ce sujet, nous devons attacher d'autant plus d'importance à l'établissement de justes rapports entre l'Etat et les paysans.

Il faut également établir des rapports corrects entre les coopératives et les paysans. En ce qui concerne le revenu des coopératives, il importe de fixer une proportion appropriée entre la quote-part de l'Etat, celle de la coopérative et celle des paysans, et de définir, comme il convient, le mode de cette répartition. Tout ce que retiennent les coopératives est directement au service des paysans. Les dépenses de production sont nécessaires, cela va sans dire; les dépenses de gestion le sont aussi. Le fonds d'accumulation collectif est destiné à la reproduction élargie, alors que le fonds de bien-être public sert à l'amélioration de la vie matérielle des paysans. Mais nous devons discuter avec les paysans pour établir une proportion rationnelle entre les crédits affectés aux différents usages. Pour ce qui est des frais de production et de gestion, il faut s'effor-

cer de pratiquer une stricte économie. Le fonds d'accumulation collectif et le fonds de bien-être public doivent être maintenus dans certaines limites; il ne faut pas espérer accomplir tout ce qui est bon en une seule année.

A moins de calamités naturelles exceptionnelles, nous devons faire en sorte que, sur la base de l'accroissement de la production agricole, 90 pour cent des membres des coopératives reçoivent chaque année un revenu supérieur à celui de l'année précédente, et que 10 pour cent d'entre eux puissent maintenir le leur au même niveau; en cas de baisse du revenu, il convient de prendre au plus tôt les mesures propres à y remédier.

En somme, il est nécessaire de prendre en considération à la fois les intérêts de l'Etat et des usines, de l'Etat et des ouvriers, des usines et des ouvriers, de l'Etat et des coopératives, de l'Etat et des paysans, des coopératives et des paysans. On ne doit pas ne se préoccuper que d'un élément. Tenir compte d'un seul élément, quel qu'il soit, est préjudiciable au socialisme, à la dictature du prolétariat. C'est un problème important qui intéresse nos 600 millions d'habitants; il nous faut l'expliquer inlassablement à tout le Parti et à tout le peuple.

## V. LE RAPPORT ENTRE LES AUTORITES CENTRALES ET LES ADMINISTRATIONS LOCALES

Le rapport entre les autorités centrales et les administrations locales constitue également une contradiction. Pour la résoudre, nous devons maintenant veiller à étendre un peu le pouvoir des administrations locales, à leur accorder plus d'autonomie et à les autoriser à plus d'activité, à condition de renforcer la direction unique des autorités centrales. Cela sera profitable à notre édification d'un Etat socialiste puissant. Dans notre pays, qui a un territoire si vaste, une population si nombreuse et des conditions si complexes, deux sources d'initiative, celle de l'administration centrale et celle des instances locales, valent beaucoup mieux qu'une seule. Nous ne devons pas, comme l'Union soviétique, concentrer tout entre les mains de l'autorité centrale et exercer un contrôle trop rigide sur les administrations locales, sans laisser aucune marge à leur initiative.

Les autorités centrales veulent développer l'industrie, et les administrations locales aussi. Même les industries relevant directement de l'autorité centrale réclament le concours des administrations locales. Quant à l'agriculture et au commerce, il leur faut, à plus forte raison, compter sur elles. Bref, pour imprimer un essor à l'édification socialiste, il est nécessaire de donner libre cours à l'initiative des instances locales. Pour consolider leur pouvoir, les autorités centrales doivent tenir compte des intérêts régionaux.

Actuellement, des dizaines de mains interviennent dans les affaires des administrations locales, et cela rend leur gestion difficile. Un ministère, une fois institué, veut faire la révolution, et pour cela, il émet des ordres. Estimant qu'il ne convient pas de les adresser aux comités du Parti et aux comités populaires pour les provinces, les ministères contactent directement les départements provinciaux et les bureaux municipaux pour leur donner tous les jours des ordres. Ces ordres, censés provenir de l'autorité centrale, bien que ni le Comité central du Parti ni le Conseil des Affaires d'Etat n'en sachent rien, exercent une grande pression sur les administrations locales. Il y a un tel flot de formulaires de statistiques à remplir que cela devient un vrai fléau. Cet état de choses doit changer.

Nous devons favoriser un style de travail fondé sur la consultation des administrations locales. Dans la conduite des affaires, le Comité central s'informe toujours de l'avis des organismes locaux, il ne leur a jamais donné d'ordres à l'aveuglette sans les avoir écoutés. Nous espérons que tous les ministères et les départements dépendant des autorités centrales tiendront compte de cela et qu'avant d'émettre des ordres, ils consulteront les administrations locales sur les affaires qui les concernent.

On peut classer en deux catégories les départements de l'administration centrale. Ceux de la première sont à même d'étendre leur autorité jusqu'aux entreprises, mais les organes de gestion et les entreprises qu'ils ont établis dans les diverses régions doivent être contrôlés par les administrations locales. Ceux de l'autre catégorie ont pour tâche de formuler des principes directeurs et d'établir des plans de travail, et il appartient aux organismes locaux de gérer les affaires et de les régler.

Établir un rapport correct entre les autorités centrales et les administrations locales, voilà un problème d'une haute importance pour un grand pays et un grand parti comme les nôtres. C'est un problème auquel certains pays capitalistes prêtent aussi une grande attention. Bien que leur régime diffère foncièrement du nôtre, l'expérience qu'ils ont

acquise dans leur développement mérite d'être étudiée par nous. Pour parler de notre propre expérience, le système de grandes régions administratives, que nous pratiquions au lendemain de la fondation de la République populaire, s'imposait; cependant, il présentait des défauts que l'alliance antiparti Kao — Jao exploita ultérieurement dans une certaine mesure. Plus tard, il fut décidé d'abolir ce système pour que les provinces relèvent directement de l'autorité centrale, et c'était juste. Mais cela a conduit à la suppression de l'autonomie indispensable des administrations locales, et le résultat n'a pas été tellement heureux. Notre Constitution prévoit que le pouvoir législatif est concentré dans l'autorité centrale. Néanmoins, en fonction de la situation concrète et des exigences du travail, les administrations locales peuvent fixer des statuts, établir des règlements et prendre des mesures à condition de ne pas contrarier la politique de l'autorité centrale, et cela n'est nullement interdit par la Constitution. Nous avons besoin d'unité. Nous avons besoin aussi de spécificité. Pour édifier un Etat socialiste puissant, il faut assurer à l'autorité centrale une énergique direction unique, avoir un plan et une discipline uniques pour tout le pays. Toute atteinte portée à cette unité indispensable est inadmissible. D'autre part, il faut favoriser au maximum l'esprit d'initiative des instances locales, chaque endroit doit avoir une spécificité qui réponde à ses propres conditions. Cette spécificité n'a rien à voir avec celle du type Kao Kang. Elle est indispensable aux intérêts de l'ensemble et au renforcement de l'unité nationale.

Il y a encore le problème du rapport entre les différentes administrations locales. Il s'agit essentiellement du rapport entre les instances supérieures et les échelons inférieurs sur le plan régional. Si les provinces et les municipalités ont des doléances à adresser aux différents ministères, les préfectures, les districts, les arrondissements et les cantons n'en ont-ils pas à présenter aux provinces et aux municipalités? L'autorité centrale doit veiller à mettre en jeu l'initiative des provinces et des municipalités; de même, les provinces et les municipalités doivent penser à faire valoir celle des préfectures, des districts, des arrondissements et des cantons. Nulle part il ne faut imposer des restrictions trop sévères. Naturellement, il convient de dire aux camarades des échelons inférieurs ce qui doit être centralisé et de leur faire comprendre que là ils ne doivent pas agir comme bon leur semble. Bref, ce qui peut et doit être centralisé, il convient de le centraliser. Mais ce qu'on ne peut et ne doit pas centraliser, il ne faut pas en imposer la centralisation. Cette autonomie légitime, ces droits légitimes, les provinces, les municipalités,

les préfectures, les districts, les arrondissements et les cantons doivent tous en jouir et lutter pour les obtenir. La lutte pour ces droits, en partant des intérêts du pays dans son ensemble et non des intérêts d'une unité particulière, ne saurait être qualifiée de régionalisme, d'esprit d'"indépendance".

Le rapport mutuel entre les différentes provinces et municipalités est aussi un aspect du rapport entre les autorités locales, et il convient de l'établir de manière adéquate. Le principe que nous avons toujours suivi, c'est d'encourager la prise en considération des intérêts de l'ensemble, l'entraide et la concession mutuelle.

Dans le règlement du rapport entre les autorités centrales et les administrations locales comme entre les différentes administrations locales, notre expérience est insuffisante, elle n'est pas encore mûre. Nous espérons que vous étudierez et discuterez consciencieusement ce problème et dresserez de temps à autre le bilan de votre expérience, pour exploiter les succès et surmonter les défauts.

## VI. LE RAPPORT ENTRE LES HANS ET LES MINORITES NATIONALES

Notre politique concernant le rapport entre les Hans et les minorités nationales est assez judicieuse et elle a pratiquement l'approbation des minorités nationales. Nous mettons l'accent sur la lutte contre le chauvinisme grand-han. Quant au nationalisme local, il est aussi à combattre, mais, en général, ce n'est pas là le point essentiel.

Nos minorités nationales ont une population peu nombreuse, mais elles vivent dans de vastes régions. Du point de vue démographique, les Hans représentent 94 pour cent, c'est-à-dire la majorité écrasante, de la population du pays. S'ils pratiquaient le chauvinisme grand-han et la discrimination à l'égard des minorités nationales, ce serait très mauvais. Or, qui habite la plus grande partie du territoire? Ce sont les minorités nationales, qui occupent 50 à 60 pour cent de la superficie globale. Nous disons que la Chine possède un vaste territoire, de riches ressources et une forte population; en réalité, ce sont les Hans qui ont "une forte population", et ce sont les minorités qui disposent d'"un vaste territoire et de riches ressources", pour ce qui est du sous-sol du moins, ce sont fort probablement elles qui possèdent de "riches ressources".

Les minorités nationales ont toutes contribué au développement de l'histoire de la Chine. Si la population est forte chez les Hans, cela est dû au mélange de nombreuses nationalités durant de longues périodes. Au cours de l'histoire, les dominateurs réactionnaires, et surtout ceux des Hans, avaient élevé des barrières de toutes sortes entre les différentes nationalités de notre pays et malmenaient les minorités. Il n'est pas facile d'en effacer rapidement les conséquences, même chez les masses laborieuses. C'est pourquoi nous devons développer largement et avec persévérance, parmi les cadres et les masses populaires, une éducation au sujet de la politique nationale prolétarienne. Il nous faut aussi examiner régulièrement le rapport entre les Hans et les minorités nationales. Un tel examen a été fait il y a deux ans, et maintenant il en faut un nouveau. Si le rapport est anormal, nous devons le réajuster consciencieusement, au lieu de nous contenter de belles paroles.

Il faut étudier attentivement quel système de gestion économique et quel système financier seront le mieux adaptés aux régions de minorités nationales.

Nous devons aider sincèrement et activement les minorités à développer l'édification économique et culturelle. En Union soviétique, le rapport entre la nationalité russe et les minorités est très anormal, cela doit nous servir de leçon. L'air dans l'atmosphère, les forêts sur le sol, les richesses sous la terre sont autant de facteurs importants, nécessaires à l'édification socialiste. Or, tout facteur matériel ne peut être exploité et mis en valeur que par l'intermédiaire du facteur humain. Nous devons établir de bons rapports entre les Hans et les minorités nationales et consolider l'union de toutes nos nationalités, pour conjuguer nos efforts dans l'édification de notre grande patrie socialiste.

## VII. LE RAPPORT ENTRE LE PARTI COMMUNISTE ET LES PARTIS NON COMMUNISTES

Vaudrait-il mieux, tout compte fait, avoir un seul parti ou plusieurs? Il est préférable d'en avoir plusieurs, à ce qu'il nous semble. Il en a été ainsi dans le passé et il pourra en être de même dans l'avenir. C'est la coexistence à long terme et le contrôle mutuel.

Dans notre pays subsistent encore les nombreux partis démocratiques qui, créés durant la Guerre de Résistance contre le Japon et la lutte contre Tchiang Kaï-chek, sont constitués essentiellement d'élé-

ments de la bourgeoisie nationale et de ses intellectuels. Sur ce point, notre pays diffère de l'Union soviétique. Nous avons maintenu à dessein les partis démocratiques, leur donnant la possibilité de s'exprimer et appliquant à leur égard une politique d'union et de lutte. Nous devons unir à nous toutes les personnalités démocrates qui formulent avec de bonnes intentions des critiques à notre endroit. Nous devons continuer de faire valoir l'enthousiasme des hommes animés de patriotisme qui appartenaient aux milieux militaires et politiques du Kuomintang, tels que Wei Li-houang et Weng Wen-hao. Quant à ceux-là même qui lancent des injures contre nous comme Long Yun, Liang Chou-ming, Peng Yi-hou et consorts, nous pourvoirons à leurs besoins tout en leur permettant de dire du mal de nous. Si leurs accusations sont dénuées de fondement, nous les réfutons; dans le cas contraire, nous les prenons en considération. Cela est plutôt avantageux pour le Parti, le peuple et le socialisme.

Puisqu'il existe encore en Chine des classes et la lutte de classes, il ne peut manquer d'y avoir une opposition sous une forme ou sous une autre. Bien que les partis démocratiques et les personnalités démocrates sans-parti aient tous déclaré accepter la direction du Parti communiste chinois, nombre de gens au sein de ces partis et parmi ces personnalités sont en fait plus ou moins dans l'opposition. Sur des questions comme "mener la révolution jusqu'au bout", le mouvement de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, la réforme agraire, ils ont été à la fois pour et contre. Aujourd'hui encore, ils font des réserves sur la répression des contre-révolutionnaires. Ils ont affirmé que le Programme commun était la perfection même, pour ne pas avoir une constitution de type socialiste; mais lorsque celle-ci a été élaborée, ils ont tous levé la main pour l'approuver. Les choses évoluent souvent vers leur contraire et il en va de même pour l'attitude des partis démocratiques à l'égard de nombreux problèmes. Ils sont dans l'opposition tout en n'y étant pas; ils passent souvent de l'opposition à la non-opposition.

Le Parti communiste et les partis démocratiques sont tous des produits de l'Histoire. Or, toute création de l'Histoire doit disparaître dans le cours de l'Histoire. Ainsi, le Parti communiste disparaîtra un jour, de même que les partis démocratiques. Et cela sera-t-il tellement pénible? Non. Je pense qu'on en sera fort satisfait. Si un beau jour on n'a plus besoin de parti communiste ni de dictature du prolétariat, je trouve que ce sera vraiment bien. Notre tâche consiste précisément

à hâter leur disparition. C'est un point de vue que nous avons déjà exprimé à maintes reprises.

Mais actuellement, le parti prolétarien et la dictature du prolétariat sont absolument nécessaires, et ils doivent continuer d'être renforcés. Sinon, il ne serait pas possible de réprimer les contre-révolutionnaires, de résister à l'impérialisme, de construire le socialisme ni de le consolider lors même qu'on l'aurait édifié. La théorie de Lénine sur le parti prolétarien et la dictature du prolétariat n'est nullement "périmée" comme certains le prétendent. Cette dictature ne peut s'exercer sans une dure contrainte. Nous devons cependant nous opposer à la bureaucratie et au gonflement des organes d'Etat. Je propose que les organismes du Parti et du gouvernement soient fortement simplifiés et leur importance réduite de deux tiers, tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas mort d'homme et que le travail n'en soit pas affecté.

Toutefois, simplifier les organismes du Parti et du gouvernement ne signifie pas qu'on veuille se débarrasser des partis démocratiques. J'espère que vous prendrez bien en main le travail de front uni, de manière à améliorer nos rapports avec eux et à faire valoir autant que possible leur enthousiasme pour servir le socialisme.

## VIII. LE RAPPORT ENTRE LA REVOLUTION ET LA CONTRE-REVOLUTION

Quel facteur représente la contre-révolution? C'est un facteur négatif, un facteur subversif, une force d'opposition au facteur positif. Les contre-révolutionnaires peuvent-ils être transformés? Il est évident que certains d'entre eux, des irréductibles, ne sauraient l'être. Mais, dans les conditions de notre pays, la majorité d'entre eux se transformeront à des degrés divers. Etant donné que nous avons adopté une politique juste à l'égard des contre-révolutionnaires, beaucoup d'entre eux ont été transformés et ne s'opposent plus à la révolution. Certains ont même rendu quelque service.

Les points suivants sont à souligner:

Premièrement, il faut reconnaître que la répression des contre-révolutionnaires en 1951-1952 a été nécessaire. D'aucuns pensent qu'elle n'était pas indispensable. Ce point de vue est erroné.

A l'égard des contre-révolutionnaires, on peut prendre diverses mesures: les exécuter, les emprisonner, les placer sous surveillance ou

les laisser en liberté. L'exécution, tout le monde sait ce que cela signifie. L'emprisonnement, c'est la détention pour la rééducation par le travail. La surveillance, c'est la rééducation au sein de la société sous le contrôle des masses populaires. Laisser en liberté veut dire que, d'une façon générale, on n'arrête pas ceux dont l'arrestation n'est pas absolument nécessaire, ou qu'on relâche ceux qui, une fois arrêtés, ont fait preuve d'une bonne conduite. Il est nécessaire de traiter les contre-révolutionnaires de manière différente selon les cas.

Je ne m'arrêterai en particulier qu'au problème de l'exécution. Nous avons exécuté un certain nombre de gens au cours du mouvement de répression des contre-révolutionnaires. Quels étaient ces individus? C'étaient des contre-révolutionnaires qui avaient de lourdes dettes de sang à payer et que les gens du peuple haïssaient profondément. Dans une grande révolution impliquant 600 millions d'hommes, le peuple n'aurait pu se dresser, si l'on n'avait pas supprimé les "Tyrans de l'Est" ou les "Tyrans de l'Ouest". Sans cette répression, le peuple n'approuverait pas la politique de clémence que nous pratiquons aujourd'hui. Il y a maintenant des gens qui, ayant entendu dire que Staline avait fait tuer à tort un certain nombre de personnes, prétendent que nous avons également commis une erreur en exécutant ces éléments contre-révolutionnaires, ce point de vue n'est pas juste. Affirmer entièrement le bien-fondé de ces exécutions revêt aujourd'hui une signification pratique.

Deuxièmement, il faut reconnaître qu'il existe encore des contre-révolutionnaires, mais que leur nombre a fortement diminué. Le dépistage des contre-révolutionnaires que nous avons effectué à la suite de l'affaire Hou Feng était nécessaire. Il faut continuer de débusquer ceux qui sont restés cachés. Il convient de souligner qu'il existe encore un petit nombre de contre-révolutionnaires qui se livrent à toutes sortes d'activités de sape. Par exemple, ils tuent des bœufs, mettent le feu aux céréales, font du sabotage dans les usines, dérobent des renseignements et affichent des slogans réactionnaires. Donc, il est erroné de dire que tous les contre-révolutionnaires sont éliminés et que nous pouvons dormir sur nos deux oreilles. Tant que la lutte de classes existera en Chine et dans le monde, nous ne devrons jamais relâcher notre vigilance. Néanmoins, il est également faux de dire que les contre-révolutionnaires sont encore très nombreux.

Troisièmement, au cours de la répression des contre-révolutionnaires dans la société, nous devons désormais procéder le moins possible aux arrestations et aux exécutions. Toutefois, comme ces contre-

révolutionnaires sont les ennemis qui oppriment directement les gens du peuple et font l'objet de leur haine mortelle, il faut en exécuter un petit nombre. La majorité d'entre eux doivent être confiés aux coopératives agricoles qui les feront participer à la production sous surveillance et les rééduqueront par le travail. Néanmoins, nous ne pouvons pas encore déclarer qu'aucune exécution n'aura plus lieu, et la peine capitale ne saurait être abolie.

Quatrièmement, en procédant au dépistage des contre-révolutionnaires dans les organismes du Parti et du gouvernement, les écoles et les unités de l'armée, nous devons nous en tenir fermement au principe défini à Yenan: aucune exécution, pas d'arrestation dans la plupart des cas. En ce qui concerne les contre-révolutionnaires au sujet desquels des preuves solides ont été établies, il appartient aux organismes intéressés d'éclaircir leur cas; mais les services de sécurité publique ne les arrêteront pas, le parquet n'engagera pas de poursuites et le tribunal pas de procès contre eux. Plus de 90 pour cent des contre-révolutionnaires seront traités de cette manière. c'est ce qu'on appelle "pas d'arrestation dans la plupart des cas". Quant à la peine de mort, elle ne sera infligée à personne.

Quels sont les gens qui ne seront pas exécutés? Des individus comme Hou Feng, Pan Han-nien, Jao Chou-che, et même des criminels de guerre faits prisonniers tels que l'empereur Pou Yi et Kang Tseh. S'ils n'ont pas été exécutés, ce n'est nullement que leurs crimes ne justifient pas la peine capitale, mais c'est qu'il n'y aurait aucun avantage à les exécuter. Si l'on supprimait l'un d'entre eux, on se verrait obligé de comparer son cas avec un autre, avec un troisième et ainsi de suite, il s'ensuivrait alors que beaucoup de têtes tomberaient. Voilà la première raison. La deuxième, c'est que l'on risque d'exécuter des gens par erreur. L'histoire atteste qu'une tête, une fois tombée, ne saurait être remise en place, elle n'est pas comme le poireau qui repousse chaque fois qu'on le coupe. Si l'on s'est trompé en coupant une tête, il n'y a aucun moyen de corriger l'erreur, même quand on le désirerait. La troisième, c'est qu'on risque de détruire des preuves. Pour procéder à la répression des contre-révolutionnaires, il faut posséder des preuves. Or, un contre-révolutionnaire constitue le plus souvent une preuve vivante contre un autre; s'il y a des cas à éclaircir, on peut obtenir de lui des renseignements. Supprimez-le, vous ne trouverez probablement plus jamais de preuves. Cela ne peut servir que la contre-révolution, et non la révolution. La quatrième, c'est que leur exécution ne peut

contribuer à l'augmentation de la production, à l'élévation du niveau de la science, à l'extermination des "quatre maux", au renforcement de la défense nationale ni au recouvrement de Taïwan. En les exécutant, vous vous faites une mauvaise réputation, celle de tuer des prisonniers de guerre, ce qui a été honni de tout temps. Une autre raison encore, c'est que les contre-révolutionnaires au sein des organismes sont différents de ceux qui se trouvent dans la société. Ces derniers pèsent de tout leur poids sur le peuple, tandis que les premiers, qui n'ont pas de contacts aussi directs avec les masses populaires, sont l'objet d'une haine générale, mais ne se sont pas fait beaucoup d'ennemis particuliers. Quel inconvénient y a-t-il à n'exécuter aucun de ces gens-là? Que ceux qui y sont aptes aillent se faire rééduquer par le travail manuel; quant à ceux qui ne le sont pas, ils seront mis à la charge de l'Etat. Les contre-révolutionnaires sont des déchets, de la vermine, mais, une fois entre nos mains, nous pouvons faire en sorte qu'ils rendent quelque service au peuple.

Pourtant, faut-il édicter une loi prescrivant l'abolition de la peine capitale à l'égard des contre-révolutionnaires dans les organismes? Il s'agit là d'une politique à observance interne, et il n'est pas nécessaire de la rendre publique; mais dans la pratique, nous nous efforçons de nous y conformer. Supposons que quelqu'un lance une bombe dans cette salle et tue la totalité, la moitié ou le tiers de ses occupants, qu'en diriez-vous, faut-il l'exécuter ou non? Bien sûr que oui, il doit être exécuté.

Appliquer la politique consistant à n'exécuter personne, au cours de l'élimination des contre-révolutionnaires dans les organismes, ne nous empêche pas d'adopter une ferme attitude à leur égard. D'ailleurs, une telle politique nous préservera de tomber dans des erreurs irréparables et nous permettra de corriger les erreurs commises. Elle peut contribuer à rassurer beaucoup de monde et à éviter la méfiance parmi les camarades du Parti. Ne pas tuer les gens implique la nécessité de les nourrir. Il nous faut donner à tous les contre-révolutionnaires la possibilité de gagner leur vie et l'occasion de prendre un nouveau départ. Cette façon d'agir est profitable à la cause du peuple et aura un écho favorable dans le monde.

Dans la répression des contre-révolutionnaires, des tâches ardues restent à accomplir et nous ne devons faire preuve d'aucun relâchement. Tout en poursuivant la répression des contre-révolutionnaires cachés au sein de la société, il faut continuer de déceler tous ceux qui se sont

infiltrés dans les organismes, les écoles et les unités de l'armée. Il faut absolument établir une nette distinction entre nous et nos ennemis. Si nous laissons des ennemis pénétrer dans nos rangs, voire dans nos organes de direction, tout le monde comprend parfaitement quel grave danger cela représente pour la cause du socialisme et la dictature du prolétariat.

## IX. LE RAPPORT ENTRE CE QUI EST JUSTE ET CE QUI EST FAUX

Il est nécessaire de faire une nette distinction entre ce qui est juste et ce qui est faux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti. Comment traiter les camarades qui ont commis des erreurs? Voilà un problème important. L'attitude correcte à leur égard doit être d'appliquer le principe consistant à "tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme", de les aider à corriger leurs erreurs et de leur permettre de poursuivre la révolution. Dans le temps, alors que les dogmatiques, ayant Wang Ming comme chef, détenaient la direction, notre Parti, adoptant ce qu'il y a de mauvais dans les pratiques de Staline, commit des erreurs à cet égard. Dans la société, ils tenaient à l'écart les forces intermédiaires et, au sein du Parti, ils ne permettaient pas qu'on se corrige de ses erreurs et fasse la révolution.

*La Véritable histoire de Ah Q* est un bon roman. Je conseille aux camarades qui l'ont lu de le relire, à ceux qui ne l'ont pas lu de le faire avec soin. Lou Sin y décrit surtout un paysan arriéré et politiquement inconscient. En particulier, dans un chapitre intitulé "Défense de faire la révolution", il raconte comment le Faux Diable étranger interdit à Ah Q de faire la révolution. En fait, ce que Ah Q appelait révolution n'était rien de plus que de chiper quelque chose, tout comme les autres. Mais même une telle révolution lui était défendue par le Faux Diable étranger. A mon avis, il y a eu des gens qui, sur ce point, ressemblaient beaucoup à ce Faux Diable étranger. Ils interdisaient à ceux qui avaient commis des erreurs de faire la révolution, ne faisaient pas de distinction entre ces éléments et les contre-révolutionnaires et allaient jusqu'à mettre à mort certains d'entre eux. Il nous importe de retenir cette leçon. Il est aussi mauvais d'interdire aux gens en dehors du Parti de faire la

révolution que d'empêcher les camarades du Parti ayant commis des erreurs de les corriger.

A propos des camarades fautifs, certains disent qu'il faut voir s'ils vont se corriger. A mon sens, au lieu de nous contenter du rôle d'observateur, nous devons les aider à se corriger. En d'autres termes, nous devons et les observer et les aider. L'homme a toujours besoin d'aide. Cela s'applique aux gens qui ne se sont pas rendus coupables d'erreurs et d'autant plus à ceux qui en ont commis. Il semble que l'homme n'est pas infaillible, il est plus ou moins sujet à l'erreur. Quand quelqu'un en a commis une, il faut lui venir en aide. Se borner à l'observer est une attitude passive; il convient de créer toutes sortes de conditions pour l'aider à se corriger. Une nette distinction doit absolument être établie entre ce qui est juste et ce qui est faux, car la controverse sur tout problème de principe dans le Parti est un reflet, au sein du Parti, de la lutte de classes dans la société et elle ne souffre pas d'ambiguïté. Que nous adressions selon les cas aux camarades ayant commis des erreurs des critiques appropriées et bien fondées, et engagions même une lutte nécessaire contre eux, cela est normal et a pour but de les aider à rectifier leurs erreurs. Se réjouir de leur infortune au lieu de leur prêter assistance, c'est là une attitude sectaire.

Pour faire la révolution, il vaut toujours mieux avoir le plus de gens possible. A part un nombre infime qui persistent dans leurs erreurs et refusent de s'amender en dépit de multiples avertissements, la grande majorité de ceux qui en ont commis peuvent se corriger. Ces derniers, tout comme quelqu'un qui a eu le typhus est désormais immunisé, peuvent en commettre moins par la suite, pourvu qu'ils sachent en tirer la leçon. En revanche, ceux qui n'en ont pas commis risquent plus facilement d'en commettre, car ils ont tendance à se gonfler d'orgueil. Faisons bien attention: très souvent une excessive sévérité à l'égard de ceux qui ont commis des erreurs rejaillit sur nous-mêmes. Kao Kang souleva une pierre dans l'intention de frapper, mais finalement il provoqua sa propre chute. En nous montrant pleins de bonnes intentions envers ceux qui ont commis des erreurs, nous pouvons gagner les gens et les unir à nous. L'un des critères pour juger si quelqu'un nourrit de bonnes ou de mauvaises intentions à l'égard des camarades qui ont commis des erreurs, c'est de voir s'il leur vient en aide ou s'il leur témoigne de l'hostilité.

"Tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme", tel est le principe pour réaliser l'unité de tout le Parti, nous devons donc le maintenir avec fermeté.

## X. LE RAPPORT ENTRE LA CHINE ET LES AUTRES PAYS

Nous avons lancé le mot d'ordre invitant à apprendre des autres pays, et je pense que nous avons eu raison. Les dirigeants de certains pays ne veulent pas, n'osent même pas formuler un tel mot d'ordre. Il faudrait un peu de courage et abandonner ses grands airs.

Il faut reconnaître que chaque nation a ses points forts, sinon comment pourrait-elle exister et se développer? D'autre part, chaque nation a ses points faibles. D'aucuns s'imaginent que le socialisme est le comble de la perfection et ne présente aucun défaut. Allons donc! Il faut admettre que toute chose a ses points forts et ses points faibles. Les secrétaires de cellule de notre Parti, les chefs de compagnie et de section savent tous consigner dans leur carnet le bilan de l'expérience du jour sous deux aspects — l'un positif, l'autre négatif. S'ils savent tous qu'il y a deux aspects, pourquoi ne parlons-nous que d'un seul? Les deux aspects existeront même dans dix mille ans. Dans le futur comme dans le présent, toute chose comportera invariablement ses deux aspects, et il en est de même pour chaque individu. Bref, il y a toujours deux aspects et non pas un seul. Dire qu'il n'y en a qu'un signifie qu'on ne voit qu'un côté de la médaille.

Notre politique consiste à nous inspirer des points forts de tous les pays et nations, à apprendre tout ce qu'ils ont de vraiment bon dans les domaines politique, économique, scientifique, technique, littéraire et artistique. Mais il faut procéder de manière analytique et critique, et non pas apprendre aveuglément ni tout copier pour l'appliquer mécaniquement. Il va sans dire que leurs faiblesses et leurs insuffisances ne sont pas à imiter.

C'est également une telle attitude que nous devons adopter à l'égard de l'expérience de l'Union soviétique et des autres pays socialistes. Or, faute d'idée claire là-dessus, certains d'entre nous allaient jusqu'à imiter leurs points faibles. Lorsqu'ils les eurent copiés et se jugèrent formidables, ceux dont ils les tenaient les avaient déjà rejetés, et finalement ils durent faire un saut périlleux pour retomber sur leurs pieds, à la manière de Souen Wou-kong, Roi des Singes. Par exemple, certains disaient que nous avions commis une erreur de principe en instaurant le Ministère de la Culture et le Bureau du Cinéma, alléguant que l'Union soviétique avait un ministère du cinéma et un bureau de la culture. Ils ne s'attendaient pas à ce que, peu de temps après, l'Union

soviétique créerait, comme nous, un ministère de la culture. Il y a des gens qui n'analysent jamais rien et qui tournent à tous "vents". Si un jour le vent souffle du nord, ils sont partisans du vent du nord; si le lendemain le vent souffle de l'ouest, ils sont pour le vent d'ouest. Si plus tard le vent souffle à nouveau du nord, ils redeviennent partisans du vent du nord. Comme ils n'ont pas d'opinion à eux, ils passent souvent d'un extrême à l'autre.

Ceux qui, en Union soviétique, avaient porté Staline aux nues, se sont mis tout d'un coup à le jeter plus bas que terre. Chez nous, il y en a qui leur ont emboîté le pas. Le Comité central de notre Parti soutient que les mérites et les erreurs de Staline sont dans le rapport de sept à trois et que Staline n'en est pas moins un grand marxiste. C'est en nous basant sur cette appréciation que nous avons écrit l'article intitulé "A propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat". Une telle évaluation est assez juste. Staline a commis un certain nombre d'erreurs au sujet de la Chine. Il fut à l'origine de l'aventurisme "de gauche" de Wang Ming, vers la fin de la Deuxième guerre civile révolutionnaire, et de son opportunisme de droite, au début de la Guerre de Résistance contre le Japon. Pendant la période de la Guerre de Libération, d'abord, il ne nous autorisa pas à faire la révolution, affirmant qu'une guerre civile risquerait de ruiner la nation chinoise. Puis, lorsque la guerre eut éclaté, il se montra sceptique à notre endroit. Quand nous eûmes gagné la guerre, il soupçonna que c'était là une victoire du genre de celle de Tito et, en 1949 et 1950, il exerça sur nous une très forte pression. Mais nous n'en estimons pas moins que les mérites et les erreurs de Staline sont dans le rapport de sept à trois. C'est là une attitude impartiale.

Dans les domaines des sciences sociales et du marxisme-léninisme, nous continuerons à étudier avec application les thèses justes de Staline. Ce que nous nous proposons d'apprendre, c'est ce qui fait partie de la vérité universelle. Et en outre, nous devons absolument lier notre étude à la réalité chinoise. Si l'on appliquait mécaniquement tout propos, fût-il de Marx, ce serait catastrophique! Notre théorie, c'est l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme et de la pratique concrète de la révolution chinoise. Dans notre Parti, certains ont, à un moment donné, pratiqué le dogmatisme, et nous l'avons alors soumis à la critique. Néanmoins, il persiste toujours. Qu'il s'agisse des milieux académiques ou économiques, il y subsiste encore des manifestations du dogmatisme.

En sciences naturelles, nous sommes assez en retard, et nous devons, tout particulièrement, nous efforcer d'apprendre des autres pays. Mais là aussi, il faut apprendre dans un esprit critique et non pas aveuglément. Quant à la technique, je crois que ce qui vaut mieux pour nous, c'est d'abord, dans la plupart des cas, de l'adopter telle quelle, étant donné notre dénuement et notre manque de connaissances en la matière. Mais, pour ce que nous connaissons déjà, il n'est plus nécessaire d'agir ainsi.

Nous devons rejeter et critiquer résolument le système, l'idéologie et le mode de vie décadents de la bourgeoisie des pays étrangers. Cependant, cela ne nous empêche pas d'apprendre les sciences et les techniques avancées des pays capitalistes, ainsi que ce qu'il y a de scientifique dans la gestion des entreprises. Dans les pays industriellement développés, les entreprises ont un rendement élevé avec un personnel réduit et elles excellent dans les affaires. Tout cela, nous devons l'apprendre consciencieusement, à la lumière de nos principes, afin d'améliorer notre travail. Maintenant, ceux qui ont appris l'anglais ne se perfectionnent plus, nos thèses scientifiques ne sont plus traduites en anglais, français, allemand ou japonais pour être échangées avec d'autres pays. C'est là également une idée préconçue. Rejeter en bloc et sans analyse aucune les sciences, la technique et la culture des autres pays, de même que — comme j'ai dit plus haut — imiter inconsidérément tout ce qui est de l'étranger, n'est pas une attitude marxiste; cela est nuisible à notre cause.

Je pense que la Chine a deux points faibles qui sont en même temps deux points forts:

Premièrement, notre pays a été une colonie, une semi-colonie, et non un pays impérialiste, il a toujours été victime de l'oppression étrangère. Il a une industrie et une agriculture peu développées, un niveau scientifique et technique peu élevé. A part l'immensité de notre territoire et la richesse de ses ressources, l'importance de la population, une longue histoire, *Le Rêve du Pavillon rouge* en littérature, etc., nous sommes, par bien des aspects, inférieurs aux autres pays et n'avons pas lieu d'être présomptueux. Mais, pour avoir été pendant si longtemps des esclaves, certains d'entre nous sont pénétrés du sentiment que notre pays est inférieur aux autres en toute chose. Le front baissé devant les étrangers, ils ressemblent à Kia Kouei[3] dans *Le Temple Famen*, qui, lorsqu'on le pria de prendre un siège, répondit qu'il avait l'habitude d'être debout et qu'il n'avait pas envie de s'asseoir. Il nous faut donc relever les

énergies et accroître la confiance en soi de la nation. Nous devons faire rayonner l'esprit de "mépris pour l'impérialisme américain" que nous avions préconisé au cours du mouvement de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée.

Deuxièmement, notre révolution est tardive. Bien que la Révolution de 1911 ait renversé l'empereur avant qu'en Russie on en ait fait autant, il n'y avait pas encore de parti communiste à l'époque et cette révolution se solda par un échec. La révolution populaire n'a triomphé qu'en 1949, plus de trente ans après la Révolution d'Octobre. Sur ce point non plus, nous n'avons pas à être particulièrement fiers de nous. L'Union soviétique diffère de notre pays: 1) La Russie tsariste était un pays impérialiste; 2) elle a connu la Révolution d'Octobre. D'où l'orgueil et l'arrogance de bien des Soviétiques.

Nos deux points faibles sont aussi des points forts. J'ai dit que nous étions "pauvres" et "dénués de tout". "Pauvres" parce que nous n'avons pas beaucoup d'industrie et que notre agriculture n'est pas bien développée non plus. "Dénués de tout", telle une feuille de papier vierge, parce que notre niveau culturel et scientifique n'est pas élevé. Cependant, à considérer les perspectives de développement, cela n'est pas mauvais. Car les pauvres aspirent à faire la révolution, tandis qu'il est difficile aux riches d'en faire autant. Les pays qui ont un niveau scientifique et technique élevé sont très orgueilleux. Nous sommes comme une feuille blanche, c'est justement ce qu'il faut pour écrire dessus.

Par conséquent, ces deux points sont, l'un comme l'autre, avantageux pour nous. Même dans l'avenir, lorsque notre pays sera devenu prospère et puissant, nous devrons toujours maintenir notre position révolutionnaire, rester modestes et prudents, apprendre auprès des autres et nous garder de nous gonfler d'orgueil. Nous devrons apprendre des autres non seulement pendant la période du premier plan quinquennal, mais aussi après plusieurs dizaines de quinquennats. Nous devrons le faire encore dans dix mille ans. Quel mal y a-t-il à cela?

Je viens de traiter de dix problèmes. Ces dix rapports sont autant de contradictions. Le monde n'est que contradictions. Sans contradictions, pas de monde. Notre tâche consiste à résoudre correctement ces contradictions. Pourrons-nous, au cours de la pratique, leur apporter une solution entièrement satisfaisante? Nous devons, à cet égard, nous préparer à deux éventualités. Et puis, en résolvant ces contradictions, nous aurons forcément à faire face à de nouvelles contradictions, à de

nouveaux problèmes. Mais, comme nous l'avons dit souvent, la voie est tortueuse, l'avenir est radieux. Nous nous efforcerons de mobiliser tous les facteurs positifs — directs ou indirects — au sein comme en dehors du Parti, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, afin de faire de notre pays un puissant Etat socialiste.

## NOTES

[1] Mesure entrée en vigueur au printemps 1955. L'Etat fixe le volume de la production des cultures vivrières pour 1955 en fonction du rendement par surface unitaire dans les conditions d'une année normale, et il n'augmentera pas dans les trois ans ses achats en cas d'accroissement de la production; il achète, selon une proportion déterminée, des céréales aux paysans qui en ont un excédent; il fixe la quantité de grain à vendre à ceux qui en manquent. Cette mesure a été prise pour accroître l'enthousiasme des paysans dans la production.

[2] Le système de livraison obligatoire, appliqué en Union soviétique de 1933 à 1957, était la principale mesure selon laquelle l'Etat procédait à l'achat des produits agricoles. Les kolkhozes et les exploitations individuelles devaient lui en fournir chaque année suivant la quantité et le prix qu'il avait fixés.

[3] Dans l'opéra de Pékin *Le Temple Famen*, Kia Kouei était homme de confiance et valet de l'eunuque Lieou Kin, dynastie des Ming.

# L'IMPERIALISME AMERICAIN EST UN TIGRE EN PAPIER*

(14 juillet 1956)

Partout, les Etats-Unis arborent l'enseigne de l'anticommunisme pour agresser d'autres pays.

Les Etats-Unis se sont endettés partout dans le monde: ils ont des dettes envers les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique; ils en ont aussi auprès des pays d'Europe et d'Océanie. Le monde entier, la Grande-Bretagne y compris, déteste les Etats-Unis. Les larges masses populaires les détestent. Le Japon les déteste parce qu'ils l'oppriment. Il n'existe aucun pays en Orient qui ne soit en butte à leur agression. Ils ont envahi notre province de Taïwan. Le Japon, la Corée, les Philippines, le Viet Nam et le Pakistan sont tous victimes de leur agression, et pourtant certains de ces pays sont leurs alliés. Les peuples sont mécontents, de même que les autorités de certains pays.

Toutes les nations opprimées veulent l'indépendance.

Tout est sujet au changement. Les grandes forces décadentes feront place aux petites forces naissantes. Les petites forces deviendront grandes, parce que la majorité des gens aspirent au changement. La grande force que représente l'impérialisme américain deviendra petite, parce que le peuple américain, lui aussi, est mécontent du gouvernement de son pays.

Au cours de ma vie, j'ai été témoin de tels changements. Parmi les camarades ici présents, quelques-uns sont nés sous la dynastie des Tsing, d'autres à l'époque de la République chinoise.

La dynastie des Tsing a été renversée il y a longtemps. Par qui? Par le parti que dirigeait Sun Yat-sen et par le peuple. Sun Yat-sen disposait de forces très faibles, et les dignitaires de la dynastie des

* Extraits d'un entretien du camarade Mao Tsétoung avec deux personnalités latino-américaines.

Tsing ne le prenaient pas au sérieux. Il a dirigé de nombreuses insurrections qui se sont toujours soldées par un échec. Mais, en fin de compte, c'est lui qui a renversé la dynastie des Tsing. Grand n'est pas synonyme de redoutable. Le grand sera renversé par le petit et le petit deviendra grand. Après avoir renversé la dynastie des Tsing, Sun Yat-sen a échoué parce qu'il n'a pas satisfait le peuple qui réclamait entre autres la terre et la lutte contre l'impérialisme. En outre, il ne s'est pas rendu compte de la nécessité de réprimer les contre-révolutionnaires qui, à l'époque, se démenaient partout. Ainsi, il a été vaincu par Yuan Che-kai, chef de file des seigneurs de guerre du Peiyang. Les forces de Yuan Che-kai étaient plus puissantes que celles de Sun Yat-sen. Cependant, c'était toujours cette loi qui jouait: liée au peuple, une petite force devient puissante; opposée au peuple, une grande force s'affaiblit. Finalement, les révolutionnaires démocrates bourgeois, partisans de Sun Yat-sen, ont coopéré avec nous, les communistes, et ensemble, nous avons brisé le régime des seigneurs de guerre légué par Yuan Che-kai.

Tchiang Kaï-chek a régné sur la Chine pendant vingt-deux ans, il a été reconnu par les gouvernements des divers pays du monde et ses forces étaient très puissantes. Quant à nous, nous étions faibles, notre Parti dont les effectifs s'étaient élevés à 50.000 ne comptait plus que quelques milliers de membres par suite de la répression contre-révolutionnaire. Nos ennemis provoquaient partout des troubles. Mais, c'est encore la même loi qui a prévalu: le fort échoue parce qu'il se coupe du peuple; le faible finit par triompher parce qu'il est lié au peuple et travaille pour lui. C'est justement ce qui s'est passé.

A l'époque de la Guerre de Résistance contre le Japon, comme celui-ci était très puissant, les troupes du Kuomintang ont été repoussées dans des régions reculées et les forces armées dirigées par le Parti communiste ne pouvaient que mener la guerre de partisans à la campagne, sur les arrières de l'ennemi. Le Japon a occupé de grandes villes de Chine: Pékin, Tientsin, Changhaï, Nankin, Wouhan et Canton. Néanmoins, les militaristes japonais, de même que Hitler en Allemagne, n'ont pas échappé à cette même loi. Ils ont été jetés bas au bout de quelques années.

Nous avons connu beaucoup de difficultés; chassés du Sud au Nord, nos effectifs sont tombés de plusieurs centaines de milliers d'hommes à quelques dizaines de milliers. A l'issue de la Longue Marche de 25.000 lis, nous n'étions plus que 25.000 hommes.

Dans l'histoire de notre Parti ont été commises, à plusieurs reprises, des erreurs de droite ou "de gauche" en matière de ligne, dont les plus graves ont été la déviation de droite de Tchen Tou-sieou et celle "de gauche" de Wang Ming. En outre, il y a eu les erreurs déviationnistes de droite de Tchang Kouo-tao, de Kao Kang et d'autres.

Les erreurs présentent aussi des avantages, elles permettent d'éduquer le peuple et le Parti. Nous avons eu beaucoup de professeurs par l'exemple négatif, tels que le Japon, les Etats-Unis, Tchiang Kaï-chek, Tchen Tou-sieou, Li Li-san, Wang Ming, Tchang Kouo-tao et Kao Kang. Leurs leçons nous ont coûté cher. Dans le passé, la Grande-Bretagne a été plusieurs fois en guerre avec nous. La Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Japon, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Russie tsariste et les Pays-Bas convoitaient tous notre terre. Ils étaient, sans exception, nos professeurs par l'exemple négatif, et nous étions leurs élèves.

Pendant la Guerre de Résistance, nos forces armées, en se battant contre le Japon, ont vu leurs effectifs passer à 900.000 hommes. Puis, ce fut la Guerre de Libération. Nos armes étaient inférieures à celles du Kuomintang. Les troupes du Kuomintang étaient, au départ, fortes de 4 millions d'hommes, mais pendant les trois années de guerre, nous en avons anéanti un total de 8 millions. Même avec l'aide de l'impérialisme américain, le Kuomintang n'a pas pu nous vaincre. Le grand, le puissant ne peut pas gagner, tandis que le petit, le faible finit toujours par l'emporter.

A présent, l'impérialisme américain est très puissant, mais cette puissance n'est pas réelle. Il est très faible sur le plan politique, parce qu'il est coupé des larges masses populaires et que tout le monde le déteste, y compris le peuple américain. Il est très puissant en apparence mais n'a rien de redoutable en réalité, c'est un tigre en papier. Vu de l'extérieur, c'est un tigre, mais il est fait en papier et ne peut résister ni au vent ni à la pluie. A mon avis, les Etats-Unis ne sont rien de plus qu'un tigre en papier.

L'Histoire tout entière, l'histoire plusieurs fois millénaire de la société de classes de l'humanité, a confirmé cette vérité: le puissant cède la place au faible. Cela s'applique aussi au continent américain.

La paix ne pourra s'établir qu'avec l'élimination de l'impérialisme; et le jour viendra où ce tigre en papier sera détruit. Cependant, il ne disparaîtra pas de lui-même, il faut que le vent et la pluie s'abattent sur lui.

Quand nous disons que l'impérialisme américain est un tigre en papier, nous en parlons sur le plan stratégique. Nous devons le mépriser du point de vue de l'ensemble, mais en tenir pleinement compte dans chaque situation concrète. Il a des griffes et des dents. Pour le désarmer, il faut les détruire une à une. Par exemple, s'il a dix dents, on commence par lui en briser une, et il lui en reste neuf; puis, on lui en casse une autre, et il n'en a plus que huit. Lorsque ses dents auront été toutes enlevées, il lui restera encore des griffes. Pourvu que nous procédions avec sérieux et graduellement, nous finirons par réussir.

Sur le plan stratégique, il faut mépriser totalement l'impérialisme américain, mais sur le plan tactique, il faut en tenir pleinement compte. Pour lutter contre lui, nous devons accorder de l'importance à chaque combat, à chaque question concrète. Aujourd'hui, les Etats-Unis sont puissants, mais à envisager les choses dans un cadre plus large, dans leur ensemble et à longue échéance, du fait qu'ils sont impopulaires, que leur politique est détestée et qu'ils oppriment et exploitent le peuple, le tigre est voué à la mort. Par conséquent, il n'a rien de terrible, et on peut le mépriser. Cependant, les Etats-Unis sont encore puissants, leur production annuelle d'acier dépasse 100 millions de tonnes, et ils se livrent partout à l'agression. Nous devons donc continuer à lutter contre eux, et avec vigueur, afin de leur disputer les positions une à une. Et cela prendra du temps.

Il semble que pour les pays d'Amérique, d'Asie et d'Afrique, la seule voie à suivre, c'est de poursuivre la querelle avec les Etats-Unis, d'aller jusqu'au bout, jusqu'à la destruction du tigre en papier sous l'effet du vent et de la pluie.

Pour lutter contre l'impérialisme américain, les gens d'origine européenne dans les pays d'Amérique latine doivent s'unir avec les Indiens autochtones. Peut-être pourrait-on diviser en deux catégories les Blancs immigrés d'Europe: les dominateurs et les dominés. Ainsi, il serait plus facile à ces derniers de se rapprocher des autochtones, parce qu'ils se trouvent dans des conditions semblables.

Nos amis d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique se trouvent dans les mêmes conditions et font le même travail que nous: œuvrer dans l'intérêt du peuple pour réduire l'oppression que l'impérialisme exerce sur lui. Si nous faisons un bon travail, nous pourrons supprimer radicalement l'oppression de l'impérialisme. En cela, nous sommes camarades.

Dans la lutte contre l'oppression de l'impérialisme, rien qui soit essentiel ne nous distingue, si ce n'est nos régions, nos nations et nos langues. Par contre, nous différons par essence de l'impérialisme, et sa seule vue nous inspire de la répugnance.

A quoi bon l'impérialisme? Le peuple chinois n'en a pas besoin, les peuples du monde entier non plus. L'impérialisme n'a aucune raison d'être.

# RENFORCER L'UNITE DU PARTI ET CONTINUER LES TRADITIONS DU PARTI*

(30 août 1956)

Aujourd'hui s'ouvre la réunion préparatoire du VIIIe Congrès de notre Parti. Elle va durer plus de dix jours, et les tâches essentielles qu'elle doit accomplir sont les suivantes: primo, préparer les documents du Congrès; secundo, procéder à une élection préliminaire du nouveau Comité central; tertio, préparer les textes des interventions au Congrès.

Je voudrais maintenant vous faire part de quelques réflexions.

Premier point, le but, les objectifs de ce Congrès. Quels problèmes a-t-il à résoudre et quel est le but à atteindre? D'une façon générale, il se propose de faire le bilan de l'expérience accumulée depuis le VIIe Congrès, de sceller l'unité de tout le Parti, de nous unir avec toutes les forces susceptibles de se joindre à nous, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, dans notre lutte pour l'édification d'une grande Chine socialiste.

Quand nous dressons le bilan de notre expérience, qui est très riche, nous devons nous en tenir à l'essentiel, en partant de la réalité et nous fondant sur les conceptions marxistes, et non procéder à une longue énumération de faits. Un tel bilan donnera à tout le Parti une force d'impulsion, qui nous permettra de mieux accomplir notre travail.

Nous sommes un grand, glorieux et juste Parti. Cela, le monde entier le reconnaît. Autrefois, certains camarades étrangers se montraient sceptiques: "Mais que faites-vous donc?" Beaucoup de gens n'avaient pas une idée claire de notre politique à l'égard de la bourgeoisie nationale et ne comprenaient pas très bien notre mouve-

* Discours prononcé par le camarade Mao Tsétoung à la première séance de la réunion préparatoire du VIIIe Congrès du Parti communiste chinois.

ment de rectification. Et maintenant, je peux constater que ceux qui nous comprennent sont plus nombreux; on peut même dire que la plupart des gens ont une idée claire de ce que nous faisons. Bien entendu, ce n'est pas encore le cas pour tous. Dans le pays, dans le Parti même, il y en a encore qui ne comprennent pas et qui prétendent que la ligne que nous avons suivie depuis le VII^e Congrès n'est pas tellement juste. Mais les faits sont là; nous avons mené deux révolutions: la révolution démocratique bourgeoise pour arracher le pouvoir à l'échelle nationale, et la révolution socialiste prolétarienne pour entreprendre la transformation socialiste et édifier un Etat socialiste. Pendant les onze années qui se sont écoulées depuis le VII^e Congrès, nous avons remporté de grands succès. Cela, le pays tout entier, le monde entier le reconnaît, et même la bourgeoisie des pays étrangers est obligée de l'admettre. Ces deux révolutions ont démontré que la ligne suivie par le Comité central du Parti depuis le VII^e Congrès était juste.

La Révolution d'Octobre renversa la bourgeoisie, événement sans précédent dans le monde. Cette révolution, la bourgeoisie internationale, sans autre considération, s'est toujours employée à en dire du mal, à la couvrir d'injures. La bourgeoisie russe était une classe contre-révolutionnaire; à l'époque, elle refusait le capitalisme d'Etat, tirait au flanc, se livrait au sabotage et recourait même aux armes. Le prolétariat russe n'avait d'autre choix que de la supprimer. D'où la fureur de la bourgeoisie des différents pays, qui se mit à lancer des invectives. En Chine, nous traitons la bourgeoisie nationale de façon relativement modérée, et celle-ci se sent plus à l'aise et estime qu'elle peut quand même trouver quelque avantage. Maintenant, Eisenhower et Dulles interdisent aux journalistes américains de venir en Chine; cela montre en fait qu'ils reconnaissent que notre politique a du bon. Si c'était le gâchis chez nous, ils laisseraient venir ces gens-là, qui ne feraient qu'écrire des horreurs sur notre compte. Ce qu'ils craignent, c'est que les articles de ces journalistes ne contiennent pas seulement des calomnies, mais également quelques remarques positives, ce qui serait fort embarrassant pour eux.

La Chine était qualifiée autrefois d'"empire en décadence", de "malade de l'Asie orientale", de pays arriéré quant à son économie et sa culture; on disait que les Chinois n'avaient pas le sens de l'hygiène, qu'ils étaient nuls dans les jeux de ballon et en natation, que les femmes avaient les pieds bandés, les hommes une natte, et qu'on y trouvait encore des eunuques; même la lune n'y était pas aussi

belle qu'ailleurs où elle se montrait plus claire. Bref, notre pays était un amas d'horreurs. Mais, grâce aux transformations accomplies au cours de ces six dernières années, nous avons changé l'aspect de la Chine. Ce succès, personne ne peut le nier.

Le noyau dirigeant de notre cause révolutionnaire, c'est notre Parti. En dressant le bilan de notre expérience, le Congrès doit en tout premier lieu avoir pour but de renforcer encore l'unité du Parti. En juin dernier, notre Parti comptait déjà 10.730.000 membres. Un vaste travail doit être effectué pour les éduquer, les éclairer et les unir, de sorte qu'ils jouent mieux encore leur rôle de noyau parmi la population. Le Parti à lui tout seul ne suffit pas pour faire marcher les choses; il constitue le noyau qui doit avoir les masses autour de lui. Quatre-vingt-dix pour cent des tâches concrètes à accomplir dans l'industrie, l'agriculture, le commerce, la culture et l'enseignement, comme dans les autres domaines, sont assumées non pas par des membres du Parti, mais par des non-communistes. C'est pourquoi nous devons nous efforcer de nous unir avec les masses, avec tous ceux qui sont susceptibles d'être unis pour travailler ensemble. Nous avons eu encore beaucoup d'insuffisances dans notre travail pour réaliser l'unité de tout le Parti et son union avec les personnalités non communistes. Nous devons, au cours de ce Congrès et après, entreprendre la propagande et l'éducation, afin d'améliorer sensiblement ce travail.

Sur le plan international, nous devons nous unir avec toutes les forces dans le monde qui peuvent être unies — en premier lieu avec l'Union soviétique, les partis, les pays et les peuples frères, puis avec tous les pays et les peuples épris de paix — et nous assurer le soutien de toutes les forces utiles. Les partis communistes de cinquante et quelques pays enverront leurs délégués à notre Congrès, c'est très bien. Autrefois, nous n'avions pas le pouvoir à l'échelle nationale, nous n'avions pas encore remporté la victoire dans les deux révolutions, ni obtenu de succès dans l'édification; maintenant, la situation est bien différente. Les camarades étrangers nous témoignent une assez haute estime.

Dans quel but devons-nous nous unir avec toutes les forces susceptibles d'être unies au sein comme en dehors du Parti, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays? Pour édifier un grand Etat socialiste. Un pays comme le nôtre peut et doit être qualifié de "grand". Notre Parti est un grand parti, notre peuple, un grand peuple, notre révolution, une grande révolution, et notre édification, une œuvre grandiose. Sur toute la planète, il n'y a qu'un pays de 600 millions d'habitants,

c'est le nôtre. Le mépris qu'on nous témoignait n'était pas sans raison: notre contribution était minime; la production annuelle d'acier n'atteignait que quelques centaines de milliers de tonnes, qui étaient d'ailleurs aux mains des Japonais. Pendant les vingt-deux années de dictature du Kuomintang de Tchiang Kaï-chek, elle se limitait à quelques dizaines de milliers de tonnes. Aujourd'hui, nous ne produisons pas encore beaucoup d'acier, mais le premier pas a été fait; nous en aurons plus de 4 millions de tonnes cette année, nous dépasserons 5 millions de tonnes l'année prochaine, 10 millions à la fin du deuxième plan quinquennal, et probablement 20 millions à la fin du troisième. Nous devons nous efforcer d'atteindre cet objectif. Il existe une centaine d'Etats dans le monde, mais quelques-uns seulement produisent plus de 20 millions de tonnes d'acier. C'est pourquoi notre construction fera de notre pays un grand Etat socialiste; la Chine arriérée, méprisée et plongée dans le malheur pendant plus de cent ans changera totalement d'aspect et, par surcroît, rattrapera le plus puissant Etat capitaliste du monde, les Etats-Unis. Ceux-ci n'ont que 170 millions d'habitants, la Chine en a plusieurs fois autant. Elle a aussi d'abondantes richesses naturelles et bénéficie de conditions climatiques à peu près semblables. Il lui est donc possible de les rattraper. Est-ce qu'elle le doit? Oui, absolument. Que font-ils, vos 600 millions d'habitants? Ils dorment? Sont-ils là pour dormir ou pour travailler? Si vous dites que c'est pour travailler, comment un pays de 600 millions d'habitants ne pourrait-il pas produire 200 ou 300 millions de tonnes d'acier, alors qu'un pays de 170 millions d'habitants en sort déjà 100 millions de tonnes? Si vous ne réussissiez pas à rattraper ce retard, vous n'auriez aucune excuse et votre pays ne saurait être si glorieux et si grand. Aux Etats-Unis, qui n'ont que 180 ans d'existence, la production d'acier se situait aussi au niveau de 4 millions de tonnes il y a soixante ans; nous avons donc soixante ans de retard. Dans cinquante ou soixante ans, la Chine devra les dépasser. Telle est la responsabilité qui nous incombe. Vous avez une population aussi nombreuse, un territoire aussi vaste et des richesses naturelles aussi abondantes, et vous édifiez, dit-on, le socialisme, régime qualifié de supérieur, si vous n'arrivez pas à dépasser les Etats-Unis après cinquante à soixante ans d'efforts, quelle figure ferez-vous? Il faudrait, dans ce cas, vous expulser du globe! C'est pourquoi dépasser les Etats-Unis n'est pas seulement une possibilité, mais une nécessité, un devoir à accomplir absolument. Sinon, la nation chinoise

décevrait l'espoir que les autres nations du monde ont mis en elle, et son apport à l'humanité serait bien mince.

Deuxième point, la continuation des traditions du Parti. Le Congrès devra continuer à faire s'épanouir les excellentes traditions du Parti dans les domaines de l'idéologie et du style de travail, et lutter efficacement contre le subjectivisme et le sectarisme; il devra également combattre la bureaucratie. Aujourd'hui, je laisserai de côté le problème de la bureaucratie pour parler exclusivement du subjectivisme et du sectarisme. On les a à peine balayés que les revoilà, et qu'il faut recommencer le nettoyage.

Par commettre des erreurs, nous entendons procéder de manière subjectiviste, c'est-à-dire que la pensée ne correspond pas à la réalité. Cette question a été totalement négligée ou à peine mentionnée dans les nombreux articles critiquant les erreurs de Staline que nous avons pu lire. Pourquoi Staline a-t-il commis des erreurs? C'est que sur certains problèmes il n'a pas pu mettre le subjectif en harmonie avec la réalité objective. Aujourd'hui, des cas pareils sont encore nombreux dans notre travail. Le subjectivisme consiste à ne tenir compte que des désirs subjectifs au mépris de la réalité objective et des possibilités réelles. Ce qui sera formulé et traité dans les documents du Congrès doit, autant que possible, être conforme à la réalité chinoise ou s'en approcher. En même temps, il nous faudra, d'après l'expérience que nous avons acquise dans le passé, critiquer les points de vue qui ne correspondent pas à la réalité, critiquer et combattre le subjectivisme. Cette tâche, nous nous la sommes fixée il y a des années. Ce que nous avons à combattre aujourd'hui, c'est le subjectivisme qui se manifeste dans la révolution et l'édification socialistes. Au cours de la révolution démocratique, le subjectivisme a sévi pendant longtemps dans nos rangs, et nous l'avons payé cher: perte de la quasi-totalité des bases d'appui et destruction de plus de 90 pour cent des forces révolutionnaires; c'est alors seulement que nous avons commencé à prendre conscience de notre erreur. Et nous n'avons clairement compris le problème que grâce au mouvement de rectification à Yenan, qui a mis l'accent sur les enquêtes et recherches et le sens de la pratique. Il faut absolument unir la vérité universelle du marxisme avec la pratique concrète de la révolution chinoise; sinon, nous n'arriverons à rien. Autrement dit, il faut unir la théorie et la pratique. C'est là un des principes fondamentaux du marxisme. Selon le matérialisme dialectique, les idées doivent refléter la réalité objective et être vérifiées par

la pratique objective; elles ne pourront être considérées comme vérité que lorsque la pratique aura prouvé qu'elles le sont bien; dans le cas contraire, elles ne peuvent pas l'être. Ces dernières années, nous avons eu des succès dans notre travail, néanmoins on a pu constater un peu partout des manifestations du subjectivisme. Il y en a aujourd'hui, et il y en aura encore à l'avenir. Du subjectivisme, il y en aura toujours, même dans dix mille ans, dans 100 millions d'années; il en existera aussi longtemps que l'humanité n'aura pas disparu. Et à cause de lui, on fera des erreurs.

Il y a une autre chose, le sectarisme. Toute localité a son propre intérêt général, tout pays a le sien, et la Terre également. Nous ne parlerons pas maintenant de ce qui se passe en dehors de la Terre, faute de moyens de communication. Si on découvre un jour des hommes sur Mars ou sur Vénus, nous nous occuperons à ce moment-là du problème de notre union avec eux et de l'établissement d'un front uni. Ce que nous avons à voir aujourd'hui, c'est l'unité du Parti, l'unité du pays et l'union du monde entier. Notre principe est de nous unir, sans aucune distinction, avec tous les partis communistes et les personnalités non communistes des pays étrangers qui peuvent être utiles d'une manière ou d'une autre à la cause de la paix mondiale et du progrès de l'humanité. Il nous faut avant tout nous unir avec les quelques dizaines de partis communistes, avec l'Union soviétique. Des erreurs ayant été commises en Union soviétique, on en a beaucoup parlé et on les a grossies, comme si elles étaient extrêmement graves; cette façon de voir n'est pas correcte. Aucune nation, quelle qu'elle soit, ne peut éviter les erreurs, l'Union soviétique ne fait pas exception, d'autant plus qu'elle est le premier Etat socialiste du monde et qu'elle existe depuis longtemps. Comment évaluer les erreurs qui ont été commises en Union soviétique, comme celles de Staline? Elles sont partielles, temporaires; il y en a qui ont duré, à ce qu'on dit, pendant vingt ans, mais cela n'empêche pas qu'elles soient temporaires, partielles et susceptibles d'être corrigées. La tendance principale, l'aspect dominant, la majeure partie de ce qui a été fait en Union soviétique est juste. La Russie a donné le jour au léninisme et, grâce à la Révolution d'Octobre, elle est devenue le premier Etat socialiste. Elle a entrepris l'édification du socialisme, triomphé du fascisme, et est devenue un puissant pays industriel. Nous avons beaucoup à apprendre d'elle. Bien entendu, nous devons nous inspirer de ce qu'il y a d'avancé dans son expérience, et nullement de ce qui est rétrograde. Notre mot d'ordre a toujours été d'assimiler l'expé-

rience d'avant-garde de l'Union soviétique; qui vous dit d'aller chercher ce qui est arriéré? Il y en a qui, sans faire aucune distinction, considèrent que même les pets des Soviétiques sentent bon; là aussi, c'est du subjectivisme. Les Soviétiques eux-mêmes disent que ça pue! Il faut donc avoir un esprit analytique. Nous avons dit que les mérites et les erreurs de Staline sont dans le rapport de sept à trois. En Union soviétique, ce qui est bon et utile constitue l'aspect principal, la majeure partie, alors que les erreurs ne sont que partielles. Nous aussi, nous avons des choses qui clochent et dont il faut nous débarrasser; et à plus forte raison, ne devons-nous pas les donner en exemple aux autres pays. Pourtant, les mauvaises choses sont en quelque sorte une expérience elles aussi, et elles peuvent jouer un très grand rôle. Nous avons eu chez nous des gens comme Tchen Tou-sicou, Li Li-san, Wang Ming, Tchang Kouo-tao, Kao Kang, Jao Chou-che qui sont pour nous autant de professeurs. Et puis, nous en avons bien d'autres. Le meilleur dans le pays, c'est Tchiang Kaï-chek. Il arrive que des gens que nous ne réussissons pas à persuader soient convaincus par lui en une seule leçon. Et comment donne-t-il ses leçons? Avec des mitrailleuses, des canons, des avions. Les impérialistes sont aussi des professeurs qui ont éduqué notre peuple de 600 millions d'hommes. Pendant plus de cent ans, des puissances impérialistes nous ont opprimés, et cela nous a éduqués. C'est pourquoi les mauvaises choses peuvent jouer un rôle éducatif et servir de mise en garde.

A propos de la lutte contre le sectarisme, la question qui mérite particulièrement d'être abordée, c'est que nous devons nous unir avec des gens qui ont lutté contre nous. Ces gens-là se sont battus avec vous et vous ont jeté par terre; vous en avez souffert et perdu la face. Vous n'étiez pas si mauvais, alors qu'ils vous ont donné un "titre d'honneur", le titre d'opportuniste. S'ils vous ont rossé en toute justice, ils ont bien fait: puisque vous êtes effectivement opportuniste, pourquoi auraient-ils dû se gêner? Mais je parle ici du cas où ils vous ont frappé, combattu à tort. Si ces gens-là changent plus tard d'attitude et reconnaissent qu'ils ont eu tort de vous frapper et qu'il était injuste de vous attribuer le titre de roi du royaume de l'opportunisme, tenez alors l'affaire comme terminée. Mais si certains d'entre eux refusent de reconnaître leur erreur, doit-on attendre? Il le faut bien. Par union, nous entendons nous unir avec ceux qui ont des vues différentes des nôtres, qui nous témoignent du mépris, qui ne nous respectent pas, qui nous ont cherché chicane, qui ont lutté contre nous ou nous ont joué un mauvais tour. Pour ceux qui ont les mêmes opinions que

nous et qui se sont déjà joints à nous, la question de l'union ne se pose pas. Le problème, c'est de nous unir avec ceux qui ne se sont pas encore unis à nous, autrement dit, ceux qui ne partagent pas nos opinions ou qui ont de graves défauts. Par exemple, il y a actuellement dans notre Parti de nombreux membres qui le sont du point de vue de l'organisation, mais pas sur le plan idéologique. Il se peut qu'ils ne se soient pas battus et disputés avec vous, mais étant donné qu'ils n'ont pas encore adhéré au Parti sur le plan idéologique, il est inévitable qu'ils ne se conduisent pas correctement, qu'ils aient des insuffisances ou qu'ils commettent des actes répréhensibles. Ces gens-là, nous devons nous unir avec eux, les éduquer et les aider. Comme je l'ai dit auparavant, à l'égard des camarades qui ont des défauts ou ont commis des erreurs, nous ne devons pas nous contenter de voir s'ils les rectifient, nous devons les aider à se corriger. En d'autres termes, il faut et les observer et les aider. Si on se contente de voir, en se croisant les bras, ce qu'ils vont devenir, si on dit "tant mieux!" quand ils évoluent dans le bon sens et "tant pis!" quand ils tournent mal, ce sera une attitude passive, et non active. Les marxistes doivent prendre une attitude positive: non seulement observer, mais aussi aider.

Troisième point, l'élection du Comité central. Le camarade Teng Siao-ping vient de dire que le VIII^e^ Congrès élira 150 à 170 camarades au Comité central. Ce nombre, représentant un peu plus du double des 77 membres du Comité central sortant, me paraît assez bien convenir. Dans quelques années, disons dans cinq ans, nous pourrons envisager d'élargir encore le Comité central, ce serait alors plus avantageux. Nous avons aujourd'hui beaucoup de cadres très capables qui ont été formés pendant la période de la Guerre de Résistance contre le Japon. Ce sont ceux qu'on appelle cadres du "type 38". Ils constituent en quelque sorte l'ossature de notre travail d'aujourd'hui, et nous ne pouvons pas nous passer d'eux. Mais comme ils sont fort nombreux, si on devait inclure de tels cadres au Comité central, son effectif s'élèverait à des centaines de personnes. C'est pourquoi nous ne comptons pas le faire cette fois-ci. Vous êtes priés, Camarades, de considérer si la proposition du Comité central de fixer à 150 ou 170 le nombre des membres du Comité central est appropriée, ou quel devrait en être le chiffre.

Il convient d'affirmer que les membres du Comité central sortant ont bien accompli leur tâche et qu'ils se sont montrés dignes des responsabilités que le VII^e^ Congrès leur avait confiées. Pendant ces onze

ans, ils ont su diriger correctement la révolution démocratique chinoise, puis la révolution et l'édification socialistes, et sans commettre d'erreurs graves. De plus, ils ont lutté contre l'opportunisme sous toutes ses formes et contre tout ce qui était erroné, ils ont éliminé les différents facteurs préjudiciables à la révolution et à l'édification. Ils ont eu leurs mérites, y compris certains camarades qui avaient commis des erreurs. Je parle ici du Comité central dans son ensemble. Cette appréciation n'est pas valable pour certains cas particuliers, surtout pas pour Wang Ming. Lors du VII^e Congrès, ce dernier écrivit, pour se tirer d'affaire, une déclaration dans laquelle il reconnaissait la justesse de la ligne suivie par le Comité central, acceptait le rapport politique présenté au VII^e Congrès et disait qu'il était prêt à se soumettre aux décisions du Congrès. Mais dans une conversation que j'ai eue un peu plus tard avec lui, il fit volte-face, il avait oublié sa déclaration. Le lendemain, réflexion faite, il me dit qu'il avait bien écrit quelque chose où il avait reconnu ses erreurs. Je lui répondis: Vous avez naguère reconnu vos erreurs, mais si aujourd'hui vous voulez vous rétracter, vous pouvez retirer votre déclaration. Or il ne l'a pas fait. Ensuite, à la deuxième session plénière du Comité central, nous avons exprimé l'espoir qu'il nous donnerait quelques explications sur ses erreurs, mais il s'est mis à parler d'autre chose en nous couvrant d'éloges. Et nous de lui dire: Vous pouvez laisser tomber tout cela, parlez plutôt des erreurs que vous, Wang Ming, avez commises. Il refusa, tout en promettant de rédiger son autocritique après la deuxième session plénière. Mais plus tard, il dit qu'il était malade, qu'il devait éviter le surmenage intellectuel et que, dès qu'il se mettait à écrire, il retombait malade. Peut-être faisait-il tout cela exprès, on ne sait jamais. Enfin, comme il est toujours malade, il ne pourra pas participer au prochain congrès. Faut-il donc l'élire au Comité central? Et faut-il élire le camarade Li Li-san aussi? Ce dernier bénéficie de la compréhension d'un plus grand nombre de gens que Wang Ming. Comme l'a dit le camarade Teng Siao-ping, si nous devons les élire, leur élection aura la même signification qu'au VII^e Congrès. Il y avait alors beaucoup de délégués qui ne voulaient pas voter pour eux (il s'agissait non seulement de Wang Ming, mais aussi de certains autres camarades). Nous avions dit que nous aurions tort d'adopter un tel principe. Pourquoi aurions-nous eu tort de ne pas voter pour ceux qui ont commis des erreurs? Parce que c'eût été agir à leur manière. Leur méthode, c'était d'écarter tous ceux qui avaient été taxés d'opportunistes, sans chercher à savoir s'ils avaient

vraiment versé dans l'erreur. Procéder comme eux, c'est en fait suivre leur ligne, la ligne de Wang Ming ou de Li Li-san. C'est ce que nous ne ferons pas, nous ne suivrons jamais la ligne de Wang Ming ou de Li Li-san. En matière de relations intérieures du Parti, leur procédé était de se débarrasser de tous ceux qui avaient commis des erreurs ou qui les avaient combattus et qualifiés d'opportunistes. Ils s'affublaient du titre de bolchévik à cent pour cent, mais il s'est avéré par la suite qu'ils étaient des opportunistes à cent pour cent, alors que nous, qu'ils traitaient d'"opportunistes", nous avons quand même plus ou moins assimilé le marxisme.

Le fait essentiel, c'est qu'il ne s'agit pas ici de quelques individus isolés, mais qu'ils représentent une assez grande partie de la petite bourgeoisie. La Chine est un pays qui a une petite bourgeoisie fort nombreuse, dont beaucoup d'éléments sont hésitants. Prenons le cas des paysans moyens aisés. Comme on peut le constater dans n'importe quelle révolution, ils sont toujours vacillants et manquent de fermeté, ils peuvent s'enthousiasmer jusqu'au délire ou se décourager jusqu'à être complètement abattus. Ils ont le plus souvent les yeux fixés sur leur petite propriété: une ou deux bêtes de somme, une charrette et un peu plus de dix mous de terre. Ils se tracassent toujours pour leurs intérêts, dans la crainte de perdre ce qu'ils ont. Ils sont différents des paysans pauvres. Ceux-ci représentent 50 pour cent de la population rurale dans le Nord du pays, et 70 pour cent dans le Sud. Du point de vue de sa composition sociale, notre Parti est formé essentiellement d'ouvriers et de paysans pauvres, autrement dit, de prolétaires et de semi-prolétaires. Le semi-prolétariat fait lui aussi partie de la petite bourgeoisie, mais il est beaucoup plus résolu que les paysans moyens. Notre Parti a également admis des intellectuels dans ses rangs. Sur plus de 10 millions de membres, un million environ sont des intellectuels, petits, moyens ou grands. On ne peut pas dire qu'ils représentent l'impérialisme, la classe des propriétaires fonciers, la bourgeoisie bureaucratique ou la bourgeoisie nationale; il serait plus juste de les ranger dans la petite bourgeoisie. Et quelle partie de la petite bourgeoisie représentent-ils surtout? Celle qui possède une assez grande quantité de moyens de production dans les villes et à la campagne, par exemple les paysans moyens aisés. Ces intellectuels, membres du Parti, hésitent souvent, comme s'ils avaient à "redouter un dragon devant eux et un tigre derrière", ils sont imprégnés de subjectivisme et ont une bonne dose de sectarisme. Qu'est-ce

que cela peut donc signifier que de voter pour ces deux représentants de la ligne de Wang Ming et de la ligne de Li Li-san? Cela signifie que nous traitons les gens qui ont commis des erreurs d'ordre idéologique autrement que les contre-révolutionnaires et les scissionnistes (comme Tchen Tou-sieou, Tchang Kouo-tao, Kao Kang et Jao Chou-che). Ces gens-là pratiquent le subjectivisme et le sectarisme au grand jour, en faisant du tapage, et cherchent à triompher par leur programme politique. Wang Ming avait un programme politique, et Li Li-san également. Il est vrai que Tchen Tou-sieou, lui aussi, avait son programme politique, mais il a pratiqué le trotskisme, travaillé à la scission et mené des activités antiparti en dehors du Parti. Quant à Tchang Kouo-tao, il a tramé des intrigues et s'est livré à la scission pour se jeter finalement dans les bras du Kuomintang. Ainsi donc, le problème de Wang Ming et de Li Li-san n'est pas uniquement un problème de deux individus; l'important, c'est qu'il a son origine sociale. Ceci se reflète au sein de notre Parti, en ce sens qu'à chaque moment crucial, des communistes, assez nombreux d'ailleurs, sont prêts à basculer. Ces éléments hésitants sont opportunistes. Par opportunistes, nous désignons ceux qui font tantôt une chose tantôt une autre pourvu qu'ils puissent en tirer profit, ils n'ont pas de principes, de règles, d'orientation bien définis, et retournent leur veste du jour au lendemain. Il en a été ainsi pour Wang Ming, qui a commencé par être gauchiste à l'extrême pour finir par être on ne peut plus à droite.

Au VII[e] Congrès, nous avons persuadé les camarades d'élire Wang Ming et Li Li-san au Comité central. Quel tort cela nous a-t-il causé pendant les onze années qui se sont écoulées depuis? Aucun; nous n'en avons pas moins remporté la victoire dans la révolution, et notre victoire n'a même pas été retardée de quelques mois par cette élection de Wang Ming et de Li Li-san.

Leur élection signifie-t-elle alors que l'on doive récompenser ceux qui ont commis des erreurs? Puisque ces gens-là sont élus au Comité central, direz-vous, eh bien, faisons tous des erreurs, et, de toute façon, nous aurons des chances d'être élus. Est-ce que ça se passera comme ça? Je ne le crois pas. Tenez, nos soixante-dix et quelques membres du Comité central n'ont pas fait exprès des erreurs pour être réélus! Et ceux qui ne sont pas entrés au Comité central, que ce soit les cadres du "type 38" ou ceux qui ont rejoint nos rangs avant ou après eux, est-il possible qu'ils mettent en avant, à l'exemple de Wang Ming et de Li Li-san, deux autres lignes — ce qui nous en ferait quatre en

tout — pour se faire élire au Comité central? Non, personne n'agira ainsi. Au contraire, ils tireront la leçon des erreurs de Wang Ming et de Li Li-san et se montreront plus prudents.

Par ailleurs, on entendait autrefois de tels propos: "Mieux vaut participer à la révolution plus tard que plus tôt, et mieux vaut encore ne pas faire la révolution du tout." Eh bien, si nous élisons Wang Ming et Li Li-san, dira-t-on dans le Parti: mieux vaut avoir tort que raison, mieux vaut faire des erreurs graves que de petites? Wang Ming et Li Li-san ont commis des erreurs de ligne politique, et pourtant on doit les élire au Comité central; il faut donc que des camarades ayant eu un comportement correct ou ayant fait des fautes mineures leur concèdent deux sièges. N'est-ce pas là le comble de l'injustice? Si l'on envisage le problème sous cet angle, c'est très injuste: Voyez-vous, des camarades qui se sont bien comportés ou qui n'ont commis que des fautes légères doivent laisser la place à des gens qui ont commis de grosses erreurs; de toute évidence, c'est injuste, il n'y a pas un gramme de justice là-dedans. Si on raisonne de cette façon, il faut reconnaître que mieux vaut en effet avoir tort que raison, mieux vaut commettre des fautes graves que des fautes insignifiantes. Mais si on part d'un autre point de vue, on arrivera à une conclusion différente. Tout le pays, le monde entier même sait bien qu'ils ont commis des erreurs de ligne, et c'est justement leur célébrité qui est la raison de leur élection. Que voulez-vous? Ce sont des gens connus, alors que vous qui n'avez pas commis d'erreurs ou qui n'en avez commis que de petites n'êtes pas aussi célèbres qu'eux. Dans notre pays où la petite bourgeoisie est si nombreuse, ils sont deux bannières. Si nous les élisons, beaucoup de gens vont dire: Le Parti communiste fait quand même preuve de patience à leur égard, il aime mieux leur garder deux sièges, dans l'espoir qu'ils se corrigeront. Qu'ils se corrigent ou non, c'est une autre affaire, d'ailleurs peu importante, qui ne concerne qu'eux deux. Le problème est que la petite bourgeoisie est très importante en nombre dans notre société, qu'il y a beaucoup d'éléments hésitants petits-bourgeois dans notre Parti et de nombreux éléments hésitants parmi les intellectuels, et qu'ils veulent tous voir ce qu'il adviendra de ces cas typiques. S'ils voient ces deux bannières tenir encore debout, ils se sentiront rassurés, ils dormiront tranquilles et ils se montreront contents. Mais si vous abattez ces deux bannières, ils seront pris de panique. C'est pourquoi la question n'est pas de savoir si Wang Ming et Li Li-san vont se corriger ou non, cela n'a pas d'importance; ce qui importe, c'est que des millions de membres

de notre Parti, d'origine petite-bourgeoise et qui ont tendance à hésiter, surtout les intellectuels, attendent de voir quelle attitude nous adopterons envers Wang Ming et Li Li-san. C'est comme pour la manière dont nous traitions les paysans riches au cours de la réforme agraire: tant que nous ne touchions pas à eux, les paysans moyens se sentaient tranquilles. Si, au VIII[e] Congrès, nous adoptons envers Wang Ming et Li Li-san la même attitude qu'au VII[e], cela sera à l'avantage et dans l'intérêt de notre Parti: la tâche de transformer dans tout le pays la petite bourgeoisie qui est si nombreuse sera plus facile. Cela aura aussi des répercussions dans le monde. A l'étranger, une attitude comme la nôtre à l'égard de ceux qui ont commis des erreurs se voit rarement, nous pouvons même dire qu'il n'y en a pas d'exemple.

Ouverte aujourd'hui, la réunion préparatoire de notre Congrès ne durera qu'un peu plus de dix jours, mais si nos travaux sont bien organisés, il sera parfaitement possible de mener à bien les préparatifs. Nous sommes convaincus que le prochain congrès sera un succès, que les délégués pourront, grâce à leur compétence, assurer ce succès. Mais il nous faut travailler avec diligence et nous y mettre tous.

# CERTAINES EXPERIENCES HISTORIQUES DE NOTRE PARTI*

(25 septembre 1956)

L'impérialisme américain est votre ennemi, c'est aussi le nôtre et celui des peuples du monde entier. Il lui est un peu plus difficile d'intervenir dans nos affaires que dans les vôtres. L'une des raisons en est que les Etats-Unis se trouvent très loin de notre pays. Cependant, les impérialistes américains ont porté fort loin leurs tentacules, jusqu'à Taïwan, province de notre pays, au Japon, en Corée du Sud, au Sud Viet Nam, aux Philippines et ailleurs; ils ont des troupes en Grande-Bretagne, en France, en Italie, en Islande et en Allemagne de l'Ouest et des bases militaires en Afrique du Nord ainsi qu'au Proche et Moyen Orient. Bref, ils ont étendu leurs tentacules partout dans le monde. L'impérialisme américain est un impérialisme mondial. C'est un professeur par l'exemple négatif pour les peuples de tous les pays. Ceux-ci doivent s'unir et s'entraider pour lui trancher les tentacules là où il les a portées. Chaque fois qu'on lui en aura coupé une, on se sentira un peu mieux.

Dans le passé, la Chine se trouvait, elle aussi, sous le joug de l'impérialisme et du féodalisme; les conditions de nos pays sont donc très proches les unes des autres. Pour un pays, le fait d'avoir une population rurale nombreuse et l'existence de forces féodales constituent un facteur défavorable; mais c'est aussi un facteur favorable pour une révolution dirigée par le prolétariat, car celui-ci trouve dans la paysannerie un allié aux effectifs importants. En Russie, le féodalisme sévissait avant la Révolution d'Octobre; c'est grâce à l'appui des masses paysannes que le Parti bolchévik a conduit la révolution à la victoire. Cela est d'autant plus vrai chez nous. La Chine est un pays agricole, et plus de 500 millions de ses habitants vivent à la campagne. Autrefois, nous

* Extraits d'un entretien du camarade Mao Tsétoung avec les délégués de certains partis de l'Amérique latine.

nous battions en nous appuyant principalement sur les paysans. Aujourd'hui également, si la bourgeoisie urbaine de notre pays a très rapidement accepté la transformation socialiste, c'est parce que les paysans se sont organisés et que la coopération agricole a été réalisée. Aussi, le travail du Parti parmi les paysans s'avère-t-il très important.

A mon avis, dans un pays où sévit le féodalisme, le parti politique du prolétariat doit aller à la campagne et entrer en contact avec les paysans. Si les intellectuels qui s'y rendent n'adoptent pas la bonne attitude, ils ne pourront gagner la confiance des paysans. Du fait que les intellectuels des villes ne connaissent pas très bien la situation rurale et la mentalité des paysans, ils n'arrivent guère à résoudre comme il faut le problème paysan. Selon notre expérience, la victoire ne sera possible que si nous réussissons, après de très longs efforts, à nous intégrer réellement aux paysans et à les convaincre que nous luttons pour leur propre intérêt. Ne croyez jamais que les paysans puissent d'emblée se fier à nous et qu'il suffise de leur apporter quelque aide pour gagner leur confiance.

La paysannerie constitue le principal allié du prolétariat. Au début de son existence, notre Parti, n'ayant pas compris, lui non plus, l'importance du travail parmi les paysans, avait placé au premier plan le travail dans les villes, et au second celui dans les campagnes. Il me semble que les partis de certains pays asiatiques, comme l'Inde et l'Indonésie, n'ont pas mené à bien leur travail rural.

Au commencement, notre Parti ne réussissait pas dans son travail parmi les paysans. Les intellectuels avaient un certain air, un air qui leur était propre. Ainsi donc, ils ne daignaient pas aller à la campagne et la considéraient avec mépris. Et les paysans, eux, les regardaient de travers. A l'époque, notre Parti n'avait pas encore trouvé la méthode pour bien connaître les régions rurales. Plus tard, après être retournés à la campagne, nous l'avons trouvée. Nous avons alors analysé les différentes classes et compris enfin quelles étaient les revendications révolutionnaires des paysans.

Dans la première période, nous n'avions pas d'idées claires sur les régions rurales. Du fait de la ligne opportuniste de droite de Tchen Tou-sieou, la paysannerie, notre principal allié, avait été abandonnée. Nombre de nos camarades considéraient la campagne comme une figure plane et non pas comme un corps dans l'espace; en d'autres termes, ils ne savaient pas l'envisager d'un point de vue de classe. Et ce n'est que plus tard, après avoir compris le marxisme, qu'ils y sont parvenus. Voilà donc que la campagne n'était pas une figure plane,

mais stratifiée, où l'on trouvait des riches, des pauvres et des indigents, où l'on pouvait distinguer salariés agricoles, paysans pauvres, paysans moyens, paysans riches et propriétaires fonciers. En ce temps-là, j'avais déjà effectué des enquêtes à la campagne et organisé plusieurs stages de formation de cadres du mouvement paysan; mais je n'étais pas encore allé au fond des choses, malgré une certaine connaissance du marxisme.

Puis vint la deuxième période. Nous tenons à remercier notre bon professeur, Tchiang Kaï-chek, de nous avoir refoulés à la campagne. Ce fut une très longue période, dix ans de guerre civile, dix ans de lutte contre lui; et cela nous a obligés d'étudier la campagne. Les premières années, nous ne la comprenions pas encore à fond; ce n'est que plus tard que nous sommes arrivés à la mieux connaître et un peu plus profondément. A l'époque, les trois lignes opportunistes "de gauche", représentées successivement par Kiu Tsieou-pai, Li Li-san et Wang Ming, ont causé de très sérieuses pertes à notre Parti, surtout celle de Wang Ming qui a entraîné la destruction de la grande majorité des bases d'appui que notre Parti avait établies dans les régions rurales.

Ensuite vint la troisième période, celle de la Guerre de Résistance contre le Japon. Les impérialistes japonais avaient envahi notre pays, et pour les combattre, nous avions cessé la guerre avec le Kuomintang. A ce moment-là, nos camarades pouvaient se rendre ouvertement dans les villes contrôlées par le Kuomintang. Wang Ming, qui avait auparavant commis l'erreur opportuniste "de gauche", a versé alors dans l'erreur opportuniste de droite. Ayant appliqué d'abord la politique d'extrême gauche du Komintern, il s'est mis à pratiquer, pendant cette période, une politique d'extrême droite. Lui aussi est pour nous un excellent professeur par l'exemple négatif, qui a éduqué notre Parti. Nous en avons un autre de ce genre, c'est Li Li-san. Leur erreur principale était d'ordre dogmatique; elle consistait à adopter telles quelles les expériences de l'étranger. Notre Parti a éliminé leurs lignes erronées et a trouvé sa véritable voie, celle de l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme avec les conditions concrètes de la Chine. Voilà pourquoi, pendant la quatrième période, après l'offensive de Tchiang Kaï-chek, il nous a été possible de le renverser et de fonder la République populaire de Chine.

L'expérience de la révolution chinoise, qui consiste à établir des bases d'appui rurales et à encercler les villes à partir de la campagne pour s'emparer finalement des villes, n'est pas forcément valable pour nombre de vos pays, mais elle peut vous servir de référence. Gardez-

vous bien, je me permets de vous le conseiller, de la transplanter telle quelle. Toute expérience de l'étranger ne peut être prise que comme référence et non comme dogme. Il faut donc unir la vérité universelle du marxisme-léninisme avec les conditions concrètes de chaque pays.

Pour gagner les paysans et s'appuyer sur eux, il faut mener des enquêtes à la campagne. La méthode à employer, c'est d'aller passer pour cela quelques semaines dans un, deux ou plusieurs villages afin de se faire une idée claire des forces de classes, de la situation économique et des conditions de vie à la campagne. Les principaux dirigeants du parti, comme le secrétaire général, doivent trouver le temps d'aller étudier en personne un ou deux villages; cela vaut bien la peine. Les moineaux sont très nombreux, mais il n'est pas nécessaire de les disséquer tous, un ou deux suffisent. Après son enquête dans un ou deux villages, le secrétaire général saura à quoi s'en tenir; il sera en mesure d'aider les camarades à connaître la campagne et à se faire une idée claire de ses conditions concrètes. A mon avis, les secrétaires généraux des partis de nombreux pays n'attachent pas d'importance à la dissection d'un ou deux "moineaux"; il est vrai qu'ils connaissent un peu la campagne, mais pas à fond, par conséquent, les directives qu'ils émettent ne correspondent pas bien à la situation dans les régions rurales. Les camarades responsables des organes dirigeants du parti au niveau national, provincial et de district doivent eux aussi mener en personne des enquêtes sur un ou deux villages, disséquer un ou deux "moineaux". C'est ce que l'on appelle l'"anatomie".

Il y a deux façons d'enquêter: l'une est de "regarder les fleurs du haut de son cheval", l'autre, de "descendre de cheval pour regarder les fleurs". Avec la première, on ne les voit pas distinctement, car il y en a tant! Venus d'Amérique latine en Asie, vous regardez les fleurs du haut de votre cheval. Dans vos pays, il y a tant de fleurs qu'il ne suffit point du tout d'y jeter un simple coup d'œil en passant; il faut encore employer la seconde méthode, c'est-à-dire descendre de cheval pour regarder les fleurs, les examiner avec minutie, analyser une "fleur", disséquer un "moineau".

Dans les pays opprimés par l'impérialisme, la bourgeoisie se divise en deux catégories: la bourgeoisie nationale et la bourgeoisie compradore. Dans vos pays, y a-t-il ces deux catégories? Elles existent sans doute.

La bourgeoisie compradore est toujours le valet de l'impérialisme, elle est une cible de la révolution. Ses différentes fractions dépendent respectivement des groupes monopoleurs des Etats-Unis, de la Grande-

Bretagne, de la France et d'autres pays impérialistes. Dans la lutte contre les groupes compradores, il faut exploiter les contradictions entre pays impérialistes pour frapper tout d'abord l'un de ces groupes, celui qui est l'ennemi principal du moment. Prenons le cas de l'ancienne Chine. Parmi les compradores, les uns étaient probritanniques, d'autres, pro-américains et d'autres encore, projaponais. Durant la Guerre de Résistance contre le Japon, nous avons précisément tiré profit des contradictions entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'une part et le Japon de l'autre, pour abattre d'abord les agresseurs japonais ainsi que le groupe comprador qui en dépendait. Puis, nous avons engagé la lutte contre les forces d'agression américaines et britanniques et renversé les groupes compradores pro-américain et probritannique. Les propriétaires fonciers sont aussi divisés en fractions. Les plus réactionnaires d'entre eux, qui sont en nombre infime, et ceux qui sont patriotes et favorables à la lutte contre l'impérialisme ne doivent pas être confondus et frappés tous à la fois. Il faut par ailleurs distinguer les gros propriétaires fonciers des petits. A un moment donné, les ennemis à attaquer ne doivent pas être trop nombreux, mais une minorité; même parmi les gros propriétaires fonciers, on doit attaquer seulement les plus réactionnaires, qui sont une poignée. Frapper sans discernement peut paraître bien révolutionnaire, mais en réalité, cela nous cause un très grand préjudice.

La bourgeoisie nationale est pour nous un adversaire. Un dicton chinois dit: "Les adversaires se rencontrent toujours." Une des expériences de la révolution chinoise enseigne qu'il faut traiter la bourgeoisie nationale avec prudence. Celle-ci est en opposition aussi bien avec la classe ouvrière qu'avec l'impérialisme. Etant donné que notre tâche principale est de combattre l'impérialisme et le féodalisme et que le peuple ne peut s'émanciper en aucun cas sans abattre ces deux ennemis, nous devons nous efforcer de rallier à nous la bourgeoisie nationale pour lutter contre l'impérialisme. Cependant, intimement liée à la classe des propriétaires fonciers, elle ne s'intéresse pas à la lutte contre le féodalisme. Qui plus est, elle opprime et exploite les ouvriers. C'est pourquoi nous devons lutter contre elle. Mais pour l'amener à s'opposer avec nous à l'impérialisme, nous devons imposer à cette lutte certaines limites, en appliquant le principe du bon droit, de l'avantage et de la mesure. En d'autres termes, quand nous engageons une lutte, nous devons le faire pour des raisons valables, être sûrs de vaincre et user de modération après avoir remporté une certaine

victoire. A cette fin, il faut mener une enquête sur la situation des deux parties: celle des ouvriers et celle des capitalistes. Connaître seulement les ouvriers et non les capitalistes nous mettra dans l'impossibilité de négocier avec ces derniers. A cet égard, il faut également engager des enquêtes sur des cas typiques, disséquer un ou deux "moineaux" et adopter les deux méthodes suivantes: "regarder les fleurs du haut de son cheval" et "descendre de cheval pour regarder les fleurs".

Pendant toute la période historique de la lutte contre l'impérialisme et le féodalisme, nous devons gagner à notre cause la bourgeoisie nationale et nous unir avec elle, de sorte qu'elle se range aux côtés du peuple contre l'impérialisme. Après avoir accompli pour l'essentiel la tâche de combattre l'impérialisme et le féodalisme, nous devons maintenir notre alliance avec elle pendant un certain temps. Ce sera profitable à la lutte contre l'agression impérialiste, au développement de la production, à la stabilisation du marché et enfin au ralliement et à la rééducation des intellectuels bourgeois.

Pour le moment, vous n'avez pas encore conquis le pouvoir et vous vous préparez à l'arracher. A l'égard de la bourgeoisie nationale, il convient d'appliquer une politique "et d'union et de lutte". On doit s'unir avec elle dans le combat contre l'impérialisme et soutenir toutes ses paroles et actions dirigées contre l'impérialisme; d'autre part, on doit combattre dans une mesure appropriée ses propos et agissements réactionnaires, opposés à la classe ouvrière et au parti communiste. Il est erroné de se préoccuper d'un seul côté: n'insister que sur la lutte et rejeter l'union, c'est l'erreur déviationniste "de gauche"; ne rechercher que l'union et renoncer à la lutte, c'est l'erreur déviationniste de droite. Notre Parti a commis des erreurs de ces deux types, et en a tiré d'amères leçons. Nous avons dressé, par la suite, le bilan de ces deux sortes d'expériences et adopté la politique "et d'union et de lutte": lutter contre la bourgeoisie nationale au cas où cette lutte est nécessaire et l'unir à nous au cas où cette union est possible. Si nous luttons contre elle, c'est dans le but de l'unir à nous et de conduire à la victoire le combat contre l'impérialisme.

Dans les pays opprimés par l'impérialisme et le féodalisme, le parti politique du prolétariat doit arborer la bannière nationale, avoir un programme d'union nationale, et rallier à sa cause toutes les forces qui peuvent être ralliées, à l'exception des valets de l'impérialisme. Il faut faire comprendre au peuple entier combien le parti communiste

est patriote et épris de paix et combien il aspire à l'union nationale. Ce qui contribuera à isoler les impérialistes et leurs valets, à isoler les gros propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie.

Les communistes ne doivent pas craindre de commettre des erreurs. Toute erreur a un double caractère. D'une part, elle nuit au parti, au peuple; d'autre part, c'est un bon professeur qui peut très bien éduquer le parti et le peuple, ce qui est profitable à la révolution. La défaite est la mère du succès. Si la défaite ne sert à rien, pourquoi est-elle la mère du succès? Devenues trop nombreuses, les erreurs se transforment nécessairement en leur opposé. Ça, c'est du marxisme. "Les choses poussées à l'extrême se convertissent en leur contraire" — quand les erreurs s'amoncellent, l'avenir lumineux est proche.

# A LA MEMOIRE DU Dr SUN YAT-SEN*

(12 novembre 1956)

Rendons hommage au Dr Sun Yat-sen, grand précurseur de la révolution!

Nous honorons sa mémoire pour la lutte opiniâtre qu'il mena contre les réformistes, pendant la période préparatoire de la révolution démocratique chinoise, en partant de sa position sans équivoque de démocrate révolutionnaire. Et au cours de cette lutte, il fut le porte-drapeau des démocrates révolutionnaires chinois.

Nous honorons sa mémoire pour les hauts mérites qu'il s'acquit dans la Révolution de 1911, en dirigeant le peuple dans ses efforts pour renverser le régime impérial et fonder la république.

Nous honorons sa mémoire pour la magnifique contribution qu'il apporta dans la période de la première coopération entre le Kuomintang et le Parti communiste, en développant les anciens *trois principes du peuple* pour en faire les nouveaux.

Il nous a légué beaucoup de choses utiles dans le domaine de la pensée politique.

Aujourd'hui, à l'exception d'une poignée de réactionnaires, tous les Chinois sont les continuateurs de l'œuvre révolutionnaire du Dr Sun.

Nous avons mené à bien la révolution démocratique qu'il avait laissée inachevée, et nous l'avons développée en une révolution socialiste qui est en voie de réalisation.

Les choses évoluent sans cesse. Quarante-cinq ans seulement se sont écoulés depuis la Révolution de 1911, mais le visage de la Chine a complètement changé. Que s'écoulent encore quarante-cinq ans, et en l'an 2001, au seuil du XXI$^{e}$ siècle, la Chine aura connu des changements plus importants encore. Elle sera devenue un puissant pays socialiste industrialisé. Et il le faut bien, car, avec sa superficie de

* Article écrit par le camarade Mao Tsétoung en commémoration du 90$^{e}$ anniversaire de la naissance du Dr Sun Yat-sen.

9.600.000 kilomètres carrés et ses 600 millions d'habitants, la Chine se doit d'apporter une plus grande contribution à l'humanité. Pendant longtemps, cette contribution a été bien minime, et nous le regrettons.

Nous devons pourtant être modestes. Pas seulement maintenant, mais encore dans quarante-cinq ans, et toujours. Dans les relations internationales, nous autres Chinois, nous devons liquider le chauvinisme de grande puissance, résolument, radicalement, intégralement, totalement.

Le Dr Sun était un homme modeste. Je l'ai entendu parler en maintes occasions et j'ai été impressionné par son envergure. L'attention qu'il portait à l'étude de l'histoire chinoise, des conditions sociales de la Chine contemporaine et de la situation dans les pays étrangers, dont l'Union soviétique, est une preuve de sa grande modestie.

Toute sa vie, il s'est voué corps et âme à la transformation de la Chine. On peut dire à juste titre qu'il lui a consacré le meilleur de soi-même jusqu'à son dernier soupir.

Comme beaucoup de grandes figures historiques qui ont pris la tête des événements de leur époque, le Dr Sun, lui aussi, avait ses défauts. Il faut en expliquer clairement la cause à la lumière des circonstances historiques pour qu'on en ait une bonne compréhension; nous devons nous garder d'être trop exigeants envers nos prédécesseurs.

# DISCOURS A LA DEUXIEME SESSION PLENIERE DU COMITE CENTRAL ISSU DU VIIIe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

(15 novembre 1956)

Je vais aborder quatre questions: l'économie, la situation internationale, les relations sino-soviétiques et enfin la grande et la petite démocratie.

## I

Nous devons analyser un problème sous tous ses aspects pour pouvoir lui apporter une solution appropriée. Pour décider s'il faut avancer ou reculer, monter à cheval ou en descendre, on doit se conformer à la dialectique. En ce monde, il y a sans cesse des cas où il faut monter ou descendre, avancer ou reculer. Comment pourrait-on rester sur sa monture toute la journée sans mettre pied à terre? Lorsque nous marchons, les deux pieds ne se déplacent pas simultanément, mais toujours l'un après l'autre. Au premier pas, on avance un pied, en gardant l'autre en arrière; au deuxième pas, c'est celui-ci qui avance alors que celui-là reste sur place. Au cinéma, on voit sur l'écran des personnages en mouvement, mais lorsque l'on regarde de près la bande du film, sur chacune des images ils sont immobiles. Il est dit dans l'article "Sous le ciel" de *Tchouangtse*: "L'ombre d'un oiseau en vol ne bouge pas." Toute chose est en mouvement tout en ne l'étant pas: telle est la dialectique de l'univers. La pure immobilité n'existe pas, ni le pur mouvement. Pourtant, le mouvement est absolu, et le repos, provisoire, conditionné.

Notre économie planifiée est à la fois en équilibre et en déséquilibre. L'équilibre est provisoire, conditionné. Un équilibre, réalisé

à un moment donné, sera suivi de changements. Quand on parvient à un équilibre pendant la première moitié de l'année, il se rompt au second semestre; si on l'établit cette année, il se brisera l'année prochaine. Il est impossible qu'un équilibre soit maintenu perpétuellement, sans être rompu. Nous autres marxistes, nous estimons que le déséquilibre, la contradiction, la lutte et le développement sont absolus, alors que l'équilibre et le repos sont relatifs, autrement dit provisoires, conditionnés. De ce point de vue, notre économie est-elle en progression ou en régression? Nous devons dire aux cadres et aux masses que les deux mouvements existent, mais surtout la progression qui, pourtant, ne s'effectue pas en ligne droite, mais vague par vague. Bien qu'il arrive parfois que l'on ait à descendre de cheval, le plus souvent on reste en selle. Nos comités du Parti aux divers échelons, nos différents ministères, nos administrations aux divers échelons contribuent-ils à la progression ou à la régression? Ils œuvrent essentiellement pour la progression. La société va toujours de l'avant; la progression, le développement, constitue la tendance générale.

Le premier plan quinquennal est-il correct? Je suis pour l'opinion qu'il est fondamentalement correct, comme on peut clairement s'en rendre compte, d'après les résultats des quatre premières années. Quant aux erreurs, il y en a en effet, et elles sont d'ailleurs inévitables, en raison de notre manque d'expérience. Dans l'avenir, lorsque nous aurons accompli plusieurs plans quinquennaux et acquis ainsi de l'expérience, commettrons-nous encore des erreurs? Certainement oui. De l'expérience, on n'en aura jamais assez. Est-ce que dans dix mille ans on ne commettra aucune erreur dans l'établissement d'un plan? Certes, ce qui se passera dans dix mille ans ne sera plus notre affaire, mais nous pouvons affirmer que, même à cette époque-là, on en commettra encore. Si les jeunes sont sujets à l'erreur, les personnes âgées en seront-elles exemptes? Confucius a dit qu'à l'âge de soixante-dix ans, il agissait en parfaite conformité avec les lois objectives[1]. Moi, je n'en crois rien, c'était pure vantardise. Parmi les projets de construction au-dessus de la norme prévus dans notre premier plan quinquennal, une petite partie ont été conçus pour nous par l'Union soviétique, mais la majeure partie, par nous-mêmes. Croiriez-vous que les Chinois soient incapables? Nous sommes capables, nous aussi. Il faut cependant reconnaître qu'il y a encore chez nous un certain manque de compétence, car nous ne sommes pas à même jusqu'à présent d'élaborer une partie de ces projets. Ces dernières années, un problème s'est posé au cours

de notre édification, c'est que, comme l'ont dit certains camarades, on s'est soucié exclusivement des "os" et on a négligé la "chair": les bâtiments des usines, machines et équipements sont sur pied, alors que les travaux d'urbanisme et les installations de service nécessaires ne sont pas prêts — cela va entraîner de sérieuses difficultés. D'après moi, les conséquences se feront sentir non pas au cours du premier quinquennat, mais pendant le deuxième, probablement même durant le troisième. Quant à la question de savoir si le premier plan quinquennal est juste, nous ne pouvons que formuler une conclusion partielle cette année et il en sera de même l'année prochaine; à mon avis, il nous faut attendre la fin du deuxième quinquennat pour arriver à une conclusion globale. Dans l'élaboration d'un plan, il est impossible d'éviter une certaine dose de subjectivisme. Il n'est d'ailleurs pas si mauvais de faire quelques fautes. Les succès présentent un double caractère, et les fautes également. Les succès encouragent, mais, en même temps, chatouillent l'orgueil; les erreurs nous dépriment et nous inquiètent, elles sont pour nous un ennemi en même temps qu'un bon maître. Dans l'ensemble, le premier plan quinquennal ne paraît jusqu'ici comporter ni erreur importante, ni rien qui soit fondamentalement faux.

Il faut protéger l'enthousiasme des cadres et des masses populaires et se garder de le glacer. A un moment donné, certains l'ont refroidi dans la transformation socialiste de l'agriculture, comme s'il y avait, à l'époque, une "commission pour la régression". Par la suite, nous avons dit qu'il ne fallait pas administrer de douche froide et nous avons répliqué par une "commission pour la progression". Les dispositions originales prévoyaient qu'on réaliserait pour l'essentiel, en dix-huit ans, la transformation socialiste en ce qui concerne la propriété; or, grâce à cette stimulation, la transformation a été grandement accélérée. Il est stipulé dans le Projet de programme pour le développement de l'agriculture qu'il faut terminer en 1958 l'organisation des coopératives agricoles de forme supérieure, mais il semble que cette tâche pourra être accomplie cet hiver ou le printemps prochain. Il existe certes pas mal de défauts, mais cela vaut mieux que la "commission pour la régression": les paysans sont contents, la production agricole a augmenté. Sans le mouvement de coopération, le volume de production des céréales n'aurait pas pu s'accroître de plus de 10 millions de tonnes cette année, après de si graves calamités naturelles. L'existence de coopératives facilite aussi, dans les régions sinistrées, le travail d'assistance par la production. A la condition fondamentale de protéger l'enthousiasme

des cadres et des masses populaires, on doit soumettre à la critique leurs insuffisances et les nôtres; cela les fera redoubler d'énergie. Si les masses formulent certaines demandes qui ne peuvent pour le moment être satisfaites, nous devons et pouvons leur donner clairement les explications nécessaires.

Le budget d'Etat annuel doit être examiné à trois reprises avant de devenir définitif. Autrement dit, avant qu'il ne soit définitivement adopté, les camarades du Comité central et les camarades intéressés doivent se réunir trois fois pour en discuter. C'est ainsi que nous tous pourrons en saisir le contenu. Sinon, ce sera toujours les camarades chargés de sa préparation qui seront mieux renseignés, alors que nous autres, nous n'aurons qu'à lever la main en signe d'approbation. Mais est-ce que nous y voyons vraiment clair? On peut dire oui et non; nous n'y comprenons pas grand-chose. Avec la méthode des trois débats, en aurons-nous une connaissance parfaite? Pas forcément; il y aura quand même un écart entre nous et les camarades chargés d'établir le budget. Ils sont comme des acteurs qui savent chanter sur la scène, alors que nous, comme des spectateurs, ne savons pas. Mais à force de fréquenter le théâtre, nous pourrons discerner plus ou moins bien les bons acteurs des mauvais. Après tout, c'est au public de juger si une pièce est bien jouée ou non. Et c'est avec son aide que l'acteur se corrige. Voilà ce en quoi réside la supériorité des spectateurs. Une pièce reste au programme si le public se plaît à la voir jouer fréquemment. Certaines pièces qui ne suscitent pas beaucoup d'intérêt doivent être remaniées. De même, il existe au sein de notre Comité central des contradictions entre experts et non-experts. Les premiers ont leurs qualités, et les derniers aussi. Les non-experts peuvent faire la distinction entre ce qui est juste et ce qui est erroné.

On trouve dans le rapport sur le budget d'Etat de 1956 l'expression "avec une assurance certaine"; je propose de remplacer désormais cette formulation par "avec une pleine assurance". Lors de la conférence tenue en janvier dernier pour discuter de la question des intellectuels, j'ai suggéré l'expression "avec une pleine assurance". "Certaine" fait pléonasme: en mettant "certaine" pour qualifier "assurance", on n'ajoute rien, ni ne détermine rien. Un adjectif peut être un qualificatif ou un déterminatif. Quand on dit "pleine assurance", l'adjectif détermine le degré en précisant qu'il ne s'agit pas d'une assurance ordinaire, mais d'une pleine assurance. Il n'est pourtant pas facile d'arriver à une pleine assurance. Lorsque l'Assemblée populaire nationale a

approuvé le budget en juin dernier, tout le monde disait que l'on pourrait l'exécuter avec assurance. Il semble maintenant que ce n'est pas le cas pour près d'un dixième de ce budget; dans certains articles les prévisions ne conviennent pas, alors que dans d'autres on a alloué trop d'argent. Il faudra donc veiller à l'agencement rationnel des prévisions budgétaires. Quant à savoir si ces prévisions sont justes, les experts y veilleront et nous aussi, surtout les camarades responsables à l'échelon provincial. Bien entendu, tout le monde doit y prêter attention.

Nos camarades ici présents, nos secrétaires des comités du Parti pour les provinces, municipalités et régions autonomes doivent prendre en main le travail des finances et de la planification. Jusqu'ici, certains camarades n'en ont pas pris grand soin. J'attire votre attention sur la question des céréales, de la viande de porc, des œufs et des légumes. Cette question est fort importante. L'hiver dernier, nous nous sommes concentrés sur la production des céréales au détriment des occupations subsidiaires et des cultures industrielles. Par la suite, nous avons rectifié ce défaut pour développer les occupations subsidiaires et les cultures industrielles; surtout à partir du moment où l'on a fixé la parité de prix entre les céréales et vingt à trente autres produits tels que le coton, les oléagineux, les porcs et le tabac, les paysans se sont beaucoup intéressés aux occupations subsidiaires et aux cultures industrielles aux dépens des céréales. Ainsi, la balance a d'abord penché en faveur des céréales pour incliner ensuite vers les occupations subsidiaires et les cultures industrielles. Le bas prix du grain, dit-on, lèse les intérêts des paysans; le prix des céréales est si réduit qu'ils ne veulent plus en cultiver. Cette question mérite bien notre attention.

Il faut édifier le pays avec diligence et économie, combattre les prodigalités et le gaspillage, encourager le style de travail dur et de vie simple, et partager joies et peines avec les masses. Comme l'ont proposé certains camarades, un directeur d'usine ou d'école peut très bien être hébergé dans une baraque; je crois que c'est là une bonne idée, surtout dans des circonstances difficiles. Lorsque nous traversions les steppes marécageuses au cours de la Longue Marche, il n'y avait pas trace de maisons, et nous passions la nuit à la belle étoile. Le commandant en chef Chu Teh lui-même a marché pendant quarante jours à travers cette région, sans aucun abri non plus pour dormir. Et après tout, nous nous en sommes tous tirés. Faute de céréales, nos troupes se nourrissaient d'écorce et de feuilles d'arbre. Partager avec le peuple

le même destin, heur et malheur, telle a été notre pratique dans le passé; pourquoi ne pourrions-nous pas continuer aujourd'hui? Tant que nous agirons de la sorte, nous ne nous couperons pas des masses.

Il faut s'occuper de la presse. Le Comité central du Parti et les comités du Parti aux divers échelons, dans toutes les localités où sont édités des journaux, doivent considérer cette tâche comme d'importance majeure. Au cours de cette année, les journaux ont fait, unilatéralement et sans tenir compte des possibilités réelles, de la propagande en faveur de l'amélioration des conditions de vie du peuple. Par contre, ils ont accordé très peu de place à l'édification du pays avec diligence et économie, à la lutte contre les prodigalités et le gaspillage, à la promotion du style de travail dur et de vie simple ainsi qu'à l'obligation de partager joies et peines avec les masses; désormais, ils devront axer leur travail de propagande sur ces points. Ce que l'on diffuse à la radio a sans doute pour source la presse écrite. C'est pourquoi il faut réunir les correspondants, les rédacteurs de journaux et le personnel de la radio pour procéder avec eux à des échanges de vues et leur faire connaître les principes à suivre dans la propagande.

J'en viens maintenant à la question de la répression de la contre-révolution. Fallait-il exécuter ces tyrans locaux et mauvais hobereaux, ces despotes, ces contre-révolutionnaires qui avaient commis les crimes les plus odieux? Oui, il le fallait. Certaines personnalités démocrates disent que ces exécutions sont fâcheuses, quant à nous, nous affirmons qu'elles sont justifiées: on chante sur des tons totalement différents, voilà tout. Et sur cette question, nous sommes toujours en désaccord avec les personnalités démocrates. Nous n'exécutons que des "petits Tchiang Kaï-chek". Quant aux "grands Tchiang Kaï-chek", comme l'empereur Pou Yi, Wang Yao-wou, Tou Yu-ming, nous n'en tuons aucun. Mais si nous n'avions pas mis à mort les "petits Tchiang Kaï-chek", nous aurions eu chaque jour sous nos pieds des "tremblements de terre", et il nous aurait été impossible de libérer les forces productives et d'émanciper le peuple travailleur. Les forces productives comportent deux éléments: les travailleurs et les instruments. Si on ne réprimait pas la contre-révolution, le peuple travailleur serait mécontent, et le seraient aussi les bœufs, les houes et la terre parce que les paysans, qui conduisent les bœufs, se servent des houes et exploitent la terre, seraient mécontents. C'est pourquoi un certain nombre de contre-révolutionnaires doivent absolument être exécutés, d'autres arrêtés, d'autres encore placés sous surveillance.

## II

La situation internationale paraît bonne dans son ensemble. Les quelques pays impérialistes, est-ce que ça compte? On n'en a pas peur, même s'il y en avait plusieurs dizaines de plus.

A l'heure actuelle, il y a deux régions où ont surgi des problèmes, l'une c'est l'Europe orientale, l'autre le Moyen-Orient. Des troubles se sont produits en Pologne et en Hongrie[2], la Grande-Bretagne et la France ont entrepris une agression armée contre l'Egypte: ce sont là de mauvaises choses, mais elles sont bonnes aussi à mon avis. Aux yeux des marxistes, une chose mauvaise présente un double caractère; d'un côté, elle est mauvaise, et de l'autre, bonne. En voyant le mot "chose" qualifié par l'épithète "mauvaise", beaucoup de gens pensent qu'il n'y a là rien que du mauvais. Nous affirmons que, dans un autre sens, il y a du bon, c'est ce qu'on exprime par "la défaite est la mère du succès". Les revers, les mésaventures et les fautes peuvent, dans des conditions données, aboutir à de bons résultats. Que ce soit en Pologne ou en Hongrie, puisque le feu couvait, il devait jaillir tôt ou tard. Valait-il mieux qu'il s'allume ou pas? On ne peut pas l'envelopper dans une feuille de papier; maintenant qu'il flambe, c'est bien. C'est ainsi qu'en Hongrie tant de contre-révolutionnaires se sont dévoilés. Les événements de Hongrie ont servi de leçon au peuple hongrois, en même temps à certains camarades soviétiques, et aussi à nous autres, camarades chinois. L'affaire Beria a provoqué une grande stupéfaction; comment, se demandait-on, cela pouvait-il se produire dans un pays socialiste? Et l'affaire Kao Kang a suscité à son tour un grand étonnement. Nous devons précisément tirer des enseignements de ces affaires. Elles sont dans l'ordre des choses, et il s'en produira toujours.

Dans l'avenir, lorsque l'impérialisme aura été abattu dans le monde entier et que les classes auront disparu, y aura-t-il encore, selon vous, des révolutions? Moi, je crois qu'il en faudra toujours. Le régime social sera encore l'objet de transformations, et on utilisera toujours le terme "révolution". Bien entendu, ce seront des révolutions différentes, de par leur caractère, de celles des époques de lutte de classes. Mais il n'en existera pas moins des contradictions entre les rapports de production et les forces productives, entre la superstructure et la base économique. Lorsque les rapports de production ne conviennent plus, il faut en faire table rase. Au cas où la superstructure (y compris l'idéologie et l'opinion publique) protège les rapports de production

qui déplaisent au peuple, celui-ci tient à la transformer. La superstructure représente aussi une forme de rapports sociaux. Elle est fondée sur la base économique. On entend par base économique les rapports de production, principalement la propriété. Les forces productives sont le facteur le plus révolutionnaire qui soit. Leur développement provoque nécessairement une révolution. Elles sont constituées de deux éléments: les hommes et les instruments, ces derniers étant créés par les premiers. Lorsque les instruments appelleront à la révolution, ils auront pour porte-parole les hommes, les travailleurs, qui se chargeront de détruire les anciens rapports de production, les anciens rapports sociaux. "Un gentleman discute mais n'en vient pas aux mains", dit-on. Le mieux serait de résoudre les problèmes par la discussion. Mais si le raisonnement n'arrive pas à convaincre, les armes prendront la parole. Comment faire si on est dépourvu d'armes? Les travailleurs ont des outils entre leurs mains; faute de quoi, ils pourront ramasser des pierres, et sans pierres, ils recourront à leurs deux poings.

Nos organismes d'Etat sont ceux de la dictature du prolétariat. Prenons les tribunaux: ils ont pour fonction de mater les contre-révolutionnaires, mais ce n'est pas là leur seule tâche; ils doivent trancher de nombreux litiges au sein du peuple. Il est bien probable qu'il faudra encore des tribunaux dans dix mille ans. Car, après la disparition des classes, il y aura toujours des contradictions entre ce qui est avancé et ce qui est arriéré, il y aura des luttes, des bagarres entre les hommes et des troubles de diverses sortes. Sans tribunaux, où tout cela conduirait-il? Néanmoins, la lutte aura changé de nature, elle ne sera plus une lutte de classes. Il en sera de même pour les tribunaux, qui ne seront plus ce qu'ils sont. Des problèmes pourraient encore surgir dans le domaine de la superstructure. Par exemple, des gens comme nous pourraient commettre des erreurs et finir par se faire battre dans la lutte et être évincés, tandis que des Gomulka accéderaient au pouvoir et des Jao Chou-che se verraient portés sur le devant de la scène. Diriez-vous que de tels cas ne se produiront pas? Moi, je crois qu'il y en aura encore dans mille ans, dans dix mille ans.

## III

Toute chose, tout phénomène dans le monde est une unité des contraires. Par unité des contraires, on entend que des éléments opposés,

de caractère différent, forment un tout. Prenons l'eau comme exemple: elle se compose de deux éléments — l'hydrogène et l'oxygène. Sans l'un ou sans l'autre, on ne peut obtenir de l'eau. D'après ce qu'on dit, les corps composés qui portent un nom bien défini se chiffrent à plus d'un million, et on ignore le nombre de ceux qui n'ont pas encore de dénomination particulière. Un corps composé est une unité des contraires qui diffèrent par leur nature. Il en est également ainsi pour les phénomènes dans la société. L'autorité centrale et les autorités locales forment une unité des contraires, ou tel ministère et tel autre.

Il en va de même de deux pays. Entre la Chine et l'Union soviétique, toutes deux appelées Etats socialistes, existe-t-il des différences? Bien sûr que oui. L'Union soviétique et la Chine forment deux nations différentes. Là-bas, la Révolution d'Octobre a eu lieu il y a trente-neuf ans, tandis que nous n'avons pris le pouvoir à l'échelle nationale que depuis sept ans. Dans de nombreux domaines, les deux pays procèdent de manière différente. Par exemple, la collectivisation de notre agriculture a été réalisée en plusieurs étapes, ce qui n'était pas le cas en Union soviétique; des différences existent aussi en ce qui concerne la politique vis-à-vis des capitalistes, la politique des prix du marché, la manière de traiter les rapports entre l'agriculture et l'industrie légère d'une part, et l'industrie lourde d'autre part, et les systèmes pratiqués dans l'armée comme dans le parti. Nous leur avons dit: Nous n'approuvons pas tout ce que vous faites, pas plus que certaines de vos manières d'agir.

Sans observer la dialectique ni procéder à l'analyse, certains de nos camarades estiment que tout ce qui se pratique en Union soviétique est bon et le transplantent mécaniquement chez nous. En fait, toute chose, qu'elle soit de Chine ou de l'étranger, se prête à l'analyse, elle possède un aspect positif et un aspect négatif. Il en est de même pour le travail de chaque province, il y a des succès et des insuffisances; chacun d'entre nous offre aussi deux aspects — qualités et défauts, et jamais un seul. La théorie d'un seul aspect et celle des deux aspects existent depuis l'antiquité. Elles participent l'une de la métaphysique, l'autre de la dialectique. Un Chinois des temps anciens disait: "Le *yin* et le *yang* forment le *tao*[3]." Il est impossible d'avoir le *yin* sans le *yang*, et le *yang* sans le *yin*. Voilà la théorie des deux aspects dans l'antiquité. La métaphysique est une théorie d'un seul aspect. A ce jour encore, de nombreux camarades n'arrivent pas à s'en débarrasser. En envisageant les choses de façon unilatérale, ils pensent que tout ce qui se fait en Union soviétique est bon et le copient tel quel. Ainsi, ils ont transporté

chez nous pas mal de choses qui n'auraient pas dû y être introduites. Ce qu'ils ont transplanté à tort et qui ne convient pas à cette terre qui est la nôtre doit être rejeté.

Je voudrais m'arrêter un peu sur la question des "intelligences avec l'étranger". En Chine, est-il des gens qui, derrière le dos du Comité central, fournissent des renseignements à des étrangers? A mon avis, il y en a, Kao Kang, par exemple. Les faits sont nombreux pour le prouver.

Le 24 décembre 1953, à la réunion élargie du Bureau politique du Comité central consacrée à la dénonciation de Kao Kang, j'ai déclaré qu'il y avait dans la ville de Pékin deux quartiers généraux: l'un, constitué par nous, soulevait le vent et allumait le feu au grand jour; l'autre, que nous qualifiions de clandestin, soulevait le vent et allumait le feu, lui aussi, mais dans l'ombre. Lin Tai-yu, héroïne d'un roman classique, dit: Ou le vent d'est l'emporte sur le vent d'ouest, ou c'est le vent d'ouest qui l'emporte sur le vent d'est. Aujourd'hui, si ce n'est le vent et le feu animés au grand jour qui l'emportent sur le vent et le feu entretenus dans l'ombre, c'est le contraire qui se produira. On provoque le vent et on allume le feu dans l'ombre à seule fin de juguler le vent et le feu animés au grand jour, de jeter bas un grand nombre de gens.

Parmi nos cadres supérieurs et moyens, il y en a quelques-uns (peu nombreux) qui sont d'intelligence avec l'étranger. Cela est répréhensible. J'espère que dans les groupes dirigeants du Parti et les comités du Parti de différents organismes de l'autorité centrale, dans les comités du Parti pour les provinces, municipalités et régions autonomes, vous ferez bien comprendre à tous que ces agissements doivent cesser définitivement. Nous n'approuvons pas certaines pratiques de l'Union soviétique, cela, le Comité central de notre Parti en a fait part à plusieurs reprises aux dirigeants soviétiques; certains problèmes qui n'ont pas été soulevés jusqu'ici le seront plus tard. Mais il faut que ce soit le Comité central qui s'en charge le cas échéant. Quant aux renseignements, on ne doit pas les passer à l'étranger. Les informations ainsi fournies ne servent à rien, elles ne peuvent que nuire. Elles sont de nature à saper les rapports entre les deux partis et entre les deux Etats. Ceux qui se livrent à de telles activités se mettent eux-mêmes dans une situation fort embarrassante. Car en agissant à l'insu du Parti, ils auront toujours un poids sur la conscience. Que ceux qui ont fourni des renseignements à l'étranger en fassent l'aveu, pour que l'affaire soit close;

sinon, nous ouvrirons des enquêtes, et lorsque les faits auront été établis, nous appliquerons les sanctions qui s'imposent.

Je voudrais dire quelques mots à propos du XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. A mon avis, il y a deux "épées": l'une est Lénine et l'autre, Staline. L'épée qu'est Staline, les Russes l'ont maintenant rejetée. Gomulka et certains Hongrois l'ont ramassée pour frapper l'Union soviétique, pour combattre ce qu'on appelle stalinisme. Dans beaucoup de pays d'Europe, les partis communistes critiquent aussi l'Union soviétique; leur leader, c'est Togliatti. Les impérialistes se servent aussi de cette épée pour tuer les gens; Dulles par exemple l'a brandie un moment. Cette arme n'a pas été prêtée, elle a été jetée. Nous autres Chinois, nous ne l'avons pas rejetée. Premièrement, nous défendons Staline et deuxièmement, nous critiquons aussi ses erreurs; et pour cela, nous avons écrit l'article "A propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat". Ainsi, au lieu de le diffamer et de l'anéantir comme font certains, nous agissons en partant de la réalité.

Quant à l'épée qu'est Lénine, n'a-t-elle pas été aussi rejetée quelque peu par des dirigeants soviétiques? A mon avis, elle l'a été dans une assez large mesure. La Révolution d'Octobre est-elle toujours valable? Peut-elle encore servir d'exemple aux différents pays? Le rapport de Khrouchtchev au XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique dit qu'il est possible de parvenir au pouvoir par la voie parlementaire; cela signifie que les autres pays n'auraient plus besoin de suivre l'exemple de la Révolution d'Octobre. Une fois cette porte grande ouverte, le léninisme est pratiquement rejeté.

La doctrine léniniste a développé le marxisme. Dans quels domaines l'a-t-elle développé? 1) Dans celui de la conception du monde, c'est-à-dire du matérialisme et de la dialectique; 2) dans celui de la théorie et de la tactique révolutionnaires, surtout en ce qui concerne la lutte de classes, la dictature du prolétariat et le parti prolétarien. Par ailleurs, la doctrine de Lénine porte sur l'édification socialiste. A partir de la Révolution d'Octobre en 1917, Lénine a entrepris l'édification tout en poursuivant la révolution; ainsi, il a accumulé dans ce domaine sept années d'expérience pratique, expérience que Marx n'avait pas. Ce que nous apprenons, ce sont précisément ces principes fondamentaux du marxisme-léninisme.

Dans la révolution démocratique comme dans la révolution socialiste, nous avons toujours mobilisé les masses populaires pour mener

la lutte de classes, tout en les éduquant au cours de la lutte. C'est la Révolution d'Octobre qui nous a appris à mener cette lutte. Dans cette révolution, que ce soit dans les villes ou à la campagne, partout les masses étaient pleinement mobilisées pour mener la lutte de classes. Les experts que l'Union soviétique envoie aujourd'hui dans différents pays étaient à l'époque des enfants ou tout au plus des adolescents et nombre d'entre eux ont oublié cette pratique. Des camarades de certains pays affirment que la ligne de masse pratiquée en Chine n'est pas juste, ils aiment beaucoup à s'inspirer du paternalisme. Que cela leur plaise, nous n'y pouvons rien; en tout cas, nous nous attachons, pour notre part, aux cinq principes de la coexistence pacifique, dont la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures et la non-agression mutuelle. Nous ne prétendons diriger aucun autre pays, nous n'en dirigeons qu'un seul, la République populaire de Chine.

Pour certains pays d'Europe orientale, le problème fondamental est qu'ils n'ont pas mené comme il fallait la lutte de classes; ils n'ont pas éliminé les contre-révolutionnaires qui étaient encore si nombreux ni trempé le prolétariat au cours de la lutte de classes pour qu'il sache établir une claire distinction entre nous et nos ennemis, entre le vrai et le faux, entre l'idéalisme et le matérialisme. Maintenant, ceux qui ont laissé couver le feu se font brûler eux-mêmes: on récolte ce qu'on a semé.

De quel capital disposez-vous? Rien que Lénine et Staline. Or, ce dernier, vous l'avez déjà rejeté, et, le premier, vous l'avez démembré presque entièrement: vous lui avez coupé les deux jambes, ou bien vous ne lui avez conservé que la tête, ou bien vous lui avez enlevé un bras. De notre côté, nous étudions le marxisme-léninisme et nous nous mettons à l'école de la Révolution d'Octobre. Marx a produit tant d'ouvrages, et Lénine de même. S'appuyer sur les masses, suivre la ligne de masse, voilà ce que nous avons appris d'eux. Ce serait bien dangereux de ne pas s'appuyer sur les masses pour mener la lutte de classes et de ne pas établir une claire distinction entre nous et nos ennemis.

## IV

Quelques cadres d'origine intellectuelle du rang de directeur de département ou de bureau d'administration proposent de pratiquer la

grande démocratie, disant que la petite démocratie ne les satisfait pas tout à fait. Ce qu'ils entendent par "grande démocratie", c'est d'adopter le système parlementaire de la bourgeoisie occidentale et d'imiter les pratiques de l'Occident telles que la "démocratie parlementaire", la "liberté de la presse", la "liberté de parole". Tout ce qu'ils préconisent est erroné, car les conceptions marxistes et le point de vue de classes y font défaut. Toutefois, comme la grande démocratie et la petite démocratie sont des termes très imagés, nous les reprenons à notre compte.

La démocratie est une méthode, mais il faut voir à qui et à quelles fins on l'applique. Quant à nous, nous aimons la grande démocratie, celle placée sous la direction du prolétariat. Nous avons mobilisé les masses pour lutter, durant plus de vingt ans, contre Tchiang Kaï-chek et l'avons renversé. Au cours du mouvement pour la réforme agraire, les masses paysannes se sont soulevées contre la classe des propriétaires fonciers et elles ont fini par obtenir de la terre au bout de trois ans de lutte. Tout cela participe de la grande démocratie. Dans les mouvements *sanfan* et *woufan*, des coups impitoyables ont été portés respectivement aux travailleurs d'Etat corrompus par la bourgeoisie et à la bourgeoisie elle-même. Ce sont là autant de vigoureux mouvements de masse qui relèvent aussi de la grande démocratie. Il y a quelques jours, les masses ont manifesté devant le Bureau du Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne en Chine et tenu un meeting de plusieurs centaines de milliers de personnes place Tien An Men à Pékin, pour exprimer leur solidarité avec l'Egypte dans sa résistance à l'agression anglo-française. Cela aussi entre dans le cadre de la grande démocratie, de la lutte anti-impérialiste. Pourquoi ne chéririons-nous pas cette grande démocratie? Nous la chérissons effectivement. Contre qui est-elle dirigée? Contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, et contre le capitalisme. La transformation socialiste de l'industrie et du commerce privés est dirigée contre le capitalisme. Et celle de l'agriculture, qui vise à abolir la propriété privée des petits producteurs, est, de par sa nature même, dirigée aussi contre le capitalisme. Nous avons eu recours au mouvement de masse pour entreprendre la transformation socialiste de l'agriculture, et à cet effet, nous avons mobilisé les paysans, principalement et tout d'abord les paysans pauvres et moyens-pauvres, pour qu'ils s'organisent, si bien que les paysans moyens aisés n'avaient d'autre choix que de donner leur approbation. Si les capitalistes ont accueilli la transformation socialiste en frappant le gong et battant le tambour, c'est que, devant l'essor du

socialisme à la campagne et sous l'impulsion des masses ouvrières, ils se trouvaient dans l'obligation d'agir ainsi.

Si, aujourd'hui encore, on a recours à la grande démocratie, j'y souscris. Vous craignez que les masses ne descendent dans la rue, moi, je n'en ai pas peur, fût-ce par centaines de milliers de personnes. "Celui qui ne craint pas d'être lardé de coups d'épée ose désarçonner l'empereur", c'est ce qu'a dit Wang Hsi-feng, appelée aussi Sœur Feng, personnage d'un roman classique. La grande démocratie pratiquée par le prolétariat est dirigée contre les ennemis de classes. Les ennemis de notre nation (qui ne sont autres que l'impérialisme et la bourgeoisie monopoliste de l'étranger) sont aussi nos ennemis de classes. On peut également recourir à la grande démocratie pour combattre les bureaucrates. Comme je l'ai dit tout à l'heure, il y aura encore des révolutions dans dix mille ans; donc, il sera encore possible de faire appel à la grande démocratie. Si certains en ont assez de vivre, se laissent aller à la bureaucratie, n'ont à l'endroit des masses que des blâmes, sans aucune parole obligeante, et négligent de résoudre les problèmes qu'elles rencontrent, ils se feront nécessairement renverser. Ce danger existe en fait à l'heure actuelle. Si nous nous écartons des masses, ne nous appliquons pas à résoudre leurs problèmes, les paysans brandiront leurs palanches, les ouvriers manifesteront dans les rues, et les étudiants provoqueront des troubles. Lorsque de tels incidents se produisent, il faut les considérer avant tout comme de bonnes choses, c'est là mon opinion.

Il y a quelques années, un aérodrome devait être construit quelque part dans le Honan. On voulait forcer les paysans à déménager sans s'être donné la peine de leur en expliquer clairement la raison, ni avoir pris de dispositions en vue de les réinstaller. Les paysans du village touché disaient alors: Si vous prenez un long bâton pour décrocher un nid bâti sur un arbre, les oiseaux ne manqueront pas de piailler. Vous, Teng Siao-ping, vous avez aussi un nid, si je le détruisais, ne pousseriez-vous pas des cris? Ainsi, les masses de l'endroit se rangèrent sur trois lignes de défense dont la première était constituée par les enfants, la deuxième par les femmes, et la troisième par les hommes adultes. Le personnel chargé des levés de terrain a été refoulé et les paysans triomphaient. Plus tard, lorsqu'on leur eut donné les explications satisfaisantes et pris des arrangements à leur intention, ils ont fini par accepter de déménager, et l'aérodrome a été construit. Les faits de ce genre ne sont pas rares. A l'heure actuelle, il y a des gens qui croient qu'avec la conquête du pouvoir d'Etat, ils peuvent dor-

mir sur leurs deux oreilles et agir en tyrans. Si ces gens-là se heurtent aux masses, qui les reçoivent à coups de pierres ou de houe, j'estime qu'ils le méritent bien et j'y applaudirai. D'ailleurs, il arrive que le recours à la force soit le seul moyen de résoudre les problèmes. Le Parti communiste doit en tirer la leçon. Quand des étudiants ou des ouvriers descendent dans la rue, nos camarades doivent considérer cela comme une bonne chose. Une centaine d'élèves de Tchengtou voulaient venir à Pékin pour présenter une pétition: un de leurs groupes qui voyageait en train a été empêché de poursuivre sa route à la gare de Kouangyuan, dans le Setchouan; un autre groupe, se trouvant dans un autre train, est arrivé jusqu'à Louoyang, sans pouvoir, lui non plus, gagner Pékin. A mon avis et de l'avis du premier ministre Chou En-laï, il fallait les laisser venir à Pékin et leur permettre de rendre visite aux organismes intéressés. Les grèves d'ouvriers et les manifestations de masses doivent être autorisées. Le droit de cortège et de manifestation est inscrit d'ailleurs dans la Constitution. Dans l'avenir, quand on modifiera la Constitution, je proposerai d'y inclure la liberté de grève. Il faudra autoriser les ouvriers à faire grève. Cela favorisera la solution des contradictions existant entre l'Etat et les directeurs d'usine d'une part et les masses d'autre part. Il ne s'agit là que de contradictions. Le monde en est plein. Par la révolution démocratique, nous avons résolu celles qui nous opposaient à l'impérialisme, au féodalisme et au capitalisme bureaucratique. Et aujourd'hui, comme les contradictions qui nous opposent au capitalisme national et à la petite production ont été pour l'essentiel résolues dans le domaine de la propriété, des contradictions existant dans d'autres domaines sont apparues au premier plan, et des contradictions nouvelles ont surgi. Nos cadres, au rang de membre du comité du Parti de district et au-dessus, se chiffrent par plusieurs centaines de milliers; le destin de l'Etat est entre leurs mains. S'ils ne mènent pas à bien leur travail, s'ils s'écartent des masses et ne pratiquent pas le style de vie simple et de lutte ardue, alors les ouvriers, les paysans et les étudiants auront raison de les désapprouver. Nous devons absolument nous garder de nous laisser contaminer par le style de travail bureaucratique et de former une couche aristocratique éloignée des masses. S'il y en a qui donnent dans la bureaucratie, ne résolvent pas les problèmes des masses, les blâment, les tyrannisent et refusent toujours de se corriger, les masses auront raison de les destituer de leurs fonctions. Je dis que de telles destitutions seront fort opportunes et bien méritées.

Maintenant, les partis démocratiques et la bourgeoisie s'opposent à la grande démocratie du prolétariat. Ils ne seraient pas d'accord qu'on déclenche un autre mouvement *woufan*. Ils redoutent qu'en cas d'application de la grande démocratie, les partis démocratiques ne soient supprimés et que la coexistence à long terme ne soit mise en cause. La grande démocratie plaît-elle aux professeurs d'université? C'est difficile à dire. Ils se tiennent sur leurs gardes, me semble-t-il, ils craignent aussi la grande démocratie prolétarienne. S'ils désirent pratiquer la grande démocratie bourgeoise, nous lancerons un mouvement de rectification du style de travail, c'est-à-dire un mouvement pour la rééducation idéologique. Les étudiants seront tous mobilisés pour les critiquer; dans chaque école, il sera établi, pour ainsi dire, une passe que les professeurs devront franchir avant que leur affaire ne soit liquidée. C'est pourquoi ils ont, eux aussi, peur de la grande démocratie prolétarienne.

Je voudrais aborder ici la question du Dalai. Bouddha est mort il y a 2.500 ans, et voilà que maintenant le Dalai veut entreprendre avec sa suite un pèlerinage en Inde. Faut-il le laisser partir ou non? Le Comité central estime que mieux vaut le laisser partir plutôt que de le retenir. Il va donc se mettre en route dans quelques jours. Nous lui avons conseillé de prendre l'avion, mais il a refusé, préférant effectuer son voyage en auto, via Kalimpong[4], où sont implantés des espions de différents pays et des agents secrets du Kuomintang. Nous devons nous attendre à ce qu'il ne revienne pas, que, par-dessus le marché, il nous couvre quotidiennement d'injures, prétendant notamment que "les communistes ont commis une agression contre le Tibet", et qu'il aille même jusqu'à proclamer en Inde l'"indépendance du Tibet". Il est non moins possible que le Dalai incite les éléments réactionnaires des couches supérieures tibétaines à lancer un appel à la rébellion, afin de nous déloger, et prenne prétexte de son absence pour décliner toute responsabilité. Si nous supposons cette éventualité, c'est que nous envisageons le pire. Et même si cela arrivait, je ne m'en réjouirais pas moins. Notre Comité de Travail pour le Tibet et nos troupes qui y sont stationnées doivent se tenir prêts, construire des fortifications et constituer d'importantes réserves de grain et d'eau. Nous ne disposons là que d'un petit nombre de soldats; de toute manière, chacune des deux parties jouit de sa liberté d'action: si vous lancez une attaque, nous nous défendrons; si vous prenez l'offensive, nous y opposerons la défensive. Jamais nous n'attaquerons les premiers; nous laisserons les autres attaquer, puis nous passerons à la contre-offensive et battrons

les assaillants à plate couture. Qu'un Dalai se sauve, cela devrait-il m'affliger? Pas du tout, même s'il y en avait neuf de plus, soit dix en tout. Nous avons l'expérience que voici: la fuite de Tchang Kouo-tao n'était pas une mauvaise chose. On ne peut pas ligoter un homme et une femme pour en faire un couple. Si quelqu'un n'aime pas notre pays et tient à partir, qu'il s'en aille! Quel mal cela pourrait-il nous faire? Aucun. Tout au plus, il proférerait des injures. Trente-cinq ans durant, on n'a jamais cessé de vilipender notre Parti, en l'accusant de "commettre les pires forfaits", de "pratiquer la communauté des biens et des femmes", d'"être cruel et inhumain", et ainsi de suite. Qu'importe qu'un Dalai ou quelqu'un d'autre aille grossir les rangs des insulteurs? Que ces offenses continuent pendant encore trente-cinq ans, ça ne fera que soixante-dix ans. A mon avis, ce n'est pas bien pour un homme d'avoir peur des insultes. D'aucuns craignent que des secrets ne soient divulgués; Tchang Kouo-tao, lui, détenait beaucoup de nos secrets, et pourtant, nous n'avons jamais entendu dire que nos affaires aient mal tourné du fait qu'il en avait divulgué.

Notre Parti possède des millions de cadres expérimentés. La plupart sont de bons cadres: ils sont enracinés dans le terroir, liés aux masses et trempés par une lutte de longue haleine. Voilà tout un contingent de cadres qui se sont joints à la révolution dans différentes périodes: celles de la fondation de notre Parti, de l'Expédition du Nord, de la Guerre révolutionnaire agraire, de la Guerre de Résistance contre le Japon, de la Guerre de Libération et de l'après-libération. Ils constituent un capital précieux pour notre pays. Certains pays d'Europe orientale connaissent une situation qui n'est pas très stable, l'une des raisons importantes en est qu'ils ne disposent pas d'un tel contingent de cadres. Chez nous, avec nos cadres éprouvés dans différentes périodes de la révolution, nous pouvons "rester tranquillement assis dans notre barque de pêche sans craindre que se déchaîne la tempête". Cette conviction, nous devons l'avoir. Pourquoi redouterions-nous la grande démocratie, les manifestations d'étudiants, alors que nous ne craignons même pas les impérialistes? Pourtant, parmi les membres de notre Parti, il y en a qui ont peur de la grande démocratie, cela n'est pas bien. Que les bureaucrates qui s'effraient de la grande démocratie s'appliquent à l'étude du marxisme et se corrigent.

Nous envisageons de lancer l'année prochaine un mouvement de rectification. Il s'agira de rectifier les trois tendances suivantes: le subjectivisme, le sectarisme et la bureaucratie. Lorsque le Comité central aura pris une décision à ce sujet, il émettra d'abord une circulaire

précisant les manifestations de ces trois tendances. Par exemple, pour ce qui est de la bureaucratie, on peut en citer de nombreuses manifestations: ne pas prendre contact avec les cadres et les masses; ne pas aller s'informer à la base; ne pas partager joies et peines avec les masses; se rendre coupable de malversation et de gaspillage, etc. Si cette circulaire est émise dans la première moitié de l'année et que le mouvement de rectification commence dans le second semestre, il y aura entre les deux un intervalle de quelques mois. Tous ceux qui ont commis des malversations devront avouer leurs fautes et rendre pendant ce temps ou bien rendre plus tard par versements échelonnés les fonds détournés; au cas où même ces paiements échelonnés s'avéreraient vraiment impossibles, on serait alors obligé de les en exempter. Ces mesures sont applicables toutes les trois, mais il importe de toute façon que les coupables admettent leurs erreurs et fassent l'aveu de la somme détournée. C'est comme si on leur passait une échelle pour qu'ils puissent descendre de l'étage en douceur. La même méthode s'appliquera à d'autres fautes. Placarder au préalable l'avis et entreprendre le mouvement au moment prévu, ne pas "punir sans avoir averti", voilà qui relève de la petite démocratie. Certains disent qu'avec cette méthode, il n'y aura probablement plus grand-chose à rectifier dans la seconde moitié de l'année. C'est précisément le but que nous nous proposons d'atteindre. Nous espérons que lors du déclenchement du mouvement proprement dit, les manifestations du subjectivisme, du sectarisme et de la bureaucratie seront considérablement réduites. Le mouvement de rectification est une méthode efficace que nous avons employée dans le passé. Dorénavant, tous les problèmes qui surgiront au sein du peuple et dans le Parti devront être résolus au moyen du mouvement de rectification, par la critique et l'autocritique et non par la violence. Nous sommes pour la manière du "vent doux" et de la "pluie fine"; bien qu'il soit difficile d'éviter que, dans certains cas, les choses prennent une tournure un peu trop rude, dans l'ensemble, nous tenons à guérir la maladie et à sauver l'homme; on doit atteindre effectivement ce but, au lieu d'en rester aux simples paroles. Les camarades fautifs, il faut premièrement les protéger, et deuxièmement les critiquer. Nous devons d'abord les protéger, pour la bonne raison qu'ils ne sont pas des contre-révolutionnaires. C'est partir du désir d'unité pour arriver, par la critique et l'autocritique, à une nouvelle unité reposant sur une base nouvelle. Avec la méthode de protéger et de critiquer, au sein du peuple, ceux qui ont commis des fautes, nous pourrons gagner la sympathie de la population, unir

le peuple tout entier et mettre en œuvre tous les facteurs positifs parmi nos 600 millions d'habitants, en vue d'édifier le socialisme.

Je suis d'avis qu'en temps de paix il convient de réduire progressivement l'écart entre les appointements des cadres militaires et des cadres civils, sans pour autant pratiquer l'égalitarisme absolu. J'ai toujours soutenu que l'armée doit mener une vie simple, lutter avec endurance et servir de modèle. En 1949, lors d'une réunion tenue ici même, un de nos généraux proposa une majoration des soldes; beaucoup de camarades l'approuvaient alors que je m'y opposais. Il argumentait ainsi: les capitalistes ont cinq plats à chaque repas, tandis que dans l'Armée de Libération, on n'a que de l'eau salée et un peu de chou saumuré. Ça ne peut pas aller comme ça, disait-il. Je répliquai que c'était là précisément une bonne chose. Ils prenaient cinq plats et nous, nous mangions du chou saumuré. Il y a de la politique dans ce légume, d'où sont sortis nos modèles. C'est grâce à lui que l'Armée de Libération a gagné le soutien de la population; bien entendu, il y avait encore d'autres facteurs. Maintenant que la nourriture de nos troupes s'est améliorée, ce n'est plus comme à l'époque où l'on devait se contenter de légume saumuré. Mais ce qui reste essentiel, c'est que nous devons encourager le style de vie simple et de lutte ardue, car c'est la qualité politique qui nous est propre. Kintcheou est un pays producteur de pommes. Au moment de la campagne de Liaosi, c'était l'automne, et il y avait beaucoup de pommes chez les habitants. Nos combattants n'en ont pas pris une seule. J'étais très ému en lisant la nouvelle. Sur ce point, ils avaient conscience que ne pas en manger était un comportement noble et qu'il eût été déshonorant de faire le contraire. Car ces pommes appartenaient au peuple. Notre discipline est fondée sur une telle conscience. C'est là le résultat du travail de direction et d'éducation assumé par notre Parti. L'homme doit avoir un esprit qui l'anime. Et l'esprit révolutionnaire prolétarien est issu de cette conscience. Est-on mort de faim pour ne pas avoir mangé ces pommes? Non, puisque nous avions encore du millet et des légumes saumurés. S'il le faut, les camarades ici présents logeront dans des baraques. Lorsque nous traversions les steppes marécageuses, nous n'avions même pas d'abris pour dormir, et nous nous en passions; pourquoi ne pourrions-nous pas habiter des baraques, maintenant que nous en avons? Ces jours-ci se tient une réunion des militaires; débordant d'enthousiasme, ils ont pris la détermination de faire preuve d'abnégation et de pratiquer l'économie. Si les militaires agissent ainsi, les autres doivent, à plus forte raison, mener une vie simple et travailler

dur. Sinon, ils seront mis au défi par les militaires. Parmi les camarades ici présents, il y a des civils et des militaires; si nous citons l'exemple de ces derniers, c'est pour mettre les civils au défi. L'Armée de Libération est une bonne armée, je l'aime beaucoup.

Il faut renforcer le travail politique. Que ce soit parmi les civils ou parmi les militaires, dans les usines, les campagnes, les magasins, les écoles, les unités de l'armée, les organismes du Parti et du gouvernement, ou dans les organisations populaires, nous devons déployer de grands efforts pour renforcer le travail politique et élever le niveau politique des cadres et des masses.

## NOTES

[1] Allusion à une citation de Confucius: "A soixante-dix ans, je pouvais me conformer au désir de mon cœur sans transgresser ce qui est juste." Voir *Entretiens de Confucius*, livre II, "Wei Tcheng".

[2] Il s'agit de l'agitation de juin 1956 à Poznan, en Pologne, et des émeutes contre-révolutionnaires qui ont éclaté en octobre de la même année en Hongrie.

[3] Voir *Canon des mutations*, "Hsi Tse", première partie.

[4] Kalimpong est un bourg frontalier situé dans le Nord-Est de l'Inde, tout près de Yatong, localité du Tibet en Chine.

# DISCOURS PRONONCES A LA CONFERENCE DES SECRETAIRES DES COMITES DU PARTI POUR LES PROVINCES, MUNICIPALITES ET REGIONS AUTONOMES

(Janvier 1957)

## I. DISCOURS DU 18 JANVIER

Notre Conférence discutera essentiellement les trois problèmes suivants: le problème de certaines tendances idéologiques, le problème de la campagne et le problème économique. Aujourd'hui, je vais aborder la première de ces questions.

Nous devons accorder toute son importance à cette question, dont je fais notre premier sujet de discussion. Actuellement, au sein comme en dehors du Parti ont surgi des problèmes d'ordre idéologique qui méritent de retenir tout particulièrement notre attention.

En voici un qui est apparu dans nos propres rangs. Un certain nombre de cadres, par exemple, recherchent honneurs et avantages, ils ne songent qu'à leurs propres intérêts. Au cours du rajustement des traitements, il s'est trouvé des gens qui n'étaient pas satisfaits d'une progression d'un seul échelon, ni même d'un relèvement de deux échelons, ils restaient à pleurnicher au fond de leur lit; sans doute aurait-il fallu un avancement de trois échelons pour les en faire sortir. Leurs jérémiades ont cependant hâté la solution de ce problème: on ne pratiquera plus désormais ce genre de rajustement des traitements des cadres. Les salaires resteront en gros égaux, avec tout au plus de faibles écarts. Autrefois, dans le gouvernement des seigneurs de guerre du Peiyang, il y avait un premier ministre nommé Tang Chao-yi qui devint plus tard chef du district de Tchongchan, province du Kouangtong. Si dans l'ancienne société un premier ministre accepta de servir en qualité de chef de district, pourquoi donc nos ministres ne

pourraient-ils pas en faire autant? A mon avis, ceux qui se démènent pour avoir de l'avancement et qui ne consentent qu'à être promus et non le contraire, ne valent même pas, sur ce chapitre, cet ancien mandarin. Ils ne cherchent pas à égaler ceux qui mènent une vie simple, travaillent beaucoup et jouissent de peu, mais ils courent après le faste, l'avancement et une position élevée. A présent, un tel état d'esprit a largement fait du chemin dans le Parti, ce qui retiendra notre attention.

La coopération agricole a-t-elle ou non des chances d'aboutir? Coopérative ou exploitation individuelle, qu'est-ce qui vaut mieux? On a de nouveau soulevé la question. L'année passée, il n'y a pas eu de problème dans les régions où la récolte a été bonne, ni dans celles qui ont souffert de graves calamités naturelles, alors qu'il s'en est posé dans les coopératives moins éprouvées qui ont obtenu des récoltes peu abondantes. Dans ces coopératives, la valeur des points de travail n'était pas aussi élevée qu'on ne l'avait promis, les revenus des membres n'ont pas augmenté, ils ont même diminué. Et voilà qu'on a commencé à murmurer: Les coopératives sont-elles toujours une bonne chose? Faut-il les maintenir ou non? Ces propos ont trouvé leur écho même parmi les cadres du Parti, dont quelques-uns ont affirmé que les coopératives n'ont guère de supériorité. Certains ministres sont allés faire un tour à la campagne et, revenus à Pékin, ils ont répandu des bruits alarmants, prétendant que les paysans manquaient d'entrain et cultivaient la terre sans enthousiasme, comme si les coopératives couraient à leur ruine. Certains directeurs de coopératives n'avaient plus le courage de relever la tête, tant ils avaient été partout blâmés, critiqués par les instances supérieures, et même dans les journaux. Les chefs des sections de propagande de certains comités du Parti n'osaient pas faire connaître la supériorité des coopératives. Liao Lou-yen, ministre de l'Agriculture, qui est aussi vice-directeur du Département du Travail rural du Comité central du Parti, a avoué qu'il était lui-même découragé, ainsi que les cadres responsables qu'il dirige: d'après lui, de toute façon, ça ne marchait pas et le Programme national pour le développement de l'agriculture en quarante points ne comptait plus. Que faire contre ce découragement? Rien de plus simple: si vous n'avez plus de courage, il suffit qu'on vous en insuffle. Actuellement, la propagande dans la presse a changé de ton, on parle beaucoup de la supériorité des coopératives, on n'en dit que du bien et non du mal; on procédera ainsi, pendant quelques mois, pour remonter un peu le courage.

Il y a deux ans, a eu lieu une lutte contre la déviation de droite et, l'an dernier, une lutte contre la "progression aventureuse", qui a eu pour résultat une nouvelle déviation de droite. Par cette déviation, j'entends celle qui touche le problème de la révolution socialiste, notamment celui de la transformation socialiste à la campagne. Ce qui mérite une attention particulière, c'est que dans les rangs de nos cadres s'est levé un vent semblable à un typhon. Parmi nos ministres, vice-ministres, directeurs de département ou de bureau d'administration, cadres à l'échelon provincial, un assez grand nombre sont issus de familles de propriétaires fonciers, paysans riches ou paysans moyens aisés; les vénérables pères de certains d'entre eux sont des propriétaires fonciers et, partant, encore privés du droit de vote. Ces cadres-là, une fois rentrés dans leur pays natal, ont entendu leurs parents tenir des propos malveillants qui se ramènent à ceci: Ces coopératives, ça ne marche pas et ça ne durera pas longtemps. Les paysans moyens aisés forment une couche oscillante. A l'heure actuelle, leur tendance à l'exploitation individuelle reparaît et certains d'entre eux ont l'intention de se retirer des coopératives. Le vent néfaste qui souffle dans les rangs de nos cadres manifeste précisément l'état d'esprit de ces classes et de cette couche.

La coopération réussira certainement, mais elle ne pourra pas s'assurer un plein succès en un ou deux ans. C'est ce qu'il faut bien expliquer à tous les camarades du Parti, du gouvernement et de l'armée comme des diverses organisations populaires. Les coopératives n'ont qu'une brève histoire. La plupart ne datent que d'un an ou d'un an et demi, l'expérience acquise est donc très insuffisante. Si les camarades qui ont fait la révolution leur vie durant sont encore sujets à faillir, comment voulez-vous que ceux-là qui ne travaillent que depuis un an ou un an et demi dans ce domaine puissent éviter toute erreur? Au moindre souffle de vent et aux premières gouttes de pluie, on s'écrie que la coopération ne marche plus; cette attitude constitue en soi une grosse erreur. En fait, la majorité des coopératives sont bien gérées ou relativement bien. L'exemple d'une seule coopérative bien gérée suffit à réfuter toutes les divagations débitées à propos de la coopération. Si cette coopérative a été bien gérée, pourquoi pas les autres? Si elle a prouvé la supériorité de la coopération, pourquoi pas les autres? Il s'agit donc de faire connaître partout cette expérience. On arrivera sûrement à trouver dans chaque province un tel exemple. Choisissons-le parmi les coopératives dont les conditions sont les plus désavantageuses et le terrain défavorable, et qui étaient au début très pauvres

avec un rendement bas, et non parmi celles dont les conditions étaient propices à l'origine. Evidemment, vous pouvez aussi bien dégager plusieurs dizaines d'exemples, mais avec un seul solidement établi, vous gagnerez la partie.

Des problèmes ont aussi surgi dans les écoles: A plusieurs endroits, des troubles ont éclaté parmi les étudiants. Une partie des élèves d'une école de Chekiatchouang, qui allaient terminer leurs études, ne pouvaient temporairement accéder à un emploi, et il a été décidé de prolonger d'un an leur scolarité, ce qui a suscité leur mécontentement. Un petit nombre de contre-révolutionnaires en ont profité pour les inciter à descendre dans la rue, prétendant occuper la station de radio de la ville et déclencher des "événements de Hongrie". Ils ont affiché pas mal de slogans dont les trois suivants sont particulièrement frappants: "A bas le fascisme!", "La guerre oui, la paix non!", "Le socialisme n'a aucune supériorité!" Au dire de ces gens, le Parti communiste serait un parti fasciste, et nous tous, nous devrions être abattus. Ces slogans sont tellement réactionnaires qu'ils n'ont rencontré aucune sympathie de la part des ouvriers, des paysans et des autres couches de la population. A Pékin, un étudiant de l'Université Tsinghoua est allé jusqu'à clamer publiquement: "Moi, un jour, je mettrai à mort des milliers et des milliers de personnes!" Au moment où nous appliquons la politique "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent", une telle "école" se porte, elle aussi, sur le devant de la scène. Le camarade Teng Siao-ping s'est rendu à cette université et y a pris la parole. Il a dit: Vous voulez tuer des milliers et des milliers de personnes, bon, nous exercerons la dictature sur vous!

D'après une enquête faite à Pékin, la plupart des étudiants de nos établissements d'enseignement supérieur sont des enfants de propriétaires fonciers, de paysans riches, de capitalistes et de paysans moyens aisés, tandis qu'à peine 20 pour cent sont issus de familles d'ouvriers et de paysans pauvres et moyens-pauvres. C'est peut-être pareil dans l'ensemble du pays. Un tel état de choses doit être changé, mais il faudra du temps. Auprès d'une partie de nos étudiants, Gomulka est très en vogue, Tito et Kardelj aussi. Quant à la plupart des propriétaires fonciers et des paysans riches, à la campagne, ainsi que des capitalistes et des membres des partis démocratiques, dans les villes, ils se montrent plus circonspects; ils n'ont pas provoqué de troubles lors des événements de Pologne et de Hongrie, ils ne se sont pas portés en avant pour crier qu'ils mettraient à mort des milliers et des milliers de personnes. Il faut faire l'analyse d'une telle circonspection. C'est

qu'ils n'ont plus de crédit, les ouvriers, les paysans pauvres et moyens-pauvres ne les écoutent pas, la terre leur manque sous les pieds. Si un changement survient dans le monde et qu'une bombe atomique réduise Pékin et Changhaï en ruines, est-ce qu'ils ne changeront pas d'attitude? On ne sait jamais. A ce moment-là, une différenciation s'opérerait aussi bien parmi les propriétaires fonciers et les paysans riches qu'au sein de la bourgeoisie et des partis démocratiques. Ce sont de vieux madrés, beaucoup d'entre eux préfèrent rester cachés. Mais leurs enfants, ces étudiants, ces gosses inexpérimentés, débitent des inepties telles que "mettre à mort des milliers et des milliers de personnes", "le socialisme n'a aucune supériorité".

Parmi les professeurs circulent aussi d'étranges propos: on en a assez du Parti communiste, le Parti communiste n'est pas qualifié pour diriger, le socialisme n'a rien de bon, et ainsi de suite. Ces idées-là, auparavant ils les gardaient pour eux; avec la politique "Que cent écoles rivalisent", on les laisse parler, alors tous ces propos sont venus au jour. Avez-vous vu le film *La Vie de Wou Hsiun*? Un pinceau long de plusieurs mètres y symbolise l'"homme de lettres"; le coup de balai qu'il donne est formidable. Ces professeurs-là s'apprêtent à entrer en scène, sans doute pour nous balayer. Serait-ce en vue d'une restauration?

Au cours de l'année écoulée, plusieurs grands orages ont éclaté sur la scène du monde. Le XX^e^ Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique a lancé une violente attaque contre Staline; puis, les impérialistes ont mené deux vastes campagnes anticommunistes, et deux débats orageux ont eu lieu au sein du mouvement communiste international. Certains partis d'Europe et d'Amérique ont été beaucoup affectés par ces événements et ont subi des pertes assez considérables; les partis des pays d'Orient ont été moins touchés et leurs pertes ne sont pas aussi graves. Depuis le XX^e^ Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, certains qui avaient soutenu très activement Staline sont maintenant non moins actifs dans leurs attaques contre lui. A mon avis, ils laissent de côté le marxisme-léninisme, ils n'ont pas fait l'analyse du problème et ignorent la morale révolutionnaire. Le marxisme-léninisme implique aussi la morale révolutionnaire du prolétariat. Naguère, vous déployiez tant de zèle pour soutenir Staline qu'il faudrait tout de même, à présent, avancer quelques raisons pour justifier votre revirement! Mais, sans donner la moindre explication, vous prenez tout à coup un virage de 180 degrés, comme si vous n'aviez jamais soutenu Staline, et pourtant, vous étiez bien ses partisans

fervents. La question de Staline concerne l'ensemble du mouvement communiste international et les partis de tous les pays.

Pour ce qui est du XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, l'écrasante majorité des cadres de notre Parti en sont mécontents. Ils estiment qu'on est allé trop loin dans la critique de Staline. C'est là un sentiment naturel, une réaction normale. Néanmoins, une minorité s'est mise à vaciller. Chaque fois qu'un typhon s'annonce, avant l'arrivée de la pluie, les fourmis sortent de leurs nids, elles ont le "nez" fin et connaissent la météorologie. Lorsque la tempête s'est déchaînée au XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, il y a eu aussi, en Chine, des fourmis qui ont quitté leurs nids. Ce sont des éléments instables au sein du Parti, ils chancellent à la moindre occasion. Apprenant qu'on avait assommé Staline d'un coup de massue, ils se sentaient très à l'aise et se sont rangés de l'autre côté. Ils ont crié des vivats et dit que Khrouchtchev avait raison sur toute la ligne et qu'ils avaient toujours été de cet avis. Puis, lorsqu'ils ont vu s'abattre les coups de bâton des impérialistes et aussi ceux provenant du mouvement communiste international, et que Khrouchtchev lui-même a été obligé de changer quelque peu de ton, ils sont revenus à nous. Par la force des choses, ils sont repassés de notre côté, et ils ne pouvaient agir autrement. C'est comme une touffe d'herbe sur un mur, qui oscille au passage du vent. Mais leur désir sincère n'était pas de revenir à nous, c'était d'aller vers l'autre bord. Ces gens, au sein comme en dehors du Parti, ont bien fait de glorifier les événements de Pologne et de Hongrie! Ils n'avaient à la bouche que Poznan et la Hongrie, de sorte qu'ils se sont révélés eux-mêmes. Les fourmis étaient hors de leurs galeries, toutes les canailles, toutes les crapules ont fait leur apparition. Ces individus tournaient au rythme de la baguette de Gomulka; lorsque celui-ci parlait de la grande démocratie, ils reprenaient le même refrain. Maintenant que la situation a changé, ils ne soufflent plus mot. S'ils gardent le silence, c'est à contre-cœur; ce qu'ils voudraient, c'est toujours se faire entendre.

Incapables de résister au typhon, les éléments hésitants vacillent. C'est là une loi générale. Je vous conseille, à vous tous, d'y prêter attention. Après avoir vacillé à quelques reprises, certains en ont tiré une leçon et cessé de balancer. Mais il en est qui chancelleront toujours. Ils ressemblent à une plante comme le riz dont la tige mince plie d'un côté ou d'un autre lorsque le vent souffle. Le sorgho et le maïs sont plus résistants, car leurs tiges sont plus grosses. Seuls les grands arbres se dressent inébranlables. Le typhon sévit chaque année.

Et chaque année des typhons idéologiques et politiques se déchaînent à l'intérieur et à l'extérieur du pays. C'est là un phénomène naturel de la société. Un parti politique constitue une sorte de société, une société politique, il est la première catégorie des sociétés politiques. C'est une organisation de classe. Le Parti communiste chinois est un parti prolétarien, composé principalement d'ouvriers et de paysans pauvres, semi-prolétaires. Cependant, beaucoup de ses membres sont issus de familles de propriétaires fonciers, de paysans riches et de capitalistes, ou ont été eux-mêmes paysans moyens aisés ou éléments de la petite bourgeoisie urbaine. Nombre d'entre eux ont certes mené une lutte ardue pendant des années et se sont quelque peu aguerris; mais ils n'ont pas beaucoup appris le marxisme. Sur le plan idéologique, moral, ils ressemblent toujours aux tiges de riz qui vacillent au souffle du vent.

Certains membres de notre Parti ont connu dans le passé toutes sortes d'épreuves. Mais il leur est difficile de subir l'épreuve du socialisme. Un exemple typique, c'est Siué Siun, qui était secrétaire adjoint du Comité du Parti pour la Province du Hopei et sous-chef de cette province. Quand a-t-elle commencé à vaciller? Justement au début de l'application de la politique d'achat et de vente unifiés, qui constitue une mesure importante pour réaliser le socialisme. Elle s'y est opposée avec fermeté, catégoriquement. Un autre cas, c'est celui de Meng Yong-tsien, vice-président de la Fédération nationale des Coopératives d'Approvisionnement et de Vente. Il a adressé aux autorités centrales une lettre dans laquelle il exprimait résolument son opposition à cette politique. Par ailleurs, il y avait, dans le Parti, des gens qui se sont dressés contre la coopération agricole. En somme, il existe des cadres supérieurs du Parti incapables de passer l'épreuve du socialisme et qui sont vacillants. Cet état de choses a-t-il pris fin? Non. Dans dix ans, ces gens-là seront-ils convaincus et vraiment ralliés au socialisme? Pas forcément. Dans dix ans, si des problèmes viennent à surgir, ils pourront dire: Moi, je m'en doutais depuis longtemps.

Un document vous sera distribué. Il reflète l'état d'esprit de certains cadres de l'armée. Leurs opinions comportent certes des éléments valables, quand ils disent, par exemple, que le salaire d'un certain nombre de cadres est trop élevé et que les paysans en sont mécontents, mais elles ne sont pas correctes dans leur tendance générale, et elles sont fausses du point de vue de la ligne politique fondamentale. Ils critiquent la politique de notre Parti, prétendant qu'elle a dévié à "gauche" à la campagne, et à droite dans les villes. La Chine s'étend

sur 9.600.000 kilomètres carrés, mais cela ne fait en tout que deux régions: la campagne et la ville. Selon eux, notre politique serait partout erronée.

Quand ils disent que notre politique à la campagne a dévié à "gauche", ils entendent que le revenu des paysans est faible, inférieur à celui des ouvriers. Il faudra procéder à une analyse et ne pas tenir compte uniquement de la recette. Si le revenu des ouvriers est, en général, plus élevé que celui des paysans, la valeur créée par les ouvriers est plus grande et, pour eux, le coût de la vie est plus élevé. L'amélioration des conditions de vie des paysans dépend principalement de leurs propres efforts en vue de développer la production. De son côté, le gouvernement fait beaucoup pour les aider, en assurant, par exemple, la construction d'ouvrages hydrauliques et l'allocation de crédits agricoles, etc. Notre impôt agricole, y compris l'impôt sur la production subsidiaire, représente 8 pour cent environ de la valeur globale de la production fournie par les paysans. De nombreux produits subsidiaires sont, d'ailleurs, exempts d'impôts. L'achat unifié des céréales par l'Etat s'effectue selon le prix normal. De l'échange des produits industriels contre les produits agricoles, l'Etat ne retire qu'un bénéfice très faible provenant des paysans. Nous n'avons pas adopté le système de livraison obligatoire que pratique l'Union soviétique. Dans l'échange des produits industriels et des produits agricoles, nous cherchons à réduire la fourchette, au lieu de l'augmenter comme c'est le cas en Union soviétique. Notre politique diffère sensiblement de celle de l'Union soviétique. Ainsi, on ne peut pas dire que notre politique rurale ait dévié à "gauche".

Lorsqu'ils rentraient dans leur pays natal ou que des parents venaient chez eux, certains cadres supérieurs de notre armée se sont laissé influencer par des propos de paysans moyens aisés, de paysans riches et de propriétaires fonciers, et se sont faits les porte-parole des doléances des paysans. Durant le premier semestre de l'année 1955, il y avait, dans le Parti, pas mal de gens qui, faisant écho à Liang Chouming et consorts, ont formulé des griefs semblables, comme s'ils étaient, les uns et les autres, les seuls à représenter les paysans et à connaître leurs difficultés. A leurs yeux, ni le Comité central, ni les comités provinciaux, ni la majorité des membres de notre Parti ne représentent les paysans. Une enquête effectuée au Kiangsou montre que, dans certains endroits, 30 pour cent des cadres à l'échelon du district, de l'arrondissement et du canton ont poussé les mêmes plaintes. Vérification faite, on s'est aperçu que les familles de la plu-

part de ces cadres vivaient plus ou moins dans l'aisance et avaient un excédent de grains à vendre. Quand ils prétendaient que la vie était "dure", cela voulait dire que leurs familles possédaient un excédent de grains. "Aider les paysans" et "se soucier des conditions de vie des paysans", cela signifiait ne pas vendre ces surplus à l'Etat. Qui tous ces gens-là représentent-ils en fait? Certainement pas les larges masses paysannes, mais les paysans aisés qui ne forment qu'une minorité.

Quant à l'opinion selon laquelle notre politique urbaine aurait dévié à droite, elle semble plus ou moins fondée à première vue, car nous avons pris en charge tous les capitalistes et leur permettons de toucher un intérêt fixe[1] pendant sept ans. Quelles mesures faudra-t-il prendre à l'expiration de ce délai? On verra le moment venu. Le mieux sera de ne pas supprimer l'intérêt complètement, mais de continuer à leur en verser un peu. Pour une modeste somme d'argent, nous achetons une classe entière. C'est après mûre réflexion que le Comité central a défini cette politique. Les capitalistes, ainsi que les personnalités démocrates et les intellectuels qui ont des liens avec eux, possèdent, en général, un niveau culturel et technique relativement élevé. Nous privons cette classe de son capital politique en la gagnant par notre politique de rachat, de sorte qu'elle ne trouve rien à redire. Le moyen de lui arracher ce capital, c'est de la payer et de prendre des dispositions pour donner du travail à ses éléments. Ainsi, le capital politique ne sera plus entre ses mains, mais dans les nôtres. Il importe de le lui ôter entièrement; tant qu'il lui en restera une bribe, nous devrons poursuivre nos efforts. Voilà pourquoi on ne peut pas non plus affirmer que notre politique urbaine ait dévié à droite.

Notre politique rurale est juste, et notre politique urbaine l'est aussi. Il ne peut donc pas se produire, dans notre pays, de troubles d'une envergure nationale tels que les événements de Hongrie. Tout au plus, une poignée de gens peuvent créer çà et là un peu de désordre, en réclamant la prétendue grande démocratie. Mais il n'y a pas lieu de craindre la grande démocratie. Sur ce point, je ne vois pas les choses comme certains d'entre vous qui en ont bien peur, ce me semble. Si des gens pratiquent la grande démocratie, il faut d'abord, à mon avis, ne pas la craindre, puis analyser ce qu'ils disent et ce qu'ils font. Lorsqu'ils recourent à la grande démocratie, les mauvais éléments ne manquent pas de commettre des erreurs en actes comme en paroles; ainsi ils se démasquent et s'isolent. "Mettre à mort des milliers et des milliers de personnes", est-ce là un moyen pour résoudre les

contradictions au sein du peuple? Peut-on par là gagner la sympathie de la majorité des gens? Quand ils disent: "A bas le fascisme" et "Le socialisme n'a aucune supériorité", ne vont-ils pas ouvertement à l'encontre de la Constitution? Le Parti communiste chinois et le régime qu'il dirige sont révolutionnaires, le socialisme a sa supériorité: ces deux points, la Constitution les proclame, et ils sont reconnus par le peuple de tout le pays. "La guerre oui, la paix non!" Très bien, vous appelez à la guerre! Vous n'êtes en tout et pour tout qu'une poignée: vous n'avez pas assez de soldats, et vos officiers ne sont pas encore formés. Ces gosses sont vraiment fous! Dans cette école de Chekiatchouang, lors d'une discussion de ces trois slogans, sur les 70 représentants qui y participaient, une dizaine seulement les ont approuvés tandis que plus de 50 se sont prononcés contre. Puis, on les a soumis à la discussion parmi 4.000 élèves, et personne ne s'y est rallié. Ainsi, cette dizaine de jeunes gens se sont trouvés isolés. Les ultra-réactionnaires qui avaient lancé de tels slogans et s'y cramponnaient n'étaient que quelques-uns. S'ils n'avaient pas fait appel à la grande démocratie et collé un peu partout des affiches, on n'aurait pas pu percer leurs intentions réelles. Comme ils ont eu recours à la grande démocratie, ils se sont fait prendre. Les événements de Hongrie ont un avantage: c'est d'avoir fait sortir ces fourmis chinoises de leurs nids.

En Hongrie, la grande démocratie a entraîné l'effondrement du parti, du gouvernement et de l'armée; mais il n'en sera pas ainsi en Chine. Notre Parti, notre gouvernement et notre armée ne sauraient s'écrouler devant l'assaut de quelques jeunes étudiants, à moins que nous ne soyons tous des bons à rien. Il ne faut donc pas craindre la grande démocratie. Si des troubles se produisent, il sera plus facile de vider l'abcès, c'est une bonne chose. L'impérialisme, nous ne l'avons pas craint, nous ne le craignons pas. Tchiang Kaï-chek ne nous a jamais fait peur. Et maintenant, faut-il nous laisser intimider par la grande démocratie? Moi, je dis que non. Si quelqu'un recourt à une soi-disant grande démocratie pour combattre le régime socialiste et renverser la direction du Parti communiste, nous exercerons sur lui la dictature du prolétariat.

A l'égard des intellectuels, il existe une certaine tendance: on insiste sur la mise en valeur de leurs capacités professionnelles, tout en négligeant leur refonte idéologique; on s'occupe beaucoup de leur travail, mais trop peu de leur rééducation. Depuis que l'on applique

la politique "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent", on n'ose plus entreprendre la rééducation des intellectuels. Mais puisque nous osons rééduquer les capitalistes, pourquoi ne pas en faire autant pour les intellectuels et les personnalités démocrates?

Pour ce qui est de la politique "Que cent fleurs s'épanouissent", je trouve qu'il est nécessaire d'encourager l'expression d'opinions. Certains camarades estiment qu'on ne doit laisser s'épanouir que les fleurs odorantes, et ne pas laisser pousser les herbes vénéneuses. Ce point de vue prouve qu'ils comprennent mal notre politique "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent". Evidemment, les propos contre-révolutionnaires sont en général à interdire. Cependant, si de tels propos apparaissent, non pas dans leur crudité, mais sous un jour révolutionnaire, on n'a d'autre choix que de les laisser s'exprimer d'abord. C'est la seule méthode qui permette de les distinguer et de les combattre. Dans les champs poussent côte à côte deux sortes de plantes: les céréales et les mauvaises herbes. On doit chaque année procéder au sarclage, et plusieurs fois par an. Vous prétendez qu'il ne faut laisser croître que les fleurs odorantes et non les herbes vénéneuses: cela revient à dire que vous voulez voir pousser dans les champs les céréales seulement et pas un seul brin d'herbe. Vous pouvez dire ce que vous voulez, mais quiconque a été aux champs sait que les mauvaises herbes poussent toujours à foison si on ne les arrache pas. Toutefois, elles présentent un avantage: enfouies dans le sol, elles servent d'engrais. Comment pourriez-vous dire alors qu'elles ne valent rien? On peut toujours rendre utile ce qui est inutile. Si les paysans sont obligés de lutter chaque année contre les mauvaises herbes dans les champs, il en est de même pour les écrivains, les artistes, les critiques et les professeurs, membres de notre Parti, sur le plan idéologique. C'est dans la lutte même que l'on s'aguerrit. L'herbe pousse et nous l'arrachons, voilà la lutte sans cesse renouvelée entre les deux aspects contradictoires. Même dans dix mille ans, il y aura toujours des mauvaises herbes, nous devons donc nous préparer à lutter dix mille ans.

Bref, l'année écoulée a été riche en événements: sur le plan international, on a vu Khrouchtchev et Gomulka susciter des remous; à l'intérieur, nous avons vécu l'impétueuse transformation socialiste. L'année en cours connaîtra encore beaucoup d'événements, et toutes sortes d'idées continueront à se manifester. J'espère que nos camarades resteront vigilants.

## II. DISCOURS DU 27 JANVIER

Maintenant, je vais vous faire part de quelques réflexions.

Premier point, il faut apprécier pleinement nos succès. Notre révolution et notre édification sont marquées essentiellement par des succès, mais il y a aussi des insuffisances et des erreurs. Nos succès sont manifestes; il n'est pas bon de les exagérer, mais si on les sous-estime, on risquera de commettre des fautes, de grosses fautes même. Cette question, la deuxième session plénière du Comité central issu du VIII[e] Congrès l'avait déjà résolue; mais elle a encore été soulevée, à plusieurs reprises, à la présente conférence, ce qui montre que certains camarades n'y voient pas encore clair. Surtout parmi les personnalités démocrates, on entend des propos de ce genre: "Vous dites à tout bout de champ que le travail est marqué essentiellement par des succès, mais cela ne résoud aucun problème. Chacun sait que les réalisations sont essentielles, cependant, il y a bel et bien des insuffisances et des erreurs!" Néanmoins, ce qui prédomine, ce sont effectivement les succès. Ne pas le reconnaître, c'est décourager les gens. N'a-t-on pas déjà constaté un certain abattement dans la coopération agricole!

Deuxième point, procéder à la planification d'ensemble et donner à chacun la place qui lui convient. Telle a toujours été notre politique, et nous l'avions déjà appliquée à Yenan. En août 1944, le *Takongpao* publia un éditorial, disant qu'"il ne fallait pas installer de cuisines à part". Lors des négociations de Tchongking, j'ai dit au responsable de ce journal: Je suis tout à fait de votre avis, mais à condition que le généralissime Tchiang Kaï-chek nous procure à manger; puisqu'il ne s'en occupe pas, que pourrions-nous faire sinon installer de nouvelles cuisines? A ce moment-là, nous avons formulé un mot d'ordre à l'adresse de Tchiang Kaï-chek, c'était: A chacun la place qui lui convient. Maintenant, c'est nous qui assumons la conduite des affaires d'Etat. Notre politique est bien la suivante: Procéder à la planification d'ensemble, donner à chacun la place qui lui convient. Cela comporte la prise en charge de tous ceux qui appartenaient aux milieux militaires et politiques du Kuomintang et qui sont restés ici; même ceux qui se sont enfuis à Taïwan peuvent revenir. Pour ce qui est des contre-révolutionnaires, on doit rééduquer tous ceux qui ne sont pas à exécuter et leur donner la possibilité de gagner leur vie. Nous conservons les partis démocratiques pour qu'ils puissent coexister à

long terme avec nous, et assurons à leurs membres un emploi. Bref, nous nous occupons de nos 600 millions d'habitants. Au moyen de l'achat et de la vente unifiés, par exemple, nous procurons de la nourriture à toute la population urbaine et à tous les foyers ruraux qui en manquent. Autre exemple: nous devons de toute façon prendre des dispositions pour que les jeunes gens des villes puissent poursuivre leurs études ou bien aller travailler à la campagne, à l'usine, ou encore dans les régions frontalières. Quant aux familles en chômage, il faut leur accorder de l'assistance, car notre principe est de ne laisser personne mourir de faim. Tout cela entre dans le cadre de la planification d'ensemble. A quoi vise cette politique? A mettre en œuvre tous les facteurs positifs pour construire le socialisme. C'est là une ligne de conduite stratégique. La pratiquer, c'est ce qui convient le mieux, c'est ce qui cause le moins de problèmes. Il faut donc expliquer clairement à tout le monde notre conception de la planification d'ensemble.

Le camarade Keh King-che a dit qu'il fallait rechercher tous les moyens possibles. Voilà qui est bien dit, on doit en effet mettre en jeu tous les moyens possibles pour surmonter les difficultés. Ce mot d'ordre doit être propagé. Les difficultés que nous rencontrons aujourd'hui ne peuvent être considérées comme très grandes, qu'est-ce qu'elles ont de terrible! Comparées à celles que nous avions connues pendant la Longue Marche, quand il s'agissait d'escalader les montagnes enneigées et de traverser les steppes marécageuses, les difficultés actuelles sont tout de même moins graves, n'est-ce pas? Où devions-nous aller après avoir passé la rivière Tatou, durant la Longue Marche? Au nord, rien que des montagnes élevées et une population fort clairsemée. Nous avions alors exprimé la détermination d'employer mille moyens et de recourir à cent projets pour vaincre les difficultés. Qu'est-ce que c'est que mille moyens et cent projets? Mille moyens, c'est neuf cent quatre-vingt-dix-neuf moyens plus un; cent projets, c'est quatre-vingt-dix-neuf projets plus un. Mais aujourd'hui, vous n'avez proposé que fort peu de moyens et de projets. Combien de moyens, combien de projets les diverses provinces, les différents organismes relevant de l'autorité centrale ont-ils enfin trouvés? Quand on mettra en jeu tous les moyens possibles, les difficultés seront surmontées.

Troisième point, la situation internationale. Au Moyen-Orient, il s'est produit l'affaire du Canal de Suez. Un homme, du nom de Nasser, a nationalisé ce canal; un autre, qui s'appelle Eden, y a envoyé un corps expéditionnaire; là-dessus un troisième, nommé

Eisenhower, a entrepris de chasser les Anglais pour s'emparer de cette zone. La bourgeoisie britannique, passée maître en fait de ruses et de rouerie, s'y connaît dans l'art de composer au moment opportun. Mais aujourd'hui, elle a laissé tomber le Moyen-Orient entre les mains des Américains. Bévue énorme! Y en a-t-il beaucoup de pareilles dans son histoire? Pourquoi, cette fois-ci, a-t-elle perdu la tête au point de commettre une telle erreur? C'est que, n'ayant pu garder son sang-froid sous l'effet de la trop violente pression des Etats-Unis, elle a tenté de reprendre le Moyen-Orient et de faire obstacle aux Etats-Unis. Le fer de lance de la Grande-Bretagne est-il dirigé principalement contre l'Egypte? Mais non. La Grande-Bretagne vise les Etats-Unis, et vice versa.

Cette affaire permet de voir où se trouve le point clé de la lutte dans le monde d'aujourd'hui. Certes, les contradictions entre les pays impérialistes et les pays socialistes sont très aiguës, mais actuellement les pays impérialistes se disputent des territoires sous prétexte de s'opposer au communisme. Et quels territoires? Ceux d'Asie et d'Afrique, qui comptent un milliard d'hommes. A l'heure qu'il est, leur rivalité est axée sur le Moyen-Orient, région d'une haute importance stratégique, et notamment la zone du Canal de Suez, en Egypte. Là-bas, il y a deux types de contradictions et trois forces qui sont en conflit. Voyons d'abord les deux types de contradictions: celles qui existent entre les pays impérialistes, c'est-à-dire entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ou entre les Etats-Unis et la France; et celles qui opposent l'impérialisme aux nations opprimées. Passons ensuite aux trois forces: la première, ce sont les Etats-Unis, le pays impérialiste le plus puissant; en second lieu, il y a la Grande-Bretagne et la France, pays impérialistes de deuxième ordre; et troisièmement, les nations opprimées. Le théâtre principal de la rivalité des impérialistes, c'est actuellement l'Asie et l'Afrique, où des mouvements d'indépendance nationale ont vu le jour. Les méthodes que les Etats-Unis emploient, ce sont et la douceur et la force des armes, comme c'est le cas au Moyen-Orient.

Leur dispute nous est profitable. Notre politique d'Etats socialistes doit consister à nous consolider et à ne céder aucun pouce de terre. Nous lutterons contre tous ceux qui voudront nous faire plier. Pour le reste, nous les laissons se disputer. Mais devons-nous donner notre avis? Oui, nous le devons. Nous soutiendrons toujours les luttes anti-impérialistes des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, les luttes révolutionnaires de tous les peuples.

Les rapports entre les pays impérialistes et nous sont marqués par le fait qu'il y a des nôtres chez eux, et chez nous des leurs. Nous soutenons la révolution populaire dans ces pays-là, et eux se livrent à des activités subversives chez nous. Les nôtres qui se trouvent chez eux, ce sont les partis communistes, les ouvriers, paysans et intellectuels révolutionnaires, les progressistes. Les leurs qui se trouvent chez nous, ce sont, par exemple, en Chine, nombre d'éléments de la bourgeoisie et de membres des partis démocratiques, ainsi que les propriétaires fonciers. Aujourd'hui, ces gens paraissent assez soumis: ils n'ont pas créé de troubles. Mais supposons qu'une bombe atomique soit lancée sur Pékin, quel serait leur comportement? Ils ne se révolteraient pas? Voilà qui est fort problématique! Sans parler des criminels soumis à la rééducation par le travail, des meneurs de troubles de cette école de Chekiatchouang et de cet étudiant de Pékin qui prétend tuer des milliers et des milliers de personnes! Nous devons absorber ces individus et transformer les propriétaires fonciers et les capitalistes en travailleurs. Il s'agit là, également, d'une ligne de conduite stratégique. Pour faire disparaître les classes, il faudra une longue période.

En un mot, nous estimons qu'il faut envisager les problèmes internationaux toujours de la façon suivante: Les contradictions entre les impérialistes, qui se querellent, se disputent les colonies, sont plus aiguës que celles qui les opposent à nous. Pourtant, ils cherchent à les dissimuler au moyen de ces dernières. Quant à nous, nous pouvons exploiter les contradictions qui existent entre eux, et nous avons là beaucoup de possibilités. Il s'agit donc d'une affaire d'importance majeure qui intéresse notre politique extérieure.

Je parlerai un peu des relations sino-américaines. Nous avons, lors de la présente conférence, reproduit et distribué la lettre d'Eisenhower à Tchiang Kaï-chek. A mon avis, cette lettre avait pour but d'administrer à celui-ci une douche froide — ce qui est l'essentiel — et de le revigorer ensuite. On lui recommande dans la lettre de garder son calme au lieu de s'emporter, en d'autres termes de ne pas recourir à la force mais de compter sur les Nations Unies. Voilà pour la douche froide. Tchiang Kaï-chek s'était, en effet, quelque peu emporté. Pour le remonter, Eisenhower a laissé entendre qu'il fallait poursuivre une politique rigide à l'égard du Parti communiste et mettre tout l'espoir dans une crise éventuelle chez nous. A ses yeux, il y a déjà des troubles, que le Parti communiste n'arrive pas à endiguer. A chacun sa manière d'envisager les choses!

Je persiste à estimer qu'il vaut mieux attendre encore quelques années pour établir des relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Cela est plus avantageux. Ce n'est que dix-sept ans après la Révolution d'Octobre que l'Union soviétique a établi des relations avec eux. La crise économique mondiale, qui avait éclaté en 1929, a duré jusqu'en 1933, année où Hitler monta au pouvoir en Allemagne, et Roosevelt aux Etats-Unis; c'est alors seulement que l'Union soviétique et les Etats-Unis nouèrent leurs relations diplomatiques. Quant à l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis, il est probable qu'il se fera après l'accomplissement de notre troisième plan quinquennal, c'est-à-dire dix-huit ans, ou même davantage, après la fondation de notre République. Par ailleurs, nous ne sommes pas si pressés de recouvrer le siège de la Chine à l'O.N.U., de même que nous ne sommes pas tellement impatients d'établir des relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Si nous adoptons cette politique, c'est pour priver, dans toute la mesure du possible, les Etats-Unis de leur capital politique, pour les mettre dans leur tort et les isoler. Que le gouvernement américain nous empêche de recouvrer notre siège à l'O.N.U. et qu'il refuse d'établir des relations diplomatiques avec nous! Soit, plus il fera traîner les choses, plus il contractera de dettes envers nous. Plus il tardera, moins sa conduite sera justifiée et plus il sera isolé à l'intérieur du pays comme devant l'opinion publique mondiale. A Yenan, j'ai dit à un Américain: Si d'ici cent ans les Etats-Unis n'ont pas encore reconnu notre gouvernement, je ne crois pas qu'ils puissent persister un an de plus. Il faudra bien qu'un jour ils établissent des relations diplomatiques avec nous. Quand des Américains viendront alors en Chine et ouvriront les yeux, tous les regrets seront inutiles. Car la physionomie de la Chine aura changé, la maison sera propre et les "quatre maux" éliminés; ils n'y trouveront plus beaucoup d'amis, et les quelques "microbes" qu'ils répandront ne produiront guère d'effet.

Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la situation dans les pays capitalistes est très instable, le désordre y règne, les gens sont inquiets. Les différents pays du monde, y compris la Chine, éprouvent de l'inquiétude. Mais nous sommes tout de même plus tranquilles. Des pays socialistes ou des pays impérialistes, notamment les Etats-Unis, voyez un peu qui a peur de qui. Je dirai que l'on a peur de part et d'autre. Mais le problème qui se pose ici est le suivant: qui a le plus peur? Je suis enclin à juger que les impérialistes ont plus peur que nous. Un tel jugement comporterait un danger, c'est que tout le monde

aille se coucher et dorme trois jours d'affilée. C'est pourquoi il faut toujours envisager deux éventualités. En plus d'une éventualité heureuse, il en existe une de fâcheuse, celle d'une crise de folie des impérialistes. Ceux-ci n'ont pas de bonnes intentions et ne manqueront pas de provoquer des troubles. Bien entendu, il ne leur est pas si facile, à présent, de déclencher une nouvelle guerre mondiale, car ils doivent réfléchir aux conséquences.

Je vais maintenant parler des relations sino-soviétiques. A mon avis, il est inévitable qu'on se chamaille; il ne faut pas s'imaginer qu'il n'y a pas de disputes entre partis communistes. Y a-t-il dans le monde un endroit où l'on ne se querelle pas? Le marxisme est la science des disputes, en d'autres termes, celle des contradictions, de la lutte. Il y a toujours des contradictions, et qui dit contradiction dit lutte. Il existe en effet des contradictions entre la Chine et l'Union soviétique. Les méthodes de penser et d'agir, les habitudes léguées par le passé ne sont pas les mêmes là-bas que chez nous. Aussi faut-il faire du travail auprès d'eux. J'ai toujours déclaré qu'il fallait effectuer du travail auprès des camarades. Comme nous sommes tous communistes, disent certains, nous sommes forcément aussi bons les uns que les autres, pourquoi alors effectuer un tel travail? Par travail, ils n'entendent que le travail de front uni, celui auprès des personnalités démocrates; alors, ils se demandent pourquoi on doit faire du travail auprès des communistes. Cette façon de voir n'est pas correcte. Dans le parti communiste, il existe aussi des opinions différentes. Certains camarades ont adhéré au parti communiste du point de vue de l'organisation, mais pas sur le plan idéologique; il arrive même que des vétérans n'ont pas le même langage que nous. Voilà pourquoi il faut nous entretenir souvent à cœur ouvert, à deux ou à plusieurs, tenir de multiples réunions pour aider à clarifier les idées.

D'après moi, les circonstances sont plus fortes que les hommes, même s'il s'agit de gros dignitaires. Sous la pression de la situation, le chauvinisme de grande puissance que des irréductibles soviétiques continuent de pratiquer ne pourra plus marcher. Notre politique à l'heure actuelle consiste toujours à les éclairer, en discutant franchement avec eux. La délégation que nous avons envoyée récemment en Union soviétique leur a dit leurs quatre vérités sur certaines questions. J'ai dit par téléphone au camarade Chou En-laï que ces gens-là se sont laissé griser par le succès et que la meilleure méthode pour traiter avec eux, c'est de leur passer un bon savon. Qu'entend-on chez eux par "succès"? Rien d'autre que leurs 50 millions de tonnes d'acier,

400 millions de tonnes de charbon et 80 millions de tonnes de pétrole. Est-ce que cela compte pour beaucoup? Mais non. Et les voilà pris de vertige pour si peu, et ça, c'est des communistes, des marxistes! J'estime que, même multiplié par dix, par cent, cela ne comptera toujours pas. Vous n'avez fait qu'extraire du sous-sol de quoi produire de l'acier et fabriquer des automobiles et des avions, qu'y a-t-il là de formidable! Mais vous en avez fait un lourd fardeau qui pèse sur vous, et vous passez outre à tous les principes révolutionnaires; n'est-ce pas là vous laisser griser par le succès? Par ailleurs, quand on devient un gros dignitaire, on peut aussi avoir le vertige du succès. Quand quelqu'un devient premier secrétaire, c'est également un succès, qui peut facilement monter à la tête. Au moment où il est au comble de l'ivresse, la méthode à employer à son égard est de lui adresser de vertes réprimandes. Cette fois-ci, à Moscou, le camarade Chou En-laï ne s'est pas gêné pour contredire, ce qui lui a valu des répliques. Tant mieux, on peut ainsi s'expliquer en face. Ils cherchent à nous influencer, et inversement. Cependant, nous n'avons pas tout mis sur le tapis; nous n'avons pas joué d'un seul coup tous nos atouts, nous en avons gardé certains en mains. Comme il y a toujours des contradictions, tant que nous arrivons à maintenir des rapports passables, nous pouvons rechercher les points communs et laisser de côté les divergences qui seront abordées plus tard. Mais, s'ils s'entêtent dans leur manière d'agir, nous leur dirons ouvertement un jour tout ce que nous avons à dire sur leur compte.

Pour notre part, nous devons nous garder d'exagérer en matière de propagande extérieure. Il nous faut être, à tout moment, modestes et prudents, et veiller à ne pas nous rengorger. Nous continuerons à nous instruire auprès de l'Union soviétique, mais en choisissant ce que nous devons apprendre, c'est-à-dire ce qui est avancé et non rétrograde. A l'égard des choses arriérées, la méthode est autre, c'est de ne pas les apprendre. Connaissant les erreurs de l'Union soviétique, nous pourrons en éviter de pareilles. Nous devons absolument apprendre d'eux ce qui nous est utile. Les choses utiles de tous les pays du monde, il nous faut les apprendre. Allons partout en quête de connaissances; si nous nous bornons à un seul endroit, cela deviendra monotone.

Quatrième point, le principe "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent". Ce principe a été avancé après la critique visant le groupe contre-révolutionnaire de Hou Feng; à mon avis, il est correct et conforme à la dialectique.

A propos de la dialectique, Lénine disait: "On peut brièvement définir la dialectique comme la théorie de l'unité des contraires. Par là on saisira le noyau de la dialectique, mais cela exige des explications et un développement[2]." Explications et développement, c'est là une tâche qui nous incombe. Il faut fournir des explications, nous en avons donné trop peu jusqu'ici. Il faut aussi assurer le développement; nous qui avons accumulé une riche expérience au cours de la révolution, nous devons développer cette théorie. Lénine disait par ailleurs: "L'unité (coïncidence, identité, équipollence) des contraires est conditionnée, temporaire, passagère, relative. La lutte des contraires qui s'excluent mutuellement est absolue, de même que l'évolution, de même que le mouvement[3]." Partant de ce point de vue, nous avons formulé le principe "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent".

La vérité n'existe qu'au regard de l'erreur et se développe dans la lutte contre elle. Il en est de même pour le beau et le laid, pour le bien et le mal. En effet tout acte utile, tout homme de bien n'existent qu'au regard des actes blâmables, des mauvaises gens et se développent dans la lutte contre eux. Bref, les fleurs odorantes n'existent qu'au regard des herbes vénéneuses et se développent dans la lutte contre elles. Interdire aux gens d'entrer en contact avec ce qui est faux, pernicieux ou ce qui nous est hostile, d'aborder l'idéalisme et la métaphysique, et de connaître les propos de Confucius, de Laotse et de Tchiang Kaï-chek serait une politique dangereuse. Elle conduirait à la régression de la pensée, à des vues unilatérales et rendrait l'homme incapable de résister aux épreuves de la vie et de réfuter les opinions adverses.

En philosophie, le matérialisme et l'idéalisme forment une unité des contraires et sont en lutte l'un contre l'autre. Il y a, par ailleurs, la dialectique et la métaphysique: elles aussi forment une unité des contraires et sont en lutte l'une contre l'autre. Quand on traite de la philosophie, on ne peut se passer de ces deux paires de contraires. En Union soviétique, on n'admet pas l'existence des paires de contraires; on s'en tient à un seul aspect des choses, car, à ce que l'on prétend, il n'y a là-bas que des fleurs odorantes et pas d'herbes vénéneuses; on nie l'existence de l'idéalisme et de la métaphysique dans un pays socialiste. En fait, l'idéalisme, la métaphysique, les herbes vénéneuses existent dans n'importe quel pays. En Union soviétique, de nombreuses herbes vénéneuses apparaissent sous les couleurs de fleurs

odorantes, une foule de propos bizarres se présentent sous l'enseigne du matérialisme ou du réalisme socialiste. Nous reconnaissons publiquement la lutte entre le matérialisme et l'idéalisme, la dialectique et la métaphysique, les fleurs odorantes et les herbes vénéneuses. Cette lutte se poursuivra à jamais, et progressera d'un pas à chaque étape.

Je voudrais adresser un conseil aux camarades ici présents: si vous possédez déjà le matérialisme et la dialectique, vous devez encore compléter vos connaissances par l'étude de leurs contraires, l'idéalisme et la métaphysique. Les œuvres de Kant et de Hegel, de Confucius et de Tchiang Kaï-chek, tous ces matériaux négatifs sont à lire. Sans connaître l'idéalisme ni la métaphysique, sans avoir lutté contre ces conceptions adverses, vos connaissances sur le matérialisme et la dialectique ne seraient pas solides. Certains membres de notre Parti, dont des intellectuels, ont précisément le défaut de connaître trop peu ces matériaux négatifs. Ayant étudié quelques livres de Marx, ils se bornent à répéter ce qu'ils ont lu, et c'est bien monotone. Leurs discours, leurs articles sont donc peu convaincants. Si vous n'étudiez pas les choses négatives, vous n'arriverez pas à les réfuter. Marx, Engels, Lénine n'agissaient pas ainsi. Ils s'appliquaient à étudier et approfondir les diverses questions de leur temps ou du passé, et invitaient les autres à faire de même. C'est à travers des études sur les doctrines de la bourgeoisie, à savoir la philosophie classique allemande, l'économie politique classique anglaise et le socialisme utopique français, et à travers des luttes menées contre elles que les trois parties constitutives du marxisme ont pu voir le jour. Staline était moins fort. Par exemple, on considérait à son époque la philosophie classique allemande, philosophie idéaliste, comme une réaction de l'aristocratie allemande contre la Révolution française. Une telle conclusion est une négation complète de la philosophie classique allemande. Staline a rejeté en bloc la science militaire de l'Allemagne; selon lui, puisque les Allemands ont perdu la guerre, leur science militaire ne vaut plus rien, et par conséquent, les ouvrages de Clausewitz[4] ne méritent plus qu'on les lise.

Il y a pas mal de métaphysique chez Staline et il a appris à beaucoup de gens à la pratiquer. Dans l'*Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.*, il dit que la dialectique marxiste présente quatre traits fondamentaux. Au point a), il parle de la liaison entre les divers choses et phénomènes, comme s'ils étaient liés sans cause ni raison. Comment, alors, les choses sont-elles liées ensemble? Par les deux aspects en contradiction. Et toute chose, tout phénomène

présente deux aspects contradictoires. Au point d), il parle des contradictions inhérentes aux choses et phénomènes. Mais il n'insiste que sur la lutte des contraires, sans mentionner leur unité. Conformément à l'unité des contraires, loi fondamentale de la dialectique, les deux contraires sont en lutte tout en restant unis, ils s'excluent l'un l'autre tout en étant liés l'un à l'autre et, dans des conditions données, se transforment l'un en l'autre.

Dans le *Petit dictionnaire philosophique*, quatrième édition, publié en Union soviétique, l'article *Identité* exprime le point de vue de Staline. Il y est dit: "Les phénomènes tels que la guerre et la paix, la bourgeoisie et le prolétariat, la vie et la mort, etc. ne peuvent être identiques, car les deux aspects sont foncièrement opposés et s'excluent l'un l'autre." Cela veut dire que, entre ces phénomènes foncièrement opposés, il n'existe pas d'identité dans le sens marxiste du mot et qu'ils ne font que s'exclure mutuellement, sans être liés l'un à l'autre ni pouvoir se convertir l'un en l'autre dans des conditions données. Voilà une assertion fondamentalement erronée.

Selon cet article, la guerre, c'est la guerre, et la paix, c'est la paix, deux choses qui ne font que s'exclure l'une l'autre, sans liaison aucune entre elles; la guerre ne peut se convertir en paix, pas plus que la paix en guerre. Lénine donne cette citation de Clausewitz: "La guerre est le prolongement de la politique par d'autres moyens[5]." La lutte en période de paix, c'est la politique, et la guerre, c'est aussi la politique, mais avec recours à des moyens particuliers. La guerre et la paix s'excluent l'une l'autre tout en restant liées l'une à l'autre, et se transforment l'une en l'autre dans des conditions déterminées. Si la guerre ne se prépare pas en période de paix, comment peut-elle éclater brusquement? Si la paix ne se prépare pas pendant la guerre, comment peut-elle s'établir subitement?

Si la vie et la mort ne peuvent se convertir l'une en l'autre, dites-moi alors d'où viennent les êtres animés. Il n'y avait au début que de la matière inanimée sur la Terre, c'est seulement plus tard que sont apparus des êtres animés qui sont dérivés de la matière inanimée ou inerte. Tout être animé connaît un processus de métabolisme: naissance, croissance, reproduction et mort. Tout au long de l'activité d'un être animé, la vie et la mort sont en lutte et se convertissent constamment l'une en l'autre.

Si la bourgeoisie et le prolétariat ne peuvent se convertir l'un en l'autre, comment expliquez-vous que, par la révolution, le prolétariat devient la classe dominante et la bourgeoisie une classe dominée?

Citons un exemple: nous et le Kuomintang de Tchiang Kaï-chek sommes foncièrement en opposition. Par suite de la lutte et de l'exclusion mutuelle des deux aspects contradictoires, nous avons changé de place avec le Kuomintang: de force dominante qu'il était, il s'est transformé en force dominée, et de force dominée que nous étions, nous sommes devenus la force dominante. Pour ce qui est du Kuomintang, un dixième seulement s'est enfui à Taïwan, tandis que les neuf dixièmes sont restés sur la partie continentale du pays. Nous sommes en train de les rééduquer, c'est là une unité des contraires dans des conditions nouvelles. Nous formons toujours une unité des contraires avec ceux qui sont allés à Taïwan, et il nous faudra aussi les transformer par la lutte.

[Staline ne voyait pas la liaison entre la lutte des contraires et leur unité. Certains Soviétiques ont une méthode de pensée métaphysique, leur pensée est tellement sclérosée qu'ils ne reconnaissent pas l'unité des contraires; pour eux, ou c'est comme ceci ou c'est comme cela. Par conséquent, ils ne manquent pas de commettre des erreurs d'ordre politique. De notre côté, nous maintenons la thèse de l'unité des contraires et pratiquons le principe "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent". Alors que les fleurs odorantes s'épanouissent, on voit forcément pousser des herbes vénéneuses. Cela n'a rien d'effrayant et peut même nous être profitable dans des conditions déterminées.]

Il y a des phénomènes qui se manifestent inévitablement à un moment donné, et il faut bien qu'ils apparaissent au grand jour pour que nous puissions y faire face. Ainsi, par exemple, nous avions tenu le répertoire théâtral sous un contrôle trop rigide, en interdisant de jouer telle pièce ou telle autre. Maintenant que l'on a relâché le contrôle, des pièces telles que *La Bassine noire* et *Le Châtiment céleste par la foudre*, des monstres et fantômes de toutes sortes ont fait leur apparition sur la scène. Qu'en pensez-vous donc? A mon avis, il est bon de les laisser s'ébattre quelque temps. Beaucoup de gens n'ont jamais assisté à des spectacles présentant monstres et fantômes; c'est seulement lorsqu'ils auront vu ces choses laides qu'ils se rendront compte que l'on a porté sur la scène ce qui ne devait pas y être montré. C'est alors que nous pourrons soumettre ces pièces à la critique, les transformer ou les interdire. D'aucuns affirment que certains opéras locaux sont si médiocres que même les gens du pays n'en veulent pas. J'estime qu'il n'est pas si grave qu'on en joue quelques-uns. Pourront-

ils se maintenir? Combien de spectateurs attireront-ils encore? La pratique décidera; ne nous hâtons pas de les interdire.

Maintenant, nous avons décidé d'augmenter le tirage du *Bulletin d'informations d'agences étrangères*, en le faisant passer de 2.000 à 400.000 exemplaires, pour que l'on puisse le lire au sein comme en dehors du Parti. Voilà que le Parti communiste fait paraître un journal pour le compte des impérialistes. Nous y publions même des propos réactionnaires, des invectives lancées contre nous. Pourquoi cela? C'est pour placer sous les yeux de nos camarades, des masses populaires et des personnalités démocrates des herbes vénéneuses, des choses non marxistes et antimarxistes, et leur permettre ainsi de s'aguerrir. Il ne faut pas faire le blocus autour d'elles, ce serait plutôt dangereux. Notre politique à cet égard diffère de celle de l'Union soviétique. Pourquoi devons-nous nous faire vacciner? Pour introduire, artificiellement, dans notre corps des microbes qui y mèneront une "guerre bactériologique", une lutte contre notre organisme, et, de cette façon, notre corps acquerra l'immunité voulue. La distribution du *Bulletin d'informations d'agences étrangères*, de même que la publication d'autres matériaux négatifs, tient lieu de "vaccination" et permet de renforcer l'immunité politique chez les cadres et les masses.

Il convient de réfuter vigoureusement et sans tarder les propos nuisibles. Par exemple, l'article "De l'"inévitabilité' ", publié dans le *Renmin Ribao*, prétend que les erreurs commises dans notre travail ne sont pas inévitables et que nous voulons excuser ces erreurs en invoquant l'"inévitabilité". Voilà une assertion nuisible. Cet article, semble-t-il, n'aurait pas dû être publié. Puisqu'on l'a fait paraître, il fallait se préparer à riposter en temps voulu pour relever le défi. Du moment que nous nous sommes engagés dans la révolution et dans l'édification, il est inévitable que nous commettions des erreurs: l'expérience historique l'a prouvé. "Encore une fois à propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat" est précisément un article qui traite d'un cas majeur d'"inévitabilité". Parmi nos camarades, qui est-ce qui veut commettre une erreur? On ne se rend compte d'une erreur qu'après y être tombé; au début, chacun s'estime marxiste à cent pour cent. Bien entendu, on ne doit pas pour autant croire qu'il importe peu qu'on fasse quelques fautes puisqu'elles sont inévitables. Mais il faut quand même reconnaître qu'il n'est vraiment pas possible de ne jamais se tromper dans son travail. L'essentiel, c'est d'en commettre de moins graves, et le moins possible.

Il faut en finir avec les tendances malsaines qui ont cours dans la société. Quand il s'agit d'une telle tendance — je ne parle pas ici de cas isolés mais bien d'un courant d'idée néfaste, qui se manifeste au sein du Parti, parmi les personnalités démocrates ou les jeunes étudiants — il faut absolument l'éliminer. La méthode à employer est l'argumentation. Tant que l'argumentation est vraiment convaincante, elle réussira à mettre fin au courant néfaste. Si l'on se contente de lancer quelques invectives sans avancer rien qui puisse persuader, le courant néfaste pourra même devenir de plus en plus violent. Lorsqu'il s'agit d'un problème d'importance majeure, il nous faut être pleinement préparés pour lancer au bon moment des articles de réfutation suffisamment probants. Les secrétaires des comités du Parti doivent, en personne, prendre en main les journaux et écrire des articles.

Des deux aspects d'une unité qui s'opposent, qui sont en lutte, l'un est nécessairement principal, l'autre secondaire. Dans notre Etat de dictature du prolétariat, nous ne devons pas, bien entendu, laisser foisonner les herbes vénéneuses. Que ce soit au sein du Parti ou dans les milieux de la pensée, de la culture et de l'art, il faut faire tout notre possible pour que les fleurs odorantes, le marxisme, constituent l'aspect principal et occupent la position dominante; les herbes vénéneuses, tout ce qui est non marxiste ou antimarxiste, doivent être maintenues dans une position subordonnée. En un certain sens, on peut assimiler leur rapport à celui entre le noyau de l'atome et les électrons. L'atome comprend deux parties: le noyau et les électrons. Le noyau est minuscule, mais il pèse très lourd. Un électron est très léger. Son poids ne représente qu'environ un mille huit centième de celui du noyau atomique le plus léger. Le noyau même est divisible, mais il est d'une structure plus solide. Les électrons sont quelque peu "libéraux"; certains s'en vont et d'autres viennent. Le noyau et les électrons forment aussi une unité des contraires, avec un aspect principal et un aspect secondaire. De ce point de vue, le principe "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" ne présente que des avantages et aucun inconvénient.

Cinquième point, le problème des troubles. Dans la société socialiste, un petit nombre de gens créent des troubles, c'est un problème nouveau qui mérite bien un examen.

Dans la société, toute chose est une unité des contraires. Il en va ainsi de la société socialiste où il y a unité des contraires au sein du peuple comme entre nous et nos ennemis. Si un petit nombre de gens

créent des troubles dans notre pays, la raison essentielle en est qu'il y existe toujours toutes sortes d'aspects contradictoires — positifs et négatifs, qu'il y existe encore des classes, des individus et des opinions en opposition.

Nous avons déjà réalisé pour l'essentiel la transformation socialiste en ce qui concerne la propriété des moyens de production, mais la bourgeoisie existe encore, de même que les propriétaires fonciers, paysans riches, tyrans locaux et éléments contre-révolutionnaires. Ces classes expropriées, qui sont l'objet de notre oppression, nous gardent rancune, et, à la moindre occasion, la haine éclate chez nombre de leurs éléments. Lors des événements de Hongrie, ils espéraient que ce pays serait plongé dans le chaos et, mieux encore, que la Chine connaîtrait le même destin. Cela est déterminé par leur nature de classe.

Des personnalités démocrates et des professeurs d'université, eux aussi, s'opposent à nous en tenant des propos bizarres. Ils prônent l'idéalisme alors que nous préconisons le matérialisme. A ce qu'ils prétendent, le Parti communiste est incapable d'exercer sa direction dans le domaine scientifique, le socialisme ne présente aucune supériorité et la coopération agricole est franchement mauvaise. De notre côté, nous affirmons que le Parti communiste est capable de diriger dans le domaine scientifique, que le socialisme a sa supériorité et que la coopération agricole est excellente.

Il y a aussi pas mal d'étudiants qui s'opposent à nous. A l'heure actuelle, la plupart des étudiants sont issus de familles appartenant aux classes exploiteuses, il n'y a donc rien d'étonnant que certains d'entre eux soient contre nous. On en rencontre à Pékin, à Chekiatchouang et ailleurs.

Il se trouve encore des gens, dans la société, qui accusent nos comités provinciaux du Parti d'être "raides comme des momies". Le sont-ils réellement? A mon avis, n'étant pas raides morts, comment voulez-vous qu'ils soient des momies? Entre ceux qui prétendent cela et nous qui affirmons le contraire, il y a aussi opposition.

Dans le Parti existent également des vues opposées. Par exemple, à propos de la négation complète de Staline par le XX$^{e}$ Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, il y a le pour et le contre, deux opinions en opposition. Des divergences d'opinions apparaissent constamment dans le Parti; à peine les vues viennent-elles de s'accorder que, un ou deux mois après, une nouvelle divergence se manifeste,

Dans le domaine de la méthode de pensée, le respect des faits et le subjectivisme sont en opposition. Je pense que le subjectivisme existera en tout temps. Est-ce qu'il n'y en aura plus la moindre touche dans dix mille ans? Je ne le crois pas.

Dans une usine, une coopérative, une école, une organisation ou une famille, bref, en tout lieu et en tout temps, on constate toujours deux aspects en opposition. Par conséquent, il y aura toujours, dans la société, un petit nombre de gens qui créeront des troubles.

Les troubles, doit-on les redouter ou non? Le Parti communiste n'a jamais eu peur même des impérialistes, du Kuomintang de Tchiang Kaï-chek, de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, ce serait bien étonnant si des agitations d'étudiants ou de membres de coopératives agricoles venaient à l'effrayer! Seuls Touan Ki-jouei et Tchiang Kaï-chek tremblaient devant les troubles créés par les masses. Par ailleurs, en Hongrie et en Union soviétique on s'en alarme. Vis-à-vis des troubles créés par un petit nombre de gens, nous devons adopter une attitude active et non passive, c'est dire qu'il ne faut pas les craindre, mais qu'on doit y être bien préparé. La panique ne peut conduire qu'à une impasse. Plus vous avez peur, plus le diable vous poursuit. Si l'on ne redoute pas les troubles et que l'on y est moralement préparé, on pourra éviter d'être réduit à la passivité. J'estime qu'il faut nous préparer à affronter de graves événements. Du moment que vous y êtes préparés, il est fort possible que de tels événements ne se produiront pas. Dans le cas contraire, il y aura des troubles.

Pour ce qui est de l'évolution de la situation, il n'y a que deux éventualités: l'une bonne et l'autre mauvaise. Que ce soit sur le plan international ou sur le plan intérieur, on doit se préparer aux deux éventualités. Vous dites que cette année sera marquée par une paix générale. Cela est possible, mais il serait dangereux de baser votre travail sur cette hypothèse; il vous faut envisager le pire. Sur le plan international, il s'agirait, tout au plus, d'une nouvelle guerre mondiale, de l'utilisation de la bombe atomique. A l'intérieur, de troubles d'envergure nationale, d'"événements de Hongrie": des millions de gens viendraient à se dresser contre nous, occuperaient des centaines de districts et pousseraient même jusqu'à Pékin. Et nous, il ne nous resterait plus qu'à retourner à Yenan, d'où, précisément, nous sommes venus. Nous habitons Pékin depuis sept ans, comment faire si, la huitième année, on nous prie de regagner Yenan? Serait-ce pour nous la fin de tout et devrions-nous fondre en larmes? Bien sûr, nous n'avons pas maintenant l'intention de regagner Yenan, de "tourner bride après

avoir exécuté une feinte". Lors du VII[e] Congrès, j'ai dit qu'il fallait nous attendre à dix-sept difficultés, dont la terre ravagée à mille lis à la ronde, de graves calamités naturelles, la disette et la perte de tous nos chefs-lieux de district. Comme nous avions pensé à tout ce qui pouvait arriver, nous avons toujours eu l'initiative. Maintenant que nous sommes au pouvoir, nous devons encore prévoir le pire.

Parmi les troubles créés par un petit nombre de gens, certains sont dus à la bureaucratie et au subjectivisme des dirigeants et à des erreurs dans nos mesures politiques ou économiques. D'autres troubles, que l'on ne peut imputer à ces erreurs-là, résultent d'une mauvaise méthode de travail, qui est trop rigide. Un autre facteur encore, c'est l'existence de contre-révolutionnaires et de mauvais éléments. Les troubles créés par un petit nombre de gens, on n'arrivera jamais à les éviter complètement. Voilà qui relève aussi de la thèse de l'"inévitabilité". Mais pour autant que l'on ne commette pas de graves erreurs de ligne politique, il ne se produira pas de troubles d'envergure nationale. Même si de telles erreurs étaient commises et que des troubles se déchaînent à l'échelle nationale, j'estime qu'ils pourraient être apaisés rapidement et n'entraîneraient pas la ruine de l'Etat. Bien entendu, si nous ne travaillons pas comme il faut, il est fort possible que l'histoire renverse son cours et fasse quelques pas en arrière. Il en a été ainsi pour la Révolution de 1911: l'empereur à peine détrôné, un autre empereur, puis les seigneurs de guerre entrèrent en scène. Ce sont les problèmes qui engendrent les révolutions; de celles-ci à leur tour surgissent de nouveaux problèmes. Je suis convaincu que, au cas où des troubles viendraient à se produire à l'échelle nationale, les masses ainsi que leurs dirigeants ne manqueraient pas de redresser la situation; ces dirigeants, ce pourrait être nous-mêmes ou d'autres. A la suite de tels troubles, l'abcès aura été percé, notre Etat gagnera en solidité. De toute façon, la Chine ira de l'avant.

Pour ce qui est des troubles suscités par un petit nombre de gens, il importe, premièrement, de ne pas les encourager, mais, deuxièmement, de laisser faire ceux qui veulent absolument en provoquer. Notre Constitution prévoit la liberté de cortège et de manifestation. Il est vrai que la liberté de grève n'y est pas mentionnée, mais elle n'y est pas proscrite non plus; c'est pourquoi la grève n'est pas une violation de la Constitution. Si des gens ont l'intention de se mettre en grève ou de présenter une pétition, il n'est pas bon de vouloir absolument les en empêcher. A mon avis, quiconque a envie de provoquer des troubles pourra le faire, et aussi longtemps qu'il voudra: si un mois ne suffit pas,

nous lui en accorderons deux; en tout cas, nous ne déclarerons l'affaire close que quand il en aura assez. Si vous vous hâtez de mettre un terme aux troubles, ils se renouvelleront un jour. Dans les écoles où des désordres se produisent parmi les étudiants, il ne faut pas envoyer ceux-ci en vacances, mais livrer carrément une bataille aussi acharnée que celle de Tchepi. Quel avantage cela représentera-t-il? Celui de permettre de découvrir entièrement les problèmes et d'établir une nette distinction entre le vrai et le faux, en sorte que les masses s'aguerrissent et que les gens insensés, les mauvais éléments perdent la partie.

Se garder de tout étouffer, voilà un art de diriger qu'il nous importe de maîtriser. A peine vient-on de tenir des propos extravagants, de déclencher une grève ou de présenter une pétition que vous ripostez d'un "coup de massue", car selon vous, il ne devrait pas arriver de telles choses dans le monde. Mais pourquoi se produisent-elles quand même? Cela montre qu'elles doivent bel et bien exister. Si vous interdisez les grèves, les pétitions, les propos malveillants, si vous ne faites que recourir à la contrainte, le moment viendra où vous finirez par devenir des Rakosi. Cela est vrai au sein comme en dehors du Parti. Propos absurdes, faits étranges et contradictions, il vaut mieux les mettre à nu. Il convient de dévoiler les contradictions et de les résoudre.

Il faut traiter les troubles suivant les cas. Les uns sont justifiés et nous devons reconnaître alors nos erreurs et les corriger. D'autres sont injustifiés, et il importe de riposter. Les premiers ont leur raison d'être tandis que les derniers ne peuvent aboutir à quoi que ce soit. D'autres encore sont en partie justifiés et en partie non justifiés; dans ce cas, nous devons accepter ce qui est fondé et soumettre à la critique ce qui ne l'est pas; il ne faut pas céder à chaque pas, sans aucun principe, et promettre de satisfaire à toute revendication. En dehors du cas d'une véritable émeute contre-révolutionnaire de grande envergure où la répression armée est de rigueur, il ne faut pas recourir à la force armée ni ouvrir le feu. Lors de l'Incident sanglant du 18 mars[6] fomenté par Touan Ki-jouei, celui-ci avait précisément donné l'ordre de tirer; comme résultat, il s'est fait renverser. Nous ne devons pas suivre son exemple.

Nous devons bien faire notre travail auprès de ceux qui sont engagés dans des troubles, savoir les diviser et faire la distinction entre la masse des participants et un petit nombre de meneurs. Pour les premiers, il s'agit de les éclairer et de les éduquer de manière adéquate, afin qu'ils puissent changer progressivement leur attitude, et il ne faut pas les blesser. A mon avis, où que ce soit, ceux qui se trouvent aux deux extrémités sont toujours une minorité, et la majorité est au centre.

Nous devons gagner à nous, pas à pas, les éléments du centre, et nous acquerrons ainsi la supériorité en nombre. Quant aux meneurs, il faut procéder à l'analyse qui s'impose. Certains qui ont eu l'audace de se mettre à la tête peuvent, après éducation, devenir des hommes utiles. Pour les mauvais éléments qui sont en petit nombre, à part ceux qui sont coupables des crimes les plus graves, il ne faut pas les frapper d'arrestation, d'incarcération ou d'exclusion. Il convient de les laisser dans leur unité de travail; une fois privés de tout leur capital politique et isolés, ils peuvent nous servir de professeurs par l'exemple négatif. Notre camarade Teng Siao-ping est allé prononcer un discours à l'Université Tsinghoua et il a invité cet étudiant qui prétendait tuer des milliers et des milliers de personnes à nous servir de professeur. Un gars comme lui qui ne dispose d'aucune force armée et n'a même pas un revolver, pourquoi nous ferait-il peur? Si vous l'expulsez, vos rangs seront épurés, mais une telle mesure est impopulaire. Si vous le mettez à la porte, il se fera embaucher ailleurs. C'est pourquoi l'exclusion hâtive n'est pas recommandable. Car il ne s'agit pas d'un cas particulier, ces gens-là représentent les classes réactionnaires; leur infliger un châtiment de manière simpliste serait vraiment bien vite fait, mais alors, nous ne pourrions tirer pleinement profit du rôle qu'ils jouent en tant que professeurs par l'exemple négatif. En Union soviétique, des étudiants provoquèrent des troubles, et l'on s'empressa d'exclure quelques chefs de file, car là-bas, on ne comprend pas qu'une chose mauvaise peut servir de matière d'enseignement et être utile. Bien entendu, il faut exercer notre dictature sur une poignée de gens qui provoquent des émeutes contre-révolutionnaires comme les événements de Hongrie.

Quant aux personnalités démocrates, nous devons leur permettre de rivaliser avec nous en exposant leurs points de vue et de donner libre cours à leurs critiques; sinon nous agirions quelque peu à la manière du Kuomintang. Celui-ci avait une peur maladive des critiques, il était littéralement pris de panique à chaque session du Conseil politique national. Les critiques formulées par les personnalités démocrates se ramènent, en dernière analyse, à deux catégories: les unes sont erronées, les autres, justes. Les critiques fondées peuvent nous aider à combler nos insuffisances; quant aux critiques erronées, il faut les réfuter. Si des gens comme Liang Chou-ming, Peng Yi-hou et Tchang Nai-ki ont besoin de lâcher un pet, il vaut mieux les laisser faire, pour qu'on puisse savoir si leur vent sent bon ou mauvais. Par la discussion, nous pouvons gagner à nous la majorité, tandis que ces gens-là se trouveront isolés. Puisqu'ils ont soif de désordres, qu'ils en prennent tout leur soûl. En

commettant beaucoup de méfaits, on court à sa perte. Plus leurs propos sont erronés, plus leurs erreurs sont graves, mieux cela vaut, car ainsi ils s'isoleront davantage et pourront mieux éduquer le peuple par l'exemple négatif. A l'égard des personnalités démocrates, nous devons nous en tenir à la politique et d'unité et de lutte, en les traitant selon leur cas. Pour certaines d'entre elles, c'est nous qui prendrons l'initiative des mesures nécessaires; quant aux autres, nous devons les laisser se dévoiler et ne riposter qu'après leur offensive, sans attaquer les premiers.

La lutte contre l'idéologie bourgeoise, contre les mauvais éléments et les choses mauvaises sera de longue haleine. Elle durera des dizaines, voire des centaines d'années. La classe ouvrière, le peuple travailleur et les intellectuels révolutionnaires accumuleront de l'expérience et se tremperont au cours de cette lutte, ce qui sera bien profitable.

Une chose mauvaise possède un double caractère: elle est à la fois mauvaise et bonne. Pas mal de nos camarades ne se sont pas encore fait une idée claire là-dessus. Une chose mauvaise renferme des éléments positifs. Considérer les mauvais éléments et les choses mauvaises comme exclusivement néfastes, c'est une façon de voir unilatérale, métaphysique et non dialectique, ce n'est pas un point de vue marxiste. Les mauvais éléments et les choses mauvaises ont un aspect négatif et aussi un aspect positif. Par exemple, un élément mauvais comme Wang Ming joue un rôle positif en tant que professeur par l'exemple négatif. De même, une bonne chose renferme aussi des facteurs négatifs. Par exemple, du fait des grandes victoires remportées depuis la Libération, c'est-à-dire au cours de ces sept dernières années, et en particulier, à la suite de celles de l'année dernière, certains de nos camarades se sont laissé griser par le succès et s'enflent d'orgueil; et lorsqu'un petit nombre de gens créent soudain des troubles, ils tombent de leur haut.

Si l'on a peur des troubles et qu'on tranche les cas de manière simpliste, la raison essentielle en est que, dans le fond de sa pensée, on n'admet pas que la société socialiste forme une unité des contraires et qu'il y existe des contradictions, des classes et la lutte de classes.

Pendant une longue période, Staline a nié l'existence de contradictions entre les rapports de production et les forces productives, entre la superstructure et la base économique en régime socialiste. C'est seulement un an avant son décès qu'il a, en termes vagues, parlé dans son livre *Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* de la contradiction entre les rapports de production et les forces productives en régime socialiste. Des problèmes surgiront, dit-il, si la politique est

erronée et que l'action régulatrice joue mal à propos. Toutefois, il n'a toujours pas présenté comme un problème global les contradictions entre les rapports de production et les forces productives, entre la superstructure et la base économique en régime socialiste, il ne s'est toujours pas rendu compte que ces contradictions constituent les contradictions fondamentales qui font progresser la société socialiste. Il croyait que son Etat était solide. Quant à nous, nous ne devons pas penser que notre Etat est solide. Il l'est tout en ne l'étant pas.

La dialectique estime que le régime socialiste, en tant que phénomène historique, disparaîtra un jour, tout comme l'homme doit mourir, et que le régime communiste en sera la négation. Comment peut-on considérer comme marxiste l'assertion selon laquelle le régime socialiste, ainsi que les rapports de production et la superstructure du socialisme, ne disparaîtront pas? Ne serait-ce pas là un dogme religieux, la théologie qui professe l'éternité de Dieu?

Comment traiter les contradictions entre nous et nos ennemis et celles au sein du peuple dans la société socialiste? C'est une science qui mérite une étude attentive. Dans les conditions actuelles de notre pays, la lutte de classes relève en partie des contradictions entre nous et nos ennemis, et dans la plupart des cas, des contradictions au sein du peuple. Les troubles créés à présent par un petit nombre de gens reflètent précisément cette situation. Supposons que la Terre soit détruite dans dix mille ans, eh bien, durant ces dix mille ans au moins, il se produira encore des troubles. Bien entendu, ce qui se passera dans un avenir si lointain ne sera pas notre affaire, mais nous devons, en l'espace de quelques quinquennats, acquérir consciencieusement l'expérience voulue pour résoudre cette question.

Intensifions notre travail et redressons nos erreurs et nos insuffisances. Quel travail devons-nous renforcer? Le travail politique et idéologique dans tous les secteurs: industrie, agriculture, commerce, culture et enseignement, armée, gouvernement et Parti. A présent, chacun s'adonne à son activité professionnelle, au travail de routine dans tel ou tel domaine: économie, culture, enseignement, défense nationale, Parti; mais si l'on néglige le travail politique et idéologique, ce sera très dangereux. Récemment, le camarade Teng Siao-ping, notre secrétaire général, s'est rendu en personne à l'Université Tsinghoua pour y prononcer un discours, et je vous prie tous d'agir de même. Les camarades dirigeants du Comité central comme ceux des comités du Parti pour les provinces, municipalités et régions autonomes doivent s'occuper en personne du travail politique et idéologique. Depuis la

Seconde guerre mondiale, le Parti communiste de l'Union soviétique et les partis de certains pays d'Europe orientale ne parlent guère des principes fondamentaux du marxisme. Ils n'insistent plus sur la lutte de classes, la dictature du prolétariat, la direction exercée par le parti, le centralisme démocratique et l'union du parti avec les masses; tout cela ne les intéresse plus. Les événements de Hongrie en ont été la conséquence. Nous devons maintenir fermement la théorie fondamentale du marxisme. Dans chaque province, chaque municipalité, chaque région autonome, le comité du Parti doit prendre en main le travail théorique et former systématiquement des théoriciens et critiques marxistes.

Il faut simplifier les structures administratives. L'Etat est un instrument de la lutte de classes. Une classe ne constitue pas l'Etat, qui est formé par une partie (une petite partie) de la classe occupant la position dominante. Certes, il faut du personnel dans les bureaux, mais moins il y en aura, mieux cela vaudra. A l'heure actuelle, nos organismes d'Etat sont pléthoriques et leurs structures superposées, en sorte que beaucoup de fonctionnaires restent sans rien faire. Voilà un problème qu'il faut résoudre. Premièrement, réduire le personnel; deuxièmement, prendre des mesures adéquates pour assurer effectivement le placement du personnel en surnombre. Cela est valable pour le Parti, pour le gouvernement et pour l'armée.

Il faut se rendre à la base pour examiner sur place les problèmes qui s'y posent. J'espère que les camarades du Comité central, ainsi que les principaux responsables des provinces, municipalités et régions autonomes ou des ministères et des départements relevant de l'autorité centrale, agiront tous de la sorte. J'ai appris que beaucoup de camarades responsables ne se rendent plus à la base, ce n'est pas bien. Ceux qui travaillent dans les organismes centraux sont très malheureux parce qu'ils ne peuvent y acquérir la moindre connaissance. Si vous voulez obtenir quelque savoir, vous n'y réussirez pas en restant assis dans votre bureau. C'est dans les usines, les coopératives et les magasins qu'on puise les véritables connaissances. Comment gérer une usine, une coopérative ou un magasin? Vous n'arriverez pas à vous en faire une idée claire sans quitter votre bureau. Plus élevés sont les échelons, moins on y trouve de savoir. Pour résoudre les problèmes, il vous faut aller en personne à la base ou en faire venir des camarades. Si vous ne faites ni l'un ni l'autre, vous ne pourrez résoudre aucun problème. Je propose que les secrétaires des comités du Parti pour les provinces, municipalités et régions autonomes assument par cumul les fonctions de secrétaire

du comité du Parti d'un district, d'une usine ou d'une école, et que les secrétaires des comités du Parti de préfecture ou de district assument aussi, simultanément, les fonctions de secrétaire du Parti à l'échelon inférieur. Ainsi, ils pourront acquérir de l'expérience pour mieux diriger l'ensemble de leur domaine d'activité.

Il faut se lier étroitement aux masses. Ecartez-vous des masses et pratiquez la bureaucratie, vous vous ferez nécessairement "rosser". En Hongrie, les dirigeants ne menaient ni enquêtes ni recherches et ignoraient la situation parmi les masses; lorsque survint le grand trouble, ils n'en saisirent même pas la raison. Chez nous, les dirigeants de certains ministères et départements et de certains comités du Parti pour les provinces, municipalités et régions autonomes n'étaient pas au courant de l'état d'esprit des masses, ils ne se rendaient absolument pas compte que des gens fomentaient des troubles et des émeutes; ils ont été pris au dépourvu lorsque les événements ont éclaté. Cela doit nous servir de mise en garde. Il faut que les camarades du Comité central, ainsi que les principaux responsables des comités du Parti pour les provinces, municipalités et régions autonomes et des ministères et des départements relevant de l'autorité centrale, passent chaque année un certain temps dans des usines, coopératives, magasins, écoles ou autres unités de base pour y mener enquêtes et recherches; ils se renseigneront le plus exactement possible sur les conditions des masses, sur le nombre des éléments avancés, des éléments du centre et des éléments retardataires, et sur la qualité de notre travail parmi les masses. Ainsi, ils sauront à quoi s'en tenir. Nous devons, de toute façon, avoir un soutien; ce soutien, nous le trouvons chez la classe ouvrière, chez les paysans pauvres et moyens-pauvres, chez les éléments avancés. C'est ainsi seulement que nous pourrons éviter des événements du genre de ceux de Hongrie.

Sixième point, le problème de la législation. Je signalerai les trois principes suivants qu'il faut absolument respecter: obéir aux lois, éliminer les contre-révolutionnaires, apprécier comme il se doit nos succès dans l'élimination des contre-révolutionnaires.

Il faut observer les lois, aucune atteinte à la législation révolutionnaire ne sera tolérée. La législation fait partie de la superstructure. Les lois de notre Etat ont été établies par le peuple travailleur lui-même. Elles sont destinées à maintenir l'ordre public révolutionnaire, à protéger les intérêts du peuple travailleur ainsi que l'infrastructure économique du socialisme et les forces productives. Nous demandons à tout

le monde, et pas seulement aux personnalités démocrates, de respecter la légalité révolutionnaire.

Il faut éliminer les contre-révolutionnaires. Là où cette tâche n'a pas été accomplie comme prévu, il faut l'achever dans le cours de cette année; s'il reste encore quelque chose qui traîne dans ce domaine, il faudra en finir l'an prochain. Certaines unités se sont attaquées à cette tâche, mais ne l'ont pas radicalement accomplie; elles doivent donc s'en acquitter à fond, d'une façon progressive, au cours de la lutte. Il faut reconnaître que les contre-révolutionnaires ne sont plus nombreux. Là où il s'est produit des troubles, seul un petit nombre de gens suivent les contre-révolutionnaires, provisoirement d'ailleurs; quant aux larges masses, il n'est guère probable qu'elles marchent derrière eux. Il faut déclarer cependant qu'il reste des contre-révolutionnaires et que le travail d'élimination n'a pas été mené à terme.

Il convient de souligner les succès dans l'élimination des contre-révolutionnaires. Ils sont énormes. Mais des erreurs ont été aussi commises; on doit, bien sûr, les prendre au sérieux. Il faut soutenir fermement les cadres engagés dans cette tâche, et se garder de céder par faiblesse dès que certaines personnalités démocrates se répandent en injures. Si, après s'être rempli l'estomac, elles n'ont rien d'autre à faire que de lancer tous les jours des invectives, qu'elles le fassent. A mon avis, plus elles nous en adresseront, mieux cela vaudra, et les trois principes que je viens de formuler ne sauraient être renversés par leurs imprécations.

Nul ne sait combien d'injures ont été déversées sur le Parti communiste. Le Kuomintang nous taxait de "bandits communistes", et les gens qui entraient en rapports avec nous étaient considérés comme étant "de mèche avec les bandits". Mais finalement, les "bandits" se sont avérés meilleurs que les "non-bandits", les gens du Kuomintang. Depuis l'antiquité, ce qui est avancé n'a jamais fait l'objet, au début, d'un accueil favorable; on l'a toujours reçu par un flot d'injures. Dès leur naissance, le marxisme et le parti communiste ont été couverts d'invectives. Dans dix mille ans, les choses d'avant-garde feront toujours l'objet d'injures à leurs débuts.

Il faut persister dans la liquidation de la contre-révolution; tout contre-révolutionnaire est à éliminer. On doit respecter la légalité. Régler les affaires en vertu des lois ne signifie pas pour autant que l'on a les mains liées. Il est erroné de ne pas éliminer les contre-révolutionnaires quand il y en a et de procéder avec pusillanimité. Il faut agir hardiment et conformément aux lois.

Septième point, le problème agricole. Il faut lutter pour obtenir une bonne récolte cette année. Si la moisson est abondante, la population aura l'esprit tranquille et les coopératives pourront être bien consolidées. En Union soviétique et dans certains pays d'Europe orientale, la coopération a entraîné, pendant des années, une baisse de la production céréalière. Chez nous, la coopération est en cours depuis plusieurs années, et elle a été développée sur une vaste échelle l'an dernier. Non seulement la production n'a pas diminué, au contraire, elle a augmenté. Si nous obtenons encore une bonne récolte cette année, cela sera sans précédent dans les annales de la coopération agricole, dans l'histoire du mouvement communiste international.

Tout le Parti doit faire grand cas de l'agriculture, qui revêt une importance extrême pour l'économie nationale et le bien-être du peuple. Attention: il serait très dangereux de ne pas prendre en main la question céréalière. Si l'on ne s'en occupe pas, le pays entier sera un jour plongé dans le chaos.

1. L'agriculture est de la plus haute importance pour le ravitaillement de la population rurale — 500 millions d'habitants — en céréales, viande et matières grasses, ainsi qu'en d'autres produits agricoles non marchands d'usage courant. Une énorme partie de cette production est consommée par les paysans eux-mêmes. Par exemple, on a récolté l'année dernière plus de 180 millions de tonnes de céréales; le grain marchand auquel s'ajoute le grain livré à l'Etat en tant qu'impôt agricole se monte à environ 40 millions de tonnes, soit à peine le quart du total; le reste, c'est-à-dire plus des trois quarts, revient aux paysans. Si l'agriculture s'assure un développement sain et que les paysans puissent se suffire à eux-mêmes, la situation sera stable pour 500 millions d'hommes.

2. L'agriculture assure aussi le ravitaillement de la population des villes et des zones industrielles et minières. On ne peut satisfaire les besoins de la population industrielle et développer l'industrie que s'il y a augmentation des produits agricoles marchands. Il faut que le taux de commercialisation des produits de l'agriculture, notamment des céréales, s'élève graduellement sur la base de l'accroissement de la production agricole. Quand chacun a de quoi manger, on n'a rien à craindre, même si un petit nombre de gens provoquent des troubles dans les écoles ou les usines.

3. L'agriculture est la principale source de matières premières pour l'industrie légère, et la campagne un débouché important pour celle-ci. Seul le développement de l'agriculture peut assurer à l'industrie légère

des matières premières en quantité suffisante, et aux produits de l'industrie légère d'amples débouchés.

4. La campagne est aussi un important débouché pour l'industrie lourde. Par exemple, les engrais chimiques, les machines agricoles de toutes sortes, une partie de l'énergie électrique, du charbon et du pétrole sont destinés aux régions rurales; les chemins de fer, les routes et les grands ouvrages hydrauliques servent également l'agriculture. Maintenant, comme nous avons instauré une économie agricole socialiste, la campagne offre d'immenses débouchés tant à l'industrie légère qu'à l'industrie lourde et contribue à leur développement.

5. Les marchandises que nous exportons aujourd'hui sont surtout des produits agricoles; les devises étrangères qu'ils nous rapportent permettent d'importer des équipements industriels de toutes sortes.

6. L'agriculture constitue une importante source d'accumulation. Son développement permettra de fournir davantage de fonds en vue de l'essor de l'industrie.

Aussi peut-on dire, dans un certain sens, que l'agriculture, c'est l'industrie. Tâchons de convaincre les diverses branches de l'industrie de s'orienter vers les besoins de la campagne et de soutenir l'agriculture. Pour mener à bien notre industrialisation, il faut agir de la sorte.

Dans les revenus des coopératives, quelle est la proportion convenable à établir entre le fonds d'accumulation destiné à l'agriculture elle-même et la part perçue par l'Etat pour ses propres fonds? Vous êtes tous priés d'examiner cette question pour fixer un rapport adéquat. Et cela dans le but d'assurer à l'agriculture une reproduction élargie et de lui permettre d'offrir à l'industrie des débouchés plus vastes encore et d'accumuler davantage de fonds. Il faut faire en sorte que l'agriculture accumule pour elle-même des fonds importants avant d'en procurer davantage à l'industrie. Si l'on n'alimente que les fonds de l'industrie alors que ceux de l'agriculture sont dérisoires ou nuls, cela équivaut à mettre à sec l'étang pour prendre le poisson et cette façon d'agir serait finalement préjudiciable à l'industrie elle-même.

Il faut également veiller à établir une juste proportion entre les fonds d'accumulation des coopératives et les revenus personnels de leurs membres. Les coopératives doivent pratiquer le rendement commercial en utilisant l'action de la loi de la valeur, observer le principe de diligence et d'économie dans leur gestion, et augmenter petit à petit leurs fonds d'accumulation. Si, cette année, la récolte est abondante, l'accumulation devra être un peu plus importante que celle de l'an dernier, sans toutefois trop la dépasser; il importe, avant tout, que les paysans

aient un peu plus de quoi manger. On accumulera davantage de fonds les années de bonnes récoltes, et on mettra moins de côté ou rien du tout les années de calamités naturelles, selon les cas. Cela signifie que l'accumulation doit s'opérer par vagues, ou en spirale. Comme les choses et phénomènes dans le monde sont tous des contradictions et forment chacun une unité des contraires, ils se meuvent et se développent par vagues. Le rayonnement du soleil nous parvient par des ondes lumineuses, les ondes émises par les stations de radio sont connues sous le nom d'ondes hertziennes, et la propagation du son se fait par l'intermédiaire des ondes sonores. Il y a également les ondes de l'eau et les ondes calorifiques. En un certain sens, la marche s'effectue aussi par vagues, on déplace les pieds l'un après l'autre. Il en est de même quand on chante un air d'opéra: il faut terminer un vers avant de passer au suivant; on n'arrive pas à en réciter sept ou huit d'un seul souffle. C'est également le cas de l'écriture: on écrit d'abord le premier caractère, puis le second; il est impossible d'en tracer des centaines d'un seul trait de plume. Tel est le mouvement sinueux des contradictions inhérentes aux choses et aux phénomènes.

En résumé, il faut agir selon la dialectique. C'est ce qu'a dit le camarade Teng Siao-ping. A mon avis, tout le Parti doit étudier la dialectique et encourager les gens à travailler suivant la dialectique. Tout le Parti doit attacher de l'importance au travail idéologique et théorique, former un contingent de théoriciens marxistes, approfondir l'étude de la théorie du marxisme et en renforcer la diffusion. Il faut appliquer la théorie marxiste de l'unité des contraires pour examiner et résoudre les nouveaux problèmes ayant trait aux contradictions de classes et à la lutte de classes dans la société socialiste et les nouveaux problèmes qui surgissent dans la lutte sur le plan international.

## NOTES

[1] Le paiement d'un intérêt fixe est une forme de la politique de rachat adoptée par l'Etat en ce qui concerne les moyens de production de la bourgeoisie nationale, au cours de la transformation socialiste en Chine. Après la conversion par branches entières, en 1956, des entreprises industrielles et commerciales capitalistes en entreprises mixtes, à capital privé et d'Etat, l'Etat a versé aux capitalistes, chaque année et pendant une certaine période, un intérêt à taux fixe, calculé sur la valeur de

leurs biens; cet intérêt est appelé "intérêt fixe". Il n'en est pas moins une forme d'exploitation du travail d'autrui.

[2] V. I. Lénine: "Résumé de *La Science de la logique* de Hegel".

[3] V. I. Lénine: "A propos de la dialectique".

[4] Clausewitz (1780-1831), célèbre théoricien militaire bourgeois prussien. Principal ouvrage: *De la guerre.* En ce qui concerne les commentaires de Staline sur Clausewitz, voir J. Staline: "Réponse à la lettre du camarade Rashin".

[5] V. I. Lénine: "La Guerre et la révolution".

[6] En mars 1926, lorsque les troupes de l'armée nationale de Feng Yu-siang se battaient avec celles de Tchang Tsouo-lin, seigneur de guerre de la clique du Fengtien, les impérialistes japonais envoyèrent impudemment des bâtiments de guerre protéger les troupes de cette clique, qui attaquaient celles de Feng Yu-siang en garnison au port de Takoukeou, mais leur tentative échoua. Puis, de connivence avec sept autres pays dont la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, ils adressèrent au gouvernement chinois un ultimatum insolent, exigeant, entre autres, le démantèlement des ouvrages de défense de ce port. Le 18 mars, des milliers d'ouvriers, étudiants et autres habitants de Pékin se rassemblèrent sur la place Tien An Men en signe de protestation. Quand les manifestants défilèrent devant le siège du gouvernement pour réclamer le rejet de cet ultimatum, Touan Ki-jouei, chef du gouvernement des seigneurs de guerre du Peiyang, ordonna à ses gardes d'ouvrir le feu sur la foule, ce qui créa cet incident sanglant.

# DE LA JUSTE SOLUTION DES CONTRADICTIONS AU SEIN DU PEUPLE*

(27 février 1957)

Le thème général de mon intervention est la juste solution des contradictions au sein du peuple. Pour la commodité de l'exposé, je le présenterai en douze points. La question des contradictions entre nous et nos ennemis sera également abordée, mais la discussion portera surtout sur les contradictions au sein du peuple.

## I. DEUX TYPES DE CONTRADICTIONS DE CARACTERE DIFFERENT

Notre pays est aujourd'hui plus uni que jamais. La victoire de la révolution démocratique bourgeoise et celles de la révolution socialiste, ainsi que nos succès dans l'édification socialiste, ont rapidement modifié l'aspect de la vieille Chine. L'avenir s'annonce encore plus radieux pour notre patrie. La division du pays et le chaos, abhorrés par le peuple, appartiennent à un passé définitivement révolu. Sous la direction de la classe ouvrière et du Parti communiste, nos 600 millions d'hommes, étroitement unis, se consacrent à l'œuvre grandiose de l'édification socialiste. L'unification de notre pays, l'unité de notre peuple et l'union de toutes nos nationalités, telles sont les garanties fondamentales de la victoire certaine de notre cause. Mais cela ne signifie nullement qu'il n'existe plus aucune contradiction dans notre

* Discours prononcé par le camarade Mao Tsétoung à la onzième session (élargie) de la Conférence suprême d'Etat. L'auteur a revu le texte de son discours figurant au procès-verbal de la séance et y a fait quelques adjonctions avant de le faire publier dans le *Renmin Ribao* du 19 juin 1957.

société. Il serait naïf de le croire; ce serait se détourner de la réalité objective. Nous sommes en présence de deux types de contradictions sociales: les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple. Ils sont de caractère tout à fait différent.

Pour avoir une connaissance juste de ces deux types de contradictions, il est tout d'abord nécessaire de préciser ce qu'il faut entendre par "peuple" et par "ennemis". La notion de "peuple" prend un sens différent selon les pays et selon les périodes de leur histoire. Prenons l'exemple de notre pays. Au cours de la Guerre de Résistance contre le Japon, toutes les classes et couches sociales et tous les groupes sociaux opposés au Japon faisaient partie du peuple, tandis que les impérialistes japonais, les traîtres et les éléments projaponais étaient les ennemis du peuple. Pendant la Guerre de Libération, les ennemis du peuple étaient les impérialistes américains et leurs laquais — la bourgeoisie bureaucratique, les propriétaires fonciers et les réactionnaires du Kuomintang qui représentaient ces deux classes, alors que toutes les classes et couches sociales et tous les groupes sociaux qui combattaient ces ennemis faisaient partie du peuple. A l'étape actuelle, qui est la période de l'édification socialiste, toutes les classes et couches sociales, tous les groupes sociaux qui approuvent et soutiennent cette édification, et y participent, forment le peuple, alors que toutes les forces sociales et tous les groupes sociaux qui s'opposent à la révolution socialiste, qui sont hostiles à l'édification socialiste ou s'appliquent à la saboter, sont les ennemis du peuple.

Les contradictions entre nous et nos ennemis sont des contradictions antagonistes. Au sein du peuple, les contradictions entre travailleurs ne sont pas antagonistes et les contradictions entre classe exploitée et classe exploiteuse présentent, outre leur aspect antagoniste, un aspect non antagoniste. Les contradictions au sein du peuple ne datent pas d'aujourd'hui, mais leur contenu est différent dans chaque période de la révolution et dans la période de l'édification socialiste. Dans les conditions actuelles de notre pays, les contradictions au sein du peuple comprennent les contradictions au sein de la classe ouvrière, les contradictions au sein de la paysannerie, les contradictions parmi les intellectuels, les contradictions entre la classe ouvrière et la paysannerie, les contradictions qui opposent les ouvriers et les paysans aux intellectuels, les contradictions qui opposent les ouvriers et les autres travailleurs à la bourgeoisie nationale, les contradictions au sein de la bourgeoisie nationale elle-même, etc. Notre gouvernement populaire est l'authentique représentant des intérêts du peuple, il est au service

de celui-ci; mais entre lui et les masses il y a également des contradictions. Ce sont notamment celles qui existent entre les intérêts de l'Etat et de la collectivité d'une part et ceux de l'individu de l'autre, entre la démocratie et le centralisme, entre les dirigeants et les dirigés, entre certains travailleurs de l'Etat au style de travail bureaucratique et les masses populaires. Ce sont là aussi des contradictions au sein du peuple. D'une façon générale, les contradictions au sein du peuple reposent sur l'identité fondamentale des intérêts du peuple.

Dans notre pays, les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale sont de celles qui se manifestent au sein du peuple. La lutte entre ces deux classes relève en général du domaine de la lutte de classes au sein du peuple, car, en Chine, la bourgeoisie nationale revêt un double caractère. Dans la période de la révolution démocratique bourgeoise, elle présentait un caractère révolutionnaire, mais en même temps une tendance au compromis. Dans la période de la révolution socialiste, elle exploite la classe ouvrière et en tire des profits, mais en même temps elle soutient la Constitution et se montre disposée à accepter la transformation socialiste. Elle se distingue des impérialistes, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie bureaucratique. Les contradictions qui l'opposent à la classe ouvrière sont des contradictions entre exploiteurs et exploités; elles sont certes de nature antagoniste. Cependant, dans les conditions concrètes de notre pays, ces contradictions antagonistes peuvent se transformer en contradictions non antagonistes et recevoir une solution pacifique si elles sont traitées de façon judicieuse. Si les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale ne sont pas réglées correctement, c'est-à-dire si nous ne pratiquons pas à l'égard de celle-ci une politique d'union, de critique et d'éducation, ou si la bourgeoisie nationale n'accepte pas une telle politique, elles peuvent devenir des contradictions entre nous et nos ennemis.

Comme les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple sont de nature différente, elles doivent être résolues par des méthodes différentes. En somme, il s'agit, pour le premier type de contradictions, d'établir une claire distinction entre nous et nos ennemis, et, pour le second type, entre le vrai et le faux. Bien entendu, établir une claire distinction entre nous et nos ennemis, c'est en même temps distinguer le vrai du faux. Ainsi, par exemple, la question de savoir qui a raison et qui a tort — nous ou les forces réactionnaires intérieures et extérieures que sont l'impérialisme, le féodalisme et le capital bureaucratique — est également une question

de distinction entre le vrai et le faux, mais elle est différente par sa nature des questions sur le vrai et le faux qui se posent au sein du peuple.

Notre Etat a pour régime la dictature démocratique populaire dirigée par la classe ouvrière et fondée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Quelles sont les fonctions de cette dictature? Sa première fonction est d'exercer la répression, à l'intérieur du pays, sur les classes et les éléments réactionnaires ainsi que sur les exploiteurs qui s'opposent à la révolution socialiste, sur ceux qui sapent l'édification socialiste, c'est-à-dire de résoudre les contradictions entre nous et nos ennemis à l'intérieur du pays. Par exemple, arrêter, juger et condamner certains contre-révolutionnaires et retirer, pour une certaine période, aux propriétaires fonciers et aux capitalistes bureaucratiques le droit de vote et la liberté de parole — tout cela entre dans le champ d'application de notre dictature. Pour maintenir l'ordre dans la société et défendre les intérêts des masses populaires, il est également nécessaire d'exercer la dictature sur les voleurs, les escrocs, les assassins, les incendiaires, les bandes de voyous et autres mauvais éléments qui troublent sérieusement l'ordre public. La dictature a une deuxième fonction, celle de défendre notre pays contre les activités subversives et les agressions éventuelles des ennemis du dehors. Dans ce cas, la dictature a pour tâche de résoudre sur le plan extérieur les contradictions entre nous et nos ennemis. Le but de la dictature est de protéger le peuple tout entier dans le travail paisible qu'il poursuit pour transformer la Chine en un pays socialiste doté d'une industrie, d'une agriculture, d'une science et d'une culture modernes. Qui exerce la dictature? C'est, bien entendu, la classe ouvrière et le peuple dirigé par elle. La dictature ne s'exerce pas au sein du peuple. Le peuple ne saurait exercer la dictature sur lui-même, et une partie du peuple ne saurait opprimer l'autre. Ceux qui, parmi le peuple, enfreignent la loi doivent être punis selon la loi, mais il y a là une différence de principe avec la répression des ennemis du peuple par la dictature. Au sein du peuple, c'est le centralisme démocratique qui est appliqué. Notre Constitution stipule que les citoyens de la République populaire de Chine jouissent de la liberté de parole, de la presse, de réunion, d'association, de cortège, de manifestation, de croyance religieuse ainsi que d'autres libertés. Elle stipule aussi que les organismes de l'Etat pratiquent le centralisme démocratique, qu'ils doivent s'appuyer sur les masses populaires et que leur personnel doit servir le peuple. Notre démocratie socialiste est la démocratie la plus large, une démocratie qui ne peut

exister dans aucun Etat bourgeois. Notre dictature est la dictature démocratique populaire dirigée par la classe ouvrière et fondée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Cela signifie que la démocratie est pratiquée au sein du peuple et que la classe ouvrière, s'unissant avec tous ceux qui jouissent des droits civiques, les paysans en premier lieu, exerce la dictature sur les classes et éléments réactionnaires, et sur tous ceux qui s'opposent à la transformation et à l'édification socialistes. Par droits civiques, on entend, sur le plan politique, le droit à la liberté et le droit à la démocratie.

Mais cette liberté est une liberté qui s'accompagne d'une direction, et cette démocratie une démocratie à direction centralisée, ce n'est donc pas l'anarchie. L'anarchie ne répond pas aux intérêts et aux aspirations du peuple.

Certaines personnes dans notre pays se sont réjouies des événements de Hongrie. Elles espéraient que des événements semblables se produiraient en Chine, que les gens descendraient par milliers dans la rue et se dresseraient contre le gouvernement populaire. De telles espérances sont contraires aux intérêts des masses populaires et ne sauraient trouver leur appui. En Hongrie, une partie des masses, trompée par les forces contre-révolutionnaires du dedans et du dehors, a eu le tort de recourir à la violence contre le gouvernement populaire, ce dont pâtirent l'Etat et le peuple. Il faudra beaucoup de temps pour réparer les dommages causés à l'économie par quelques semaines d'émeutes. D'autres personnes dans notre pays ont pris une attitude hésitante à l'égard des événements de Hongrie, parce qu'elles ignorent l'état réel de la situation mondiale. Elles s'imaginent que sous notre régime de démocratie populaire, il y a trop peu de liberté, moins que dans le régime démocratique parlementaire d'Occident. Elles réclament le système des deux partis, tel qu'il existe en Occident, avec un parti au pouvoir et l'autre dans l'opposition. Mais ce système dit bipartite n'est qu'un moyen pour maintenir la dictature de la bourgeoisie, il ne peut en aucun cas garantir la liberté des travailleurs. En réalité, la liberté et la démocratie n'existent que dans le concret, et jamais dans l'abstrait. Dans une société où il y a lutte de classes, quand les classes exploiteuses ont la liberté d'exploiter les travailleurs, ceux-ci n'ont pas la liberté de se soustraire à l'exploitation; quand la bourgeoisie jouit de la démocratie, il n'y a pas de démocratie pour le prolétariat et les autres travailleurs. Certains pays capitalistes admettent l'existence légale de partis communistes, mais seulement dans la mesure où elle ne lèse pas les intérêts fondamentaux de la

bourgeoisie; au-delà de cette limite, ils ne la tolèrent plus. Les gens qui revendiquent la liberté et la démocratie dans l'abstrait considèrent la démocratie comme une fin et non comme un moyen. Parfois, il semble que la démocratie soit une fin, mais en réalité elle n'est qu'un moyen. Le marxisme nous enseigne que la démocratie fait partie de la superstructure, qu'elle est du domaine de la politique. Cela signifie qu'en fin de compte la démocratie sert la base économique. Il en est de même de la liberté. La démocratie et la liberté sont relatives et non absolues, elles sont apparues et se sont développées dans des conditions historiques spécifiques. Au sein du peuple, la démocratie est corrélative du centralisme, et la liberté, de la discipline. Ce sont deux aspects contradictoires d'un tout unique; ils sont en contradiction, mais en même temps unis, et nous ne devons pas souligner unilatéralement l'un de ces aspects et nier l'autre. Au sein du peuple, on ne peut se passer de liberté, mais on ne peut non plus se passer de discipline; on ne peut se passer de démocratie, mais on ne peut non plus se passer de centralisme. Cette unité de la démocratie et du centralisme, de la liberté et de la discipline constitue notre centralisme démocratique. Sous un tel régime, le peuple jouit d'une démocratie et d'une liberté étendues, mais en même temps, il doit se tenir dans les limites de la discipline socialiste. Tout cela, les masses populaires le comprennent bien.

Nous sommes pour une liberté qui s'accompagne d'une direction et pour une démocratie à direction centralisée, mais cela ne signifie nullement qu'on puisse recourir à la contrainte pour résoudre les questions idéologiques et les questions portant sur la distinction entre le vrai et le faux qui surgissent au sein du peuple. Tenter de résoudre ces questions au moyen d'ordres administratifs ou de la contrainte est non seulement inefficace, mais nuisible. Nous ne pouvons supprimer la religion avec des ordres administratifs, ni forcer les gens à ne pas croire. On ne peut obliger les gens à renoncer à l'idéalisme ni à adopter le marxisme. Toute question d'ordre idéologique, toute controverse au sein du peuple ne peut être résolue que par des méthodes démocratiques, par la discussion, la critique, la persuasion et l'éducation; on ne peut la résoudre par des méthodes coercitives et répressives. Mais afin de pouvoir exercer une activité productrice efficace, étudier avec succès et vivre dans des conditions où règne l'ordre, le peuple exige de son gouvernement, des dirigeants de la production et des dirigeants des institutions de culture et d'éducation qu'ils émettent des ordres administratifs appropriés ayant un caractère contraignant. Le

bon sens indique que sans ces derniers, il serait impossible de maintenir l'ordre dans la société. Dans la solution des contradictions au sein du peuple, les ordres administratifs et les méthodes de persuasion et d'éducation se complètent mutuellement. Même les ordres administratifs émis pour maintenir l'ordre dans la société doivent être accompagnés d'un travail de persuasion et d'éducation, car le seul recours aux ordres administratifs est, dans bien des cas, inefficace.

Ce procédé démocratique destiné à résoudre les contradictions au sein du peuple, nous l'avons résumé en 1942 dans la formule: "Unité — critique — unité". Plus explicitement, c'est partir du désir d'unité et arriver, en résolvant les contradictions par la critique ou la lutte, à une nouvelle unité reposant sur une base nouvelle. D'après notre expérience, c'est la méthode correcte pour résoudre les contradictions au sein du peuple. En 1942, nous l'avons utilisée pour résoudre les contradictions qui existaient au sein du Parti communiste entre les dogmatiques et la masse des membres du Parti, entre le dogmatisme et le marxisme. Les dogmatiques "de gauche" avaient employé dans la lutte à l'intérieur du Parti la méthode "lutter à outrance, frapper sans merci". C'était une méthode erronée. En critiquant le dogmatisme "de gauche", nous n'avons pas employé cette vieille méthode; nous en avons adopté une nouvelle: partir du désir d'unité et arriver, en distinguant le vrai du faux par la critique ou la lutte, à une nouvelle unité reposant sur une base nouvelle. C'est la méthode qui fut employée en 1942 au cours du mouvement de rectification. Quelques années plus tard, lors du VII^e^ Congrès du Parti communiste chinois tenu en 1945, l'unité de tout le Parti fut réalisée, ce qui permit la grande victoire de la révolution populaire. L'essentiel est ici de partir du désir d'unité. Car s'il n'y a pas subjectivement ce désir d'unité, la lutte une fois déclenchée, les choses finissent toujours par se gâter irrémédiablement. N'est-ce pas là en revenir au fameux "lutter à outrance, frapper sans merci"? Et que reste-t-il alors de l'unité du Parti? C'est justement cette expérience qui nous a conduits à la formule: "Unité — critique — unité". En d'autres termes, "tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme". Nous avons étendu l'application de cette méthode au-delà des limites du Parti. Dans les bases antijaponaises, nous l'avons utilisée pour régler avec le plus grand succès les rapports entre la direction et les masses, entre l'armée et le peuple, entre les officiers et les soldats, entre les différentes unités de l'armée, entre les différents groupes de cadres. L'emploi de cette méthode remonte à une époque

encore plus ancienne dans l'histoire de notre Parti. Lorsqu'en 1927 nous avons créé une armée et des bases révolutionnaires dans le Sud, nous en usions déjà pour régler les rapports entre le Parti et les masses, entre l'armée et le peuple, entre les officiers et les soldats, ainsi que d'autres rapports au sein du peuple. Seulement, pendant la Guerre de Résistance nous l'avons utilisée plus consciemment. Après la libération du pays, nous avons adopté cette même méthode "Unité — critique — unité" dans nos relations avec les partis démocratiques et les milieux industriels et commerçants. Notre tâche actuelle est de continuer à en étendre l'application et à l'employer de mieux en mieux dans tout le peuple en exigeant qu'elle serve à la solution des contradictions internes dans toutes les usines, coopératives, entreprises commerciales, écoles, administrations, organisations populaires, bref, parmi nos 600 millions d'habitants.

Dans les conditions ordinaires, les contradictions au sein du peuple ne sont pas antagonistes. Cependant, elles peuvent le devenir si on ne les règle pas d'une façon correcte ou si l'on manque de vigilance et qu'on se laisse aller à l'insouciance et à la négligence. Dans un pays socialiste, ce phénomène n'est habituellement que partiel et temporaire. La raison en est que le système de l'exploitation de l'homme par l'homme y est supprimé et que les intérêts du peuple y sont foncièrement identiques. Les actes antagonistes qui ont pris lors des événements de Hongrie une si grande ampleur s'expliquent par le rôle que des facteurs contre-révolutionnaires intérieurs et extérieurs y ont joué. C'est là également un phénomène temporaire, et pourtant spécifique. Les réactionnaires à l'intérieur d'un pays socialiste, de connivence avec les impérialistes, cherchent à faire aboutir leur complot en exploitant les contradictions au sein du peuple pour fomenter la division et susciter le désordre. Cette leçon des événements de Hongrie mérite notre attention.

L'emploi de méthodes démocratiques pour résoudre les contradictions au sein du peuple paraît à beaucoup une question nouvelle. En réalité, il n'en est rien. Les marxistes ont toujours considéré que le prolétariat ne peut accomplir son œuvre qu'en s'appuyant sur les masses populaires, que les communistes, lorsqu'ils déploient leur activité parmi les travailleurs, doivent employer les méthodes démocratiques de persuasion et d'éducation, et qu'il est absolument inadmissible de recourir à l'autoritarisme ou à la contrainte. Le Parti communiste chinois est fidèle à ce principe marxiste-léniniste. Nous avons toujours soutenu qu'il faut, sous le régime de la dictature démocratique populaire, adop-

ter deux méthodes différentes — la dictature et la démocratie — pour résoudre les deux types de contradictions, différents par leur nature, que sont les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple. Cette idée se retrouve dans beaucoup de documents de notre Parti et a été exposée par nombre de ses dirigeants. Dans mon article "De la dictature démocratique populaire", j'écrivais en 1949: "D'un côté, démocratie pour le peuple, de l'autre, dictature sur les réactionnaires; ces deux aspects réunis, c'est la dictature démocratique populaire." Je soulignais que, pour résoudre les problèmes au sein du peuple, "la méthode employée est une méthode démocratique, c'est la persuasion et non la contrainte". Dans mon intervention devant la deuxième session du Comité national de la Ire Conférence consultative politique du Peuple chinois, tenue en juin 1950, je disais aussi:

> L'exercice de la dictature démocratique populaire implique deux méthodes: A l'égard des ennemis, celle de la dictature; autrement dit, aussi longtemps qu'il sera nécessaire, nous ne leur permettrons pas de participer à l'activité politique, nous les obligerons à se soumettre aux lois du gouvernement populaire, nous les forcerons à travailler de leurs mains pour qu'ils se transforment en hommes nouveaux. Par contre, à l'égard du peuple, ce n'est pas la contrainte, mais la méthode démocratique qui s'impose; autrement dit, le peuple a le droit de participer à l'activité politique; il faut employer à son égard les méthodes démocratiques, d'éducation et de persuasion, au lieu de l'obliger à faire ceci ou cela. Cette éducation, c'est l'auto-éducation au sein du peuple; la critique et l'autocritique en constituent la méthode fondamentale.

Ainsi, à maintes occasions, nous avons parlé de l'emploi des méthodes démocratiques pour résoudre les contradictions au sein du peuple et nous les avons pour l'essentiel appliquées dans notre travail; parmi les cadres et le peuple, beaucoup savent d'ailleurs les pratiquer. Pourquoi y a-t-il aujourd'hui encore des gens à qui cette question semble nouvelle? C'est que dans le passé la lutte entre nous et nos ennemis du dedans et du dehors était extrêmement âpre et que les gens n'accordaient pas autant d'attention que maintenant aux contradictions au sein du peuple.

Beaucoup ne savent pas distinguer nettement ces deux types de contradictions, différents par leur caractère — contradictions entre nous et nos ennemis et contradictions au sein du peuple — et les confondent

volontiers. Et il faut reconnaître qu'il est parfois facile de les confondre. Il nous est arrivé, dans notre travail, de faire de telles confusions. Au cours de l'élimination des contre-révolutionnaires, des gens honnêtes ont été pris pour des coupables; de tels cas se sont présentés et se présentent encore aujourd'hui. Si nous avons pu limiter nos erreurs, c'est que notre politique a été de tracer une ligne de démarcation entre nous et nos ennemis et de rectifier les erreurs dès qu'on en a eu connaissance.

La philosophie marxiste considère que la loi de l'unité des contraires est la loi fondamentale de l'univers. Cette loi agit universellement dans la nature tout comme dans la société humaine et dans la pensée des hommes. Entre les aspects opposés de la contradiction, il y a à la fois unité et lutte, c'est cela même qui pousse les choses et les phénomènes à se mouvoir et à changer. L'existence des contradictions est universelle, mais elles revêtent un caractère différent selon le caractère des choses et des phénomènes. Pour chaque chose ou phénomène déterminé, l'unité des contraires est conditionnée, passagère, transitoire et, pour cette raison, relative, alors que la lutte des contraires est absolue. Lénine a exposé clairement cette loi. Dans notre pays, un nombre croissant de gens la comprennent. Cependant, pour beaucoup, reconnaître cette loi est une chose et l'appliquer dans l'examen et la solution des problèmes, une autre. Beaucoup n'osent pas reconnaître ouvertement qu'il existe encore au sein de notre peuple des contradictions, alors que ce sont précisément elles qui font avancer notre société. Beaucoup refusent d'admettre que les contradictions continuent à exister dans la société socialiste, et, lorsqu'ils se trouvent en face de contradictions sociales, ils agissent avec timidité et ne peuvent manifester aucune initiative; ils ne comprennent pas que c'est dans l'incessant processus consistant à traiter et à résoudre avec justesse les contradictions que se renforceront toujours l'unité et la cohésion de la société socialiste. Ainsi, il nous faut entreprendre un travail d'explication parmi notre peuple. et en premier lieu parmi les cadres, afin de les aider à comprendre les contradictions de la société socialiste et de leur apprendre à les résoudre par des méthodes justes.

Les contradictions de la société socialiste diffèrent radicalement de celles des anciennes sociétés, comme la société capitaliste. Les contradictions de la société capitaliste se manifestent par des antagonismes et des conflits aigus, par une lutte de classes acharnée; elles ne peuvent être résolues par le régime capitaliste lui-même, elles ne peuvent l'être

que par la révolution socialiste. Il en va tout autrement des contradictions de la société socialiste, qui ne sont pas antagonistes et peuvent être résolues une à une par le régime socialiste lui-même.

Dans la société socialiste, les contradictions fondamentales demeurent comme par le passé la contradiction entre les rapports de production et les forces productives, la contradiction entre la superstructure et la base économique. Toutefois, ces contradictions se distinguent foncièrement, par leur caractère et leurs manifestations, des contradictions entre rapports de production et forces productives, entre superstructure et base économique dans l'ancienne société. Le régime social actuel de notre pays est de loin supérieur à celui d'autrefois. S'il n'en était pas ainsi, l'ancien régime n'aurait pas été renversé et il aurait été impossible d'instaurer le nouveau régime. Lorsque nous disons que, par comparaison avec les anciens rapports de production, les rapports de production socialistes correspondent mieux au développement des forces productives, nous entendons par là qu'ils permettent à celles-ci de se développer à des rythmes inconnus de l'ancienne société, grâce à quoi la production ne cesse de s'étendre et satisfait progressivement les besoins toujours croissants du peuple. Dans l'ancienne Chine dominée par l'impérialisme, le féodalisme et le capital bureaucratique, les forces productives se développaient avec une extrême lenteur. Pendant les cinquante et quelques années qui ont précédé la libération du pays, la production annuelle de l'acier, non compris celle du Nord-Est, n'a pas dépassé quelques dizaines de milliers de tonnes; et si l'on y ajoute celle du Nord-Est, la production annuelle maximum d'acier fut à peine supérieure à 900.000 tonnes. En 1949, la production de l'acier dans tout le pays n'était que de cent mille et quelques dizaines de milliers de tonnes. Mais sept ans seulement après la Libération, elle atteignait déjà quatre millions et plusieurs centaines de milliers de tonnes. Nous avons aujourd'hui une industrie mécanique qui existait à peine dans l'ancienne Chine, une industrie automobile et une industrie aéronautique qui n'y existaient pas du tout. Dans quelle voie devait s'engager la Chine, une fois la domination de l'impérialisme, du féodalisme et du capital bureaucratique renversée par le peuple? Celle du capitalisme ou celle du socialisme? Beaucoup de gens n'y voyaient pas clair. Mais les faits nous ont apporté la réponse: seul le socialisme peut sauver la Chine. Le régime socialiste a provoqué le développement impétueux de nos forces productives; même nos ennemis de l'extérieur sont obligés de le reconnaître.

Mais le régime socialiste vient d'être instauré dans notre pays, il n'est pas encore complètement établi ni entièrement consolidé. Dans les entreprises industrielles et commerciales mixtes, à capital privé et d'Etat, les capitalistes touchent encore un intérêt fixe, il y a donc toujours exploitation; du point de vue de la propriété, ces entreprises n'ont pas encore un caractère entièrement socialiste. Un certain nombre de nos coopératives agricoles de production et de nos coopératives artisanales de production ont toujours un caractère semi-socialiste; et même dans les coopératives entièrement socialistes, il reste encore à résoudre certaines questions concernant la propriété. Entre les différentes branches de notre économie comme en chacune d'elles, des rapports conformes aux principes socialistes s'établissent graduellement en matière de production et d'échange; et ces rapports trouvent peu à peu des formes relativement adéquates. Dans les deux secteurs de l'économie socialiste fondés l'un sur la propriété du peuple entier et l'autre sur la propriété collective, ainsi que dans leurs rapports entre eux, l'établissement d'une juste proportion entre l'accumulation et la consommation constitue un problème complexe auquel il n'est d'ailleurs pas facile de trouver d'emblée une solution parfaitement rationnelle. En résumé, les rapports de production socialistes sont déjà créés et ils correspondent au développement des forces productives, mais ils sont encore loin d'être parfaits et cette imperfection est en contradiction avec le développement des forces productives. Non seulement les rapports de production correspondent au développement des forces productives tout en étant en contradiction avec lui, mais, de plus, la superstructure correspond à la base économique en même temps qu'elle est en contradiction avec elle. La superstructure — le système étatique et les lois du régime de la dictature démocratique populaire, ainsi que l'idéologie socialiste guidée par le marxisme-léninisme — joue un rôle positif en contribuant au succès des transformations socialistes et en favorisant la mise sur pied d'une organisation socialiste du travail; elle correspond à la base économique socialiste, c'est-à-dire aux rapports de production socialistes. Mais l'existence de l'idéologie bourgeoise, d'un style bureaucratique de travail dans nos administrations et d'insuffisances dans certains maillons de nos institutions d'Etat est en contradiction avec la base économique socialiste. Nous devons constamment résoudre de telles contradictions, compte tenu des circonstances concrètes. Bien entendu, ces contradictions une fois résolues, de nouveaux problèmes viendront se poser. De nouvelles contradictions demanderont à être résolues. Par exemple, les contradictions entre la production et les besoins de la

société, qui continueront à exister pendant une période prolongée comme une réalité objective, demandent à être réglées par les plans d'Etat suivant un processus constant de rajustement. Dans notre pays, on dresse chaque année un plan économique et on établit un rapport approprié entre l'accumulation et la consommation, afin de parvenir à un équilibre entre la production et les besoins de la société. Cet équilibre n'est autre qu'une unité passagère et relative des contraires. Un an passé, cet équilibre, considéré dans son ensemble, est rompu par la lutte des contraires; l'unité se modifie, l'équilibre se transforme en déséquilibre, l'unité cesse d'être l'unité, et il faut établir de nouveau l'équilibre et l'unité pour l'année suivante. C'est là la supériorité de notre économie planifiée. En fait, cet équilibre et cette unité sont particllement rompus chaque mois, chaque trimestre, et cela exige des rajustements partiels. Parfois, c'est parce que nos mesures subjectives ne correspondent pas à la réalité objective que des contradictions se font jour et que l'équilibre est rompu; c'est ce que nous appelons commettre une erreur. Des contradictions apparaissent sans cesse et sans cesse on les résout, telle est la loi dialectique du développement des choses et des phénomènes.

La situation actuelle est la suivante: Les vastes et tempétueuses luttes de classe, menées par les masses en période révolutionnaire, sont pour l'essentiel achevées, mais la lutte des classes n'est pas encore complètement terminée; les larges masses accueillent favorablement le nouveau régime, mais elles n'y sont pas encore très habituées; les travailleurs du gouvernement n'ont pas assez d'expérience, et ils doivent continuer à examiner et à approfondir certaines questions concernant les mesures politiques concrètes. Cela signifie qu'il faut du temps pour que notre régime socialiste grandisse et se consolide, pour que les masses populaires s'habituent à ce nouveau régime et que nos travailleurs d'Etat puissent étudier et acquérir de l'expérience. Il est donc tout à fait indispensable que nous soulevions aujourd'hui la question de la limite précise à tracer entre les deux types de contradictions — contradictions entre nous et nos ennemis et contradictions au sein du peuple — ainsi que la question de la juste solution à donner aux contradictions au sein du peuple, afin d'unir toutes les nationalités du pays pour un nouveau combat, la bataille engagée contre la nature, de développer notre économie et notre culture, d'aider toute la nation à traverser d'une façon relativement aisée la période actuelle de transition, de renforcer notre nouveau régime et d'édifier notre nouvel Etat.

## II. L'ELIMINATION DES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES

L'élimination des contre-révolutionnaires est une lutte qui relève des contradictions entre nous et nos ennemis. Parmi le peuple, il y a des gens qui voient cette question un peu autrement. Deux catégories de gens ont des vues qui diffèrent des nôtres. Ceux qui ont des vues droitistes ne font pas de différence entre nous et nos ennemis, ils prennent les ennemis pour nos propres gens. Ils considèrent comme des amis ceux que les larges masses considèrent comme des ennemis. Ceux qui ont des vues gauchistes étendent tellement le champ des contradictions entre nous et nos ennemis qu'ils y font entrer certaines contradictions au sein du peuple; ils considèrent comme des contre-révolutionnaires des personnes qui en réalité ne le sont pas. Ces deux points de vue sont erronés. Ils ne permettent ni l'un ni l'autre de résoudre correctement la question de l'élimination des contre-révolutionnaires, ni d'apprécier correctement notre travail dans ce domaine.

Pour apprécier à sa juste valeur notre travail d'élimination des contre-révolutionnaires, examinons les répercussions des événements de Hongrie dans notre pays. Ces événements ont provoqué un certain remous parmi une partie de nos intellectuels, sans pourtant soulever des tempêtes. Comment expliquer cela? L'une des raisons en est, il faut le dire, que nous avions réussi à liquider la contre-révolution de façon assez radicale.

Certes, la solidité de notre Etat n'est pas due en premier lieu à l'élimination des contre-révolutionnaires. Elle est due avant tout à ceci: Nous avons un parti communiste et une armée de libération aguerris par une lutte révolutionnaire de plusieurs dizaines d'années, et un peuple travailleur également aguerri par cette lutte. Notre Parti et notre armée sont enracinés dans les masses; ils se sont forgés au feu d'une longue lutte révolutionnaire; ils sont aptes au combat. Notre République populaire n'a pas été créée du jour au lendemain, elle s'est développée progressivement à partir des bases révolutionnaires. La lutte a aussi trempé à des degrés divers un certain nombre de personnalités démocrates, qui ont traversé la période d'épreuves avec nous. La lutte contre l'impérialisme et la réaction a trempé un certain nombre de nos intellectuels, et beaucoup d'entre eux, après la Libération, sont passés par l'école de la rééducation idéologique, destinée à leur apprendre à faire une distinction nette entre nous et nos ennemis. En outre,

la solidité de notre Etat est due à nos mesures économiques foncièrement justes, à la stabilité et à l'amélioration progressive des conditions de vie du peuple, à la justesse de notre politique à l'égard de la bourgeoisie nationale et des autres classes, ainsi qu'à d'autres raisons encore. Cependant, nos succès dans la liquidation de la contre-révolution sont incontestablement une des causes importantes de la consolidation de notre Etat. Pour toutes ces raisons, il n'y a pas eu, lors des événements de Hongrie, d'agitations parmi nos étudiants qui, à part un petit nombre, sont patriotes et favorables au socialisme, bien que beaucoup d'entre eux ne soient pas issus de familles de travailleurs. Il en va de même pour la bourgeoisie nationale, et à plus forte raison pour les masses fondamentales — les ouvriers et les paysans.

Après la Libération, nous avons éliminé un bon nombre de contre-révolutionnaires. Certains d'entre eux, qui avaient commis de grands crimes, furent condamnés à mort. C'était tout à fait indispensable, le peuple l'exigeait et on l'a fait pour le libérer de l'oppression que faisaient peser sur lui depuis de longues années les contre-révolutionnaires et toutes sortes de tyrans locaux, autrement dit, pour libérer les forces productives. Si nous n'avions pas agi ainsi, les masses populaires n'auraient pu relever la tête. A partir de 1956, toutefois, la situation a radicalement changé. A considérer l'ensemble du pays, le gros des contre-révolutionnaires a été éliminé. Notre tâche fondamentale n'est plus de libérer les forces productives, mais de les protéger et de les développer dans le cadre des nouveaux rapports de production. Ne comprenant pas que notre politique actuelle correspond à la situation actuelle et que la politique appliquée dans le passé correspondait à la situation du passé, certains veulent se servir de notre politique actuelle pour remettre en question les décisions antérieures et cherchent à nier nos immenses succès dans l'élimination des contre-révolutionnaires. Cela est complètement erroné, et les masses populaires ne le toléreront pas.

Notre travail d'élimination des contre-révolutionnaires est marqué essentiellement par des succès, mais des erreurs ont aussi été commises. Dans certains cas, il y a eu des excès, et dans d'autres, des contre-révolutionnaires ont échappé au châtiment. Notre politique en cette matière est la suivante: "Tout contre-révolutionnaire est à éliminer; toute erreur est à corriger." Notre ligne de conduite dans le travail d'élimination des contre-révolutionnaires, c'est la liquidation de la contre-révolution par les masses. Certes, malgré l'application de cette ligne de masse, des fautes peuvent encore se produire dans notre travail, mais elles seront moins nombreuses et plus faciles à corriger. C'est dans

la lutte que les masses s'instruisent. Si elles agissent correctement, elles acquièrent l'expérience des actions correctes; si elles commettent des erreurs, elles en tirent la leçon.

Là où des erreurs ont été découvertes dans notre travail d'élimination des contre-révolutionnaires, nous avons pris ou nous prenons des mesures pour les corriger. Celles qui n'ont pas encore été découvertes seront corrigées dès qu'elles viendront au jour. Les décisions portant disculpation ou réhabilitation doivent être proclamées dans le même cadre que les décisions erronées antérieures. Je propose qu'on procède cette année ou l'année prochaine à une vérification générale du travail d'élimination des contre-révolutionnaires, afin de dresser le bilan de l'expérience acquise, de faire prévaloir ce qui est juste et de combattre les tendances malsaines. Cette vérification, si elle relève de l'autorité centrale, doit se faire sous l'égide du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale et du Comité permanent du Comité national de la Conférence consultative politique; et si elle relève des autorités locales, elle doit se faire sous l'égide des comités populaires provinciaux ou municipaux et des comités de la Conférence consultative politique du même échelon. Durant cette vérification, nous devons aider les nombreux cadres et éléments actifs ayant pris part au travail d'élimination, et non refroidir leur zèle. Il serait faux de les décourager. Il n'en demeure pas moins que les erreurs, une fois découvertes, doivent être corrigées. Telle doit être l'attitude de tous les services de sécurité publique, parquets, départements judiciaires, prisons et établissements de rééducation par le travail. Nous espérons que les membres du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, les membres du Comité national de la Conférence consultative politique ainsi que les députés participeront à cette vérification, s'ils en ont la possibilité. Cela nous permettra de perfectionner notre législation et de traiter correctement les affaires relatives aux contre-révolutionnaires et autres criminels.

Actuellement, en ce qui concerne les contre-révolutionnaires, la situation peut se résumer en ces mots: Il y a encore des contre-révolutionnaires, mais en petit nombre. Ce qu'il faut voir d'abord, c'est qu'il en existe encore. Certains disent qu'il n'y en a plus, que le calme règne partout, qu'on peut dormir sur ses deux oreilles. Cela ne correspond pas à la réalité. En fait, il existe encore des contre-révolutionnaires (naturellement pas partout ni dans chaque organisation) et il est encore nécessaire de poursuivre la lutte contre eux. Il faut comprendre que les contre-révolutionnaires cachés, donc non éliminés,

ne renonceront pas à leurs desseins, qu'ils chercheront toutes les occasions pour créer des troubles. Les impérialistes américains et la clique de Tchiang Kaï-chek ne cessent d'envoyer chez nous leurs agents se livrer au sabotage. Même après l'élimination de tous les contre-révolutionnaires existants, il peut encore en surgir de nouveaux. Si nous laissons s'endormir notre vigilance, nous tomberons dans de graves erreurs qui nous coûteront cher. Partout où les contre-révolutionnaires font leur sale besogne, il faut les éliminer énergiquement. Mais, bien entendu, si nous considérons l'ensemble du pays, il n'y a plus beaucoup de contre-révolutionnaires. Il serait faux de dire qu'ils sont encore très nombreux en Chine. Admettre une telle appréciation, ce serait également créer de la confusion.

## III. LA COOPERATION AGRICOLE

Nous avons une population agricole de plus de 500 millions d'habitants, aussi la situation de nos paysans a-t-elle une importance extrême pour le développement de notre économie et la consolidation de notre pouvoir. J'estime que la situation est bonne pour l'essentiel. L'organisation des coopératives agricoles est chose faite, ce qui a résolu dans notre pays une contradiction majeure, celle entre l'industrialisation socialiste et l'économie agricole individuelle. La rapidité avec laquelle s'est achevée la coopération agricole a suscité des craintes chez certains, qui se demandaient si des erreurs n'allaient pas en résulter. Il en existe certes quelques-unes, mais elles ne sont heureusement pas très graves; dans l'ensemble, la situation est saine. Les paysans travaillent avec beaucoup d'ardeur et, en dépit des inondations, de la sécheresse et du vent qui ont causé des dégâts plus graves l'année dernière qu'au cours des années précédentes, la production des céréales dans tout le pays a augmenté. Certaines personnes n'en ont pas moins soulevé un typhon en miniature: elles déclarent que la coopération ne vaut rien, qu'elle ne présente aucun avantage. En fait, la coopération présente-t-elle des avantages? Parmi les documents distribués à la séance d'aujourd'hui, il y en a un sur la coopérative de Wang Kouo-fan du district de Tsouenhoua, dans la province du Hopei; je vous conseille de le lire. Cette coopérative est située dans une région montagneuse qui a toujours été très pauvre et où l'on vivait chaque année de l'aide en grain fournie par le gouvernement populaire. Lors de sa création, en

1953, elle fut surnommée "Coopérative des Gueux". On lutta avec acharnement pendant quatre ans, et chaque année la situation s'améliorait; la plupart des familles ont maintenant des réserves de grain. Ce que la coopérative de Wang Kouo-fan est capable de faire, d'autres coopératives doivent pouvoir le faire aussi, dans les conditions normales, même s'il leur faut un peu plus de temps. Il n'y a donc aucune raison de dire que la coopération agricole ne vaut rien.

On voit aussi par là que la création de coopératives exige nécessairement une lutte rude et difficile. C'est à travers les difficultés et les vicissitudes que grandit le nouveau. Ce serait une pure illusion de croire que sur la voie du socialisme on peut avancer sans difficultés ni détours, sans faire le maximum d'efforts, qu'il suffit de se laisser pousser par le vent et que le succès vient facilement.

Qui soutient activement les coopératives? L'écrasante majorité des paysans pauvres et des paysans moyens-pauvres qui constituent plus de 70 pour cent de la population rurale. Les autres paysans, pour la plupart, mettent également leurs espoirs dans les coopératives. Ceux qui sont réellement mécontents ne forment qu'une infime minorité. Mais beaucoup de personnes n'ont pas analysé cette situation et n'ont pas examiné sous tous leurs aspects les succès des coopératives, ainsi que leurs insuffisances et ce qui en est la cause, elles ont pris tel aspect partiel et isolé pour l'ensemble; de ce fait, certains ont soulevé un typhon miniature, en prétendant que les coopératives ne présentent pas d'avantages.

Combien de temps faudra-t-il pour que les coopératives se consolident et qu'on cesse de prétendre qu'elles ne présentent pas d'avantages? A en juger par l'expérience du développement de nombreuses coopératives, cela prendra probablement cinq ans ou un peu plus. Actuellement, la plupart des coopératives du pays n'existent que depuis un peu plus d'un an, et il n'est pas juste d'exiger que tout y aille bien. A mon avis, si les coopératives établies au cours du premier quinquennat peuvent être consolidées au cours du second, ce sera déjà très bien.

Nos coopératives se consolident progressivement. Certaines contradictions restent à résoudre: par exemple, celles qui se manifestent soit entre l'Etat et les coopératives, soit à l'intérieur des coopératives ou entre les coopératives.

Nous devons constamment veiller à résoudre ces contradictions sous l'angle de la production et de la répartition. Pour la production, d'une part, l'exploitation coopérative doit se soumettre aux plans économiques uniques de l'Etat, tout en conservant une certaine souplesse et une

certaine autonomie, sans toutefois porter atteinte à ces plans de l'Etat, ni à la politique et aux lois et décrets de celui-ci; d'autre part, chaque famille qui adhère à une coopérative doit se soumettre au plan général de sa coopérative ou de son équipe de production, avec cette réserve qu'elle peut elle-même établir des plans appropriés pour sa parcelle individuelle et le reste de son exploitation personnelle. Pour la répartition, nous devons prendre en considération à la fois les intérêts de l'Etat, de la collectivité et de l'individu. Il faut établir une proportion adéquate entre l'impôt agricole perçu par l'Etat, le fonds d'accumulation de la coopérative et les revenus personnels des paysans, et veiller à effectuer les rajustements nécessaires pour résoudre les contradictions au fur et à mesure qu'elles surgissent dans ce domaine. L'Etat doit accumuler des fonds, et les coopératives également, mais ces accumulations ne sauraient être excessives. Nous devons faire tout notre possible pour que, dans les années de récolte normale, les revenus personnels des paysans augmentent d'année en année grâce à l'accroissement de la production.

Beaucoup disent que la vie des paysans est dure. Est-ce vrai? En un sens, cela est vrai. En effet, comme la Chine a été soumise pendant plus d'un siècle au joug et à l'exploitation des impérialistes et de leurs agents, elle est devenue un pays très pauvre, où le niveau de vie est bas non seulement chez les paysans, mais aussi chez les ouvriers et les intellectuels. Pour élever progressivement le niveau de vie de tout le peuple, plusieurs dizaines d'années d'efforts ardus sont nécessaires. En ce sens, "vie dure" est l'expression qui convient. Mais en un autre, elle est fausse, car il n'est pas vrai que dans les sept années qui se sont écoulées depuis la Libération seule la vie des ouvriers se soit améliorée et pas celle des paysans. En fait, pour les paysans comme pour les ouvriers, à l'exception d'un nombre infime de gens, la vie s'est déjà améliorée dans une certaine mesure. Depuis la Libération, les paysans ne sont plus exploités par les propriétaires fonciers et la production se développe chaque année. Prenons par exemple les céréales. En 1949, la production des céréales dans le pays dépassait de peu 105 millions de tonnes; or, en 1956, elle a dépassé 180 millions de tonnes, ce qui représente une augmentation de près de 75 millions de tonnes. L'impôt agricole perçu par l'Etat, qui s'élève seulement à une quinzaine de millions de tonnes par an, ne peut être considéré comme lourd. La quantité de céréales achetée chaque année aux paysans au prix normal dépasse à peine 25 millions de tonnes. Le total de ces deux chapitres s'élève ainsi à une quarantaine de millions de tonnes. D'ailleurs, plus

de la moitié de cette quantité est vendue dans les campagnes et dans les agglomérations rurales. On ne peut donc dire que la vie des paysans ne s'est pas améliorée. Nous comptons stabiliser, durant plusieurs années, au niveau approximatif de quarante et quelques millions de tonnes par an, la quantité globale de grain constituée par l'impôt agricole et les achats faits aux paysans, afin que l'agriculture puisse se développer et les coopératives se consolider. Ainsi, le petit nombre de familles paysannes qui n'a pas encore assez de grain n'aura plus à souffrir de ce manque et toutes les familles paysannes, à l'exception de certaines exploitations spécialisées dans les cultures industrielles, auront du grain en excédent ou suffisamment pour leurs besoins; il n'y aura plus de paysans pauvres et tous les paysans connaîtront un niveau de vie égal ou supérieur à celui des paysans moyens. Il n'est pas juste de faire une comparaison superficielle entre les revenus annuels moyens d'un paysan et ceux d'un ouvrier et de dire qu'ils sont trop bas chez l'un et trop hauts chez l'autre. La productivité du travail chez l'ouvrier est beaucoup plus élevée que chez le paysan, et par ailleurs le coût de la vie pour les paysans est bien moins élevé que pour les ouvriers des villes; c'est pourquoi on ne saurait affirmer que les ouvriers bénéficient d'avantages spéciaux de la part de l'Etat. Néanmoins, pour un petit nombre d'ouvriers et de travailleurs de l'Etat, les salaires sont un peu trop élevés, les paysans ont donc des raisons d'en être mécontents; aussi est-il nécessaire de procéder, selon les circonstances, à quelques rajustements appropriés.

## IV. LES INDUSTRIELS ET LES COMMERÇANTS

Dans le domaine de la réforme de notre régime social, on a achevé en 1956, outre l'organisation des coopératives dans l'agriculture et l'artisanat, la transformation des entreprises de l'industrie et du commerce privés en entreprises mixtes, à capital privé et d'Etat. L'accomplissement rapide et sans à-coups de cette tâche est étroitement lié au fait que la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale a été traitée par nous comme une contradiction au sein du peuple. Cette contradiction de classes est-elle entièrement résolue? Non, elle ne l'est pas encore; il faudra une très longue période pour qu'elle le soit tout à fait. Pourtant, il y a des gens qui disent que les

capitalistes sont déjà si bien rééduqués qu'ils ne se distinguent presque plus des ouvriers, et qu'ils n'ont plus besoin de poursuivre leur rééducation. D'autres soutiennent même que les capitalistes sont devenus meilleurs que les ouvriers. D'autres encore déclarent: Si la rééducation est nécessaire, pourquoi la classe ouvrière n'en a-t-elle pas besoin? Ces opinions sont-elles justes? Naturellement non.

Quand s'édifie une société socialiste, tout le monde a besoin d'être rééduqué, les exploiteurs comme les travailleurs. Qui dit que la classe ouvrière n'a pas besoin d'être rééduquée? La rééducation des exploiteurs et celle des travailleurs sont évidemment de deux types différents, et il ne faut pas les confondre. Dans la lutte de classes et dans la bataille contre la nature, la classe ouvrière transforme la société dans son ensemble, et elle se transforme elle-même en même temps. La classe ouvrière doit constamment apprendre dans le cours de son travail et progressivement éliminer ses défauts; elle ne doit jamais s'arrêter. Ainsi, nous par exemple: Beaucoup d'entre nous font quelques progrès chaque année, c'est-à-dire que, chaque année, nous nous rééduquons. Moi-même, j'avais autrefois diverses idées non marxistes; c'est plus tard que j'ai embrassé le marxisme. J'ai étudié un peu le marxisme dans les livres et fait ainsi ma première rééducation idéologique, mais je me suis surtout transformé dans le cours d'une lutte de classes prolongée. Et je dois continuer à étudier si je veux faire encore des progrès; sinon, je me laisserai distancer. Les capitalistes seraient-ils si parfaits qu'ils n'auraient, eux, plus besoin de se rééduquer?

Certains disent que la bourgeoisie chinoise n'a plus aujourd'hui son double caractère, qu'elle n'a plus qu'un seul caractère. Est-ce vrai? Non. D'une part, les éléments bourgeois sont déjà devenus des membres du personnel administratif des entreprises mixtes et sont en train d'être transformés d'exploiteurs en travailleurs vivant de leur propre travail; d'autre part, ils reçoivent encore de ces entreprises un intérêt fixe, cela signifie qu'ils n'ont pas encore rompu avec l'exploitation. Leur idéologie, leurs sentiments, leur mode de vie laissent subsister un fossé entre eux et la classe ouvrière. Comment peut-on prétendre alors qu'ils n'ont plus un double caractère? Même quand ils cesseront de toucher leur intérêt fixe et ne porteront plus l'étiquette de bourgeois, ils auront encore besoin de poursuivre longtemps leur rééducation idéologique. Si la bourgeoisie n'avait plus son double caractère, comme on le prétend, alors la tâche d'étudier et de se rééduquer n'existerait plus pour les capitalistes.

Il faut dire que non seulement cette opinion ne correspond pas à la situation réelle des industriels et des commerçants, mais aussi qu'elle ne répond pas aux aspirations de la majorité d'entre eux. Ces dernières années, la plupart des industriels et des commerçants se sont mis volontiers à l'étude et ont obtenu des progrès notables. La rééducation des industriels et des commerçants ne peut s'effectuer à fond que dans le cours de leur travail; ils doivent travailler dans les entreprises aux côtés des ouvriers et des employés, faire des entreprises le terrain même de leur rééducation. Cependant, il est également important pour eux de modifier par l'étude certaines de leurs vieilles conceptions. Cette étude doit être librement consentie. Quand ils reviennent dans leurs entreprises, après plusieurs semaines de cours, beaucoup découvrent qu'ils trouvent plus facilement un langage commun avec les ouvriers et les représentants de la participation d'Etat, ce qui est tout au bénéfice du travail commun. Ils comprennent par leur propre expérience que la poursuite de l'étude et de la rééducation leur est profitable. L'idée qu'il n'est plus nécessaire d'étudier et de se rééduquer ne représente donc nullement le point de vue de la majorité des industriels et des commerçants, seuls pensent ainsi un petit nombre d'entre eux.

## V. LES INTELLECTUELS

Les contradictions au sein de notre peuple se manifestent aussi parmi les intellectuels. Plusieurs millions d'intellectuels, qui servaient autrefois l'ancienne société, sont maintenant passés au service de la société nouvelle. La question qui se pose est celle-ci: De quelle façon peuvent-ils s'adapter aux besoins de la société nouvelle et comment les aiderons-nous à y parvenir? C'est là également une des contradictions au sein du peuple.

Au cours des sept dernières années, la plupart de nos intellectuels ont fait des progrès notables. Ils se prononcent pour le régime socialiste. Nombre d'entre eux s'appliquent à étudier le marxisme, et certains sont devenus des communistes. Le nombre de ces derniers, quoique encore peu élevé, ne cesse d'augmenter. Evidemment, il y a encore des intellectuels qui continuent à douter du socialisme ou qui ne l'approuvent pas, mais ce n'est qu'une minorité.

La Chine a besoin que le plus grand nombre possible d'intellectuels se mettent au service de l'œuvre gigantesque et ardue de son édification socialiste. Nous devons faire confiance à tous les intellectuels qui sont vraiment désireux de servir la cause du socialisme, améliorer radicalement nos rapports avec eux et les aider à résoudre tous les problèmes qui réclament une solution, afin de leur donner la possibilité de faire valoir pleinement leurs talents. Nombre de nos camarades ne savent pas rallier à eux les intellectuels, ils se montrent rigides à leur égard, ils ne respectent pas leur travail et, dans le domaine scientifique et culturel, ils se permettent une ingérence déplacée dans les affaires dont ils n'ont pas à se mêler. Nous devons en finir avec tous ces défauts.

Bien que la masse de nos intellectuels ait déjà fait des progrès, elle ne doit pas pour autant s'abandonner à la suffisance. Pour être pleinement au niveau des exigences de la société nouvelle et faire corps avec les ouvriers et les paysans, les intellectuels doivent poursuivre leur rééducation, se débarrasser progressivement de leur conception bourgeoise du monde et adopter la conception prolétarienne, communiste, du monde. Le changement de conception du monde est un changement radical, et on ne peut pas dire que la plupart de nos intellectuels l'ont déjà accompli. Nous espérons que nos intellectuels continueront d'avancer et que, progressivement, dans le cours de leur travail et de leur étude, ils acquerront une conception communiste du monde, s'assimileront le marxisme-léninisme et se fondront en un tout avec les ouvriers et les paysans. Nous espérons qu'ils ne s'arrêteront pas à mi-chemin et qu'à plus forte raison ils ne feront pas marche arrière, car cela les conduirait à une impasse. Les changements intervenus dans notre régime social et la suppression, pour l'essentiel, de la base économique de l'idéologie bourgeoise font qu'il existe pour la masse de nos intellectuels non seulement la nécessité mais aussi la possibilité de modifier leur conception du monde. Toutefois, un changement complet de la conception du monde exige un temps très long. Il nous faut y aller patiemment et éviter toute précipitation. En fait, il y aura nécessairement des gens qui, intérieurement, ne voudront jamais accepter le marxisme-léninisme et le communisme. Nous ne devons pas trop exiger d'eux ; tant qu'ils se soumettent aux exigences de l'Etat et poursuivent des activités honnêtes, nous devons leur donner la possibilité de se livrer à un travail approprié.

Ces derniers temps, on a constaté un fléchissement dans le travail idéologique et politique parmi les étudiants et les intellectuels, et

certaines déviations sont apparues. Il en est qui pensent apparemment qu'ils n'ont pas besoin de se soucier de la politique, de l'avenir de leur pays et des idéaux de l'humanité. A leurs yeux, le marxisme aurait fait fureur un certain temps et serait un peu passé de mode maintenant. Etant donné cette situation, il est à présent nécessaire de renforcer notre travail idéologique et politique. Etudiants et intellectuels doivent s'appliquer à l'étude. Tout en travaillant à leur spécialité, ils doivent faire des progrès sur le plan idéologique et sur le plan politique, et pour cela étudier le marxisme, les questions politiques et les problèmes d'actualité. Sans vue politique juste, on est comme sans âme. La rééducation idéologique était nécessaire et elle a donné des résultats positifs. Toutefois, les méthodes employées étaient un peu rudes et ont blessé certains. Cela n'est pas bien. A l'avenir, nous devons éviter ce défaut. Tous les organismes et toutes les organisations doivent assumer la responsabilité du travail idéologique et politique. Cette tâche incombe au Parti communiste, à la Ligue de la Jeunesse, aux organismes gouvernementaux directement intéressés, et à plus forte raison aux directeurs et aux enseignants des établissements scolaires. Notre politique dans le domaine de l'éducation doit permettre à ceux qui la reçoivent de se former sur le plan moral, intellectuel et physique pour devenir des travailleurs cultivés, ayant une conscience socialiste. Il faut mettre en honneur l'idée de construire notre pays avec diligence et économie. Nous devons faire comprendre à toute la jeunesse que notre pays est encore très pauvre, qu'il n'est pas possible de modifier radicalement cette situation en peu de temps, que c'est seulement par leurs efforts unis que la jeunesse et tout le peuple pourront créer, de leurs propres mains, un Etat prospère et puissant en l'espace de quelques dizaines d'années. Le régime socialiste nous a ouvert la voie vers la société idéale de demain, mais pour que celle-ci devienne une réalité, il nous faut travailler dur. Certains de nos jeunes gens pensent que, la société étant devenue socialiste, tout doit être parfait, qu'on peut y jouir d'une vie de bonheur toute faite, sans avoir à fournir d'efforts. Cette façon de voir les choses n'est pas réaliste.

## VI. LES MINORITES NATIONALES

Nos minorités nationales forment une population de plus de 30 millions d'habitants. Bien qu'elles ne constituent que les 6 pour cent

de la population totale du pays, elles vivent dans de vastes régions qui s'étendent sur 50 à 60 pour cent de tout le territoire. C'est pourquoi il est absolument nécessaire que de bons rapports s'établissent entre les Hans et les minorités nationales. La clé du problème est de surmonter le chauvinisme grand-han. Il faut en même temps surmonter le nationalisme local partout où il existe chez les minorités nationales. Le chauvinisme grand-han comme le nationalisme local sont préjudiciables à l'union de toutes les nationalités. Il s'agit là d'une des contradictions au sein du peuple qu'il faut résoudre. Nous avons déjà accompli un certain travail dans ce domaine et, dans la plupart des régions où vivent les minorités nationales, les relations entre nationalités se sont bien améliorées par rapport au passé: pourtant, il reste des problèmes à régler. Dans certaines régions, le chauvinisme grand-han et le nationalisme local existent l'un et l'autre à un degré sérieux, et cela appelle notre pleine attention. Grâce aux efforts du peuple des diverses nationalités au cours des dernières années, les réformes démocratiques et les transformations socialistes sont déjà achevées pour l'essentiel dans la plus grande partie de nos régions de minorités nationales. Au Tibet, les réformes démocratiques n'ont pas encore commencé parce que les conditions n'y sont pas mûres. Conformément à l'accord en dix-sept points conclu entre le Gouvernement populaire central et le Gouvernement local du Tibet, la réforme du régime social y sera réalisée; cependant, il ne faut pas se montrer impatient, la décision sur le moment où il convient de procéder à cette réforme ne pourra être prise que lorsque la grande majorité des masses tibétaines et des chefs du Tibet le jugeront possible. La décision a maintenant été prise de ne pas appliquer de réformes durant la période du deuxième plan quinquennal. Quant à la question de savoir si ces réformes seront entreprises au cours du troisième quinquennat, elle ne pourra être résolue qu'à la lumière de la situation du moment.

## VII. PLANIFICATION D'ENSEMBLE ET DISPOSITIONS APPROPRIEES

Par planification d'ensemble, il faut entendre la planification qui tient compte de l'ensemble des intérêts de nos 600 millions d'habitants. Lorsque nous établissons un plan, réglons une affaire ou réfléchissons

à un problème, nous devons toujours partir du fait que notre pays a 600 millions d'habitants; en aucun cas, nous ne devons oublier cela. Pourquoi soulevons-nous cette question? Y aurait-il encore des gens qui ne savent pas que notre pays a 600 millions d'habitants? On le sait, mais dans la pratique, certains l'oublient et font comme s'ils pensaient que moins il y a de personnes et plus le cercle est étroit, mieux cela vaut. Les gens qui sont pour le "cercle étroit" vont à l'encontre de l'idée qu'il faut mettre en œuvre tous les facteurs positifs, rallier tous ceux qui peuvent être ralliés et, dans la mesure du possible, transformer les facteurs négatifs en facteurs positifs pour les mettre au service de la grande cause de l'édification de la société socialiste. J'espère que ces gens élargiront leur horizon, qu'ils reconnaîtront vraiment que notre pays a 600 millions d'habitants, que c'est un fait objectif, que c'est notre capital. Notre pays a une forte population, c'est une bonne chose, mais, naturellement, cela implique des difficultés. Notre œuvre d'édification se développe impétueusement dans tous les domaines; nous avons remporté d'importants succès, mais dans la période actuelle de transition, riche en grands changements sociaux, on rencontre encore beaucoup de problèmes difficiles. Progrès et difficultés — c'est là une contradiction. Or, toute contradiction doit être et peut parfaitement être résolue. Notre principe, c'est de faire une planification d'ensemble et de prendre des dispositions appropriées. Qu'il s'agisse des céréales, des calamités naturelles, de l'emploi, de l'éducation, des intellectuels, du front uni de toutes les forces patriotiques, des minorités nationales ou de toute autre question, nous devons partir de la nécessité d'une planification d'ensemble pour tout le peuple et prendre des dispositions appropriées, conformément aux possibilités du moment et du lieu, et après avoir consulté les représentants de tous les milieux intéressés. En aucun cas, nous ne devons tourner le dos au travail, nous plaignant qu'il y a trop de gens, qu'ils sont arriérés et que les choses sont embarrassantes et difficiles à régler. Ce que je viens de dire signifie-t-il que le gouvernement s'occupera lui-même de toutes les personnes et de toutes les affaires? Evidemment non. Les organisations populaires et les masses elles-mêmes peuvent trouver les moyens de s'occuper d'un grand nombre de gens et d'affaires. Elles sont capables de trouver beaucoup de solutions excellentes. Cela aussi entre dans le champ de notre principe de planification d'ensemble et de dispositions appropriées. Nous devons orienter dans cette voie les organisations populaires et les masses de tout le pays.

## VIII. "QUE CENT FLEURS S'EPANOUISSENT, QUE CENT ECOLES RIVALISENT" ET "COEXISTENCE A LONG TERME ET CONTROLE MUTUEL"

Sur quelle base les mots d'ordre "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" et "Coexistence à long terme et contrôle mutuel" ont-ils été lancés? Ils l'ont été d'après les conditions concrètes de la Chine, sur la base de la reconnaissance des différentes contradictions qui existent toujours dans la société socialiste et en raison du besoin urgent du pays d'accélérer son développement économique et culturel. La politique "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" vise à stimuler le développement de l'art et le progrès de la science, ainsi que l'épanouissement de la culture socialiste dans notre pays. Dans les arts, formes différentes et styles différents devraient se développer librement, et dans les sciences, les écoles différentes s'affronter librement. Il serait, à notre avis, préjudiciable au développement de l'art et de la science de recourir aux mesures administratives pour imposer tel style ou telle école et interdire tel autre style ou telle autre école. Le vrai et le faux en art et en science est une question qui doit être résolue par la libre discussion dans les milieux artistiques et scientifiques, par la pratique de l'art et de la science et non par des méthodes simplistes. Pour déterminer ce qui est juste et ce qui est erroné, l'épreuve du temps est souvent nécessaire. Au cours de l'Histoire, ce qui est nouveau et juste n'est souvent pas reconnu par la majorité des hommes au moment de son apparition et ne peut se développer que dans la lutte, à travers des vicissitudes. Il arrive souvent qu'au début ce qui est juste et bon ne soit pas reconnu pour une "fleur odorante", mais considéré comme une "herbe vénéneuse". En leur temps, la théorie de Copernic sur le système solaire et la théorie de l'évolution de Darwin furent considérées comme erronées et elles ne s'imposèrent qu'après une lutte âpre et difficile. L'histoire de notre pays offre nombre d'exemples semblables. Dans la société socialiste, les conditions nécessaires à la croissance des choses nouvelles sont foncièrement différentes, et bien meilleures que dans l'ancienne société. Cependant, il est encore fréquent que les forces naissantes soient refoulées et des opinions raisonnables étouffées. Il arrive aussi qu'on entrave la croissance des choses nouvelles non par volonté délibérée de les étouffer, mais par manque de discernement.

C'est pourquoi, pour déterminer ce qui est juste et ce qui est erroné en science et en art, il faut adopter une attitude prudente, encourager la libre discussion et se garder de tirer des conclusions hâtives. Nous estimons que c'est une telle attitude qui permettra d'assurer au mieux le développement de la science et de l'art.

Le marxisme, lui aussi, s'est développé au cours de la lutte. Au début, il a fait l'objet de toutes les attaques possibles et a été assimilé à une "herbe vénéneuse". Actuellement encore, en bien des endroits dans le monde, on ne cesse de l'attaquer et de le considérer comme une "herbe vénéneuse". Il occupe cependant une position toute différente dans les pays socialistes. Mais même dans ces pays, il existe encore des idées non marxistes, voire antimarxistes. Certes, en Chine, la transformation socialiste, en tant qu'elle concerne la propriété, est pratiquement achevée; les vastes et tempétueuses luttes de classe, menées par les masses en période révolutionnaire, sont pour l'essentiel terminées. Néanmoins, il subsiste des vestiges des classes renversées des propriétaires fonciers et des compradores, la bourgeoisie existe encore, et la transformation de la petite bourgeoisie ne fait que commencer. La lutte de classes n'est nullement arrivée à son terme. La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moments elle pourra même devenir très aiguë. Le prolétariat cherche à transformer le monde selon sa propre conception du monde, et la bourgeoisie, selon la sienne. A cet égard, la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme, n'est pas encore véritablement résolue. Les marxistes demeurent une minorité aussi bien dans l'ensemble de la population que parmi les intellectuels. C'est pourquoi le marxisme doit continuer à se développer par la lutte. C'est dans la lutte seulement que le marxisme peut se développer: il en a été ainsi dans le passé, il en est ainsi dans le présent, et il en sera nécessairement ainsi à l'avenir. Ce qui est juste se développe toujours dans un processus de lutte contre ce qui est erroné. Le vrai, le bon et le beau n'existent jamais qu'au regard du faux, du mauvais et du laid, et se développent dans la lutte contre eux. Au moment même où l'humanité rejette quelque chose de faux et accepte une vérité, une nouvelle vérité entre à son tour en lutte contre de nouvelles opinions erronées. Cette lutte ne cessera jamais. C'est la loi du développement de la vérité, et c'est évidemment aussi la loi du développement du marxisme.

Il faudra encore un temps assez long pour décider de l'issue de la lutte idéologique entre le socialisme et le capitalisme dans notre pays. La raison en est que l'influence de la bourgeoisie et des intellectuels venus de l'ancienne société existera longtemps encore dans notre pays et y subsistera longtemps en tant qu'idéologie de classe. Si on ne saisit pas bien cela et à plus forte raison si on ne le comprend pas du tout, on commettra les plus graves erreurs, on méconnaîtra la nécessité de la lutte idéologique. Celle-ci se distingue des autres formes de lutte; on ne peut y appliquer que la méthode patiente du raisonnement, et non la méthode brutale de la contrainte. Actuellement, le socialisme bénéficie dans la lutte idéologique de conditions extrêmement favorables. Les forces essentielles du pouvoir sont entre les mains du peuple travailleur, dirigé par le prolétariat. Le Parti communiste est fort et son prestige est grand. Bien que notre travail comporte des insuffisances et des erreurs, tout homme équitable peut voir que nous sommes loyaux envers le peuple, que nous sommes à la fois déterminés et aptes à édifier notre pays de concert avec le peuple, que nous avons déjà remporté de grands succès et que nous en remporterons d'autres, encore plus importants. Les éléments de la bourgeoisie et les intellectuels issus de l'ancienne société sont en grande majorité patriotes, ils veulent servir leur patrie socialiste en plein épanouissement et comprennent que s'ils s'écartent de la cause du socialisme et du peuple travailleur dirigé par le Parti communiste, ils ne sauront plus sur quoi s'appuyer et ils n'auront plus de brillantes perspectives d'avenir.

On demandera: Etant donné que dans notre pays le marxisme est déjà reconnu comme idéologie directrice par la majorité des gens, peut-on le critiquer? Bien sûr que oui. Le marxisme est une vérité scientifique, il ne craint pas la critique. Si le marxisme craignait la critique, s'il pouvait être battu en brèche par la critique, il ne serait bon à rien. De fait, les idéalistes ne critiquent-ils pas le marxisme tous les jours et de toutes les façons possibles? Les gens qui s'en tiennent à des points de vue bourgeois et petits-bourgeois sans vouloir en démordre ne critiquent-ils pas le marxisme de toutes les façons possibles? Les marxistes ne doivent pas craindre la critique, d'où qu'elle vienne. Au contraire, ils doivent s'aguerrir, progresser et gagner de nouvelles positions dans le feu de la critique, dans la tempête de la lutte. Lutter contre les idées erronées, c'est en quelque sorte se faire vacciner; grâce à l'action du vaccin, l'immunité de l'organisme se trouve renforcée. Les

plantes élevées en serre ne sauraient être robustes. L'application de la politique "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent", loin d'affaiblir la position dirigeante du marxisme dans le domaine idéologique, la renforcera au contraire.

Quelle politique devons-nous adopter à l'égard des idées non marxistes? Quand il s'agit de contre-révolutionnaires avérés et d'éléments qui sapent la cause du socialisme, la question est aisée à résoudre: on les prive tout simplement de la liberté de parole. Mais quand nous avons affaire aux idées erronées existant au sein du peuple, c'est une autre question. Peut-on bannir ces idées et ne leur laisser aucune possibilité de s'exprimer? Bien sûr que non. Il serait non seulement inefficace, mais encore extrêmement nuisible d'adopter des méthodes simplistes pour résoudre les questions idéologiques au sein du peuple, les questions relatives à l'esprit de l'homme. On peut interdire l'expression des idées erronées, mais ces idées n'en seront pas moins là. Et les idées justes, si elles sont cultivées en serre, si elles ne sont pas exposées au vent et à la pluie, si elles ne se sont pas immunisées, ne pourront triompher des idées erronées lorsqu'elles les affronteront. Aussi est-ce seulement par la méthode de la discussion, de la critique et de l'argumentation qu'on peut véritablement développer les idées justes, éliminer les idées erronées et résoudre les problèmes.

L'idéologie de la bourgeoisie et celle de la petite bourgeoisie trouveront sûrement à se manifester. A coup sûr, ces deux classes s'obstineront à s'affirmer par tous les moyens, dans les questions politiques et idéologiques. Il est impossible qu'il en soit autrement. Nous ne devons pas recourir à des méthodes de répression pour les empêcher de s'exprimer; nous devons le leur permettre, et en même temps engager un débat avec elles et critiquer leurs idées de façon appropriée. Il est hors de doute que nous devons soumettre à la critique toute espèce d'idées erronées. Certes, on aurait tort de ne pas critiquer les idées erronées et de les regarder tranquillement se répandre partout et s'emparer du marché — toute erreur est à critiquer, toute herbe vénéneuse est à combattre —, mais cette critique ne doit pas être dogmatique; il faut écarter la méthode métaphysique et faire tout son possible pour employer la méthode dialectique. Une analyse scientifique et une argumentation pleinement convaincante sont ici de rigueur. Une critique dogmatique ne donne aucun résultat. Nous combattons toute herbe vénéneuse, mais il faut distinguer avec soin ce qui est réellement herbe vénéneuse et ce qui est réellement fleur odorante. Nous devons en-

semble, les masses et nous, apprendre à faire soigneusement cette distinction et, en nous servant de méthodes correctes, lutter contre les herbes vénéneuses.

Tout en réfutant le dogmatisme, nous devons veiller à réfuter le révisionnisme. Le révisionnisme ou opportunisme de droite est un courant idéologique bourgeois; il est encore plus dangereux que le dogmatisme. Les révisionnistes ou opportunistes de droite approuvent le marxisme du bout des lèvres et attaquent eux aussi le "dogmatisme". Mais leurs attaques visent en fait la substance même du marxisme. Ils combattent ou dénaturent le matérialisme et la dialectique, ils combattent ou tentent d'affaiblir la dictature démocratique populaire et le rôle dirigeant du Parti communiste, ainsi que la transformation et l'édification socialistes. Lors même que la révolution socialiste a remporté pratiquement la victoire dans notre pays, il y a encore un certain nombre de gens qui rêvent de restaurer le régime capitaliste; ils mènent la lutte contre la classe ouvrière sur tous les fronts, y compris celui de l'idéologie. Dans cette lutte, les révisionnistes sont leurs meilleurs adjoints.

Pris au pied de la lettre, les deux mots d'ordre "Que cent fleurs s'épanouissent" et "Que cent écoles rivalisent" n'ont pas un caractère de classe: ils peuvent être utilisés par le prolétariat aussi bien que par la bourgeoisie et d'autres gens. Chaque classe, chaque couche sociale et chaque groupe social a sa notion propre des fleurs odorantes et des herbes vénéneuses. Mais alors, du point de vue des larges masses populaires, quels doivent être aujourd'hui les critères nous permettant de distinguer les fleurs odorantes et les herbes vénéneuses? Comment déterminer, dans le cadre de la vie politique de notre peuple, si nos paroles et nos actes sont justes ou erronés? Nous estimons que, d'après les principes de notre Constitution et conformément à la volonté de l'immense majorité de notre peuple et aux positions politiques communes proclamées à diverses occasions par nos partis politiques, il est possible de formuler, dans leurs traits généraux, les critères que voici:

Est juste

1) ce qui favorise l'union du peuple de toutes les nationalités de notre pays et non ce qui provoque la division en son sein;

2) ce qui favorise la transformation et l'édification socialistes et non ce qui nuit à cette transformation et à cette édification;

3) ce qui favorise le renforcement de la dictature démocratique populaire et non ce qui sape ou affaiblit cette dictature;

4) ce qui favorise le renforcement du centralisme démocratique et non ce qui le sape ou l'affaiblit;

5) ce qui favorise le renforcement de la direction exercée par le Parti communiste et non ce qui rejette ou affaiblit cette direction;

6) ce qui favorise la solidarité internationale socialiste et la solidarité internationale de tous les peuples pacifiques et non ce qui porte préjudice à ces deux formes de solidarité.

De ces six critères, les plus importants sont celui de la voie socialiste et celui du rôle dirigeant du Parti. C'est en vue de développer et non d'entraver la libre discussion des divers problèmes parmi le peuple que ces six critères sont mis en avant. Ceux qui ne les approuvent pas peuvent toujours donner leur avis et développer leurs arguments. Cependant, lorsque la majorité des gens disposera de critères nettement définis, on pourra développer la critique et l'autocritique dans une voie juste et déterminer, au moyen de ces critères, si les paroles et les actes des gens sont justes ou erronés, s'il s'agit de fleurs odorantes ou d'herbes vénéneuses. Les critères énumérés ci-dessus sont des critères politiques. Naturellement, pour déterminer la justesse des thèses scientifiques ou la valeur artistique des œuvres d'art, il faut encore certains critères spécifiques, mais ces six critères politiques sont applicables à toute activité scientifique et artistique. Est-il possible, en effet, que dans un pays socialiste comme le nôtre il y ait une activité scientifique ou artistique utile qui soit en contradiction avec eux?

Les points de vue que je viens d'exposer ont pour base les conditions historiques spécifiques de la Chine. Les conditions varient suivant les pays socialistes et les partis communistes, c'est pourquoi nous estimons qu'il n'y a pour ces pays et ces partis nulle obligation de suivre nos méthodes.

Le mot d'ordre "Coexistence à long terme et contrôle mutuel" est également le produit des conditions historiques spécifiques de notre pays. Il n'a pas été formulé subitement, il s'est élaboré pendant plusieurs années. L'idée de la coexistence à long terme est depuis longtemps vivante chez nous. L'an dernier, lorsque le régime socialiste a été établi pour l'essentiel, ce mot d'ordre a été clairement formulé. Pourquoi faut-il admettre la coexistence prolongée des partis démocratiques

de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie avec le parti de la classe ouvrière? Parce que nous n'avons aucune raison de ne pas appliquer la politique de la coexistence à long terme à l'égard de tous les partis politiques qui travaillent sincèrement à l'unité du peuple pour la cause du socialisme et qui jouissent de la confiance du peuple. Je disais déjà en juin 1950, à la deuxième session du Comité national de la I^re^ Conférence consultative politique du Peuple chinois:

> Si quelqu'un veut vraiment servir le peuple, s'il a réellement aidé le peuple dans ses moments difficiles, s'il a bien agi et continue de bien agir, sans s'arrêter à mi-chemin, le peuple et le gouvernement populaire n'auront aucune raison de le renier et de lui refuser les moyens de vivre et de servir le pays.

Ce que je disais là constitue précisément la base politique pour la coexistence à long terme des différents partis. Coexistence prolongée du Parti communiste et des partis démocratiques, tel est notre désir, telle est aussi notre politique. Quant à savoir si les partis démocratiques pourront exister durant une longue période, cela n'est pas simplement déterminé par le seul désir du Parti communiste, cela est aussi fonction du comportement des partis démocratiques et partant de la confiance qu'ils se voient accorder par le peuple. Le contrôle mutuel entre les partis politiques existe également depuis longtemps déjà, en ce sens qu'ils se donnent des conseils et se critiquent mutuellement. Le contrôle mutuel n'est naturellement pas unilatéral: le Parti communiste peut contrôler les partis démocratiques, et ceux-ci peuvent aussi contrôler le Parti communiste. Pourquoi admet-on le contrôle des partis démocratiques sur le Parti communiste? Parce qu'un parti, tout comme un individu, a grand besoin d'entendre des opinions différentes des siennes. Chacun sait que c'est le peuple travailleur et les membres du Parti qui exercent principalement le contrôle sur le Parti communiste. Mais si les partis démocratiques font de même, le bénéfice n'en sera que plus grand. Evidemment, les conseils échangés entre les partis démocratiques et le Parti communiste et la critique réciproque ne joueront un rôle positif dans le contrôle mutuel que s'ils se conforment aux six critères politiques exposés ci-dessus. C'est pourquoi nous espérons que les partis démocratiques accorderont l'attention nécessaire à la rééducation idéologique et rechercheront avec le Parti communiste la coexistence à long terme et le contrôle mutuel, afin de répondre aux besoins de la société nouvelle.

## IX. LES TROUBLES CREES PAR UN PETIT NOMBRE DE GENS

En 1956, un petit nombre d'ouvriers et d'étudiants se sont mis en grève dans certains endroits. La cause immédiate de ces troubles était qu'on n'avait pas satisfait à certaines revendications matérielles. Quelques-unes pouvaient et auraient dû être satisfaites, d'autres, déplacées ou excessives, ne pouvaient l'être sur le moment. Mais une cause encore plus importante en était la bureaucratie des dirigeants. La responsabilité des erreurs engendrées par cette bureaucratie doit être imputée dans certains cas aux organismes supérieurs, et on ne peut rejeter toute la faute sur les échelons inférieurs. Ces troubles avaient encore une autre cause: l'éducation idéologique et politique insuffisante des ouvriers et des étudiants. La même année, les troubles suscités par un petit nombre de membres des coopératives agricoles avaient aussi pour causes principales la bureaucratie de la direction et une éducation insuffisante des masses.

Il faut reconnaître qu'une partie des masses a tendance à porter son attention sur des intérêts immédiats, partiels et personnels, et ne comprend pas ou ne comprend pas suffisamment ce que représentent les intérêts à long terme, d'importance nationale et collectifs. Bon nombre de jeunes gens, par manque d'expérience politique et d'expérience de la vie sociale, ne savent pas comparer la nouvelle Chine avec l'ancienne; ils ont du mal à comprendre à fond quelles luttes extraordinairement dures notre peuple a dû soutenir pour parvenir à se libérer du joug de l'impérialisme et des réactionnaires du Kuomintang et quelle longue période d'efforts acharnés est nécessaire pour construire une société socialiste radieuse. C'est pourquoi il faut poursuivre sans cesse parmi les masses une éducation politique vivante et efficace, leur dire toujours la vérité sur les difficultés qui surgissent et examiner avec elles les moyens de les surmonter.

Nous n'approuvons pas les troubles, car les contradictions au sein du peuple peuvent être résolues suivant la formule: "Unité — critique — unité", tandis que les troubles causent toujours des préjudices et ne favorisent pas les progrès du socialisme. Nous sommes convaincus que les larges masses populaires de notre pays sont pour le socialisme, qu'elles sont hautement disciplinées, raisonnables, et que jamais elles ne participeront aux troubles sans raisons. Cependant, cela ne signifie pas que les possibilités de troubles parmi les masses soient déjà ex-

clues dans notre pays. Sur cette question, nous devons prêter attention aux points suivants: 1) Pour liquider radicalement les causes de troubles, il faut éliminer résolument la bureaucratie, intensifier comme il se doit l'éducation idéologique et politique et régler toutes les contradictions de façon adéquate. Si ces conditions sont remplies, normalement il ne devra plus y avoir de troubles. 2) Si, par suite de notre travail défectueux, des troubles surgissent, il faut ramener sur le bon chemin les masses qui y prennent part, il faut utiliser ces troubles comme un moyen particulier pour améliorer notre travail et pour éduquer les cadres et les masses, et il faut résoudre les questions laissées en suspens. Au cours du règlement des troubles, on doit effectuer un travail minutieux, et non recourir à des méthodes simplistes, ni se hâter de déclarer l'affaire close. Les meneurs ne doivent pas être congédiés à la légère, à l'exception de ceux qui ont transgressé la loi pénale et des contre-révolutionnaires actifs, lesquels seront traduits en justice. Dans un grand pays comme le nôtre, il n'y a pas lieu de s'alarmer si un petit nombre de gens fomentent des troubles; ces troubles devraient plutôt nous aider à nous débarrasser de la bureaucratie.

Dans notre société, il y a également un petit nombre de gens qui, au mépris de l'intérêt public et du bon sens, enfreignent la loi et commettent des crimes. Il se pourrait qu'ils utilisent et dénaturent notre politique en présentant délibérément des exigences déraisonnables afin d'exciter les masses, ou bien qu'ils répandent à dessein des rumeurs pour créer des incidents et troubler l'ordre public. Nous n'avons pas l'intention de laisser ces gens-là agir à leur guise. Au contraire, une action judiciaire doit être intentée contre eux. Le peuple exige qu'ils soient châtiés; ne pas les châtier serait aller contre sa volonté.

## X. UNE CHOSE MAUVAISE PEUT-ELLE SE TRANSFORMER EN UNE BONNE?

Comme je l'ai dit, dans notre société, les troubles parmi les masses sont une mauvaise chose et nous ne les approuvons pas. Cependant, de tels incidents peuvent nous inciter à en tirer des leçons, à éliminer la bureaucratie et à éduquer les cadres et les masses. En ce sens, une mauvaise chose peut se transformer en une bonne. Les désordres ont un double caractère. Ils peuvent tous être envisagés de ce point de vue.

Les événements de Hongrie n'étaient pas une bonne chose, cela, chacun le sait. Cependant, ils ont, eux aussi, un double caractère. Parce que nos camarades hongrois ont pris de justes mesures au cours de ces événements, ceux-ci se sont transformés de chose mauvaise en chose bonne. L'Etat hongrois est maintenant plus solidement établi que par le passé, et les autres pays du camp socialiste en ont également tiré une leçon.

De même, la campagne anticommuniste et antipopulaire menée à l'échelle mondiale dans la seconde moitié de 1956 est naturellement une mauvaise chose. Mais elle a instruit et trempé les partis communistes et la classe ouvrière des différents pays et s'est ainsi transformée en une bonne chose. Dans de nombreux pays, une partie des membres ont quitté, durant cette campagne, les partis communistes. Leur départ a fait diminuer les effectifs des partis, ce qui est naturellement une mauvaise chose. Mais elle a aussi son bon côté. Les éléments instables n'ont pas voulu rester dans le parti communiste et l'ont quitté, mais la grande majorité de ses membres, qui sont demeurés fermes dans leurs convictions, sont encore plus solidement unis dans la lutte; n'est-ce pas là une bonne chose?

Bref, nous devons apprendre à examiner les problèmes sous tous leurs aspects, à voir non seulement la face mais aussi le revers des choses et des phénomènes. Dans des conditions déterminées, quelque chose de mauvais peut produire de bons résultats et, à son tour, quelque chose de bon peut en produire de mauvais. Il y a plus de deux mille ans, Laotse disait déjà: "Sur le malheur s'appuie le bonheur et dans le bonheur se cache le malheur[1]." Lorsque les Japonais ont envahi la Chine, ils ont qualifié cela de victoire. Et les Chinois ont appelé défaite la conquête par l'agresseur de vastes territoires du pays. Cependant, dans la défaite de la Chine il y avait le germe de la victoire, et la victoire du Japon renfermait la défaite. L'histoire n'a-t-elle pas confirmé cela?

Actuellement, partout dans le monde, on discute de l'éventualité d'une troisième guerre mondiale. Nous devons être préparés psychologiquement à cette éventualité et l'envisager d'une manière analytique. Nous sommes résolument pour la paix et contre la guerre. Mais si les impérialistes s'entêtent à déclencher une nouvelle guerre, nous ne devons pas en avoir peur. Notre attitude devant cette question est la même que devant tous les désordres: primo, nous sommes contre, et secundo, nous n'en avons pas peur. La Première guerre mondiale a été suivie par la naissance de l'Union soviétique avec une population

de 200 millions d'habitants. La Seconde guerre mondiale a été suivie de la formation du camp socialiste qui englobe une population de 900 millions d'âmes. Il est certain que si les impérialistes s'obstinent à déclencher une troisième guerre mondiale, des centaines de millions d'hommes passeront du côté du socialisme et il ne restera pas beaucoup de place sur terre pour les impérialistes; il est même possible que le système impérialiste s'effondre complètement.

Dans des conditions déterminées, chacun des deux aspects opposés d'une contradiction se transforme immanquablement en son contraire par suite de la lutte entre eux. Ici, les conditions sont importantes. Sans des conditions déterminées, aucun des deux aspects en lutte ne peut se transformer en son contraire. De toutes les classes dans le monde, c'est le prolétariat qui désire le plus changer de situation, et ensuite, c'est le semi-prolétariat; car le premier ne possède absolument rien et le second ne possède que bien peu. La situation telle qu'elle existe aujourd'hui, où les Etats-Unis détiennent la majorité à l'O.N.U. et contrôlent de nombreuses régions du monde, est seulement temporaire. Un jour, elle changera nécessairement. La situation de la Chine en tant que pays pauvre, auquel les droits sont déniés sur l'arène internationale, changera également: le pays pauvre deviendra un pays riche, l'absence de droits deviendra la plénitude des droits, c'est-à-dire qu'il se produira une conversion des choses en leur contraire. Ici, les conditions qui jouent un rôle décisif sont le régime socialiste et les efforts conjugués d'un peuple uni.

## XI. LE REGIME DE STRICTE ECONOMIE

Je voudrais parler ici brièvement de la question du régime de stricte économie. Nous voulons entreprendre une édification de grande envergure, mais notre pays est encore très pauvre — il y a là une contradiction. Un des moyens pour la résoudre, c'est de déployer des efforts soutenus en faveur d'une stricte économie dans tous les domaines.

Dans le mouvement *sanfan*, en 1952, nous avions lutté contre la corruption, le gaspillage et la bureaucratie, l'effort principal étant porté sur la lutte contre la corruption. En 1955, nous avons préconisé une stricte économie en mettant l'accent sur la lutte contre les dépenses excessives dans les constructions de base de caractère improductif et

sur l'économie de matières premières dans la production industrielle, et nous avons remporté de grands succès sur ce terrain. Mais à ce moment-là, cette ligne de conduite n'était pas encore consciencieusement appliquée dans toutes les branches de l'économie nationale, ni dans les administrations, les unités de l'armée, les établissements d'enseignement et les organisations populaires en général. Cette année, nous demandons qu'on pratique une stricte économie et qu'on lutte contre le gaspillage dans tous les domaines de la vie du pays. Nous manquons encore d'expérience dans l'édification. Ces dernières années, de grands succès ont été obtenus, mais il y a eu également du gaspillage. Nous devons construire progressivement bon nombre d'entreprises modernes, de grandes dimensions, pour donner à notre industrie l'ossature sans laquelle il serait impossible, en quelques dizaines d'années, de transformer notre pays en une grande puissance industrielle moderne. Cependant, pour la majeure partie de nos entreprises, ce ne sont pas ces dimensions qui s'imposent: il faut créer davantage d'entreprises petites et moyennes, et aussi utiliser pleinement la base industrielle léguée par l'ancienne société, travailler le plus économiquement possible et faire plus de choses avec moins d'argent. Après que la deuxième session plénière du Comité central issu du VIII[e] Congrès du Parti communiste chinois, tenue en novembre dernier, eut souligné avec encore plus d'énergie le principe de la pratique d'une stricte économie et de la lutte contre le gaspillage, de bons résultats ont été obtenus au cours de ces derniers mois. Le mouvement actuel pour un régime de stricte économie doit être conséquent et durable. La lutte contre le gaspillage, comme la critique d'autres défauts ou erreurs, peut être comparée avec l'habitude de faire sa toilette. Ne doit-on pas faire sa toilette tous les jours? Le Parti communiste, les partis démocratiques, les démocrates sans parti, les intellectuels, les industriels et les commerçants, les ouvriers, les paysans et les artisans, en un mot, nous tous — les 600 millions de Chinois — nous devons nous efforcer d'accroître la production, appliquer le régime de stricte économie et combattre les prodigalités et le gaspillage. Cela est d'une grande importance non seulement au point de vue économique, mais encore au point de vue politique. Chez beaucoup de nos cadres se développent des tendances dangereuses, qui se manifestent par leur répugnance à partager avec les masses les joies et les peines et par leur souci de renom et de profits personnels. C'est très mauvais. Au cours du mouvement pour l'accroissement de la production et la réalisation d'économies, nous devons simplifier nos organismes et transférer des

cadres aux échelons inférieurs, pour qu'un grand nombre d'entre eux retournent à la production; c'est l'une des méthodes pour surmonter ces dangereuses tendances. Il faut que les cadres et le peuple aient toujours présent à l'esprit que la Chine est un grand pays socialiste, et en même temps un pays pauvre, économiquement arriéré — c'est là une grande contradiction. Pour que notre pays devienne prospère et puissant, plusieurs dizaines d'années d'efforts opiniâtres sont nécessaires, et parmi ces efforts, l'application d'une politique de diligence et d'économie dans l'édification du pays, politique qui implique une stricte économie et la lutte contre le gaspillage.

## XII. LA VOIE DE L'INDUSTRIALISATION DE LA CHINE

En parlant de la voie de l'industrialisation, j'ai surtout en vue les rapports entre le développement de l'industrie lourde, de l'industrie légère et de l'agriculture. Il faut souligner que l'industrie lourde est le noyau de notre édification économique. Cependant, nous devons en même temps accorder notre pleine attention au développement de l'agriculture et de l'industrie légère.

La Chine étant un grand pays agricole, dont la population est rurale à plus de 80 pour cent, le développement de l'industrie doit aller de pair avec celui de l'agriculture. C'est seulement ainsi que l'industrie aura des matières premières et des débouchés, qu'il sera possible d'accumuler des fonds relativement importants pour créer une puissante industrie lourde. Tout le monde sait que l'industrie légère et l'agriculture sont étroitement liées. Sans agriculture, pas d'industrie légère. Ce qui, par contre, n'est pas encore compris très clairement, c'est l'importance de l'agriculture comme débouché pour l'industrie lourde. On le saisira toutefois mieux quand, avec le progrès de sa refonte technique et de sa modernisation, l'agriculture exigera de plus en plus de machines, d'engrais, d'ouvrages hydrauliques, d'énergie électrique et de moyens de transport, aussi bien que de combustibles et de matériaux de construction pour la population rurale. Si, dans la période du deuxième et du troisième plan quinquennal, notre agriculture parvient à se développer encore davantage, entraînant un essor correspondant de l'industrie légère, toute l'économie nationale en profitera. Ce développement de l'agriculture et de l'industrie légère assurera des débouchés et des fonds

pour l'industrie lourde et en accélérera l'expansion. Aussi, ce qui, à première vue, peut sembler un ralentissement du rythme de l'industrialisation ne l'est pas en fait et pourrait même se traduire en définitive par une accélération. Il n'est pas impossible qu'en trois quinquennats, ou en une période un peu plus longue, la production annuelle de l'acier dans notre pays passe d'un peu plus de 900.000 tonnes — production annuelle record d'avant la Libération, atteinte en 1943 — à 20 millions de tonnes ou davantage. La population urbaine et rurale ne manquera pas de s'en réjouir.

Je n'ai pas l'intention de parler longuement aujourd'hui des questions économiques. Nous n'avons pas encore suffisamment d'expérience dans le domaine de l'édification économique, car elle a commencé il y a sept ans à peine, il nous faut donc en acquérir davantage. Pour faire la révolution, nous n'avions pas non plus d'expérience au début, et c'est seulement après avoir fait un certain nombre de culbutes que nous en avons acquis et que nous avons remporté la victoire dans tout le pays. Maintenant, nous devons faire en sorte que le temps nécessaire pour acquérir de l'expérience dans l'édification économique ne soit pas aussi long que celui dont nous avons eu besoin pour acquérir l'expérience de la révolution, et que cette expérience ne nous coûte pas aussi cher. Il faudra payer, bien sûr, mais espérons que le prix ne sera pas aussi élevé qu'il l'a été dans la période révolutionnaire. Sachons comprendre qu'il existe ici une contradiction: celle entre les lois objectives du développement économique de la société socialiste et notre connaissance subjective — contradiction qui doit être résolue dans la pratique. Elle se manifeste aussi comme une contradiction entre les hommes, c'est-à-dire entre ceux qui ont une conception relativement juste des lois objectives et ceux qui en ont une conception relativement fausse; il s'agit là encore d'une contradiction au sein du peuple. Toute contradiction est une réalité objective, et notre tâche est de la comprendre et de la résoudre le mieux possible.

Pour transformer la Chine en un pays industriel, nous devons étudier sérieusement l'expérience d'avant-garde de l'Union soviétique. L'Union soviétique construit le socialisme depuis quarante ans déjà, et son expérience est fort précieuse pour nous. Voyons qui a conçu et équipé pour nous tant d'usines importantes. Les Etats-Unis? Ou la Grande-Bretagne? Non. Seule l'Union soviétique fait cela parce qu'elle est un pays socialiste, notre allié. A côté de l'Union soviétique, certains pays frères d'Europe orientale nous ont également donné quelque aide. Il est parfaitement vrai que nous devons étudier l'expérience positive de

tous les pays, qu'ils soient socialistes ou capitalistes. Cela est incontestable. Mais l'essentiel est d'étudier celle de l'Union soviétique. Il y a deux manières d'apprendre. L'une, dogmatique, consiste à emprunter tout, que cela convienne ou non aux conditions de notre pays. Cette manière-là n'est pas la bonne. L'autre consiste à faire travailler nos cerveaux et à apprendre ce qui convient aux conditions de notre pays, c'est-à-dire à assimiler l'expérience qui peut nous être utile. C'est celle-là que nous devons adopter.

Renforcer notre solidarité avec l'Union soviétique et avec tous les pays socialistes, telle est notre politique fondamentale, là sont nos intérêts essentiels. Ensuite, nous devons renforcer et développer notre solidarité avec les pays d'Asie et d'Afrique, ainsi qu'avec tous les pays et tous les peuples épris de paix. Unis à ces deux forces, nous ne serons pas isolés. Pour ce qui est des pays impérialistes, nous devons également nous unir avec leurs peuples et chercher à réaliser la coexistence pacifique avec ces pays, à faire du commerce avec eux et à empêcher une guerre éventuelle; mais nous ne devons en aucun cas nourrir à leur égard des vues qui ne correspondent pas à la réalité.

## NOTES

[1] Voir *Laotse*, chapitre 58.

# INTERVENTION A LA CONFERENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR LE TRAVAIL DE PROPAGANDE

(12 mars 1957)

Camarades, notre Conférence a fait du bon travail. Un grand nombre de questions y ont été soulevées, ce qui nous a permis d'apprendre beaucoup de choses. Je voudrais maintenant faire quelques remarques sur les questions que vous avez discutées.

Nous vivons dans une période de grands changements sociaux. La Chine passe depuis longtemps par de telles périodes. La Guerre de Résistance contre le Japon en fut une, la Guerre de Libération également. Mais les changements qui se produisent aujourd'hui sont, de par leur nature, bien plus profonds que les précédents. Nous édifions en ce moment le socialisme. Des centaines de millions d'hommes participent au mouvement de transformation socialiste. Les rapports entre les différentes classes du pays changent. La petite bourgeoisie dans l'agriculture et l'artisanat comme la bourgeoisie dans l'industrie et le commerce ont connu des changements. Le régime socio-économique a changé; l'économie individuelle s'est transformée en économie collective, et la propriété privée, capitaliste, se transforme en propriété publique, socialiste. Des changements d'une telle ampleur ont naturellement leur reflet dans l'esprit des hommes. L'existence sociale des hommes détermine leur conscience. A ces grands changements dans notre régime social, les gens réagissent différemment selon les classes, couches et groupes sociaux auxquels ils appartiennent. Les larges masses y applaudissent chaleureusement, car la vie même a prouvé que le socialisme constitue la seule solution possible pour la Chine. Renverser le régime ancien et en instaurer un nouveau, le socialisme, c'est une grande lutte, un profond changement dans le régime

social et dans les rapports entre les hommes. Dans l'ensemble, il faut le dire, la situation est saine. Toutefois, le nouveau régime social vient de s'établir et il faut un certain temps pour qu'il soit consolidé. N'allons pas croire qu'il le soit parfaitement dès son instauration; cela est impossible. Il ne peut être consolidé que progressivement. Pour qu'il le soit de façon définitive, il faut réaliser l'industrialisation socialiste du pays, poursuivre avec persévérance la révolution socialiste sur le front économique, et, de plus, déployer sur les fronts politique et idéologique de durs et constants efforts en vue de la révolution et de l'éducation socialistes. Par ailleurs, il faut que différentes conditions internationales y contribuent. Dans notre pays, la lutte pour la consolidation du régime socialiste, la lutte qui décidera de la victoire du socialisme ou du capitalisme, s'étendra sur une très longue période historique. Mais nous devons nous rendre compte que le régime nouveau, socialiste, se consolidera infailliblement. Nous édifierons un pays socialiste doté d'une industrie, d'une agriculture, d'une science et d'une culture modernes. Voilà le premier point que je voulais traiter.

Deuxièmement, la situation de nos intellectuels. Il n'y a pas de statistiques précises pour nous dire au juste combien nous avons d'intellectuels en Chine. Selon certaines estimations, il y en a environ 5 millions de toutes catégories, intellectuels en général et grands intellectuels. Dans leur immense majorité, ils sont patriotes, aiment notre République populaire et sont prêts à servir le peuple et l'Etat socialiste. Un petit nombre d'entre eux ne sont pas tellement favorables au socialisme et n'en sont pas si satisfaits. Ils se montrent encore sceptiques à l'égard du socialisme, mais ils sont néanmoins patriotes, face à l'impérialisme. Les intellectuels hostiles à notre Etat sont en nombre infime. Ce sont des gens qui n'aiment pas notre Etat de dictature du prolétariat; ils regrettent l'ancienne société. A la moindre occasion, ils fomentent des troubles, cherchant à renverser le Parti communiste et à restaurer l'ancien régime. Entre la ligne du prolétariat et celle de la bourgeoisie, c'est-à-dire entre la ligne du socialisme et celle du capitalisme, ils s'obstinent à choisir la seconde. En fait, comme celle-ci est impraticable, ils sont prêts à capituler devant l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. De telles gens se rencontrent dans les milieux de la politique, de l'industrie, du commerce, de la culture, de l'enseignement comme dans les milieux scientifiques, techniques et religieux; ils sont extrêmement réactionnaires. Ils ne représentent guère qu'un, deux ou trois centièmes des 5 millions d'intellectuels. Ceux-ci, dans leur immense majorité, c'est-à-dire plus de 90

pour cent des 5 millions, soutiennent à des degrés différents, le régime socialiste. Mais beaucoup d'entre eux ne savent pas encore très bien comment travailler en régime socialiste, comment comprendre, traiter et résoudre tant de questions nouvelles.

En ce qui concerne l'attitude des quelque 5 millions d'intellectuels à l'égard du marxisme, on peut dire que plus de 10 pour cent d'entre eux, membres du Parti et sympathisants, connaissent relativement bien le marxisme, et, bien plantés sur leurs jambes, se tiennent avec fermeté sur la position du prolétariat. Sur un total de 5 millions, ils sont une minorité, mais ils forment le noyau et constituent une force puissante. La plupart des intellectuels désirent étudier le marxisme, ils l'ont même étudié un peu, sans toutefois le bien connaître. Certains d'entre eux conservent encore des doutes, ne sont pas bien plantés sur leurs jambes et vacillent dès que se lève la tempête. Cette partie des intellectuels — la majorité des 5 millions — reste dans une situation intermédiaire. Les intellectuels résolument opposés au marxisme, ceux qui ont une attitude hostile à son égard, sont en nombre infime. Sans le dire ouvertement, certaines gens désapprouvent au fond le marxisme. Il y aura encore longtemps de ces gens-là, et nous devons leur permettre de ne pas l'approuver. Ainsi, certains idéalistes peuvent approuver le régime politique et économique du socialisme sans être d'accord avec la conception marxiste du monde. Il en est de même des patriotes dans les milieux religieux. Ils sont déistes, et nous sommes athées. Nous ne pouvons leur imposer la conception marxiste du monde. Bref, si l'on considère l'attitude des quelque 5 millions d'intellectuels à l'égard du marxisme, voici ce qu'on peut en dire: Ceux qui l'approuvent et le connaissent relativement bien sont une minorité; ceux qui s'y opposent sont également une minorité; la majorité l'approuve sans le bien connaître, et cette approbation comporte des degrés très différents. Les positions adoptées sont donc de trois sortes: fermeté, hésitation ou hostilité. Cette situation durera longtemps encore, nous devons le reconnaître, sinon nous pourrions nous montrer trop exigeants envers les autres, tout en nous assignant à nous une tâche trop modeste. Nos camarades affectés à la propagande ont pour tâche de diffuser le marxisme. Il s'agit de le faire progressivement et bien, de manière à obtenir une adhésion de plein gré. On ne peut faire accepter le marxisme par la contrainte, mais seulement par la persuasion. Si, au cours des quelques quinquennats à venir, une proportion relativement élevée de nos intellectuels adhèrent au marxisme et en acquièrent une assez bonne compréhension par la pratique dans le travail et dans la

vie, par la pratique de la lutte des classes, de la production et de la recherche scientifique, ce sera bien. Et c'est ce que nous espérons.

Troisièmement, la rééducation des intellectuels. Du point de vue culturel, la Chine est un pays peu développé. Cinq millions d'intellectuels, c'est nettement insuffisant pour un grand pays comme le nôtre. Sans les intellectuels, nous ne saurions bien faire notre travail, c'est pourquoi nous devons les unir à nous de notre mieux. La société socialiste comprend essentiellement trois catégories de personnes: les ouvriers, les paysans et les intellectuels. Les intellectuels sont des travailleurs qui fournissent un effort mental. Leur activité est au service du peuple, c'est-à-dire au service des ouvriers et des paysans. Dans leur majorité, ils peuvent servir la Chine nouvelle comme ils ont pu servir l'ancienne Chine, ils peuvent servir le prolétariat comme ils ont pu servir la bourgeoisie. Lorsque les intellectuels servaient l'ancienne Chine, l'aile gauche faisait de la résistance, les éléments du centre hésitaient et seule l'aile droite restait ferme. Maintenant qu'ils servent la société nouvelle, les rôles sont renversés: l'aile gauche est ferme, les éléments du centre hésitent (les hésitations dans la société nouvelle ne sont plus les mêmes que dans le passé) et l'aile droite fait de la résistance. De plus, les intellectuels sont des éducateurs. Notre presse éduque tous les jours le peuple. Nos écrivains et nos artistes, nos scientifiques et nos techniciens, nos professeurs et nos instituteurs s'emploient tous à former des élèves, à éduquer le peuple. Etant des maîtres, des éducateurs, ils ont pour premier devoir de s'éduquer. Et cela d'autant plus que nous traversons une période de grands changements dans le régime social. Ces dernières années, ils ont reçu une formation marxiste, et, à force d'application, certains ont même fait de grands progrès. Mais la majorité d'entre eux ont encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir remplacer tout à fait leur conception bourgeoise du monde par la conception prolétarienne. Certains se croient bien savants pour avoir lu quelques livres marxistes, mais leurs lectures ne pénètrent pas, ne prennent pas racine dans leur esprit; ils ne savent pas en faire usage et leurs sentiments de classe restent inchangés. D'autres sont pleins de morgue; si peu qu'ils aient lu, ils se croient importants, se gonflent d'orgueil. Mais dès que souffle la tempête, leur position se révèle fort différente de celle des ouvriers et de la plupart des paysans travailleurs: elle est vacillante alors que celle-ci est ferme, elle est équivoque alors que celle-ci est claire et nette. Ainsi donc, on a tort de croire que ceux qui éduquent n'ont plus besoin d'être éduqués ni d'apprendre, et que la rééducation socialiste concerne

seulement les autres — les propriétaires fonciers, les capitalistes et les producteurs individuels — et non les intellectuels. Les intellectuels ont aussi besoin d'être rééduqués, et pas seulement ceux dont la position fondamentale n'a pas changé: tous doivent apprendre et se rééduquer. Je dis bien tous, y compris nous-mêmes. Les circonstances sont en perpétuel changement et, pour que nos idées s'adaptent aux conditions nouvelles, il nous faut apprendre. Même ceux qui connaissent assez bien le marxisme, et dont la position prolétarienne est relativement ferme, doivent continuer d'apprendre, d'assimiler ce qui est nouveau et d'étudier de nouveaux problèmes. A moins de se débarrasser de tout ce qu'il y a de malsain dans leur esprit, les intellectuels ne sauraient éduquer les autres. Evidemment, ce que nous avons à faire, c'est d'apprendre tout en enseignant, de nous mettre sur les bancs tout en servant de maîtres. Pour être bon maître, il faut avant tout être bon élève. Il y a beaucoup de choses qu'on n'apprend pas dans les livres seuls, il faut les apprendre auprès des producteurs — des ouvriers et des paysans — et, à l'école, auprès des élèves, auprès de ceux qu'on enseigne. A mon avis, la plupart de nos intellectuels veulent apprendre. Notre tâche est de les y aider de bonne grâce et de manière appropriée, sur la base de leur libre consentement, et non de les faire étudier par la contrainte.

Quatrièmement, la fusion des intellectuels avec la masse des ouvriers et des paysans. Puisque les intellectuels sont appelés à servir les masses ouvrières et paysannes, ils doivent tout d'abord les comprendre et bien connaître leur vie, leur travail et leur mentalité. Nous recommandons aux intellectuels d'aller parmi les masses, dans les usines, dans les campagnes. Il serait fort mauvais qu'ils ne se trouvent jamais, de toute leur vie, avec des ouvriers et des paysans. Nos travailleurs de l'Etat, nos écrivains, nos artistes, nos enseignants et nos travailleurs de la recherche scientifique doivent saisir toutes les occasions possibles pour entrer en contact avec les ouvriers et les paysans. Certains peuvent aller dans les usines ou à la campagne juste pour jeter un coup d'œil et faire un tour; cela s'appelle "regarder les fleurs du haut de son cheval", ce qui vaut toujours mieux que de rester chez soi et ne rien voir. D'autres peuvent y séjourner plusieurs mois pour mener des enquêtes et se faire des amis; cela s'appelle "descendre de cheval pour regarder les fleurs". D'autres encore peuvent y rester et y vivre longtemps, par exemple, deux ou trois ans, ou même plus; cela s'appelle "s'établir". Certains intellectuels vivent déjà parmi les ouvriers et les paysans: par exemple, les techniciens de l'industrie sont

déjà dans les usines, les techniciens de l'agriculture et les maîtres des écoles rurales, dans les campagnes. Il s'agit pour eux de bien accomplir leur travail, de ne faire qu'un avec les ouvriers et les paysans. Prendre contact avec les masses ouvrières et paysannes doit devenir un usage; autrement dit, il faut qu'un grand nombre d'intellectuels suivent cette pratique. Pas tous, évidemment; certains ne peuvent, pour une raison ou une autre, aller dans les usines ou à la campagne; mais nous espérons que les intellectuels s'y rendront en aussi grand nombre que possible. D'ailleurs, il n'est pas question pour eux de partir tous à la fois, mais successivement et par groupes. A l'époque où nous étions à Yenan, nous avons fait en sorte que les intellectuels puissent entrer en contact direct avec les ouvriers et les paysans. En ce temps-là, beaucoup d'entre eux avaient l'esprit fort confus et toutes sortes d'opinions bizarres. Nous avons, au cours d'une réunion, conseillé à tout le monde d'aller parmi les masses. Beaucoup l'ont fait par la suite, avec d'excellents résultats. Les connaissances acquises par les intellectuels dans les livres restent incomplètes, voire très incomplètes, tant qu'elles ne sont pas liées à la pratique. Or, c'est essentiellement par les livres que les intellectuels recueillent l'expérience de nos prédécesseurs. Certes, étudier dans les livres est indispensable, mais cela ne suffit pas pour résoudre les problèmes. Il faut étudier la situation du moment, examiner l'expérience pratique et les données de la réalité; il faut être ami des ouvriers et des paysans. Nouer amitié avec eux n'est point chose facile. Même aujourd'hui, parmi ceux qui vont dans les usines ou à la campagne, les uns obtiennent de bons résultats, les autres pas. Il s'agit là d'une question de position ou d'attitude, c'est-à-dire de conception du monde. Nous préconisons le principe "Que cent écoles rivalisent" et nous estimons qu'il peut exister de nombreuses tendances, de multiples écoles dans chaque branche de la connaissance; mais pour ce qui est de la conception du monde, il n'y a au fond, à notre époque, que deux écoles: l'école prolétarienne et l'école bourgeoise. C'est ou la conception prolétarienne ou la conception bourgeoise. La conception communiste du monde est celle du prolétariat et non d'une autre classe. La plupart de nos intellectuels viennent de l'ancienne société et de familles qui n'appartiennent pas aux classes laborieuses. Certains, qui sont issus de familles ouvrières ou paysannes, sont néanmoins des intellectuels bourgeois, car l'éducation qu'ils ont reçue avant la Libération était celle de la bourgeoisie et leur conception du monde est restée essentiellement bourgeoise. Si les intellectuels ne rejettent pas ce qui est ancien pour

adopter la conception prolétarienne, ils seront toujours différents des ouvriers et des paysans par leur point de vue, la position qu'ils prennent et leurs sentiments; ils ne cadreront pas avec eux et ceux-ci ne leur ouvriront jamais leur cœur. Si les intellectuels se lient avec les ouvriers et les paysans et deviennent leurs amis, ils seront capables de s'assimiler le marxisme qu'ils ont appris dans les livres. Pour apprendre le marxisme, il ne suffit pas de l'étudier dans les livres; c'est surtout par la lutte des classes, le travail pratique et les contacts avec les masses ouvrières et paysannes qu'on arrive à le faire sien réellement. Si, après avoir lu des ouvrages marxistes, nos intellectuels acquièrent encore quelque compréhension du marxisme au contact des masses ouvrières et paysannes et dans leur travail pratique, nous parlerons tous le même langage, non seulement le langage du patriotisme et du socialisme, mais probablement aussi le langage de la conception communiste du monde, et notre travail à tous en sera sûrement beaucoup mieux fait.

Cinquièmement, la rectification. Il s'agit ici d'une rectification de notre mode de pensée et de notre style de travail. Des mouvements de rectification ont été entrepris au sein du Parti communiste pendant la Guerre de Résistance contre le Japon, puis lors de la Guerre de Libération et enfin peu après la fondation de la République populaire de Chine. Le Comité central du Parti communiste a pris maintenant la décision d'en lancer un autre cette année au sein du Parti. Les non-communistes sont libres d'y participer ou non. Il s'agira surtout de critiquer les erreurs apparues dans le mode de pensée et le style de travail, à savoir le subjectivisme, la bureaucratie et le sectarisme. La méthode employée sera la même qu'au cours de la Guerre de Résistance contre le Japon: on étudiera d'abord un certain nombre de documents, à la lumière desquels chacun passera ensuite à l'examen de ses propres idées et de son propre travail et procédera à la critique et à l'autocritique, afin de mettre au jour insuffisances et erreurs et de développer tout ce qui est bon et juste. D'une part, on usera de toute la rigueur nécessaire pour faire consciencieusement, et non par manière d'acquit, la critique et l'autocritique des insuffisances et des erreurs et pour les corriger; d'autre part, on appliquera la méthode du "vent doux" et de la "pluie fine" et le principe qui consiste à "tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme", en s'interdisant d'"assommer les gens d'un coup de massue".

Nous sommes un grand, glorieux et juste Parti. C'est là un fait indéniable. Mais nous avons encore des insuffisances: autre fait indéniable. Nous ne devons pas approuver comme positif tout ce que

nous avons entrepris, mais seulement ce qui est juste; d'autre part, nous ne devons pas non plus rejeter comme négatif tout ce que nous avons fait, mais seulement ce qui est faux. Dans notre travail, les succès constituent l'essentiel, pourtant les insuffisances et les erreurs ne sont pas négligeables. C'est pourquoi il nous faut entreprendre un mouvement de rectification. Mais si nous nous mettons à critiquer nous-mêmes notre subjectivisme, notre bureaucratie et notre sectarisme, le prestige de notre Parti ne pourrait-il en souffrir? Je ne le pense pas. Bien au contraire, son prestige en sortira grandi. Le mouvement de rectification mené pendant la Guerre de Résistance en est une preuve. Il a rehaussé le prestige du Parti, de nos camarades et de nos vieux cadres; il a permis aussi aux nouveaux cadres de faire de grands progrès. Des deux partis, le Parti communiste et le Kuomintang, lequel avait peur de la critique? Le Kuomintang. Celui-ci interdisait la critique, mais cela ne l'a pas sauvé de la défaite. Le Parti communiste ne craint pas la critique, car nous sommes des marxistes, la vérité est de notre côté, et les masses fondamentales — les ouvriers et les paysans — sont de notre côté. La rectification est, comme nous le disions, un "mouvement général pour l'éducation marxiste"[1]. C'est en effet l'étude, dans tout le Parti, du marxisme au moyen de la critique et de l'autocritique. Nous approfondirons certainement notre connaissance du marxisme au cours de ce mouvement.

C'est nous qui avons la tâche de diriger la transformation et l'édification de la Chine. Lorsque nous aurons rectifié notre mode de pensée et notre style de travail, nous travaillerons avec plus d'initiative, plus de compétence, et donc mieux. Notre pays a besoin d'un grand nombre d'hommes qui servent sincèrement le peuple et le socialisme et qui soient déterminés à accomplir des transformations. Nous communistes, nous devons tous être de ces hommes. Autrefois, dans l'ancienne Chine, parler de réformes était un crime, on vous aurait décapité ou mis en prison. Pourtant, il y avait à l'époque des réformateurs résolus; ils n'avaient peur de rien et, dans les conditions les plus difficiles, publiaient des livres et des journaux, éduquaient et organisaient le peuple et poursuivaient une lutte inflexible. La dictature démocratique populaire a ouvert la voie au développement rapide de l'économie et de la culture dans notre pays. Ce pouvoir d'Etat est fondé depuis quelques années seulement, mais déjà on constate un épanouissement sans précédent dans le domaine économique comme dans ceux de la culture, de l'éducation et de la science. Nous, communistes, ne redoutons aucune difficulté dans l'édification de la Chine

nouvelle. Mais nous ne pouvons l'accomplir à nous seuls. Nous avons besoin d'un grand nombre d'hommes au noble idéal en dehors du Parti qui puissent mener avec nous une lutte intrépide pour transformer et édifier notre société dans le sens du socialisme et du communisme. C'est une tâche ardue que d'assurer une vie meilleure à des centaines de millions de Chinois, de transformer notre pays économiquement et culturellement arriéré en un pays prospère, puissant, doté d'une culture hautement développée. Et c'est pour mieux assumer cette tâche et pour mieux travailler avec tous les hommes au noble idéal en dehors du Parti, déterminés à faire aboutir des transformations, que nous devons, à présent comme dans l'avenir, entreprendre des mouvements de rectification et corriger sans relâche ce qu'il y a d'erroné en nous. Les matérialistes conséquents sont des hommes sans peur. Nous espérons que tous nos compagnons de lutte prendront courageusement leurs responsabilités et vaincront les difficultés, qu'ils ne craindront ni les revers ni les railleries et qu'ils n'hésiteront pas à nous faire, à nous autres communistes, des critiques et des suggestions. "Celui qui ne craint pas d'être lardé de coups d'épée ose désarçonner l'empereur" — c'est cet esprit intrépide que nous devons avoir dans le combat pour le socialisme et le communisme. Quant à nous, communistes, nous devons créer des conditions favorables pour ceux qui coopèrent avec nous, établir avec eux de bons rapports de camaraderie au cours du travail en commun et nous unir avec eux dans la lutte commune.

Sixièmement, la question du point de vue unilatéral. Regarder un seul côté des choses, c'est penser dans l'absolu, c'est envisager les problèmes métaphysiquement. Quand il s'agit d'apprécier notre travail, on fait preuve d'une vue unilatérale en l'approuvant entièrement comme en le condamnant en bloc. C'est pourtant ce que font bien des gens au sein du Parti et un grand nombre d'autres à l'extérieur du Parti. Tout approuver, c'est voir seulement le bon côté et non le mauvais, c'est admettre seulement les louanges et non les critiques. Prétendre que tout va bien dans notre travail ne correspond pas à la réalité. En effet, tout ne marche pas à souhait, et il existe encore des insuffisances et des erreurs. Mais que tout aille mal ne correspond pas non plus à la réalité. Une analyse est donc nécessaire. Tout condamner, c'est considérer, sans esprit d'analyse, que tout est mal fait, que rien ne mérite d'être loué dans une œuvre aussi grandiose que l'édification socialiste, dans cette grande lutte menée par plusieurs centaines de millions d'hommes, et que tout n'y serait que gâchis. Il ne faut certes pas confondre de nombreux partisans de ces vues avec

les éléments hostiles au régime socialiste, néanmoins leurs vues sont tout à fait fausses et nuisibles, elles ne peuvent que nous décourager. Pour juger notre travail, l'approbation exclusive est aussi fausse que la négation exclusive. Nous devons critiquer ceux qui envisagent les problèmes de façon unilatérale, mais, ce faisant, nous devons aussi les aider suivant le principe: "tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme".

Selon certains, puisqu'il s'agit d'une rectification et qu'il est demandé à chacun de donner son avis, il est inévitable que surgissent des vues unilatérales; et demander aux gens de les éviter équivaut à ne pas les laisser parler. Cette assertion est-elle exacte? Il est naturellement difficile pour chacun de ne pas avoir la moindre vue unilatérale. On part toujours de sa propre expérience pour examiner et traiter un problème, pour donner son avis, et il est parfois difficile de se garder de toute vue unilatérale. Mais ne devons-nous pas exiger qu'on se débarrasse peu à peu d'une vue aussi partielle et qu'on examine les problèmes de façon plus complète? A mon avis, nous le devons. Car si nous ne le faisions pas, si nous n'exigions pas que de jour en jour, d'année en année, s'accroisse le nombre des gens qui sachent envisager les problèmes d'une manière relativement complète, nous piétinerions sur place, nous approuverions les vues unilatérales et nous irions à l'encontre du but auquel tend la rectification. Envisager les problèmes d'une manière unilatérale, c'est enfreindre la dialectique. Nous voudrions que la dialectique se répande progressivement et que tout le monde sache peu à peu utiliser cette méthode scientifique. Actuellement, certains de nos articles sont d'un style tout à fait pompeux, mais vides de contenu, dépourvus d'analyse, pauvres en arguments et sans force persuasive. Il faudrait qu'il y ait de moins en moins de ces articles. Quand on écrit des articles, il ne faut pas être pénétré de sa supériorité, mais se placer sur un pied d'égalité parfaite avec les lecteurs. Vous avez beau être dans les rangs de la révolution depuis des années, si vous tenez des propos erronés, on vous réfutera quand même. Plus vous prendrez de grands airs, plus on se détournera de vous et moins on vous lira. Nous devons travailler avec honnêteté, analyser les choses, écrire des articles qui soient convaincants; il ne faut pas poser dans le but d'en imposer.

Certains prétendent qu'on peut éviter les vues unilatérales dans un long article mais non dans un court essai. Est-ce qu'un essai en comporte nécessairement? Comme je viens de le dire, les vues unilatérales sont souvent inévitables, et ce n'est pas tellement grave qu'il

y en ait quelques-unes. Exiger que tout le monde ait une vue complète des choses gênerait le développement de la critique. Néanmoins, nous demandons que l'on s'efforce d'acquérir une vue relativement complète des choses et qu'on évite autant que possible les vues unilatérales dans un écrit, long ou court, fût-il un essai. Comment peut-on, disent certains, faire une analyse dans un essai de quelques centaines, d'un ou deux milliers de caractères? Mais pourquoi pas? Lou Sin ne l'a-t-il pas fait? La méthode analytique est dialectique. Par analyse, on entend l'analyse des contradictions inhérentes aux choses et aux phénomènes. Sans bien connaître la réalité de la vie, sans comprendre véritablement les contradictions dont il s'agit, il est impossible de faire une analyse judicieuse. Lou Sin, dans la dernière période de sa vie, a pu écrire des essais qui comptent parmi les plus pénétrants et les plus vigoureux, et qui sont exempts de vues unilatérales, précisément parce qu'il avait alors assimilé la dialectique. De même, certains écrits de Lénine peuvent être considérés comme des essais; ils sont satiriques et mordants, mais n'ont rien d'unilatéral. Les essais de Lou Sin étaient presque tous dirigés contre l'ennemi, et ceux de Lénine visaient soit l'ennemi, soit des camarades. Peut-on employer le genre des essais de Lou Sin contre les erreurs et les insuffisances dans les rangs du peuple? Je pense que oui. Bien entendu, nous devons faire une claire distinction entre nous et nos ennemis, et ne pas adopter une position antagoniste à l'égard de nos camarades en les traitant comme l'ennemi. Nos écrits doivent être pénétrés du désir ardent de défendre la cause du peuple et d'élever son niveau de conscience politique, ils ne doivent ni ridiculiser ni attaquer ceux auxquels ils s'adressent.

Que faire si l'on n'ose pas écrire? Certains disent qu'ils n'osent pas écrire ce qu'ils ont à dire, par crainte d'offenser, de s'attirer des critiques. Je pense qu'il faut écarter de pareilles appréhensions. Nous avons un régime de démocratie populaire, ce qui crée un milieu favorable à l'activité littéraire au service du peuple. La politique "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" offre des garanties nouvelles pour le progrès de la science et de l'art. Si ce que vous écrivez est juste, vous n'avez rien à craindre de la critique, et vous pouvez, à travers le débat, clarifier encore vos vues justes. Et si ce que vous écrivez est faux, la critique vous aidera à corriger vos erreurs, et il n'y aura aucun mal à cela. Dans notre société, la critique et la contre-critique révolutionnaires et combatives constituent une bonne méthode pour mettre à nu les contradictions et les résoudre, pour dé-

velopper la science et l'art et pour mener à bien notre travail dans tous les domaines.

Septièmement, faut-il "encourager" l'expression des opinions ou la "restreindre"? C'est là une question de politique. "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" est une politique fondamentale et à long terme, elle n'a rien de provisoire. Au cours de la discussion, nos camarades n'ont pas approuvé la "restriction". Je pense qu'ils ont bien raison. Notre Comité central estime en effet qu'il faut "encourager" l'expression et non la "restreindre".

Pour diriger notre pays, on peut adopter deux méthodes ou encore deux politiques différentes: "encourager" l'expression ou la "restreindre". "Encourager" l'expression, c'est donner libre cours à la voix publique, de façon que tout le monde ose parler, critiquer, discuter; c'est ne pas craindre les propos erronés, ne pas craindre le venin; c'est développer la controverse et la critique parmi ceux qui soutiennent des opinions différentes et admettre la critique autant que la contre-critique; c'est venir à bout des vues erronées non par la contrainte, mais par la persuasion au moyen de l'argumentation. "Restreindre", c'est ne pas permettre aux gens de formuler des opinions divergentes, ne pas admettre qu'ils puissent exprimer des vues erronées, sous peine d'être "assommés d'un coup de massue". Loin de résoudre les contradictions, cette méthode ne fait que les aggraver. "Encourager" l'expression ou la "restreindre" — il faut choisir l'une ou l'autre de ces politiques. Nous adoptons la première, parce qu'elle contribue à consolider notre pays et à développer notre culture.

Nous nous proposons d'"encourager" l'expression des opinions, en vue d'unir à nous les millions d'intellectuels et de transformer leurs traits actuels. Comme je viens de le dire, l'immense majorité de nos intellectuels désirent faire des progrès; ils veulent se rééduquer et ils le peuvent. La politique que nous adoptons joue ici un rôle très important. La question des intellectuels est avant tout une question d'idéologie, et user de méthodes brutales et de contrainte pour résoudre les problèmes idéologiques, ce n'est pas utile, c'est nuisible. La rééducation des intellectuels, surtout quand il s'agit de transformer leur conception du monde, est un long processus. Nos camarades doivent comprendre que la rééducation idéologique est une affaire de longue haleine qu'il faut mener patiemment et minutieusement; il ne faut pas espérer que quelques leçons ou quelques réunions puissent changer une

idéologie qui s'est formée au cours d'une vie de plusieurs décennies. On ne peut convaincre que par la persuasion et non par la contrainte. La contrainte aurait pour seul résultat de soumettre sans convaincre. Chercher à soumettre par la force est inadmissible. On peut utiliser cette méthode à l'égard de l'ennemi, mais nullement à l'égard des camarades ou des amis. Que faire si l'on ne sait convaincre? Il faut apprendre. Il nous faut apprendre à surmonter toute idée erronée au moyen du débat et de l'argumentation.

"Que cent fleurs s'épanouissent" est un moyen pour développer l'art, et "Que cent écoles rivalisent", un moyen pour faire avancer la science. La politique "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" n'est pas seulement une bonne méthode pour développer la science et l'art, mais aussi, si l'on en généralise l'application, une bonne méthode pour notre travail dans tous les domaines. Elle nous aidera à commettre moins d'erreurs. Il est bien des choses que nous ignorons et par conséquent nous ne savons pas résoudre les problèmes qu'elles posent, mais au travers de la discussion et de la lutte, nous arriverons à connaître ces choses et trouverons les moyens de résoudre ces problèmes. C'est par la confrontation des opinions que la vérité fait son chemin. La même méthode est valable pour ce qui est vénéneux, antimarxiste, car c'est dans la lutte contre ce qui est antimarxiste que se développe le marxisme. Il s'agit là du développement par la lutte des contraires, du développement conforme à la dialectique.

N'a-t-on pas discuté depuis toujours sur le vrai, le bien et le beau? Leur contraire est le faux, le mal et le laid. Sans ces derniers, les premiers n'existeraient pas. La vérité s'oppose à ce qui est erroné. Dans la société humaine comme dans la nature, un tout se divise toujours en parties, seulement le contenu et la forme varient selon les conditions concrètes. Il existera toujours des erreurs, des choses laides, et toujours des antagonismes qui opposent le vrai et le faux, le bien et le mal, le beau et le laid. Il en est ainsi de la fleur odorante et de l'herbe vénéneuse. Leur rapport est celui de l'unité et de la lutte des contraires. Sans contraste, pas de différenciation. Sans différenciation et sans lutte, pas de développement. La vérité se développe dans la lutte contre ce qui est erroné. Il en va de même du marxisme. C'est dans la lutte contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, et dans la lutte seule, qu'il peut se développer.

Nous sommes pour l'"encouragement" à l'expression. Pour le moment, loin d'aller trop avant dans ce sens, on n'a pas encore fait

assez. Nous ne devons craindre ni la libre expression d'opinions, ni la critique, ni les herbes vénéneuses. Le marxisme est une vérité scientifique; il n'a pas peur de la critique et ne succombera pas sous ses coups. Il en est de même pour le Parti communiste et le gouvernement populaire, eux non plus n'ont pas peur de la critique et ne succomberont pas sous ses coups. Il y aura toujours des choses erronées, et nous n'avons pas à nous en effrayer. Ces derniers temps, des monstres et fantômes ont été portés sur la scène. Certains camarades en sont fort inquiets. A mon avis, ce n'est pas si grave qu'on joue quelques-unes de ces pièces; elles auront toutes disparu de la scène dans quelques dizaines d'années, et vous n'aurez plus l'occasion d'en voir même si vous le désirez. Nous devons encourager ce qui est juste et nous opposer à ce qui est faux, mais nous ne devons pas craindre que les gens entrent en contact avec des choses erronées. Nous ne résoudrons rien en recourant simplement aux ordres administratifs pour interdire aux gens d'entrer en contact avec des choses malsaines et laides, avec des idées erronées, et d'aller voir sur la scène des monstres et des fantômes. Evidemment, je ne tiens pas à encourager les pièces pernicieuses, mon idée est que "ce n'est pas si grave qu'on en joue quelques-unes". Il n'y a pas de quoi nous étonner ni nous effrayer si certaines choses erronées existent, car elles peuvent nous apprendre à mieux les combattre. Vents et tempêtes non plus ne doivent pas nous faire peur. C'est à travers vents et tempêtes que se développe la société humaine.

Dans notre pays, l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, les idées antimarxistes subsisteront longtemps encore. Le régime socialiste est dans l'ensemble instauré chez nous. Nous avons remporté une victoire fondamentale dans la transformation de la propriété des moyens de production, mais sur les fronts politique et idéologique la victoire n'est pas encore complète. Sur le plan idéologique, la question de savoir qui l'emportera, le prolétariat ou la bourgeoisie, n'est pas encore vraiment résolue. Nous avons à soutenir un long combat contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise. Ce serait une erreur de ne pas comprendre cela, de renoncer à la lutte idéologique. Toute idée erronée, toute herbe vénéneuse, tout génie malfaisant doivent être soumis à la critique, et il ne faut jamais leur laisser le champ libre. Mais cette critique doit être fondée pleinement sur l'argumentation, elle doit être analytique et convaincante, elle ne doit pas être brutale et bureaucratique, ni métaphysique et dogmatique.

Depuis longtemps, beaucoup de critiques ont été portées contre le dogmatisme. C'est ce qu'il fallait faire. Mais on a souvent négligé de critiquer le révisionnisme. Le dogmatisme et le révisionnisme vont tous deux à l'encontre du marxisme. Le marxisme doit nécessairement avancer, se développer au fur et à mesure que la pratique se développe, et il ne saurait rester sur place. S'il demeurait stagnant et stéréotypé, il n'aurait plus de vie. Toutefois, on ne doit pas en enfreindre les principes fondamentaux; ce serait tomber dans l'erreur. Considérer le marxisme d'un point de vue métaphysique et comme quelque chose de figé, c'est du dogmatisme. Nier les principes fondamentaux du marxisme et nier sa vérité universelle, c'est du révisionnisme. Le révisionnisme est une forme de l'idéologie bourgeoise. Les révisionnistes effacent la différence entre le socialisme et le capitalisme, entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie. Ce qu'ils préconisent est en fait non pas la ligne socialiste, mais la ligne capitaliste. Dans les circonstances présentes, le révisionnisme est encore plus nuisible que le dogmatisme. Une tâche importante nous incombe sur le front idéologique, celle de développer la critique contre le révisionnisme.

Huitièmement, et ce sera notre dernier point, les comités du Parti pour les provinces, municipalités et régions autonomes doivent prendre en main la question de l'idéologie. Certains camarades ici présents voudraient que j'aborde ce point. En beaucoup d'endroits, les comités du Parti n'ont pas encore pris en main cette question, ou bien ne s'en occupent que très peu. C'est surtout parce qu'ils ont trop à faire. Mais il faut s'y attaquer. Cela signifie qu'il faut la porter à l'ordre du jour, qu'il faut l'étudier. Dans notre pays, les vastes et tempétueuses luttes de classe, menées par les masses en période révolutionnaire, sont pour l'essentiel achevées, mais la lutte des classes, surtout celle qui se livre sur les fronts politique et idéologique, se poursuit toujours, et même avec une grande acuité. La question de l'idéologie a pris maintenant une importance extrême. Les premiers secrétaires des comités du Parti pour les provinces, municipalités et régions autonomes de tout le pays doivent s'occuper personnellement de cette question, qui ne sera résolue correctement que s'ils la prennent sérieusement en considération et la soumettent à l'étude. Il faut tenir à cet échelon des réunions semblables à notre Conférence, afin de discuter du travail idéologique local et de toutes les questions qui s'y rapportent. A de telles réunions participeront non seulement des camarades du Parti, mais aussi des personnes qui sont en dehors du Parti, y compris des gens ayant des opinions différen-

tes. Comme en témoigne l'expérience de notre Conférence, cela ne présentera pour les travaux de ces réunions que des avantages et aucun inconvénient.

## NOTES

[1] Voir "De la production par l'armée des biens nécessaires à ses besoins et de l'importance des deux grands mouvements pour la rectification du style de travail et pour le développement de la production", *Œuvres choisies de Mao Tsétoung*, tome III, pp. 293-298.

# PERSEVERONS DANS UNE VIE SIMPLE ET UNE LUTTE ARDUE ET RESSERRONS NOS LIENS AVEC LES MASSES*

(Mars 1957)

## I

Notre Parti se prépare actuellement à déclencher un mouvement de rectification du style de travail. C'est là une méthode qui permet de résoudre, par la critique et l'autocritique, les contradictions au sein du Parti et aussi celles entre le Parti et le peuple. Cette fois-ci, il s'agit de combattre trois tendances: la bureaucratie, le sectarisme et le subjectivisme. Par ce mouvement, nous devrons mettre pleinement en valeur la tradition de vie simple et de lutte ardue de notre Parti. Depuis la victoire de la révolution se manifestent chez une partie de nos camarades un fléchissement de la volonté révolutionnaire et un refroidissement de l'enthousiasme révolutionnaire; leur entrain à servir de tout cœur le peuple s'affaiblit, de même que cet élan irrésistible dont ils faisaient preuve lorsqu'ils se battaient contre l'ennemi; ils se complaisent de plus en plus à convoiter situation et renommée, à rechercher la bonne chère et à soigner leur mise, à rivaliser pour leur salaire et à se disputer honneurs et avantages. J'ai entendu dire que, l'année dernière, lors du rajustement des traitements, certains sont allés jusqu'à pleurer à chaudes larmes et ont fait des scènes terribles. L'homme n'a-t-il pas deux yeux? Les gouttes d'eau que sécrètent les yeux s'appellent larmes. Lorsque le rajustement ne correspond pas à

* Il s'agit, pour la partie I, d'un extrait du discours que le camarade Mao Tsétoung a prononcé le 18 mars 1957 à une réunion des cadres du Parti à Tsinan et, pour la partie II, d'un extrait du discours à une réunion des cadres du Parti tenue le lendemain à Nankin.

leur désir, voilà qu'ils éclatent en sanglots. La lutte contre Tchiang Kaï-chek, la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, la réforme agraire, la suppression des contre-révolutionnaires ne leur ont pas fait verser une seule larme, l'édification du socialisme non plus. Mais dès que leurs intérêts personnels sont en jeu, ils fondent en pleurs. On dit que quelqu'un a même refusé toute nourriture pendant trois jours. A mon avis, se priver de repas trois jours durant n'est pas grave; ce serait un peu dangereux si le jeûne se prolongeait toute une semaine. Bref, il s'est manifesté une tendance à se disputer les honneurs et les positions élevées, à comparer salaire, nourriture, vêtements et confort. Faire la grève de la faim ou répandre des larmes pour son intérêt personnel, voilà qui peut être considéré comme une contradiction au sein du peuple. Dans une pièce d'opéra intitulée *La Fuite nocturne de Lin Tchong*[1], il est dit: "Un homme ne verse pas de larmes avant que son cœur ne soit brisé." Aujourd'hui, on peut dire de certains camarades — qui sont des hommes (sans doute parmi eux y a-t-il aussi des femmes) — qu'ils ne versent pas de larmes avant que le rajustement des traitements ne soit entrepris. Une telle tendance doit être également rectifiée, n'est-ce pas? On a tout à fait raison de ne pas verser de larmes à la légère, mais quand doit-on avoir le cœur brisé? Au moment critique où le destin de la classe ouvrière, de la masse du peuple travailleur est en jeu. C'est alors seulement qu'on peut répandre quelques larmes. Quant au traitement que l'on vous attribue, même s'il n'est pas déterminé de façon juste, vous devez vous y résigner et retenir vos larmes au lieu de les laisser couler. Les injustices se rencontrent partout dans le monde. Il se peut que votre traitement ne soit pas celui qui convient: même dans ce cas, vous n'avez pas à vous plaindre, car cela n'a pas d'importance, il suffit que vous ayez de quoi manger. Dans les rangs révolutionnaires, on se fait une règle de ne laisser personne mourir de faim. Tant que l'on ne meurt pas de faim, on doit travailler pour la révolution et lutter avec endurance. Même dans dix mille ans, il faudra travailler dur. Ce que le Parti communiste doit faire, c'est de travailler dur, de servir le peuple avec un entier dévouement, et non pas avec la moitié ou les deux tiers de son dévouement. Ceux dont la volonté révolutionnaire a fléchi doivent ranimer leur ardeur au cours de la rectification.

## II

Nous devons conserver cette énergie, cet enthousiasme révolutionnaire, cet élan irrésistible qui nous ont animés dans les années de la guerre révolutionnaire, et poursuivre jusqu'au bout notre travail révolutionnaire. Que veut dire ici "élan irrésistible"? Il y a dans le roman *Chouei hou tchouan* (Au bord de l'eau) un personnage nommé Che Sieou le Troisième fils à l'élan irrésistible; c'est précisément de cet "élan irrésistible" qu'il s'agit. Naguère, alors que nous faisions la révolution, nous étions bel et bien animés d'un tel élan. Un homme n'a qu'une vie et il peut vivre jusqu'à soixante, soixante-dix, quatre-vingts ou quatre-vingt-dix ans, cela dépend. Tant que l'on est apte au travail, on doit plus ou moins travailler. Et pour ce faire, il est nécessaire d'avoir un enthousiasme révolutionnaire, un élan irrésistible. Or, certains camarades piétinent sur place, il leur manque cet enthousiasme, cet élan. Ce n'est pas bien et il convient de mener un travail d'éducation parmi eux.

Tout le Parti doit renforcer le travail politique et idéologique. Parmi les camarades ici présents, beaucoup sont de l'armée. Comment vont les choses dans l'armée? Existe-t-il quelques différences entre le travail politique en temps de paix et en temps de guerre? En temps de guerre, il nous importait de nouer des liens étroits avec les masses, de pratiquer l'unité des officiers et des soldats et celle de l'armée et du peuple. En ce temps-là, le peuple nous excusait si nous avions quelques défauts. Maintenant que, en temps de paix, nous n'avons plus de batailles à livrer et que tout ce que nous devons faire c'est de nous entraîner, si nous ne persistons pas à resserrer nos liens avec les masses, elles trouveront naturellement difficile d'excuser nos défauts. Bien qu'actuellement le système des grades[2] et d'autres systèmes soient en vigueur dans l'armée, les supérieurs doivent toujours ne faire qu'un avec les subordonnés, de même que les cadres avec les soldats, et il faut toujours autoriser les subordonnés à critiquer les supérieurs, et les combattants à critiquer les cadres. Il y aura lieu, par exemple, de tenir des conférences du Parti pour qu'on puisse y formuler des critiques. Au cours du mouvement *sanfan*, le camarade Tchen Yi a dit à juste titre: Puisqu'il nous a été permis de donner ordres et instructions pendant tant d'années, ne devrions-nous pas laisser nos subordonnés nous critiquer, disons pendant une semaine? Il voulait dire par là que c'était ce qu'il fallait faire. Je suis d'accord avec lui là-dessus, il faut laisser

nos subordonnés nous critiquer pendant une semaine. Avant que l'on vous adresse des critiques, préparez-vous et faites un exposé dans lequel vous énumérerez vos propres défauts qui, tout compte fait, se ramènent à un, deux, trois ou quatre points. Puis laissez parler vos camarades pour compléter votre énumération ou formuler des critiques. Les masses sont raisonnables, elles n'oublieront pas vos mérites passés. Les chefs de compagnie et de section doivent eux aussi donner aux combattants l'occasion de les critiquer et, à cet effet, le mieux sera de convoquer chaque année une réunion de critique, qui durera quelques jours. Cette forme de démocratie dans l'armée, nous l'avions déjà pratiquée autrefois avec de bons résultats. Ne laissez pas se détériorer les rapports étroits qui unissent les supérieurs et leurs subalternes, les officiers et les soldats, l'armée et le peuple, l'armée et les instances locales par suite de l'institution du système des grades militaires et d'autres systèmes. Il va sans dire que les supérieurs et leurs subalternes doivent maintenir des rapports étroits, des rapports de camarades. Les cadres et les combattants doivent resserrer leurs liens pour ne faire qu'un. De même, les relations entre l'armée et le peuple, entre l'armée et les instances locales du Parti et du gouvernement doivent être étroites.

Que nos camarades prennent garde: ne vous reposez pas sur le pouvoir de votre fonction, votre position élevée ou votre ancienneté. En tant que vétérans, vous avez bien des années de révolution à votre actif; c'est un fait incontestable, mais vous ne devez pas vous fonder là-dessus. Il est vrai que vous êtes des vétérans avec une ancienneté de plusieurs dizaines d'années; mais, si un jour vous faites des étourderies ou proférez des bêtises, le peuple ne vous excusera pas pour autant. Malgré le nombre de vos mérites passés et l'importance de votre fonction, si, aujourd'hui, vous n'accomplissez pas bien votre tâche ni résolvez les problèmes comme il convient, portant en cela préjudice au peuple, celui-ci ne vous le pardonnera pas. C'est pourquoi nos camarades ne doivent pas compter sur leur titre de vétéran, mais sur leur capacité d'apporter une juste solution aux problèmes qui se posent. Appuyez-vous sur la justesse de votre pensée et non sur votre ancienneté. Puisque vous ne pouvez compter sur votre titre de vétéran, passez-vous-en carrément comme si vous n'assumiez aucune haute fonction; autrement dit, vous devez cesser de prendre des allures de seigneurs ou de bureaucrates, vous débarrasser de vos grands airs et vous mêler au peuple et à vos subordonnés. C'est un point auquel nos cadres, les vétérans en particulier, doivent prêter attention. En général, les nouveaux cadres n'ont pas sur le dos un tel fardeau, ils se sentent

donc plus libres. Les vétérans les traiteront sur un pied d'égalité. A de nombreux égards, ils le cèdent aux nouveaux cadres et doivent se mettre à leur école.

## NOTES

[1] Fragment de l'opéra de Kouenchan *L'Histoire d'une épée*, écrit sous la dynastie des Ming.

[2] Le système des grades militaires fut institué en septembre 1955 et aboli en mai 1965.

# LES CHOSES COMMENCENT A CHANGER*

(15 mai 1957)

L'unité et la lutte des contraires existent universellement dans la vie sociale. Par le fait même de la lutte, les deux contraires se transforment en leur opposé et une unité nouvelle apparaît; ainsi la vie sociale fait un pas en avant.

Le mouvement de rectification dans le Parti communiste est une lutte entre deux styles coexistant dans une même entité. Cela est vrai à l'intérieur du Parti et aussi bien au sein du peuple tout entier.

Dans le Parti communiste il y a diverses sortes de gens. La plupart sont des marxistes. Ils ont certes des insuffisances, mais qui ne sont pas graves. D'autres ont des idées erronées d'ordre dogmatique. En général, ils sont loyalement dévoués au Parti et à la patrie, seulement ils ont une façon de voir unilatérale, "de gauche". Ce défaut une fois corrigé, ils pourront faire un grand pas en avant. D'autres enfin nourrissent des idées erronées relevant du révisionnisme ou de l'opportunisme de droite. Ceux-ci sont plus dangereux, car leurs conceptions constituent un reflet de l'idéologie bourgeoise dans le Parti; ils aspirent au libéralisme bourgeois et condamnent tout ce que nous faisons; ils sont liés par mille attaches aux intellectuels bourgeois hors du Parti. Depuis quelques mois, on critique le dogmatisme, mais on laisse échapper le révisionnisme. Certes, il faut critiquer le dogmatisme, sinon bien des erreurs ne sauraient être corrigées. Mais, à présent, il convient de prêter attention à la critique du révisionnisme. Quand le dogmatisme se transforme en son contraire, il devient soit marxisme, soit révisionnisme. L'expérience de notre Parti nous montre qu'il y a beaucoup d'exemples du premier cas et fort peu du second. Car le dogmatisme forme, au sein du prolétariat, un courant de pensée teinté de fanatisme petit-bourgeois. Or, en fait, ce qu'on attaque en tant que "dogmatisme",

* Article écrit par le camarade Mao Tsétoung, et qui a été distribué aux cadres du Parti.

c'est parfois des erreurs commises dans le travail, et dans d'autres cas, c'est le marxisme lui-même, que d'aucuns stigmatisent en le prenant par erreur pour du "dogmatisme". Si les vrais dogmatiques croient que la déviation "de gauche" vaut mieux que celle de droite, ce n'est pas sans raison, c'est qu'ils veulent la révolution. Pourtant, à en juger par les préjudices portés à la cause révolutionnaire, la première ne vaut guère mieux que la seconde, elle doit donc être rectifiée résolument. Quant aux fautes qui sont commises du fait même de l'exécution des directives des autorités centrales, il ne faut pas les reprocher outre mesure aux instances inférieures. Notre Parti compte parmi ses nouveaux adhérents un grand nombre d'intellectuels (ce nombre est encore plus important dans la Ligue de la Jeunesse). Une partie d'entre eux sont en effet assez sérieusement atteints par les idées révisionnistes. Ils nient l'esprit de parti et la nature de classe des journaux; ils s'emploient à estomper la différence de principe entre la presse prolétarienne et la presse bourgeoise; ils confondent à dessein la première, qui reflète l'économie collective des pays socialistes, et la seconde, qui reflète l'économie des pays capitalistes caractérisée par l'anarchie et par la concurrence entre groupes monopoleurs. Ils admirent le libéralisme bourgeois et s'opposent à la direction du Parti. Ils sont pour la démocratie mais contre le centralisme. Ils s'opposent à ce que la culture et l'éducation (presse comprise) soient soumises à une direction, à une planification et à un contrôle, nécessaires mais non exagérément centralisés, mesures indispensables à la réalisation d'une économie planifiée. Ils font chorus avec les intellectuels de droite en dehors du Parti, ils s'associent à eux et les traitent en frères. Les gens qui critiquent le dogmatisme sont de différentes sortes. Les uns sont des communistes, des marxistes; d'autres sont de soi-disant communistes, c'est-à-dire des éléments de droite au sein du Parti communiste, des révisionnistes; d'autres enfin sont des éléments de gauche, du centre et de droite en dehors du Parti. Ceux du centre sont en grand nombre, ils représentent environ 70 pour cent de la totalité des intellectuels non communistes; les éléments de gauche en constituent environ 20 pour cent, et la proportion des droitiers va de 1, 3, 5 jusqu'à 10 pour cent selon les cas.

Ces derniers temps, dans les partis démocratiques et les établissements d'enseignement supérieur, les droitiers se sont montrés des plus entêtés et des plus furieux. Pour eux, les éléments du centre leur sont déjà acquis et ne veulent plus suivre le Parti communiste; au fond, ce n'est qu'un rêve. Un certain nombre d'éléments du centre sont indécis, ils peuvent passer soit à gauche, soit à droite. En ce moment

où se déchaînent les attaques des droitiers, ils préfèrent garder le silence et attendre un peu. Jusqu'ici ces attaques n'ont pas encore atteint leur point culminant et la joie des droitiers ne fait que croître. Qu'ils soient membres du Parti ou non, ils ignorent tous cette loi de la dialectique: une chose poussée à l'extrême se convertit inévitablement en son contraire. Nous tenons à ce qu'ils donnent libre cours à leur fureur pendant un certain temps encore et qu'ils la poussent à l'extrême. Plus ils se déchaîneront, mieux cela nous servira. D'aucuns disent qu'ils craignent d'être pris à l'appât comme des poissons ou, en d'autres termes, d'être victimes de la tactique d'attirer l'ennemi dans les profondeurs pour l'encercler et l'anéantir. A présent, voilà quantité de poissons qui montent d'eux-mêmes à la surface sans qu'on ait à les appâter. Ce ne sont pas des poissons ordinaires, mais probablement des requins qui, armés de dents tranchantes, sont avides de chair humaine. Les ailerons de requin que l'on mange sont des organes natatoires de ce poisson. Notre lutte contre les droitiers est axée sur le ralliement des éléments du centre; ceux-ci sont susceptibles d'être gagnés à notre cause. Les déclarations faites par les droitiers en faveur de la dictature démocratique populaire, du gouvernement populaire, du socialisme et de la direction du Parti communiste sont pure hypocrisie, ne nous y fions en aucun cas. Cela est vrai pour tous les droitiers: qu'ils se trouvent au sein des partis démocratiques, dans les milieux de l'enseignement, de la littérature et de l'art, de la presse, de la science et de la technique ou dans ceux de l'industrie et du commerce. Deux sortes de gens sont les plus résolus: les éléments de gauche et les droitiers. Ils tentent les uns comme les autres de gagner les éléments du centre, de s'en assurer la direction. Les droitiers essaient de se saisir d'une partie d'abord et de l'ensemble ensuite. Pour commencer, ils cherchent à s'emparer de la direction dans les milieux de la presse, de l'enseignement, de la littérature et de l'art et les milieux scientifiques et techniques. Ils savent que le Parti communiste le cède à eux dans ces domaines, ce qui est précisément le cas. Ils sont le "trésor national", et il est interdit d'y toucher. *Sanfan*, élimination des contre-révolutionnaires, rééducation idéologique, quelle insolence que tous ces mouvements des années passées! Quelle témérité sacrilège! Les droitiers savent de plus que beaucoup d'étudiants sont issus de familles de propriétaires fonciers, de paysans riches, de capitalistes, et les considèrent comme susceptibles de se soulever à leur appel. Qu'un certain nombre d'étudiants ayant des idées déviationnistes de droite agissent de la sorte, c'est possible. Mais croire qu'une telle possibilité existe

chez la grande majorité des étudiants est une pure illusion. Il y a aussi des indices que les droitiers dans les milieux de la presse incitent les masses ouvrières et paysannes à se dresser contre le gouvernement.

D'aucuns sont contre les étiquettes politiques, mais uniquement contre celles que le Parti communiste leur attache. Eux-mêmes ne se gênent pas pour en apposer aux communistes, aux éléments de gauche et aux éléments intermédiaires des partis démocratiques comme des divers milieux de la société. Combien d'étiquettes les droitiers n'ont-ils pas distribuées dans la presse ces derniers mois! Quant aux éléments du centre, ils sont sincères quand ils s'opposent à l'étiquetage. Toutes les étiquettes inadéquates que nous leur avons apposées dans le passé doivent être enlevées, et il ne faut plus à l'avenir en attribuer sans discernement. Si, au cours du *sanfan*, de l'élimination des contre-révolutionnaires et de la rééducation idéologique, certaines injustices ont été réellement commises à l'égard de qui que ce soit, il faut les réparer ouvertement. Mais étiqueter les droitiers est une autre affaire. N'empêche qu'il faut toucher juste; seuls les vrais droitiers seront classés comme tels. A de rares exceptions près, il n'est pas nécessaire de nommer publiquement les intéressés, de manière à leur permettre d'opérer un revirement et de venir à composition dans des circonstances propices. Quand on dit que les droitiers représentent 1, 3, 5 jusqu'à 10 pour cent, ce n'est qu'une approximation, les proportions réelles peuvent être plus grandes ou plus petites. Et comme la situation varie d'une unité à l'autre, il faut agir preuves en main, rechercher la vérité dans les faits en se gardant de tomber dans l'excès, parce que tout excès est une erreur.

Les éléments bourgeois comme beaucoup d'intellectuels qui avaient servi l'ancienne société s'obstinent à se manifester, regrettent toujours leur ancien monde, et ne se sentent pas tout à fait à leur place dans le monde nouveau. Leur rééducation demandera un temps très long, et ne peut se faire avec des méthodes brutales. Mais nous devons considérer que la majorité de ces gens ont fait des progrès sensibles par rapport au lendemain de la Libération. La plupart des critiques qu'ils ont formulées à notre endroit sont justes, nous devons les accepter. Une partie seulement ne le sont pas et il importe que nous donnions des explications là-dessus. C'est à bon droit qu'ils nous demandent de leur faire confiance et de leur conférer les attributions que comportent leurs fonctions. Nous devons leur accorder confiance en leur donnant pouvoirs et responsabilités. Même les critiques des droitiers ne doivent pas être rejetées en bloc, car certaines d'entre elles

sont fondées. Toutes celles qui sont justes doivent être acceptées. Ce qui caractérise les droitiers, c'est leur attitude politique de droite. Ils collaborent avec nous pour la forme, et non dans le fond. Ils veulent bien coopérer pour certaines choses, mais pas pour d'autres. En temps ordinaire, ils travaillent à nos côtés, mais ils s'y refusent en pratique, sitôt que l'occasion s'en présente, comme c'est le cas à l'heure actuelle. Manquant à leur promesse de se soumettre à la direction du Parti communiste, ils cherchent à se débarrasser de celle-ci. Or, sans cette direction, l'édification du socialisme est chose impossible, notre nation subirait un terrible désastre.

Dans notre pays, les éléments bourgeois et les intellectuels ayant servi sous l'ancien régime sont au nombre de plusieurs millions, et nous avons besoin qu'ils travaillent pour nous. Nous devons améliorer davantage nos relations avec eux afin qu'ils puissent servir la cause du socialisme avec plus d'efficacité et se rééduquer sans cesse de manière à s'identifier progressivement à la classe ouvrière et à s'acheminer vers le contraire de leur état actuel. La grande majorité d'entre eux y parviendront, à n'en pas douter. La rééducation implique et l'unité et la lutte, la lutte étant le moyen pour atteindre l'unité, qui est le but. La lutte est mutuelle; à présent, beaucoup de ces gens dirigent leur lutte contre nous. Les critiques faites par la plupart d'entre eux sont fondées ou le sont pour l'essentiel, y compris les critiques acerbes non publiées dans les journaux comme celles formulées par Fou Ying, professeur à l'Université de Pékin. Le but qu'ils se proposent étant d'améliorer nos rapports réciproques, leurs critiques sont bien intentionnées. Mais celles élevées par les droitiers sont le plus souvent malveillantes, car ils nourrissent à notre égard des sentiments hostiles. Les intentions, bonnes ou mauvaises, sont quelque chose de perceptible et non d'imaginaire.

Le mouvement de critique et de rectification en cours a été déclenché par le Parti communiste. Les herbes vénéneuses et les fleurs odorantes poussent côte à côte, les génies malfaisants apparaissent aux côtés des phénix et des licornes, c'est ce que nous avons prévu et même souhaité. Après tout, les bonnes choses l'emportent en nombre sur les mauvaises. On dit que nous cherchons à attraper de gros poissons; nous disons que nous voulons arracher les herbes vénéneuses; c'est pareil, sous une autre forme. Pour en venir à leurs fins, les droitiers, hostiles au Parti communiste, ont tenté, en risquant le tout pour le tout, de soulever sur la terre de Chine un typhon au-dessus du septième degré, susceptible de détruire récoltes et habitations. Plus

loin ils pousseront leurs agissements déraisonnables, plus vite ils se feront rejeter aux antipodes de ce qu'ils proclamaient quand ils faisaient semblant de collaborer avec le Parti communiste et d'en accepter la direction; et le peuple reconnaîtra qu'ils ne sont qu'une poignée de génies malfaisants anticommunistes et antipopulaires. Ils finiront alors par creuser leur propre tombe. Quel mal y aura-t-il à cela?

Les droitiers sont placés devant cette alternative: ou bien en rabattre, revenir de leurs erreurs pour prendre le droit chemin, ou bien continuer de fomenter des troubles et courir à leur perte. Entre ces deux partis possibles, Messieurs les droitiers, vous avez le choix (pour un court laps de temps encore).

Il existe dans notre pays plusieurs critères pour juger si le comportement politique de la bourgeoisie et des intellectuels bourgeois est honnête ou hypocrite, louable ou blâmable. Le principal consiste à voir s'ils veulent vraiment le socialisme et s'ils acceptent vraiment la direction du Parti communiste. A ces deux points ils ont souscrit il y a longtemps. Or, certains d'entre eux veulent maintenant revenir sur leur parole, cela est inadmissible. Tant qu'ils remettront ces deux points en cause, ils ne trouveront pas place en République populaire de Chine. L'idéal que vous poursuivez se trouve dans le monde occidental (dans les pays prétendument libres), allez-y donc si cela vous plaît!

Pourquoi avons-nous permis la publication dans les journaux de tant de propos réactionnaires et venimeux? C'est pour faire connaître au peuple les herbes vénéneuses et les gaz toxiques afin qu'il puisse les déraciner, les éliminer.

"Pourquoi n'avez-vous pas dit tout cela plus tôt?" Comment? N'avons-nous pas souligné il y a longtemps qu'il fallait arracher toutes les herbes vénéneuses?

"Vous classez les gens à gauche, au centre et à droite, cela est-il bien conforme à la réalité?" Là où il y a des hommes, soit partout sauf dans les déserts, on distingue toujours une gauche, un centre et une droite, il en sera encore ainsi dans dix mille ans. Cela n'est-il pas conforme à la réalité? Cette distinction donne aux masses un critère pour juger les gens et facilite la tâche de gagner les éléments intermédiaires et d'isoler les droitiers.

"Pourquoi n'essayez-vous pas de gagner les droitiers?" Nous allons les gagner. Mais cela ne sera possible que lorsqu'ils se sentiront isolés. A présent qu'ils sont tout gonflés d'orgueil et cherchent à supprimer

le Parti communiste, comment voudraient-ils se soumettre? L'isolement donne lieu à la scission, et il nous appartient de diviser les droitiers. Nous avons toujours classé les gens à gauche, au centre et à droite, c'est-à-dire en éléments avancés, intermédiaires et retardataires, ce n'est donc pas d'aujourd'hui, seulement certains ont la mémoire courte.

Va-t-on recourir à une "correction" rigoureuse? Cela dépend du comportement ultérieur de Messieurs les droitiers. Certes, les herbes vénéneuses doivent être extirpées, il s'agit ici de les extirper sur le plan idéologique. Mais "corriger" les gens, c'est autre chose. On ne sera pas soumis à une "correction", à moins d'avoir commis "une grave infraction aux lois et règlements". Qu'entendons-nous par "grave infraction aux lois et règlements"? C'est une atteinte sérieuse portée aux intérêts de l'Etat et du peuple par celui qui, sourd aux avertissements, s'obstine à n'en faire qu'à sa tête. Pour ceux qui ont commis de simples erreurs, il ne s'agit que de "guérir la maladie pour sauver l'homme", cela va de soi. C'est là une distinction judicieuse à observer en dedans comme en dehors du Parti. D'ailleurs, "corriger", c'est également "guérir la maladie pour sauver l'homme".

Combien de temps faudra-t-il au Parti pour mener à bonne fin son mouvement de rectification? Actuellement, la situation évolue très vite, et les rapports entre le Parti et les masses s'amélioreront rapidement. Il semble donc que cette tâche sera accomplie, selon les endroits, dans quelques semaines, dans quelques mois, ou dans un an environ (dans les régions rurales par exemple). Quant à l'étude du marxisme pour élever le niveau idéologique, elle demandera un temps plus long.

L'unité et la lutte qui caractérisent nos rapports avec la bourgeoisie et les intellectuels existeront pendant une longue période. Lorsque le mouvement de rectification dans le Parti aura pratiquement pris fin, nous proposerons aux partis démocratiques et aux divers milieux de la société de procéder à leur propre rectification, ce qui accélérera leur progrès et facilitera l'isolement de la poignée d'éléments de l'aile droite. Maintenant, ce sont des gens en dehors du Parti qui nous aident dans notre rectification. Bientôt, nous les aiderons à notre tour dans la leur. Voilà une aide mutuelle, grâce à laquelle le mauvais style disparaîtra, c'est-à-dire se transformera en son contraire, pour devenir le bon style. Tel est l'espoir que le peuple met en nous, espoir que nous devons satisfaire.

# LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS CONSTITUE LE NOYAU DIRIGEANT DU PEUPLE CHINOIS TOUT ENTIER*

(25 mai 1957)

Votre Congrès a été un grand succès. J'espère que vous vous unirez pour servir de noyau dirigeant à toute la jeunesse du pays.

Le Parti communiste chinois constitue le noyau dirigeant du peuple chinois tout entier. Sans un tel noyau, la cause du socialisme ne saurait triompher.

Votre Congrès a été un congrès de l'unité, et il exercera une influence considérable sur toute la jeunesse chinoise. Je vous en félicite.

Camarades, unissez-vous et luttez avec résolution et courage pour la grande cause du socialisme. Toute parole ou tout acte qui s'écarte du socialisme est complètement erroné.

* Paroles prononcées par le camarade Mao Tsétoung alors qu'il recevait les délégués au IIIe Congrès de la Ligue de la Jeunesse de Démocratie nouvelle de Chine.

# ORGANISONS NOS FORCES POUR RIPOSTER AUX ATTAQUES EFFRENEES DES DROITIERS*

(8 juin 1957)

Dans les organismes provinciaux et municipaux ainsi que dans les établissements d'enseignement supérieur, quinze jours environ doivent suffire pour permettre une libre expression d'opinions et un large exposé d'idées. Les réactionnaires se lancent dans des attaques effrénées. Parmi les membres du Parti et de la Ligue, les éléments hésitants ont passé dans le camp ennemi ou pensent le faire, tandis que les éléments actifs et intermédiaires, qui sont nombreux, se dressent pour riposter. En utilisant les *dazibao* comme armes de combat, les deux camps acquièrent de l'expérience et s'aguerrissent dans la lutte. Les réactionnaires ne représentent qu'un pourcentage infime de la population et les plus enragés d'entre eux, un pour cent; il n'y a donc pas lieu de les craindre. On ne doit pas se laisser intimider parce que le ciel semble s'assombrir momentanément. Les réactionnaires quitteront leur organisme ou université pour aller poursuivre leurs activités dans des usines ou dans d'autres établissements d'enseignement. Il est donc nécessaire de prendre des mesures pour les en empêcher. Dans les usines, il faut réunir les principaux cadres et les vieux ouvriers pour leur expliquer qu'il y a actuellement des capitalistes et des intellectuels malintentionnés ainsi que des réactionnaires dans la société, qui attaquent furieusement la classe ouvrière et le Parti communiste et cherchent à renverser le pouvoir d'Etat dirigé par cette classe, et qu'il faut donc veiller à ne pas se laisser prendre au piège. Si quelqu'un vient tenir des propos incendiaires, on doit lui barrer le passage. Quant aux slogans réactionnaires affichés dans les rues, il faut mobiliser les masses pour

* Directive à l'intention du Parti rédigée par le camarade Mao Tsétoung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

les déchirer. Les ouvriers doivent se faire une idée claire de la situation d'ensemble et se garder de créer des complications. Pendant cette période, ils ne doivent pas formuler des revendications sur le bien-être, les salaires, etc., mais il leur faut s'unir pour combattre les réactionnaires.

Vous devriez faire attention aux attaques virulentes des réactionnaires qui se trouvent dans les partis démocratiques. Il faut faire en sorte que chacun de ces partis organise des causeries avec la participation d'éléments de gauche, du centre et de droite. On y laissera s'exprimer toutes les opinions, positives et négatives; et on y enverra des journalistes pour en assurer le compte rendu. Nous devons encourager, avec tact, les gens de gauche et du centre à prendre la parole pour réfuter la droite. C'est une méthode très efficace. Dans chaque région, le journal du Parti doit préparer des dizaines d'articles qui seront publiés les uns après les autres dès que s'amorcera le reflux des attaques. Il convient d'inviter des éléments du centre et de gauche à écrire des articles. Mais avant le reflux, le journal du Parti ne doit publier que peu d'articles reflétant le point de vue positif (il peut reproduire un certain nombre d'articles rédigés par des éléments intermédiaires). On doit permettre aux masses de réfuter les *dazibao*. Dans les établissements d'enseignement supérieur, on organisera des causeries où les professeurs pourront dire ce qu'ils pensent du Parti; il faudra autant que possible laisser les droitiers cracher tout leur venin et publier leurs déclarations dans les journaux. Les professeurs feront des discours devant les étudiants, qui pourront ensuite se prononcer en toute liberté. Le mieux, c'est de laisser les professeurs, chargés de cours, assistants et étudiants réactionnaires répandre leur venin à leur guise et dire tout ce qu'ils ont à dire. Ce sont les meilleurs "maîtres". Au moment opportun, on réunira les membres du Parti et de la Ligue en petits groupes, pour faire un tri entre les critiques constructives — on les acceptera en vue de corriger les erreurs et insuffisances — et les critiques destructives qu'on réfutera. En même temps, on convoquera des conférences où certains non-communistes feront des déclarations positives. Après quoi, un des responsables de l'organisation du Parti jouissant d'un certain prestige fera, en guise de conclusion, un discours analytique, convaincant, de manière à changer complètement l'atmosphère. Si l'on s'y prend bien, ce processus ne durera qu'un mois environ; ensuite, on procédera à la rectification du style de travail dans le Parti, à la manière du "vent doux" et de la "pluie fine".

C'est là une grande lutte idéologique et politique. C'est grâce à elle seulement que notre Parti pourra s'assurer l'initiative, aguerrir les cadres, éduquer les masses, isoler les réactionnaires et les réduire à la passivité. Ces sept dernières années, nous paraissions avoir l'initiative; en fait, elle était au moins à moitié fictive. Les réactionnaires faisaient semblant de capituler et de nombreux éléments intermédiaires ne nous suivaient pas de bon gré. Maintenant que la situation se met à changer, nous sommes apparemment en état de passivité, mais, en réalité, nous commençons à nous assurer l'initiative, car nous procédons à une rectification sérieuse. Les réactionnaires, qui ont la tête chaude, se montrent extrêmement arrogants comme si l'initiative était tout entière entre leurs mains. Mais puisqu'ils vont beaucoup trop loin, ils commencent à s'aliéner la sympathie des masses et à être réduits à la passivité. Etant donné que la situation varie d'une région à l'autre, vous pouvez faire preuve de souplesse dans votre tactique et vos dispositions.

Bref, c'est une grande bataille (qui se déroule au sein comme en dehors du Parti). Si nous ne la gagnons pas, nous ne réussirons pas à bâtir le socialisme, et des "événements de Hongrie" risqueraient de se produire. Maintenant, c'est de notre propre initiative que nous avons lancé ce mouvement de rectification, de manière à dégager volontairement des "événements de Hongrie" latents, à les "mettre en scène" pour les traiter séparément dans les différents organismes et établissements d'enseignement, qui sont devenus autant de petites "Hongries", alors qu'on a évité dans la plupart des cas l'ulcération des organismes du Parti et du gouvernement, dont seul un petit nombre est touché (le fait que cette partie est atteinte d'ulcère est souhaitable, cela permet justement de vider l'abcès). Et c'est très utile. Cette bataille s'avère inévitable. Du fait qu'il y a des réactionnaires dans notre société, que les éléments intermédiaires n'ont jamais reçu de leçons comme celles d'aujourd'hui et que notre Parti n'a jamais connu d'épreuves pareilles, des troubles devaient se produire un jour ou l'autre.

A l'heure actuelle, la situation est excellente dans le pays; nous sommes à même d'assurer une solide direction sur les ouvriers et paysans, les organismes du Parti et du gouvernement, les unités de l'armée, ainsi que la plupart des étudiants. La situation internationale aussi est excellente; les Etats-Unis connaissent des jours difficiles.

# L'ORIENTATION BOURGEOISE DU *WENHUI BAO* DOIT ETRE CRITIQUEE*

(1er juillet 1957)

Depuis que la rédaction de notre journal a publié le 14 juin son article intitulé "L'Orientation bourgeoise du *Wenhui Bao* durant une certaine période", le *Wenhui Bao* comme le *Guangming Ribao* ont fait des autocritiques à ce sujet.

Le personnel du *Guangming Ribao* a tenu plusieurs réunions où il a soumis à une critique sérieuse l'orientation erronée de Tchang Po-kiun et de Tchou An-ping, respectivement directeur et rédacteur en chef du journal. Cette critique a été menée sans équivoque; et le quotidien a marqué un changement radical dans sa position, passant de la ligne bourgeoise anticommuniste, antipopulaire et antisocialiste de Tchang Po-kiun et de Tchou An-ping à la ligne socialiste, révolutionnaire. Par là, il a regagné la confiance de ses lecteurs, et on peut le considérer comme un journal socialiste. Seule la technique de sa mise en page ne nous satisfait pas pleinement. La valeur technique d'une mise en page et sa valeur politique, ce sont choses bien différentes; pour ce qui est du *Guangming Ribao*, la première laisse à désirer, mais la seconde est largement suffisante. Pour les défauts techniques, il est tout à fait possible d'y remédier. Avec une mise en page ainsi améliorée, le journal prendrait une physionomie nouvelle au grand plaisir de ses lecteurs. Pourtant, ce n'est pas chose facile. Notre journal s'y applique depuis longtemps, et il a enregistré quelques progrès, sans toutefois donner entière satisfaction.

Quant au *Wenhui Bao*, il a publié un article d'autocritique, donnant ainsi l'impression qu'il aurait changé d'orientation; en outre, il a fait paraître un bon nombre de reportages et d'articles où se reflète la ligne positive. Tout cela, bien sûr, ce n'est pas mal. Cependant il

* Editorial écrit par le camarade Mao Tsétoung pour le *Renmin Ribao*.

manque encore quelque chose, ce nous semble. C'est comme dans les opéras: certains acteurs interprètent à la perfection les rôles de félons, mais ils n'arrivent pas à trouver le ton juste dans les rôles de héros où leur jeu paraît affecté, dépourvu de naturel. Il serait difficile qu'il en soit autrement. Ou le vent d'est l'emporte sur le vent d'ouest, ou c'est le vent d'ouest qui l'emporte sur le vent d'est. Il n'y a pas de compromis possible quand il s'agit de ligne politique. Parmi les rédacteurs et les journalistes, nombreux sont ceux qui, enfoncés dans l'ornière de la routine, ont grand-peine à en sortir d'un seul coup. Pourtant, devant la tendance générale de la situation, ils sont bien obligés de se transformer, fût-ce à contrecœur, avec gêne. Quand on dit que cette transformation est aisée et agréable, on s'exprime poliment, comme le veut l'usage. C'est humain et excusable. Mais le cas de la rédaction du *Wenhui Bao* est plutôt grave, car elle a joué le rôle de commandant au moment où le quotidien suivait l'orientation bourgeoise. C'est là un fardeau trop lourd pour qu'elle puisse s'en décharger facilement. Qu'il y ait un super-commandant, les accusateurs disent que oui, les défenseurs disent que non; ceux-là ont même désigné nommément Louo Long-ki, de l'alliance Tchang — Louo. Entre ces deux commandants s'en trouve un troisième, c'est Pou Hsi-sicou, responsable de l'office du *Wenhui Bao* à Pékin, femme d'action très capable. On dit: Louo Long-ki — Pou Hsi-sieou — la rédaction du *Wenhui Bao*, tel est le système de commandement adopté par les droitiers de la Ligue démocratique pour contrôler le *Wenhui Bao*.

Au cours des controverses entre cent écoles comme durant le mouvement de rectification, la Ligue démocratique a joué un rôle particulièrement pernicieux. Elle a manœuvré avec méthode, suivant un plan, un programme et une ligne, ce qui l'écarte du peuple et l'oppose au Parti communiste et au socialisme. Il en est tout à fait de même pour le Parti démocratique paysan et ouvrier. Ces deux partis se sont fait tout particulièrement remarquer en ces jours de tempête furieuse. Cette tempête, c'est l'alliance Tchang — Louo qui l'a soulevée. D'autres partis y sont aussi pour quelque chose; certains de leurs membres se comportent également très mal; mais ils sont en plus petit nombre et leur système de commandement n'est pas aussi évident. A s'en tenir aux membres de la Ligue démocratique et du Parti démocratique paysan et ouvrier, ils n'y sont impliqués ni en totalité ni même pour la plupart. Ceux qui invoquent le vent et la pluie, qui soulèvent les vagues et les lames, qui tantôt complotent à portes closes tantôt attisent le feu à la base, qui tissent des liens entre le haut et

le bas et nouent des intelligences dans tous les coins du pays, qui ne voient dans la situation actuelle qu'un chaos général favorable à leur prise du pouvoir et qui ont pour but ultime d'accomplir par étapes leur grande entreprise, ceux-là ne sont au fond qu'une poignée de gros bonnets parmi les droitiers bourgeois. Dans ces deux partis, certains gardent l'esprit lucide, beaucoup se laissent duper, un petit nombre sont l'ossature de l'aile droite. Du fait même de leur rôle d'ossature, ces éléments, bien que peu nombreux, possèdent une grande capacité manœuvrière. Pendant tout le printemps dernier, de sombres nuages apparus brusquement ont tourbillonné dans le ciel de Chine, et c'est dans l'alliance Tchang — Louo qu'on en trouve l'origine.

L'Association des Journalistes a convoqué deux réunions, dont la première est une négation, et la seconde une négation de la négation, et cela s'est fait en l'espace d'un peu plus d'un mois; on voit avec quelle rapidité évolue la situation en Chine. Ces réunions ont été utiles. A la première, où "de sombres nuages pesaient sur la ville et menaçaient de l'écraser", la ligne réactionnaire bourgeoise de la presse s'est imposée. Mais à la deuxième, ouverte l'autre jour, l'atmosphère a changé; on peut dire que la plupart des gens ont trouvé la juste orientation, tandis que les droitiers s'obstinaient dans leur résistance.

Le *Wenhui Bao* a publié le 14 juin son autocritique, avouant qu'il avait commis quelques erreurs. C'est bien de faire son autocritique, nous y applaudissons. Mais nous estimons que l'autocritique du *Wenhui Bao* est insuffisante. Et il s'agit d'une insuffisance fondamentale. C'est dire que, dans le fond, le *Wenhui Bao* n'a pas fait son autocritique. Au contraire, dans son éditorial du 14 juin, il se justifie de ses erreurs. "Nous avons interprété de façon unilatérale et incorrecte la politique du Parti concernant la libre expression d'opinions, nous imaginant que l'encouragement inconditionnel à la libre expression d'opinions ne pourrait qu'aider le Parti dans son mouvement de rectification, alors que la publication abondante des vues positives ou la critique formulée contre les idées erronées compromettraient cette libre expression." En est-il ainsi? Nullement. Au printemps dernier, allant à l'encontre de la politique du Parti communiste, le *Wenhui Bao* a déclenché, en exécution de la politique anticommuniste, antipopulaire et antisocialiste de la direction centrale de la Ligue démocratique, des attaques frénétiques contre le prolétariat. Par sa politique, la Ligue démocratique cherche à provoquer l'effondrement du Parti communiste et à profiter du chaos qui en résulterait, afin de prendre sa place. Est-ce vraiment "aider le Parti dans son mouvement de rectification"?

Allons donc! C'est une tromperie pure et simple. A-t-on eu tort, pendant un certain temps, de ne publier guère ou pas du tout de vues positives et de s'abstenir de critiquer les idées erronées? Entre le 8 mai et le 7 juin, le *Renmin Ribao* et les autres journaux du Parti ont précisément agi ainsi conformément aux directives du Comité central du Parti communiste. En cela, nous avions pour but de permettre aux démons, aux génies malfaisants de "s'exprimer librement", aux herbes vénéneuses de pousser à profusion, de manière que le peuple voie à son grand étonnement qu'il subsiste encore de telles choses au monde et prenne à tâche d'éliminer ces monstruosités. Autrement dit, notre Parti a prévu que cette lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat était inévitable. On a laissé la bourgeoisie et les intellectuels bourgeois déclencher cette guerre; pendant un certain temps, les journaux ne publiaient guère ou pas du tout de vues positives et se gardaient de riposter aux attaques furieuses des droitiers réactionnaires bourgeois; les organisations du Parti dans tous les organismes d'Etat et les établissements d'enseignement, où se déroulait le mouvement de rectification, s'abstenaient également de repousser ces assauts. De cette façon, les masses devaient discerner qui critiquait avec de bonnes intentions et qui faisait preuve de mauvaise foi dans de soi-disant critiques, ce qui nous permettait de concentrer les forces pour passer aux contre-attaques au moment propice. Certains parlent d'une machination ourdie dans l'ombre. Nous, nous disons que c'était une entreprise conçue au grand jour. Car nous avions averti nos ennemis: On ne peut liquider les génies malfaisants qu'en les laissant d'abord se manifester; on ne peut extirper les herbes vénéneuses qu'en les laissant sortir de terre. Les paysans ne font-ils pas plusieurs sarclages par an? D'ailleurs, les herbes arrachées peuvent servir d'engrais. Les ennemis de classe chercheront toujours à se manifester. Ils ne se résignent pas à la perte du pouvoir et de leurs biens. Malgré tous les avertissements du Parti communiste, qui a ouvertement fait connaître ses principes stratégiques fondamentaux à ses ennemis, ceux-ci ne renonceront pas à leurs attaques. La lutte des classes est une réalité objective, indépendante de la volonté de l'homme, c'est-à-dire inéluctable. Voudrait-on l'éviter qu'on ne le pourrait pas. Force nous est de la mener suivant ses propres lois, en vue d'arracher la victoire. Pour quelle raison les ennemis de classe, ces réactionnaires, se sont-ils précipités d'eux-mêmes dans le filet? Formant des groupes sociaux réactionnaires, ils sont aveuglés par l'ambition qui les pousse à prendre la supériorité absolue du prolétariat pour une infériorité absolue. En

attisant le feu partout, on pourra inciter les masses ouvrières et paysannes à la révolte; les *dazibao* des étudiants favoriseront la prise en main des écoles; avec la libre expression d'opinions, la situation deviendra explosive, le pays tout entier sombrera sur l'heure dans le chaos, et voilà le Parti communiste qui va craquer d'un moment à l'autre — telle est l'appréciation portée par Tchang Po-kiun à Pékin le 6 juin dernier en présence de six professeurs d'université sur l'évolution de la situation. N'est-ce pas là l'aveuglement de l'ambition? Et quelle ambition? Celle de prendre le pouvoir. Ces groupes disposent de pas mal de journaux dont le *Wenhui Bao*. Celui-ci a agi conformément à la politique réactionnaire mentionnée ci-dessus. Mais, dans son éditorial du 14 juin, il cherche à abuser le peuple en lui faisant accroire qu'il n'avait que de bonnes intentions. Il y est dit: "Ces vues erronées sont dues au fait qu'il reste dans notre esprit quelques conceptions bourgeoises du journalisme." Erreur! Il faudrait dire: "nous en sommes bourrés". Voilà un journal qui a servi pendant quelques mois de porte-parole aux réactionnaires dans leurs attaques effrénées contre le prolétariat, qui a tourné casaque pour s'opposer au Parti communiste, au peuple et au socialisme, c'est-à-dire pour prendre une orientation bourgeoise, peut-on dire qu'il ne s'agit là que d'un reste de conceptions bourgeoises? Quelle logique est-ce là? Déduire une conclusion générale d'une prémisse particulière — telle est la logique du *Wenhui Bao*. Jusqu'ici, ce journal n'a toujours pas l'intention de critiquer ni les reportages réactionnaires et outrageant la vérité qu'il a abondamment publiés, ni une foule de propos réactionnaires qu'il a reproduits, ni la mise en page réactionnaire qu'il a largement adoptée comme un moyen d'attaque contre le prolétariat. Il en va autrement du *Xinmin Bao*, qui a déjà fait des autocritiques fort sérieuses. Les fautes qu'il avait commises n'étaient pas aussi graves que celles du *Wenhui Bao*. Et dès qu'il s'est rendu compte de ses erreurs, il s'est appliqué à s'en corriger, ce qui montre que la direction du journal et ses journalistes ont le sens de leurs responsabilités à l'égard de la cause du peuple. Il s'est désormais assuré l'initiative vis-à-vis de ses lecteurs. Mais où est le sens des responsabilités du *Wenhui Bao*? Quand se mettra-t-il à agir à l'instar du *Xinmin Bao*? Toute dette doit être payée. Quand sera-t-il disposé à s'acquitter des siennes? Il semble que l'autocritique du *Xinmin Bao* l'ait mis devant un tas de problèmes épineux. Les lecteurs aimeraient demander quand il pourra rattraper le *Xinmin Bao*? Il se trouve réduit à une passivité complète. Il parais-

sait pouvoir se maintenir tant bien que mal quelque temps avant que le *Xinmin Bao* ne fît ses autocritiques, mais depuis que celles-ci ont été publiées, il connaît des jours plus difficiles. Pourtant, sa passivité pourra se transformer en initiative, lorsqu'il se sera mis à l'école du *Xinmin Bao* et aura procédé consciencieusement comme lui.

Revenons maintenant à la dénomination de "droitiers bourgeois". Ce sont, comme on l'a dit plus haut, des réactionnaires bourgeois qui s'opposent au Parti communiste, au peuple et au socialisme: c'est là une définition conforme à la réalité, une définition scientifique. Ils sont une poignée de gens, mais qui se rencontrent dans les partis démocratiques, parmi les intellectuels, les capitalistes et les étudiants, ainsi qu'au sein du Parti communiste et de la Ligue de la Jeunesse; ils se sont manifestés au cours de la présente tempête. Bien qu'en nombre infime, ils n'en sont pas moins influents dans les partis démocratiques, surtout dans certains d'entre eux; ils ne sont donc pas à sous-estimer. Ces gens-là ont non seulement proféré des paroles, mais aussi commis des actes; ils sont coupables. Le principe "Nul n'est coupable pour avoir parlé" n'est pas valable pour eux. Car ils n'ont pas seulement parlé, ils ont agi. Faut-il alors les punir au nom de la loi? Il semble qu'à l'heure actuelle cela ne soit pas nécessaire. Parce que notre Etat populaire est très solide et qu'en outre, parmi eux, beaucoup sont des personnages en vue. On pourra les traiter avec indulgence et ne pas leur infliger de peines. D'une façon générale, il suffit de les qualifier de "droitiers", non de réactionnaires. On fera exception seulement pour ceux qui refusent de s'amender en dépit de remontrances répétées et continuent de se livrer à des sabotages, en violation du droit criminel, ceux-là il faut les châtier conformément à la loi. Il convient aussi d'appliquer à l'égard des droitiers les principes qui consistent à tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour, à guérir la maladie pour sauver l'homme et à transformer les facteurs négatifs en facteurs positifs. Par ailleurs, il y a une autre catégorie de droitiers qui ne se sont révélés comme tels que par des propos, et non par des actes. Par leurs propos, ils sont semblables aux droitiers ci-dessus mentionnés, mais ils n'ont pas entrepris d'activités de sape. Ils seront traités avec une plus grande indulgence. Leurs assertions erronées seront réfutées à fond, sans ménagement, mais il leur sera permis, à eux, de réserver leurs opinions. Les droitiers de ces diverses catégories seront quand même autorisés à jouir de la liberté de parole. Dans un pays grand et solide comme le nôtre, il n'y aura pas de mal à en

laisser exister un petit nombre lorsque leurs erreurs auront été portées à la connaissance des masses. Il nous faut comprendre que les droitiers nous éduquent par leur exemple négatif. En ce sens, les herbes vénéneuses ont leur mérite, le mérite précisément d'être vénéneuses et d'avoir empoisonné les gens par le venin qu'elles ont répandu.

Le Parti communiste poursuit son mouvement de rectification, et les partis démocratiques viennent de commencer le leur. Maintenant que les attaques effrénées des droitiers ont été repoussées par le peuple, le mouvement de rectification peut se développer sans à-coups.

# REPOUSSONS LES ATTAQUES DES DROITIERS BOURGEOIS*

(9 juillet 1957)

En mars dernier, j'ai prononcé un discours ici devant des cadres du Parti. Depuis lors, cent jours se sont écoulés. Et en ces cent jours, la situation a beaucoup évolué. Nous avons livré bataille aux droitiers bourgeois et le niveau de conscience du peuple s'est élevé, considérablement même. Nous nous attendions à cela dès cette époque. Par exemple, j'ai dit ici: lorsque les gens commenceront à nous critiquer, c'est-à-dire, lorsque le feu s'allumera, cela ne nous fera-t-il pas mal? Nous devrons nous endurcir la peau du crâne et tenir bon. Cette partie du corps humain s'appelle la tête; elle est recouverte du cuir chevelu, c'est la peau du crâne. S'endurcir la peau du crâne et tenir bon veut dire que, lorsque tu me critiques, je t'écoute un certain temps en faisant bonne contenance et qu'après, j'analyserai tes critiques et y répondrai. Si elles sont justes, je les accepterai et si elles sont fausses, je les réfuterai.

Nous devons avoir la conviction qu'en Chine comme partout dans le monde, les gens sont bons dans leur majorité. Par majorité, nous entendons non pas 51 pour cent, mais plus de 90 pour cent. Parmi les 600 millions d'habitants de notre pays, les ouvriers et les paysans sont pour nous les masses fondamentales. Qu'il s'agisse des membres du Parti communiste, de la Ligue de la Jeunesse ou des partis démocratiques, des étudiants ou des intellectuels, la majorité d'entre eux sont bons. Ils ont bon cœur et sont honnêtes, ils ne sont pas fourbes et n'ont pas d'arrière-pensées. Il faut le reconnaître. Cela s'est confirmé lors de chaque mouvement. Prenons les étudiants, par exemple, dans le mouvement actuel: l'Université de Pékin en compte plus de 7.000, mais un, deux ou trois pour cent d'entre eux seulement sont des droitiers.

* Discours prononcé par le camarade Mao Tsétoung à une réunion de cadres tenue à Changhaï.

Que signifie ce un, deux ou trois pour cent? Cela signifie que les éléments d'ossature irréductibles, ceux qui créent souvent des désordres et qui mettent tout sens dessus dessous, ne sont en fait qu'une cinquantaine, soit moins de un pour cent, tandis que les autres, les un ou deux pour cent qui restent, sont ceux qui les applaudissent et les soutiennent.

Se soumettre soi-même à l'épreuve du feu n'est pas facile. A ce qu'on dit, certains camarades de Changhaï regrettent que les flammes ne soient pas suffisamment ardentes. Je pense que dans votre ville le feu a été à peu près ce qu'il fallait, mais pas assez fort pour donner entièrement satisfaction. Si on avait prévu son magnifique effet, n'aurait-on pas laissé le feu se déchaîner dans toute sa rage? Laissons pousser les herbes vénéneuses, laissons sortir les génies malfaisants! Pourquoi en avoir peur? J'ai dit en mars qu'il ne fallait pas les craindre. Mais certains camarades de notre Parti ont redouté que le pays ne sombre dans le chaos. A mon avis, ils sont dévoués au Parti et à la nation, mais ils n'ont pas discerné la tendance générale de la situation et ne se sont pas rendu compte que la grande majorité, c'est-à-dire plus de 90 pour cent des gens, sont bons. Nous ne devons pas craindre les masses; elles sont avec nous. Elles peuvent se répandre en plaintes contre nous, mais elles ne nous enverront pas de coups de poing. Les droitiers ne sont qu'une infime minorité, et à l'Université de Pékin ils ne représentent que un, deux ou trois pour cent, comme je viens de le dire. Il en est ainsi pour les étudiants. Pour les professeurs et professeurs adjoints d'université, c'est un peu différent: 10 pour cent d'entre eux environ sont des droitiers et 10 pour cent environ, des éléments de gauche. Les deux camps sont donc égaux en force, et les éléments du centre forment, par conséquent, 80 pour cent de l'ensemble. Qu'est-ce qu'il y a donc à redouter? Et pourtant, certains de nos camarades sont, d'une façon ou d'une autre, saisis de crainte: ils ont peur que les maisons ne s'écroulent et que le ciel ne tombe. Mais depuis des temps immémoriaux, seul "l'homme du pays de Ki craignait de voir le ciel tomber"[1], c'est dire que personne, à part cet homme du Honan, n'avait peur que le ciel s'affaisse. Quant aux maisons, je suis sûr que la nôtre ne s'écroulera pas puisqu'elle vient d'être construite; comment *donc* pourrait-elle s'effondrer si facilement?

En un mot, où que ce soit, plus de 90 pour cent des gens sont pour nous des amis et des camarades. Il ne faut pas les craindre. Pourquoi avoir peur des masses? C'est absurde. Quels sont les dirigeants? Les chefs de groupe, chefs d'équipe, secrétaires de cellule du Parti, directeurs d'école, secrétaires de comité du Parti, voilà les dirigeants, et

du nombre est le camarade Keh King-che comme j'en suis aussi. D'une façon ou d'une autre, nous avons tous un petit capital politique, en ce sens que nous avons rendu quelques services au peuple. Maintenant que le feu s'est embrasé, plus de 90 pour cent des gens espèrent que nos camarades vont s'y forger. Chacun de nos camarades a ses défauts; qui n'en a pas? "Les hommes ne sont pas des saints; comment pourraient-ils être infaillibles?" Il est inévitable qu'on commette en paroles ou en actes des erreurs, celles d'ordre bureaucratique par exemple. D'ailleurs, le plus souvent, on n'en est même pas conscient.

Il faudra "allumer le feu" périodiquement. Comment s'y prendre à l'avenir? D'après vous, devrait-on le faire une fois par an ou tous les trois ans? Je pense qu'on doit le faire au moins deux fois chaque quinquennat, tout comme le mois intercalaire du calendrier luni-solaire revient une fois tous les trois ans ou deux fois tous les cinq ans. Souen Wou-kong, Roi des Singes, après être passé dans le Four aux Huit Diagrammes du "Dieu au pouvoir suprême", en est sorti bien plus fort. Et pourtant, Souen Wou-kong n'est-il pas un personnage très puissant au pouvoir magique? Mais même lui, qu'on appelait le "Grand Saint et pair de l'Empereur du Ciel", a dû encore passer par le Four aux Huit Diagrammes. Ne parlons-nous pas de nous aguerrir? C'est se laisser forger, façonner à coups de marteau. L'élaboration du fer se fait dans un haut fourneau et celle de l'acier, dans un four Martin. Une fois l'acier produit, il faut le forger. Pour cela, aujourd'hui, on se sert du marteau-pilon. Ce martelage est terrible! Nous, êtres humains, nous devons aussi être forgés. Quand on leur demande leur avis à ce sujet, certains camarades sont tout à fait d'accord et affirment: "Oui, j'ai des insuffisances et je suis désireux de m'aguerrir un peu." Tout le monde dit qu'il faut se laisser forger. En parler, c'est très facile, mais, quand vient le moment, quand il s'agit de passer au marteau-pilon, on refuse, pris de panique. Cette fois-ci, nous subissons justement cette épreuve. Pendant un temps, le ciel s'est assombri, la terre a été plongée dans les ténèbres, le soleil et la lune ont pâli. Deux vents soufflaient: d'une part, la grande majorité des gens, les gens sincères, affirmaient dans des *dazibao* que le Parti communiste avait des insuffisances et qu'il devait les combler; d'autre part, une minorité infime, les droitiers, nous attaquaient. Ces deux attaques allaient dans le même sens. Celle de la majorité est justifiée, correcte. Elle contribue à nous forger. Quant à celle des droitiers, elle contribue également à nous endurcir. Pour autant qu'il s'agisse de nous tremper réellement, nous devons cette fois-ci remercier les droitiers. Car ils ont donné le

plus riche des enseignements à notre Parti, aux larges masses, à la classe ouvrière, aux paysans et à la jeunesse étudiante, ainsi qu'aux partis démocratiques. Dans chaque ville, il y a des droitiers, qui veulent nous abattre. Nous sommes en train de les "encercler et anéantir".

Notre révolution, c'est la révolution du peuple, celle de 600 millions d'hommes, dirigée par le prolétariat, c'est la cause du peuple. La révolution démocratique fut la cause du peuple, la révolution socialiste l'est aujourd'hui, de même que l'édification du socialisme. La révolution et l'édification socialistes sont-elles bonnes ou non? Ont-elles obtenu des succès? Et qu'est-ce qui l'emporte, les succès ou les erreurs? Les droitiers nient les succès de la cause du peuple. Voilà le premier point. Deuxièmement, quelle orientation suivre? Cette voie-ci conduit au socialisme et cette voie-là, au capitalisme. Les droitiers veulent que nous renversions la vapeur et prenions la voie capitaliste. Troisièmement, qui doit diriger la construction du socialisme? Le prolétariat ou la bourgeoisie? Le Parti communiste ou ces droitiers bourgeois? Les droitiers disent qu'ils ne veulent pas de la direction du Parti communiste. A mon avis, il s'agit cette fois d'un grand débat, qui porte sur ces trois questions. C'est bien d'avoir un tel débat, car elles n'ont jamais été discutées.

Des débats se sont déroulés tout au long de la révolution démocratique. Des dernières années de la dynastie des Tsing à la Révolution de 1911, la lutte contre Yuan Che-kai, l'Expédition du Nord et la Guerre de Résistance contre le Japon, toutes ces périodes furent animées de débats. Fallait-il résister ou non au Japon? Une certaine catégorie de gens prêchaient la théorie selon laquelle les armes décident de tout. La Chine, disaient-ils, manquait d'armes et ne pouvait donc pas résister au Japon. Ceux d'une autre catégorie affirmaient qu'il n'y avait pas lieu de s'effrayer, que le facteur principal, c'était l'homme et qu'il était possible de résister, bien qu'on soit inférieur à l'ennemi en armement. La Guerre de Libération qui suivit fut également accompagnée de débats. Les négociations de Tchongking, l'ancienne Conférence consultative politique de Tchongking et les négociations de Nankin furent autant de débats. Tchiang Kaï-chek a fait la sourde oreille à nos opinions, à celles du peuple. Il voulait la guerre, et il a fini par être battu. Ainsi, la révolution démocratique a été l'objet de débats, elle a passé par une longue préparation morale.

La révolution socialiste, elle, est survenue impétueusement. En l'espace de six ou sept ans, la transformation socialiste de la propriété

capitaliste et de la propriété individuelle des petits producteurs a été achevée pour l'essentiel. Mais pour la transformation de l'homme, il y a encore du chemin à parcourir, même si quelques progrès sont déjà accomplis. La transformation socialiste implique une double tâche: la transformation du système et celle de l'homme. Le système embrasse non seulement la propriété mais aussi la superstructure, principalement l'appareil d'Etat et l'idéologie. La presse, par exemple, fait partie du domaine idéologique. Certains disent qu'elle n'a pas de caractère de classe, qu'elle n'est pas un instrument de la lutte de classes. Ils se trompent. Jusqu'à l'anéantissement de l'impérialisme au moins, la presse et tout ce qui relève de l'idéologie refléteront les rapports de classes. L'enseignement, la littérature et l'art relèvent tous de l'idéologie, de la superstructure; ils ont tous un caractère de classe. Quant aux sciences naturelles, elles comportent deux aspects. En elles-mêmes, elles n'ont pas de caractère de classe; mais ce caractère apparaît quand il s'agit de savoir qui les étudie et qui les utilise. Dans nos universités, les facultés de littérature chinoise et d'histoire sont les plus affectées par l'idéalisme. Il en est de même pour les milieux de la presse. Mais n'allez pas croire que l'idéalisme abonde seulement dans les sciences sociales; en fait, il y en a aussi une bonne dose dans les sciences naturelles. Parmi ceux qui travaillent dans ce domaine, beaucoup de gens ont une conception idéaliste du monde. Si vous leur demandez quelle est la composition de l'eau, ils vous disent, en matérialistes, qu'elle se compose de deux éléments, et cela conformément à la réalité. Mais si vous leur demandez comment transformer la société, ils vous répondent en idéalistes. Nous disons que la rectification doit renforcer davantage le Parti communiste, tandis que certains d'entre eux prétendent qu'il faut le supprimer. C'est ce qu'on a bien vu dans le mouvement en cours.

Quand les droitiers nous attaquaient, notre politique a été d'écouter sans répliquer. Durant plusieurs semaines, nous avons écouté sans piper mot, en nous endurcissant la peau du crâne et en dressant l'oreille. De plus, nous n'avons donné d'instructions à ce sujet ni à la masse des membres de la Ligue de la Jeunesse et du Parti, ni aux secrétaires de cellule, ni aux comités de cellule. Nous les avons laissés se jeter dans la mêlée, chacun décidant de ce qu'il fallait faire. Des ennemis s'étaient infiltrés dans des comités du Parti ou des comités de cellule générale d'établissements d'enseignement; il en existait par exemple dans le Comité du Parti de l'Université Tsinghoua. Dès que nous avions tenu une réunion, ils en informaient immédiatement nos ennemis. Ils étaient

qualifiés d'"insurgés". N'y a-t-il pas des généraux insurgés? Pour cette fois, c'étaient des "lettrés insurgés". Nos ennemis s'en sont réjouis et nous aussi. Ils furent ravis de voir l'"insurrection" de membres du Parti communiste et l'"effondrement" imminent du Parti. Combien de défections y a-t-il eu cette fois? Je ne connais pas bien la situation à Changhaï. A Pékin, dans les établissements universitaires, il y a eu environ 5 pour cent de défections parmi les membres du Parti, et davantage parmi les membres de la Ligue, peut-être 10 pour cent ou un peu plus. A mon avis, ces défections sont exactement ce qu'elles doivent être. Qu'elles soient de 10, de 20, de 30 ou de 40 pour cent, je m'en réjouis toujours. Imprégnés de conceptions bourgeoises et idéalistes, ces gens se sont introduits dans le Parti communiste ou dans la Ligue de la Jeunesse, se prononcent du bout des lèvres pour le communisme, mais en réalité ils sont des anticommunistes ou des hésitants. C'est pour cela que nous aussi, nous nous réjouissons quand ils "s'insurgent". Quand a-t-on jamais pu assainir aussi radicalement les rangs du Parti et de la Ligue? Ces individus sont partis d'eux-mêmes et nous n'avons pas eu la peine de les écarter. Maintenant, la situation a changé; elle a même été retournée. Les "insurrections" ont cessé, dès que nous avons encerclé les droitiers et que les gens qui avaient des relations avec eux, sans être eux-mêmes des droitiers, ont commencé à les démasquer. Les droitiers se trouvent dans une situation difficile, et certains d'entre eux se sont révoltés. En mars, j'ai prononcé un discours ici. Comme la situation a changé en cent jours!

La lutte actuelle contre les droitiers est essentiellement politique. La lutte de classes peut prendre diverses formes, mais la lutte en cours est essentiellement politique et non militaire ou économique. Est-elle en partie une lutte idéologique? Oui, mais d'après moi, surtout politique. La lutte sur le plan idéologique se déroulera principalement à la prochaine étape et à la manière du "vent doux" et de la "pluie fine". La rectification dans le Parti communiste et dans la Ligue de la Jeunesse est une lutte idéologique. Il faut faire des progrès et vraiment apprendre un peu de marxisme. Il faut s'entraider réellement. Quelles sont nos insuffisances? Ne sommes-nous pas plus ou moins atteints de subjectivisme et de bureaucratie? Nous devons réfléchir, prendre des notes et piocher pendant quelques mois pour améliorer notre connaissance du marxisme et élever notre niveau politique et idéologique.

La riposte contre les droitiers durera probablement quelques semaines encore, un mois environ. Il serait impossible pour la presse de continuer à reproduire les propos des droitiers cette année, l'année

prochaine et l'année d'après. Les droitiers ne sont pas si nombreux et leurs opinions ont été pratiquement toutes publiées; il n'en reste plus beaucoup d'inédites. Désormais, nous en publierons encore un peu sous une forme ou une autre, mais seulement ce qui en vaut la peine. A mon avis, en ce mois de juillet, notre riposte contre les droitiers se poursuivra encore avec intensité. Ce que les droitiers aiment le mieux, c'est le "vent violent" et la "pluie battante", et le moins, le "vent doux" et la "pluie fine". N'avons-nous pas préconisé le "vent doux" et la "pluie fine"? Les droitiers disaient que cela ne valait pas le "vent violent" et la "pluie battante", parce que le crachin qui tombe tous les jours risque de faire pourrir les pousses de riz et d'entraîner la famine. N'y a-t-il pas quelqu'un à Changhaï qui a écrit un article intitulé "Le corbeau croasse 'en plein midi' "? C'est justement ce "corbeau"-là qui a tenu ce langage. Les droitiers disaient encore: "Vous communistes, vous n'êtes pas justes. Dans le passé, vous avez utilisé à notre égard le 'vent violent' et la 'pluie battante', mais maintenant qu'il s'agit de la rectification dans vos rangs, vous employez le 'vent doux' et la 'pluie fine'." En réalité, dans le passé, quand nous avons lancé les mouvements de rééducation idéologique, entre autres la critique de Hou Che et de Liang Chou-ming, les directives à l'intention du Parti ont toujours préconisé le "vent doux" et la "pluie fine". Dans le monde, les choses se développent toujours en zigzag. Par exemple, quand vous marchez, vous ne le faites jamais en ligne droite. N'êtes-vous jamais allés au mont Mokan? Il faut faire dix-huit virages, à la montée comme à la descente. La société progresse toujours en spirale. Aujourd'hui, la lutte pour démasquer les droitiers doit se poursuivre sans relâche et nous devons garder la méthode du "vent violent" et de la "pluie battante". Comme c'est eux qui l'avaient employée contre nous, on dirait que nous voulons leur rendre la pareille. Ce n'est que maintenant qu'ils commencent à se rendre compte de l'avantage du "vent doux" et de la "pluie fine". Ils essaient de s'accrocher à tout brin d'herbe qu'ils peuvent trouver, car ils sont sur le point de couler; c'est comme quelqu'un qui se noie dans le Houangpou: il cherche à se cramponner à n'importe quoi, même à un fétu de paille. Je pense qu'à présent, le "corbeau" en question préfère le "vent doux" et la "pluie fine". Mais actuellement, c'est la saison des orages. Après le mois de juillet, nous pourrons recourir au "vent doux" et à la "pluie fine", car, dès le mois d'août, nous n'aurons plus grand-chose à mettre au jour.

Les droitiers sont d'excellents professeurs par la négative. Tout au cours de son histoire, la Chine a eu des professeurs par l'exemple

négatif aussi bien que par l'exemple positif. L'homme a besoin d'être éduqué par ces deux types d'exemples. L'impérialisme japonais a été le premier de nos meilleurs professeurs par la négative. Le gouvernement des Tsing, Yuan Che-kai, les seigneurs de guerre du Peiyang, puis Tchiang Kaï-chek ont tous été pour nous d'excellents professeurs de ce genre. Sans eux, il aurait été impossible d'éduquer le peuple chinois comme il faut. Le Parti communiste, en tant que professeur par l'exemple positif, n'aurait pas suffi. Aujourd'hui, c'est pareil. Des gens ont refusé d'écouter bien des choses que nous avons dites. Qui sont ces gens? De nombreux éléments du centre, et surtout les droitiers. Les premiers étaient à moitié confiants, à moitié sceptiques à notre égard. Les seconds se moquaient éperdument de ce que nous disions. Nous leur avons exprimé nos points de vue sur un bon nombre de choses, mais ils ont fait la sourde oreille, et ont filé leur propre chemin. Ils n'ont pas approuvé, par exemple, le principe "unité-critique-unité" que nous préconisons. Nous avons affirmé que notre travail d'élimination des contre-révolutionnaires est marqué essentiellement par des succès, mais ils ont rejeté ce point de vue. Nous avons dit qu'il faut pratiquer le centralisme démocratique, la dictature démocratique populaire dirigée par le prolétariat, mais ils l'ont contesté. Nous avons déclaré que nous devons nous unir avec les pays socialistes et avec les peuples du monde épris de paix, mais là non plus, ils n'étaient pas d'accord. Bref, nous leur avons parlé de tout cela, mais ils n'ont jamais voulu rien entendre. Ce qu'ils n'approuvaient surtout pas, c'est l'extirpation des herbes vénéneuses. Nous devons laisser sortir les génies malfaisants, afin qu'ils s'exposent aux yeux de tous, et une fois que tout le monde aura vu qu'ils sont nuisibles, on comprendra qu'ils sont à éliminer. Laissons pousser les herbes vénéneuses, puis retournons-les à la bêche pour en faire de l'engrais. N'avons-nous pas dit tout cela? Bien sûr que si. Mais les herbes vénéneuses n'en ont pas moins continué de pousser. Les paysans disent chaque année à ces herbes qu'ils les arracheront plusieurs fois par an, mais elles ne veulent rien entendre et repoussent toujours. On pourrait bêcher pendant dix mille ans ou même cent millions d'années qu'elles repousseraient encore! Les droitiers n'avaient pas peur qu'on arrache les mauvaises herbes, car, quand je parlais de sarclage dans mon discours, nous n'étions pas encore passés à l'action; et puis, ils considéraient qu'ils n'étaient pas des herbes vénéneuses, mais des fleurs odorantes qui ne devaient pas être éliminées, et que c'était nous, les herbes vénéneuses qu'il s'agissait

d'arracher. Ils ne pensaient pas que c'était eux, précisément, qui devaient être détruits.

A présent, le débat porte sur les trois questions dont je viens de parler. La révolution socialiste est arrivée si vite qu'on n'a pas eu de discussions approfondies, au sein comme en dehors du Parti, sur la ligne générale du Parti pour la période de transition. On a été comme la vache qui broute l'herbe: elle l'avale à la hâte, s'en remplit la panse, pour ruminer plus tard. Nous avons entrepris la révolution socialiste au niveau du système, d'abord dans la propriété des moyens de production, et ensuite dans la superstructure, c'est-à-dire dans le régime politique et le domaine de l'idéologie, mais sans avoir engagé un ample débat. Cette fois-ci, nous l'avons lancé à travers la presse, les causeries, les réunions et les *dazibao*.

Le *dazibao* est une bonne chose, et je pense qu'il faut le faire passer à la postérité. Les *Entretiens de Confucius*, les *Cinq Canons*, les *Treize Livres canoniques* et les *Vingt-quatre Histoires dynastiques* sont bien parvenus jusqu'à nous, pourquoi le *dazibao* ne se transmettrait-il pas? Je pense qu'il faut absolument le perpétuer. Quand, par exemple, on déclenchera un mouvement de rectification dans une usine, faudra-t-il utiliser les *dazibao*? A mon avis, ce sera une bonne chose de les employer; plus il y en aura, mieux cela vaudra. Comme la langue, le *dazibao* n'a pas de caractère de classe. La langue parlée n'a pas de caractère de classe. Nous autres, nous nous en servons dans nos discours, et Tchiang Kaï-chek aussi. De nos jours, personne ne parle plus dans la langue classique, on ne dit plus: "Ô quelle félicité offrent l'étude et les révisions constantes des connaissances!" ou "Ô quelle joie enchanteresse que d'accueillir des amis de loin venus!" La langue parlée est utilisée aussi bien par le prolétariat que par la bourgeoisie. Le prolétariat peut se servir du *dazibao*, la bourgeoisie aussi. Nous sommes convaincus que la majorité des gens est du côté du prolétariat. Par conséquent, le *dazibao* est un instrument qui profite au prolétariat, et non à la bourgeoisie. Pendant un certain temps, deux ou trois semaines, le ciel s'était assombri, la terre était plongée dans l'ombre, on ne voyait plus ni soleil ni lune, et la situation semblait évoluer en faveur de la bourgeoisie. Quand nous parlions de nous endurcir la peau du crâne et de tenir bon, nous voulions dire que l'on perdrait le sommeil et l'appétit pendant ces deux ou trois semaines. N'avez-vous pas dit que vous vouliez vous tremper? Perdre l'appétit et le sommeil pendant quelques semaines, voilà ce que ça signifie se tremper; il ne s'agit pas de vous envoyer dans des hauts fourneaux pour vous brûler!

Il y a beaucoup d'éléments intermédiaires qui ont hésité, et c'est aussi une très bonne chose. Car cela leur a servi de leçon. Ce qui les caractérise, c'est l'hésitation, sinon pourquoi seraient-ils ainsi appelés? D'un côté, c'est le prolétariat, de l'autre, la bourgeoisie, bien des gens se trouvent au milieu: les deux extrémités petites et le centre étendu. Mais en dernière analyse, les éléments intermédiaires sont des gens honnêtes et des alliés du prolétariat. La bourgeoisie aussi cherchait à s'en faire des alliés et, un certain temps, ils en avaient un peu l'air, car eux aussi nous critiquaient; mais c'était avec de bonnes intentions. Quand les droitiers virent que les éléments du centre nous critiquaient, ils se mirent à créer des troubles. A Changhaï, vous aviez vos droitiers comme Wang Tsao-che, Lou Yi, Tchen Jen-ping, Peng Wen-ying, et aussi Wou Yin qui provoquèrent des désordres. Une fois que les droitiers en vinrent là, les éléments du centre furent désorientés. Les "ancêtres" des droitiers, ce sont Tchang Po-kiun, Louo Long-ki et Tchang Nai-ki et leur lieu d'origine, c'est Pékin. Plus il y a de désordres à Pékin et plus profonds ils sont, mieux cela vaut; c'est ce qui ressort de notre expérience.

Tout à l'heure, j'ai parlé du *dazibao.* C'est une question de méthode, une question de forme de combat. Le *dazibao* est une arme de combat, une arme légère comme le fusil, le pistolet et la mitrailleuse. Quant aux avions et aux canons, ce seraient le *Wenhui Bao*, le *Guangming Ribao* et d'autres journaux. Pendant un certain temps, les journaux du Parti communiste ont reproduit eux aussi les propos des droitiers. Nous avions donné l'ordre de les publier tous, tels quels. Ce moyen et bien d'autres ont permis aux larges masses de s'éduquer par l'exemple tant positif que négatif. Ainsi, le personnel du *Guangming Ribao* et celui du *Wenhui Bao* ont reçu, cette fois, une très profonde éducation. Auparavant, ils étaient incapables de distinguer un journal prolétarien d'un journal bourgeois, la presse socialiste de la presse capitaliste. Pendant un certain temps, leurs responsables, des droitiers, firent de ces journaux une presse bourgeoise. Ils étaient hostiles au prolétariat et au socialisme. Au lieu de guider les universités dans l'orientation prolétarienne, ils voulaient les conduire dans l'orientation bourgeoise.

La bourgeoisie et les intellectuels venus de l'ancienne société doivent-ils se rééduquer? Ils ont une peur bleue de la rééducation, affirmant qu'elle leur donne un complexe, le "complexe d'infériorité", et que plus ils se rééduquent, plus ils se sentent inférieurs. C'est un faux raisonnement. On doit, au contraire, se sentir de plus en plus fier au fur et à mesure de la rééducation, et puiser un sens de fierté de soi-même dans la

conscience qu'on a de la nécessité de se rééduquer. Ces gens-là ont une "conscience de classe" très élevée et croient qu'ils n'ont pas besoin de se rééduquer; ils veulent, au contraire, rééduquer le prolétariat. Ils cherchent à transformer le monde à l'image de la bourgeoisie, tandis que le prolétariat veut le transformer à sa propre image. A mon avis, la majorité de ces gens, plus de 90 pour cent, finiront par accepter de se rééduquer après avoir traversé un processus d'hésitation, de réflexion, de tergiversations et de flottement. Plus ils se rééduqueront, plus ils en reconnaîtront la nécessité. Même le Parti communiste se rééduque. Rectification signifie rééducation. Elle aura encore lieu dans l'avenir. Pensez-vous qu'après le mouvement actuel il n'en faudra plus? La bureaucratie aura-t-elle disparu? Non, au bout de deux ou trois ans seulement, on aura tout oublié, et la bureaucratie réapparaîtra. L'homme a cette faiblesse: une mémoire courte. C'est pourquoi il faut périodiquement des mouvements de rectification. Si le Parti communiste en a besoin, la bourgeoisie et les intellectuels venus de l'ancienne société pourraient-ils se passer de rectification, de rééducation? Bien sûr que non, ils en ont besoin encore plus.

Les partis démocratiques ne sont-ils pas en plein mouvement de rectification? La société tout entière doit passer par là. Qu'y a-t-il de mal à cela? Au cours de la rectification, on ne se préoccupe pas de futilités, mais de problèmes importants, problèmes ayant trait à la ligne politique. Dans le mouvement actuel, les partis démocratiques insistent sur le problème de ligne pour condamner la ligne contre-révolutionnaire des droitiers bourgeois. Je pense que c'est juste. Quant au Parti communiste, il met l'accent non sur la ligne, mais sur le style de travail. Or, le style de travail est un problème secondaire pour les partis démocratiques; leur problème principal, c'est de savoir quelle ligne prendre. La ligne contre-révolutionnaire de Tchang Po-kiun, Louo Long-ki, Tchang Nai-ki, Tchen Jen-ping, Peng Wen-ying, Lou Yi et Souen Ta-yu, ou une autre ligne? Ils doivent d'abord et avant tout se faire une idée claire de ce problème et des trois questions que j'ai soulevées tout à l'heure: Les résultats de la révolution et de l'édification socialistes, du travail de plusieurs centaines de millions d'hommes, sont-ils bons ou non? Quelle voie doit-on suivre, la voie socialiste ou la voie capitaliste? Quel parti doit assumer la direction dans l'édification du socialisme, l'alliance Tchang — Louo ou le Parti communiste? Il est nécessaire d'avoir un grand débat pour éclaircir le problème de ligne.

Dans le Parti communiste lui-même, il subsiste aussi un problème de ligne. Pour ce qui est de ces "insurgés" — les droitiers du Parti com-

muniste et de la Ligue de la Jeunesse, c'est une question de ligne. Le dogmatisme ne constitue pas, actuellement, un problème de ligne, car il ne s'est pas développé en ligne. A plusieurs reprises, dans l'histoire de notre Parti, il s'est manifesté sous forme de ligne, parce qu'il s'était érigé en système, avec une politique et un programme. A présent, il n'en est pas arrivé là, mais il a gardé une certaine rigidité, qui est en train de s'assouplir sous le martelage après l'épreuve du feu. Les dirigeants des organismes, des universités et des usines ne sont-ils pas actuellement en train de "descendre l'escalier"[2]? Ils rejettent le style de travail du Kuomintang et les manières de grands seigneurs, et ne se conduisent plus comme de hauts dignitaires. Les directeurs de coopérative cultivent les champs avec les masses; les directeurs d'usine et les secrétaires de comité du Parti se rendent dans les ateliers pour travailler avec les ouvriers. C'est ainsi que la bureaucratie a considérablement diminué. Cette sorte de rectification sera encore nécessaire à l'avenir. Il faut afficher des *dazibao* et tenir des réunions pour régler les problèmes, catégorie par catégorie, en finir avec tout ce qui doit être critiqué et corrigé. Par ailleurs, nous devons élever notre niveau et étudier un peu de marxisme.

Je suis convaincu que dans leur grande majorité, les Chinois sont des gens honnêtes, et que la nation chinoise est une bonne nation. Elle est très raisonnable, enthousiaste, intelligente et courageuse. Je souhaite que soit créée une atmosphère où règnent le centralisme et l'unité aussi bien que l'entrain et le dynamisme, c'est-à-dire où le centralisme et la démocratie, la discipline et la liberté aillent de pair. Il faut qu'il y ait les deux aspects, il ne faut pas qu'il n'y en ait qu'un seul; si l'on n'avait que la discipline et le centralisme, cela reviendrait à museler les gens, à leur interdire de parler et de critiquer ce qui est erroné. Nous devons les encourager à s'exprimer, à faire preuve d'entrain et de dynamisme. Nul ne peut être tenu comme coupable pour nous avoir critiqués de bonne foi. Si sévères que soient ses critiques, si violentes que soient ses réprimandes à notre égard, il ne doit pas être incriminé, ni être mis sur la sellette, ni se voir imposer des chaussures étroites. On est mal dans des souliers trop petits. Qui mérite à présent que nous lui en donnions? Les droitiers. Il est nécessaire de leur faire porter des chaussures serrées.

Il ne faut pas craindre les masses, mais rester avec elles. Certains camarades ont peur des masses comme de l'eau. Est-ce que vous nagez? Je préconise partout la natation. L'eau, c'est une chose excellente. Si vous allez à l'eau une heure par jour, aujourd'hui comme demain, et si vous persévérez cent jours durant, je suis sûr que vous finirez par savoir

nager; on n'a besoin ni de moniteur ni de bouée, parce qu'avec une bouée, vous n'apprendrez jamais à nager. "Mais moi, je tiens à la vie! Je ne sais pas nager!", direz-vous. Commencez donc là où l'eau est peu profonde. S'il faut une centaine de jours pour savoir bien nager, on arrive à se débrouiller au bout de trente jours, en s'exerçant là où l'eau est peu profonde. Quand on en est là, qu'il s'agisse du Yangtsé ou du Pacifique, c'est la même chose, c'est de l'eau tout simplement, rien de plus. Certains disent que dans une piscine, on ne risque pas de se noyer, parce qu'il y aura toujours quelqu'un pour venir à votre secours si vous coulez, alors que le danger est terrible dans le Yangtsé, où le courant est si rapide: où est-ce qu'on irait vous chercher? Voilà un argument pour faire peur aux gens. Moi, je dis que ce sont là des propos de profane. Autrefois, nos champions, nos entraîneurs et nos professeurs de piscine n'osaient pas, eux non plus, se baigner dans le Yangtsé, maintenant ils y vont. Ne nage-t-on pas aussi dans le Houangpou, chez vous? Le Houangpou et le Yangtsé sont des piscines gratuites. Métaphoriquement parlant, le peuple, c'est l'eau, et les dirigeants à tous les niveaux sont des nageurs. Nous devons rester dans l'eau, suivre le courant et bien nous garder de nous y opposer. Ne vous en prenez pas aux masses, et en aucun cas! Non, on ne doit pas s'en prendre aux masses des ouvriers, des paysans et des étudiants, ainsi qu'aux membres des partis démocratiques et aux intellectuels dans leur majorité. Il ne faut pas aller contre les masses, mais se tenir toujours à leurs côtés. Elles peuvent aussi commettre des erreurs. Quand cela arrive, il faut les convaincre patiemment; et si elles ne vous écoutent pas, il faut attendre la prochaine occasion; mais on ne doit pas se les aliéner, tout comme on ne doit pas sortir de l'eau pour nager. Quand il a eu Tchoukeh Liang auprès de lui, Lieou Pei a déclaré qu'il était comme "le poisson qui vient de trouver l'eau". Et c'est très vrai; leurs rapports poisson-eau sont décrits non seulement dans des romans, mais aussi dans des livres d'histoires. Les masses sont comme Tchoukeh Liang et les dirigeants comme Lieou Pei. Ceux-ci dirigent, celles-là sont dirigées.

Toute sagesse vient des masses. J'ai toujours dit que les intellectuels sont les plus ignorants — si on va au fond des choses. Quand les intellectuels font la roue, ils redressent une traîne qui dépasse en longueur la queue de Souen Wou-kong, Roi des Singes. Celui-ci était capable de prendre soixante-douze formes différentes, et, une fois, il métamorphosa sa queue en un mât d'oriflamme, très long. Quand les intellectuels se dressent sur leurs ergots, c'est quelque chose de terrible! "Si ce n'est pas moi le numéro un ici-bas, en tout cas, je suis le numéro deux." "Que va-

lent les ouvriers et les paysans? Ce sont des ignorants, ils savent à peine lire et écrire." Pourtant, quand il s'agit de problèmes d'importance capitale, ce ne sont pas les intellectuels, mais les travailleurs qui en décident finalement, et cela par leur contingent le plus avancé, le prolétariat.

Est-ce le prolétariat qui dirige la bourgeoisie, ou le contraire? Est-ce le prolétariat qui dirige les intellectuels, ou l'inverse? Les intellectuels doivent devenir des intellectuels prolétariens; ils n'ont pas d'autre issue. "Quand la peau a disparu, à quoi s'attache le pelage[3]?" Autrefois, le "pelage", c'est-à-dire les intellectuels, adhérait à cinq peaux; ils en tiraient leurs moyens d'existence. La première, c'était la propriété impérialiste; la deuxième, la propriété féodale; la troisième, la propriété du capitalisme bureaucratique. N'était-ce point l'objectif de la révolution démocratique d'abattre ces trois grandes montagnes que sont l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique? La quatrième peau, c'était la propriété du capitalisme national, et la cinquième, la propriété des petits producteurs, c'est-à-dire la propriété individuelle des paysans et des artisans. Dans le passé, les intellectuels dépendaient donc, soit des trois premières peaux, soit des deux dernières, et ils comptaient sur elles pour vivre. Mais ces peaux existent-elles encore? Elles ont "disparu". L'impérialisme a été chassé, ses possessions confisquées. La propriété féodale a été éliminée, les terres sont revenues aux paysans, et à présent la coopération agricole est réalisée. Les entreprises du capitalisme bureaucratique ont été nationalisées. Les entreprises industrielles et commerciales du capitalisme national, transformées en entreprises mixtes, à capital privé et d'Etat, sont devenues, pour l'essentiel (mais pas encore tout à fait), socialistes. La propriété individuelle des paysans et des artisans a été transformée en propriété collective, même si ce système n'est pas encore consolidé et qu'il faille encore quelques années pour ce faire. Les cinq peaux ne sont plus, mais elles influencent encore le "pelage", c'est-à-dire les capitalistes et les intellectuels. Ils ne peuvent chasser ces peaux de leurs pensées, même quand ils rêvent. Les gens qui viennent de l'ancienne société, de la vieille ornière, ont toujours la nostalgie de leur ancien mode de vie et de leurs vieilles habitudes. C'est pourquoi la transformation de l'homme demandera encore plus de temps.

Actuellement, sur quelle peau les intellectuels doivent-ils se greffer? Sur la propriété publique, sur le prolétariat. Qui est-ce qui les nourrit? Les ouvriers et les paysans. Les intellectuels sont des professeurs que la classe ouvrière et le peuple travailleur emploient pour instruire leurs enfants. S'ils vont contre les souhaits de leurs maîtres, s'ils veulent con-

tinuer à enseigner leurs vieilleries, les œuvres au style stéréotypé, les préceptes confucéens ou capitalistes, s'ils forment ainsi des contre-révolutionnaires, la classe ouvrière ne le tolérera pas; elle les chassera ou ne renouvellera plus leur contrat pour l'année suivante.

Comme je l'ai dit ici il y a cent jours, les intellectuels originaires de l'ancienne société n'ont plus de base, ils ont perdu leur ancienne base sociale et économique que constituaient les cinq peaux susmentionnées; il ne leur reste qu'à se greffer sur une nouvelle peau. Actuellement, il y en a qui sont bien embarrassés. Ils flottent dans l'air, sans pouvoir atteindre le ciel ni toucher le sol. A mon avis, on peut comparer ces gens-là à des "gentlemen perchés sur une poutre". Volant dans l'air, ils voudraient bien rentrer chez eux, mais ils ne le peuvent pas, car ils ne retrouvent plus leur foyer, les cinq peaux ayant disparu. Pourtant, ils ne se décident toujours pas à rejoindre le prolétariat. S'ils voulaient s'attacher au prolétariat, ils devraient étudier l'idéologie prolétarienne, avoir des sentiments d'affinité pour le prolétariat, se faire des amis parmi les ouvriers et les paysans. Mais ça, ils n'en veulent pas. Ils soupirent toujours après ce qu'ils savent bien être révolu. Ce que nous faisons actuellement, c'est de les persuader de se réveiller. Après ce grand mouvement de critique, je pense qu'ils reviendront à eux, plus ou moins.

Ces intellectuels qui ont adopté une position intermédiaire doivent se réveiller, sans se rengorger, car leurs connaissances sont limitées. Je dirais qu'ils sont des intellectuels et qu'en même temps ils n'en sont pas, semi-intellectuels serait, je crois, un terme plus approprié. Car ils n'ont pas tant de connaissances et ne peuvent parler de questions de principe sans commettre d'erreurs. Laissons les intellectuels droitiers; ce sont des réactionnaires. Les défauts des intellectuels intermédiaires, c'est qu'ils hésitent, qu'ils ne voient pas clairement l'orientation à suivre et qu'il y a même des moments où ils perdent complètement le nord. Vous qui êtes si savants, comment se peut-il que vous fassiez des erreurs? Puisque vous êtes si forts et si imbus de vous-mêmes, comment se fait-il que vous hésitiez? Vous êtes comme une touffe d'herbe sur un mur, qui oscille au passage du vent, ce qui prouve que vous ne savez pas grand-chose. En fait, ce sont les ouvriers et les semi-prolétaires parmi les paysans qui ont plus de connaissances. Ils peuvent dire au premier coup d'œil que la camelote colportée par Souen Ta-yu n'est rien d'autre que du toc. Voyez, qui s'y connaît le mieux? C'est certainement ceux qui savent à peine lire et écrire. On doit s'adresser au prolétariat quand il s'agit de prendre une décision relative à la situation d'ensemble, à

l'orientation générale. J'appartiens à ce genre de personnes qui consultent les ouvriers et les paysans avant d'entreprendre quelque chose ou de prendre une décision importante; j'en discute et j'en débats avec eux et avec les cadres qui leur sont proches afin de voir si mes idées sont justes. Ce qui implique que j'aille visiter divers endroits. Rester toujours à Pékin, ce serait catastrophique. C'est un lieu improductif, car il ne possède pas de matières premières. Celles-ci sont toutes fournies par les ouvriers et les paysans, par les diverses régions. Le Comité central du Parti communiste chinois peut être comparé à une usine de traitement des matières premières: elle doit transformer celles-ci en produits. Les produits finis doivent être de bonne qualité, autrement des erreurs seraient commises. Les connaissances viennent des masses. Qu'entend-on par résoudre correctement les contradictions au sein du peuple? Cela signifie rechercher la vérité dans les faits et appliquer la ligne de masse. En dernière analyse, c'est la ligne de masse qui compte. Il ne faut pas nous détacher des masses, les masses sont à nous ce que l'eau est au poisson ou au nageur.

Faut-il abattre les droitiers d'un coup de massue? Il est tout à fait nécessaire de leur donner quelques bons coups, sinon, ils feront les morts. Ces gens-là, ne doit-on pas les attaquer et les poursuivre? Si, il est indispensable de les attaquer. Mais ce faisant, nous avons pour but de les ramener dans la bonne voie. Nous utilisons toutes sortes de méthodes efficaces dans notre offensive pour les isoler complètement; alors nous pourrons en gagner un certain nombre, si ce n'est pas tous. Ce sont des intellectuels, et il y en a même qui sont des intellectuels de haute volée; leur ralliement peut être utile. Gagnons-les pour qu'ils servent à quelque chose. Par ailleurs, cette fois-ci, ils nous ont rendu un grand service en jouant auprès du peuple le rôle de "professeurs" par l'exemple négatif. Nous n'avons pas l'intention de les jeter dans le Houang-pou; mais à leur égard, nous appliquons toujours le principe de guérir la maladie pour sauver l'homme. Certains d'entre eux ne désirent peut-être pas se joindre à nous. Des gens comme Souen Ta-yu, s'ils refusent obstinément de se corriger, tant pis! Nous avons beaucoup de choses à faire. Les attaquer tous les jours, et pendant cinquante ans, c'est impossible! Ceux qui ne veulent pas corriger leurs erreurs, qu'ils les emportent jusque dans leur cercueil quand ils iront voir le Roi de l'Enfer. Ils pourront lui dire: "Je suis le défenseur des cinq peaux, j'ai du 'caractère'. Les communistes et les masses populaires m'ont malmené, je ne me suis jamais soumis, et j'en suis sorti indemne." Mais qu'on le sache: Même l'enfer a changé de mains; Marx, Engels et Lénine y font la loi à

présent. Il y a donc deux enfers — l'enfer du monde capitaliste dont les dirigeants restent probablement les mêmes, et l'enfer du monde socialiste qui est dirigé par Marx, Engels et Lénine. Je prévois que les droitiers irréductibles seront encore punis, même dans cent ans.

## NOTES

[1] Voir *Liètse*, "Chapitre de Tien Jouci".

[2] Il s'agit de la méthode que les dirigeants fautifs suivaient au cours du mouvement de rectification: écouter les critiques formulées par les masses et faire leur autocritique pour obtenir la compréhension de ces dernières.

[3] Voir *Tsouo tchouan*, "An XIV du règne du duc Hsi".

# LA SITUATION EN CET ETE 1957*

(Juillet 1957)

Dans notre pays, pendant la période de la révolution socialiste, les contradictions entre le peuple et les droitiers bourgeois qui s'opposent au Parti communiste, au peuple et au socialisme relèvent des contradictions entre nous et nos ennemis, ce sont des contradictions antagonistes, inconciliables, impliquant une lutte à mort.

Les droitiers bourgeois, qui déclenchent des attaques effrénées contre la classe ouvrière et le Parti communiste, sont des réactionnaires, des contre-révolutionnaires. Si, au lieu de les nommer ainsi, nous les appelons droitiers, c'est, d'abord, pour gagner plus facilement à nous les éléments du centre et, ensuite, pour favoriser la scission chez les droitiers, de sorte qu'une partie d'entre eux puissent passer de notre côté.

Parmi les droitiers bourgeois, il y en a qui resteront en fin de compte inchangés, ce sont les irréductibles; on leur donnera quand même du travail et on ne les privera pas de leurs droits civiques à condition qu'ils ne soient pas des agents secrets et qu'ils ne poursuivent plus leurs activités de sape. Cela est motivé par le fait que les mesures politiques extrêmes, à en juger par de nombreux événements dans le passé, n'ont pas donné d'heureux résultats. Nous devons voir un peu plus loin; lorsqu'on jettera dans quelques dizaines d'années un regard rétrospectif sur les événements actuels, on ne manquera pas de constater que notre manière d'agir vis-à-vis des droitiers bourgeois aura exercé une influence profonde sur la cause révolutionnaire du prolétariat et lui aura apporté un avantage énorme.

Notre but, c'est de créer une atmosphère politique où règnent à la fois le centralisme et la démocratie, la discipline et la liberté, l'unité

* Article écrit par le camarade Mao Tsétoung lors de la conférence des secrétaires des comités du Parti pour les provinces et municipalités, tenue en juillet 1957 à Tsingtao. Distribué d'abord aux participants à cette conférence, il l'a été ensuite, en août de la même année, à tous les cadres dirigeants du Parti.

de volonté et, pour chacun, un état d'esprit fait de satisfaction et d'entrain, et cela afin de favoriser la révolution et l'édification socialistes, de surmonter plus facilement les difficultés, de pourvoir notre pays à un rythme accéléré d'une industrie et d'une agriculture modernes, de rendre notre Parti et notre Etat plus solides et mieux aptes à affronter les tempêtes. Notre thème général est la juste solution des contradictions au sein du peuple et de celles entre nous et nos ennemis. Notre méthode est de rechercher la vérité dans les faits et d'appliquer la ligne de masse. Les mesures qui en dérivent consistent à rassembler communistes et non-communistes dans des réunions pour examiner les principes politiques importants, à mener ouvertement notre mouvement de rectification du style de travail et à critiquer dans la presse les erreurs et insuffisances du Parti et du gouvernement. Il faut aussi lancer un mouvement de rectification du style de travail ou un mouvement d'éducation socialiste dans les partis démocratiques, dans les milieux de l'enseignement, de la presse, dans les milieux scientifiques et techniques, littéraires et artistiques, dans ceux de la santé publique, de l'industrie et du commerce, parmi les ouvriers, les paysans des diverses couches, les artisans et autres travailleurs de la ville ou de la campagne, et l'on procédera progressivement, par étapes et par groupes. Pour la bourgeoisie et les intellectuels bourgeois, il s'agit de leur faire accepter la rééducation socialiste; il en est de même pour la petite bourgeoisie (y compris les paysans et les travailleurs indépendants de la ville ou de la campagne), en particulier pour les paysans moyens aisés. Quant aux forces fondamentales de la classe ouvrière et du Parti communiste, la question est de rectifier le style de travail. Ce sont là des problèmes concernant deux catégories sociales de caractère différent. Cela étant, pourquoi adopter pour l'une et l'autre le même mot d'ordre de mouvement de rectification? C'est que ce mot d'ordre peut être plus facilement accepté par la majorité des gens. Nous dirons: Même le Parti communiste et la classe ouvrière mènent un mouvement de rectification, et vous croyez que vous pourrez vous en passer? Ainsi aurons-nous la pleine initiative. La méthode à employer au cours du mouvement est de procéder à la critique et à l'autocritique et de raisonner en s'appuyant sur les faits. Ce mouvement a pour but de donner à la lutte une juste orientation politique, d'élever le niveau idéologique, de remédier aux défauts dans notre travail, d'unir à nous les larges masses, d'isoler et de diviser les droitiers bourgeois et tous les autres éléments antisocialistes. Parmi les droitiers bourgeois dont

nous parlons ici, il y a aussi ceux qui, s'étant infiltrés dans le Parti communiste ou dans la Ligue de la Jeunesse, maintiennent une position politique identique à celle des droitiers hors du Parti ou de la Ligue. Ils ont trahi la cause révolutionnaire prolétarienne en lançant des attaques effrénées contre le Parti. Il faut donc les dénoncer à fond et les exclure du Parti ou de la Ligue afin d'en assainir les rangs.

Nous devons avoir une ferme confiance dans la majorité des masses et, en premier lieu, dans celle des masses de base, ouvriers et paysans: tel est notre point de départ fondamental. Même dans les milieux industriels et commerçants ainsi que parmi les intellectuels, la plupart des gens, s'ils ont pu, pour un temps, se laisser leurrer et montrer de l'hésitation lors de l'attaque effrénée des droitiers, se sont repris et rangés à nos côtés quelques semaines plus tard, dès notre riposte aux droitiers. Aussi peuvent-ils bénéficier en fin de compte de notre confiance et accepter de se rééduquer. Pas mal de nos camarades ont commis l'erreur de sous-estimer la force du prolétariat et de surestimer celle des droitiers bourgeois. Et parmi les cadres de préfecture, de district, d'arrondissement et de canton, parmi ceux des entreprises industrielles, on en trouve encore beaucoup qui partagent cette manière de voir. Nous devons donc faire de notre mieux pour les persuader de ne plus sous-estimer notre force ni s'exagérer celle de l'ennemi. Dans les régions rurales, les propriétaires fonciers et les paysans riches sont en train d'être rééduqués; cependant, une partie d'entre eux continuent à provoquer des troubles, il nous faut redoubler de vigilance à leur égard. Quant aux paysans moyens aisés, la plupart veulent rester dans les coopératives tandis qu'un petit nombre d'entre eux, désirant suivre la voie capitaliste, se démènent pour s'en retirer. Ce sont des cas à traiter différemment. A la campagne, il faut prêter attention à la ligne de classe, il faut assurer aux anciens paysans pauvres et salariés agricoles la prépondérance dans les organes dirigeants et, en même temps, veiller à nous allier avec les paysans moyens. Je suis d'avis que le Comité central lance immédiatement une directive pour déclencher parmi toute la population rurale un grand mouvement d'éducation socialiste, en vue de soumettre à la critique les idées opportunistes de droite apparues au sein du Parti, l'esprit particulariste de certains cadres ainsi que les conceptions capitalistes et individualistes des paysans moyens aisés, et de porter des coups aux activités contre-révolutionnaires des propriétaires fonciers et des paysans riches. Nous devons diriger notre critique principalement sur les paysans moyens aisés en proie à des hésitations et combattre au moyen du

raisonnement leurs conceptions capitalistes. Dorénavant, il faudra résolument engager une telle lutte une fois par an, en coordination aussi bien avec le mouvement de rectification parmi les cadres des arrondissements et des cantons qu'avec le travail de révision entrepris dans les coopératives de troisième catégorie, en vue de consolider progressivement toutes les coopératives. Dans les régions rurales, il faut également laisser d'abord les paysans s'exprimer librement, c'est-à-dire faire des critiques et émettre leurs opinions. Puis on retiendra celles qui sont justes et on soumettra à la critique celles qui sont fausses. Tout cela se fera progressivement à condition que le mouvement de rectification mené dans les campagnes sous la direction des cadres du lieu s'effectue avec le concours des groupes de travail envoyés par les instances supérieures. Tout comme dans les villes, se poursuit dans les campagnes la lutte entre les deux voies, celle du socialisme et celle du capitalisme. Pour obtenir la victoire complète dans cette lutte, il nous faudra un temps très long. C'est une tâche qui concerne toute la période de transition. A la campagne, le principe de diligence et d'économie doit être appliqué aussi bien à la conduite du ménage qu'à la gestion des coopératives, et l'amour de la patrie et de la coopérative encouragé au même titre que l'amour de la famille. Pour l'application du principe de diligence et d'économie dans la conduite du ménage, il importe tout particulièrement de compter sur les efforts des organisations de femmes. Ces prochaines années, il nous faudra absolument obtenir par an 17.500.000 tonnes de grain à titre d'impôt agricole et 25.000.000 de tonnes sous forme d'achat, et cela sans la moindre réduction. On pourra, toutefois, procéder à certains réajustements selon les récoltes. Par ailleurs, avec l'augmentation continue de la production, le nombre des familles paysannes manquant de grain diminuera d'année en année, et la vente des céréales dans les campagnes décroîtra d'autant. Cette vente devra être réduite aussi de façon appropriée dans les villes, là où elle est excessive. Ainsi seulement, d'année en année l'Etat disposera de stocks croissants, qui lui permettront de répondre à d'impérieux besoins éventuels. Mais si nous n'arrivions pas à nous assurer ces quelque 42.500.000 tonnes de grain, cela compromettrait la stabilité des prix et nuirait à la bonne marche du plan de l'économie nationale dans son ensemble; et nous ne serions plus à même de faire face aux cas d'urgence, ce qui serait bien dangereux. Il faut, avant la moisson d'automne de cette année, mener dans les régions rurales une lutte contre l'individualisme et le particularisme qui ne tiennent aucun compte des intérêts de l'Etat et de la collectivité.

Tout contre-révolutionnaire est à éliminer. Le moins d'exécutions possible, sans toutefois abolir la peine de mort ni proclamer l'amnistie générale. Ceux qui ont purgé une peine seront arrêtés et punis de nouveau en cas de récidive. Les gangsters, voyous, voleurs, assassins, auteurs de viols, concussionnaires, fauteurs de troubles, tous ceux qui se sont rendus coupables dans notre société de graves infractions aux lois et règlements, ainsi que les mauvais éléments reconnus comme tels par le public, doivent être punis par la justice. Or, à présent, certains fonctionnaires de la justice et de la sécurité publique manquent à leur devoir en laissant en liberté ceux qui devraient être arrêtés et condamnés; ils sont dans leur tort. S'il n'est pas bien d'infliger une peine excessive, il n'est pas bien non plus de prononcer un jugement trop indulgent; à l'heure actuelle, c'est dans cette dernière tendance que réside le danger. Les jeux d'argent sont à interdire. Les sectes et les sociétés secrètes doivent être rigoureusement proscrites. Les meneurs d'étudiants droitiers seront critiqués à fond, mais, en général, il convient qu'ils soient contrôlés et rééduqués sur place, tout en servant de "professeurs". Les points ci-dessus sont valables pour la période de transition; leur application est du ressort des comités du Parti des provinces, municipalités et régions autonomes. Les services locaux de la justice et de la sécurité publique, de la culture et de l'éducation doivent suivre sans faute les instructions du comité du Parti et du comité populaire de la province, de la municipalité ou de la région autonome, à condition que ces instructions n'aillent pas à l'encontre des principes politiques, des lois et décrets promulgués par les autorités centrales.

Notre thème général est la juste solution des contradictions au sein du peuple. Continuez d'en parler jusqu'à ce que le terme soit devenu familier, et ce qui semblait paradoxal cessera de l'être. Clarifiez dans votre propre esprit la question des contradictions au sein du peuple, expliquez-la ouvertement et nettement, résolvez comme il convient quelques-unes de ces contradictions, alors les résultats obtenus et l'expérience acquise vous mettront à l'abri de toute appréhension à ce sujet.

Résoudre correctement les contradictions au sein du peuple, c'est en fait, répétons-le, appliquer la ligne de masse sur laquelle notre Parti a toujours insisté. Dans leur travail, les communistes doivent savoir consulter les masses, jamais ils ne doivent s'écarter d'elles. Les masses sont au Parti ce que l'eau est au poisson. Sans bons rapports entre le

Parti et les masses, le régime socialiste ne saurait être établi; et, même une fois établi, il ne saurait être consolidé.

L'armée a entrepris à maintes reprises un mouvement de rectification; elle applique les trois grandes règles de discipline et les huit recommandations, pratique la démocratie dans les domaines militaire, politique et économique, organise en temps de guerre des groupes d'entraide dans chaque escouade et réalise l'union des officiers et des soldats ainsi que son union avec le peuple; les injures et les coups y sont interdits, de même que l'exécution des déserteurs. Il en résulte que nos troupes ont un excellent moral et sont invincibles. Si une telle pratique s'avère possible parmi les soldats en armes, pourquoi ne pourrait-on faire régner l'esprit démocratique dans les usines, les villages, les organismes d'Etat et les écoles pour résoudre, par la persuasion et non par la contrainte, les problèmes (contradictions) qui s'y trouvent?

Quand on ne craint même pas les impérialistes, pourquoi devrait-on avoir peur des gens du peuple? Ceux qui craignent les gens du peuple, qui prétendent que les masses n'entendent pas raison et qu'on ne peut user à leur égard que de contrainte et non de persuasion, ceux-là ne sont pas des communistes authentiques.

A l'exception des renégats et de ceux qui ont commis de graves infractions aux lois et règlements, nous devons, au cours du mouvement de rectification, protéger tous les membres du Parti et de la Ligue et les aider sincèrement, sans ménager nos efforts, à rectifier leurs erreurs et à remédier à leurs insuffisances, à améliorer leur méthode de travail, à élever leurs capacités comme leur niveau politique et idéologique. Les communistes doivent faire preuve de dynamisme et d'une ferme volonté révolutionnaire; ils ne reculeront pas devant les difficultés mais les surmonteront toutes avec une volonté inflexible; il faut qu'ils se débarrassent de l'individualisme, du particularisme, de l'égalitarisme absolu et du libéralisme; sinon, ils ne sont pas des communistes dignes de ce nom. Quant à ceux qui ont perdu de leur dynamisme, ceux dont se relâche la volonté révolutionnaire ou ceux qui persistent dans leurs erreurs, s'ils refusent de s'amender en dépit des avertissements répétés, les comités du Parti doivent adopter à leur égard les mesures qui s'imposent et, dans les cas graves, appliquer des sanctions disciplinaires.

Les premiers secrétaires (de même les autres secrétaires) des comités du Parti des provinces, municipalités et régions autonomes sont requis d'aller étudier personnellement, dans les six à douze mois à venir, une coopérative, une usine, un magasin et une école pour acquérir des con-

naissances et par là "le droit à la parole", de façon à mieux diriger l'ensemble des secteurs dont ils sont responsables. Les secrétaires des comités du Parti aux échelons de la préfecture, du district et de l'arrondissement doivent en faire autant.

Ne sous-estimez pas l'actuelle campagne de critique contre les droitiers bourgeois. C'est là une grande révolution socialiste sur les fronts politique et idéologique. Certes, nous avons fait en 1956 la révolution socialiste sur le front économique (pour ce qui est de la propriété des moyens de production), mais une telle révolution ne suffit pas à elle seule et ses conquêtes ne sont d'ailleurs pas consolidées. Les événements de Hongrie en sont une preuve. Il faut encore une révolution socialiste poussée à fond sur les fronts politique et idéologique. Dans les partis démocratiques, dans les milieux intellectuels, ainsi que dans ceux de l'industrie et du commerce, il n'est évidemment pas question pour le Parti communiste d'exercer sa direction sur une partie des gens (les droitiers), car ils sont nos ennemis; sur la majorité des gens (les éléments intermédiaires), sa direction n'est pas consolidée. Dans certaines unités relevant de la culture et de l'éducation, elle n'a même pas été établie. Nous devons exercer une ferme direction sur les éléments intermédiaires et la consolider le plus tôt possible. La bourgeoisie et les intellectuels bourgeois ne se sont pas soumis de bon gré au Parti communiste, et les droitiers dans leurs rangs ont voulu se mesurer avec nous. Sortis vaincus de cette épreuve de force, ils commencent à comprendre que la partie est perdue et qu'il n'y a plus d'espoir pour eux. C'est alors seulement que la majorité (les éléments intermédiaires et une partie des droitiers) se mettent à marcher droit, abandonnent peu à peu leur position bourgeoise, se rangent aux côtés du prolétariat et prennent la décision de s'en remettre à lui pour assurer leur avenir. Quant au petit nombre de gens qui refuseront de s'amender jusqu'à la fin de leurs jours, qu'ils emportent dans la tombe leurs points de vue réactionnaires. Toutefois, nous devons redoubler de vigilance à leur égard. Il faut savoir qu'à la première occasion ils provoqueront de nouveaux troubles. A compter d'aujourd'hui, cette lutte pourra durer dix à quinze ans. Si elle est menée de façon judicieuse, il faudra peut-être moins de temps. Cela ne veut pas dire, bien entendu, que la lutte de classes sera éteinte dans dix à quinze ans. Tant qu'existeront dans le monde l'impérialisme et la bourgeoisie, les activités des contre-révolutionnaires et des droitiers bourgeois dans notre pays revêtiront invariablement un caractère de lutte de classe et, de plus, feront toujours écho à celles des réactionnaires de l'extérieur. La lutte actuelle devra passer,

au terme d'une période nécessaire, de la forme d'un orage violent à celle d'une douce pluie, et se poursuivra d'une façon approfondie sur le plan idéologique. Ces derniers mois, surtout ces deux derniers, nous l'avons emporté dans le premier combat décisif. Mais il nous faudra plusieurs mois encore, le temps de creuser plus avant, pour remporter la victoire complète, et nous ne devons en aucun cas sonner la retraite à la hâte. Sachons bien que si cette fois nous ne gagnons pas la bataille, le socialisme sera chose impossible.

Le grand débat dans lequel s'engage tout le peuple a résolu ou est en train de résoudre des questions d'importance majeure, comme celles de savoir si notre révolution et notre édification sont menées comme il faut (c'est-à-dire si les succès l'emportent dans ces deux domaines), s'il faut ou non suivre la voie socialiste, si la direction du Parti communiste, la dictature du prolétariat et le centralisme démocratique sont nécessaires, enfin si la politique étrangère de notre pays est juste ou non. Il est bien naturel que ce grand débat ait été soulevé. Semblable à celui qui avait été engagé en Union soviétique dans les années 20 (avec Trotski et consorts sur la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays[1]), le voilà qui surgit dans notre pays à la huitième des années 50. Si nous n'arrivons pas à remporter la victoire complète dans le débat en cours, il nous sera impossible de continuer notre marche en avant. Mais si nous en sortons victorieux, cela donnera une grande impulsion à la transformation et à l'édification socialistes dans notre pays. C'est donc un grand événement, de portée mondiale.

Il faut comprendre que, à compter de maintenant, l'établissement dans notre pays des bases d'une industrie et d'une agriculture modernes demandera encore dix à quinze ans. Ce n'est qu'après ces dix à quinze ans, lorsque les forces productives de la société auront connu un développement relativement important, qu'on pourra considérer notre système économique et notre régime politique socialistes comme dotés d'une base matérielle relativement solide (à présent cette base matérielle est encore loin de l'être), notre Etat (superstructure) comme entièrement consolidé et la société socialiste comme fondamentalement établie. Il faudra donc dix à quinze ans pour qu'elle soit édifiée. En vue de construire le socialisme, la classe ouvrière doit former son propre contingent de cadres techniques, de professeurs, d'enseignants, de scientifiques, de journalistes, d'écrivains, d'artistes et de théoriciens marxistes. Ce sera un immense contingent; un petit nombre d'hommes ne suffirait pas. Cette tâche, nous devons l'accomplir pour l'essentiel dans les dix à quinze ans à venir. Et celle qui nous attend après cette période, c'est

de continuer à développer les forces productives et à élargir les rangs des intellectuels de la classe ouvrière, afin de créer les conditions nécessaires au passage graduel du socialisme au communisme, de rattraper ou même dépasser les Etats-Unis sur le plan économique en huit à dix quinquennats. Que les communistes, les membres de la Ligue de la Jeunesse et tout notre peuple, que chacun de nous se rende bien compte de l'importance de ces tâches et s'adonne à l'étude. Ceux qui en ont la possibilité doivent s'attacher à apprendre une technique, à parfaire leurs connaissances professionnelles et à étudier la théorie marxiste, de manière à constituer un nouveau détachement, celui des intellectuels de la classe ouvrière (ce nouveau détachement doit comprendre aussi tous les intellectuels issus de l'ancienne société qui, s'étant réellement rééduqués, se tiendront fermement sur la position de la classe ouvrière). Voilà la tâche grandiose que nous assigne l'Histoire. Tant que cet immense nouveau détachement n'aura pas été formé, la cause révolutionnaire de la classe ouvrière ne saurait être pleinement consolidée.

A l'échelon central comme à l'échelon des provinces et municipalités, on a acquis de l'expérience dans l'accomplissement des trois tâches suivantes: mener le mouvement de rectification, critiquer les droitiers et gagner à nous les masses intermédiaires; cela est très important. L'expérience rendra les choses plus faciles. Dans les quelques mois à venir, il nous incombe d'apprendre aux cadres de préfectures et de districts à en acquérir. D'ici à l'hiver ou au printemps prochains, nous aiderons progressivement dans ce même sens les cadres d'arrondissements et de cantons, et, dans les villes, les cadres d'arrondissements, les cadres d'unités de base — usines et mines, ainsi que ceux des comités de quartier. De cette façon, beaucoup de gens verront clair; la ligne de masse cessera d'être pour eux une expression vide de sens et il sera plus facile de trouver des solutions aux contradictions au sein du peuple.

Les premiers secrétaires ainsi que les autres membres des comités du Parti pour les provinces, municipalités et régions autonomes doivent s'assurer l'entière direction de cette lutte grandiose. Il leur faut prendre bien en main tout le travail de transformation politique et de rééducation idéologique entrepris dans les partis démocratiques (milieux politiques), dans les milieux de l'enseignement, de la presse (y compris tous les journaux et périodiques), dans les milieux scientifiques et techniques, littéraires et artistiques, dans ceux de la santé publique, de l'industrie et du commerce. Chaque province, municipalité ou région autonome doit avoir ses propres théoriciens marxistes, hommes

de sciences et techniciens, écrivains, artistes, critiques littéraires et critiques d'art, et ses propres rédacteurs et journalistes de valeur. Les premiers secrétaires (de même les autres secrétaires) prêteront une attention particulière aux journaux et périodiques sans se permettre de se relâcher; ils doivent lire chacun au moins cinq journaux et cinq périodiques pour les comparer entre eux, ce qui leur permettra d'améliorer leurs propres publications.

La campagne de critique contre les droitiers a vivement secoué les partis démocratiques, les milieux intellectuels et ceux de l'industrie et du commerce. Il faut noter pourtant que dans ces milieux la majorité (les éléments intermédiaires) tend à accepter la voie socialiste et la direction du prolétariat. Cette tendance est plus ou moins marquée suivant les catégories de gens. Bien qu'ils ne manifestent encore jusqu'à présent qu'une simple inclination à accepter véritablement les principes essentiels — la voie socialiste et la direction du prolétariat, cette tendance même signifie, il faut le reconnaître, qu'ils ont fait un premier pas sur le long chemin qui conduit de la position bourgeoise à la position de la classe ouvrière. Avec un an de mouvement de rectification (du mois de mai de cette année au mois de mai prochain), ils pourront faire un grand pas en avant. Dans le passé, ces gens-là n'étaient pas préparés à une révolution socialiste. Ce fut une belle surprise pour eux lorsqu'elle éclata. Il en fut de même pour certains communistes. La campagne de critique contre les droitiers et le mouvement de rectification leur donneront donc à eux tous, de même qu'aux larges masses, une profonde éducation socialiste.

Le *dazibao* peut être partout utilisé, sauf dans les salles de vente des magasins, les régions rurales (aux échelons de l'arrondissement et du canton), les écoles primaires et les unités de l'armée aux échelons du bataillon et de la compagnie. Etant donné les circonstances qui se présentent dans notre pays, il constitue une forme de lutte favorable au prolétariat et non à la bourgeoisie. La peur du *dazibao* est mal fondée. Dans les établissements d'enseignement supérieur, dans les organismes du Parti et de l'Etat à l'échelon central, aux échelons de la province ou de la municipalité, de la préfecture et du district, ainsi que dans les grandes entreprises des villes, le *dazibao*, la causerie et le débat constituent trois excellentes formes permettant de déceler les contradictions, de les résoudre et de faire progresser les gens.

Au cours du mouvement de rectification, la production ou tout autre travail ne doivent à aucun moment être négligés. Les autorités des diverses régions n'entreprendront pas simultanément ce mouvement de

rectification dans toutes les unités qui leur sont subordonnées, mais y procéderont par groupes échelonnés.

Ne craignez pas le déferlement des eaux, mais restez fermes et tenez le coup. Dans le cadre d'une unité, au bout de deux ou trois semaines, les crues seront passées, et on pourra alors entrer dans une nouvelle étape, celle de la riposte aux droitiers. Au cours de ces deux ou trois semaines, face aux attaques frénétiques des droitiers, les dirigeants des diverses unités doivent tenir bon et ouvrir l'oreille sans riposter; concentrer leur attention, analyser et étudier, rassembler les forces, se préparer à la contre-offensive, resserrer les rangs de la gauche, gagner les éléments intermédiaires et isoler les droitiers. C'est là un ensemble d'excellentes tactiques marxistes.

L'étape de la libre expression d'opinions (réforme en même temps que rectification), l'étape de la riposte aux droitiers (réforme en même temps que rectification), l'étape essentiellement consacrée à la rectification et à la réforme (continuation de l'expression d'opinions) et l'étape où chacun étudie les documents et procède à la critique et à l'autocritique afin d'élever son niveau de conscience politique, telles sont les quatre étapes indispensables du mouvement de rectification à l'échelon central, provincial ou municipal, comme à celui de la préfecture ou du district. En outre, il faut lancer un mouvement de rectification à la base dans les villes et à la campagne. Après un tel mouvement, tout le Parti et tout notre peuple auront pris à coup sûr une physionomie toute nouvelle.

Les premiers secrétaires des comités du Parti des diverses provinces, municipalités et régions autonomes, ainsi que ceux des préfectures, voudront bien, au mois d'août prochain, consacrer une partie de leur temps à recueillir des renseignements sur le travail de révision effectué dans les coopératives, sur l'état de la production, les céréales et autres problèmes des régions rurales, à l'intention de la session plénière du Comité central qui se tiendra en septembre. Ils sont également priés d'examiner article par article le Programme national pour le développement de l'agriculture en quarante points, afin de voir s'il y a lieu d'y apporter des modifications.

## NOTES

[1] Voir *Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.*, chapitre IX, section 5.

# SOYONS LES PROMOTEURS DE LA REVOLUTION*

(9 octobre 1957)

Cette session a été un succès. Une session plénière élargie du Comité central, avec la participation de camarades des comités du Parti pour les provinces et les préfectures, est en fait une réunion de cadres à trois échelons; elle permet de mieux comprendre les principes politiques, d'échanger les expériences et de réaliser l'unité des volontés.

Je pense qu'il est nécessaire de convoquer ce genre de réunion une fois par an. Car dans un vaste pays comme le nôtre, la tâche à accomplir est très complexe. L'année dernière, on n'a pas convoqué une telle conférence, et on en a pâti: une déviation de droite a surgi. En 1955, on avait assisté à un grand essor. Mais l'an passé, un certain relâchement est intervenu. Il est vrai que c'était l'année de notre VIII[e] Congrès, qui ne nous avait pas laissé beaucoup de temps. La prochaine fois, une telle réunion pourrait comprendre aussi les secrétaires des comités du Parti d'un certain nombre de districts et ceux de quelques arrondissements de grandes villes, soit une centaine de participants de plus. Je propose que chaque province tienne aussi à son niveau une réunion de cadres à trois ou quatre échelons, avec la participation de cadres de coopérative, afin de clarifier les problèmes par la discussion. Voilà le premier point.

Deuxièmement, quelques mots sur le mouvement de rectification. Il faut encourager l'expression d'opinions et faire des réformes hardiment, radicalement, résolument. Nous devons avoir cette détermination. Mais est-il encore besoin d'insister sur la campagne contre les droitiers, de la poursuivre vigoureusement? Non, ce n'est plus la peine. Car elle est déjà en bonne voie et, en certains endroits, elle est même terminée. Maintenant, l'essentiel est de donner libre cours à la voix de la

* Intervention du camarade Mao Tsétoung à la troisième session plénière élargie du Comité central issu du VIII[e] Congrès du Parti communiste chinois.

base et de faire des réformes à ce niveau, c'est-à-dire aux échelons du district, de l'arrondissement et du canton. Au niveau central, provincial et municipal, on doit continuer d'encourager l'expression d'opinions dans certains organismes, mais l'accent doit être mis sur la réforme.

Au cours de cette année, les masses ont créé une forme de la révolution, de la lutte de masse. Il s'agit de la libre expression d'opinions, du large exposé d'idées, du grand débat et du *dazibao*. A présent, notre révolution a trouvé une forme bien adéquate à son contenu. Forme qui ne pouvait voir le jour dans le passé, car nous étions engagés dans les combats, les cinq grands mouvements[1] et les trois grandes transformations[2]; il nous était impossible de prendre notre temps pour mener des débats. Nous ne pouvions nous permettre alors de consacrer une année entière à une discussion tranquille, argumentant preuves à l'appui. Maintenant, nous le pouvons. Nous avons trouvé la forme qui convient au contenu de l'actuelle lutte de masse, à celui de la lutte de classes actuelle et à la juste solution des contradictions au sein du peuple. Elle rendra les choses beaucoup plus faciles. Qu'il s'agisse de distinguer le vrai du faux dans des affaires d'importance majeure ou mineure, qu'il s'agisse de la révolution ou de l'édification, il est toujours possible de résoudre les problèmes, et plus rapidement d'ailleurs, au moyen de l'expression d'opinions, de l'exposé d'idées et du débat. La gauche doit non seulement procéder à l'expression d'opinions, à l'exposé d'idées et au débat avec les éléments intermédiaires, mais elle doit aussi le faire publiquement avec les droitiers et, à la campagne, avec les propriétaires fonciers et les paysans riches. Sans craindre de "perdre la face", nous avons publié dans nos journaux des non-sens comme "le Parti communiste monopolise tout", "le Parti communiste doit abdiquer", "descendre du palanquin". A peine sommes-nous "montés dans le palanquin" que les droitiers exigent que nous "en descendions". La libre expression d'opinions, le large exposé d'idées, le grand débat et le *dazibao*, c'est ce qui permet le mieux de mettre en valeur l'esprit d'initiative des masses et d'élever leur sens des responsabilités.

Notre Parti a une tradition démocratique. Sans elle, il lui aurait été impossible d'admettre la libre expression d'opinions, le large exposé d'idées, le grand débat et le *dazibao*. Lors du mouvement de rectification à Yenan, on prenait des notes, on faisait de l'autocritique et on s'entraidait mutuellement à sept ou huit personnes par groupe, et ceci pendant plusieurs mois. Les gens que j'ai rencontrés se montrent tous reconnaissants pour la rectification d'alors; ce n'est qu'à ce moment-là,

disent-ils, qu'ils ont commencé à se dépouiller de leur subjectivisme. Au cours de la réforme agraire, quand surgissaient des problèmes, on consultait les masses pour clarifier les idées. Dans notre armée, les chefs de compagnie veillaient à ce que les combattants dans leur sommeil fussent bien couverts, ils s'entretenaient avec eux amicalement, sur un pied d'égalité. Ainsi le mouvement de rectification à Yenan, la réforme agraire, la vie démocratique dans l'armée, les "trois vérifications" et les "trois rectifications"[3], et, plus tard, le *sanfan* et le *woufan*, la rééducation idéologique des intellectuels, tout cela comprenait de nombreuses formes de démocratie. Mais la libre expression d'opinions et le grand débat, suivis du "vent doux" et de la "pluie fine", de consultations et de suggestions, toutes ces formes ne peuvent apparaître qu'à présent. Elles procureront à notre cause de grands avantages en facilitant l'élimination du subjectivisme, de la bureaucratie, de l'autoritarisme (ce qu'on appelle autoritarisme consiste à frapper et à injurier les gens, à les contraindre à exécuter les ordres) et l'intégration des cadres dirigeants aux masses.

Notre tradition démocratique a connu cette année un grand développement; désormais il s'agit de perpétuer cette forme: la libre expression d'opinions, le large exposé d'idées, le grand débat et le *dazibao*. Elle peut pleinement faire valoir la démocratie socialiste, elle n'est possible que dans les pays socialistes et non dans les pays capitalistes. Sur la base de cette démocratie, le centralisme, au lieu de s'affaiblir, se renforce, et la dictature du prolétariat se consolide. Celle-ci, en effet, doit compter sur d'immenses forces alliées et non uniquement sur le prolétariat. En Chine, le prolétariat est peu nombreux, comptant seulement quelque 10 millions d'hommes. Il doit s'appuyer sur des centaines de millions de personnes — paysans pauvres et moyens-pauvres, citadins pauvres, artisans nécessiteux, intellectuels révolutionnaires — pour exercer sa dictature; sinon, celle-ci devient chose impossible. Maintenant que nous avons soulevé leur enthousiasme, la dictature du prolétariat s'est consolidée.

Troisièmement, l'agriculture. Le Programme pour le développement de l'agriculture en quarante points a été retouché; il sera bientôt distribué. Nous vous prions de bien organiser à la campagne des débats, des discussions sur ce programme. J'ai demandé à des camarades si les préfectures devraient élaborer un plan agricole. Ils ont dit que oui. Les arrondissements? Egalement. Et les cantons? Eux aussi. De même pour les coopératives. Ainsi, il y en aura aux six échelons suivants: province, préfecture, district, arrondissement, canton, coopé-

rative. Vous êtes priés de veiller à dresser au plus vite ces programmes agricoles. Qu'on dise programme ou plan, c'est la même chose; disons plutôt programme comme nous en avons l'habitude. Il faut persister dans nos principes: "planification d'ensemble et direction renforcée", "que le secrétaire du Parti prenne la tâche en main et que tous les membres du Parti assurent la bonne gestion des coopératives". Il semble que, pendant le second semestre de l'année dernière, les membres du Parti n'ont pas tous assuré la bonne gestion des coopératives et que les secrétaires du Parti n'ont guère pris la tâche en main. Cette année, il faut continuer à agir comme on l'avait fait auparavant.

Quand les plans peuvent-ils être prêts? J'ai posé la question à des camarades; en certains endroits ils sont déjà élaborés, ailleurs, ils ne sont pas encore achevés. Actuellement, l'accent est mis sur les échelons de la province, de la préfecture et du district; leurs plans seront-ils prêts cet hiver ou au printemps prochain? S'ils ne le sont pas alors, ils devront l'être en tout cas avant la fin de l'année prochaine, et ce délai est valable pour tous les six échelons. Car nous avons déjà quelques années d'expérience et le Programme national pour le développement de l'agriculture en quarante points est presque arrêté. Ce programme ainsi que ceux des provinces et des autres échelons doivent tous être mis en discussion à la campagne. Mais sept à la fois, ce serait trop. Mieux vaut les présenter successivement aux masses pour en faire l'objet d'un échange d'opinions et de débats. Il est question ici de plans à long terme. Que faire si l'un d'eux ne soutient pas l'épreuve des faits? On le modifiera avec quelques années d'expérience de plus. Il en est ainsi des "quarante points", qu'il faudra remanier d'ici quelques années. C'est inévitable. A mon avis, il est probable qu'il faudra les retoucher tous les trois ans et les réviser tous les cinq ans. Un plan vaut toujours mieux que rien. Sur les douze années prévues par notre Programme, deux sont déjà passées; il n'en reste que dix. Si on ne se dépêche pas, les normes arrêtées dans les "quarante points" pour les trois catégories de régions qui devraient porter respectivement leur production céréalière à 200, 250 et 400 kg par mou risquent de ne pas être atteintes. Prenez bien les choses en main, et on y arrivera.

A mon avis, c'est en comptant sur la culture intensive que la Chine assurera sa subsistance. Un jour, elle sera le premier pays du monde pour le rendement de la production agricole. Dans certains districts, la production par mou est déjà de 500 kg, sera-t-il possible qu'elle atteigne une tonne dans un demi-siècle? Sera-t-il possible de produire 400 kg par mou au nord du fleuve Jaune, 500 kg au nord du Houaiho

et une tonne au sud de ce dernier? Nous comptons parvenir à ces objectifs au début du XXIe siècle; il nous reste quelques dizaines d'années, mais peut-être faudra-t-il moins de temps. Pour nous alimenter, nous comptons sur la culture intensive; même avec une population nombreuse, nous aurons toujours de quoi manger. A mon sens, une moyenne de trois mous de terre par tête, c'est trop; dans l'avenir, moins d'un mou produira suffisamment de céréales pour nourrir une personne. Bien entendu, le contrôle des naissances sera encore nécessaire; je n'ai pas ici l'intention d'encourager la natalité.

Je vous prie, Camarades, de vous renseigner sur la quantité de grains dont les paysans ont réellement besoin. Il faut recommander de tenir la maison avec diligence et économie et de consommer le grain avec mesure pour avoir des réserves. L'Etat doit en constituer, de même que chaque coopérative et chaque famille; avec ces trois sortes de réserves, nous aurons une vie aisée. Par contre, si nous consommons toutes nos céréales, comment parler d'aisance?

Cette année, partout où la récolte est bonne et où n'ont pas sévi les calamités naturelles, il faut augmenter un peu l'accumulation. Il est indispensable que l'abondance serve à remédier à la pénurie éventuelle. Dans les coopératives de certaines provinces, sans compter le fonds d'accumulation collectif (5 pour cent), le fonds de bien-être public (5 pour cent) et les frais de gestion, les frais de production constituent 20 pour cent de la valeur globale de la production; et de ces frais de production, 20 pour cent sont dépensés pour la construction de base. J'en ai parlé avec des camarades d'autres provinces; ils m'ont dit qu'on avait sans doute dépensé un peu trop pour la construction de base. Ce que je vous dis aujourd'hui, considérez-le comme des suggestions: si vous les trouvez valables, mettez-les en application; dans le cas contraire, n'en faites rien. Et surtout, que les provinces, les districts ne procèdent pas tous de la même façon. C'est à vous de voir. En ce qui concerne les frais de gestion, leur proportion a été jusqu'ici un peu trop forte en certains endroits, il faudra la réduire à un pour cent. Par frais de gestion, on entend les subventions accordées aux cadres de coopérative et les dépenses administratives. Il faudra restreindre les frais de gestion et accroître le fonds destiné à la construction de base de l'agriculture.

Les Chinois doivent être animés de hautes aspirations. Nous devons éduquer tout le monde, dans les villes et les campagnes, pour que l'on s'assigne un objectif grandiose et nourrisse un noble idéal. Faire ripaille et dilapider tout son avoir, cela marque-t-il des aspirations élevées?

Aucunement. Il faut tenir la maison avec diligence et économie, et envisager les choses à long terme. Lorsqu'on s'habille de rouge ou de blanc, c'est-à-dire à l'occasion des noces ou des funérailles, on peut vraiment se passer des somptueux festins. C'est sur tout cela qu'il faut économiser et éviter les excès. Il s'agit de rompre avec de vieilles coutumes. Pour cela, il faut engager un large débat ou tout au moins des discussions restreintes. Et puis, il y a la question des jeux de hasard. Jusqu'à présent, il a été impossible de les bannir; on n'arrivera à y mettre fin que par une libre expression d'opinions, par des discussions. A mon avis, la réforme des coutumes anciennes doit aussi figurer dans nos programmes.

Il y a encore la question de l'élimination des quatre maux et du respect des règles d'hygiène. Je tiens beaucoup à l'anéantissement de ces fléaux, à savoir rats, moineaux, mouches et moustiques. Puisqu'il ne nous reste que dix ans pour accomplir notre programme, ne sera-t-il pas possible, cette année, de faire des préparatifs et de mobiliser les masses pour se mettre à la tâche au printemps prochain? Car les mouches commencent à sortir juste à cette époque. J'estime qu'il est nécessaire d'exterminer toutes ces bestioles et de veiller particulièrement à l'hygiène dans tout le pays. Cela concerne notre civilisation, dont il importe d'élever sensiblement le niveau. Il convient de susciter l'émulation, afin qu'on s'astreigne à supprimer ces fléaux et à pratiquer l'hygiène. A cet égard, les provinces peuvent ne pas marcher toutes à la même cadence, de même que les districts; mais à la fin nous verrons bien qui l'emportera. La Chine deviendra un pays délivré des quatre maux, pays sans rats, sans moineaux, sans mouches et sans moustiques.

Pour le contrôle des naissances, on établira aussi un plan de dix ans. Cette pratique ne sera pas à encourager dans les régions de minorités nationales, ni dans celles à population clairsemée. Même là où la population est dense, il est nécessaire de promouvoir le planning familial dans des localités déterminées avant de l'étendre graduellement, jusqu'à sa généralisation. Pour y parvenir, il faut mener une campagne d'information sous forme de libre expression d'opinions et de grands débats. En matière de procréation, l'humanité se trouve dans un état totalement anarchique, elle est incapable de se contrôler elle-même. Le planning familial ne pourra se réaliser complètement sans l'appui de la société, sans le consentement de chacun, sans un effort commun.

Il y a en outre la planification d'ensemble. Je viens de parler du programme agricole, mais il y a encore les plans pour l'industrie, le commerce, la culture et l'enseignement. Il est absolument nécessaire de

dresser un plan d'ensemble couvrant chacun de ces domaines, afin de coordonner les efforts.

La culture des champs expérimentaux mérite d'être largement popularisée. Les cadres dirigeants de district, d'arrondissement, de canton et de coopérative cultiveront chacun une parcelle pour voir si on peut obtenir un rendement élevé et par quels moyens.

Nous devons connaître la technique agricole; faute de quoi, il devient impossible de développer l'agriculture. La politique et l'activité professionnelle constituent une unité des contraires. La politique en est l'aspect principal, primordial; il faut absolument combattre la tendance à se désintéresser de la politique. Mais si on ne s'occupe que d'elle, sans avoir de connaissances techniques et professionnelles, ça ne va pas non plus. Qu'ils se consacrent à l'industrie, à l'agriculture, au commerce, à la culture ou à l'enseignement, nos camarades doivent tous acquérir de telles connaissances. Je pense qu'il faut également formuler un plan de dix ans pour cela. Nos cadres de tous les secteurs, de tous les métiers doivent s'appliquer à maîtriser la technique et leur spécialité, devenir des compétences, être à la fois rouges et experts. Prétendre être expert d'abord et rouge ensuite, c'est vouloir être blanc d'abord et rouge ensuite. Ceux qui le préconisent sont dans l'erreur, ils cherchent en réalité à rester blancs jusqu'au bout, et ce n'est que paroles en l'air quand ils disent qu'ils seront rouges ensuite. A présent, certains cadres ne sont plus rouges, étant imprégnés d'idées de paysans riches. D'autres sont blancs; par exemple, les droitiers dans le Parti sont politiquement blancs et techniquement inexperts. D'autres encore sont gris, et d'autres enfin rosâtres. Ceux qui sont réellement rouges, d'un rouge éclatant comme celui de notre drapeau à cinq étoiles, ce sont les éléments de gauche. Mais il ne suffit pas d'être rouge, il faut avoir aussi des aptitudes professionnelles et techniques. Maintenant, bien des cadres sont seulement rouges, ils ne sont pas experts; ils n'ont pas de connaissances professionnelles et techniques. Les droitiers disent que nous sommes incapables de diriger, que "les profanes ne peuvent diriger les initiés". Nous leur répliquons que nous sommes capables de diriger. Nous entendons par là que nous le sommes sur le plan politique. Quant à la technique, nous avons encore beaucoup à apprendre, mais il nous est certainement possible de l'assimiler.

Si le prolétariat ne possède pas en propre un gigantesque contingent de techniciens et de théoriciens, le socialisme ne pourra être édifié. Au cours des dix prochaines années (le programme pour le développement des sciences s'étend aussi sur douze ans, il en reste encore dix),

nous devons former un contingent d'intellectuels prolétariens. Les membres de notre Parti et les éléments actifs en dehors du Parti doivent faire des efforts pour devenir des intellectuels prolétariens. Les différentes instances, en particulier celles des échelons de la province, de la préfecture et du district, doivent avoir leur plan pour la formation de tels intellectuels; autrement, le temps passera sans que le personnel en question ne soit formé. D'après un vieux dicton chinois, "il faut dix ans pour faire grandir un arbre et cent ans pour former des hommes". Réduisons ces cent ans de quatre-ving-dix pour former des hommes en dix ans. Ce n'est pas juste d'affirmer que la croissance d'un arbre s'accomplit en dix ans: dans le Sud, il faut vingt-cinq ans; dans le Nord, un temps encore plus long. Par contre, former des hommes en dix ans est fort possible. Huit ans se sont déjà écoulés, et encore dix ans, cela fera dix-huit ans; après quoi, nous aurons probablement formé pour l'essentiel un contingent d'experts de la classe ouvrière, à l'idéologie marxiste. Et dans les années suivantes, il s'agira de l'élargir encore et d'élever son niveau.

En ce qui concerne le rapport entre l'agriculture et l'industrie, nous devons, bien sûr, centrer nos efforts sur l'industrie lourde et la développer en priorité; cela ne fait aucun doute, et d'ailleurs nous n'avons jamais hésité là-dessus. Mais, ce faisant, nous devons développer simultanément l'industrie et l'agriculture et les moderniser toutes deux progressivement. Nous avons souvent parlé de la transformation de notre pays en un pays industriel; cela implique, en fait, la modernisation de l'agriculture. A présent, notre propagande doit mettre l'accent sur l'agriculture. Le camarade Teng Siao-ping a aussi traité cette question.

Quatrièmement, deux méthodes. Pour accomplir quelque chose, il doit y avoir au moins deux méthodes: une qui conduit au but lentement, avec un résultat médiocre; et une autre qui permet d'atteindre l'objectif plus vite, avec un meilleur résultat. Ceci concerne la vitesse et la qualité. Ne vous contentez pas d'une seule méthode, mais envisagez-en toujours au moins deux. Ainsi, pour la construction d'une voie ferrée, il faut prévoir différents tracés avant d'en choisir un. Plusieurs méthodes, au moins deux, sont nécessaires pour la comparaison. Autre exemple: l'expression d'opinions doit-elle être restreinte ou faite sur une grande échelle? Faut-il qu'il y ait des *dazibao* ou non? Laquelle de ces méthodes est préférable? Innombrables sont pareilles questions, mais la libre expression d'opinions n'a pas été encouragée. Parmi les responsables des trente-quatre établissements d'enseignement supérieur de Pékin, aucun ne l'a permise volontiers ou sans hésitation. Car, pour

eux, c'est attirer le feu sur soi-même. Pour les amener à cette libre expression d'opinions, il faudrait un sérieux travail de persuasion, joint à une pression assez forte; c'est dire qu'il faudrait lancer des appels publics et tenir un grand nombre de meetings afin de leur faire échec et de les "forcer d'aller au mont Liangchan"[4]. Autrefois, au cours de la révolution, diverses opinions s'exprimaient dans le Parti au sujet de telle ou telle méthode, de telle ou telle politique; mais finalement, nous avons choisi la politique la mieux adaptée aux circonstances d'alors; voilà pourquoi nous avons fait plus de progrès pendant la période de la Guerre de Résistance contre le Japon et celle de la Guerre de Libération qu'aux époques précédentes. Pour l'édification aussi, il est permis d'envisager telle ou telle politique, mais nous devons choisir celle qui se conforme le mieux aux circonstances du moment.

L'expérience soviétique de l'édification est relativement complète. "Complète", à notre avis, implique les erreurs. Sans elles, aucune expérience ne peut être considérée comme complète. Se mettre à l'école de l'Union soviétique ne signifie pas tout copier de façon mécanique, et c'est justement ce que font les dogmatiques. C'est après avoir critiqué le dogmatisme que nous avons recommandé de prendre exemple sur l'Union soviétique; il n'y avait donc aucun danger. Depuis le mouvement de rectification à Yenan et le VII[e] Congrès du Parti, nous avons insisté pour qu'on se mette à l'école de l'Union soviétique, ce qui, loin de nous faire du tort, s'est avéré bénéfique. En matière de révolution, nous avons de l'expérience. Pour l'édification, nous venons de commencer il y a huit ans seulement. Nous y avons obtenu des succès; c'est là l'aspect principal, mais nous ne sommes pas exempts d'erreurs. Nous ferons encore des fautes à l'avenir, mais nous espérons en commettre le moins possible. Apprendre auprès de l'Union soviétique, c'est étudier aussi ses erreurs. Cet examen nous épargnera bien des détours. Pourrions-nous éviter ceux de l'Union soviétique et faire les choses plus vite et mieux? Tâchons de transformer cette possibilité en une réalité. Pour la production de l'acier, par exemple: est-ce qu'il ne nous sera pas possible de la porter à 20 millions de tonnes en trois quinquennats ou pendant un temps un peu plus long? Avec des efforts, c'est faisable. Pour cela, il faudra établir davantage de petites aciéries. A mon avis, celles qui produisent de 30.000 à 50.000 tonnes ou de 70.000 à 80.000 tonnes par an doivent se multiplier, car elles sont très utiles. De plus, il est également nécessaire d'en établir de moyennes, d'une capacité annuelle de 300.000 à 400.000 tonnes chacune.

Cinquièmement, au cours de l'année passée, on a balayé plusieurs choses. Parmi elles, le principe de quantité, rapidité, qualité et économie. On ne veut plus ni la quantité, ni la rapidité; quant à la qualité et à l'économie, elles ont été balayées par ricochet. Personne, je pense, n'est contre la qualité et l'économie. Ce sont la quantité et la rapidité qu'on n'aime pas: certains camarades les qualifient de "progression aventureuse". Il est vrai que la qualité et l'économie imposent des restrictions à la quantité et à la rapidité. Qualité veut dire amélioration de la qualité; économie, c'est réduction des dépenses; quantité signifie qu'il faut faire plus de choses; rapidité a le même sens. Ce mot d'ordre est restrictif envers lui-même, puisqu'il exige qualité et économie, c'est-à-dire une meilleure qualité des produits avec des frais réduits, ce qui exclut une quantité et une rapidité non réalistes. Je suis heureux qu'à la présente session, quelques camarades aient soulevé cette question. J'ai lu aussi dans un journal un article sur ce sujet. La quantité, la rapidité, la qualité et l'économie dont nous parlons sont réalistes, répondant aux conditions du moment, elles n'ont rien de subjectiviste. Nous tenons à nous efforcer de produire en quantité et de travailler plus vite; nous ne nous opposons qu'à ces prétendues quantité et rapidité envisagées de façon subjectiviste. Dans la seconde moitié de l'année passée, un coup de vent a balayé ce mot d'ordre. J'ai l'intention de le rétablir. Est-ce possible? Je vous prie d'y réfléchir.

On avait balayé également le Programme national pour le développement de l'agriculture en quarante points. Il n'était plus en vogue l'année dernière. Le voilà maintenant "restauré".

De plus, on a balayé des comités pour la progression. Comme je l'ai dit, le Comité central du Parti communiste chinois, les comités du Parti à tous les échelons, et puis le Conseil des Affaires d'Etat et les comités populaires à tous les échelons, bref, une multitude de comités parmi lesquels les comités du Parti sont les plus importants, tous ces comités sont-ils pour la progression ou la régression? Ils devraient être pour la progression. A mon sens, le Kuomintang est un comité pour la régression, et le Parti communiste, un comité pour la progression. Pouvons-nous restaurer à présent les comités pour la progression balayés par le coup de vent de l'année passée? Si vous tous, vous vous prononcez contre leur restauration, si vous tenez absolument à organiser des comités pour la régression et si vous, qui êtes si nombreux, voulez la régression, je n'y peux rien. Cependant, à en juger par la présente session, tout le monde souhaite la progression, et il ne s'est pas trouvé un seul discours en faveur de la régression. C'est l'alliance droitière Tchang — Louo qui a voulu

nous faire régresser. Pour certaines choses qui vont vraiment trop vite et dépassent les limites, elles peuvent subir une régression momentanée et partielle, en revenant d'un cran en arrière ou en ralentissant le pas. Mais notre politique générale est toujours pour la progression.

Sixièmement, la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie, celle entre la voie socialiste et la voie capitaliste, est sans aucun doute la contradiction principale dans la société actuelle de notre pays. Notre tâche est donc différente de celle d'autrefois. Jadis, il s'agissait surtout pour le prolétariat de diriger la lutte des masses populaires contre l'impérialisme et le féodalisme; cette tâche a été accomplie. Et maintenant quelle est la contradiction principale? A présent, nous faisons la révolution socialiste dont le fer de lance est dirigé contre la bourgeoisie, et en même temps, cette révolution vise à changer le système de petite production, c'est-à-dire à réaliser la coopération; ainsi la contradiction principale est celle entre le socialisme et le capitalisme, entre le collectivisme et l'individualisme, bref, entre la voie socialiste et la voie capitaliste. La résolution du VIII[e] Congrès du Parti n'en fait aucune mention. Elle contient cependant un passage qui précise que la contradiction principale est celle entre le système socialiste avancé et les forces productives sociales arriérées. Une telle formulation est incorrecte. A la deuxième session plénière du Comité central issu du VII[e] Congrès, nous avions déclaré qu'après la victoire à l'échelle nationale, la contradiction principale serait, à l'intérieur, celle entre la classe ouvrière et la bourgeoisie et, à l'extérieur, celle entre la Chine et l'impérialisme. Depuis lors, si nous n'avons plus mentionné publiquement cette prise de position, nous n'avons cessé en réalité de travailler dans ce sens, car la révolution est déjà passée au stade de la révolution socialiste, dans laquelle précisément nous sommes engagés. Les trois grandes transformations sont une révolution socialiste concernant principalement la propriété des moyens de production; et elles ont été accomplies pour l'essentiel. Ce fut une lutte de classes aiguë.

Dans le second semestre de l'année dernière, la lutte de classes a connu un relâchement qui a été délibérément amené. Mais voyant que nous l'avions permis, la bourgeoisie, les intellectuels bourgeois, les propriétaires fonciers, les paysans riches ainsi qu'une partie des paysans moyens aisés ont commencé à nous attaquer; voilà ce qui est arrivé cette année. Nous avions permis une détente et ils ont attaqué, tant mieux, c'est nous qui avons obtenu l'initiative. Tout comme l'a dit un éditorial du *Renmin Ribao*, "l'arbre préfère le calme, mais le vent continue de souffler"[5]. Ils voulaient déchaîner le vent, un typhon de je

ne sais combien de degrés! Soit, nous avons aménagé un "brise-vent". Ce fut la lutte contre les droitiers, le mouvement de rectification.

La rectification s'assigne deux tâches: l'une est d'engager une lutte contre les droitiers, y compris celle contre l'idéologie bourgeoise, et l'autre, de procéder aux réformes, ce qui implique aussi une lutte entre les deux lignes. Le subjectivisme, la bureaucratie et le sectarisme sont tous d'origine bourgeoise, et leur existence dans notre Parti doit être mise sur le compte de la bourgeoisie. Dans cent ans ou deux cents ans, pourra-t-on encore les lui imputer? Je crois bien que non. Il n'y aura donc plus ni bureaucratie ni subjectivisme? Si, mais ils seront à attribuer aux idées arriérées. Dans la société, il y aura toujours la gauche, le centre et la droite, toujours les progressistes, les éléments intermédiaires et les retardataires. En ce temps-là, si vous versez dans la bureaucratie ou dans le subjectivisme, vous serez un retardataire.

Comme le mouvement de rectification doit durer jusqu'au 1er mai de l'année prochaine, il nous reste pas mal de temps. Est-ce qu'on s'accordera à nouveau une détente après le 1er mai? Oui, je le pense. Pourra-t-on la qualifier de déviation de droite? Je ne crois pas. C'est comme pour les réunions: Si on tient séance jour et nuit, pendant six mois consécutifs, je crains que bien des participants ne finissent par disparaître. C'est pourquoi nous devons adapter notre travail aux circonstances, tantôt l'accélérer, tantôt le ralentir. L'année dernière, nous avions remporté une si grande victoire que les capitalistes manifestaient leur soumission à grands coups de gongs et de tambours; si, à ce moment-là, nous n'avions pas autorisé une détente, nous aurions eu du mal à nous justifier, n'ayant pas de raison valable. Nous avons dit que le problème de la propriété était résolu pour l'essentiel, nous n'avons pas dit qu'il l'était entièrement. La lutte des classes n'est pas éteinte. La détente n'est donc pas une concession de principe, elle est commandée par les circonstances.

A mon avis, le mouvement de rectification doit durer jusqu'au 1er mai de l'année prochaine; il ne se poursuivra plus durant le second semestre. Nous verrons s'il faudra à ce moment-là une nouvelle rectification et un nouveau débat à la campagne, et nous en discuterons l'an prochain. En tout cas, il doit y avoir une autre rectification dans deux ans. Si nous ne lançons pas alors ce mouvement, ou pire encore, si nous attendons plusieurs années sans rien faire, les vieux droitiers, les nouveaux et ceux qui sont apparus tout dernièrement s'agiteront et un certain nombre d'éléments du centre-droit, du centre et même de gauche pourront changer. Il se rencontre en ce monde des gens bizarres: il suffit que vous vous relâchiez tant soit peu pendant un certain temps pour

que leurs sentiments déviationnistes de droite se réveillent et qu'ils débitent des commentaires pernicieux et des propos droitiers. Dans notre armée, il est indispensable de donner constamment une éducation portant sur les trois grandes règles de discipline et les huit recommandations. Pour peu que vous négligiez de le faire quelques mois durant, le moral se relâchera. Celui-ci est à rehausser plusieurs fois par an. Et les recrues sont à éduquer dès leur arrivée. Faute de rectification, on verrait apparaître même chez les vétérans et les vieux cadres des changements sur le plan idéologique.

Ici, je voudrais dire en passant quelques mots sur nos divergences avec l'Union soviétique. D'abord, au sujet de Staline, une contradiction nous oppose à Khrouchtchev. Il a tellement déformé le personnage de Staline, et nous ne sommes pas d'accord. Car il l'a peint sous des couleurs si horribles! L'affaire n'intéresse pas que son pays; elle concerne aussi les autres. Chez nous, le portrait de Staline se dresse toujours sur la place Tien An Men, ce qui répond aux vœux des peuples laborieux du monde entier et marque nos divergences fondamentales avec Khrouchtchev. Pour l'appréciation de Staline lui-même, vous devriez adopter le rapport de sept à trois — sept pour ses mérites et trois pour ses erreurs. Cette proportion n'est pas forcément très exacte: ses erreurs comptent peut-être pour deux ou même pour un seulement, ou peut-être pour un peu plus de trois. En tout cas, chez Staline, le principal, ce sont les mérites; les défauts, les erreurs sont secondaires. Sur ce point, nous sommes en désaccord avec Khrouchtchev.

Ensuite, sur la question du passage pacifique, notre opinion diffère aussi de celle de Khrouchtchev et d'autres. Nous soutenons que le parti prolétarien de quelque pays que ce soit doit être préparé à deux éventualités: la paix et la guerre. Dans le premier cas, le parti communiste, s'inspirant du mot d'ordre avancé par Lénine entre la Révolution de Février et la Révolution d'Octobre, réclame à la classe dominante la transition pacifique. Ainsi, nous avions fait à Tchiang Kaï-chek une proposition pour des négociations de paix. Face à la bourgeoisie, face à l'ennemi, ce mot d'ordre défensif montre que nous voulons la paix et non la guerre, ce qui nous aidera à gagner les masses. C'est un mot d'ordre qui nous donnera l'initiative, un mot d'ordre tactique. Néanmoins, la bourgeoisie ne nous remettra jamais d'elle-même le pouvoir qu'elle détient; elle emploiera la violence. Voici donc la seconde éventualité: la bourgeoisie veut la guerre, tire le premier coup, et nous n'avons d'autre choix que de répliquer. Conquérir le pouvoir par la force des armes, c'est là notre mot d'ordre stratégique. Si vous n'insistez que sur le pas-

sage pacifique, il n'y aura pas de différence entre vous et les partis socialistes. C'est précisément le cas du Parti socialiste japonais qui, préparé à une seule éventualité, déclare ne jamais recourir à la violence. Il en est ainsi de tous les partis socialistes du monde. Les partis prolétariens doivent en général s'en tenir à deux principes: primo, "un gentleman discute mais n'en vient pas aux mains"; secundo, si des malotrus cherchent la bagarre, nous nous battrons. Cette formulation est sans faille, les deux éventualités sont envisagées. Autrement, ça n'ira pas. A présent, les partis communistes de certains pays, par exemple le Parti communiste britannique, ne mettent en avant que le slogan du passage pacifique. Nous avons discuté avec les dirigeants de ce parti, mais cela n'a abouti à rien. Naturellement, ils se sentent très fiers lorsqu'ils affirment: Comment, c'est Khrouchtchev qui aurait lancé le passage pacifique? Nous l'avons formulé bien avant lui!

Par ailleurs, les camarades soviétiques ne comprennent pas notre politique "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent". Cette politique s'applique dans le cadre socialiste, au sein du peuple; elle n'est pas valable pour les contre-révolutionnaires. Certes, une différenciation peut se faire jour au sein du peuple lui-même, dont une partie deviendrait notre ennemi. Prenons l'exemple des droitiers: autrefois ils faisaient partie du peuple; à présent, il me semble qu'ils appartiennent pour un tiers aux rangs du peuple et pour deux tiers, à la contre-révolution. Priverons-nous ces derniers du droit de vote? D'une façon générale, il est préférable de ne pas le leur retirer, à l'exception de certains d'entre eux qui doivent être punis par la loi ou soumis à la rééducation par le travail. D'aucuns peuvent même être réélus au Comité national de la Conférence consultative politique, lequel peut, de toute façon, comprendre un millier de membres. En apparence, les droitiers sont encore au sein du peuple, mais en fait, ils sont nos ennemis. Nous déclarons publiquement qu'ils sont nos ennemis et que la contradiction qui nous oppose à eux est une contradiction entre nous et nos ennemis, puisqu'ils sont contre le socialisme, la direction du Parti communiste et la dictature du prolétariat. Bref, leurs propos et leurs actes ne sont pas conformes aux six critères[6]. Ce sont des herbes vénéneuses. Il en poussera toujours quelques-unes au sein du peuple.

Un dernier point: nous devons redoubler d'énergie et faire de durs efforts dans l'étude. Notez ces trois mots: "faire", "durs" et "efforts"; il faut absolument redoubler d'énergie et faire de durs efforts. Actuellement, nombre de nos camarades n'en font pas, et certains emploient l'énergie qui leur reste après le travail surtout à jouer aux cartes et au

ma-jong, et à danser; je trouve que cela n'est pas bien. Nous devons consacrer le surplus de notre énergie principalement à l'étude et en prendre l'habitude. Que faut-il donc étudier? Le marxisme-léninisme, la technologie, les sciences naturelles. Il y a, en outre, la littérature, surtout les théories littéraires, que les cadres dirigeants doivent connaître un peu. De plus, il importe qu'ils aient quelques notions de journalisme et de pédagogie. Bref, il existe un large éventail de connaissances, dont nous devons nous faire au moins une idée générale. Car c'est nous qui sommes censés assumer la direction dans tous ces domaines! Quel nom de spécialiste peut-on donner à des gens comme nous? Celui de spécialiste en politique. Mais si nous restons des ignorants en la matière, si nous n'assumons pas notre rôle dirigeant, comment cela pourra-t-il marcher? Chaque province a ses propres journaux, ses périodiques littéraires, ses organisations littéraires et artistiques; autrefois, on ne s'en était guère occupé, pas plus que du front uni, des partis démocratiques et de l'enseignement. Tant de négligence a permis à la rébellion d'éclater précisément dans ces domaines-là. Mais il a suffi de prendre les choses en main pour voir la situation changer en quelques mois. Louo Long-ki a déclaré: comment les petits intellectuels du prolétariat peuvent-ils diriger les grands intellectuels de la petite bourgeoisie? Il avait tort. Il prétend être petit-bourgeois, mais, en fait, il fait partie de la bourgeoisie. C'est justement aux "petits intellectuels" du prolétariat qu'il appartient de diriger les grands intellectuels de la bourgeoisie. Le prolétariat a eu un groupe d'intellectuels à son service, à commencer par Marx, suivi d'Engels, Lénine, Staline, puis ce sont des gens comme nous, et bien d'autres encore. Le prolétariat est la classe la plus avancée, c'est à lui qu'il incombe de diriger la révolution dans le monde entier.

## NOTES

[1] Il s'agit de la réforme agraire, de la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, de l'élimination des contre-révolutionnaires, du *sanfan* et du *woufan*, et de la refonte idéologique.

[2] Il s'agit de la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes.

[3] Voir "Le Mouvement démocratique dans l'armée", note 1, *Œuvres choisies de Mao Tsétoung*, tome IV, p. 198.

[4] Base d'appui des paysans insurgés sous la dynastie des Song, le mont Liang-chan se trouve dans l'actuelle province du Chantong. La plupart des chefs, grands

et petits, des rebelles décrits dans le roman *Chouei hou tchouan* (Au bord de l'eau), persécutés comme ils l'étaient par l'autorité impériale et les despotes locaux, n'avaient d'autre choix que de rejoindre les rangs des forces insurgées au mont Liangchan. D'où l'expression "être forcé d'aller au mont Liangchan" qui signifie, par extension, se voir dans l'obligation d'agir sous contrainte.

[5] Voir "Exégèse historique du *Livre des Odes*", ouvrage de Han Ying (dynastie des Han de l'Ouest), chapitre IX.

[6] Voir pp. 447-448 du présent tome.

# IL FAUT AVOIR UNE CONFIANCE INEBRANLABLE DANS LA GRANDE MAJORITE DES MASSES*

(13 octobre 1957)

Nous avons maintenant trouvé une forme de rectification du style de travail qui consiste en ceci: libre expression d'opinions, large exposé d'idées, grand débat et *dazibao*. Cette forme nouvelle, créée par les masses, diffère de celles que notre Parti a adoptées dans le passé. Il est vrai qu'à Yenan déjà, au cours du mouvement de rectification, il y a eu quelques *dazibao*, mais nous n'en avons pas encouragé l'emploi. Plus tard, lors du mouvement des "trois vérifications" et des "trois rectifications", nous n'y avons pas non plus recouru. Pendant les guerres révolutionnaires, personne ne nous donnait de solde et nous ne disposions d'aucune usine d'armement; c'est sur les soldats, sur la population locale, sur les masses que s'appuyaient le Parti et l'armée. Ainsi s'est développé, il y a longtemps déjà, un style de travail démocratique. Mais il n'y avait alors ni la libre expression d'opinions, ni le large exposé d'idées, ni le grand débat, ni le *dazibao*, tels qu'aujourd'hui. Pourquoi? On se trouvait alors en pleine guerre, la lutte de classes était acharnée, il aurait donc été fâcheux que se produisent des tumultes dans nos rangs. Aujourd'hui, la situation a changé: la guerre est terminée et, excepté la province de Taïwan, tout le pays est libéré. D'où cette forme nouvelle. Une révolution au contenu nouveau nécessite une forme nouvelle. La révolution actuelle est une révolution socialiste qui a pour but d'édifier un Etat socialiste; elle a donc trouvé cette forme nouvelle qui peut être popularisée très rapidement et maîtrisée en quelques mois seulement.

* Discours prononcé par le camarade Mao Tsétoung à la treizième session de la Conférence suprême d'Etat.

La libre expression d'opinions, le large exposé d'idées, le grand débat et le *dazibao* ont fait que les gens craignent surtout deux choses. D'abord, le désordre. En avez-vous peur? Je crois que beaucoup le redoutent. Ensuite la peur de se trouver dans le pétrin. Des responsables comme les directeurs d'usines, de coopératives, d'écoles, les secrétaires de comités du Parti craignent tous de ne pouvoir s'en sortir une fois que les opinions s'exprimeront librement et que le feu s'étendra. En mai dernier, il était très difficile de persuader les gens de ne pas avoir peur; maintenant, c'est plus facile. Pourtant, dans les trente-quatre établissements d'enseignement supérieur de Pékin, il a fallu beaucoup de réunions pour donner libre cours à l'expression d'opinions! Pourquoi n'y a-t-il pas lieu d'avoir peur? Pourquoi cette expression présente-t-elle des avantages? Et qu'est-ce qui est le plus profitable, l'encourager, la restreindre ou l'interdire? L'interdiction n'est pas dans notre intérêt. Quant à la restriction, elle ne pourra résoudre aucun problème. Il faut donc encourager la libre expression d'opinions et le large exposé d'idées. De fait, cela ne peut ni créer de désordre ni mettre les gens dans une situation difficile. Bien entendu, certains individus font exception: Ting Ling ne peut se tirer d'affaire, pas plus que Feng Siué-feng, qui a allumé le feu pour détruire le Parti. Ils ne représentent qu'une poignée, ce sont des droitiers. Les autres gens ne doivent pas se tourmenter: ils s'en tireront. Leurs erreurs sont, tout au plus, d'ordre bureaucratique, sectaire ou subjectiviste. S'ils en ont commis, qu'ils se corrigent; ils n'ont rien à craindre. L'essentiel, c'est de faire confiance à la grande majorité des masses. Il faut avoir la conviction que la grande majorité des masses populaires sont bonnes; la majorité des ouvriers et des paysans, la majorité des membres du Parti communiste et de la Ligue de la Jeunesse le sont aussi. Ils ne veulent pas mettre le pays sens dessus dessous. Quant aux intellectuels bourgeois, aux capitalistes et aux membres des partis démocratiques, la plupart d'entre eux peuvent être rééduqués. Il n'y a donc pas lieu de redouter des désordres; il n'y aura pas de chaos, il ne peut pas y en avoir. Il faut faire confiance à la majorité. Par majorité, faut-il entendre 51 pour cent de la population? Non, c'est 90 à 98 pour cent.

La révolution socialiste est chose nouvelle pour nous tous. Auparavant, nous avons seulement fait la révolution démocratique, qui était de caractère bourgeois. Elle visait à abolir la propriété impérialiste, la propriété féodale et la propriété du capitalisme bureaucratique, sans toutefois toucher ni la propriété individuelle, ni la propriété du capitalisme national. Beaucoup de gens ont donc pu passer l'épreuve

de la révolution démocratique. Certains d'entre eux étaient peu enthousiastes pour mener cette révolution jusqu'au bout; c'est malgré eux qu'ils ont traversé la passe. D'autres voulaient bien la mener à son terme, et ils l'ont fait. Aujourd'hui, c'est le cap de la révolution socialiste qu'il faut doubler, et certains ont du mal à y arriver. Prenons, par exemple, le cas d'un membre du Parti dans le Houpei, qui était autrefois salarié agricole. Il est issu d'une famille qui fut réduite à la mendicité trois générations durant. A la Libération, il s'est émancipé, il a même acquis une certaine aisance et il est devenu un cadre d'arrondissement. Cependant, il se montrait très mécontent du socialisme et désapprouvait fortement la coopération. Il réclamait la "liberté" et s'opposait à la politique d'achat et de vente unifiés. Récemment, on a organisé une exposition sur son cas pour entreprendre une éducation de classe; les larmes aux yeux, il a promis de se corriger. Pourquoi le cap du socialisme est-il difficile à passer? Parce qu'il s'agit d'abolir la propriété capitaliste en la transformant en propriété socialiste du peuple entier, d'abolir la propriété individuelle en la transformant en propriété collective socialiste. Bien sûr, c'est une lutte qui s'étendra sur de nombreuses années. Combien de temps, en fin de compte, durera la période de transition? C'est très difficile à dire dès à présent. Cette année, la lutte a atteint un point culminant. Devra-t-il y avoir chaque année une crue, comme pour les eaux du fleuve Jaune? Je ne le crois pas. Mais il y en aura certainement.

Dans l'ensemble du pays, combien y a-t-il de gens, en définitive, qui n'approuvent pas le socialisme? Des camarades des échelons locaux et moi-même, nous avons fait une estimation: environ 10 pour cent de la population totale n'approuvent pas le socialisme ou même s'y opposent. Ce sont les propriétaires fonciers, les paysans riches, une partie des paysans moyens aisés, une partie de la bourgeoisie nationale, des intellectuels bourgeois et de la couche supérieure de la petite bourgeoisie urbaine, et même certains ouvriers et paysans pauvres ou moyens-pauvres. Combien font 10 pour cent d'une population de 600 millions? Soixante millions. C'est un chiffre important, ne le sous-estimons pas.

Si nous disons qu'il faut avoir une confiance inébranlable dans la grande majorité des masses, c'est pour deux raisons. Premièrement, 90 pour cent de la population sont pour le socialisme; ce sont le prolétariat, les paysans pauvres qui constituent le semi-prolétariat rural, les paysans moyens-pauvres, puis la majorité de la couche supérieure de la petite bourgeoisie, la majorité des intellectuels bourgeois ainsi qu'une

partie de la bourgeoisie nationale. Deuxièmement, parmi ceux qui n'approuvent pas le socialisme ou même s'y opposent, les plus récalcitrants sont les éléments d'extrême-droite, les contre-révolutionnaires, les saboteurs et ceux qui, sans se livrer au sabotage, sont irréductibles et descendront peut-être dans la tombe avec leur tête de bois. Combien y a-t-il de ces individus? Environ 2 pour cent seulement. Qu'est-ce que 2 pour cent de notre population? Douze millions. Regroupés et armés, ces 12 millions formeraient une troupe énorme. Alors, comment se fait-il que malgré tout, il n'y ait pas de troubles graves dans le pays? C'est que ces éléments sont dispersés dans des coopératives, villages, usines, écoles, cellules du Parti communiste, de la Ligue de la Jeunesse et des partis démocratiques. Dispersés un peu partout, ils ne peuvent pas se rassembler. Il n'y aura donc pas de grands bouleversements sous notre ciel.

Dans quel cadre se poursuit la révolution socialiste? Entre quelles classes se déroule la lutte? C'est une lutte entre le prolétariat, à la tête du peuple travailleur, d'un côté, et la bourgeoisie, de l'autre. Le prolétariat est relativement peu nombreux dans notre pays, mais il a derrière lui d'immenses forces alliées, surtout les paysans pauvres et moyens-pauvres qui constituent 70 pour cent de la population rurale, ou même un peu plus. Les paysans moyens aisés, eux, en représentent environ 20 pour cent. Actuellement, ils peuvent être classés, grosso modo, en trois catégories: 40 pour cent d'entre eux sont pour la coopération, 40 pour cent hésitent et 20 pour cent sont contre. Après quelques années d'éducation et de rééducation, on peut constater une différenciation parmi les propriétaires fonciers et les paysans riches: certains d'entre eux, maintenant, ne s'opposent plus au socialisme en tous points. Quant aux éléments de la bourgeoisie et aux intellectuels bourgeois, il faut aussi faire une analyse à leur sujet. N'allez pas croire qu'ils soient tous contre le socialisme, la réalité est tout autre. Quatre-vingt-dix pour cent de la population du pays approuvent le socialisme. Nous devons faire confiance à cette majorité. De plus, grâce à un travail de persuasion et à travers le grand débat, 8 pour cent encore pourront être gagnés à notre cause, ce qui portera *le total* à 98 pour cent, ne laissant que 2 pour cent d'irréductibles, obstinément opposés au socialisme. Bien sûr, il faudra être vigilant; car, comme le camarade Teng Siao-ping vient de le dire, 2 pour cent, c'est encore une force considérable.

Les paysans riches constituent la bourgeoisie dans les régions rurales, où ils n'ont plus grand crédit. Les propriétaires fonciers ont une

plus triste notoriété. Quant à la bourgeoisie compradore, il y a longtemps qu'elle est complètement discréditée. Mais la bourgeoisie et les intellectuels bourgeois, la couche supérieure de la petite bourgeoisie rurale (les paysans moyens aisés), la couche supérieure de la petite bourgeoisie urbaine (les propriétaires de petites entreprises, qui sont assez aisés), ainsi que les intellectuels de ces couches ont encore une certaine influence. Les intellectuels, surtout, sont bien vus, étant indispensables dans tous les domaines. L'enseignement a besoin de professeurs et d'instituteurs; la presse, de journalistes; le théâtre, d'acteurs; pour l'édification du pays, il faut des scientifiques, des ingénieurs et des techniciens. Les intellectuels sont aujourd'hui 5 millions, et les capitalistes 700.000, soit environ 6 millions de personnes. Comptons cinq personnes par famille: cinq fois 6 millions donnent 30 millions. Relativement parlant, la bourgeoisie et les intellectuels bourgeois ont un niveau culturel et technique élevé. Voilà pourquoi les droitiers se gonflent d'orgueil. Louo Long-ki n'a-t-il pas dit que les petits intellectuels prolétariens n'étaient pas capables de diriger les grands intellectuels petits-bourgeois comme lui? Il veut à tout prix se faire passer pour un petit-bourgeois, un grand intellectuel de la petite bourgeoisie, mais non de la bourgeoisie. A mon avis, non seulement les petits intellectuels prolétariens, mais aussi les ouvriers et les paysans sachant à peine lire sont beaucoup plus avisés que Louo Long-ki.

La bourgeoisie et les intellectuels bourgeois tout comme la couche supérieure de la petite bourgeoisie et ses intellectuels — et parmi eux, notamment les droitiers et les éléments intermédiaires, ne se résignent pas à être dirigés par le Parti communiste et le prolétariat. Quand il leur faut montrer qu'ils approuvent le Parti communiste et la Constitution, ils le font et ils lèvent aussi la main, mais, dans leur for intérieur, ils ne sont pas tellement d'accord. Il faut pourtant faire une distinction entre les droitiers, qui sont contre, et les éléments intermédiaires, qui sont moitié pour moitié contre. N'y en a-t-il pas qui disent que le Parti communiste ne peut pas diriger ceci ou cela? Il n'y a pas que les droitiers pour le penser, mais aussi certains éléments intermédiaires. Bref, selon eux, nous serions pratiquement perdus, le Parti communiste n'aurait plus qu'à s'exiler, et le prolétariat à déménager sur une autre planète, car nous ne serions bons à rien. Quel que soit le domaine dont il s'agit, les droitiers diront que nous ne sommes pas à la hauteur. Le débat en cours a essentiellement pour but de gagner à notre cause les éléments intermédiaires tiraillés entre le pour et le contre, de leur faire comprendre quelle est en fait la loi

du développement de la société, comprendre qu'ils doivent, malgré tout, obéir à ce prolétariat peu instruit, et, dans les régions rurales, aux paysans pauvres et moyens-pauvres. Sur le plan culturel, le prolétariat, les paysans pauvres et moyens-pauvres ne les valent pas, mais quand il s'agit de faire la révolution, ils sont très capables. Est-ce que cela peut convaincre la majorité des gens? Bien sûr que oui. Cela peut convaincre la plupart des éléments de la bourgeoisie, des intellectuels bourgeois ainsi que le plus grand nombre dans la couche supérieure de la petite bourgeoisie, convaincre la majorité des professeurs et instituteurs, des artistes, des hommes de lettres, des scientifiques et des ingénieurs. Ceux qui ne sont pas tout à fait d'accord avec nous finiront peu à peu par changer d'avis au bout d'un certain nombre d'années.

Du fait que le socialisme bénéficie du soutien de la grande majorité des gens, l'apparition en ce moment de la forme susmentionnée — libre expression d'opinions, large exposé d'idées, grand débat et *dazibao* — nous est très utile. Cette forme ne revêt pas un caractère de classe. Qu'il s'agisse de la libre expression d'opinions, du large exposé d'idées ou des *dazibao*, les droitiers peuvent aussi s'en servir. Nous les remercions d'avoir trouvé ces épithètes de "libre", "large", "grand". Dans mon discours du 27 février dernier, je n'avais pas parlé de "libre" expression, de "large" exposé, ni de "grand" débat; je n'avais pas utilisé ces adjectifs. En mai de l'année dernière, au cours d'une réunion tenue ici même, nous avions parlé de la politique "Que cents fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent", il s'agissait là de l'"expression d'opinions" et de l'"exposé d'idées", mais les adjectifs "libre" et "large" n'y étaient pas employés. D'ailleurs, les "cent fleurs" ne concernaient que les lettres et les arts, et les "cent écoles" se rapportaient uniquement aux sciences. Par la suite, les droitiers ont voulu les étendre à la politique, c'est-à-dire appliquer ces formules à tous les problèmes. Ils ont appelé cela période de l'expression d'opinions et de l'exposé d'idées, et de plus, ils ont voulu une libre expression d'opinions et un large exposé d'idées. Il est donc évident que ce mot d'ordre peut être utilisé tant par le prolétariat que par la bourgeoisie, tant par la gauche, par le centre que par la droite. A quelle classe, en fin de compte, profitent cette libre expression d'opinions, ce large exposé d'idées, ce grand débat et ces *dazibao*? En dernière analyse, ils profitent au prolétariat et non aux droitiers bourgeois. La raison en est que 90 pour cent de la population ne veulent pas voir le pays plonger dans le chaos, mais veulent bâtir le socialisme; sur les 10 pour cent restant qui n'approuvent pas le socialisme ou même s'y opposent, il y a

un grand nombre d'hésitants, et seuls 2 pour cent des gens sont foncièrement hostiles au socialisme. Qu'on essaie donc de mettre le pays sens dessus dessous! C'est pourquoi le mot d'ordre de la libre expression d'opinions et du large exposé d'idées, ainsi que cette forme ou méthode — libre expression d'opinions, large exposé d'idées, grand débat et *dazibao* — sont, en fin de compte, profitables à la majorité de la population; ils l'aideront à se rééduquer. Des deux voies, le socialisme ou le capitalisme, ils servent finalement le socialisme.

Nous ne devons pas craindre le désordre ni redouter de ne pas pouvoir nous tirer d'affaire. Les droitiers se trouveront dans une situation embarrassante, mais ils pourront quand même s'en sortir. Je crois que, du point de vue de la dialectique, les droitiers se diviseront en deux parties. Il se peut qu'un assez grand nombre d'entre eux, sous la pression des événements, finissent par entendre raison; ils se montreront moins obstinés, se corrigeront, et se conduiront mieux. On leur enlèvera alors l'étiquette, on ne les appellera plus droitiers et on leur donnera un emploi. Il est possible qu'un petit nombre d'irréductibles s'obstinent à ne pas se corriger et emportent leur étiquette dans leur tombe. Cela n'a rien de grave, de telles gens, il y en aura toujours.

L'agitation des droitiers nous a permis d'explorer à fond la situation. D'un côté, 90 pour cent de la population — et peut-être même 98 pour cent, avec un peu d'efforts de notre part — sont pour le socialisme; de l'autre, 10 pour cent n'approuvent pas le socialisme ou même s'y opposent, et parmi eux, 2 pour cent seulement sont des irréductibles, ennemis jurés du socialisme. Nous savons donc maintenant à quoi nous en tenir. Sous la direction du parti prolétarien et avec le soutien accordé par la grande majorité au socialisme, nous pourrons, grâce à la libre expression d'opinions, au large exposé d'idées, au grand débat et aux *dazibao*, éviter des événements comme ceux de Hongrie ou ceux qui surviennent actuellement en Pologne. Nous n'avons pas besoin d'interdire une publication, comme on l'a fait en Pologne[1]; il nous suffit de publier un ou deux éditoriaux dans l'organe du Parti. Pour critiquer le *Wenhui Bao*, nous avons écrit deux éditoriaux: le premier n'était pas allé au fond des choses et n'avait pas fait toute la lumière sur le problème; alors on a publié le deuxième, et ce journal s'est corrigé de lui-même. Le *Xinmin Bao* en a fait autant. Mais en Pologne cela serait inefficace. Comme le problème des contre-révolutionnaires et des droitiers, pas plus que la question de savoir quelle voie prendre, n'a été résolu et qu'on a négligé la lutte contre l'idéologie bourgeoise,

l'interdiction d'une publication y a provoqué des troubles. A mon avis, en Chine, les affaires sont faciles à traiter, je ne suis jamais pessimiste. N'ai-je pas dit qu'il ne peut y avoir de chaos et qu'il ne faut pas avoir peur? Le désordre peut devenir une bonne chose. Là où toutes sortes d'idées s'expriment en pleine liberté, où les démons poussent des cris pendant un moment et où il y a un beau désordre, les problèmes deviennent plus faciles à résoudre.

Avant la Libération, notre pays ne comptait que 4 millions d'ouvriers industriels; maintenant, ils sont 12 millions. La classe ouvrière n'est pas nombreuse, mais c'est la seule classe qui ait de l'avenir; toutes les autres sont des classes transitoires qui devront passer à la classe ouvrière. A la première étape de ce passage, les paysans réalisent la collectivisation. A la deuxième, ils deviendront des ouvriers de fermes d'Etat. Quant à la bourgeoisie, elle sera supprimée. Cela ne veut pas dire que les individus qui forment cette classe devront être physiquement éliminés, mais que la bourgeoisie, en tant que classe, sera supprimée; les individus, eux, seront rééduqués. Les intellectuels bourgeois doivent se rééduquer, les intellectuels petits-bourgeois également. Ils pourront progressivement se rééduquer et se transformer en intellectuels prolétariens. J'avais dit un jour: "Quand la peau a disparu, à quoi s'attache le pelage?" Si les intellectuels ne s'attachent pas au prolétariat, ils risquent fort de devenir des "gentlemen perchés sur une poutre". Maintenant, beaucoup d'entre eux ont adhéré aux syndicats, et certains disent que, une fois entrés dans les syndicats, ils font partie de la classe ouvrière. Or, ils se trompent. Bien que déjà membres du Parti, certains s'opposent au Parti communiste. Ting Ling et Feng Siué-feng, par exemple, ne sont-ils pas des communistes anticommunistes? Etre syndiqué ne signifie pas forcément que l'on fasse partie de la classe ouvrière; pour y arriver, il faut encore passer par une période de rééducation. Aujourd'hui, les membres des partis démocratiques, les professeurs d'université, les hommes de lettres et les écrivains n'ont pas d'amis parmi les ouvriers et les paysans. C'est une très grave lacune. Fei Hsiao-tong, par exemple, a plus de deux cents amis parmi les intellectuels de haute volée à Pékin, Changhaï, Tchengtou, Wouhan, Wousi et ailleurs. Il s'est enfermé dans ce cercle et, par-dessus le marché, il a organisé de son propre chef ces gens et s'est fait leur porte-parole dans la libre expression d'opinions et le large exposé d'idées. C'est cela qui a eu pour lui des conséquences fâcheuses. Je lui ai dit: Ne pourriez-vous pas changer un peu? Ne fréquentez plus ces deux cents personnes, cherchez deux cents autres amis parmi les

ouvriers et les paysans. Je trouve que les intellectuels devraient se faire des amis parmi les masses ouvrières et paysannes, car c'est chez elles qu'on peut trouver de vrais amis. Il faut se lier d'amitié avec les vieux ouvriers; pour les paysans, ne prenez pas inconsidérément les paysans moyens aisés comme amis; cherchez vos amis plutôt parmi les paysans pauvres et moyens-pauvres. Les vieux ouvriers savent parfaitement reconnaître l'orientation à suivre, de même que les paysans pauvres et moyens-pauvres.

Le mouvement de rectification se fait en quatre étapes: expression d'opinions, contre-offensive, rectification et étude. Cela veut dire qu'il comprend la libre expression d'opinions et le large exposé d'idées, la riposte aux droitiers, la rectification et la réforme, et enfin, l'étude du marxisme-léninisme, ainsi que la critique et l'autocritique qui s'effectuent dans de petites réunions à la manière du "vent doux" et de la "pluie fine". Le document concernant la rectification, émis le 1er mai dernier par le Comité central du Parti communiste chinois, mentionnait bien le "vent doux" et la "pluie fine", mais à l'époque, beaucoup de gens, surtout les droitiers, n'étaient pas d'accord. Ils voulaient déchaîner un "vent violent" et une "pluie battante", et cela s'est révélé très utile pour nous. Nous avions déjà prévu la tournure que prendraient les choses, parce que nous nous étions trouvés devant la même situation à Yenan, lors du mouvement de rectification. Là aussi, on avait parlé du "vent doux" et de la "pluie fine", mais en fait, on a eu un "vent violent" et une "pluie battante"; pourtant, on est finalement revenu au "vent doux" et à la "pluie fine". Dans les usines, où l'on collait des milliers de *dazibao*, les dirigeants se sentaient très mal à l'aise. Au bout d'une dizaine de jours, n'y tenant plus, certains d'entre eux voulaient démissionner. Ils disaient qu'ils n'en pouvaient plus, qu'ils en avaient perdu le manger et le dormir. C'était aussi le cas des secrétaires des comités du Parti pour les établissements d'enseignement supérieur de Pékin. Les droitiers déclaraient alors: "Pas de réplique, c'est nous qui avons la parole." Et de notre côté, nous avons recommandé de les laisser parler et de ne pas répliquer. C'est ce que nous avons fait en mai. Jusqu'au 8 juin, nous ne leur avons opposé aucune réplique, ce qui a permis aux gens de dire tout ce qu'ils avaient à dire. Dans l'ensemble, plus de 90 pour cent des opinions exprimées se sont avérées justes; seul un très faible pourcentage sont des propos de droitiers. Pendant toute cette étape, il fallait tenir bon et ouvrir l'oreille avant de riposter. Toutes les unités de travail doivent passer par une telle étape. Dans chaque usine et chaque coopérative agricole,

il faut lancer le mouvement de rectification. Et maintenant, dans l'armée aussi, il est en cours. C'est indispensable. Sans ce mouvement, le "marché libre" va se développer à nouveau. Monde étrange que le nôtre. Si, pendant trois ans de suite, il n'y a pas de mouvements de rectification. bien des absurdités surgiront encore et des idées capitalistes se manifesteront à nouveau, dans le Parti communiste et la Ligue de la Jeunesse aussi bien que dans les partis démocratiques, chez les professeurs ou les instituteurs, chez les journalistes, les ingénieurs ou les scientifiques. Tout comme on doit balayer sa maison et se laver la figure tous les jours, je pense que nous devons faire la rectification, généralement une fois par an, et pendant un mois environ chaque fois. Peut-être qu'il y aura encore des crues. La crue actuelle, ce n'est pas nous qui l'avons soulevée, mais les droitiers. N'avons-nous pas déjà dit: Si un Kao Kang a surgi dans le Parti communiste, n'y aurait-il pas un individu de cet acabit dans les partis démocratiques? Je crois que si. Et aujourd'hui, il est apparu dans le Parti communiste des gens comme Ting Ling, Feng Siué-feng et Kiang Feng. De pareilles gens, n'y en a-t-il pas aussi dans les partis démocratiques?

La bourgeoisie et les intellectuels bourgeois doivent reconnaître la nécessité de leur rééducation. Mais les droitiers ne l'admettent pas et ils influencent d'autres gens, qui, du coup, se montrent également réticents en prétendant être déjà rééduqués. Tchang Nai-ki a dit que la rééducation, c'est quelque chose d'insupportable, c'est vous arracher la peau et les nerfs. Nous, nous disons qu'il faut se transformer jusqu'à la moelle, et selon lui, cela signifie arracher la peau et les nerfs. Qui voudrait donc arracher la peau et les nerfs à ce monsieur-là? Nombreux sont ceux qui ont oublié nos objectifs, les raisons qui nous poussent, et les avantages du socialisme. Pourquoi la rééducation idéologique est-elle nécessaire? Tout simplement parce que les intellectuels bourgeois doivent adopter une conception prolétarienne du monde, devenir des intellectuels prolétariens. D'ailleurs, les vieux intellectuels seront bien obligés de changer. lorsqu'on aura formé de nouveaux intellectuels. Pour ce qui est du savoir, vous pouvez dire que ces derniers n'ont pas encore fait leurs preuves. Mais ils les feront bien un jour! Ces forces nouvelles, une fois formées, mettront au défi les vieux scientifiques, ingénieurs, professeurs et instituteurs, qui seront contraints d'avancer. Nous estimons que la grande majorité de ces vieux intellectuels peuvent progresser, et qu'une partie d'entre eux peuvent même devenir des intellectuels prolétariens.

Le prolétariat doit absolument former son propre contingent d'intellectuels, tout comme le fait la bourgeoisie. Le pouvoir politique d'une classe donnée ne peut pas tenir sans ses propres intellectuels. Comment la bourgeoisie pourrait-elle maintenir sa dictature aux Etats-Unis sans les intellectuels dont elle dispose? Notre dictature est celle du prolétariat, et le prolétariat doit absolument former son propre contingent d'intellectuels; celui-ci comprendra aussi tous les intellectuels issus de l'ancienne société, qui, s'étant réellement rééduqués, se tiendront fermement sur la position de la classe ouvrière. Sans doute Tchang Nai-ki compte-t-il parmi les droitiers qui refusent de se transformer. On veut qu'il devienne un intellectuel prolétarien, mais lui s'y refuse tout simplement. Il prétend que cela fait longtemps qu'il s'est corrigé, qu'il appartient à la "bourgeoisie rouge". Eh bien, qu'il soumette son cas au public! Il peut se présenter comme il veut, mais il faut que tout le monde en discute. Nous lui disons: "Vous, Tchang Nai-ki, vous n'êtes pas encore à la hauteur, vous faites partie de la bourgeoisie blanche." Certains disent qu'il faut être expert avant d'être rouge, mais ça revient à dire qu'il faut être blanc avant d'être rouge. On ne veut pas être rouge tout de suite, on prétend le devenir plus tard. Mais alors, si on n'est pas rouge maintenant, de quelle couleur peut-on être, sinon blanc? Les intellectuels doivent être en même temps rouges et experts. Pour devenir rouge, il faut prendre la résolution de faire table rase de sa propre conception du monde, conception bourgeoise. Pour cela, on n'a pas besoin de lire des tas de livres, mais on doit comprendre vraiment ce que c'est que le prolétariat et la dictature du prolétariat, comprendre pourquoi le prolétariat est la seule classe qui ait de l'avenir, pourquoi toutes les autres classes sont transitoires, pourquoi notre pays doit s'engager dans la voie du socialisme et non celle du capitalisme, pourquoi la direction exercée par le Parti communiste est absolument nécessaire, etc.

Beaucoup de gens ont fait la sourde oreille sur ce que j'ai dit le 30 avril[2]. "Quand la peau a disparu, à quoi s'attache le pelage?" D'après moi, la Chine avait cinq peaux: trois anciennes, qui étaient la propriété impérialiste, la propriété féodale et la propriété du capitalisme bureaucratique. Dans le passé, les intellectuels comptaient sur *ces trois* peaux pour vivre. En outre, ils dépendaient encore des deux autres: la propriété du capitalisme national et la propriété des petits producteurs, c'est-à-dire de la petite bourgeoisie. Notre révolution démocratique, qui avait pour but de supprimer les trois premières peaux, a duré plus de cent ans depuis le temps de Lin Tseh-siu[3]. La révolution

socialiste a visé les deux autres peaux: la propriété du capitalisme national et la propriété des petits producteurs. Aujourd'hui, ces cinq peaux ont toutes disparu. Les trois anciennes sont éliminées depuis longtemps, et les deux autres également n'existent plus. Quelle peau y a-t-il donc à présent? La propriété publique socialiste. Naturellement, celle-ci se divise en deux: la propriété du peuple entier et la propriété collective. De qui dépend-on aujourd'hui pour vivre? Qu'il s'agisse des membres des partis démocratiques, des professeurs d'université, des scientifiques ou des journalistes, ils dépendent tous de la classe ouvrière et des paysans organisés en coopératives, de la propriété du peuple entier et de la propriété collective. Bref, ils vivent grâce à la propriété publique socialiste. Les cinq anciennes peaux disparues, le pelage flotte aujourd'hui dans l'air, et même s'il retombait, il ne pourrait plus s'implanter solidement. Pourtant, les intellectuels dédaignent encore la nouvelle peau: "Mais qu'est-ce que c'est que ce prolétariat, ces paysans pauvres et moyens-pauvres? Des gens franchement incultes, qui ne savent rien de l'astronomie, de la géographie!" Pour eux, les partisans des "trois religions et neuf écoles de pensée"[4] ne peuvent pas les valoir. Les intellectuels ne veulent pas accepter le marxisme-léninisme. Autrefois, pas mal de gens étaient contre le marxisme-léninisme: les impérialistes s'y opposaient et Tchiang Kaï-chek l'attaquait tous les jours, prétendant que "le communisme ne convient pas aux conditions de la Chine", si bien qu'on s'était mis à le craindre. Pour que les intellectuels adhèrent au marxisme-léninisme et transforment leur conception du monde qui est bourgeoise en conception prolétarienne du monde, il faut un long processus et aussi une révolution socialiste sur le plan idéologique. Le mouvement de cette année a précisément pour but d'ouvrir la route dans ce sens.

Maintenant, dans certains organismes et écoles, comme la riposte aux droitiers est achevée et la tempête apaisée, les dirigeants se sentent bien soulagés et sont peu disposés à faire les réformes demandées par les nombreuses critiques justes qui ont été formulées. C'est le cas à Pékin. A mon avis, à cette étape de rectification et de réforme, un nouvel essor serait nécessaire à la libre expression d'opinions et au large exposé d'idées. On collera des *dazibao* pour demander: "Pourquoi ne faites-vous pas de réformes?" C'est ainsi qu'on mettra ces dirigeants au défi, et cela sera très utile. Cette étape prendra peu de temps, un ou deux mois peut-être. Il faudra ensuite étudier, c'est-à-dire apprendre le marxisme-léninisme, pratiquer la critique et l'autocritique à la manière du "vent doux" et de la "pluie fine", et ce sera

la quatrième étape. Evidemment, cette période ne durera pas qu'un ou deux mois, mais il s'agit de susciter un intérêt pour l'étude, lorsque la campagne touchera à sa fin.

La riposte aux droitiers prendra fin nécessairement, et certains d'entre eux l'ont déjà prévu. Ils disaient que l'orage passerait tôt ou tard. C'est fort juste! On ne peut pas vouer tout son temps à combattre les droitiers, les combattre chaque jour, chaque année. Ainsi à Pékin, l'atmosphère est moins tendue quant à la lutte contre les droitiers, parce que la contre-attaque a presque abouti. Cependant elle n'est pas complètement terminée. Il ne faut donc pas relâcher nos efforts. A ce jour, il reste des droitiers, comme Louo Long-ki et Tchang Nai-ki, qui refusent obstinément de se rendre. Je pense qu'il faudra encore à plusieurs reprises tenter de leur faire entendre raison. Si, malgré tout, ils ne veulent pas se laisser convaincre, est-ce que nous allons nous réunir tous les jours avec eux? Eh non. Tant pis s'il y a des récalcitrants qui refusent définitivement de se corriger. D'ailleurs ils ne sont qu'un très petit nombre, laissons-les de côté, fût-ce pour quelques dizaines d'années, et voyons comment ils se comporteront. De toute façon, la majorité des gens iront toujours de l'avant.

Allons-nous jeter les droitiers à la mer? Non, nous n'en jetterons pas un seul. Les droitiers constituent une force hostile parce qu'ils s'opposent au Parti communiste, au peuple et au socialisme. Mais nous ne les traitons pas comme les propriétaires fonciers et les contre-révolutionnaires, et la différence essentielle, c'est que nous ne leur retirons pas le droit de vote. Peut-être le ferons-nous pour certains d'entre eux, que nous soumettrons à la rééducation par le travail. Nous avons pour principe de ne pas arrêter les droitiers et de ne pas leur supprimer le droit de vote, mais de leur donner la possibilité de revirement, ce qui aidera à les diviser. N'ai-je pas parlé tout à l'heure des deux catégories? L'une, ce sont ceux qui se corrigeront, à qui on pourra plus tard enlever l'étiquette de droitier et qui rejoindront les rangs du peuple; l'autre, ce sont les jusqu'au-boutistes, qui iront dans l'autre monde sans avoir changé et diront: "Je ne me suis pas rendu, voyez, ô Roi de l'Enfer, quelle est ma fermeté!" Ces gens-là sont de fidèles vassaux de la bourgeoisie. Les droitiers sont liés avec ce qui reste des forces féodales et avec les contre-révolutionnaires; ils agissent de concert et se font écho Les propriétaires fonciers étaient enchantés du *Wenhui Bao*, ils en achetaient des exemplaires qu'ils lisaient aux paysans pour les intimider: "Regardez donc ce qui est écrit dans le journal!" Ils cherchaient à prendre leur revanche. Les impérialistes et

Tchiang Kaï-chek sont aussi en connexion avec les droitiers. Ainsi, les réactionnaires à Taïwan et à Hongkong ont beaucoup apprécié le "monopole du pouvoir par le Parti communiste" de Tchou An-ping, l'"institut pour la conception de principes politiques" de Tchang Po-kiun et la "commission de réhabilitation" de Louo Long-ki. Et les impérialistes américains, eux aussi, sympathisent profondément avec les droitiers. Je vous ai demandé un jour: "Que feriez-vous si les Américains entraient dans Pékin? Quelle serait votre attitude? Et votre comportement? Resteriez-vous avec eux pour mettre sur pied un gouvernement fantoche, ou iriez-vous avec nous dans les montagnes?" Moi, j'ai dit que mon plan serait d'aller dans les montagnes, de gagner d'abord Tchangkiakeou, puis Yenan. Ceci n'est qu'une hypothèse extrême, c'est envisager le pire — on n'a pas peur des troubles. Même si les Etats-Unis occupaient la moitié de la Chine, cela ne pourrait pas nous effrayer. Le Japon n'a-t-il pas occupé plus de la moitié de la Chine? Et la lutte que nous avons menée par la suite n'a-t-elle pas donné naissance à une Chine nouvelle? J'ai dit un jour à des Japonais que nous devions remercier l'impérialisme nippon, car son agression nous a été très utile, elle a soulevé toute la nation chinoise contre lui, et par là, contribué à rehausser le niveau de conscience politique de notre peuple.

Les droitiers ne parlent pas franchement, ils manquent d'honnêteté et se livrent derrière notre dos à des activités louches. Qui aurait pensé que Tchang Po-kiun avait commis tant de méfaits? A mon avis, plus les individus de ce genre sont haut placés, plus grand est le trouble qu'ils provoquent. L'alliance Tchang — Louo appréciait au plus haut point ces deux mots d'ordre: "Coexistence à long terme et contrôle mutuel", "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent", et elle les a utilisés contre nous. Nous voulions la coexistence à long terme, mais eux, ils s'efforçaient d'en faire une coexistence à court terme. Nous voulions un contrôle mutuel; eux, ils n'acceptaient aucun contrôle. Pendant un certain temps, ils se sont déchaînés, mais ils ont fini par obtenir le contraire de ce qu'ils espéraient; la coexistence à long terme est devenue coexistence à court terme. Qu'est-ce qu'on va faire du portefeuille ministériel de Tchang Po-kiun? Je crains qu'il ne puisse pas le garder. Un ministre droitier, le peuple ne l'accepterait pas! Et que faire des droitiers très connus qui sont députés à l'Assemblée populaire nationale? Il serait difficile de les maintenir à leur poste. Ting Ling, par exemple, ne peut plus être député. Mais ne donner aucun poste, n'attribuer aucun travail à certains droitiers, je crois que ce ne serait pas souhaitable non plus. Prenons le cas de Tsien Wei-

tchang: il pourra sans doute garder son poste de professeur, mais pas celui de vice-recteur d'université. Il y en a encore qui ne pourraient même pas rester professeurs pour l'instant, parce que les étudiants ne veulent plus les écouter. Alors que feront-ils? On pourrait leur donner quelque autre travail dans leur université, pour qu'ils soient à même de se rééduquer et d'enseigner à nouveau dans quelques années. Il faut bien examiner tous ces problèmes, c'est une affaire difficile. D'ailleurs la révolution elle-même est une entreprise compliquée. J'aimerais que tous ceux qui sont ici présents discutent sur la façon de traiter les droitiers et de les placer.

Je suppose que vous qui êtes des responsables, vous n'avez pas non plus une idée claire de la vraie situation dans les partis démocratiques et à la base. Les droitiers entêtés ont pu, pendant un moment et dans certaines unités, rendre l'eau si trouble qu'il nous était impossible d'en voir le fond. Mais il s'avère, après enquête, qu'ils ne représentent en réalité qu'un ou deux pour cent de la population. Dès que l'on met un peu d'alun dans l'eau trouble, on peut à nouveau voir le fond. Notre mouvement de rectification est comme une poignée d'alun. Grâce à la libre expression d'opinions, au large exposé d'idées et au grand débat, nous pouvons maintenant voir le fond des choses. Nous le voyons aussi bien dans les usines, les campagnes, les écoles que dans le Parti communiste, la Ligue de la Jeunesse et les partis démocratiques.

Maintenant, je vais parler du Programme national pour le développement de l'agriculture en quarante points. Deux ans après sa mise en pratique, les objectifs essentiels restent les mêmes, c'est-à-dire un rendement céréalier par mou de 200 kg pour les régions au nord du fleuve Jaune, de 250 kg au nord du Houaiho et de 400 kg au sud de ce dernier. Ces objectifs doivent être atteints en douze ans, voilà le point fondamental. Le Programme reste inchangé pour l'essentiel, on a modifié quelques articles seulement. Certains problèmes étant résolus, telle que la coopération, qui est pratiquement achevée, les articles qui s'y rapportent ont été modifiés. On n'avait pas mis l'accent sur certains points, sur les machines agricoles et les engrais chimiques; comme il va falloir faire de gros efforts dans ces domaines, on insiste là-dessus dans le Programme. Enfin, on a quelque peu changé l'ordre des articles. Une fois examiné à une réunion conjointe du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale et du Comité permanent de la Conférence consultative politique, ce projet de programme révisé sera publié à nouveau pour être discuté dans les campagnes à travers tout le pays. On pourra en discuter aussi dans les usines, dans les divers

milieux de la population et dans les partis démocratiques. Ce projet de programme a été proposé par le Parti communiste chinois, élaboré par l'institut pour la conception de principes politiques qu'est le Comité central du Parti communiste chinois, et non par l'"institut pour la conception de principes politiques" de Tchang Po-kiun.

Il est absolument nécessaire de mobiliser tous les paysans pour qu'ils discutent de ce Programme. Il faut galvaniser toutes les énergies. On a relâché ses efforts au deuxième semestre de l'année dernière et au premier de cette année, et l'ardeur s'est encore émoussée à la suite des troubles créés par les droitiers dans les villes et les campagnes. Maintenant, grâce au mouvement de rectification et à la lutte contre les droitiers, on a pu rehausser l'enthousiasme. D'après moi, le Programme en quarante points est assez bien adapté aux conditions de notre pays; il n'est pas un produit du subjectivisme. Nous avons maintenant supprimé ce qui y était subjectiviste. Dans l'ensemble, nous avons toutes les raisons d'espérer que ce Programme sera réalisé. La Chine peut être transformée, les ignorants peuvent acquérir des connaissances, les indolents peuvent devenir énergiques.

Un article du Programme prévoit l'élimination des quatre maux: les rats, les moineaux, les mouches et les moustiques. Ceci m'intéresse beaucoup, et j'aimerais savoir ce que vous en pensez. Sans doute vous vous y intéressez, vous aussi! Ce sera une campagne d'hygiène de grande envergure, un mouvement pour liquider les superstitions. Eliminer toutes ces bestioles n'est pas facile. Pour y arriver, il faudra recourir aussi à la libre expression d'opinions, au large exposé d'idées, au grand débat et aux *dazibao.* Si nous mobilisons le peuple tout entier pour accomplir cette tâche et si nous obtenons des succès, la mentalité des gens, je pense, en sera certainement changée, et notre nation redoublera de dynamisme. Nous devons redonner vigueur à notre nation.

Nous avons aussi toutes les raisons d'espérer le succès du planning familial. Cette tâche doit aussi faire l'objet d'un débat général. A cet effet, il faudra quelques années pour l'expérimentation, quelques années pour la popularisation et quelques années encore pour la généralisation dans tout le pays.

Nous avons beaucoup à faire; rien que dans le Programme pour le développement de l'agriculture en quarante points, bon nombre de tâches sont énumérées. Et encore, il ne s'agit là que du plan pour l'agriculture; il faut ajouter le plan pour l'industrie, le plan pour la culture et l'enseignement. Quand trois plans quinquennaux seront accomplis, notre pays aura changé de physionomie.

Selon nos prévisions, nous pourrons atteindre l'objectif annuel de 20 millions de tonnes d'acier au bout de trois plans quinquennaux. Cette année, nous produirons 5.200.000 tonnes, et dans dix ans, nous atteindrons probablement notre objectif. En 1952, la production d'acier de l'Inde était de 1.600.000 tonnes, et aujourd'hui, elle dépasse légèrement 1.700.000 tonnes; en cinq ans, elle n'a donc augmenté que d'un peu plus de 100.000 tonnes. Et chez nous? En 1949, on n'avait produit que 190.000 tonnes. Pendant les trois années de relèvement, on a atteint plus d'un million de tonnes. Après cinq autres années d'efforts, nous sommes arrivés à 5.200.000 tonnes. En cinq ans, notre production d'acier s'est donc accrue de plus de 3 millions de tonnes. Et dans les cinq prochaines années, nous pourrons atteindre 10 millions de tonnes ou dépasser légèrement ce chiffre pour arriver à 11.500.000 tonnes. Est-ce que nous pourrons ensuite, grâce au troisième plan quinquennal, en sortir 20 millions? Oui, c'est possible.

J'estime que notre pays permet tous les espoirs. Les droitiers disent qu'il est sans espoir; ils se trompent complètement. Ils n'ont pas confiance; puisqu'ils s'opposent au socialisme, cela va de soi. Nous, nous persévérons dans le socialisme, et nous sommes pleins de confiance.

## NOTES

[1] En octobre 1957, le gouvernement polonais ordonna la saisie de l'hebdomadaire *Po Prostu*, ce qui suscita des troubles parmi les étudiants.

[2] Il s'agit de l'entretien que le camarade Mao Tsétoung a eu le 30 avril 1957 avec les responsables des partis démocratiques et les démocrates sans parti. Il leur a parlé du mouvement de rectification et de la rééducation idéologique des intellectuels.

[3] Lin Tseh-siu (1785-1850), gouverneur des provinces du Kouangtong et du Kouangsi, sous la dynastie des Tsing, fut un ferme partisan de la résistance à l'agression britannique au cours de la Guerre de l'Opium.

[4] Dans l'ancienne Chine, les "trois religions" étaient le confucianisme, le taoïsme et le bouddhisme. Les "neuf écoles de pensée" étaient l'école confucéenne, l'école taoïste, l'école *yin-yang*, l'école légiste, l'école nominaliste, l'école mocianiste, l'école des stratèges politiques, l'école éclectique et l'école agraire. Les "trois religions et neuf écoles de pensée" désigneront, plus tard, par extension, les diverses sectes religieuses et les différentes écoles académiques. Dans l'ancienne société, on employait aussi ce terme pour désigner les charlatans de tout acabit.

# LA METHODE DIALECTIQUE POUR ASSURER L'UNITE DU PARTI*

(18 novembre 1957)

A propos de la question de l'unité, je voudrais dire quelques mots sur la méthode à appliquer. Je pense que l'attitude qu'il faut adopter vis-à-vis de tous nos camarades, quels qu'ils soient, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'éléments hostiles ou de saboteurs, c'est de faire l'unité avec eux. A leur égard, il importe d'utiliser la méthode dialectique et non métaphysique. En quoi consiste la méthode dialectique? Elle consiste à tout analyser, à admettre que tout homme est faillible et à ne pas condamner en bloc une personne parce qu'elle est fautive. Lénine a dit qu'il n'existe personne au monde qui ne commette d'erreur. L'homme a besoin d'aide. Même un vaillant homme a besoin du concours de trois autres pour faire des prouesses, et une palissade, de trois pieux pour pouvoir tenir debout. Si belle que soit la fleur de lotus, elle a besoin du vert des feuilles pour rehausser son éclat. Ce sont là des proverbes chinois. Un autre proverbe dit que trois simples cordonniers valent un grand esprit comme Tchoukeh Liang. Après tout, Tchoukeh Liang à lui seul ne peut jamais tout prévoir, il a forcément des insuffisances. Voyez aussi la déclaration de nos douze pays: pour la mettre au point, on a élaboré un premier, un deuxième, un troisième et un quatrième projet; et aujourd'hui encore, on la fignole. A mon avis, se prétendre omniscient et omnipotent comme le Bon Dieu serait présomptueux. Quelle est donc l'attitude à prendre vis-à-vis d'un camarade fautif? Il faut procéder à une analyse, adopter une méthode dialectique et non métaphysique. La métaphysique — le dogmatisme — a prévalu pendant un temps dans notre Parti, ses tenants ont cherché à supprimer tous ceux qu'ils détestaient. Plus tard, nous avons réfuté le dogmatisme et assimilé progressivement un peu plus de dialectique. Le concept fondamental

* Extraits de l'intervention du camarade Mao Tsétoung à la Conférence des Représentants des Partis communistes et ouvriers tenue à Moscou.

de la dialectique, c'est l'unité des contraires. Ce concept reconnu, que faut-il faire à l'égard d'un camarade fautif? En premier lieu, il faut mener la lutte contre lui, de façon à le débarrasser de toutes ses idées erronées. En second lieu, il faut tout aussi bien l'aider. En bref, et la lutte et l'aide. Nous devons être animés de bonnes intentions et l'aider à se corriger pour qu'il s'en tire.

Cependant, à l'égard de gens d'une autre catégorie, notre attitude est différente. Envers des individus comme Trotski ou comme, en Chine, Tchen Tou-sieou, Tchang Kouo-tao et Kao Kang, il ne peut être question de les aider, car ils sont incorrigibles. Et de même des Hitler, des Tchiang Kaï-chek et des tsars: on ne peut faire autrement que de les abattre, car, eux et nous, nous nous excluons absolument. En ce sens, ils ne présentent qu'un seul aspect, et non deux. Il en va de même, en dernière analyse, pour les régimes impérialiste et capitaliste, qui seront inévitablement remplacés par le régime socialiste. Sur le plan de l'idéologie également, le matérialisme se substituera à l'idéalisme, et l'athéisme au déisme. Cela relève de nos objectifs stratégiques. Mais à chaque étape tactique, c'est différent: on peut réaliser des compromis. En Corée, au 38e parallèle, n'avons-nous pas fait un compromis avec les Américains? Et au Viet Nam, n'en a-t-on pas passé un avec les Français?

A chaque étape tactique, il faut savoir à la fois lutter et transiger. Revenons maintenant aux rapports entre camarades. Je propose que des discussions soient engagées entre camarades quand il existe un désaccord. D'aucuns s'imaginent que ceux qui sont entrés dans le parti communiste deviennent tous des saints, qu'il n'y a plus, entre eux, ni différends ni malentendus et que le parti ne peut plus faire l'objet d'une analyse; en d'autres termes, qu'il est monolithique et uniforme, et que les discussions ne sont plus nécessaires. C'est comme si, une fois entré dans le parti, on devenait nécessairement marxiste à cent pour cent. En réalité, il y a des marxistes de toutes sortes: marxistes à 100 pour cent, à 90 pour cent, à 80 pour cent, à 70 pour cent, à 60 pour cent, à 50 pour cent, et même à 10 ou 20 pour cent seulement. Ne pourrions-nous engager des entretiens dans une petite salle entre deux ou quelques personnes? Ne pourrions-nous le faire en partant du désir d'unité et dans un esprit d'entraide? Il ne s'agit pas ici, bien entendu, de négociations avec les impérialistes (celles-ci sont d'ailleurs nécessaires), mais de pourparlers dans les rangs communistes. Prenons un exemple: en ce moment même, ne sommes-nous pas douze pays à négocier? Plus de soixante partis ne sont-ils pas en train de le faire? En effet, les discussions sont

en cours. Cela signifie qu'à la condition de ne pas porter atteinte aux principes du marxisme-léninisme, on peut admettre quelques-unes des opinions acceptables des autres et renoncer à certaines vues susceptibles d'être abandonnées. On pourra ainsi utiliser les deux mains à l'égard d'un camarade fautif: avec l'une, on luttera contre lui, avec l'autre, on fera l'unité avec lui. Le but de cette lutte, c'est de maintenir les principes du marxisme, ce qui signifie fermeté sur les principes; c'est là un aspect du problème. L'autre aspect, c'est de faire l'unité avec lui. L'unité a pour but de lui offrir une issue, de réaliser un compromis avec lui; c'est ce qu'on appelle souplesse. L'union entre principes et souplesse est un principe marxiste-léniniste, elle constitue une unité des contraires.

Dans quelque monde que ce soit, et bien entendu dans une société de classes en particulier, tout est plein de contradictions. Certains affirment qu'on peut "trouver" des contradictions dans la société socialiste; à mon avis, une telle formulation est erronée. En effet, il ne s'agit pas de "trouver" ou non des contradictions, puisque le monde n'est que contradictions. Il n'y a aucun lieu où il n'en existe, nul homme qui ne puisse être l'objet d'une analyse. Soutenir que quelqu'un ne se prêterait pas à l'analyse est un point de vue métaphysique. Voyez l'intérieur de l'atome: c'est plein d'unités des contraires. Le noyau atomique et les électrons forment une unité des deux contraires. A l'intérieur du noyau, les protons et les neutrons établissent, eux aussi, une unité des contraires. Quand il s'agit de protons, il y a protons et antiprotons; de même, quand il s'agit de neutrons, il y a neutrons et antineutrons. Bref, l'unité des contraires est omniprésente. Il est nécessaire d'entreprendre une vaste campagne d'information sur la notion de l'unité des contraires et sur la dialectique. A mon avis, la dialectique doit quitter le cercle des philosophes pour aller aux larges masses populaires. Je propose que cette question fasse l'objet de discussions à des réunions du bureau politique ou à des sessions plénières du comité central des différents partis, et aussi lors de réunions des comités locaux du parti aux différents échelons. En fait, nos secrétaires de cellule s'y connaissent en dialectique: lorsqu'ils préparent un rapport pour le présenter à une réunion de la cellule, il leur arrive le plus souvent de consigner dans leur carnet deux points: primo, les succès; secundo, les insuffisances. Un se divise en deux, voilà un phénomène universel, et c'est la dialectique.

# TOUS LES REACTIONNAIRES SONT DES TIGRES EN PAPIER*

(18 novembre 1957)

Lorsqu'en 1946, Tchiang Kaï-chek déclencha son offensive contre nous, beaucoup de nos camarades et le peuple tout entier étaient fort inquiets: Pourrait-on gagner la guerre? J'étais moi-même soucieux à ce sujet. Néanmoins nous avions confiance. A cette époque, une journaliste américaine, Anna Louise Strong, vint à Yenan. Au cours de notre entretien, nous avons discuté de beaucoup de questions, y compris Tchiang Kaï-chek, Hitler, le Japon, les Etats-Unis, la bombe atomique. J'ai dit alors que tous les réactionnaires réputés puissants n'étaient en réalité que des tigres en papier. Pour la bonne raison qu'ils sont coupés du peuple. Eh bien, Hitler n'était-il pas un tigre en papier? N'a-t-il pas été jeté à bas? J'ai dit aussi que le Tsar en avait été un, de même que l'empereur de Chine, ainsi que l'impérialisme japonais. Vous voyez bien, tous ont été renversés. L'impérialisme américain ne s'est pas encore effondré et il a, de plus, la bombe atomique; mais, à mon avis, il tombera lui aussi, il est également un tigre en papier. Tchiang Kaï-chek était très puissant; ses troupes régulières comptaient plus de 4 millions d'hommes. Nous étions alors à Yenan. Quelle était la population de Yenan? Sept mille habitants. Combien de troupes avions-nous? Neuf cent mille partisans, isolés par Tchiang Kaï-chek dans plusieurs dizaines de bases d'appui. Mais nous disions que Tchiang Kaï-chek n'était qu'un tigre en papier et que nous le vaincrions sans aucun doute. En combattant l'ennemi, nous avons formé, au cours d'une longue période, ce concept, à savoir que, du point de vue stratégique, nous devons mépriser tous les ennemis, et, du point de vue tactique, en tenir pleinement compte. En d'autres termes, nous devons mépriser l'ennemi dans son ensemble, mais en tenir sérieusement compte en ce qui concerne chaque

* Extraits de l'intervention du camarade Mao Tsétoung à la Conférence des Représentants des Partis communistes et ouvriers tenue à Moscou.

question concrète. Si nous ne méprisons pas l'ennemi dans son ensemble, nous tomberons dans l'opportunisme. Marx et Engels n'étaient que deux, et ils affirmaient déjà que le capitalisme serait renversé dans le monde entier. Mais sur les questions concrètes et à l'égard de chaque ennemi particulier, si nous n'en tenons pas suffisamment compte, nous tomberons dans l'aventurisme. Dans la guerre, les batailles ne peuvent être livrées qu'une à une et les forces ennemies ne peuvent être anéanties qu'unité par unité. Les usines ne peuvent être bâties qu'une par une. Un paysan ne peut labourer la terre que parcelle par parcelle. Il en est de même pour les repas. Stratégiquement, prendre un repas ne nous fait pas peur: nous pourrons en venir à bout. Mais, à table, nous mangeons bouchée par bouchée. Il nous serait impossible d'avaler le repas entier d'un seul coup. C'est ce qu'on appelle la solution un par un. Et en langage militaire, cela s'appelle écraser l'ennemi unité par unité.

# TABLE DES MATIERES

## *PERIODE DE LA REVOLUTION ET DE L'EDIFICATION SOCIALISTES (I)*


LE PEUPLE CHINOIS EST DEBOUT (*21 septembre 1949*) 11

VIVE LA GRANDE UNITE DU PEUPLE CHINOIS! (*30 septembre 1949*) 16

GLOIRE ETERNELLE AUX HEROS DU PEUPLE (*30 septembre 1949*) 19

MAINTENIR TOUJOURS LE STYLE DE VIE SIMPLE ET DE LUTTE ARDUE (*26 octobre 1949*) 20

DEMANDE D'AVIS SUR LA TACTIQUE A ADOPTER VIS-A-VIS DES PAYSANS RICHES (*12 mars 1950*) 21

LUTTONS POUR UNE AMELIORATION RADICALE DE LA SITUATION FINANCIERE ET ECONOMIQUE DU PAYS (*6 juin 1950*) 23

NE PAS ATTAQUER DANS TOUTES LES DIRECTIONS (*6 juin 1950*) 30

SOYONS DE VERITABLES REVOLUTIONNAIRES (*23 juin 1950*) 34

VOUS ETES DES MODELES POUR TOUTE LA NATION (*25 septembre 1950*) 39

ORDRE AUX VOLONTAIRES DU PEUPLE CHINOIS (*8 octobre 1950*) 41

LES VOLONTAIRES DU PEUPLE CHINOIS DOIVENT PRENDRE SOIN DE CHAQUE COLLINE, CHAQUE RIVIERE, CHAQUE ARBRE, CHAQUE BRIN D'HERBE DE LA COREE (*19 janvier 1951*) 43

POINTS ESSENTIELS DE LA RESOLUTION ADOPTEE A LA REUNION ELARGIE DU BUREAU POLITIQUE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS (*18 février 1951*) 44

I. Vingt-deux mois pour le travail préparatoire 44

II. Le mouvement de propagande et d'éducation pour la résistance à l'agression américaine et l'aide à la Corée 44

III. La réforme agraire 45

IV. La répression de la contre-révolution 45

V. Le travail dans les villes 46
VI. La consolidation et la création des organisations du Parti 46
VII. Le travail de front uni 47
VIII. La rectification du style de travail 48

LA LIGNE DE MASSE DU PARTI DOIT ETRE APPLIQUEE DANS LA REPRESSION DE LA CONTRE-REVOLUTION (*Mai 1951*) 50

DANS LA REPRESSION DE LA CONTRE-REVOLUTION, IL FAUT FRAPPER AVEC SURETE, PRECISION ET SEVERITE (*Décembre 1950-septembre 1951*) 53

IL FAUT DONNER TOUTE SON IMPORTANCE AU DEBAT SUR LE FILM *LA VIE DE WOU HSIUN* (*20 mai 1951*) 58

VICTOIRES ECLATANTES DANS LES TROIS GRANDS MOUVEMENTS (*23 octobre 1951*) 61

SUR LES LUTTES *SANFAN* ET *WOUFAN* (*Novembre 1951-mars 1952*) 66

CONSIDERER L'ENTRAIDE ET LA COOPERATION AGRICOLES COMME UNE TACHE DE GRANDE IMPORTANCE (*15 décembre 1951*) 73

MESSAGE DE NOUVEL AN (*1er janvier 1952*) 74

PRINCIPES POLITIQUES POUR NOTRE TRAVAIL AU TIBET — DIRECTIVES DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS (*6 avril 1952*) 75

LA CONTRADICTION ENTRE LA CLASSE OUVRIERE ET LA BOURGEOISIE EST LA CONTRADICTION PRINCIPALE EN CHINE (*6 juin 1952*) 80

UNISSONS-NOUS ET FAISONS UNE CLAIRE DISTINCTION ENTRE NOUS ET NOS ENNEMIS (*4 août 1952*) 81

FELICITATIONS AUX VOLONTAIRES DU PEUPLE CHINOIS POUR LEUR IMPORTANTE VICTOIRE (*24 octobre 1952*) 85

CONTRE LA BUREAUCRATIE, L'AUTORITARISME ET LES INFRACTIONS AUX LOIS ET REGLEMENTS (*5 janvier 1953*) 87

CRITIQUER LE CHAUVINISME GRAND-HAN (*16 mars 1953*) 90

RESOUDRE LE PROBLEME DES "CINQ EXCES" (*19 mars 1953*) 92

CRITIQUES ADRESSEES A LIOU CHAO-CHI ET A YANG CHANG-KOUEN POUR INFRACTION A LA DISCIPLINE — ENVOI DE LEUR PROPRE CHEF DE DOCUMENTS AU NOM DU COMITE CENTRAL (*19 mai 1953*) 96

CRITIQUER LES VUES DEVIATIONNISTES DE DROITE QUI S'ECARTENT DE LA LIGNE GENERALE (*15 juin 1953*) 97

LA LIGUE DE LA JEUNESSE DOIT TENIR COMPTE, DANS SON TRAVAIL, DES PARTICULARITES DES JEUNES (*30 juin 1953*) 100

SUR LE CAPITALISME D'ETAT (*9 juillet 1953*) 107

LA LIGNE GENERALE DU PARTI POUR LA PERIODE DE TRANSITION (*Août 1953*) 108

CONTRE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE AU SEIN DU PARTI (*12 août 1953*) 109

L'UNIQUE VOIE A SUIVRE POUR TRANSFORMER L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE CAPITALISTES (*7 septembre 1953*) 119

LA GRANDE VICTOIRE DE LA GUERRE DE RESISTANCE A L'AGRESSION AMERICAINE ET D'AIDE A LA COREE ET NOS NOUVELLES TACHES (*12 septembre 1953*) 123

CRITIQUER LES IDEES REACTIONNAIRES DE LIANG CHOU-MING (*16-18 septembre 1953*) 130

DEUX ENTRETIENS SUR L'ENTRAIDE ET LA COOPERATION DANS L'AGRICULTURE (*Octobre et novembre 1953*) 140

I. Entretien du 15 octobre 140

II. Entretien du 4 novembre 144

SUR LE PROJET DE CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE (*14 juin 1954*) 151

LUTTONS POUR EDIFIER UN GRAND ETAT SOCIALISTE (*15 septembre 1954*) 158

LETTRE CONCERNANT LES RECHERCHES SUR *LE REVE DU PAVILLON ROUGE* (*16 octobre 1954*) 160

LE PEUPLE CHINOIS NE SE LAISSE PAS INTIMIDER PAR LA BOMBE ATOMIQUE (*28 janvier 1955*) 162

DISCOURS A LA CONFERENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS (*Mars 1955*) 164

Discours d'ouverture 164

Discours de conclusion 168

I. L'appréciation de la présente conférence 168

II. Le premier plan quinquennal 171

III. L'alliance antiparti Kao Kang — Jao Chou-che 172

IV. La situation actuelle 179

V. Luttons pour assurer le succès du VIII[e] Congrès du Parti 180

EN REFUTATION A L'"UNIFORMITE DE L'OPINION PUBLIQUE" (*24 mai 1955*) 184

PREFACE ET COMMENTAIRES DES *DOCUMENTS SUR LE GROUPE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DE HOU FENG* (*Mai et juin 1955*) 188

Préface 188

Commentaires (choix) 190

SUR LE PROBLEME DE LA COOPERATION AGRICOLE (*31 juillet 1955*) 196

IL FAUT S'APPUYER SUR LES MEMBRES DU PARTI ET DE LA LIGUE, SUR LES PAYSANS PAUVRES ET MOYENS-PAUVRES POUR REALISER LA COOPERATION AGRICOLE (*7 septembre 1955*) 222

DEBAT SUR LA COOPERATION AGRICOLE ET LUTTE DE CLASSES ACTUELLE (*11 octobre 1955*) 225

I. Le rapport entre la coopération agricole et la transformation de l'industrie et du commerce capitalistes 226

II. Le bilan des discussions sur la coopération agricole 231

III. La planification d'ensemble et la direction renforcée 233

IV. La lutte idéologique 237

V. D'autres problèmes 241

PREFACES DE *L'ESSOR DU SOCIALISME DANS LES CAMPAGNES CHINOISES* (*Septembre et décembre 1955*) 250

Préface I 250

Préface II 253

NOTES INTRODUCTOIRES POUR *L'ESSOR DU SOCIALISME DANS LES CAMPAGNES CHINOISES* (*Septembre et décembre 1955*) 258

DEMANDE D'AVIS SUR LES "DIX-SEPT POINTS" CONCERNANT L'AGRICULTURE (*21 décembre 1955*) 297

ACCELERER LA TRANSFORMATION SOCIALISTE DE L'ARTISANAT (*5 mars 1956*) 302

SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS (*25 avril 1956*) 306

I. Le rapport entre l'industrie lourde d'une part, l'industrie légère et l'agriculture d'autre part 307

II. Le rapport entre l'industrie des régions côtières et celle de l'intérieur 309

III. Le rapport entre l'édification économique et l'édification de la défense nationale 310
IV. Les rapports entre l'Etat, les unités de production et les producteurs 312
V. Le rapport entre les autorités centrales et les administrations locales 315
VI. Le rapport entre les Hans et les minorités nationales 318
VII. Le rapport entre le Parti communiste et les partis non communistes 319
VIII. Le rapport entre la révolution et la contre-révolution 321
IX. Le rapport entre ce qui est juste et ce qui est faux 325
X. Le rapport entre la Chine et les autres pays 327

L'IMPERIALISME AMERICAIN EST UN TIGRE EN PAPIER (*14 juillet 1956*) 332

RENFORCER L'UNITE DU PARTI ET CONTINUER LES TRADITIONS DU PARTI (*30 août 1956*) 337

CERTAINES EXPERIENCES HISTORIQUES DE NOTRE PARTI (*25 septembre 1956*) 350

A LA MEMOIRE DU Dr SUN YAT-SEN (*12 novembre 1956*) 357

DISCOURS A LA DEUXIEME SESSION PLENIERE DU COMITE CENTRAL ISSU DU VIIIe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS (*15 novembre 1956*) 359

DISCOURS PRONONCES A LA CONFERENCE DES SECRETAIRES DES COMITES DU PARTI POUR LES PROVINCES, MUNICIPALITES ET REGIONS AUTONOMES (*Janvier 1957*) 379
I. Discours du 18 janvier 379
II. Discours du 27 janvier 390

DE LA JUSTE SOLUTION DES CONTRADICTIONS AU SEIN DU PEUPLE (*27 février 1957*) 417
I. Deux types de contradictions de caractère différent 417
II. L'élimination des contre-révolutionnaires 430
III. La coopération agricole 433
IV. Les industriels et les commerçants 436
V. Les intellectuels 438
VI. Les minorités nationales 440
VII. Planification d'ensemble et dispositions appropriées 441

VIII. "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent" et "Coexistence à long terme et contrôle mutuel" 443
IX. Les troubles créés par un petit nombre de gens 450
X. Une chose mauvaise peut-elle se transformer en une bonne? 451
XI. Le régime de stricte économie 453
XII. La voie de l'industrialisation de la Chine 455

INTERVENTION A LA CONFERENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR LE TRAVAIL DE PROPAGANDE (*12 mars 1957*) 458

PERSEVERONS DANS UNE VIE SIMPLE ET UNE LUTTE ARDUE ET RESSERRONS NOS LIENS AVEC LES MASSES (*Mars 1957*) 474

LES CHOSES COMMENCENT A CHANGER (*15 mai 1957*) 479

LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS CONSTITUE LE NOYAU DIRIGEANT DU PEUPLE CHINOIS TOUT ENTIER (*25 mai 1957*) 486

ORGANISONS NOS FORCES POUR RIPOSTER AUX ATTAQUES EFFRENEES DES DROITIERS (*8 juin 1957*) 487

L'ORIENTATION BOURGEOISE DU *WENHUI BAO* DOIT ETRE CRITIQUEE (*1er juillet 1957*) 490

REPOUSSONS LES ATTAQUES DES DROITIERS BOURGEOIS (*9 juillet 1957*) 497

LA SITUATION EN CET ETE 1957 (*Juillet 1957*) 514

SOYONS LES PROMOTEURS DE LA REVOLUTION (*9 octobre 1957*) 525

IL FAUT AVOIR UNE CONFIANCE INEBRANLABLE DANS LA GRANDE MAJORITE DES MASSES (*13 octobre 1957*) 541

LA METHODE DIALECTIQUE POUR ASSURER L'UNITE DU PARTI (*18 novembre 1957*) 558

TOUS LES REACTIONNAIRES SONT DES TIGRES EN PAPIER (*18 novembre 1957*) 561

毛 泽 东 选 集
第 五 卷

外文出版社出版（北京）
1977年（小16开）第一版
编号：（法）1050—2375
00440（精）
00340（平）
1—F—999